

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CIX

1930-1931

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2524. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord relatif aux colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la colonie et le protectorat de Sierra-Leone. Signé à Freetown, le 27 février 1930, et à Washington, le 16 avril 1930	9
N° 2525. — Inde et Turquie :	
Echange de notes concernant les relations commerciales entre l'Inde et la Turquie. Ankara, le 3 septembre 1930	25
N° 2526. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Echange de notes modifiant le Protocole du 6 août 1914, concernant les Nouvelles-Hébrides. Paris, le 4 septembre 1930	31
N° 2527. — Autriche et Pays-Bas :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à La Haye, le 28 mars 1929	39
N° 2528. — Perse et Pologne :	
Convention de commerce, signée à Téhéran, le 19 mars 1927, avec protocole concernant la substitution d'un nouveau texte au texte de l'article VI, signé à Téhéran, le 14 avril 1928, échange de notes de la même date, et échange de notes comportant un accord additionnel à la convention, Varsovie, le 4 novembre 1930	53
N° 2529. — Perse et Pologne :	
Traité d'amitié, signé à Téhéran, le 19 mars 1927, et échange de notes y relatif, Téhéran, le 14 avril 1928	87
N° 2530. — Perse et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et protocole. Signés à Moscou, le 2 août 1929	99

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CIX

1930-1931

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2524. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Parcel Post Agreement between the United States of America and the Sierra Leone Colony and Protectorate. Signed at Freetown, February 27, 1930 and at Washington, April 16, 1930	9
No. 2525. — India and Turkey :	
Exchange of Notes regarding Commercial Relations between India and Turkey. Ankara, September 3, 1930	25
No. 2526. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Exchange of Notes for the Amendment of the Protocol of August 6, 1914, in regard to the New Hebrides. Paris, September 4, 1930	31
No. 2527. — Austria and the Netherlands :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at The Hague, March 28, 1929... ..	39
No. 2528. — Persia and Poland :	
Commercial Convention, signed at Teheran, March 19, 1927, with Protocol regarding the Substitution of a New Text for the Text of Article VI, signed at Teheran, April 14, 1928, Exchange of Notes of the same date and Exchange of Notes constituting an Additional Agreement to the Convention, Warsaw, November 4, 1930	53
No. 2529. — Persia and Poland :	
Treaty of Friendship, signed at Teheran, March 19, 1927, and Exchange of Notes relating thereto, Teheran, April 14, 1928... ..	87
No. 2530. — Persia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement regarding the Exchange of Postal Parcels, with Protocol. Signed at Moscow, August 2, 1929... ..	99

	Pages
N° 2531. — Danemark et Pays-Bas :	
Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de navigation maritime. Signé à La Haye, le 8 novembre 1930	115
N° 2532. — Irak, Palestine, Syrie, Transjordanie et Turquie :	
Accord relatif à la création d'un office international de renseignements sur les sauterelles, et Statut organique. Signés à Damas, le 20 mai 1926	121
N° 2533. — Espagne et Luxembourg :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec protocole final. Signés à Luxembourg, le 21 juin 1928	137
N° 2534. — Hongrie et Turquie :	
Convention commerciale, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 21 mai 1930... ..	153
N° 2535. — Islande et Suède :	
Déclaration concernant la réciprocité de traitement des travailleurs en matière d'assurance contre les accidents. Signée à Stockholm, le 31 octobre 1930	171
N° 2536. — Etat libre d'Irlande et Norvège :	
Accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés sur les affaires d'armement maritime. Signé à Dublin, le 21 octobre 1930	177
N° 2537. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance appartenant aux yachtclubs des pays respectifs. Stockholm, les 22 et 29 octobre 1930	181
N° 2538. — Lithuanie et Norvège :	
Echange de notes concernant l'exemption réciproque des taxes sur les automobiles et autres véhicules à moteur pour l'usage des routes. Stockholm, les 10 et 14 novembre 1930	187
N° 2539. — Lettonie et Suède :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises, avec protocole final et arrangement y annexé relatif à la délivrance des lettres-appendices de jauge lettonnes, conformément aux règlements suédois sur le jaugeage. Signés à Riga, le 11 janvier 1930	193
N° 2540. — Danemark et Suède :	
Echange de notes comportant un accord concernant l'assistance médicale et le rapatriement des marins. Copenhague, le 27 janvier 1930	205

	Page
No. 2531. — Denmark and the Netherlands :	
Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of certain Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at The Hague, November 8, 1930	115
No. 2532. — Iraq, Palestine, Syria, Transjordan and Turkey :	
Agreement concerning the Creation of an International Office for Information regarding Locusts, and Organic Statute. Signed at Damascus, May 20, 1926	121
No. 2533. — Spain and Luxemburg :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, with Final Protocol. Signed at Luxemburg, June 21, 1928	137
No. 2534. — Hungary and Turkey :	
Commercial Convention, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, May 21, 1930	153
No. 2535. — Iceland and Sweden :	
Declaration concerning Reciprocity of Treatment for Workmen in respect of Accident Insurance. Signed at Stockholm, October 31, 1930	171
No. 2536. — Irish Free State and Norway :	
Agreement for the reciprocal Exemption from Taxation in certain cases of the Business of Shipping. Signed at Dublin, October 21, 1930	177
No. 2537. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Facilities to be granted to Yachts belonging to Yacht Clubs of the two Countries. Stockholm, October 22 and 29, 1930	181
No. 2538. — Lithuania and Norway :	
Exchange of Notes regarding the reciprocal Exemption from Road Duties on Automobiles and other Motor Vehicles. Stockholm, November 10 and 14, 1930	187
No. 2539. — Latvia and Sweden :	
Agreement regarding the mutual Recognition of Latvian and Swedish Tonnage Certificates, with Final Protocol and Agreement annexed thereto regarding the Issue of Latvian Tonnage Certificates " with Appendix " in accordance with the Swedish Rules of Ship Measurement. Signed at Riga, January 11, 1930... ..	193
No. 2540. — Denmark and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Medical Treatment and Repatriation of Seamen. Copenhagen, January 27, 1930	205

	Pages
N° 2541. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité concernant la réglementation du statut de la frontière décrite à l'article 83 du Traité de paix de Versailles, en date du 28 juin 1919, signé à Berlin, le 3 février 1927, et procès-verbal y annexé, signé à Prague, le 28 mars 1924	219
N° 2542. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 20 mars 1929	261
N° 2543. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 20 mars 1929	267
N° 2544. — Allemagne et Suisse :	
Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires et de sentences arbitrales. Signée à Berne, le 2 novembre 1929	273
N° 2545. — Danemark et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Oslo, le 6 novembre 1930	283
N° 2546. — Allemagne et France :	
Convention relative à l'organisation des gares frontières. Signée à Paris, le 13 avril 1925	295
N° 2547. — Allemagne et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Moscou, le 16 avril 1929	327
N° 2548. — Allemagne et France :	
Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière germano-française, avec protocole de signature et annexes, signés à Paris, le 25 avril 1929, protocole additionnel, signé à Paris, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif, Paris, les 25 avril 1929, 21 novembre 1929 et 24 mars 1930	333
N° 2549. — Allemagne et Turquie :	
Traité d'arbitrage et de conciliation, avec protocole final. Signés à Ankara, le 16 mai 1929	451
N° 2550. — Allemagne et Canada :	
Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles. Signé à La Haye, le 14 janvier 1930	473
N° 2551. — Allemagne et Nouvelle-Zélande :	
Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège constitué en vertu du Traité de Versailles. Signé à La Haye, le 17 janvier 1930, et échange de notes y relatif, de la même date	485
N° 2552. — Allemagne et Autriche :	
Accord concernant la protection réciproque de la propriété industrielle et de la propriété littéraire et artistique. Signé à Berlin, le 15 février 1930	501

	Page
No. 2541. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty regulating the Frontier Relations on the Frontier described in Article 83 of the Treaty of Peace of Versailles of June 28, 1919, signed at Berlin, February 3, 1927, and Procès-Verbal annexed thereto, signed at Prague, March 28, 1924	219
No. 2542. — United States of America and Belgium :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, March 20, 1929	261
No. 2543. — United States of America and Belgium :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, March 20, 1929	267
No. 2544. — Germany and Switzerland :	
Convention concerning the Recognition and Execution of Judicial Decisions and Arbitral Awards. Signed at Berne, November 2, 1929	273
No. 2545. — Denmark and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Oslo, November 6, 1930	283
No. 2546. — Germany and France :	
Convention regarding the Organisation of Frontier Stations. Signed at Paris, April 13, 1925	295
No. 2547. — Germany and Union of Soviet Socialist Republics :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Tonnage Certificates. Moscow, April 16 1929	327
No. 2548. — Germany and France :	
Convention regulating Frontier Traffic on the Germano-French Frontier, with Protocol of Signature and Annexes, signed at Paris, April 25, 1929, Additional Protocol, signed at Paris, May 17, 1929, and Exchange of Notes, relating thereto, Paris, April 25, 1929, November 21, 1929, and March 24, 1930	333
No. 2549. — Germany and Turkey :	
Treaty of Arbitration and Conciliation, with Final Protocol. Signed at Ankara, May 16, 1929	451
No. 2550. — Germany and Canada :	
Agreement regarding the Release of Property, Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in Pursuance of the Treaty of Versailles. Signed at The Hague, January 14, 1930	473
No. 2551. — Germany and New Zealand :	
Agreement regarding the Release of Property Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in Pursuance of the Treaty of Versailles. Signed at The Hague, January 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	485
No. 2552. — Germany and Austria :	
Agreement regarding the reciprocal Protection of Industrial Property and of Literary and Artistic Property. Signed at Berlin, February 15, 1930	501

N° 2524.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord relatif aux colis postaux entre
les Etats-Unis d'Amérique et la
colonie et le protectorat de Sierra-
Leone. Signé à Freetown, le 27
février 1930, et à Washington, le
16 avril 1930.

UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Parcel Post Agreement between the
United States of America and
the Sierra Leone Colony and
Protectorate. Signed at Free-
town, February 27, 1930 and at
Washington, April 16, 1930.

No. 2524. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SIERRA LEONE COLONY AND PROTECTORATE. SIGNED AT FREETOWN, FEBRUARY 27, 1930, AND AT WASHINGTON, APRIL 16, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 novembre 1930.

For the purpose of concluding arrangements for the exchange of parcel post packages between THE UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States) and THE SIERRA LEONE COLONY AND PROTECTORATE, the undersigned Walter F. BROWN, Postmaster General of the United States of America, and Norman Stephen DAVIS, Postmaster General of the Sierra Leone Colony and Protectorate, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles :

I. LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, three feet six inches (one hundred and five centimetres) in length, or six feet (one hundred and eighty centimetres) in length and girth combined.
2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the dispatching office shall be accepted, save in cases of obvious error.

II. POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage and fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, as may from time to time be prescribed by its regulations.
2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, must be prepaid.

III. PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and, in the case of parcels addressed by tag only because of their shape or size, must also be written on a

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2524. — ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COLONIE ET LE PROTECTORAT DE SIERRA-LEONE, RELATIF AUX COLIS POSTAUX. SIGNÉ A FREETOWN, LE 27 FÉVRIER 1930, ET A WASHINGTON, LE 16 AVRIL 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place November 12, 1930.

En vue de conclure des arrangements concernant l'échange des colis postaux entre LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, les Iles Hawaiï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges, appartenant aux États-Unis), d'une part, et LA COLONIE et LE PROTECTORAT DE SIERRA LEONE, d'autre part, les soussignés Walter F. BROWN, Postmaster General des États-Unis d'Amérique, et Norman Stephen DAVIS, Postmaster General de la Colonie et du Protectorat de Sierra-Leone, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de vingt-deux livres anglaises (dix kg.), ni mesurer plus de trois pieds six pouces (cent cinq centimètres) en longueur, ou plus de six pieds (cent quatre-vingts centimètres), longueur et pourtour réunis.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf en cas d'erreur évidente.

II. PORT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine a le droit de percevoir auprès de l'expéditeur de chaque colis les frais de port et les droits afférents à toute demande de renseignements sur le sort d'un colis, postérieurement à son expédition, comme il est prescrit par ses règlements.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, le port et les droits, visés à la précédente section, qui pourraient être exigibles, devront être payés d'avance.

III. CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire doivent être écrits exactement et lisiblement pour chaque colis et autant que possible sur le colis lui-même ou sur une étiquette y adhérent et, pour les colis où l'adresse figure sur une étiquette volante uniquement en raison

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

separate slip which slip must be enclosed in the parcel, but such address slips should be enclosed in all parcels. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose, which customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and sealed parcels shall be officially resealed.

5. Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or strong fibre board or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

6. Powders and dyes in powder form must be packed in lead-sealed metal containers which containers must be enclosed in substantial outer covers, so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

IV. PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal.

(d) Any article of which the admission is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article, and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.

3. The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

de leur forme et de leurs dimensions, ces noms et adresses doivent, en outre, être inscrits sur un feuillet distinct contenu dans le colis ; il y aurait d'ailleurs lieu d'insérer un de ces feuillets dans tous les colis. Les colis ne portant que les initiales de l'expéditeur ou du destinataire seront refusés, à moins que ces initiales ne représentent le nom social ou la raison sociale des expéditeurs ou des destinataires.

Les adresses écrites au crayon ordinaire sont interdites, mais il pourra être fait usage d'un crayon à encre à copier ou d'un crayon indélébile sur une surface préalablement humectée.

2. L'expéditeur préparera, pour chaque colis expédié de l'un ou l'autre pays, une déclaration en douane, établie sur un formulaire spécial prévu à cet effet. Cette déclaration en douane donnera une description générale du colis, un énoncé exact et détaillé de son contenu et de sa valeur, la date de l'expédition, les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, et elle sera solidement attachée au colis.

3. Les administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être emballé comme l'exigent la durée du transport et la préservation du contenu. Les colis ordinaires pourront être cachetés à la cire, plombés ou fermés de toute autre manière, mais le pays destinataire sera en droit de les ouvrir (et de briser les plombs ou cachets) en vue d'inspecter le contenu. Les colis ainsi ouverts seront refermés, et les colis plombés ou cachetés seront revêtus de nouveaux plombs ou cachets officiels.

5. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé résistant, carton fibre, ou autre récipient d'une solidité égale) il devra être aménagé un espace qui sera rempli de sciure de bois, de son ou autre matière spongieuse, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

6. Les poudres et les colorants en poudre devront être emballés dans des récipients métalliques plombés, ces récipients devant eux-mêmes être renfermés dans des emballages solides, de manière à protéger efficacement le surplus du courrier postal.

IV. INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postal les articles ci-après :

a) Des lettres ou communications ayant le caractère d'une lettre. Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

b) Un pli portant une autre adresse que celle figurant sur l'enveloppe du colis.

c) Des animaux vivants.

d) Des articles dont l'admission est interdite par la législation douanière ou par toute autre loi ou règlement en vigueur dans l'un ou l'autre pays.

e) Des matières explosibles ou inflammables, et, en général, tous articles dont le transport est dangereux.

2. En cas de remise par l'une des administrations à l'autre administration d'un colis constituant une contravention à l'une quelconque des interdictions ci-dessus, l'administration réceptrice prendra les mesures prescrites par sa législation et ses règlements intérieurs.

3. Les deux administrations postales se communiqueront la liste des articles prohibés, sans assumer de ce fait aucune responsabilité envers la police, les autorités douanières ou les expéditeurs des colis.

V. CUSTOMS DUTIES.

The parcels shall be subject in the country of destination to all Customs duties and all Customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and the Customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the Customs regulations of the country of destination.

VI. METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

VII. BILLING OF PARCELS.

1. The entries on the parcel bills shall show in respect to each parcel the serial number of the entry, the name of the office of origin, the name and address of the addressee, and the contents and value as shown on the customs declaration.

2. Two copies of each parcel bill shall be sent to the office of exchange of the country of destination.

3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word "Returned."

4. Each dispatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

5. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

VIII. CERTIFICATES OF MAILING.

The sender may receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose, in accordance with the laws and regulations of the Administration of origin.

IX. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of any parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

X. TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Administration.

V. DROITS DE DOUANE.

Les colis seront assujettis dans le pays de destination à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers en vigueur dans ce pays et destinés à protéger ses recettes douanières ; les droits de douane exigibles seront perçus lors de la remise du colis au destinataire, comme il est prescrit par les règlements douaniers du pays de destination.

VI. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

L'échange des colis sera effectué, en sacs convenablement clos et scellés, par les soins des bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations ; ces colis seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, aux frais de ce dernier et par les moyens dont il dispose.

VII. FEUILLES DE ROUTE.

1. Les feuilles de route devront énoncer pour chaque colis le numéro d'ordre de la feuille de route, le nom du bureau d'origine, le nom et l'adresse du destinataire et le contenu et la valeur du colis, résultant de la déclaration en douane.

2. Deux copies de chaque feuille de route seront adressées au bureau d'échange du pays de destination.

3. Les énonciations d'une feuille de route afférente à tout colis retourné devront être suivies de la mention « Retour ».

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire. Le dernier numéro d'ordre de l'année sera mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

5. La méthode exacte à suivre pour donner avis des colis ou des récipients qui les contiennent, expédiés en transit par une administration en ayant recours à l'entremise de l'autre, ainsi que les questions de détail ayant trait à l'avis d'expédition de ces colis ou de leurs récipients, non prévues par les présentes dispositions, seront réglées d'un commun accord par correspondance entre les deux administrations.

VIII. RÉCÉPISSÉS.

L'expéditeur pourra obtenir du bureau de poste d'expédition un récépissé établi sur un formulaire spécial, conformément aux lois et règlements de l'administration d'origine.

IX. EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES COLIS POSTAUX ORDINAIRES.

L'expéditeur et le destinataire d'un colis quelconque n'auront droit à aucune indemnité en cas de perte totale ou partielle ou d'avarie d'un colis.

X. COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration contractante garantit le droit de transit à travers son territoire, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, en ce qui concerne les colis en provenance ou à destination du territoire de l'autre administration contractante.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary.

XI. CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On receipt of a Parcel Mail, the receiving Office of Exchange shall check it. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the dispatching Office of Exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly, it will be assumed that the mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.

2. In the case of any discrepancies or irregularities in a Mail, such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation which may be made.

3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the dispatching Office of Exchange from which the dispatch was received.

XII. FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES. DEMURRAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressees for delivery and for the fulfilment of Customs formalities a charge not exceeding ten cents gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.

2. Each Administration may impose reasonable storage or demurrage charges in case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Administration of the country of destination. Any such charges shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

XIII. RE-DIRECTION.

1. Any parcel re-directed within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.

2. When a parcel is re-directed to either country, new postage may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of such postage when not prepaid.

XIV. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

1. The parcels to which this Agreement applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.

2. Each Administration shall retain to its own use the whole of the postage and fees and other charges which it collects under the provisions of this Agreement.

2. Les deux administrations se notifieront mutuellement les pays à destination desquels des colis postaux pourront être expédiés par leur entremise.

3. Pour pouvoir être acheminés vers une destination ultérieure, les colis expédiés par l'une des administrations contractantes en ayant recours à l'entremise de l'autre administration devront remplir les conditions prescrites par l'administration intermédiaire.

XI. VÉRIFICATION DU BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Dès réception d'un courrier de colis postaux, le bureau d'échange réceptionnaire procédera à sa vérification. Toute divergence ou irrégularité constatée sera immédiatement notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Faute de notification immédiate le courrier et les feuilles de route seront présumés en bon ordre.

2. Les divergences ou irrégularités constatées seront enregistrées de manière qu'il soit possible de fournir des renseignements sur la question, en cas d'enquête ultérieure éventuelle.

3. Au cas où une feuille de route manquerait, il en sera établi un duplicata dont copie sera adressé au bureau d'échange expéditeur.

XII. DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT. — FRAIS DE MAGASINAGE.

1. L'administration du pays de destination pourra réclamer au destinataire, pour factage et dédouanement, une taxe ne dépassant pas dix cents or par colis, ainsi qu'une surtaxe de factage d'un montant égal pour chaque nouvelle présentation du colis au domicile du destinataire après une première présentation sans résultat.

2. Chaque administration aura la faculté de percevoir des droits raisonnables de magasinage ou d'entrepôt, au cas où le destinataire ne prendrait pas livraison d'un colis dans le délai raisonnable prescrit par l'administration du pays de destination. Les droits en question seront annulés en cas de retour du colis au pays d'origine.

XIII. RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis sur le territoire du pays de destination, ou sa livraison à un autre destinataire au bureau de destination initial, donnera lieu à la perception des surtaxes établies par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un ou l'autre pays, une nouvelle taxe de port pourra, si elle n'a pas été acquittée à l'avance, être perçue au moment de la remise au destinataire et sera acquise à l'administration qui l'aura encaissée. L'administration qui procédera à la livraison du colis, fixera le montant de cette taxe de port, lorsqu'elle n'aura pas été acquittée d'avance.

XIV. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Les colis auxquels s'applique le présent accord ne seront sujets à aucune taxe postale autre que celles que prévoient les différents articles dudit accord.

2. Chaque administration conservera pour son propre usage la totalité des taxes de port et autres droits perçus en vertu des dispositions du présent accord.

XV. RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered. The requests for return or change of address which must conform to the rules laid down by the domestic regulations of the contracting Administrations, are to be addressed to the central Administrations or to such post offices as may be mutually agreed upon by correspondence.

XVI. NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification. New postage may be collected from the sender and retained by the Administration making the collection.

2. The sender of a parcel may request, at the time of mailing, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear in the parcel or on a Dispatch Note or Customs Declaration attached to or stuck on the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed ‘ Abandon ’.”

“ If not deliverable as addressed ‘ Deliver to ’.”

3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of original destination in the United States of America and at the expiration of twenty-eight days from the date of receipt at the post office of original destination in the Sierra Leone Colony and Protectorate. Parcels held at the disposal of a second addressee in the Sierra Leone Colony and Protectorate may be held for an additional seven days. Refused parcels will be returned at once from both countries. Each returned parcel shall be marked to show the reason for non-delivery.

4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has marked “ Abandon ” may be sold at auction at the expiration of thirty days in the United States of America, and at the expiration of twenty-eight days in the Sierra Leone Colony and Protectorate.

XVII. CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the Customs authorities concerned are fulfilled, the customs charges, properly so-called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in the Sierra Leone Colony and Protectorate and in the United States of America.

XVIII. RE-TRANSMISSION.

Missent parcels shall be forwarded to their destinations by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration, but must not be marked with the customs or charges by the reforwarding Administration.

XV. RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra en demander le retour ou en faire changer l'adresse. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse, établies conformément aux dispositions du règlement intérieur des administrations contractantes, seront adressées aux administrations centrales ou aux bureaux de poste dont il sera convenu de part et d'autre par correspondance.

XVI. NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra être remis à l'adresse indiquée sera retourné à l'expéditeur sans préavis. Une nouvelle taxe de port pourra être réclamée à l'expéditeur et sera acquise à l'administration qui l'aura perçue.

2. L'expéditeur d'un colis aura la faculté de demander, au moment de l'expédition, que, si ce colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : a) traité comme colis abandonné ; ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution n'est admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le colis ou sur un bulletin d'expédition ou une déclaration en douane, attachés ou collés au colis, et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si la remise est impossible à l'adresse indiquée.... abandonner. »

« Si la remise est impossible à l'adresse indiquée.... remettre à..... »

3. Sauf dispositions contraires, les colis qui ne pourront être remis à l'adresse indiquée seront renvoyés à l'expéditeur après expiration d'un délai de trente jours à compter de la date de réception au bureau de poste de destination primitive, aux Etats-Unis d'Amérique, et après expiration d'un délai de vingt-huit jours à partir de la date de réception au bureau de poste de destination primitive, dans la Colonie et le Protectorat de Sierra-Leone. Les colis mis à la disposition d'un second destinataire, dans la Colonie et le Protectorat de Sierra-Leone, pourront être conservés pendant un délai supplémentaire de sept jours. Les colis refusés seront renvoyés immédiatement par l'un et l'autre pays et porteront, dans chaque cas, une marque indiquant la raison pour laquelle ils n'ont pas été remis au destinataire.

4. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre, pourront seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans préavis ni formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera dressé un procès-verbal de la vente ou de la destruction, et il en sera rendu compte à l'administration du pays d'origine.

5. Les colis dont la remise sera impossible et que l'expéditeur aura marqués « abandonner » pourront être vendus aux enchères à l'expiration d'un délai de trente jours aux Etats-Unis d'Amérique et à l'expiration d'un délai de vingt-huit jours dans la Colonie et le Protectorat de Sierra-Leone.

XVII. ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Sous réserve que les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées auront été remplies, les droits de douane proprement dits afférents aux colis détruits, abandonnés par l'expéditeur, renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés aussi bien dans la Colonie et le Protectorat de Sierra-Leone qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

XVIII. RÉEXPÉDITION DES COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectuera cette réexpédition, mais ils ne devront pas être grevés des droits de douane ou autres taxes par l'administration en question.

XIX. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the dispatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XX. CHARGES.

1. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

2. In the case of a parcel returned or re-directed in transit through one of the two Administrations to the other, the intermediate Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

3. For every parcel mailed in one country and addressed for delivery in the other which weighs not exceeding 3 pounds a payment of one shilling (24 cents) shall be made by the dispatching Administration to the receiving Administration, for every parcel which weighs over 3 pounds and not over 7 pounds a payment of one shilling and six pence (36 cents) shall be made, for every parcel which weighs over 7 pounds and not over 11 pounds a payment of two shillings (48 cents) shall be made and for every parcel which weighs over 11 pounds and not over 22 pounds a payment of three shillings (72 cents) shall be made.

XXI. ACCOUNTING.

1. Terminal parcels.

At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect to the parcels received in excess of those dispatched.

2. Transit parcels.

Each Administration shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

XXII. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. The Postmaster General of the United States of America and the Postmaster General of the Sierra Leone Colony and Protectorate shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the services contemplated by this Agreement as well as to provide arrangement for the registration and insurance of parcel post packages and

XIX. SACS POSTAUX.

Chacune des administrations fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront réexpédiés par paquets de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et le nombre total des sacs sera signalé sur la feuille de route.

XX. TAXES.

1. Les sommes à allouer pour les colis expédiés par une administration à l'autre administration, en vue d'être transmis à une possession de l'un ou l'autre pays ou à un troisième pays, seront fixées par l'administration intermédiaire.

2. En cas de colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations contractantes à destination de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire par terre ou par mer, ainsi que les sommes dues éventuellement à toute autre administration (ou toutes autres administrations) intéressées.

3. Pour chaque colis expédié de l'un des pays à destination de l'autre et dont le poids ne dépasse pas trois livres anglaises, l'administration expéditrice versera un shilling (24 cents) à l'administration destinataire ; pour chaque colis qui pèse plus de trois livres anglaises sans dépasser sept livres anglaises, il sera effectué un paiement d'un shilling six pence (36 cents) ; pour chaque colis dont le poids dépasse sept livres anglaises sans être supérieur à onze livres anglaises, la somme versée sera de deux shillings (48 cents) ; et pour tout colis pesant plus de onze livres anglaises sans dépasser vingt-deux livres anglaises, il sera effectué un paiement de trois shillings (72 cents).⁴

XXI. COMPTABILITÉ.

1. Colis à destination de l'un ou l'autre pays.

A la fin de chaque trimestre, le pays créateur établira un compte des sommes qui lui sont dues pour le nombre de colis reçus par lui en excédent de ceux qu'il aura expédiés.

2. Colis en transit.

Chaque administration établira également, tous les trimestres, un compte des sommes qui lui sont dues pour les colis adressés par l'autre administration en vue de leur transmission vers une destination ultérieure.

3. Ces comptes seront soumis, pour vérification, à l'administration correspondante, dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard à l'expiration du trimestre suivant.

5. Le solde résultant de la balance des comptes entre les deux administrations sera payé par traites sur New-York ou par tout autre moyen dont il pourra être convenu d'un commun accord, par correspondance, entre les deux administrations, les frais de règlement étant à la charge de l'administration débitrice.

XXII. QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique et le Postmaster General de la Colonie et du Protectorat de Sierra-Leone auront qualité pour apporter de temps à autre, d'un commun accord, par correspondance, telles modifications, et pour adopter tels règlements complémentaires d'ordre et de détail, qui pourront devenir nécessaires afin de faciliter le fonctionnement des services envisagés par le présent accord ; ils auront également qualité pour prendre conjointement, des

for the exchange of parcels subject to collect-on-delivery charges should both countries at any time desire any one or all of these services.

2. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XXIII. DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Administrations has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

3. Done in duplicate and signed at Freetown the 27th day of February, 1930, and at Washington the 16th day of April, 1930.

(Signed) N. S. DAVIS,
*Postmaster-General of the Sierra Leone
Colony and Protectorate.*

(Signed) Walter F. BROWN,
*Postmaster-General of the United
States of America.*

The foregoing Parcel Post Agreement between the United States of America and the Sierra Leone Colony and Protectorate has been negotiated and concluded with my advice and consent, and is hereby approved and ratified.

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed.

[Seal]
By the President :

(Sgd.)
Acting Secretary of State,
Washington, April 23, 1930.

(Signed) Herbert Hoover.

arrangements en ce qui concerne la recommandation et des colis avec valeur déclarée, ainsi que l'échange des colis expédiés contre remboursement, au cas où les deux pays désireraient, à un moment quelconque, instituer l'un de ces services ou tous ces services.

2. Les administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements applicables au transport des colis par service postal.

XXIII. DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent accord entrera en vigueur et les services qu'il envisage commenceront à une date à convenir entre les administrations des deux pays.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait notifié à l'autre, avec préavis de six mois, son intention de le dénoncer.

3. Fait en double expédition et signé à Freetown, le 27 février 1930, et à Washington, le 16 avril 1930.

(Signé) N. S. DAVIS,
*Postmaster General de la Colonie
et du Protectorat de Sierra-Leone.*

(Signé) Walter F. BROWN,
*Postmaster General des Etats-Unis
d'Amérique.*

L'accord ci-dessus relatif à l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la Colonie et le Protectorat de Sierra-Leone a été négocié et conclu sur mon conseil et avec mon assentiment ; il est, par les présentes, approuvé et ratifié.

En foi de quoi j'y ai fait apposer le sceau des Etats-Unis.

[Sceau.]
Par le Président,
(Signé)

Le Secrétaire d'Etat *p. i.*
Washington, le 23 avril 1930.

(Signé) Herbert Hoover.

N° 2525.

INDE ET TURQUIE

Echange de notes concernant les relations commerciales entre l'Inde et la Turquie. Ankara, le 3 septembre 1930.

INDIA AND TURKEY

Exchange of Notes regarding Commercial Relations between India and Turkey. Ankara, September 3, 1930.

No. 2525. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE TURKISH GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN INDIA AND TURKEY. ANKARA, SEPTEMBER 3, 1930.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 novembre 1930.

English and Turkish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 12, 1930.

No. 1.

SIR GEORGE CLERK TO DR. TEVFIK RÜSTÜ BEY.

BRITISH EMBASSY
IN TURKEY.

September 3, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that, pending the negotiation and conclusion of a treaty regulating the commercial relations of the two countries, the Government of India, in order to avoid any impediment to the trade and commerce between India and Turkey on the lapse of the *modus vivendi* brought into force by an exchange of notes¹ on the 2nd July, 1929, to which India adhered on the 1st August, 1929, undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the expiration of the above-mentioned *modus vivendi*, to goods the produce or manufacture of Turkey a treatment in India which shall be as favourable in all respects as that accorded to goods the produce or manufacture of the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations.

2. It is understood that the treatment of the most favoured foreign country stipulated in the preceding paragraph will not embrace the special advantages which are or may in the future be accorded in customs matters by Turkey to countries detached from the Ottoman Empire under the Treaty of Lausanne² of the 24th July, 1923.

3. In India and in the territories under the administration of the Government of India Turkish nationals, and in Turkey nationals of British India and of territories under the administration of the Government of India, will have the right to travel freely, to establish themselves and to

¹ Vol. XCIV, page 41 ; et vol. C, page 261, de ce recueil.

² Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

¹ Vol. XCIV, page 41 ; and Vol. C, page 261, of this Series.

² Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

acquire moveable and immoveable property under the same conditions as the nationals of the most favoured foreign country.

4. The undertakings contained in this note will take effect as from the expiration of the *modus vivendi* mentioned in paragraph 1 above, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that the undertakings may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice and subject to the aforesaid right of termination they will remain in operation until the entry into force of the Treaty of Commerce which is now to be negotiated, as from which date they will *ipso facto* cease to be effective.

I avail, etc.

George R. CLERK.

Nº 2.

DR. TEVFIK RÜŞTÜ BEY TO SIR GEORGE CLERK.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

HARICIYE VEKÂLETİ,

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

ANKARA, 3 Eylül, 1930.

ANKARA, September 3, 1930.

BÜYÜK ELÇİ HAZRETLERİ,

YOUR EXCELLENCY,

TÜRKİYE ile Hindistan arasındaki ticaret münasebetlerini tanzim edecek olan muahedenin müzakere ve akdine intizaren ve 2 Temmuz 1929 tarihinde nota teatisi suretile meriyete konup Hindistan'ın 1 Ağustos 1929 tarihinde iltihak eylediği Modüs Vivendi müddetinin hitamında iki memleket arasındaki ticareti sektedar edebileck her türlü maniyai bertaraf etmek üzere, Türkiye Cumhuriyeti Hükümetinin, mütekabilyet sartiile yukarıda zikredilen Modüs Vivendinin inkızasından itibaren Hindistan'da müstahsal veya mamul emtiaya, her hususta, Türkiye'de en ziyade müsadeye mazhar ecnebi memlekette müstahsal veya mamul emtiaya bahşedilen muamele kadar müsait bir muamele tatbik etmeği taahhüt eylediğini Zatiâlinize bildirmekle kesbi şeref eylerim. Bu muamele ticaret ve seyrisefaine, ithalât, ihracat ve transite, ve alelumum gümrük rüsum ve muamelâtile ticarî muamelelere müteallik bütün hususlarda tatbik edilecektir.

I have the honour to inform you that, pending the negotiations and conclusion of a treaty regulating the commercial relations between Turkey and India, the Government of the Turkish Republic, in other to avoid any impediment to the trade and commerce between the two countries on the lapse of the *modus vivendi* brought into force by an exchange of notes on the 2nd July, 1929, to which India adhered on the 1st August, 1929, undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the expiration of the above-mentioned *modus vivendi*, to goods the produce or manufacture of India a treatment in Turkey which shall be as favourable in all respects as that accorded to goods the produce or manufacture of the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

2. Şurası mukarrerdir ki yukarıdaki fıkrada yazılı en ziyade müsadeye mazhar ecnebi memleket muamelesi, 24 Temmuz 1923 tarihli Lozan Muahedesi mucibince Osmanlı İmparatorluğundan ayrılmış olan memleketlere gümrük hususlarında Türkiye tarafından bahşedilmiş veya ileride edilebilecek olan hususî menfaatları tazammun etmiyecektir.

3. Hindistan'da ve Hindistan Hükümetinin idaresi altındaki memleketlerde Türk tebeası Türkiye'de İngiliz Hindistanı « British India » ile Hindistan Hükümetinin idaresi altındaki memleketler tebeası en ziyade müsadeye mazhar ecnebi devlet tebeası ile aynı şerait dairesinde, serbestçe seyahat, ikamet etmek ve menkul ve gayrimenkul emval tasarruf eylemek hakkını haiz olacaklardır.

4. Bu notanın ihtiva eylediği taahhütler yukarıdaki birinci fıkrada zikredilen Modüs Vivendinin inkızasından itibaren meriyete girecek ve lâakal altı ay meri olacaktır. Şurası mukarrerdir ki, Taraflardan her biri mezkûr taahhütleri—fesh, ihbar tarihinden üç ay sonra muteber olmak üzere—üçüncü ayın nihayetinde veya bu tarihten sonra her an feshedebilecektir. Böyle bir ihbar vukubulmadığı takdirde mezkûr taahhütler elyevm müzakeresine başlanacak olan Ticaret muahedesinin tatbık tarihine kadar —salifüzzikir feshi hakkı mahfuz kalmak şartile —meri ve bu tarihte bilfiil hükümden sakıt ola caktır.

Bilvesile, Büyük Elçi Hazretleri, Zatîâlinize ihtiramatı faikamı teyit eylerim.

Dr. Rüştü.

2. It is understood that the treatment of the most favoured foreign country stipulated in the preceding paragraph will not embrace the special advantages which are or may in the future be accorded in customs matters by Turkey to countries detached from the Ottoman Empire under the Treaty of Lausanne of the 24th July, 1923.

3. In India and the territories under the administration of the Government of India Turkish nationals, and in Turkey nationals of British India and of territories under the administration of the Government of India will have the right to travel freely, to establish themselves and to acquire moveable and immoveable property under the same conditions as the nationals of the most favoured foreign country.

4. The undertakings contained in this note will take effect as from the expiration of the *modus vivendi* mentioned in paragraph 1 above and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that the undertakings may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice and subject to the aforesaid right of termination they will remain in operation until the entry into force of the Treaty of Commerce which is now to be negotiated, as from which date they will *ipso facto* cease to be effective.

I avail, &c

DR. RÜŞTÜ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2525. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT TURC CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'INDE ET LA TURQUIE. ANKARA, LE 3 SEPTEMBRE 1930.

N^o 1.

SIR GEORGE CLERK AU D^r TEVFIK RÜŞTÜ BEY.

AMBASSADE BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

Le 3 septembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, d'informer Votre Excellence qu'en attendant la négociation et la conclusion d'un traité réglementant les relations commerciales des deux pays, le Gouvernement de l'Inde, afin d'éviter tout obstacle aux échanges commerciaux entre l'Inde et la Turquie, lors de l'expiration du *modus vivendi* institué par l'échange de notes du 2 juillet 1929 et auquel l'Inde a adhéré le 1^{er} août 1929, s'engage, sous réserve de réciprocité, à accorder dans l'Inde, à compter de la date d'expiration du *modus vivendi* susmentionné, aux marchandises produites ou fabriquées en Turquie, un traitement qui sera, à tous égards, aussi favorable que le traitement accordé aux marchandises produites ou fabriquées par la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement sera accordé, en matière de commerce et de navigation, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, et, en général, pour tout ce qui a trait aux droits et formalités de douane ainsi qu'aux opérations commerciales.

2. Il est entendu que le traitement de la nation étrangère la plus favorisée stipulé au paragraphe précédent, ne comprendra pas les avantages douaniers spéciaux qui sont accordés ou qui pourraient être ultérieurement accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

3. Dans l'Inde et dans les territoires placés sous l'administration du Gouvernement de l'Inde, les ressortissants turcs et, en Turquie, les ressortissants de l'Inde britannique et des territoires placés sous l'administration du Gouvernement de l'Inde, auront le droit de voyager librement, de s'établir et d'acquérir des biens meubles et immeubles, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée.

4. Les engagements contenus dans la présente note seront valables à dater de l'expiration du *modus vivendi* visé au paragraphe 1 ci-dessus et resteront en vigueur pendant une période de six mois au moins, étant entendu que l'une ou l'autre Partie pourra mettre fin à ces engagements par un préavis de trois mois notifié à la fin du troisième mois ou à tout moment après cette date. Faute de quoi, et sous réserve du droit de dénonciation susmentionné, ces engagements resteront valables jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce dont les négociations doivent commencer maintenant, date à partir de laquelle ils cesseront *ipso facto* de produire leurs effets.

Je saisis, etc.

George R. CLERK.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2.

LE DOCTEUR TEVFIK RÜŞTÜ BEY A SIR GEORGE CLERK.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANKARA, le 3 septembre 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la négociation et la conclusion d'un traité réglementant les relations commerciales entre la Turquie et l'Inde, le Gouvernement de la République turque, afin d'éviter tout obstacle aux échanges commerciaux entre les deux pays, lors de l'expiration du *modus vivendi* institué par l'échange de notes du 2 juillet 1929 et auquel l'Inde a adhéré le 1^{er} août 1929, s'engage, sous réserve de réciprocité, à accorder en Turquie, à compter de la date d'expiration du *modus vivendi* susmentionné, aux marchandises produites ou fabriquées dans l'Inde, un traitement qui sera, à tous égards, aussi favorable que le traitement accordé aux marchandises produites ou fabriquées par la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement sera accordé, en matière de commerce et de navigation, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit et, en général, pour tout ce qui a trait aux droits et formalités de douanes ainsi qu'aux opérations commerciales.

2. Il est entendu que le traitement de la nation étrangère la plus favorisée stipulé au paragraphe précédent, ne comprendra pas les avantages douaniers spéciaux qui sont accordés ou qui peuvent être ultérieurement accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

3. Dans l'Inde et dans les territoires placés sous l'administration du Gouvernement de l'Inde, les ressortissants turcs et, en Turquie, les ressortissants de l'Inde britannique et des territoires placés sous l'administration du Gouvernement de l'Inde, auront le droit de voyager librement, de s'établir et d'acquérir des biens meubles et immeubles, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation étrangère la plus favorisée.

4. Les engagements contenus dans la présente note seront valables à dater de l'expiration du *modus-vivendi* visé au paragraphe 1 ci-dessus et resteront en vigueur pendant une période de six mois au moins, étant entendu que l'une ou l'autre Partie pourra mettre fin à ces engagements par un préavis de trois mois notifié à la fin du troisième mois ou à tout moment après cette date. Faute de quoi, et sous réserve du droit de dénonciation susmentionné, ces engagements resteront valables jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce dont les négociations doivent commencer maintenant, date à partir de laquelle ils cesseront *ipso facto* de produire leurs effets.

Je saisis, etc.

Dr Rüştü.

N° 2526.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE

Échange de notes modifiant le Pro-
tocolé du 6 août 1914, concernant
les Nouvelles-Hébrides. Paris, le
4 septembre 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE

Exchange of Notes for the Amend-
ment of the Protocol of August 6,
1914, in regard to the New
Hebrides. Paris, September 4,
1930.

No. 2526. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE FRENCH GOVERNMENT FOR THE AMENDMENT OF THE PROTOCOL OF AUGUST 6, 1914, IN REGARD TO THE NEW HEBRIDES. PARIS, SEPTEMBER 4, 1930.

No. 2526. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, MODIFIANT LE PROTOCOLE DU 6 AOUT 1914, CONCERNANT LES NOUVELLES-HÉBRIDES. PARIS, LE 4 SEPTEMBRE 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 novembre 1930.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 12, 1930.

No. 1.

MR. CAMPBELL TO M. BRIAND.

BRITISH EMBASSY.

PARIS, September 4, 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Provision is contained in paragraph 4 of Article 4 of the Protocol¹ of the 6th August, 1914, regarding the administration of the Anglo-French condominium of the New Hebrides, that English and French money and banknotes authorised by either Power shall be legal tender in the Group. In Articles 7, 8 (paragraph 10), 12 (paragraphs 6 and 7), 14 (paragraph 5), 22 (paragraph 4), 31 (paragraphs 2, 5 and 7), 46 (paragraph 4), 48, 56 (paragraph 1) and 61 (paragraph 1) of that Protocol certain sums of money are mentioned in sterling in the English text and in francs in the French text, based upon a rate of exchange of 25 francs to the pound. As a result of the new value of the franc established by the French law of stabilisation, it has appeared desirable to make readjustments in the French text of the financial provisions of the Protocol and to fix by common agreement the rate of exchange at 124 francs to the pound sterling. The French text of the relevant paragraphs of the above-mentioned articles will, therefore, read as follows :

« Article 7. — Les Hauts-Commissaires auront le pouvoir d'édicter conjointement, pour le maintien de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour l'exécution de la présente convention, des règlements locaux applicables à tous les habitants de l'Archipel sans aucune exception, et de sanctionner ces règlements par des pénalités n'excédant pas un mois de privation de liberté et 2.480 francs d'amende.

¹ Vol. X, page 333, de ce recueil.

¹ Vol. X, page 333, of this Series.

» *Article 8* (paragraphe 10). — En matière civile ou commerciale, appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes pourra être porté devant le Tribunal mixte lorsque l'objet du litige excédera 4.960 francs en principal et 248 francs de revenu.

» *Article 12* (paragraphe 6). — . . . Les outrages visés au présent paragraphe seront punis d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 5 francs à 2.480 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. . . .

» (Paragraphe 7.) — La compétence du Tribunal mixte s'étend aux amendes à prononcer dans la limite de 5 francs à 2.480 francs contre les assesseurs et témoins qui, dûment convoqués ou cités, et sauf le cas d'excuse reconnue valable par le Tribunal, ne se présenteront pas en temps voulu, et . . .

» *Article 14* (paragraphe 5). — Tout jugement du Tribunal mixte prononçant une amende peut fixer, en outre, pour le cas de non-paiement de l'amende, la durée de la contrainte par corps, à raison d'un jour d'emprisonnement par 24 francs 80 d'amende, sans que cette durée puisse excéder quinze jours. . . .

» *Article 22* (paragraphe 4). — Quiconque aura enfreint cette interdiction sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 124 francs à 4.960 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des restitutions qui pourront être ordonnées et des dommages-intérêts qui pourront être alloués.

» *Article 31* (paragraphe 2). — En ce qui concerne les recruteurs de profession, le permis de recruter ne sera délivré qu'après le dépôt par le recruteur d'un cautionnement de 9.920 francs entre les mains d'un agent désigné par le Commissaire-Résident compétent.

» (Paragraphe 5.) — Sera puni d'un emprisonnement d'un jour à trois mois et d'une amende de 5 francs à 4.960 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, le fait d'avoir recruté un indigène, . . .

» (Paragraphe 7.) — . . . Le fait pour le recruteur de s'opposer à l'exécution de cet ordre ou d'en gêner ou empêcher l'exécution, sera puni d'un emprisonnement d'un jour à trois mois et d'une amende de 5 francs à 4.960 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. . . .

» *Article 46* (paragraphe 4). — Toutes les fois que le carnet individuel n'indiquera pas le prix convenu lors de l'engagement, ce prix sera compté à raison de 62 francs par mois, sans que l'engagiste soit admis à faire la preuve qu'un salaire moindre avait été convenu.

» *Article 48*. — Tout engagé ayant donné à son engagiste de justes sujets de plainte en ce qui concerne sa conduite ou son travail pourra, sur la proposition de l'engagiste, être puni par le commissaire-résident compétent ou par son délégué, soit d'une obligation supplémentaire de travail, soit d'une amende de 5 francs à 124 francs, soit d'une augmentation de durée d'engagement dans les limites prévues à l'article 42 ci-dessus, soit d'une peine disciplinaire emportant privation de liberté et ne pouvant excéder une durée d'un mois.

» *Article 56* (paragraphe 1). — Les infractions aux dispositions de la présente convention commises par des non-indigènes en ce qui concerne le recrutement et l'engagement des travailleurs indigènes, seront punies d'une amende de 24 francs 80 à 2.480 francs et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, excepté dans les cas prévus aux paragraphes 5, 6, 7 et 9 de l'article 31 ci-dessus, où il sera fait application des peines déterminées auxdits paragraphes.

» *Article 61* (paragraphe 1). — Les infractions aux articles 57, 59 et 60 ci-dessus commises par les non-indigènes seront punies d'une amende de 24 francs 80 à 2.480 francs et d'un emprisonnement d'un jour à un mois ou de l'une des deux peines seulement.»

2. The amounts mentioned in francs in the Protocol of the 6th August, 1914, being thus brought into conformity with the amounts mentioned therein in sterling, the provisions of Article 4 of the Agreement of the 18th August, 1927, regarding the administration of the New Hebrides will, therefore, be annulled.

3. There is also a divergence between the English and French texts of Article 7 of the Anglo-French Protocol of the 6th August, 1914, respecting the Condominium of the New Hebrides, which would be rectified by the substitution of the word "and" for "or" in the last sentence of the English text of that Article. Article 7 of the Protocol, thus amended, would read :

"The High Commissioners shall have power to issue jointly for the maintenance of order and for the good government of the Group, and for carrying the present Convention into effect, local regulations binding on all the inhabitants of the Group without exception, and to enforce such regulations by penalties not exceeding one month's confinement and a fine of £20."

4. The present exchange of notes constitutes the recognition of the agreement reached between our two Governments in this matter.

I have, etc.

R. H. CAMPBELL.

N^o 2.

M. BRIAND TO MR. CAMPBELL.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 4 septembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

L'accord franco-anglais du 6 août 1914 relatif au condominium des Nouvelles-Hébrides prévoit au paragraphe 4 de son article 4 que les monnaies françaises et anglaises ainsi que les billets des banques autorisées par l'une ou l'autre Puissance auront cours légal dans l'Archipel.

Les articles 7, 8 (paragraphe 10), 12 (paragraphe 6 et 7), 14 (paragraphe 5), 22 (paragraphe 4), 31 (paragraphe 2, 5 et 7), 46 (paragraphe 4), 48, 56 (paragraphe 1) et 61 (paragraphe 1) du protocole mentionnent certaines sommes d'argent en livres sterling dans le texte anglais et en francs au taux de 25 francs la livre sterling dans le texte français.

En raison de la nouvelle valeur du franc, établie par la loi française de stabilisation, il est apparu désirable de procéder dans le texte français à un réajustement des dispositions financières de ce protocole et d'établir, par un commun accord, le taux du change de 124 francs à la livre sterling.

Le texte français des paragraphes à modifier, ci-dessus mentionnés, se lira donc comme suit :

« Article 7. — Les Hauts-Commissaires auront le pouvoir d'édicter conjointement, pour le maintien de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour l'exécution de la présente convention, des règlements locaux applicables à tous les habitants de l'Archipel sans aucune exception, et de sanctionner ces règlements par des pénalités n'excédant pas un mois de privation de liberté et 2.480 francs d'amende.

» Article 8 (paragraphe 10). — En matière civile ou commerciale, appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes pourra être porté devant le Tribunal mixte lorsque l'objet du litige excédera 4.960 francs en principal et 248 francs de revenu.

» *Article 12* (paragraphe 6). — . . . Les outrages visés au présent paragraphe seront punis d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 5 francs à 2.480 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. . . .

» (Paragraphe 7.) — La compétence du Tribunal mixte s'étend aux amendes à prononcer, dans la limite de 5 francs à 2.480 francs contre les assesseurs et témoins qui, dûment convoqués ou cités, et sauf le cas d'excuse reconnue valable par le Tribunal, ne se présenteront pas en temps voulu, et . . .

» *Article 14* (paragraphe 5). — Tout jugement du Tribunal mixte prononçant une amende peut fixer, en outre, pour le cas de non-paiement de l'amende, la durée de la contrainte par corps, à raison d'un jour d'emprisonnement par 24 francs 80 d'amende, sans que cette durée puisse excéder quinze jours. . . .

» *Article 22* (paragraphe 4). — Quiconque aura enfreint cette interdiction sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 124 francs à 4.960 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des restitutions qui pourront être ordonnées et des dommages-intérêts qui pourront être alloués.

» *Article 31* (paragraphe 2). — En ce qui concerne les recruteurs de profession, le permis de recruter ne sera délivré qu'après le dépôt par le recruteur d'un cautionnement de 9.920 francs entre les mains d'un agent désigné par le Commissaire-Résident compétent.

» (Paragraphe 5.) — Sera puni d'un emprisonnement d'un jour à trois mois et d'une amende de 5 francs à 4.960 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, le fait d'avoir recruté un indigène, . . .

» (Paragraphe 7.) — . . . Le fait pour le recruteur de s'opposer à l'exécution de cet ordre ou d'en gêner ou empêcher l'exécution, sera puni d'un emprisonnement d'un jour à trois mois et d'une amende de 5 francs à 4.960 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. . . .

» *Article 46* (paragraphe 4). — Toutes les fois que le carnet individuel n'indiquera pas le prix convenu lors de l'engagement, ce prix sera compté à raison de 62 francs par mois, sans que l'engagiste soit admis à faire la preuve qu'un salaire moindre avait été convenu.

» *Article 48*. — Tout engagé ayant donné à son engagiste de justes sujets de plainte en ce qui concerne sa conduite ou son travail pourra, sur la proposition de l'engagiste, être puni par le Commissaire-Résident compétent ou par son délégué, soit d'une obligation supplémentaire de travail, soit d'une amende de 5 francs à 124 francs, soit d'une augmentation de durée d'engagement dans les limites prévues à l'article 42 ci-dessus, soit d'une peine disciplinaire emportant privation de liberté et ne pouvant excéder une durée d'un mois.

» *Article 56* (paragraphe 1). — Les infractions aux dispositions de la présente convention commises par des non-indigènes en ce qui concerne le recrutement et l'engagement des travailleurs indigènes, seront punies d'une amende de 24 francs 80 à 2.480 francs et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, excepté dans les cas prévus aux paragraphes 5, 6, 7 et 9 de l'article 31 ci-dessus, où il sera fait application des peines déterminées auxdits paragraphes.

» *Article 61* (paragraphe 1). — Les infractions aux articles 57, 59 et 60 ci-dessus commises par les non-indigènes seront punies d'une amende de 24 francs 80 à 2.480 francs et d'un emprisonnement d'un jour à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.»

Les sommes libellées en francs dans le Protocole du 6 août 1914 étant ainsi ramenées à la valeur des sommes libellées en livres sterling, les dispositions de l'article 4 de l'Arrangement du 18 août 1927 relatif à l'administration des Nouvelles-Hébrides sont annulées.

En outre, les textes français et anglais de l'article 7 du Protocole du 6 août 1914 présentent une divergence qui sera rectifiée en remplaçant, dans la dernière phrase du texte anglais de cet article, le mot « or » par le mot « and ».

L'article 7 du protocole ainsi modifié se lira donc :

“ The High Commissioners shall have power to issue jointly, for the maintenance of order and for the good government of the Group, and for carrying the present Convention into effect, local regulations binding on all the inhabitants of the Group without exception, and to enforce such regulations by penalties not exceeding one month's confinement and a fine of £20.”

Le présent échange de notes constitue la reconnaissance de l'accord intervenu entre nos deux gouvernements à ce sujet.

Veillez agréer, etc.

A. BRIAND.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *September 4, 1930.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Provision is contained in paragraph 4 of Article 4 of the Protocol of the 6th August, 1914, regarding the administration of the Anglo-French condominium of the New Hebrides, that English and French money and banknotes authorised by either Power shall be legal tender in the Group. In Articles 7, 8 (paragraph 10), 12 (paragraphs 6 and 7), 14 (paragraph 5), 22 (paragraph 4), 31 (paragraphs 2, 5 and 7), 46 (paragraph 4), 48, 56 (paragraph 1) and 61 (paragraph 1) of that Protocol certain sums of money are mentioned in sterling in the English text and in francs in the French text, based upon a rate of exchange of 25 francs to the pound. As a result of the new value of the franc established by the French law of stabilisation, it has appeared desirable to make readjustments in the French text of the financial provisions of the Protocol and to fix by common agreement the rate of exchange at 124 francs to the pound sterling. The French text of the relevant paragraphs of the above-mentioned articles will, therefore, read as follows :

(Here follows the French text as in No. 1.)

The amounts mentioned in francs in the Protocol of the 6th August, 1914, being thus brought into conformity with the amounts mentioned therein in sterling, the provisions of Article 4 of the Agreement of the 18th August, 1927, regarding the administration of the New Hebrides will, therefore, be annulled.

There is also a divergence between the English and French texts of Article 7 of the Anglo-French Protocol of the 6th August, 1914, respecting the Condominium of the New Hebrides, which would be rectified by the substitution of the word “ and ” for “ or ” in the last sentence of the English text of that Article. —Article 7 of the Protocol, thus amended, would read :

“ The High Commissioners shall have power to issue jointly for the maintenance of order and for the good government of the Group, and for carrying the present Convention into effect, local regulations binding on all the inhabitants of the Group without exception, and to enforce such regulations by penalties not exceeding one month's confinement and a fine of £20.”

The present exchange of notes constitutes the recognition of the agreement reached between our two Governments in this matter.

Accept, etc.

A. BRIAND.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1.

MR. CAMPBELL A M. BRIAND.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

PARIS, le 4 septembre 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Protocole du 6 août 1914 relatif au condominium anglo-français des Nouvelles-Hébrides prévoit au paragraphe 4 de son article 4 que les monnaies anglaises et françaises ainsi que les billets des banques autorisées par l'une ou l'autre Puissance auront cours légal dans l'Archipel. Les articles 7, 8 (paragraphe 10), 12 (paragraphe 6 et 7), 14 (paragraphe 5), 22 (paragraphe 4), 31 (paragraphe 2, 5 et 7), 46 (paragraphe 4), 48, 56 (paragraphe 1), et 61 (paragraphe 1) de ce Protocole mentionnent certaines sommes d'argent en livres sterling dans le texte anglais et en francs au taux de 25 francs la livre sterling dans le texte français. En raison de la nouvelle valeur du franc établi par la loi française de stabilisation, il est apparu désirable de procéder dans le texte français à un réajustement des dispositions financières du protocole et d'établir, par un commun accord, le taux du change de 124 francs à la livre sterling. Le texte français des paragraphes en question des articles précités se lira donc comme suit :

(Voir le texte de ces articles dans l'original anglais, note N^o 1.)

2. Les sommes libellées en francs dans le Protocole du 6 août 1914 étant ainsi ramenées à la valeur des sommes libellées en livres sterling, les dispositions de l'article 4 de l'Arrangement du 18 août 1927 relatif à l'administration des Nouvelles-Hébrides sont, en conséquence, annulées.

3. En outre, les textes français et anglais de l'article 7 du Protocole anglo-français du 6 août 1914 relatif au condominium des Nouvelles-Hébrides présentent une divergence qui sera rectifiée en remplaçant dans la dernière phrase du texte anglais de cet article le mot « or » par le mot « and ». L'article 7 du protocole ainsi modifié, se lira donc :

“ The High Commissioners shall have power to issue jointly for the maintenance of order and for the good government of the Group, and for carrying the present Convention into effect, local regulations binding on all the inhabitants of the Group without exception, and to enforce such regulations by penalties not exceeding one month's confinement and a fine of £20.”

Le présent échange de notes constitue la reconnaissance de l'accord intervenu entre nos deux gouvernements à ce sujet.

Veillez agréer, etc.

R. H. CAMPBELL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2527.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final. Signés à La
Haye, le 28 mars 1929.

**AUSTRIA
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol. Signed at
The Hague, March 28, 1929.

N^o 2527. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'AUTRICHE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 28 MARS 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 novembre 1930.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations économiques entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence Adolf DUFFEK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie sous tous les rapports au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils seront assimilés aux nationaux en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation. Ils auront, comme les nationaux, également droit à la protection de leur personne et de leurs biens et le droit d'acquérir et de disposer de toutes propriétés mobilières et immobilières. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants et de les employer pour la sauvegarde de leurs droits par-devant lesdits tribunaux.

2. Il est entendu toutefois que les dispositions précédentes ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions, en vigueur dans les territoires des Hautes Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

3. Les ressortissants de chacune des deux Parties seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 13 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2527. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN AUSTRIA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 28, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place November 13, 1930.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of establishing closer economic relations between the two States, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

HIS EXCELLENCY Adolf DUFFEK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Austria at The Hague ;

Who, having communicated their full powers, found in full and good form, have agreed on the following Articles :

Article I.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be treated in all respects in the territory of the other Party, at least as favourably as the nationals of the most favoured nation. They shall have the same rights as nationals of the country so far as concerns settlement and the conduct of trade, industry and navigation. They shall, like nationals of the country, also be entitled to protection of their persons and property, and shall have the right to acquire and dispose of movable and immovable property of every kind. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the courts of justice of the other Party, whether as plaintiffs or as defendants. They shall be entitled to choose their own notaries, advocates and representatives and employ them to defend their rights before the said Courts in the same manner as nationals of the country.

2. It is, however, understood that the above provisions shall in no way involve any exception to the laws, ordinances and special regulations concerning trade, industry, police, public safety and the exercise of certain trades and professions, in force in the territories of the High Contracting Parties and applicable to all foreigners generally

3. The nationals of each of the two Parties shall be free to settle their affairs in the territory of the other Party, either in person or through an intermediary of their own choice, subject to no restrictions other than those provided for by the laws and regulations in force in the territory in question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, August 13, 1930.

4. Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux.

5. Les ressortissants de chaque Partie, qui sont étrangers d'après la législation de l'autre et qui auront dûment fait connaître leur nationalité, seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service personnel obligatoire, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposée aux lieu et place dudit service personnel obligatoire. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers. Ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

Article 2.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation et d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui d'après les lois de cette Partie y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et spécialement à ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives, en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission des sociétés énoncées ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui voudront, après l'entrée en vigueur du présent traité, étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie et qui, à cet effet, auraient besoin d'une autorisation spéciale, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'Etat respectif.

3. Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions en vigueur sur le territoire du pays respectif, ne seront pas soumises à des taxes, contributions et généralement à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celles, imposées aux sociétés d'un Etat tiers quelconque, et jouiront à tout égard du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article 3.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde ou pourrait accorder à l'avenir à un Etat tiers quelconque en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits ou des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

2. Les produits naturels ou fabriqués, originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, sont admis en Autriche et les produits naturels ou fabriqués originaires de l'Autriche sont admis aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao au bénéfice du régime de tarifs le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou accordera à un Etat tiers quelconque, tant en ce qui concerne tous les droits et taxes, qu'en ce qui concerne tous les coefficients, surtaxes ou majorations dont ces droits et taxes sont ou pourront être l'objet.

3. Dans le cas où des prohibitions d'importation ou d'exportation, qui sont ou seraient à l'avenir établies par l'une des Hautes Parties contractantes, entraveraient le commerce entre lesdites Parties, chacune d'elles se déclare prête à entrer, sur la demande de l'autre, en négociations pour la conclusion d'un accord concernant l'octroi de facilités à l'importation ou à l'exportation.

4. La disposition de l'alinéa 3 ne s'applique pas aux prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation qui sont ou seraient établies pour une des raisons suivantes :

- a) Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
- b) Pour des raisons de sûreté publique ;

4. They shall not have to pay for the exercise of their trade, industry and navigation in the territory of the other Party any tax, fee or duty other or higher than those levied on nationals of the country.

5. Nationals of each Party who are foreigners according to the legislation of the other Party, and who have duly notified their nationality, shall be exempt in the territory of the other Party from any compulsory personal service, and from any contribution, either in money or in kind, imposed in lieu of such compulsory personal service. They shall not be liable, either in time of peace or in time of war, to any military services or requisitions other than those imposed on nationals of the country, and only to the same extent and according to the same principles as the latter. They shall be entitled to the compensation provided by law for nationals of the country.

Article 2.

1. Joint stock companies and other commercial, industrial and financial companies, including shipping and insurance companies, having their headquarters in the territory of one of the High Contracting Parties and legally incorporated in that territory according to the laws of that Party, shall also be authorised in the territory of the other Party to defend all their rights and more particularly to bring legal proceedings, so long as they comply with the relevant laws and decrees in force in the territory of the said other Party.

2. The admission of the above-mentioned companies, legally incorporated in the territory of one of the High Contracting Parties, which after the coming into force of the present Treaty, may desire to extend their activities to the territory of the other Party and which may have need of special permission for that purpose, shall be governed by the laws and decrees in force in the territory of the State in question.

3. The said companies, once admitted in accordance with the laws and regulations in force in the territory of the country in question, shall not be liable for taxes or contributions or, in a general way, for any fiscal dues other or higher than those imposed on companies belonging to any third State, and shall in all respects enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 3.

1. Each of the High Contracting Parties undertakes to grant the other the most favourable treatment which it grants or may hereafter grant to any third State, so far as concerns the export, import, bonding and transit of goods, the payment of duties or charges and the discharge of Customs formalities.

2. Natural or manufactured products originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao shall be granted in Austria, and natural or manufactured products originating in Austria shall be granted in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, the most favourable tariff régime which each of the High Contracting Parties grants or may hereafter grant to any third State, both as regards all duties and charges and all coefficients, surtaxes or increases which are or may hereafter be applied to the duties and charges in question.

3. Should import or export prohibitions which are or may hereafter be imposed by one of the High Contracting Parties hamper trade between the said Parties, each of them declares itself ready to enter, at the request of the other, into negotiations for the conclusion of an agreement concerning the granting of facilities for imports or exports.

4. The provisions of paragraph 3 shall not apply to import or export prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed for any of the following reasons :

- (a) Under exceptional circumstances on war supplies ;
- (b) For reasons of public safety ;

c) Pour les monopoles d'Etat, actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

d) Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;

e) Par rapport à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 4.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne frapperont en aucun cas les produits de l'autre Partie d'une manière plus gênante que les produits de même espèce de la nation la plus favorisée.

Article 5.

1. Tout en étant mis au bénéfice des avantages plus grands, pouvant découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans le pays des achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise chez les négociants ou producteurs de ces marchandises ou dans les locaux de vente publics et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela est permis aux voyageurs de commerce nationaux.

2. La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle annexé à la Convention¹ pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

3. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières, nécessaires pour en assurer la réexportation.

4. Il est entendu que l'exception des marchandises prohibées de l'admission en franchise temporaire ne s'applique qu'aux échantillons des marchandises dont l'importation est prohibée pour des raisons humanitaires et de police ou en vue de la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies contagieuses.

5. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes seront, pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationales.

6. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce, qui ne se conforment pas aux conditions établies.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

(c) In respect of State monopolies which are at present in force or may hereafter be established ;

(d) For the purpose of applying to foreign goods prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be imposed by internal legislation on the production, sale, transport or consumption of similar native goods within the country ;

(e) In respect of sanitary police measures and for the protection of useful animals and plants against diseases or noxious insects and parasites, and particularly in the interests of public health in accordance with the international principles adopted with regard to such matters.

Article 4.

Internal duties, levied on account of the State or communes or corporations, which are or may hereafter be imposed on the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the High Contracting Parties, shall in no case fall more severely on the products of the other Party than on similar products of the most favoured nation.

Article 5.

1. While always enjoying any wider advantages which they may devise from most-favoured-nation treatment, traders, manufacturers and other producers of either country, and their commercial travellers, shall have the right on producing an identity-card issued by the authorities of their country and provided that they comply with the formalities prescribed in the territory of the other country, to make purchases in the said country for the purposes of their trade, manufacture or other undertaking from traders in or producers of such goods, or in the open market, and to solicit orders from persons or firms reselling such goods or making a professional or industrial use of the goods offered, without thereby becoming liable for any duty or tax. They shall be entitled to carry with them samples or patterns, but not goods, except when commercial travellers who are nationals of the country are allowed to do so.

2. The above-mentioned identity-card shall be made out in accordance with the model annexed to the Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities concluded at Geneva on November 3, 1923.

3. Articles liable to duty and used as samples, with the exception of goods the import of which is prohibited, shall be temporarily admitted duty-free by both parties, provided that the Customs formalities necessary to ensure their re-export are complied with.

4. It is understood that the regulation to the effect that prohibited goods are not allowed to be imported temporarily free of duty shall only apply to samples of goods the import of which is prohibited on humanitarian grounds or under police regulations, or with a view to the protection of human beings, animals or plants against contagious diseases.

5. The identification marks affixed to samples by the authorities of either High Contracting Party shall be recognised by the authorities of the other Party as establishing their identity, but it is understood that the latter shall have the right, in all cases in which it appears to them to be necessary, to affix their own national identification marks alongside.

6. The above privileges may be withdrawn from travellers and commercial firms who do not comply with the conditions laid down.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

Article 6.

1. Pour tout ce qui concerne le régime des voies ferrées et le trafic de transit, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement toutes les facilités de transport raisonnables et à prendre toutes mesures utiles pour que le transport s'exécute normalement et sans difficulté.

2. Les stipulations précédentes ne dérogent en rien aux dispositions des règlements de douane concernant le traitement des envois de transit, ni aux règlements relatifs au trafic et au commerce des marchandises, soumises à une taxe intérieure ou formant l'objet d'un monopole d'Etat. Le transit de ces marchandises ne devra, toutefois, être entravé plus qu'il n'est nécessaire pour la perception éventuelle de l'impôt intérieur sur les marchandises restant dans le pays ou pour le but du monopole.

Article 7.

1. Les Hautes Parties contractantes se déclarent d'accord pour que les transports s'étendant sur le territoire des Hautes Parties contractantes des voyageurs de quelque nationalité qu'ils soient, ainsi que de leurs bagages, seront soumis à un régime aussi favorable, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport, les impôts publics grevant les transports et l'acheminement, que le régime général appliqué aux transports des voyageurs dans le trafic intérieur ou dans le trafic avec un tiers Etat dans les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours.

2. Les marchandises expédiées des Pays-Bas à destination d'une gare autrichienne ou en transit par l'Autriche ne seront pas traitées, sur les chemins de fer autrichiens, moins favorablement, pour ce qui a trait à l'expédition et l'acheminement, aux prix de transport et aux charges publiques connexes aux transports, que les mêmes marchandises expédiées entre des gares autrichiennes, dans les mêmes conditions, dans la même direction et sur le même parcours.

3. Cette prescription sera également observée par les chemins de fer néerlandais à l'égard des marchandises expédiées de l'Autriche à destination d'une gare néerlandaise, ou lorsque ces marchandises traversent en transit le territoire néerlandais.

4. Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction et éducation publique, ni les réductions accordées dans le cas d'une calamité publique aux transports des voyageurs et des marchandises, ni celles appliquées aux transports militaires de l'armée, aux personnes du service public, du service de chemin de fer et des services similaires, de même qu'aux membres de leurs familles, ni aux envois en service d'entreprises indigènes de communications.

5. Il est également entendu que sur les chemins de fer secondaires (chemins de fer vicinaux, chemins de fer d'intérêt local, tramways) affectés principalement au trafic de tourisme, des réductions des prix de voyages pourront être réservées aux habitants indigènes des communes limitrophes.

Article 8.

1. Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons bénéficieront dans les ports et eaux et sur les cours d'eau navigables de l'autre de tous les avantages accordés à la nation la plus favorisée.

2. Les certificats de jaugeage des navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes sont acceptés par les autorités de l'autre sans qu'il soit procédé à de nouvelles vérifications ou mesures, à condition que les règles de jaugeage du pays où le certificat a été délivré soient reconnues équivalentes aux règles établies dans le pays de l'autre Partie.

Article 6.

1. In all matters relating to the régime of railways and transit traffic, the High Contracting Parties undertake to grant each other all reasonable transport facilities and to take all necessary measures to ensure that transport is effected normally and without difficulty.

2. The above provisions shall not involve any exception to the Customs regulations concerning the treatment of consignments in transit, nor to the regulations concerning the traffic and trade in goods which are subject to an internal tax or which form a State monopoly. The transit of such goods shall not, however, be interfered with more than is necessary for the levying of the internal tax on the goods if they remain in the country, or for the purposes of the monopoly.

Article 7.

1. The High Contracting Parties declare themselves in agreement that the transport over the territory of the High Contracting Parties of passengers of any nationality whatsoever and of their baggage shall be subject to a régime as favourable in respect of despatch, transport rates, public taxation of transport and routing as the general régime applicable to the transport of passengers in land traffic or in traffic to and from a third State under the same conditions, in the same direction and over the same route.

2. Goods consigned from the Netherlands to an Austrian station or in transit through Austria shall not be treated on the Austrian railways less favourably in respect of despatch and routing transport rates and public charges connected with transport, than the same goods consigned from one Austrian station to another under the same conditions, in the same direction and over the same route.

3. These regulations shall also be observed by the Dutch railways in respect of goods consigned from Austria to a Dutch station, or when such goods pass through Dutch territory in transit.

4. The above provisions shall not affect reduced rates granted to charitable organisations or organisations for public instruction and education, nor to reductions in passenger and goods rates granted in the case of a public calamity, nor to reduced rates applicable to military traffic, to public officials, to railway employees and persons in similar services and members of their families, nor to consignments of goods belonging to inland transport undertakings.

5. It is likewise understood that on secondary railways (light railways, small local railways, tramways) which are mainly used for tourist traffic, reductions in fares may be reserved for native inhabitants of neighbouring communes.

Article 8.

1. Vessels belonging to either of the High Contracting Parties, as also their crews, their passengers and their cargoes, shall enjoy in the ports and on the navigable waterways of the other Party all advantages granted to the most favoured nation.

2. Tonnage-measurement certificates of the vessels and ships of one of the High Contracting Parties shall be accepted by the authorities of the other Party without fresh verification or measurement on condition that the tonnage-measurement rules of the country in which the certificate was issued are recognised as being equivalent to the rules laid down in the country of the other Party.

Article 9.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au cabotage sur les côtes du Royaume des Pays-Bas, ledit cabotage demeurant exclusivement soumis aux lois et règlements y relatifs.

Article 10.

1. Aussi pour les cas non prévus par les articles précédents les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la navigation et le service consulaire.

2. Il est entendu toutefois que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux concessions que l'une des Hautes Parties contractantes accorde ou accordera à des États limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ou aux habitants de certains districts limitrophes.

Article 11.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent traité qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 12.

Les dispositions du présent traité sont aussi applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, à l'exception de la stipulation de l'article premier, alinéa 1, concernant les propriétés immobilières, le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée étant réciproquement applicable en la matière.

Article 13.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur, avec tacite reconduction pour une même période chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes au moins trois mois avant l'échéance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double à La Haye, le vingt-huit mars de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

DUFFEK.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation, conclu à la date de ce jour, entre les Pays-Bas et l'Autriche, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante dudit traité :

Article 9.

The provisions of the present Treaty shall not apply to the coasting trade on the coasts of the Kingdom of the Netherlands, the said coasting trade remaining exclusively subject to the laws and regulations *ad hoc*.

Article 10.

1. Furthermore, in cases not provided for by the above Articles, the High Contracting Parties grant each other most-favoured-nation treatment in all matters concerning trade, industry, navigation and the consular service.

2. It is nevertheless understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to concessions which either of the High Contracting Parties grants or may hereafter grant to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic, or to the inhabitants of certain frontier districts.

Article 11.

Any dispute as to the interpretation, application or execution of the present Treaty which it has not been possible to settle between the High Contracting Parties through the diplomatic channel shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 12.

The provisions of the present Treaty shall also apply to the Dutch Indies, to Surinam and to Curaçao, with the exception of the provisions of Article 1, paragraph 1, concerning immovable property, most-favoured-nation treatment applying reciprocally so far as this matter is concerned.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged at The Hague as soon as possible. It shall come into force three months after the exchange of ratifications, and shall remain binding for one year from the date of its coming into force, being extended by tacit consent for a similar period every time that it is not denounced by one of the High Contracting Parties at least three months before the expiry of such periods.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at The Hague on the twenty-eighth day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

BEELAERTS VAN BLOOKLAND.
DUFFEK.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded on to-day's date between the Netherlands and Austria, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

Il est entendu que là où, dans le présent traité, il est prévu que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux, cette Partie pourra également invoquer le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que la concession réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'impôts, de taxes, de contributions et de droits intérieurs a pour condition l'observation de la réciprocité par l'autre Haute Partie contractante en matière contributive et qu'elle n'est pas applicable à des clauses spéciales de traités conclus entre l'une des Hautes Parties contractantes et un tiers État pour équilibrer l'imposition à l'intérieur et à l'étranger, pour délimiter la souveraineté des deux pays en matière de contributions et notamment pour éviter la double imposition.

Il est également entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne pourra être invoquée par une des Hautes Parties contractantes pour obtenir des droits ou privilèges découlant de conventions plurilatérales d'ordre général, ainsi que de conventions de droit international privé.

Fait en double à La Haye, le vingt-huit mars de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

DUFFEK.

It is understood that where, in the present Treaty, it is provided that one of the High Contracting Parties shall grant the other Party the same treatment as its own nationals, the Party in question shall also be entitled to claim most-favoured-nation treatment.

It is understood, however, that the mutual granting of most-favoured-nation treatment as regards taxation, dues, contributions and internal duties is conditional on the observation of reciprocity by the other High Contracting Party in fiscal matters, and that it shall not apply to special clauses of Treaties concluded between either of the High Contracting Parties and another State for the purpose of balancing internal and foreign taxation, for the purpose of defining the sovereignty of the two countries in fiscal matters, and particularly for the purpose of avoiding double taxation.

It is also understood that the most-favoured-nation clause cannot be invoked by one of the High Contracting Parties for the purpose of obtaining rights or privileges deriving from multilateral Conventions of a general character or from Conventions in private international law.

Done in duplicate at The Hague on the twenty-eighth day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

DUFFEK.

N° 2528.

PERSE ET POLOGNE

Convention de commerce, signée à Téhéran, le 19 mars 1927, avec protocole concernant la substitution d'un nouveau texte au texte de l'article VI, signé à Téhéran, le 14 avril 1928, échange de notes de la même date, et échange de notes comportant un accord additionnel à la convention, Varsovie, le 4 novembre 1930.

PERSIA AND POLAND

Commercial Convention, signed at Teheran, March 19, 1927, with Protocol regarding the Substitution of a New Text for the Text of Article VI, signed at Teheran, April 14, 1928, Exchange of Notes of the same date, and Exchange of Notes constituting an Additional Agreement to the Convention. Warsaw, November 4, 1930.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2528. — UMOWA¹ HANDLOWA POMIĘDZY NAJJAŚNIEJSZĄ RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A CESARSTWEM PERSKIEM. PODPISANA W TEHERANIW, DNIA 19 MARCA 1927, r.²

N^o 2528. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LA SÉRÉNISSIME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A TÉHÉРАН, LE 19 MARS 1927².

Textes officiels français, persan et polonais, communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 novembre 1930.

French, Persian and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 14, 1930.

PREZYDENT NAJJAŚNIEJSZEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ z jednej strony, a JEGO CESARSKA MOŚĆ SZACH PERSJI z drugiej strony,

ożywieni jednakowym pragnieniem rozwoju i poparcia w miarę wszelkiej możności stosunków handlowych pomiędzy obydwojma Państwami w zastosowaniu artykułu V Traktatu³ Przyjaźni między Polską i Persją,

i uznając, że zasada klauzuli największego uprzywilejowania nie zawiera w sobie dla każdej z Wysokich Układających się Stron na terytorjum drugiej strony praw, przeciwnych zasadom wzajemności i zupełnej równości, na jakich oparte są wogóle stosunki traktatowe, ustalone pomiędzy obydwojma Wysokimi Układającymi się Stronami,

LE PRÉSIDENT DE LA SÉRÉNISSIME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'une part, et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE, d'autre part, animés d'un égal désir de développer et de favoriser dans toute la mesure possible les relations commerciales entre les deux pays en application de l'article V du Traité³ d'amitié entre la Pologne et la Perse,

Et reconnaissant que le principe de la clause de la nation la plus favorisée n'implique pas pour l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre de droits contraires aux principes de réciprocité et de parfaite égalité sur lesquels sont fondées en général les relations contractuelles établies entre les deux Hautes Parties contractantes,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 7 octobre 1930.

² Cette Convention s'applique à la Ville libre de Dantzig.

³ Voir page 87, de ce volume.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 7, 1930.

² This Convention applies to the Free City of Danzig.

³ See page 87, of this Volume.

postanowili zawrzeć Umowę Handlową i mianowali w tym celu :

PREZYDENT NAJJAŚNIEJSZEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Stanisława HEMPLA, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej w Persji,

JEGO CESARSKA MOŚĆ SZACH PERSJI :

Jego Ekscełencję Ali Gholi Khana ANSARI, Ministra Spraw Zagranicznych Persji,

Którzy, po przedłożeniu sobie wzajemnie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron mieć będą w granicach ustaw i przepisów obowiązujących prawo osiedlania się i pobytu na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony i będą mogli bez przeszkód przejeżdżać, wyjeżdżać i przemieszczać się z miejsca na miejsce.

Artykuł II.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron mieć będą prawo na terytorjum drugiej Strony narówni z krajowcami, stosując się do ustaw i przepisów obowiązujących, zajmować się wszelkiego rodzaju przemysłem i handlem oraz poświęcać się wszelkim rzemiosłom i zawodom, wyjąwszy takie, które są zastrzeżone dla krajowców na mocy odpowiednich ustaw i przepisów.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron nie będą podlegać na terytorjum drugiej Strony, czy to ze względu na ich majątek, prawa i interesy przy nabyciu, posiadaniu lub korzystaniu z tych majątków, jak również przy przenoszeniu ich własności w drodze cesji, zamiany lub dziedziczenia, żadnym ciężarom, opłatom, podatkom pośrednim lub bezpośrednio innym lub wyższym od tych, jakie są lub mogą być nakładane na własnych obywateli.

Artykuł III.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron korzystać będą na terytorjum drugiej

Ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA SÉRÉNISSIME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Stanislas HEMPEL, chargé d'Affaires de Pologne en Perse ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

Son Excellence Ali Gholi Khan ANSARI, ministre des Affaires étrangères de Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans la limite des lois et règlements en vigueur le droit de s'établir et de séjourner sur le territoire de l'autre et pourront, en conséquence, aller, venir et circuler librement.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre, à l'égal des nationaux, en se conformant toutefois aux lois et règlements en vigueur, le droit d'exercer toute espèce d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque, excepté ceux réservés aux seuls nationaux, en vertu des lois et règlements respectifs.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre, quant à leurs biens, droits et intérêts et quant à l'acquisition, possession et jouissance desdits biens, ainsi qu'à leur transfert par cession, mutation et héritage, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect autres ou plus élevés que ceux qui seront ou pourront être imposés aux nationaux.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire

Strony pod każdym względem z takiej samej opieki prawnej i sądowej osób i majątku, jak krajowcy.

Wobec tego będą oni mieli swobodny i łatwy dostęp do trybunałów i będą mogli stawać w sądach w tych samych warunkach, co i krajowcy, z zastrzeżeniem przepisów dotyczących kaucji *Judicatum Solvi* i Prawa Ubogich (bezpłatnej pomocy prawnej), które będą uregulowane ewentualnie w drodze osobnej konwencji.

Artykuł IV.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron mieć będą na terytorjum drugiej Strony, pod warunkiem wzajemności, prawo nabywania, posiadania i zbywania wszelkiego rodzaju majątku ruchomego.

Co się tyczy nieruchomości, obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron mieć będą, podporządkowując się prawom i przepisom krajowym, prawo dzierżawić i nabywać na zupełną własność domy potrzebne im na mieszkanie, jak również lokale i sklepy dla swego przemysłu i handlu.

Z zastrzeżeniem rozporządzeń, ustaw i przepisów, dotyczących nabywania nieruchomości, przewiduje się, że jeżeli jedna z Wysokich Układających się Stron przyznaje lub przyzna drogą rozporządzenia ustawodawczego obywatelom innych państw zdolność nabywania lub dzierżawienia na swem terytorjum majątków ziemskich, zdolność ta automatycznie przysługiwać będzie obywatelom drugiej Strony.

Artykuł V.

Towarzystwa akcyjne lub, które mają swą siedzibę na terytorjum jednej z Wysokich Układających się Stron i które założone zostały zgodnie z ustawami tej strony, uznane zostaną za legalnie istniejące i posiadające zdolność prawną na terytorjum drugiej Strony.

Będą one miały prawo na warunkach wzajemności i poddania się ustawom krajowym, odnoszącym się do dopuszczenia takich stowarzyszeń, osiedlać się i wykonywać na terytorjum drugiej Strony wszelkiego rodzaju przemysł, handel lub sprzedaż i nabywać tam wszelkiego rodzaju majątek ruchomy, jak również nieruchomości, z wyjątkiem dóbr ziemskich potrzebne dla działalności spółek, przyczem rozumie się, że nabywanie to nie stanowi przedmiotu działalności spółki.

de l'autre, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite à régler éventuellement par une convention spéciale.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sous condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers.

En ce qui concerne les immeubles, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se soumettant aux lois et règlements du pays, d'affermir et d'acquérir en pleine propriété des maisons nécessaires à leur habitation, ainsi que des locaux et magasins pour leur commerce et leur industrie.

Sous réserve des dispositions, lois et prescriptions sur l'acquisition des biens immeubles, il est stipulé, que, si l'une des deux Hautes Parties contractantes accorde ou accordera par une disposition législative aux ressortissants d'autres Etats la faculté d'acquérir ou d'affermir sur son territoire des biens ruraux, cette faculté sera automatiquement acquise aux ressortissants de l'autre Partie.

Article V.

Les sociétés anonymes ou autres, qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes et qui sont constituées conformément aux lois de cette Partie, verront leur existence juridique et leur capacité reconnues sur le territoire de l'autre Partie.

Elles auront, à condition de réciprocité et de conformité aux lois et prescriptions en vigueur sur le territoire de l'autre Partie, le droit de s'y établir et d'y exercer toute espèce d'industrie, de commerce ou de vente et d'y acquérir toute sorte de biens mobiliers, ainsi que des biens immeubles, excepté les biens ruraux, nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Towarzystwa akcyjne i inne każdej z Wysokich Układających się Stron nie będą mogły w żadnym wypadku podlegać z racji wykonywania swych operacyj handlowych, bankowych lub przemysłowych na terytorjum drugiej Strony prawom, opłatom, podatkom i wogóle jakimkolwiek ciężarom, pod jakąkolwiek nazwą, innym lub wyższym od tych, jakie są lub będą wymagane od spółek krajowych.

Artykuł VI.

Wszystkie produkty gleby i przemysłu, pochodzące lub przybywające z terytorjum celnego jednej z Wysokich Układających się Stron, które są wwożone na terytorjum celne drugiej Strony i przeznaczone bądź do spożycia, bądź do reekspedycji, będą podlegały podczas trwania niniejszej Umowy traktowaniu przyznanemu towarom i produktom, pochodzącym lub przybywającym z terytorjum narodu najbardziej uprzywilejowanego. W szczególności nie będą one w żadnym razie mogły podlegać opłatom ani taksom lub ciężarom, pobieranym od produkcji, spożycia albo sprzedaży, innym lub wyższym od tych, które obciążają produkty lub towary, pochodzące lub przybywające z terytorjum narodu najbardziej uprzywilejowanego.

Aby zapewnić towarom, pochodzącym lub przybywającym z terytorjum jednej z dwóch Wysokich Układających się Stron, korzystanie ze zniżek celnych, Wysokie Układające się Strony będą mogły wymagać załączania do tych towarów przy ich wwozie świadectw pochodzenia.

Wywóz, przeznaczony do jednej z Wysokich Układających się Stron nie będzie podlegał na terytorjum drugiej Strony prawom, opłatom lub podatkom innym ani też wyższym od tych, jakie są pobierane przy wywozie tych samych towarów i produktów do państw pod tym względem najbardziej uprzywilejowanych.

Wszelka ulga, wszelki przywilej albo zniżka w taryfie celnej dla państwa trzeciego przez jedną z Wysokich Układających się Stron, jak również i korzyści, wynikające ze specjalizacji lub zmian, które każda z Wysokich Układających się Stron mogłaby wprowadzić do nomenklatury celnej, zastosowane będą automatycznie do produktów i towarów drugiej Strony.

Les sociétés anonymes ou autres de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront dans aucun cas, être assujetties pour l'exercice du commerce, de la banque ou de l'industrie dans territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou charges, généralement quelconques, et sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront exigés des sociétés nationales.

Article VI.

Tous les produits du sol et de l'industrie, originaires ou en provenance du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes, importés sur le territoire douanier de l'autre et destinés à la consommation ou réexpédition, seront soumis pendant la durée de la présente convention au traitement accordé aux marchandises et produits originaires ou en provenance du territoire de la nation la plus favorisée. Notamment, ils ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits ni à des taxes ou charges sur la production, consommation ou vente autres ou plus élevés que ceux appliqués aux produits ou aux marchandises originaires ou en provenance du territoire de la nation la plus favorisée.

Pour assurer aux marchandises originaires ou en provenance du territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes le bénéfice des réductions douanières, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que ces marchandises soient accompagnées à leur importation certificats d'origine.

Les exportations à destination d'une des Hautes Parties contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes marchandises et produits dans les pays les plus favorisés à cet égard.

Toute faveur, tout privilège ou abaissement dans les droits de douanes à un pays tiers par l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que les avantages résultant des spécifications ou des modifications que chacune des Hautes Parties contractantes pourrait introduire dans la nomenclature douanière, seront étendus automatiquement aux produits et marchandises de l'autre Partie.

Artykuł VII.

Między terytorjami Wysokich Układających się Stron istnieć będzie wzajemna wolność handlu i żeglugi. W następstwie tego Wysokie Układające się Strony zobowiązują się wzajemnie nie krępować swych wzajemnych stosunków handlowych żadnym zakazem lub ograniczeniami przywozu, wywozu lub tranzytu.

Niemniej jednak Wysokie Układające się Strony zastrzegają sobie prawo wydawania zakazów i ograniczeń wwozu i wywozu :

1. W celu zapewnienia sobie zasobów niezbędnych dla wyżywienia oraz dla zabezpieczenia działalności gospodarczej Państwa ;

2. Ze względu na bezpieczeństwo Państwa ;

3. Ze względów policyjno-sanitarnych lub dla ochrony zwierząt i roślin przed chorobami, szkodliwymi owadami i pasożytami, szczególnie zaś w interesie zdrowia publicznego, zgodnie z uznaniami w tym przedmiocie zasadami międzynarodowymi ;

4. Dla towarów, będących przedmiotem monopolów państwowych.

Artykuł VIII.

Postanowienia artykułu VI nie stosują się :

1. Do specjalnego systemu, ustanowionego lub mogącego być ustanowionym dla sąsiedzkiego obrotu w strefie, nie mogącej przekraczać 25 kilometrów w głąb kraju na terytorjum Persji i 15 kilometrów na terytorjum Polski ;

2. Do tymczasowego systemu celnego między polską a niemiecką częścią Górnego Śląska ;

3. Do specjalnych ułatwień, wynikających z unij celnych.

Artykuł IX.

Obydwie Wysokie Układające się Strony obowiązują się przyznać sobie wzajemnie na swych terytorjach prawo do powrotnego

Article VII.

Il y aura entre les territoires des Hautes Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition ou restriction d'importation, d'exportation ou de transit.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'établir des prohibitions et restrictions pour les importations et exportations :

1^o Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à sauvegarder l'activité économique de la nation ;

2^o Pour des raisons de sécurité de l'Etat ;

3^o Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles et particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

4^o Pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat.

Article VIII.

Les dispositions de l'article VI ne s'appliquent pas :

1^o Au régime spécial institué ou à être institué pour le trafic limitrophe dans une zone qui ne peut dépasser 25 kilomètres en profondeur sur le territoire persan et 15 kilomètres sur le territoire polonais ;

2^o Au régime provisoire douanier institué entre les parties polonaises et allemande de la Haute Silésie ;

3^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement sur leur territoire le droit d'entreposage et de transit aux personnes,

wywozu i do tranzytu dla osób, bagażów, towarów i wszelkiego rodzaju przedmiotów, zapewniając sobie pod względem traktowania stopę narodu najbardziej uprzywilejowanego.

Wszelkiego rodzaju towary, przebywające tranzytem terytorjum celne jednej z Wysokich Układających się Stron, opłacać winny, co się tyczy magazynowania i tranzytu, wyłącznie opłaty i pobory, przeznaczone na pokrycie kosztów nadzoru i administracji, bez uszczerbku jednak dla opłat skarbowych, odnoszących się do tranzakcyj, którym przedmioty te mogłyby ulec w czasie znajdowania się ich na składzie.

Żadna z Wysokich Układających się Stron nie będzie jednak obowiązana zabezpieczyć tranzytu podróżnym, którym wstęp na jej terytorjum zostałby wzbroniony.

Tranzyt towarów będzie mógł być zakazany :

- a) Ze względów bezpieczeństwa publicznego oraz bezpieczeństwa Państwa ;
- b) Ze względów zdrowotnych oraz celem zapobiegania zarazom zwierząt i roślin.

Artykuł X.

Rząd Polski, do którego należy prowadzenie biegu spraw zagranicznych Wolnego Miasta Gdańska na mocy artykułu 104 Traktatu Wersalskiego i artykułów 2 i 6 Konwencji Paryskiej¹ pomiędzy Polską a Wolnym Miastem Gdańskiem z dnia 9 listopada 1920 roku, zastrzega sobie prawo oświadczenia, że Wolne Miasto jest Umawiającą się Stroną w niniejszej Umowie i że przyjmuje zobowiązania i nabywa prawa, z Umowy wynikające.

Zastrzeżenie powyższe nie odnosi się do przepisów niniejszej Umowy, które Rzeczpospolita Polska zaciąga w stosunku do Wolnego Miasta Gdańska, zgodnie ze swymi prawami, wynikającym z odnośnych Traktatów.

Artykuł XI.

Umowa niniejsza będzie ratyfikowana i ratyfikacje wymienione zostaną w Warszawie. Umowa niniejsza uzyska moc obowiązującą po upływie 15 dni od daty wymiany ratyfikacji i pozostanie w mocy na przeciąg dwóch lat. O ile Umowa powyższa nie zostanie wypowiedziana

bagages et marchandises et objets de toute sorte, envois, matériel et instruments de transport de toute espèce, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des deux Hautes Parties contractantes auront à acquitter, en ce qui concerne l'entreposage et le transit, exclusivement les droits et les taxes destinés à couvrir les dépenses de surveillance et de l'administration, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces produits pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transit.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs, dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour raison de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour raisons sanitaires ou comme mesure de prophylaxie contre les épizooties et maladies des végétaux.

Article X.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville Libre de Dantzig, en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6 de la Convention de Paris¹ entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig du 9 novembre 1920, se réserve le droit de déclarer que la Ville Libre est Partie contractante de la présente Convention et qu'Elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Cette réserve ne se rapporte pas aux dispositions de la présente convention que la République Polonaise contracte en ce qui concerne la Ville libre de Dantzig, conformément à ses droits découlant des traités y relatifs.

Article XI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie. Elle sera mise en vigueur quinze jours après cet échange et restera en vigueur pendant deux ans. Si elle n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes six mois avant

¹ Vol. VI, page 189, de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 189, of this Series.

przez jedną lub drugą z Wysokich Układających się Stron co najmniej na sześć miesięcy przed upływem pierwszego okresu dwuletniego, pozostanie ona w mocy do terminu wypowiedzenia, przyczem skutki tego wypowiedzenia nastąpić powinny dopiero po upływie sześciomiesięcznego okresu.

Artykuł XII.

Umowa niniejsza sporządzona zostanie w dwóch egzemplarzach w każdym z języków : polskim, perskim i francuskim.

W razie różnicy zdań, język francuski będzie miarodajny.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy, należycie upoważnieni w tym celu, podpisali niniejszą Umowę i opatrzyli ją swemi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Teheranie, dnia dziewiętnastego marca tysiąc dziewięćset dwudziestego siódmego roku Ery Chrześcijańskiej a dnia dwudziestego siódmego Esphanda tysiąc trzysta piątego Roku Słonecznego.

(—) S. HEMPEL.

(—) Aligholikhan ANSARI.

PROTOKÓŁ

W SPRAWIE ZASTĄPIENIA PIERWOTNEGO TAKSTU ARTYKUŁU VI KONWENCJI HANDLOWEJ, PODPISANEJ MIĘDZY POLSKĄ A PERSJĄ DNIA 19 MARCA 1927 R. W TEHERANIE, PRZEZ NOWY TEKST.

Wysokie Układające się Strony, zgodziwszy się na zmianę tekstu artykułu VI Konwencji Handlowej, podpisanej między Polską a Persją dnia 19 marca 1927 r. w Teheranie, postanowiły zastąpić wspomniany artykuł nowym tekstem, który będzie stanowił część integralną wyżej wspomnianej Konwencji i mianowały w tym celu swych Pełnomocników :

PRESYDENT NAJJAŚNIEJSZEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Stanisława HEMPLA, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej w Persji ;

l'expiration de la première période de deux ans, elle restera en vigueur jusqu'à dénonciation et elle cessera ses effets six mois après.

Article XII.

La présente convention sera rédigée en deux exemplaires dans chacune des langues : persane, polonaise et française.

En cas de divergence d'interprétations du texte, le texte français fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la convention présente et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double à Téhéran, le 19 mars mil neuf cent vingt-sept de l'ère chrétienne et le 27 Esfande mil trois cent cinq de l'année solaire.

(Signé) S. HEMPEL.

(Signé) Aligholikhan ANSARI.

PROTOCOLE

CONCERNANT LA SUBSTITUTION D'UN NOUVEAU TEXTE AU TEXTE ANCIEN DE L'ARTICLE VI DE LA CONVENTION DE COMMERCE SIGNÉE ENTRE LA POLOGNE ET LA PERSE, LE 19 MARS 1927 A TÉHÉRAN.

Les Hautes Parties contractantes, étant tombées d'accord pour modifier le texte de l'article VI de la Convention de commerce signée entre la Pologne et la Perse, le 19 mars 1927, à Téhéran, ont résolu de remplacer ledit article par un texte nouveau, qui formera partie intégrante du susdit traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA SÉRÉNISSIME RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Stanislas HEMPEL, chargé d'Affaires de la République de Pologne en Perse ;

JEGO CESARSKA MOŚĆ SZACH PERSJI :

Jego Ekscelencję Mirza Fatoullah Khan
PAKREVAN, Kierownika Ministerstwa
Spraw Zagranicznych ,

Którzy, po zakomunikowaniu sobie wzajemnie pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgadzili się na następujące postanowienia :

1. Tekst artykułu VI Konwencji Handlowej, podpisanej między Polską a Persją dnia 19 marca 1927 r. w Teheranie, jest zniesiony za obopólnym porozumieniem.

2. Tekst następujący zastąpi tekst zniesiony artykułu VI i będzie uważany na jego miejscu za część integralną Konwencji Handlowej, podpisanej między Polską a Persją dnia 19 marca 1927 r. w Teheranie.

Produkty gleby i produkty przemysłowe, pochodzące i przybywające z terytorjum celnego polskiego, będą podlegały, przy przywozie ich do Persji, cłom i opłatom minimalnym, przewidzianym w taryfie celnej, stosowanej na granicy przywozu oraz w ustawach obowiązujących. Po opłaceniu tych cel i opłat, nie będą one, w żadnym razie, podlegały traktowaniu innemu niż to, które zostanie zastosowane do podobnych produktów, importowanych z jakiegokolwiek innego kraju.

Produkty gleby i produkty przemysłowe, pochodzące z Persji, przy wywozie ich z Persji z przeznaczeniem do terytorjum celnego polskiego, będą, przy ich wywozie z Persji, podlegały cłom i opłatom minimalnym, przewidzianym w taryfie celnej, stosowanej i w ustawach, obowiązujących na granicy wywozu z Persji. Po opłaceniu tych cel i opłat nie będą one, w żadnym razie, podlegały traktowaniu innemu niż to, które zostanie zastosowane do podobnych produktów, wywożonych do jakiegokolwiek innego kraju.

Produkty gleby i produkty przemysłowe, pochodzące i przybywające z Persji, będą podlegały przy ich przywozie do terytorjum celnego polskiego cłom i opłatom minimalnym, przewidzianym w taryfie celnej, obowiązującej w Polsce. Po opłaceniu tych cel i opłat nie będą one, w żadnym razie, podlegały traktowaniu innemu niż to, które zostanie zastosowane do podobnych produktów, importowanych z jakiegokolwiek innego kraju.

Produkty gleby i produkty przemysłowe, pochodzące z terytorjum celnego polskiego, przy ich wywozie z terytorjum celnego polskiego

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Fatoullah Khan
PAKREVAN, gérant du Ministère des
Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Le texte de l'article VI de la Convention de commerce signée entre la Pologne et la Perse le 19 mars 1927 à Téhéran est supprimé d'un commun accord.

2. Le texte suivant remplacera le texte supprimé de l'article VI et sera, en son lieu, considéré comme partie intégrante de la Convention de commerce signée entre la Pologne et la Perse le 19 mars 1927 à Téhéran.

Les produits naturels et les produits industriels, originaires et en provenance du territoire douanier polonais seront soumis, à leur entrée en Perse, au paiement des droits et taxes minima prévus au tarif douanier appliqué à la frontière d'entrée ainsi que par les lois en vigueur. Une fois ces droits et taxes payés, ils ne seront, sous aucun rapport, soumis à un traitement autre que celui appliqué aux produits similaires importés d'un tiers pays quelconque.

Les produits naturels et les produits industriels, originaires de la Perse, à leur exportation de la Perse à destination du territoire douanier polonais, seront, à leur sortie de la Perse, soumis au paiement des droits et taxes minima prévus au tarif douanier appliqué et par les lois en vigueur à la frontière de sortie de Perse. Une fois ces droits et taxes payés, ils ne seront, sous aucun rapport, soumis à un traitement autre que celui appliqué aux produits similaires exportés dans un tiers pays quelconque.

Les produits naturels et les produits industriels, originaires et en provenance de la Perse seront soumis, à leur entrée dans le territoire douanier polonais, au paiement des droits et taxes minima prévus au tarif douanier en vigueur en Pologne. Une fois ces droits et taxes payés, ils ne seront, sous aucun rapport, soumis à un traitement autre que celui appliqué aux produits similaires importés d'un tiers pays quelconque.

Les produits naturels et les produits industriels, originaires du territoire douanier polonais, à leur exportation du territoire douanier polo-

z przeznaczeniem do Persji, będą przy ich wywozie z terytorjum celnego polskiego, podlegały cłom i opłatom minimalnym, przewidzianym w taryfie celnej, obowiązującej w Polsce. Po opłaceniu tych ceł i opłat nie będą one, w żadnym razie, podlegały traktowaniu innemu niż to, które zostanie zastosowane do podobnych produktów, wywożonych do jakiegokolwiek innego kraju.

Jeżeli, w jakimkolwiek czasie, Persja wprowadziłaby taryfę celną autonomiczną, zastosowanie taryfy minimalnej, przyznanej produktom polskim, przywożonym do Persji, wymienionym w ustępie 1 oraz produktom perskim, wywożonym do Polski, wymienionym w ustępie 2, nie będzie się rozciągało poza termin dwuletni, zaczynając od wejścia w życie niniejszej Konwencji, nawet gdyby miała ona pozostawać w mocy w drodze milczącej zgody.

Jeżeli opłaty i stawki minimalne, przewidziane w powyżej wspomnianej taryfie i w ustawach, stosowanych na granicach przejścia, stanowiłyby przedmiot jakichkolwiek całkowitych lub częściowych redukcji, każda z obu Wysokich Układających się Stron obowiązuje się przyznać drugiej Stronie te redukcje na okres dwuletni, zaczynając się od wejścia w życie niniejszej Konwencji.

Dla zapewnienia towarom, pochodzącym i przybywającym z terytorjum jednej z obu Wysokich Układających się Stron, korzyści wynikających z niniejszej Konwencji, Wysokie Układające się Strony będą mogły żądać, by towary te były zaopatrzone, przy ich przywozie, w świadectwa pochodzenia.

3. Tekst Konwencji Handlowej zostanie przedłożony do ratyfikacji w całości, włącznie z nowym tekstem artykułu VI, mającym zastąpić tekst zniesiony.

W dowód Czego odnośni Pełnomocnicy, należycie upoważnieni w tym celu, podpisali niniejszy protokół i opatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Teheranie, dnia 14 kwietnia tysiąc dziewięćset dwudziestego ósmego roku Ery Chrześcijańskiej i dnia 25 farwardine tysiąc trzysta siódmego Roku Słonecznego.

(—) Stanisław HEMPEL.

(—) F. PAKREVAN.

nais, à destination de la Perse, seront, à leur sortie du territoire douanier polonais, soumis au paiement des droits et taxes minima prévus au tarif douanier en vigueur en Pologne. Une fois ces droits et taxes payés, ils ne seront, sous aucun rapport, soumis à un traitement autre que celui appliqué aux produits similaires exportés dans un tiers pays quelconque.

Si, à quelque moment que ce soit, la Perse venait à établir un tarif douanier autonome, le bénéfice du tarif minimum accordé aux produits polonais importés en Perse, mentionnés à l'alinéa premier, ainsi qu'aux exportations persanes en Pologne, mentionnées à l'alinéa 2, ne s'étendrait pas au delà du terme de deux ans à partir de la mise en vigueur de cette convention, alors même que celle-ci resterait en vigueur par tacite reconduction.

Si les droits et taux minima, prévus au tarif susmentionné et par les lois appliquées aux frontières de passage, faisaient l'objet de réductions totales ou partielles quelconques, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre de ces réductions jusqu'à l'expiration de deux ans à partir de la mise en vigueur de cette convention.

Pour assurer aux marchandises originaires et en provenance du territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes le bénéfice de la présente convention, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que ces marchandises soient accompagnées, à leur importation de certificats d'origine.

3. Le texte de la Convention de commerce sera présenté à la ratification intégralement, y compris le nouveau texte de l'article VI, à la place du texte supprimé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet ont signé le protocole présent et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double à Téhéran, le 14 avril mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne et le 25 Farvardine mil trois cent sept de l'année solaire.

(Signé) Stanisław HEMPEL.

(Signé) F. PAKREVAN.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

N° 874.

TÉHÉRAN, le 14 avril 1928. 25 farvardine 1307.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En vue de préciser certains termes des stipulations de la Convention de commerce, signée entre la Perse et la Pologne le 19 mars 1927 à Téhéran, le Gouvernement persan prie le Gouvernement polonais de vouloir bien lui confirmer l'interprétation suivante desdits termes :

1° Les dispositions de l'article premier de la Convention de commerce ne restreignent en rien les droits de chacune des Hautes Parties contractantes d'empêcher l'entrée et le séjour sur leurs territoires des personnes indésirables.

2° Il est entendu que, en vertu de l'article II de la Convention de commerce, les gouvernements respectifs sont autorisés aussi à l'avenir, à réserver certaines industries, commerces, métiers et professions aux seuls nationaux.

3° L'expression « autres Etats » employée à l'article IV de la Convention de commerce ne s'applique pas, en ce qui concerne la Perse, aux Etats musulmans.

4° La faculté d'acquérir des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société dont il est question à l'alinéa 2 de l'article V, ne dépasse pas le même droit accordé aux personnes physiques dans l'alinéa 2 de l'article IV.

5° Les dispositions de l'article IX de la Convention de commerce concernant le transit seront également applicables à l'entreposage.

Le Gouvernement de Sa Majesté impériale le Chah prie le Gouvernement polonais de bien vouloir lui accuser réception de la présente note.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma considération distinguée.

(Signé) F. PAKREVAN.

A Monsieur Stanislas Hempel,
Chargé d'Affaires de Pologne,
Téhéran.

II.

N° 402/28.

TÉHÉRAN, le 14 avril 1928.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note N° 874 en date du 25 farvardine 1307, par laquelle le Gouvernement persan prie le Gouvernement polonais de vouloir bien lui confirmer l'interprétation suivante de certains termes des stipulations de la Convention de commerce signée entre la Pologne et la Perse, le 19 mars 1927, à Téhéran :

1° Les dispositions de l'article premier de la Convention de commerce ne restreignent en rien les droits de chacune des Hautes Parties contractantes d'empêcher l'entrée et le séjour sur leurs territoires des personnes indésirables.

2° Il est entendu que, en vertu de l'article II de la Convention de commerce les gouvernements respectifs sont autorisés, aussi à l'avenir, à réserver certaines industries, commerces, métiers et professions aux seuls nationaux.

3° L'expression « autres Etats » employée à l'article IV de la Convention de commerce ne s'applique pas, en ce qui concerne la Perse, aux Etats musulmans.

4° La faculté d'acquérir des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, dont il est question à l'alinéa 2 de l'article V, ne dépasse pas le même droit accordé aux personnes physiques dans l'alinéa 2 de l'article IV.

5° Les dispositions de l'article IX de la Convention de commerce concernant le transit seront également applicables à l'entreposage.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de Vous communiquer que le Gouvernement polonais, ayant pris acte de la note précitée se trouve d'accord pour confirmer au Gouvernement persan l'interprétation ci-dessus mentionnée.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. HEMPEL.

A Son Excellence

Mirza Fatoullah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
à Téhéran.

ÉCHANGE DE NOTES

COMPORTANT UN ACCORD ADDITIONNEL¹ A LA CONVENTION DE COMMERCE DU 19 MARS 1927.
VARSOVIE, LE 4 NOVEMBRE 1930.

Communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, le 7 août 1931.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.

République de Pologne.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Ministère des Affaires étrangères.

VARSOVIE, le 4 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu le désir unanime de nos gouvernements respectifs de compléter par certaines dispositions additionnelles la Convention de commerce entre la République de Pologne et l'Empire de Perse; signée à Téhéran le 19 mars 1927, j'ai l'honneur de vous communiquer, dûment autorisé à cet effet, ce qui suit :

I. Le Gouvernement polonais s'engage à appliquer aux marchandises originaires et en provenance de Perse, énumérées ci-après, à leur importation sur le territoire douanier polonais, le taux douanier suivant :

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation de la marchandise
ex. No. 7 — I.	Les fruits secs de l'espèce exotique d'abricotier dits « gejsi » non découpés, avec noyaux conformes aux échantillons déposés aux bureaux de douane de Varsovie, Stołpce, Zdołbunowo, Gdynia, Zebrzydowice, Dantzig.

zł 34.46.

¹ La ratification de cet accord a été notifiée par le Gouvernement polonais au Gouvernement persan le 13 juin 1931.

¹ The ratification of this Agreement was notified by the Polish Government to the Persian Government June 13, 1931.

2. Le Gouvernement polonais prend acte que le Gouvernement impérial de Perse s'engage, de son côté, à ne pas élever, pendant la durée de la Convention de commerce polono-persane du 19 mars 1927, les droits de douane sur l'article polonais suivant :

Numéro du tarif douanier persan	Désignation de la marchandise
ex N° 32. lettre E.	Argenterie de table, dont le taux douanier est fixé actuellement à 20 %.

Les dispositions qui précèdent, réciproquement acceptées, sont considérées établir l'accord additionnel à ladite convention de commerce. Le présent accord entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de la notification par le Gouvernement polonais au Gouvernement impérial de Perse de la ratification dudit Accord par le Président de la République de Pologne et cessera de produire ses effets à l'expiration de la Convention de Commerce polono-persane du 19 mars 1927.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Auguste ZALESKI.

S. E. Monsieur
A. K. Assad Bahador,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse
à Varsovie.

LÉGATION DE PERSE.

N° 331.

VARSOVIE, le 4 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu le désir unanime de nos gouvernements respectifs de compléter par certaines dispositions additionnelles la Convention de commerce entre l'Empire de Perse et la République de Pologne, signée à Téhéran le 19 mars 1927, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, dûment autorisé à cet effet, ce qui suit :

1. Le Gouvernement impérial de Perse s'engage à ne pas élever pendant la durée de la Convention de commerce persano-polonaise du 19 mars 1927 les droits de douane sur l'article polonais suivant :

Numéro du tarif douanier persan	Désignation de la marchandise
ex. N° 32. lettre E.	Argenterie de table, dont le taux douanier est fixé actuellement à 20 %.

2. Le Gouvernement impérial de Perse prend acte que le Gouvernement polonais s'engage, de son côté, à appliquer aux marchandises originaires et en provenance de Perse, énumérées ci-après, à leur importation sur le territoire douanier polonais, le taux douanier suivant :

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation de la marchandises
ex. N° 7 — 1.	Les fruits secs de l'espèce exotique d'abricotier dits « gejsi » non découpés, avec noyaux, conformes aux échantillons déposés aux bureaux de douane de Varsovie, Stołpce, Zdołbunowo, Gdynia, Zebrzydowice, Dantzig. si 34.46.

Les dispositions qui précèdent, réciproquement acceptées, sont considérées établir l'accord additionnel à ladite convention de commerce. Le présent accord entrera en vigueur le quinzième jour suivant la date de la notification par le Gouvernement polonais au Gouvernement impérial de Perse de la ratification dudit accord par le président de la République de Pologne et cessera de produire ses effets à l'expiration de la Convention de commerce persano-polonaise du 19 mars 1927.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. Assad BAHADOR.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
à Varsovie.

از دولتین متعاهدین بعمل آمده و از آنجا صادر شده است از اینقرار داد استفاده نمایند طرفین معظمین متعاهدین میتوانند تقاضا نمایند که مال التجاره های مزبور در موقع ورود دارای تصدیقنامه مبدأ باشند .

۳ - متن قرار داد تجارتی تماماً بانضمام متن جدید ماده ششم که قائمقام ماده محذوف است برای تصویب تقدیم خواهد گردید بناً علیهذا نمایندگان مختار طرفین که بدین امر کاملاً مجاز میباشند این پروتکل را امضا و بمهر خود ممهور نمودند .

در طهران - بتاريخ ۲۵ فروردین ۱۳۰۷

استانبلاس همبل

پاک روان

از محصولات طبیعی و محصولات صنعتی که در ایران بعمل آمده و از ایران صادر میشود در موقع ورود بخاک گمرکی لهستان حد اقل حقوق و عوارض منظوره در تعرفه گمرکی جاریه در لهستان مأخوذ خواهد گردید - پس از اخذ حقوق و عوارض مزبور نسبت بمحصولات فوق الذکر بهیچ عنوان رفتار دیگری غیر از آنچه که نسبت بمحصولات مشابه محموله از مملکت ثالثی معمول میگردد نخواهد شد .

از محصولات طبیعی و محصولات صنعتی که در خاک گمرکی لهستان بعمل می آید در موقع صدور از خاک گمرکی لهستان بقصد ایران حد اقل حقوق و عوارض منظوره در تعرفه گمرکی جاریه در لهستان مأخوذ خواهد گردید و پس از اخذ حقوق و عوارض مزبور محصولات فوق الذکر بهیچ عنوان مورد رفتار دیگری غیر از آنچه که نسبت بمحصولات مشابه صادره بمملکت ثالث دیگری معمول میگردد واقم نخواهد شد

هر وقت دولت ایران تعرفه گمرکی مستقلی وضع نماید استفاده که محصولات لهستان محموله بایران مطابق قسمت اول و صادرات ایران به لهستان مطابق قسمت دوم از تعرفه حد اقل مینماید بیش از دو سال از تاریخ اجرای این قرار داد ادامه نخواهد داشت و لوائیکه این قرار داد بواسطه تجدید ضمنی بقوت خود باقی مانده باشد .

اگر حد اقل حقوق و عوارض منظوره در تعرفه فوق الذکر و قوانین جاریه در سرحدات عبور مورد تحقیقات کلی یا جزئی واقم شود هر یک از طرفین معظمین متعاهدین متقبل میگرددند که طرف مقابل را از این تخفیفات تا انقضای مدت دو سال از تاریخ اجرای این قرار داد بر خور دار نمایند برای اینکه مال التجاره هائی که در خاک یکی

مشار الیہما پس از مبادله اختیار نامہ های خود کہ آنہارا صحیح و معتبر یافتند در مسائل ذیل موافقت حاصل نمودند :

۱ - متن مادہ ۶ قرار داد تجارتی کہ بین ایران و لہستان در تاریخ نوزدہم مارس ۱۹۲۷ در طهران بامضا رسیدہ با توافق طرفین محذوف میشود .

۲ - متن ذیل قائم مقام متن محذوف مادہ شش میگردد و بجای آن جزء لا یتجزای قرار داد تجارتی کہ در طهران بین ایران و لہستان مورخہ نوزدہم مارس ۱۹۲۷ امضا شدہ است محسوب خواهد گردید

از محصولات طبیعی و محصولات صنعتی کہ در خاک کمرکی لہستان بعمل آمدہ و از آنجا حمل شدہ باشد در موقع ورود بایران حد اقل حقوق و عوارض منظورہ در تعرفہ کمرکی کہ در سر حد ورودی مجری است همچنین حقوق و عوارض کہ بموجب قوانین جاریہ مقرر گردیدہ مأخوذ میگردد و پس از اخذ حقوق و عوارض مزبور نسبت بہ محصولات فوق بہیچ عنوان رفتار دیگری سوائی آنچه کہ نسبت بہ محصولات مشابہ محمولہ از یک مملکت ثالثی معمول میگردد نخواہد شد

از محصولات طبیعی و محصولات صنعتی کہ در ایران بعمل آمدہ در موقع صدور از ایران بقصد خاک کمرکی لہستان حد اقل حقوق و عوارضی کہ در تعرفہ کمرکی و قوانین جاریہ در سر حد خروجی ایران منظور است مأخوذ خواہد گردید - پس از اخذ حقوق و عوارض مزبور نسبت بہ محصولات فوق بہیچ عنوان رفتار دیگری سوائی آنچه کہ نسبت بہ محصولات مشابہ صادرہ بمملکت ثالث دیگری معمول میگردد نخواہد شد .

پروتکل

راجع بمتن جدید بجای متن سابق ماده ۶ قرارداد تجارتی امضا شده بین ایران و لهستان مورخه ۱۹ مارس ۱۹۲۷

نظر باینکه طرفین معظمین متعاهدین راجع به تغییر متن ماده ۶ قرارداد تجارتی بین ایران و لهستان که در تاریخ نوزدهم مارس ۱۹۲۷ در طهران بامضا رسیده موافقت حاصل نمودند لذا مصمم گردیدند که ماده مزبور را به متن جدید که جزء لایتنجری عهد نامه مذکور محسوب خواهد شد تبدیل نمایند و برای این مقصود نمایندگان مختار خود را شرح ذیل انتخاب نمودند :

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

جناب آقای فتح الله خان پاك روان

كفیل وزارت امور خارجه

رئیس جمهوری لهستان

آقای استانسلاس همیل

شارژدافر لهستان در ایران

۱ - برای حفظ آسایش عمومی و تأمین مصالح مملکتی

ب - نظر بمقتضیات صحی یا برای جلوگیری از امراض مسریه حیوانی و نباتی

ماده دهم

دولت لهستان که مطابق ماده ۱۰۴ عهدنامه (ورسای) و مواد ۲ و ۶ قرارداد پاریس مورخه نهم نوامبر ۱۹۲۰ منعقدہ مابین لهستان و شهر آزاد دانزیک اداره امور خارجی شهر آزاد دانزیک را عهده دار است حق این اظهار را که شهر آزاد دانزیک شرکت درین قرار داد داشته و تعهدات آنرا مجرا و از حقوق ناشیه از آن استفاده خواهد نمود برای خود محفوظ مینماید این قید شامل مقرراتی نیست که دولت جمهوری لهستان در این قرار داد راجع بشهر آزاد دانزیک بموجب حقوق خود ناشی از عهدود مربوطه بشهر مزبور منعقد مینماید

ماده یازدهم

این قرار داد بتصویب میرسد و مبادله نسخ مصوبه در ورشو عمل خواهد آمد و پانزده روز بعد از این مبادله این قرار داد بموقع اجرا گذاشته شده و مدت آن دو سال خواهد بود در صورتی که یکی از طرفین متعاهدین ششماه قبل از انقضای دوره دوساله آنرا نسخ نمایند تا موقع اعلام فسخ قرار داد مزبور مجرا و ششماه بعد از آن ملغی خواهد بود .

ماده دوازدهم

این قرار داد بدونسخه در هریک از السنه لهستانی و فارسی و فرانسه تنظیم و درموقع بروز اختلاف در تفسیر آن متن فرانسه معتبر خواهد بود .
نظر بمراتب مذکوره فوق نمایندگان طرفین که برای امضاء این قرار داد اختیارات قانونی داشته این قرارداد را امضاء و مهور نمودند
بدو نسخه در طهران بتاريخ ۲۷ اسفند ماه ۱۳۰۵ مطابق ۱۹ مارس ۱۹۲۷ میلادی تحریر شد

علیقلی همیل

در مقابل امراض و هوام و حشرات موزیه و مخصوصاً برای تامین صحت عمومی مطابق اصول مقررہ بین المللی

۴ - برای امتعه که انحصار آن با دولت است

ماده هشتم

مقررات ماده ششم شامل موارد ذیل نمیشود :

- ۱ - ترتیب مخصوصی که راجع بتجارت سرحدی در منطقه که از بیست و پنج کیلومتر در داخله ایران و پانزده کیلومتر در داخله لهستان تجاوز ننماید بر قرار شده و یا خواهد شد
- ۲ - ترتیب موقتی گمرکی که بین قسمت لهستانی و آلمانی سیلیزی علیا بر قرار می باشد
- ۳ - مزایای مخصوصی که در نتیجه اتحاد گمرکی حاصل شود.

ماده نهم

طرفین متعاهدین تقبل مینمایند که در خاک خود متقابلاً حق انبار و ترانزیت باشخاص و اسباب و امتعه و هر نوع اشیاء و محمولات و ملزومات و هر قسم آلات حمل و نقل داده و در این موضوع معامله دولت کامله الوداد را نسبت به یکدیگر تضمین نمایند .

هر قبیل امتعه که از اراضی گمرکی یکی از طرفین معظمین متعاهدین عبور نماید باید از بابت انبار و ترانزیت فقط حقوق و رسومی که برای جبران مخارج مواظبت و مصارف اداری مقرر است کار سازی دارد ولی اگر نسبت بامتعه مزبوره در موقع ترانزیت یا انبار معامله بشود عوارض مالیاتی که در این قبیل موارد معمول است از آنها اخذ میشود .

هیچیک از طرفین معظمین متعاهدین مکلف به تأمین عبور مسافرین که ورود آنها در خاک او ممنوع است نمیشود .

در موارد ذیل ممکن است ترانزیت امتعه ممنوع شود :

علاوه و یا غیر از آنچه بامته و محصولات اصلی و یا محموله از خاک دولت کامله الوداد تعلق میگردد اخذ نخواهد شد. برای اینکه نسبت بامته اصلی و یا محموله از خاک هر یک از طرفین متعاهدین مزایای تخفیفات گمرکی تأمین گردد طرفین متعاهدین میتوانند تقاضا نمایند که امته مزبوره در موقع ورود بخاک طرف متعاهد دیگر با تصدیقنامهجات مبدا ملازم باشد از صادرات هر یک از طرفین معظمین متعاهدین بخاک طرف دیگر هیچگونه حقوق یا رسوم دیگری زیادتیر و یا غیر از آنچه از همان امته و محصولات صادره بمملکت کامله الوداد اخذ میشود گرفته نخواهد شد.

هر نوع مساعدت یا امتیاز یا تخفیف در حقوق گمرکی که یکی از طرفین متعاهدین درباره امته مملکت ثالثی منظور دارد و همچنین مزایایی که در نتیجه ترتیبات و تغییرات فهرست گمرکی یکی از طرفین حاصل شود بخودی خود شامل محصولات و امته مملکت متعاهد دیگر نیز خواهد شد.

ماده هفتم

بین خاک طرفین متعاهدین متقابله آزادی تجارت و بحر بیامانی بر قرار میشود علیهذا طرفین معظمین متعاهدین متعهد میشوند که در روابط متقابله تجارتی مملکتین بوسیله منع و تحدید واردات و صادرات و ترانزیت عایقی تولید نمایند معینا طرفین معظمین متعاهدین حق منع و تحدیدبایاره واردات و صادرات را در موارد مذکوره ذیل برای خود حفظ مینمایند :

۱ - برای حفظ منابع لازمه ارزاق عمومی و تأمین عملیات اقتصادی ملی .

۲ - برای حفظ امنیت مملکتی

۳ - بعلل مربوطه بنظامات صعی یا برای حفظ و حمایت حیوانات و نباتات مفیده

ماده پنجم

شرکتهای آنونیم و غیره که مرکز آنها در خاک یکی از طرفین معظمین متعاهدین بوده و بر طبق قوانین طرف متعاهد مزبور تشکیل شده باشد موجودیت و اختیارات آنها در خاک طرف متعاهد دیگر شناخته خواهد شد شرکتهای مزبور بقید معامله متقابل و با شرط مطابقت با قوانین و مقررات جاریه در خاک طرف متعاهد دیگر حق استقرار و اشتغال بهر نوع صنعت و تجارت و فروش و تحصیل هر قسم اموال منقوله و همچنین اموال غیرمنقوله را که لازم برای جریان امور شرکت باشد به استثنای املاک مزروعی در آنجا خواهند داشت این حق بدیهی است بشرکتهائی داده میشود که اساس موضوع آنها تحصیل اموال غیر منقوله نباشد .

از شرکتهای سهامی و غیره متعلق بهر يك از طرفین متعاهدین نمیتوان در هیچ موقع برای عملیات تجارتي و بانگي یا صنعتی در خاک طرف متعاهد دیگر هیچ نوع حقوق و عوارضی و مالیاتهای بهر اسم و رسم باشد علاوه یا غیر آنچه از شرکتهای داخلی گرفته میشود اخذ شود .

ماده ششم

کلیه محصولات فلاحتي و صنعتي یکی از طرفین متعاهدین خواه اصلاً متعلق بخاک گمرکی طرف متعاهد مزبور بوده و خواه از آنجا آمده باشد در صورتیکه باراضی گمرکی طرف دیگر وارد شود اعم از اینکه برای مصرف در داخله آن مملکت یا برای صدور از آن مملکت باشد در مدت این قرار داد مشمول همان معامله خواهد بود که با امتعه و محصولات اصلی و یا محموله از خاک دولت کامله الوداد میشود و مخصوصاً از امتعه و محصولات مزبوره هیچگونه حقوق و عوارضی و رسومی که برای تولید و مصرف و یا فروش وضع شده باشد

از راه واگذاری وهبه و تعبیر مالکیت و یا توارث هیچ نوع عوارضی و رسوم و مالیات اعم از مستقیم یا غیرمستقیم علاوه و غیر از آنچه باتباع داخله تحمیل شده و یا ممکن است تحمیل شود اخذ نخواهد گردید .

ماده سوم

اتباع هر يك از طرفین متعاهدین در خاک طرف دیگر راجع بحمايت قانونی و قضائی شخص و اموال خود از همان معامله که با اتباع داخله میشود بهره مند خواهند گردید .
 علیهذا اتباع مزبور آزادانه و با سهولت بحاکم دسترس داشته و میتوانند بهمان شرایط اتباع داخله اقامه دعوا نمایند بشرط رعایت مقررات مربوطه بوجه الضمانه مخصوص خارجیا و یا ارفاق قضائی مجانی که ترتیب آن ممکن است بوسیله قرار داد مخصوص داده شود .

ماده چهارم

اتباع هر يك از طرفین معظمین متعاهدین با رعایت شرط معامله متقابله حق تحصیل و تملك و انتقال هر قسم منقوله را در خاک طرف دیگر دارا میباشند .
 راجع باموال غیر منقوله اتباع هر يك از طرفین معظمین متعاهدین حق دارند با اطاعت از قوانین و نظامات مملکتی خانه هائی که برای سکونت خود و همچنین محلها و نماز هائی که برای تجارت و صنعت خود لازم دارند اجازه نموده یا به ملکیت مطلق استملاك نمایند .
 با رعایت مقررات و قوانین و نظامات راجعه به تحصیل اموال غیر منقوله شرط میشود که چنانچه یکی از طرفین معظمین متعاهدین باتباع سایر دول اجازه تحصیل یا اجازه اموال غیر منقوله در خاک خود بموجب مقررات قانونی بدهد اجازه مزبور بخودی خود باتباع طرف متعاهد مزبور نیز تعلق خواهد گرفت .

اعلیحضرت همیون شاهنشاه ایران

جناب مستطاب اجل علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه دولت علیه ایران

رئیس جمهور دولت فخریه لهستان

مسیو استانیسلاس همیل

شارژدافر لهستان مقیم ایران

مشار الیهما پس از آنکه اختیار نامه های خود را مبادله نموده و آنها را صحیح و

معتبر دانسته بمقررات ذیل موافقت نمودند :

ماده اول

اتباع هر يك از طرفین معظمین متعاهدین در حدود و قوانین و نظامات جاریه حق

سکونت و اقامت در خاک طرف دیگر را داشته و بنا بر این میتوانند آزادانه رفت و آمد

نموده و مسافرت کنند

ماده دوم

اتباع هر يك از طرفین معظمین متعاهدین حق دارند در خاک طرف متعاهد دیگر

با مراعات قوانین و نظامات جاریه مانند اتباع داخله بهر نوع صنعت و تجارت مشغول و

بهر قسم حرفه و شغلی اشتغال نمایند باستثناء حرف و مشاغل و تجارت و صنایعی که بموجب

قوانین و نظامات هر يك از طرفین مخصوص اتباع داخله باشد :

از اتباع هر يك از طرفین متعاهدین در خاک طرف دیگر بابت اموال و حقوق و منافع

و یا به جهت تحصیل و تصرف و استفاده از اموال مزبور و همینطور از بابت انتقال آن اموال

No 2528.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

قرارداد تجارت بین دولت شاهنشاهی ایران و دولت فحیمه جمهوری لهستان

نظر باینکه اعلیحضرت همیون شاهنشاهی ایران از یکطرف
و رئیس دولت فحیمه جمهوری لهستان از طرف دیگر
بالمویه مایل می باشند که با تمام وسائل ممکنه روابط تجارتی بین مملکتین را بموجب
ماده ۵ عهدنامه مودت بین ایران و لهستان تشویق نموده و بسط دهند
و با اعتراف باینکه اصل دولت کآمله الوداد برای یکی از طرفین معظمین متعاهدین در
خاک دیگری متضمن حقوق منافی با اصول معامله متقابله و مساوات که کلیه پایه روابط عهدی
طرفین معظمین متعاهدین بر روی آن استوار است نبیاشد
علیهذا تصمیم نمودند که قرار داد تجارتی منعقد نمایند و برای حصول این مقصود نمایندگان
مختار خود را از قرار ذیل تعیین نمودند :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2528. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN THE PERSIAN EMPIRE AND THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT TEHERAN, MARCH 19, 1927.

THE PRESIDENT OF THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND, of the one part, and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the other part,

Being equally desirous of developing and promoting commercial relations between the two countries as far as possible, in execution of Article V of the Treaty of Friendship between Poland and Persia,

And recognising that the principle of the most-favoured-nation clause does not imply for either of the High Contracting Parties, within the territory of the other Party, any rights incompatible with the principles of reciprocity and perfect equality upon which the contractual relations between the two High Contracting Parties are in general established,

Have resolved to conclude a Commercial Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Stanisław HEMPEL, Polish Chargé d'Affaires in Persia,

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Ali Gholi Khan ANSARI, Persian Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals of either High Contracting Party shall, subject to the laws and regulations in force, be entitled to establish themselves and to reside within the territory of the other Party, and may accordingly enter and leave the country and travel therein without let or hindrance.

Article II.

The nationals of either High Contracting Party shall, provided always that they comply with the laws and regulations in force, be entitled to carry on within the territory of the other Party, on an equal footing with nationals of the country, every kind of industry and commerce, and to engage in any skilled trade or profession, with the exception of those reserved to nationals alone in accordance with the respective laws and regulations.

The nationals of either High Contracting Party shall not be subject, within the territory of the other Party, either as regards their property, rights and interests or as regards the acquisition, possession and enjoyment of the said property, and its transfer by cession, change of ownership, or inheritance, to any charge, or direct or indirect imposition or tax other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon nationals.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy, within the territory of the other Party, the same treatment as nationals in everything that concerns the legal and judicial protection of their persons and their property.

They shall accordingly have free and unhindered access to the courts, and may appear before the courts as plaintiffs or defendants under the same conditions as nationals, except as regards the provisions concerning security for costs and free legal aid, which shall be settled if necessary by a special convention.

Article IV.

The nationals of either High Contracting Party shall, subject to reciprocity, be entitled to acquire, possess and dispose of all kinds of movable property within the territory of the other Party.

With regard to immovable property, the nationals of either High Contracting Party shall be entitled, provided they comply with the laws and regulations of the country, to lease the houses required by them as dwellings, as well as premises and shops for their commerce and industry, or to acquire the freehold thereof.

Subject to the provisions, laws and regulations concerning the acquisition of immovable property, it is stipulated that, in the event of either of the two High Contracting Parties according now or hereafter to nationals of other States, by means of a legal enactment, the right to acquire or lease landed estate within its territory, such right shall be automatically conferred upon the nationals of the other Party.

Article V.

Joint-stock or other companies which have their headquarters within the territory of the one High Contracting Party, and which are constituted in accordance with the laws of that Party, shall be recognised as legally constituted and having legal capacity within the territory of the other Party.

Subject to reciprocity and to compliance with the laws and regulations in force within the territory of the other Party, they shall be entitled to establish themselves and engage in every form of industry, trade or sale within that country, and to acquire therein all kinds of movable and immovable property, other than landed estate, required for the business of the company, provided that in such a case the acquisition is not the object of the company's operations.

Joint-stock or other companies of either High Contracting Party shall in no circumstances be liable, in respect of their commercial, banking or industrial business in the territory of the other Party, to duties, fees, taxes or any kind of charge of whatever description, other or higher than those which are or may hereafter be imposed on national companies.

Article VI.

All products of the soil and industry originating in or coming from the Customs territory of either High Contracting Party, imported into the Customs territory of the other, and intended for consumption or redespach, shall be subject, so long as the present Treaty is in force, to the treatment extended to goods and products originating in or coming from the territory of the most favoured nation. In particular they shall in no circumstances be subject to duties, taxes or charges on production, consumption or sale, other or higher than those applied to products or goods originating in or coming from the territory of the most favoured nation.

In order to secure for goods originating in or coming from the territory of either High Contracting Party the benefit of tariff reductions, the High Contracting Parties may require such goods to be accompanied by certificates of origin on importation.

Neither of the High Contracting Parties shall impose upon articles exported to the country of the other High Contracting Party any dues or taxes other or higher than those imposed upon the same goods and products when exported to the countries most favoured in this respect.

Any favour, privilege, or reduction of Customs duties accorded to a third country by either High Contracting Party, as well as the advantages accruing from the specialisations or changes which either High Contracting Party may introduce into its Customs nomenclature, shall be automatically extended to the products and goods of the other Party.

Article VII.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the High Contracting Parties. Accordingly, the High Contracting Parties undertake not to hamper their mutual commercial relations by any prohibition or restriction on importation, exportation or transit.

Nevertheless, the High Contracting Parties reserve to themselves the right to establish import and export prohibitions and restrictions :

- (1) In order to preserve indispensable food supplies and safeguard the economic life of the nation ;
- (2) For reasons concerning the safety of the State ;
- (3) For reasons of public health administration or in order to protect animals and useful plants from diseases, noxious insects and parasites, and particularly in the interests of public health, in accordance with the international principles adopted in this connection ;
- (4) In the case of goods which are the object of State monopolies.

Article VIII.

The provisions of Article VI shall not apply :

- (1) To the special régime which is or may hereafter be established in regard to frontier traffic within a zone not to exceed 25 km. in depth in Persian territory and 15 km. in Polish territory ;
- (2) To the provisional Customs régime in force between the Polish and German parts of Upper Silesia ;
- (3) To special concessions made in consequence of a Customs union.

Article IX.

The High Contracting Parties undertake to grant to each other within their territory the right of warehousing and transit for persons, luggage, and goods and articles of all kinds, and all kinds of transport consignments, material and appliances, guaranteeing each other most-favoured-nation treatment in this connection.

Goods of all kinds, passing through the Customs territory of either High Contracting Party, shall only be required to pay in respect of warehousing and transit the duties and charges intended to cover the expenses of supervision and administration, without prejudice, however, to any fiscal charges in connection with the transactions of which the said products may be the object during their warehousing or transit.

Neither of the High Contracting Parties shall, however, be required to ensure the transit of passengers whose entry into its territory is prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public security and the safety of the State ;
- (b) For reasons of public health or as a prophylactic measure against diseases of animals and plants.

Article X.

The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig, in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles and of Articles 2 and 6 of the Treaty of Paris concluded between Poland and the Free City of Danzig on November 9, 1920, reserves the right to declare that the Free City of Danzig is a Contracting Party to the present Treaty and that it accepts the obligations and acquires the rights resulting therefrom.

This reservation does not apply to those provisions of the present Convention which the Polish Republic accepts on behalf of the Free City of Danzig, in conformity with its rights under the treaties relating thereto.

Article XI.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Warsaw. It shall come into force fifteen days after the exchange, and shall remain in force for two years. If it is not denounced by either of the High Contracting Parties six months prior to the expiry of the first period of two years, it shall remain in force until it is denounced and shall cease to have effect six months thereafter.

Article XII.

The present Convention shall be drawn up in two copies in each of the following languages : Persian, Polish and French.

In the event of divergent interpretations of the text, the French text shall be authentic.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Teheran, March 19, one thousand nine hundred and twenty-seven of the Christian Era, and Esfand 27, one thousand three hundred and five of the Solar Year.

(Signed) S. HEMPEL.

(Signed) Aligholikhān ANSARI.

PROTOCOL

CONCERNING THE SUBSTITUTION OF A NEW TEXT FOR THE FORMER TEXT OF ARTICLE VI OF THE COMMERCIAL CONVENTION CONCLUDED BETWEEN POLAND AND PERSIA ON MARCH 19, 1927, AT TEHERAN.

The High Contracting Parties, having agreed to amend the text of Article VI of the Commercial Convention concluded between Poland and Persia on March 19, 1927, at Teheran, have resolved to replace the said Article by a new text, which shall form an integral part of the aforesaid Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Stanislaw HEMPEL, Chargé d'Affaires of the Polish Republic in Persia ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Fathollah Khan PAKREVAN, Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

1. The text of Article VI of the Commercial Convention concluded between Poland and Persia on March 19, 1927, at Teheran is by common agreement hereby deleted.

2. The following text shall be substituted for the deleted text of Article VI and shall in its stead be deemed an integral part of the Commercial Convention concluded between Poland and Persia on March 19, 1927, at Teheran.

Natural and industrial products originating in and coming from Polish Customs territory shall, on their entry into Persia, be subject to the payment of the minimum duties and charges prescribed in the Customs tariff applied at the frontier of importation and in accordance with the laws in force. After payment of such duties and charges, such products shall in no circumstances be treated otherwise than like products imported from any third country.

Natural and industrial products originating in Persia shall, on their exportation from Persia to Polish Customs territory, be subject, on leaving Persia, to the payment of the minimum duties and charges prescribed in the Customs tariff applied in accordance with the laws in force at the frontier of exportation from Persia. After payment of such duties and charges, such products shall in no circumstances be treated otherwise than like products exported to any third country.

Natural and industrial products originating in and coming from Persia shall, on their entry into Polish Customs territory, be subject to the payment of the minimum duties and charges prescribed in the Customs tariff in force in Poland. After payment of such duties and charges, such products shall in no circumstances be treated otherwise than like products imported from any third country.

Natural and industrial products originating in Polish Customs territory shall, on their exportation from Polish Customs territory to Persia, be subject, on leaving Polish Customs territory, to the payment of the minimum duties and charges prescribed in the Customs tariff in force in Poland. After payment of such duties and charges, such products shall in no circumstances be treated otherwise than like products exported to any third country.

Should Persia at any time establish an autonomous Customs tariff, the benefits of the minimum tariff accorded to the Polish products imported into Persia, mentioned in paragraph 1, and also to the Persian exports to Poland, mentioned in paragraph 2, shall not extend beyond a period of two years reckoned from the coming into force of this Convention, even if the latter remains in force by tacit consent.

Should the minimum duties and rates stipulated in the above-mentioned tariff and in accordance with the laws applied at the frontiers crossed undergo any total or partial reductions, each of the two High Contracting Parties undertakes to extend such reductions to the other Party, until the expiry of two years reckoned from the coming into force of this Convention.

In order to secure for goods originating in and coming from the territory of either High Contracting Party the benefits of the present Convention, the High Contracting Parties may require such goods to be accompanied by certificates of origin on importation.

3. The complete text of the Commercial Convention shall be submitted for ratification, including the new text of Article VI replacing the deleted text.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for that purpose, have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Teheran, April 14, one thousand nine hundred and twenty-eight of the Christian Era, and Favardine 25, one thousand three hundred and seven of the Solar Year.

(Signed) Stanisław HEMPEL.

(Signed) F. PAKREVAN.

EXCHANGE OF NOTES

I.

No. 874.

TEHERAN, *April 14, 1928, Fawardine 25; 1307.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With a view to defining the significance of certain of the provisions of the Commercial Convention concluded between Persia and Poland on March 19, 1927, at Teheran, the Persian Government requests the Polish Government to be good enough to confirm the following interpretation of the said provisions :

(1) The provisions of Article I of the Commercial Convention shall not in any way limit the right of each of the High Contracting Parties to prevent the entry of undesirable persons into their territories and the residence of such persons therein.

(2) It is understood that, in virtue of Article II of the Commercial Convention, the respective Governments are authorised both now and hereafter to reserve certain industries, trades, handicrafts and professions for their nationals alone.

(3) In the case of Persia, the expression " other States " employed in Article IV of the Commercial Convention shall not apply to Mussulman States.

(4) The right to acquire immovable property necessary for the business of the company, referred to in paragraph 2 of Article V, shall not be more extensive than the like right accorded to natural persons in paragraph 2 of Article IV.

(5) The provisions of Article IX of the Commercial Convention with regard to transit shall also be applicable to warehousing.

The Government of His Imperial Majesty the Shah requests the Polish Government to be good enough to acknowledge the receipt of the present Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

Monsieur Stanislas Hempel,
Polish Chargé d'Affaires,
Teheran.

II.

No. 402/28.

TEHERAN, *April 14, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of the Note No. 874, dated Farvardine 25, 1307, in which the Persian Government requests the Polish Government to be good enough to confirm the following interpretation of certain of the provisions of the Commercial Convention concluded between Poland and Persia on March 19, 1927 at Teheran :

(1) The provisions of Article I of the Commercial Convention shall not in any way limit the right of each of the High Contracting Parties to prevent the entry of undesirable persons into their territories and the residence of such persons therein.

(2) It is understood that, in virtue of Article II of the Commercial Convention, the respective Governments are authorised both now and hereafter to reserve certain industries, trades, handicrafts and professions for their nationals alone.

(3) In the case of Persia, the expression " other States " employed in Article IV of the Commercial Convention shall not apply to Mussulman States.

(4) The right to acquire immovable property necessary for the business of the company, referred to in paragraph 2 of Article V, shall not be more extensive than the like right accorded to natural persons in paragraph 2 of Article IV.

(5) The provisions of Article IX of the Commercial Convention with regard to transit shall also be applicable to warehousing.

I am instructed by my Government to inform you that the Polish Government, having noted the aforementioned communication, is prepared to give the Persian Government its confirmation of the above-mentioned interpretation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. HEMPEL.

His Excellency
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

CONSTITUTING AN ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF MARCH 19, 1927.
WARSAW, NOVEMBER 4, 1930.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, August 7, 1931.

RZECZPOSPOLITA.

Polish Republic.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Ministry of Foreign Affairs.

WARSAW, November 4, 1930.

SIR,

In view of our respective Government's unanimous desire that the Commercial Convention between the Polish Republic and the Empire of Persia signed at Teheran on March 19, 1927, should be completed by certain additional provisions, I have the honour, being duly authorised thereto, to communicate to you the following :

I. The Polish Government undertakes to levy Customs duty on the goods originating in and coming from Persia enumerated hereunder, upon importation into the Polish Customs territory at the following rate :

Number of the Polish Customs tariff	Designation of Goods
ex. No. 7.— I.	Dried fruits of the exotic type of apricot tree known as " Gejsi ", not cut up, with their kernels corresponding to the samples deposited at the Customs Offices of Warsaw, Stolpce, Zdolbunowo, Gdynia, Zebrzydowice, Danzig. Zl. 34.46.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The Polish Government notes that the Imperial Persian Government undertakes for its part for the duration of the Polish-Persian Commercial Convention of March 19, 1927, not to increase the Customs duty on the following Polish article :

Number of the Persian Customs tariff	Designation of Goods
ex. No. 32 letter E.	Table silver, the Customs Duty on which is at present fixed at 20 %.

The foregoing provisions, which are accepted by both parties shall be regarded as constituting the supplementary agreement to the above-mentioned Commercial Convention. The present agreement shall come into force on the fifteenth day after the date on which the Polish Government shall have notified the Imperial Persian Government of the ratification of the said agreement by the President of the Polish Republic, and shall cease to take effect on the expiry of the Polish-Persian Commercial Convention of March 19, 1927.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Auguste ZALESKI.

H. E. Monsieur A. K. Assad Bahador,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia
at Warsaw.

PERSIAN LEGATION.

No. 331.

WARSAW, November 4, 1930.

SIR,

In view of our respective Government's unanimous desire that the Commercial Convention between the Empire of Persia and the Polish Republic signed at Teheran on March 19, 1927, should be completed by certain additional provisions, I have the honour, being duly authorised thereto, to communicate to you the following :

1. The Imperial Persian Government undertakes for the duration of the Polish-Persian Commercial Convention of March 19, 1927, not to increase the Customs duty on the following Polish article :

Number of the Persian Customs tariff	Designation of Goods
ex No. 32 letter E.	Table silver, the Customs duty on which is fixed at present at 20 %.

2. The Imperial Persian Government notes that the Polish Government undertakes for its part to levy Customs duty on the goods originating in and coming from Persia enumerated hereunder upon importation into the Polish Customs territory at the following rate :

Number of the Polish Customs tariff	Designation of Goods
ex. No. 7.— 1.	Dried fruits of the exotic type of apricot tree known as " Gejsi ", not cut up, with their kernels corresponding to the samples deposited at the Customs Offices of Warsaw, Stołpce, Zdołbunowo, Gdnia, Zedrzydowice, Danzig. Zł. 34.46.

The foregoing provisions, which are accepted by both parties shall be regarded as constituting the supplementary agreement to the above-mentioned Commercial Convention. The present agreement shall come into force on the fifteenth day after the date on which the Polish Government shall have notified the Imperial Persian Government of the ratification of the said agreement by the President of the Polish Republic, and shall cease to take effect on the expiry of the Polish-Persian Commercial Convention of March 19, 1927 :

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. Assad BAHADOR.

H. E. Monsieur Auguste Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
at Warsaw.

N° 2529.

PERSE ET POLOGNE

Traité d'amitié, signé à Téhéran, le
19 mars 1927, et échange de notes
y relatif, Téhéran, le 14 avril
1928.

PERSIA AND POLAND

Treaty of Friendship, signed at
Teheran, March 19, 1927, and
Exchange of Notes relating
thereto, Teheran, April 14, 1928.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 2529. — TRAKTAT¹ PRZYJAZNI POMIEDZY NAJJASNIEJSZĄ RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A CESARSTWEM PERSKIEM, PODPISANY W TEHERANIE, DNIA 19 MARCA 1927, r.

N^o 2529. — TRAITÉ D'AMITIÉ¹ ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LA SÉRÉNISSE RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 19 MARS 1927.

Textes officiels français, persan et polonais communiqués par le chargé d'affaires a.i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 novembre 1930.

French, Persian and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 14, 1930.

PREZYDENT NAJJASNIEJSZEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ z jednej strony, a

JEGO CESARSKA MOŚĆ SZACH PERSJI z drugiej strony,

przejęci pragnieniem wznowienia węzłów szczerzej przyjaźni, które zawsze istniały między Najjaśniejszą Rzeczpospolitą Polską i Cesarstwem Perskiem w przeszłości,

oraz w przeświadczeniu, że wzmocnienie tych stosunków, opartych na zasadzie wzajemności i równości doskonałej, przyczyni się do rozkwitu i dobrobytu ich Narodów,

zgodzili się zawrzeć Traktat Przyjaźni i w tym celu mianowali swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT NAJJASNIEJSZEJ RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Stanisława HEMPLA, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej w Persji ;

JEGO CESARSKA MOŚĆ SZACH PERSJI :

Jego Ekscelencję Ali Gholi Khana ANSARI, Ministra Spraw Zagranicznych Persji,

LE PRÉSIDENT DE LA SÉRÉNISSE RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'une part, et

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE, d'autre part,

Inspirés du désir de rétablir les liens de sincère amitié qui ont toujours existé entre la Sérénissime République de Pologne et l'Empire de Perse dans le passé,

Et convaincus que la consolidation de ces relations, fondées sur le principe de réciprocité et d'égalité parfaite, contribuera à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives,

Sont tombés d'accord de conclure un traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA SÉRÉNISSE RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Stanislas HEMPEL, chargé d'Affaires de la République de Pologne en Perse ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH :

Son Excellence Ali Gholi Khan ANSARI, ministre des Affaires étrangères de Perse ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 7 octobre 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 7, 1930.

którzy, po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Pokój niezamącony i wieczna przyjaźń trwać będzie między Najjaśniejszą Rzeczpospolitą Polską a Cesarstwem Perskiem oraz pomiędzy obywatelami obu Państw.

Artykuł II.

Wysokie Układające się Strony wyrażają zgodę na wznowienie stosunków dyplomatycznych pomiędzy obu Państwami zgodnie z zasadami prawa narodów. Zobowiązują się one, że Ambasadorowie, Ministrowie, Posłowie, Chargés d'Affaires i inni Agenci Dyplomatyczni każdej z nich oraz cały personel poselski będą, pod warunkiem wzajemności, korzystali na terytorjum drugiej Strony z przywilejów, zaszczytów, immunitetów i wolności takich, jakie są przyznane państwu najbardziej uprzywilejowanemu.

Artykuł III.

Wysokie Układające się Strony będą miały prawo naznaczać w odnośnych Państwach Konsulów Generalnych, Konsulów, Wicekonsulów i Agentów Konsularnych, którzy rezydować będą w stolicy oraz ważniejszych miastach, gdzie dopuszczone jest rezydowanie podobnych Agentów Zagranicznych.

Aż do czasu zawarcia umowy konsularnej, Konsulowie Generalni, Konsulowie, Wicekonsulowie i Agenci Konsularni każdej z Wysokich Układających się Stron korzystać będą na terytorjum drugiej Strony ze wszystkich praw, przywilejów i immunitetów, zgodnie z praktyką międzynarodową.

Artykuł IV.

Żadne z postanowień niniejszego Traktatu nie zawiera w sobie dla Agentów Dyplomatycznych i Konsularnych Wysokich Układających się Stron praw, przeciwnych zasadom wzajemności i równości, na których oparty jest niniejszy Traktat.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inaltérable et amitié perpétuelle entre la Sérénissime République de Pologne et l'Empire de Perse, ainsi qu'entre les citoyens des deux Etats.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour rétablir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens. Elles conviennent que les ambassadeurs, ministres, envoyés, chargés d'Affaires et autres agents diplomatiques de chacune d'elles, ainsi que tout le personnel de leurs missions jouiront, à charge de réciprocité, sur le territoire de l'autre Partie, des privilèges, honneurs, immunités et exemptions accordés à ceux de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes auront le droit de nommer dans les Etats respectifs des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui résideront dans la capitale et les principales villes, où de pareils agents étrangers sont admis à résider.

Jusqu'à la conclusion d'une convention consulaire, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de tous les droits, privilèges et immunités, conformément à la pratique internationale.

Article IV.

Aucune des stipulations du présent traité n'implique pas pour les agents diplomatiques et consulaires des Hautes Parties contractantes des droits contraires aux principes de réciprocité et d'égalité sur lesquels est fondé le présent traité.

Artykuł V.

Wysokie Układające się Strony zgadzają się na zawarcie tego samego dnia umowy handlowej.

Artykuł VI.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany i dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Warszawie w terminie możliwie najkrótszym. Wejdzie on w życie piętnastego dnia po wymianie ratyfikacyjnej.

Artykuł VII.

Traktat niniejszy będzie zredagowany w dwóch egzemplarzach w każdym z języków : polskim, perskim i francuskim.

W razie różnicy zdań, tekst francuski będzie miarodajny.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy podpisali niniejszy Traktat i opatrzyli go swymi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w Teheranie, dnia dziewiętnastego marca tysiąc dziewięćset dwudziestego siódmego roku Ery Chrześcijańskiej Esphanda tysiąc trzysta piętego Roku Słonecznego.

(—) S. HEMPEL.

(—) Ali Gholi Khan ANSARI.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure à même date une convention de commerce.

Article VI.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Article VII.

Le présent traité sera rédigé en deux exemplaires dans chacune des langues : polonaise, persane et française.

En cas de divergence d'interprétations du texte, le texte français fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Téhéran, le dix-neuf mars mil neuf cent vingt sept de l'ère chrétienne et le vingt sept Esfande mil trois cent cinq de l'année solaire.

(Signé) S. HEMPEL.

(Signé) Ali Gholi Khan ANSARI.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

Nr. 873.

TÉHÉRAN, le 14 avril 1928.

25 farvardine 1307.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En vue de préciser certains termes des stipulations du Traité d'amitié, signé entre la Perse et la Pologne le 19 mars 1927 à Téhéran, le Gouvernement persan prie le Gouvernement polonais de vouloir bien lui confirmer l'interprétation suivante desdits termes :

1° Par le terme « personnel de leurs missions » employé dans l'article II du Traité d'amitié, on doit entendre exclusivement les membres officiels, conformément à la pratique commune internationale, dont la liste spéciale sera communiquée par le chef de la Mission au Ministère des Affaires étrangères.

2° Toutes les fois que, dans le Traité d'amitié, on emploie les termes : droit des gens, droit international, pratique internationale, il faut entendre qu'il est question du droit commun international et de la pratique commune internationale.

3° Les droits prévus à l'article IV du Traité d'amitié comprennent tous droits, privilèges, honneurs, immunités et exemptions prévus dans les articles précédents dudit traité.

Le Gouvernement de Sa Majesté impériale le Chah prie le Gouvernement polonais de bien vouloir lui accuser réception de la présente note.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

(Signé) F. PAKREVAN.

A Monsieur
Stanislas Hempel,
Chargé d'Affaires de Pologne,
Téhéran.

II.

Nr. 401/28.

Le 14 avril 1928.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note Nr. 873 en date du 25 farvardine 1307, par laquelle le Gouvernement persan prie le Gouvernement polonais de vouloir bien lui confirmer l'interprétation suivante de certains termes des stipulations du Traité d'amitié signé entre la Pologne et la Perse le 19 mars 1927 à Téhéran :

1° Par le terme « personnel de leurs missions » employé dans l'article II du Traité d'amitié, on doit entendre exclusivement les membres officiels, conformément à la pratique commune internationale, dont la liste spéciale sera communiquée par le chef de la Mission au Ministère des Affaires étrangères.

2° Toutes les fois que, dans le Traité d'amitié, on emploie les termes : droit des gens, droit international, pratique commune internationale, il faut entendre qu'il est question du droit commun international et de la pratique commune internationale.

3° Les droits prévus à l'article IV du Traité d'amitié comprennent tous droits, privilèges, honneurs, immunités et exemptions prévus dans les articles précédents dudit traité.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement polonais, ayant pris acte de la note précitée, se trouve d'accord à confirmer au Gouvernement persan l'interprétation ci-dessus mentionnée.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. HEMPEL.

A Son Excellence
Mirza Fatoullah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère
des Affaires étrangères
à Téhéran.

هر يك از طرفين معظمين متعاهدین در خاك طرف متعاهد ديگر از كليه حقوق و مزايای و مصونيتها بنا به معمول بين المللی بهره مند خواهند بود.

ماده چهارم

هيچ يك از مقررات اين قرار داد برای مأمرين سياسی و قونسولی طرفين متعاهدین منضمن حقوق مخالف اصول معامله متقابله و مساواتی که پایه اين قرار داد بر روی آن استوار است نمی باشد .

ماده پنجم .

طرفين معظمين متعاهدین موافقت دارند که يك قرار داد تجارت در همین تاريخ منمقد نمایند .

ماده ششم

این عهد نامه تصویب و نسخ مضوبه هر چه زود تر بز ورشو مبادله خواهد شد و یازده روز بعد از این مبادله بموقع اجرا گذاشته میشود

ماده هفتم

این عهد نامه در دو نسخه بالسنه لهستانی و فارسی و فرانسه نوشته میشود و در صورت اختلاف در تفسیر آن متن فرانسه معتبر خواهد بود .

باین ترتیب نمایندگان مختار دولتين این عهد نامه را امضا و بمهر خود ممهور نمودند .
نسختين در طهران نوشته شد . بتاريخ ۲۷ اسفند ۱۳۰۵ شمسی مطابق ۱۹ مارس

۱۹۲۷ میلادی .

• علیقلی

همیل

رئیس جمهوری دولت فخیمه لهستان

آقای استانیسلاس همیل

شارژدافر دولت جمهوری لهستان در ایران

مشار البهما پس از آنکه اختیار نامه های خود را مبادله و آنها را صحیح و معتبر

یافتند بمقررات ذیل موافقت نمودند

ماده اول

بین دولت فخیمه جمهوری لهستان و دولت شاهنشاهی ایران و همچنین بین اتباع مملکتین

صلح خلل ناپذیر و دوستی دائم بر قرار خواهد بود .

ماده دوم

طرفین معظمین متعاهدین موافقت میکنند که روابط سیاسی بین دولتین را بر طبق

اصول حقوق بین الملل بر قرار نمایند و نیز متعهد میشوند که سفراء کبار و وزرای

مختار و ایلچی ها و شارژدافرها و سایر عمال سیاسی هر يك از طرفین متعاهدین و تمام

اعضاء هیئت نمایندگی آنها بشرط معامله متقابله در خاک طرف متعاهد دیگر از مزایا و اختراعات

و مصونیتها و معافتهائی که باین قبیل مأمورین دولت کاملة الوداد داده میشود بهره مند گردند

ماده سوم

هر يك از طرفین معظمین متعاهدین حق دارد در خاک طرف متعاهد دیگر ژنرال

قونسولها و قونسولها و ویس قونسولها و آکنت هائی تعیین نماید و مشار البهما در پای تخت

و شهر های عمده که این قبیل مأمورین خارجه اجازه اقامت داشته باشند مقیم خواهند بود

تا موقع عقد قرار داد قونسولی ژنرال قونسولها و قونسولها و ویس قونسولها و آکنت های

N° 2529.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

عهد نامه مودت بین دولت
شاهنشاهی ایران و دولت
فخیمه جمهوری لهستان

اعلیحضرت همیونی شاهنشاه ایران از يك طرف

و رئیس جمهوری لهستان از طرف دیگر

نظر باینکه مایلند روابط مودت صیمانه که در گذشته همیشه بین دولت شاهنشاهی

ایران و دولت فخیمه جمهوری لهستان موجود بوده بر قرار نمایند

و باطمینان اینکه تشید این روابط که بر روی اصل معامله متقابل و مساوات کامل

بر قرار شده به ترقی و سعادت دولتین متعاهدین کمک خواهد نمود

موافقت نمودند که بعقد عهد نامه مودت مبادرت نمایند و برای این مقصود نمایندگان

مختار خود را بقرار ذیل معین نمودند

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

جناب مستطاب اجل آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه دولت علیه ایران

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2529. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE PERSIAN EMPIRE AND THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND.
SIGNED AT TEHERAN, MARCH 19, 1927.

THE PRESIDENT OF THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND, of the one part, and
HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the other part,
Being animated by a desire to renew the bonds of sincere friendship which have always existed
between the Most Serene Republic of Poland and the Persian Empire in the past,
And being convinced that the consolidation of such relations, based on the principle of
reciprocity and perfect equality, will contribute to the prosperity and well-being of their respective
Nations,

Have agreed to conclude a Treaty of Friendship and for this purpose have appointed as their
Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE MOST SERENE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Stanislas HEMPEL, Chargé d'Affaires of the Polish Republic in Persia ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH :

His Excellency Ali Gholi Khan ANSARI, Persian Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon
the following provisions :

Article I.

There shall be lasting peace and perpetual friendship between the Most Serene Republic of
Poland and the Persian Empire and between the citizens of the two States.

Article II.

The High Contracting Parties agree to renew diplomatic relations between the two States
in conformity with the principles of international law. They agree that the Ambassadors, Ministers,
Envoys, Chargés d'Affaires and other Diplomatic Agents of each Party, together with the whole
staff of their Missions, shall, subject to reciprocity, enjoy within the territory of the other Party
the privileges, honours, immunities and exemptions extended to the representatives of the most
favoured nation.

Article III.

The High Contracting Parties shall be entitled to appoint in the respective States Consuls-
General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents who shall be stationed in the capital and
principal towns, wherever such foreign officials are permitted to reside.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de
Nations, à titre d'information.

¹ Translation by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Pending the conclusion of a Consular Convention, the Consuls-General, Consuls, Vice-Consul and Consular Agents of either High Contracting Party shall enjoy within the territory of the other Party all rights, privileges and immunities, in accordance with international custom.

Article IV.

None of the provisions of the present Treaty shall entitle the Diplomatic and Consular Agents of the High Contracting Parties to rights which contravene the principles of reciprocity and equality upon which the present Treaty is based.

Article V.

The High Contracting Parties agree to conclude a Commercial Treaty on to-day's date.

Article VI.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification.

Article VII.

The present Treaty shall be drawn up in duplicate Polish, Persian and French texts. In the event of divergent interpretations, the French text shall be regarded as authentic.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Teheran, March the nineteenth, one thousand nine hundred and twenty-seven of the Christian Era and Espandé the twenty-seventh, one thousand three hundred and five of the Solar Year.

(Signed) S. HEMPEL.

(Signed) Ali Gholi Khan ANSARI.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

No. 873.

TEHERAN, *April 14, 1928.* Favardine 25, 1307

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With a view to defining certain expressions used in the Treaty of Friendship concluded between Persia and Poland on March 19, 1927, at Teheran, the Persian Government requests the Polish Government to confirm the following interpretation of the said expressions :

(1) By the expression " staff of their Missions ", used in Article II of the Treaty of Friendship, shall be understood exclusively the official members of the Mission, of whom a special list shall be communicated to the Ministry for Foreign Affairs by the Head of the Mission, in accordance with generally recognised international custom.

(2) Wherever use is made in the Treaty of Friendship of the expressions : " international law " (*droit des gens, droit international*), and " international custom ", it shall be understood that the reference is to generally recognised international law and to generally recognised international custom.

(3) The rights stipulated in Article IV of the Treaty of Friendship shall include all rights, privileges, honours, immunities and exemptions stipulated in the preceding articles of the said Treaty.

The Government of His Imperial Majesty the Shah requests the Polish Government to acknowledge receipt of the present Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

Monsieur Stanislas Hempel,
Polish Chargé d'Affaires,
Teheran.

II.

No. 401/28.

April 14, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 873 dated Farvardine 25, 1307, in which the Persian Government requests the Polish Government to confirm the following interpretation of certain expressions used in the Treaty of Friendship concluded between Poland and Persia on March 19, 1927, at Teheran :

(1) By the expression " staff of their Missions ", used in Article II of the Treaty of Friendship, shall be understood exclusively the official members of the Mission, of whom a special list shall be communicated to the Ministry for Foreign Affairs by the Head of the Mission, in accordance with generally recognised international custom.

(2) Wherever use is made in the Treaty of Friendship of the expressions " international law " (*droit des gens, droit international*), and " generally recognised international custom ", it shall be understood that the reference is to generally recognised international law and to generally recognised international custom.

(3) The rights stipulated in Article IV of the Treaty of Friendship shall include all rights, privileges, honours, immunities and exemptions stipulated in the previous articles of the said Treaty.

I am instructed by my Government to inform you that the Polish Government, having noted the aforementioned communication, is prepared to confirm the said interpretation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. HEMPEL.

His Excellency
Mirza Fatoullah Khan Pakrevan,
Acting Head of the Ministry for Foreign Affairs,
at Teheran.

N° 2530.

**PERSE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux, et protocole.
Signés à Moscou, le 2 août 1929.

**PERSIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement regarding the Exchange
of Postal Parcels, with Protocol.
Signed at Moscow, August 2,
1929.

N^o 2530. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LA PERSE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MOSCOU, LE 2 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 17 novembre 1930.

LA PERSE, d'une part, et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part, guidées par le désir de coopérer au raffermissement et au développement des rapports amicaux et des relations économiques entre les deux pays ont décidé de conclure l'arrangement concernant l'échange des colis postaux, tant provenant de ces pays que transitaires par leurs territoires et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA PERSE :

M. Mirza Rahim khan ARDJOMAND, directeur adjoint au Ministère des Postes et Télégraphes;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Eugène HIRSCHFELD, chef du Département des Communications internationales au Commissariat du peuple des Postes et Télégraphes.

Les plénipotentiaires susindiqués, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Entre la Perse et l'Union des Républiques soviétistes est établi l'échange régulier des colis postaux, tant ordinaires qu'avec valeur déclarée.
2. Cet échange sera effectué directement :
 - a) Par voie territoriale par les confins des pays contractants ;
 - b) Par voie maritime par la mer Caspienne au moyen des paquebots-poste, affectés à ce service ; et
 - c) Par la voie aérienne par les lignes reliant les bureaux respectifs des pays contractants.

Article II.

Chacune des Parties contractantes garantit à l'autre la liberté du transit territorial, maritime et aérien des colis postaux par son territoire, à savoir : la Perse — à destination et en provenance

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 13 décembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2530. — AGREEMENT² BETWEEN PERSIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT MOSCOW, AUGUST 2, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 17, 1930.

PERSIA, of the one part, and the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part, being anxious to cooperate in consolidating and developing friendly relations and economic intercourse between the two countries, have decided to conclude an arrangement regarding the exchange of postal packets, whether despatched from those countries or passing through them in transit, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF PERSIA :

M. Mirza Rahim Khan ARDJOMAND, Deputy Director in the Ministry of Posts and Telegraphs ;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Eugène HIRSCHFELD, Chief of the Department of International Communications at the People's Commissariat for Posts and Telegraphs.

The above Plenipotentiaries, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

1. A regular service for postal packets, ordinary or of declared value, shall be established between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics.
2. This service shall be effected directly :
 - (a) Overland, across the frontiers of the contracting countries ;
 - (b) By sea, across the Caspian Sea, by means of the mail packets serving that route ; and
 - (c) By air, over the lines connecting the respective offices of the contracting countries.

Article II.

Each Contracting Party shall guarantee to the other Party freedom of transit through its territory by land, sea or air for postal packets, as follows : Persia — addressed to and despatched

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, December 13, 1929.

des pays avec lesquels elle a établi l'échange respectif des colis postaux ; l'Union des Républiques soviétistes socialistes — à destination et en provenance des pays avec les gouvernements desquels elle a conclu les arrangements concernant l'échange respectif des colis postaux.

Article III.

Chaque Partie contractante a la faculté d'introduire, conformément à ses règlements intérieurs, des restrictions relatives au contenu des colis postaux, tant dans l'échange direct que transitaire. Ces restrictions seront communiquées par chacune des Parties contractantes à l'autre en temps utile.

Article IV.

1. Dans les relations directes entre les deux pays sont admis les colis ne dépassant pas 5 kg. et la valeur déclarée 1000 frs.

2. Dans les relations directes sont admis les colis dont aucune des dimensions ne dépasse 150 cm. ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, ne dépasse pas 300 cm.

3. La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et doit être exprimée en monnaie du pays d'origine. Le montant de la déclaration doit en outre être converti, par l'office d'origine ou par l'expéditeur, en francs-or d'après le cours de conversion adopté par cet office.

4. Les administrations des Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, les limites du poids, de la valeur déclarée et des dimensions des colis, fixées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

5. En ce qui concerne le dépôt et la livraison de colis postaux, ainsi que le sort définitif des objets dont l'importation est interdite ou soumise à certaines restrictions, on appliquera les lois et règlements intérieurs des Parties contractantes en tant qu'ils ne sont pas en contradiction avec le présent arrangement.

6. Ne sont pas admis à l'échange entre les Parties contractantes :

- a) Les colis dont les dimensions dépassent celles prévues par le paragraphe 2 du présent article ;
- b) Les colis dont l'emballage est insuffisant ;
- c) Les colis urgents ; et
- d) Les colis francs de droits de douane.

Cependant, les administrations des Parties contractantes ont la faculté d'établir à l'avenir l'échange des colis mentionnés ci-dessus.

Article V.

Chaque Partie contractante est tenue d'accepter en transit par son territoire, conformément à l'article II, seulement les colis postaux satisfaisant aux conditions prévues à l'article précédent concernant les colis échangés directement, en tant que les tiers pays respectifs n'appliquent aux colis échangés avec eux de plus grandes restrictions.

Article VI.

Les Parties contractantes réservent à leurs administrations le droit de suspendre, en cas de circonstances extraordinaires, temporairement et d'une manière générale ou partielle, l'échange des colis dans une direction ou l'autre.

from countries with which she has established a postal packet service ; the Union of Soviet Socialist Republics — addressed to and despatched from countries with the Governments of which it has concluded agreements for a postal packet service.

Article III.

Each Contracting Party may, in accordance with its internal regulations, introduce restrictions regarding the contents of postal packets, both in the direct and in the transit service. These restrictions shall be duly notified by each Contracting Party to the other.

Article IV.

1. In the direct service between the two countries, postal packets not exceeding 5 kg. in weight and 1,000 frs. in declared value shall be accepted.

2. No packet shall be accepted in the direct service if any of its dimensions exceed 150 cm., or if its length plus its maximum girth measured in a direction other than lengthwise exceeds 300 cm.

3. The declared value may not exceed the actual value of the contents of the package, and must be expressed in the currency of the country of origin. The amount declared must, furthermore, be converted by the office of origin or by the sender into gold francs at the rate adopted by that office.

4. The Administrations of the Contracting Parties may, by mutual agreement, alter the limits of weight, declared value and dimensions of the packages laid down in paragraphs 1 and 2 of this Article.

5. As regards the handing-in and delivery of postal packets and the final disposal of articles the importation of which is prohibited or restricted, the municipal laws and regulations of the Contracting Parties shall be applied except where they are inconsistent with the present Agreement.

6. The following shall not be accepted for despatch from one of the contracting countries to the other :

- (a) Packets which exceed the dimensions laid down in paragraph 2 of this Article ;
- (b) Packets insufficiently packed ;
- (c) Urgent packets ; and
- (d) Packets exempt from Custom duty.

The Administrations of the Contracting Parties may, however, arrange subsequently to exchange the above-mentioned packets.

Article V.

Each Contracting Party is bound to accept in transit through its own territory, in accordance with Article II, only postal packets which fulfil the conditions specified in the previous Article for parcels sent direct from one contracting country to the other, provided that the other countries concerned do not apply more severe restrictions to such packets.

Article VI.

The Contracting Parties reserve the right of their Administrations to suspend, in the event of exceptional circumstances, temporarily and either completely or partially, the exchange of packets in either direction.

L'administration respective est tenue de donner immédiatement avis de cette mesure à l'autre administration. En cas où cette mesure est effectuée d'une manière urgente, l'administration intéressée en est immédiatement informée par télégraphe.

Article VII.

1. Dans les relations directes, l'affranchissement complet des colis postaux est obligatoire lors du dépôt.

2. Le droit de port des colis postaux échangés entre les Parties contractantes et transportés par voie territoriale est calculé comme suit :

	En faveur de			
	La Perse		l'U.R.S.S.	
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
Pour les colis postaux à destination de la Perse ou vice versa, transmis par une des parties de l'Union des Républiques soviétistes socialistes (Européenne ou Asiatique) au poids de : jusqu'à 5 kg.	1	00 ¹	2	00
Pour les colis à destination de la Perse ou vice versa, transmis par les deux parties de l'Union des Républiques soviétistes socialistes (Européenne et Asiatique) au poids de : jusqu'à 5 kg.	1	00 ¹	4	00

3. Outre les droits prévus au paragraphe 2 du présent article, il est perçu pour les colis postaux aériens une surtaxe pour la transmission par voie aérienne constituée des montant des bonifications dues pour la transmission aérienne intérieure en faveur des administrations des Parties contractantes. Ces surtaxes sont fixées sur la base des données publiées par l'intermédiaire du Bureau international.

4. Outre les droits prévus aux paragraphes précédents, il est réservé à chaque Partie contractante de percevoir en sa faveur le montant de 50 cts, au maximum du droit de port pour chaque colis expédié par elle et transmis par voie maritime.

5. Le droit d'assurance pour les colis postaux avec valeur déclarée échangés entre les parties contractantes est fixé à 50 cts au maximum par fraction indivisible de 300 frs de la valeur déclarée dont 5 cts sont bonifiés en faveur du pays de destination.

6. L'administration du pays de dépôt a la faculté de percevoir en sa faveur sur l'expéditeur du colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 cts. par colis.

7. L'administration du pays de destination a la faculté de percevoir sur le destinataire un droit de dédouanement et de factage ne dépassant pas 50 cts par colis.

Toutefois, les administrations des Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, le montant du droit prévu par le présent paragraphe.

Article VIII.

L'expéditeur du colis est tenu, lors du dépôt, d'indiquer par écrit au verso du bulletin d'expédition la manière dont il doit être disposé de son envoi en cas de non-livraison.

¹ Note. — Ces taxes seront valables jusqu'aux bureaux d'échange persans. Dans l'intérieur de la Perse seront appliqués les tarifs ne dépassant pas ceux existant dans le service interne.

The Administration concerned is bound to notify the other Administration, immediately of such suspension, and, if the measure is introduced at short notice, the Administration affected shall at once be informed by telegram.

Article VII.

1. In the direct service, postal packets must be fully prepaid when handed in.
2. The postage on postal packets exchanged between the Contracting Parties and conveyed overland shall be calculated as follows :

	Share of			
	Persia		U.R.S.S.	
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
Packets addressed to Persia or <i>vice versa</i> , forwarded through either part of the U.S.S.R. (European or Asiatic), weight not more than 5 kg.	1	00 ¹	2	00
Packets addressed to Persia or <i>vice versa</i> , forwarded through both parts of the U.S.S.R. (European and Asiatic), weight not more than 5 kg.	1	00 ¹	4	00

3. In addition to the rates specified in paragraph 2 of this Article, postal packets conveyed by air shall pay a surcharge for conveyance by air composed of the amounts payable for inland air transport to the Administrations of the Contracting Parties. These surcharges shall be fixed on the basis of the data published by the International Bureau.

4. In addition to the rates referred to in the preceding paragraphs, each Contracting Party may collect a maximum amount of 50 cts. as postage on each packet forwarded by it and conveyed by sea.

5. The insurance fee for postal packets of declared value shall be a maximum of 50 cts. on every 300 frs., or fraction thereof declared, 5 cts. being for the account of the country of destination.

6. The Administration of the country where the packet was handed in may collect from the sender of a packet of declared value a despatch fee not exceeding 50 cts. per packet.

7. The Administration of the country of destination may collect from the addressee a fee for Customs clearance and delivery not exceeding 50 cts. per packet.

The Administrations of the Contracting Parties may, nevertheless, jointly agree to change the amount of the fee mentioned in this paragraph.

Article VIII.

The sender of a packet shall, when handing it in for despatch, indicate in writing on the back of the despatch note what is to be done with the packet if it cannot be delivered.

¹ Note. — These rates shall apply up to the Persian post-offices. In Persia the rates applied shall not exceed the inland rates.

Les dispositions suivantes sont seules admises :

- a) Le renvoi immédiat du colis ;
- b) La réexpédition du colis au même destinataire dans une autre localité ;
- c) La remise du colis à un autre destinataire ; ou
- d) La mise du colis à la disposition du pays de destination.

Article IX.

Les administrations des Parties contractantes ont la faculté de ne pas admettre les communications écrites sur les coupons des bulletins d'expédition.

Article X.

Dans les relations réciproques, les colis postaux qui pour une raison quelconque n'ont pas pu être remis ou réexpédiés et dont l'expéditeur n'a pas demandé, lors du dépôt, le renvoi immédiat (voir l'article VIII du présent arrangement) sont gardés en instance pendant un mois à compter du jour de leur réception au bureau de destination. Passé ce délai, les colis sont renvoyés au timbre d'origine sans avis préalable quant à la non-remise du colis.

En cas de renvoi d'un colis les droits suivants sont perçus sur l'expéditeur : le droit du port pour le renvoi et, le cas échéant, les droits de magasinage, de réexpédition, ainsi que ceux de dédouanement.

Article XI.

Les droits de douane dont les colis renvoyés au timbre d'origine ou réexpédiés à destination des pays tiers ont été grevés seront annulés, tant en Perse que dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article XII.

I. Le droit de port pour le transit territorial des colis postaux est de :

1^o En faveur de l'Administration de la Perse conformément à ses tarifs et règlements intérieurs.

2^o En faveur de l'Administration de l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour chaque colis jusqu'au poids de 5 kg. :

a) 4 frs. lors de la transmission par une partie de l'Union des Républiques soviétistes socialistes (Européenne ou Asiatique) ; et

b) 6 frs. lors de la transmission par les deux parties de l'Union des Républiques soviétistes socialistes (Européenne et Asiatique).

Note. — Toutefois, dans les cas d'acheminement des colis via Sibérie, ce droit est élevé à 8 frs.

2. Le droit de port pour le transit maritime des colis empruntant la mer Caspienne est fixé à 50 cts. par colis au maximum.

Article XIII.

Le paiement pour la transmission des colis postaux aériens transitaires par les lignes aériennes intérieures des pays contractants et au delà de leurs frontières par les lignes aériennes reliant les pays tiers avec lesquels les pays contractants entretiennent un échange de colis postaux aériens, est fixé sur la base des données publiées par l'intermédiaire du Bureau International.

Only the following instructions can be accepted :

- (a) That the packet shall be at once returned ;
- (b) That it shall be redirected to the same addressee at another place ;
- (c) That it shall be delivered to another addressee ; or
- (d) That it shall be put at the disposal of the country of destination.

Article IX.

The Administrations of the Contracting Parties may refuse to allow messages to be written on the coupons of the despatch-notes.

Article X.

If for any reason a postal packet exchanged between the contracting countries cannot be delivered or redirected, and if the sender did not, at the time of despatch, ask for its immediate return (see Article VIII of this Agreement), it shall be kept by the post office for one month from the date of its arrival at the office of destination, after which it shall be returned to the place of origin indicated by the stamp without previous notice of non-delivery.

When a packet is returned, the following charges shall be collected from the sender : return postage and any warehousing, re-forwarding and Customs clearance charges payable.

Article XI

Customs duties levied on packets which are returned to the country of origin or redirected to a third country shall be cancelled, both in Persia and in the Union of Soviet Socialist Republics.

Article XII.

1. The postage for overland transit of postal packets shall be :

(1) For the share of the Persian Administration, the rates of its inland tariffs and regulations ;

(2) For the share of the Administration of the Union of Soviet Socialist Republics, for each packet weighing not more than 5 kg. :

(a) 4 frs. when sent through one part of the Union of Soviet Socialist Republics (European or Asiatic) ;

(b) 6 frs. when sent through both parts of the Union of Soviet Socialist Republics (European and Asiatic).

Note. — When parcels are routed via Siberia the rate shall be increased to 8 frs.

2. The rate of postage on packets sent via the Caspian Sea shall be a maximum of 50 cts. per packet.

Article XIII.

Payment for the forwarding of postal packets by air in transit over the inland air routes of the Contracting Parties and beyond their frontiers over the air routes connecting third countries with which the contracting countries maintain an air postal packet service shall be fixed on the basis of the data published by the International Bureau.

Article XIV.

Le droit d'assurance pour le transit par les territoires des Parties contractantes des colis postaux avec valeur déclarée est fixé en faveur du pays de transit à 5 cts. par 300 frs. de la valeur déclarée pour la transmission territoriale et à 10 cts. pour la transmission maritime.

Article XV.

Dans le cas où un colis postal de transit est avarié lors du transport et ne peut pas être expédié plus loin sans réemballage, l'office intermédiaire a le droit de porter au débit de l'office suivant les frais de réemballage qui doivent être perçus sur le destinataire et dont le montant ne peut pas dépasser 50 cts. Si le colis est renvoyé au timbre d'origine, les frais susmentionnés seront perçus sur l'expéditeur.

Les administrations des Parties contractantes ont la faculté d'appliquer les dispositions de cet article dans l'échange direct entre les deux pays.

Article XVI.

1. La transmission des colis par la voie territoriale, maritime et aérienne, tant directe que transitaire, ainsi que des documents y relatifs, sera effectuée à découvert (dans les sacs non fermés) dans les bureaux d'échange.

2. Il est réservé aux administrations des Parties contractantes de modifier, d'un commun accord, tant le mode de transmission des colis postaux que des documents y relatifs.

Article XVII.

Chaque colis échangé doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclaration en douane libellés par l'expéditeur dans la langue française.

Un exemplaire de ces déclarations reste à la disposition du pays de transit. Le nombre de ces déclarations est fixé, d'un commun accord, par les administrations des pays contractants.

Article XVIII.

Les colis postaux renfermant les objets interdits à l'importation ou au transit ne peuvent être confisqués, si leur contenu est régulièrement indiqué dans les déclarations en douane, mais sont à renvoyer au timbre d'origine.

Article XIX.

1. Si la perte, l'avarie ou la spoliation complète ou partielle du colis a eu lieu en cours de transmission, l'expéditeur a droit à l'indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne provienne de la nature des objets transmis.

Cette indemnité est payée pour les colis ordinaires dans les limites fixées par l'Arrangement¹ international concernant les colis postaux en vigueur et pour colis avec valeur déclarée dans celles du montant de la déclaration de la valeur, au maximum.

¹ Vol. CIII, page 73, de ce recueil.

Article XIV.

The insurance fee for the transit through the territories of the Contracting Parties of Packets of declared value shall be 5 cts. for the benefit of the transit country per 300 frs. declared in the case of overland transmission, and 10 cts. in the case of transmission by sea.

Article XV.

Should a packet be damaged during conveyance in transit and should it be impossible to forward it further without re-packing, the intermediate post office shall be entitled to debit the next office with the cost of repacking, which shall be collected from the addressee and shall not exceed 50 cts. If the parcel is returned to the place of origin indicated by the stamp, this charge shall be collected from the sender.

The Administrations of the Contracting Parties may apply the provisions of this Article to packets exchanged between their two countries direct.

Article XVI.

1 The conveyance of packets by land, sea and air routes, whether direct or in transit, and of the documents relating thereto, shall be carried out *à découvert* (in open bags) in the exchange post offices.

2. The Administrations of the Contracting Parties shall have the right to modify by joint agreement the method of forwarding either postal packets or the documents relating thereto.

Article XVII.

Every packet despatched shall be accompanied by a despatch-note and a Customs declaration made out by the sender in French.

A copy of these declarations shall be kept by the country of transit, the number of such declarations shall be agreed upon by the Administrations of the Contracting Countries.

Article XVIII.

Postal packets containing articles, the importation or transit of which is forbidden, may not be confiscated, provided the Customs declarations give a correct description of their contents, but shall be returned to the place of origin indicated by the stamp.

Article XIX.

1. If a packet has been lost or damaged, or the contents completely or partially abstracted during transmission the sender shall be entitled to compensation up to the actual amount of the loss, theft or damage, unless the damage is due to the fault or negligence of the sender or to the nature of the articles sent.

Such compensation shall be paid in the case of ordinary packets at the rates laid down in the International Agreement¹ in force regarding postal packets, and in the case of packets of declared value up to the amount of the declared value as a maximum.

¹ Vo . CIII, page 73, of this Series.

2. L'indemnité est payée dans le pays de dépôt en monnaie de ce dernier, d'après l'équivalent prévu au paragraphe 3 de l'article 4 du présent arrangement.

3. Lorsque l'indemnité est payée par l'administration d'un pays pour le compte d'une autre administration, cette dernière est tenue de lui rembourser le montant payé en monnaie de l'Office payeur dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification du paiement au plus tard.

4. Les administrations des Parties contractantes n'assument pas la responsabilité pour la perte, la spoliation ou l'avarie des colis postaux résultant des cas de force majeure.

Article XX.

1. Les comptes concernant l'échange direct et transitaire sont établis mensuellement par chacune des deux administrations en conformité des dispositions du Règlement de l'Arrangement international concernant les colis postaux.

Les comptes avec les documents y relatifs sont à envoyer à l'administration de l'autre Partie contractante dans le courant d'un mois, si possible, et, au plus tard, dans le courant de six semaines après le mois auquel ils se rapportent. Les dits comptes doivent être examinés et renvoyés dans le délai d'un mois à compter du jour de leur réception.

2. Les résultats des comptes mensuels établis et acceptés par les administrations des Parties contractantes sont à porter par l'office créateur dans le compte général établi par trimestres et dont le solde est à payer dans le délai d'un mois à partir de la date de la réception du compte général.

Si le paiement du solde n'est pas effectué dans le délai susindiqué, les sommes dues sont productives d'intérêt en faveur de l'office créateur, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Toutefois, le paiement doit avoir lieu après l'expiration de 2 mois, au plus tard, à compter du jour susindiqué.

3. Le solde résultant de la balance desdits comptes est payé à l'office créateur par l'intermédiaire des banques se trouvant dans la capitale du pays créancier en monnaie de ce dernier ou, sur la demande de l'office créateur, en monnaie d'un autre pays, après entente entre les deux offices.

4. Les frais éventuels afférents aux paiements sont supportés par l'Office débiteur.

Article XXI.

Le franc mentionné dans le présent arrangement est le franc-or, conformément à l'article 29 de la Convention¹ postale universelle.

Article XXII.

L'échange direct des colis postaux, tant ordinaires qu'avec valeur déclarée, entre les parties contractantes, ainsi que transitaires par leurs territoires, est effectué, en tout ce qui n'est pas prévu par le présent Arrangement, ou ce qui n'est pas en contradiction avec les stipulations, conformément aux dispositions de l'Arrangement international concernant l'échange des colis postaux, ainsi que du protocole et du règlement d'exécution dudit arrangement.

Article XXIII.

Le présent arrangement est rédigé en français.

¹ Vol. CII, page 245, de ce recueil.

2. Compensation shall be paid in the country of despatch in the currency of that country at the equivalent rate provided for in paragraph 3 of Article IV of the present Agreement.

3. When compensation is paid by the Administration of a country on behalf of another Administration, the latter shall be bound to refund the amount paid in the currency of the paying office, not later than two months from the date at which it was notified of the payment.

4. The Administrations of the Contracting Parties shall not be responsible for the loss, theft or damage of postal packets if due to circumstances beyond their control.

Article XX.

1. The accounts for the direct and transit services shall be made up monthly by each Administration in accordance with the detailed regulations of the Universal Parcel Post Agreement.

The accounts, with the relevant documents, shall be sent to the Administration of the other Contracting Party within one month if possible, and not later than six weeks, after the month to which they relate. The said accounts must be audited and returned within one month from the date on which they were received.

2. The results of the monthly accounts, drawn up and approved by the Administrations of the Contracting Parties, shall be incorporated by the creditor Office in the general quarterly account, the balance of which must be paid within one month of the date on which the general account is received.

If not paid within the period above indicated, the sums due shall bear interest in favour of the creditor Office at the rate of seven per cent per annum from the expiry of that period.

Payment must, however, be made after the expiry of 2 months at the most from the above-mentioned date.

3. The balance remaining after the said accounts have been closed shall be paid to the creditor Office through the banks situated in the capital of the creditor country and in the currency of the latter, or, on the request of the creditor Office, in the currency of another country if so agreed between the two Offices.

4. Any expenses in connection with payments shall be borne by the debtor Office.

Article XXI.

The franc mentioned in the present Agreement is the gold franc referred to in Article 29 of the Universal Postal Convention¹.

Article XXII.

The direct exchange of postal packets, whether ordinary or of declared value, between the Contracting Parties, and of those sent in transit through their territories, shall be carried out, as regards anything unprovided for in the present Agreement and not inconsistent with its stipulation in accordance with the provisions of the Universal Parcel Post Agreement and of the Protocol and Detailed Regulations of that Agreement.

Article XXIII.

The present Agreement is drawn up in French.

¹ Vol. CII, page 245, of this Series.

Article XXIV.

Le présent arrangement est à ratifier au moyen de l'échange des instruments de ratification respectifs.

L'échange des instruments de ratification et la signature du protocole y relatif auront lieu à Moscou, au plus tard, le 1^{er} novembre 1929.

Les dispositions du présent arrangement entreront en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications.

Article XXV.

Le présent arrangement est conclu entre les Parties contractantes pour le délai d'un an et sera prolongé automatiquement, si trois mois avant l'expiration de ce délai aucune des Parties contractantes n'a donné un avertissement de vouloir dénoncer l'arrangement. En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou en double exemplaire, le 2 août 1929.

(Signé) ARDJOMEND.

(Signé) HIRSCHFELD.

PROTOCOLE SUPPLÉMENTAIRE

A L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA PERSE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Article premier.

L'échange des colis postaux, tant directs que transitaires, aura lieu jusqu'à nouvel avis, entre les bureaux d'échange suivants :

Bakou-Pehlevi et vice-versa,
Djoulfa persan-Djoulfa soviétique et vice-versa,
Gaoudan-Badjguiran et vice-versa.

Cet échange est effectué dans les délais et par les moyens utilisés pour l'échange de la poste aux lettres.

Les administrations des deux Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, la liste des bureaux d'échanges mentionnés dans le présent article.

Article II.

En règle générale, les taxes pour les colis postaux sont perçus et appliqués en timbres-poste sur les bulletins d'expédition.

Cependant, il est réservé à l'administration de chaque Partie contractante le droit d'établir le paiement en numéraire et sans application de timbres quand les circonstances l'obligent.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en double exemplaire, le 2 août 1929.

(Signé) ARDJOMEND.

(Signé) HIRSCHFELD.

Article XXIV.

The present Agreement shall be ratified by the exchange of the respective instruments of ratification.

The exchange of the instruments of ratification and the signature of the Protocol relating thereto shall take place at Moscow not later than November 1, 1929.

The provisions of the present Agreement shall come into force as from the date of the exchange of the ratifications.

Article XXV.

The present Agreement is concluded between the Contracting Parties for a period of one year, and shall be prolonged automatically, unless one of the Contracting Parties gives notice, three months before the expiry of that period, of its wish to denounce the Agreement. In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Moscow, on August 2, 1929.

(Signed) ARDJOMEND.

(Signed) HIRSCHFELD.

SUPPLEMENTARY PROTOCOL

TO THE AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PACKETS BETWEEN PERSIA
AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

Article I.

Until further notice, the parcel post service, direct and in transit, shall be effected between the following exchange post offices :

Bakou-Pehlevi and *vice versa* ;
Persian Djoulfa-Soviet Djoulfa and *vice versa* ;
Gaudan-Badjuiran and *vice versa*.

The service shall be conducted on the schedule and by the means employed for the letter post service.

The Administrations of the two Contracting Parties may make changes by agreement in the list of exchange post offices given in the present Article.

Article II.

As a general rule, the postage on postal packets shall be collected and affixed in stamps on the despatch notes.

The Administration of each Contracting Party may, however, reserve the right to introduce payment in cash without the affixing of stamps when circumstances make this necessary.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow, August 2, 1929.

(Signed) ARDJOMEND.

(Signed) HIRSCHFELD.

N° 2531.

DANEMARK ET PAYS-BAS

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de navigation maritime. Signé à La Haye, le 8 novembre 1930.

**DENMARK
AND THE NETHERLANDS**

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax of certain Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at The Hague, November 8, 1930.

N° 2531. — ACCORD ENTRE LE DANEMARK ET LES PAYS-BAS EN VUE D'EXEMPTER RÉCIPROQUEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME. SIGNÉ A LA HAYE, LE 8 NOVEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 novembre 1930.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK et LE GOUVERNEMENT ROYAL DES PAYS-BAS, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de navigation maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu des lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu (loi du 19 décembre 1914, *Bulletin des lois* N° 563 ; les articles 12, littéra a, 16, 17, et 18 de la loi du 15 juillet 1929, *Bulletin des lois* N° 388), ne sont pas passibles de l'impôt, les bénéfices provenant d'entreprises de navigation maritime exercées soit par une personne résidant en Danemark, soit par une société dont le siège social se trouve sur le territoire du Danemark.

Article 2.

Le Gouvernement royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu de la loi néerlandaise concernant l'impôt sur les dividendes et sur les tantièmes (loi du 11 janvier 1918, *Bulletin des lois* N° 4) ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant d'entreprises de navigation maritime exercées soit par une personne résidant en Danemark, soit par une société dont le siège social se trouve sur le territoire du Danemark.

Article 3.

En vue des dispositions dans les articles 1 et 2, le Gouvernement royal de Danemark déclare qu'en vertu des dispositions de l'article 50 de la loi N° 149 du 10 avril 1922 et de l'article 27 de la loi N° 73 du 29 mars 1924 les personnes résidant aux Pays-Bas et les sociétés et institutions dont le siège social se trouve sur le territoire des Pays-Bas, seront exemptées de l'obligation d'acquiescer des impôts sur les bénéfices provenant de navires touchant à des ports danois.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2531. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND THE NETHERLANDS FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX OF CERTAIN PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 8, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place November 18, 1930.

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE ROYAL GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax, in certain cases, of profits accruing from a shipping business, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Royal Government of the Netherlands declares that, under the laws of the Netherlands relating to income tax (Law of December 19, 1914, *Legal Gazette* No. 563, Articles 12 (a), 16, 17 and 18 and Law of July 15, 1929, *Legal Gazette* No. 388), any profits which accrue from a shipping business carried on by an individual resident in Denmark or by a company having its seat within Danish territory shall not be liable to income tax.

Article 2.

The Royal Government of the Netherlands declares that, under the Law of the Netherlands relating to the Tax on Dividends and Fees (Law of January 11, 1918, *Legal Gazette* No. 4), any profits which accrue from a shipping business carried on by an individual resident in Denmark or by a company having its seat within Danish territory shall not be liable to income tax.

Article 3.

In view of the provisions in Articles 1 and 2, the Royal Danish Government declares that, under the provisions of Article 50 of Law No. 149 dated April 10, 1922 and of Article 27 of Law No. 73 dated March 29, 1924, persons resident in the Netherlands and companies and institutions whose head offices are situated within the territory of the Netherlands shall be exempt from the obligation to pay taxes on profits accruing from ships putting in at Danish ports.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

L'expression « entreprise de navigation maritime » signifie « entreprise d'un armateur de navires » ; dans cette définition l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

Article 5.

Le présent accord entre en vigueur le jour de la signature et peut être dénoncé par chacune des Hautes Parties contractantes à n'importe quel moment avec un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à La Haye, le 8 novembre 1930.

(L. S.) (Signé) Harald SCAVENIUS.

(L. S.) (Signé) BEELAERTS v. BLOKLAND.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 12 novembre 1930.

E. Reventlow,

Secrétaire général
au Ministère des Affaires étrangères.

Article 4.

The term "shipping business" shall be held to mean "the business carried on by a ship owner"; for the purpose of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on the date of signature and may be denounced by either High Contracting Party at any time at six months' notice.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, November 8, 1930.

(L. S.) (Signed) Harald SCAVENIUS.

(L. S.) (Signed) BEELAERTS v. BLOKLAND.

N° 2532.

IRAK, PALESTINE,
SYRIE, TRANSJORDANIE
ET TURQUIE

Accord relatif à la création d'un
office international de renseigne-
ments sur les sauterelles, et Statut
organique. Signés à Damas, le 20
mai 1926.

IRAQ, PALESTINE,
SYRIA, TRANSJORDAN
AND TURKEY

Agreement concerning the Creation
of an International Office for
Information regarding Locusts,
and Organic Satute. Signed at
Damascus, May 20, 1926.

N^o 2532. — ACCORD¹ ENTRE L'IRAK, LA PALESTINE, LA SYRIE, LA TRANSJORDANIE ET LA TURQUIE, RELATIF A LA CRÉATION D'UN OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS SUR LES SAUTERELLES. SIGNÉ A DAMAS, LE 20 MAI 1926.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 novembre 1930.*

LES GOUVERNEMENTS DE LA PALESTINE, DE LA TRANSJORDANIE, DE L'IRAK, DE LA TURQUIE, DE L'ÉTAT DE SYRIE ayant jugé utile d'organiser un « Office international de Renseignements sur les Sauterelles » en vue de donner son maximum d'efficacité à la lutte entreprise contre ces insectes ont décidé de conclure un accord à cet égard et ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir à frais communs et par parties égales un « Office international de Renseignements sur les Sauterelles » dont le siège sera à Damas.

Article II.

L'Office fonctionnera sous l'autorité et le contrôle d'un Comité composé des délégués des Etats contractants.

Les compositions et les attributions de ce comité, de même que l'organisation et les pouvoirs dudit office, sont déterminés par le statut organique annexé au présent accord et qui est considéré comme en faisant partie intégrale.

Article III.

Les frais d'établissement et les frais annuels de fonctionnement seront supportés par les Etats contractants dans les conditions prévues par le Statut organique visé à l'article II.

¹ ADHÉSIONS :

TURQUIE	21 juillet 1926.
IRAK	2 mai 1927.
SYRIE	9 juillet 1927.
PALESTINE... ..	18 juillet 1927.
TRANSJORDANIE	18 août 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2532. — AGREEMENT² BETWEEN IRAQ, PALESTINE, SYRIA, TRANSJORDAN AND TURKEY, CONCERNING THE CREATION OF AN INTERNATIONAL OFFICE FOR INFORMATION REGARDING LOCUSTS. SIGNED AT DAMASCUS, MAY 20, 1926.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place November 19, 1930.

THE GOVERNMENTS OF PALESTINE, TRANSJORDAN, IRAQ, TURKEY and SYRIA, deeming it of advantage to organise an "International Office for Information regarding Locusts" in order to give the highest possible efficiency to the campaign against those insects, have decided to conclude an Agreement to this effect, and have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to create and maintain an "International Office for Information regarding Locusts". Its seat shall be at Damascus, and its expenses shall be defrayed by the Contracting Parties in equal shares.

Article II.

The Office shall operate under the authority and control of a Committee composed of delegates of the Contracting States.

The composition and functions of this Committee, as well as the organisation and powers of the Office, shall be determined by the Organic Statute annexed to the present Agreement, which is considered to form an integral part thereof.

Article III.

The expenses of setting up the office and the annual expenses of running it shall be supported by the Contracting States according to the conditions laid down by the Organic Statute mentioned in Article II.

Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ACCESSIONS :

TURKEY	July 21, 1926.
IRAK	May 2, 1927.
SYRIA... ..	July 9, 1927.
PALESTINE... ..	July 18, 1927.
TRANSJORDAN	August 18, 1927.

Article IV.

Les sommes représentant la contribution de chacun des Etats contractants seront versées par l'intermédiaire du Haut-Commissariat de la République française auprès des Etats de Syrie à la Banque de Syrie et du Grand-Liban, à Damas, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur de l'Office.

Le premier versement annuel devra être effectué par chacun des Etats contractants dans un délai de trois mois à dater du jour où cet accord aura été approuvé par les gouvernements respectifs.

L'Office international commencera à fonctionner à l'expiration de ce délai de trois mois, conformément aux dispositions inscrites dans l'article VIII.

L'année financière de l'Office commencera le jour de son entrée en fonctionnement.

Les versements des années suivantes devront être effectués un mois au moins avant la fin de l'année financière.

La livre sterling est la monnaie officielle de l'Office.

Article V.

Les propositions de modifications aux dispositions de l'accord international et du Statut organique de l'Office seront soumises, par les Hautes Parties contractantes, au comité visé à l'article II.

Les décisions prises par le Comité seront soumises à la considération des Etats contractants et ne seront valables qu'autant qu'elles auront été ratifiées par la majorité des Etats contractants.

Article VI.

Le présent accord est conclu pour une période de trois ans.

Il sera prolongé par tacite reconduction pour une période d'égale durée pour tous les Etats qui n'auront pas notifié un an au moins avant l'échéance de chaque période leur intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

Article VII.

Chaque gouvernement signifiera dans le plus bref délai possible son adhésion au haut commissaire de la République française qui en donnera avis aux autres Etats signataires.

Article VIII.

Le présent accord entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire, le jour de la signification de son adhésion.

L'Office international ne sera constitué que si trois au moins des Etats signataires donnent leur adhésion.

Article IX.

Les gouvernements qui n'ont pas signé le présent accord seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par eux au haut commissaire de la République française et, par celui-ci aux divers Etats contractants. Elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office dans les conditions envisagées à l'article IV.

Article IV.

The contributions of each of the Contracting States shall be paid in through the intermediary of the High Commissariat of the French Republic in the States of Syria to the Bank of Syria and Lebanon at Damascus, whence the money shall be withdrawn, as need arises, on the order of the Director of the Office.

Each of the Contracting States shall make its first annual payment within three months from the date when this Agreement is approved by their respective Governments.

The International Office shall begin to operate after the expiration of this period of three months, in conformity with the provisions of Article VIII.

The financial year of the Office shall run from the date on which the Office begins to operate.

The contributions for the following years shall be paid at least one month before the end of the financial year.

The pound sterling shall be the official currency of the Office.

Article V.

Proposals to amend the provisions of the International Agreement and the Organic Statute of the Office shall be submitted by the High Contracting Parties to the Committee referred to in Article II.

The decisions taken by the Committee shall be submitted to the consideration of the Contracting States, and shall only be valid when they have been ratified by the majority of the Contracting States.

Article VI.

The present Agreement is concluded for a period of three years.

It shall be prolonged by tacit consent for an equal period for all States which have not notified their intention of allowing it to lapse so far as they are concerned at least one year before the expiration of each period of three years.

Article VII.

Each Government shall notify its accession as quickly as possible to the High Commissioner of the French Republic, who shall communicate it to the other signatory States.

Article VIII.]

For each signatory State the present Agreement shall enter into force on the day of notification of its accession.

The International Office shall not be established unless at least three of the signatory States give their accession.

Article IX.

Governments which have not signed the present Agreement shall be allowed to accede to it on request.

They shall give notice of this accession to the High Commissioner of the French Republic, who shall communicate it to the various Contracting States. Accession shall bind the acceding party to share in the expenses of the Office according to the provisions of Article IV.

Article X.

Les représentants de la Turquie, de l'Irak, de la Transjordanie, de la Palestine, de l'Etat de Syrie et du Haut-Commissariat de la République française à cela dûment autorisés, ont stipulé le présent accord en un seul exemplaire qu'ils ont revêtu de leur signature.

Cet exemplaire restera déposé aux archives du Haut-Commissariat de la République française et des copies conformes seront adressées par voie diplomatique aux Hautes Parties contractantes.

Fait à Damas, le 20 mai 1926.

Pour la Turquie :

AZIZ bey.

TEWFIK bey.

Pour l'Irak :

ANWAR KHAYATT.

Pour la Transjordanie :

Ali TABBARA.

Pour la Palestine :

J. I. BODKIN.

Pour l'Etat de Syrie :

Joseph ATALLA.

Pour le Haut-Commissariat :

E. ACHARD.

Copie conforme :

*Direction de l'Office international
de Renseignements
sur les Sauterelles de Damas.*

S. Hassibi.

STATUT ORGANIQUE

DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS SUR LES SAUTERELLES.

Article premier.

Il est institué à Damas un « Office international de Renseignements sur les Sauterelles » ressortissant des Etats qui acceptent de participer à ses frais d'établissement et de fonctionnement.

Article II.

L'Office ne peut, en aucune façon, s'ingérer dans l'administration des Etats contractants. Il est indépendant, au point de vue administratif, des autorités du pays dans lequel il est institué.

Il correspond directement avec les Départements agricoles des divers pays contractants.

Par entente particulière avec chacun des Etats contractants il pourra entrer en correspondance directe avec les Services spéciaux chargés de la lutte antiacridienne.

Article X.

The representatives of Turkey, Iraq, Transjordan, Palestine, the State of Syria and the High Commissariat of the French Republic, being duly authorised, have drawn up the present Agreement in a single copy, to which they have appended their signatures.

This copy shall be deposited in the archives of the High Commissariat of the French Republic, and certified copies shall be communicated through the diplomatic channel to the High Contracting Parties.

Done at Damascus, May 20, 1926.

For Turkey :

AZIZ bey.

TEWFIK bey.

For Iraq :

Anwar KHAYATT.

For Transjordan :

Ali TABBARA.

For Palestine :

J. I. BODKIN.

For the State of Syria :

Joseph ATALLA.

For the High Commissariat :

E. ACHARD.

ORGANIC STATUTE**OF THE INTERNATIONAL OFFICE FOR INFORMATION REGARDING LOCUSTS.***Article I.*

An "International Office for Information regarding Locusts", dependent on the States that agree to share the expenses of its institution and operation, shall be set up at Damascus.

Article II.

The Office may in no way interfere in the administration of the Contracting States.

For administrative purposes it shall be independent of the authorities of the country in which it is instituted.

It shall communicate directly with the Agricultural Departments of the Contracting Countries.

By separate agreement with each of the Contracting States, it shall be empowered to communicate directly with the special services dealing with the anti-locust campaign.

Article III.

Le haut commissaire de la République française auprès des Etats de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouites et du Djebel Druze pourra, sur la demande du Comité visé à l'article II de l'accord international, prendre les mesures nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme une institution d'utilité publique.

Article IV.

L'Office a principalement pour objet :

a) Recevoir, enregistrer et coordonner les renseignements transmis par les Etats contractants ou provenant de toute autre source convenable relativement aux emplacements, à l'étendue et à la densité des champs de ponte, aux stades d'évolutions, aux mouvements connus ou probables des sauterelles, aux méthodes de contrôle et de lutte.

b) Communiquer le plus rapidement possible aux Etats contractants intéressés pris individuellement les renseignements recueillis concernant les emplacements, l'étendue et la densité des champs de ponte, les stades d'évolution, les directions de vol des sauterelles, les méthodes de contrôle et de lutte.

c) Communiquer le plus tôt possible aux Etats contractants après la fin de la période de ponte une carte indiquant les emplacements et la densité des champs de ponte.

d) Fournir, si possible, au sujet des sauterelles, les renseignements de caractère spécial qui pourront être demandés par les Etats contractants.

e) Provoquer de la part des Etats contractants l'envoi de tous renseignements sur les sauterelles jugés utiles.

f) Adresser des propositions aux Etats contractants en vue d'engager une action commune contre les sauterelles là où elle sera considérée comme nécessaire ou profitable.

En vue d'assurer la lutte commune contre les sauterelles le long des frontières, il s'efforcera d'élaborer un système de liaison entre les Etats intéressés et fera les démarches nécessaires pour la mise en fonctionnement dudit système.

g) S'efforcer d'obtenir la gratuité des communications postales et télégraphiques entre l'Office et les Etats contractants relativement à l'échange de renseignements sur les sauterelles.

h) Tenir un inventaire de tous les biens acquis au moyen des fonds de l'office.

i) Préparer et présenter aux Etats contractants un rapport annuel sur les opérations de l'office, sur les opérations de lutte contre les sauterelles effectuées dans les divers Etats contractants et sur les résultats obtenus, ainsi que sur les lois et règlements concernant les sauterelles édictés par ces Etats.

Article V.

Les Etats contractants devront :

a) Constituer, s'il n'existe pas déjà, un Service spécial chargé de recueillir des renseignements relatifs aux déplacements des sauterelles et une organisation de lutte antiacridienne en rapport avec l'étendue des invasions.

b) Communiquer d'urgence à l'office, par télégraphe ou par poste, tous renseignements concernant les emplacements, l'étendue et la densité des champs de ponte et d'éclosion, les stades d'évolution, les mouvements des sauterelles recueillis sur leur territoire et leurs méthodes de contrôle et de lutte.

Communiquer aux divers pays contractants et à l'office des spécimens de sauterelles à leurs différents stades d'évolution.

Article III.

The High Commissioner of the French Republic in the States of Syria, Lebanon, the Alaouites and the Jebel Druse shall be empowered, on the request of the Committee mentioned in Article II of the International Agreement, to take the necessary steps to have the Office recognised as a public utility institution.

Article IV.

The main objects of the Office shall be :

(a) To receive, enter and co-ordinate the particulars sent by the Contracting States or coming from any other suitable source, concerning the places where locusts have laid, the extent and density of their laying-sites, their stages of growth, their known or probable movements, and the means of controlling and fighting them.

(b) To communicate as quickly as possible to each of the Contracting States the information received concerning the places where locusts have laid, the extent and density of their laying-sites, their stages of growth, the directions of their flight, and the means of controlling and fighting them.

(c) To send the Contracting States, as soon as possible after the locusts, laying-period, a map showing the places where locusts have laid and the density of their laying-sites.

(d) To furnish, if possible, such special particulars about locusts as may be requested by the Contracting States.

(e) To obtain from the Contracting States all useful particulars about locusts.

(f) To approach the Contracting States with a view to common action against locusts where such action may be considered necessary or profitable.

With a view to securing common action against locusts along the frontiers, the Office shall endeavour to establish a system of liaison between the States concerned, and shall take the necessary steps to put this system into operation.

(g) To endeavour to secure free postal and telegraphic communication between the Office and the Contracting States for the exchange of information regarding locusts.

(h) To keep a list of all property purchased with the Office funds.

(i) To draw up and submit to the Contracting States an annual report on the work of the Office and the campaign against locusts in the various Contracting States and on the results obtained, as well as on the laws and regulations introduced by these States with regard to locusts.

Article V.

The Contracting States shall :

(a) Set up a special Service if such a Service does not already exist, to collect particulars concerning the migrations of locusts, and also an anti-locust organisation proportionate to the extent of their invasions.

(b) Communicate urgently to the Office, by telegraph or post, all particulars concerning the places where locusts have laid and hatched, the extent and density of their laying-and hatching-sites, their stages of growth, their movements as observed in the territories of those States and the means of controlling and fighting them.

Send to the various Contracting Countries and to the Office specimens of locusts in their different stages of growth.

c) Notifier dès que possible à l'office les lois et règlements édictés pour lutter contre les sauterelles.

d) Répondre, dans la mesure du possible, à toute demande de renseignements concernant les sauterelles émanant de l'office.

Article VI.

L'office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international composé de représentants techniques désignés par les Etats contractants à raison d'un représentant pour chaque Etat.

Les membres du comité éliront au scrutin secret un président qui restera en exercice pendant un an.

Le président sortant peut être réélu.

Article VII.

Le Comité se réunit une fois par an, en session ordinaire sur la convocation de son président adressée aux gouvernements des Etats contractants.

Le lieu et la date de la réunion sont fixés d'un commun accord au cours de la session antérieure.

La première réunion aura lieu à Damas sur la convocation du représentant du haut commissaire.

Une réunion extraordinaire pourra avoir lieu à la requête de la moitié des membres du Comité, annuellement ; cette moitié devra comprendre obligatoirement le président qui fixera la date et le lieu de la réunion extraordinaire.

Article VIII.

La durée des sessions du Comité est limitée.

Les décisions prises par le Comité ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises à la majorité absolue des membres présents, la voix du président étant prépondérante en cas de partage égal des votants.

Le *quorum* nécessaire pour la validité des décisions du comité sera atteint lorsque plus de la moitié des Etats contractants sera représentée.

Dans le cas de décisions prises au cours d'une réunion extraordinaire, ces décisions ne seront valables qu'autant que tous les requérants de cette réunion seront présents.

Article IX.

Le fonctionnement de l'office est assuré par un personnel rétribué comprenant un directeur et des agents divers.

Le directeur est nommé par le comité. Il peut être choisi parmi les membres du comité. Il doit être agronome ou entomologiste.

S'il est choisi en dehors du comité, il assiste aux séances du comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des agents de toute nature sont réservées au directeur qui en répond devant le comité.

Article X.

La langue officielle de l'office est la langue française ; mais les communications faites à l'office par chacun des divers Etats contractants pourront être faites dans la langue officielle de l'Etat d'origine.

(c) Notify the Office as early as possible of new anti-locust laws and regulations.

(d) Reply, as fully as possible, to every request from the Office for information about locusts.

Article VI.

The Office shall be under the authority and control of an International Committee composed of technical representatives chosen by the Contracting States on the basis of one representative for each State.

The members of the Committee shall elect their Chairman by secret ballot. His term of office shall be for one year.

The retiring Chairman may be re-elected.

Article VII.

The Committee shall meet in ordinary session once a year on a summons from its Chairman to the Governments of the Contracting States.

The place and date of the meeting shall be fixed by common agreement during the previous session.

The first meeting shall be convened at Damascus by the Representative of the High Commissioner.

An extraordinary meeting may be held once a year on the request of half the members of the Committee ; this half must include the Chairman, who shall fix the date and place of the extraordinary meeting.

Article VIII.

The sessions of the Committee shall be limited in duration.

The decisions of the Committee shall only be valid if they have been passed by the absolute majority of the members present. Should neither side secure a majority, the Chairman shall have the casting vote.

The quorum necessary to make the decisions of the Committee valid shall be deemed to have been secured when more than half the Contracting States are represented.

Decisions taken during an extraordinary meeting shall only be valid if all those members who requested the extraordinary meeting are present.

Article IX.

The Office shall be carried on a paid staff consisting of a director and various employees.

The director shall be nominated by the Committee. He may be chosen from among the members of the Committee. He must be either a scientific agriculturist or an entomologist.

If he is chosen from outside the Committee, he shall attend the meetings of the Committee in an advisory capacity.

The right to appoint or dismiss any employee is reserved for the director, who shall be answerable therefor to the Committee.

Article X.

The official language of the Office shall be French ; but communications sent to the Office by any Contracting State may be made in the official language of the State of origin.

Article XI.

Les frais de déplacement des membres du comité convoqués aux sessions périodiques ou extraordinaires du comité sont à la charge des Etats contractants.

Les frais de déplacement et indemnités du directeur de l'office appelé aux sessions à titre consultatif sont à la charge de l'office.

Article XII.

Le comité examine les dépenses effectuées dans le courant de l'année précédente et approuve le bilan après certification par un expert comptable.

Il discute le règlement organique du personnel, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour le fonctionnement de l'office.

Le règlement et les mesures mentionnées ci-dessus, adoptés par le comité, sont communiqués aux Etats contractants et ne peuvent subir de modification sans leur consentement.

Article XIII.

Un compte rendu de la gestion de l'office est présenté chaque année aux Etats contractants après la clôture de l'exercice.

DAMAS, le 20 mai 1926.

Pour la Turquie :

AZIZ bey.

TEWFICK bey.

Pour l'Irak :

ANWAR KHAYATT.

Pour la Transjordanie :

Ali TEBBARA.

Pour la Palestine :

J. I. BODKIN.

Pour l'Etat de Syrie :

Joseph ATALLA.

Pour le Haut-Commissariat :

E. ACHARD.

Copie conforme :

*Direction de l'Office international
de Renseignements
sur les Sauterelles de Damas.*

S. Hassibi.

Article XI.

The travelling expenses of members of the Committee convened to the ordinary or extraordinary sessions of the Committee shall be borne by the Contracting States.

The travelling expenses and allowances of the director of the Office when called upon to attend the sessions in an advisory capacity shall be chargeable to the Office.

Article XII.

The Committee shall examine the expenditure of the past year and approve the balance-sheet after it has been certified by a chartered accountant.

The Committee shall discuss the Regulations for the organisation of the staff and all measures necessary for the working of the Office.

The regulations and measures mentioned above shall be communicated to the Contracting States after being adopted by the Committee. No change may be made in them without the consent of the Contracting States.

Article XIII.

A report on the administration of the Office shall be submitted to the Contracting States after the close of each financial year.

DAMASCUS, *May 20, 1926.*

For Turkey :

AZIZ bey.

TEWFICK bey.

For Iraq :

ANWAR KHAYATT.

For Transjordan ;

Ali TEBBARA.

For Palestine :

J. I. BODKIN.

For the State of Syria :

Joseph ATALLA.

For the High-Commissariat :

E. ACHARD.

OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS SUR LES SAUTERELLES

PROJET DE BUDGET N° I, EN LIVRES STERLING.

Dépenses d'ameublement non variables	75	75
Dépenses renouvelables		
Personnel :		
1 directeur à 12 £ par mois.	144	
1 secrétaire		
1 dactylographe } à 16 £ par mois	192	
1 planton à 3 £ par mois.	36	372
Matériel :		
Location de bureau	40	
Eclairage et chauffage	10	
Frais de bureau et correspondance	20	
Dépenses diverses	33	103
		<u>550</u>

La quote-part de chaque Etat sera :

Dans le cas de la participation de 3 Etats		£ 183
» » » 4 »		£ 137,5
» » » 5 »		£ 110
» » » 6 »		£ 91,7
» » » 7 »		£ 78,6

OFFICE INTERNATIONAL DE RENSEIGNEMENTS SUR LES SAUTERELLES

PROJET DE BUDGET N° II, EN LIVRES STERLING.

Dépenses d'installation non renouvelables	350	350
Dépenses annuelles		
1 directeur, entomologiste	550	
1 assistant, bactériologue	420	
1 secrétaire		
1 dactylographe }	192	
1 planton	36	1198
Location de bureau	60	
Eclairage et chauffage	10	
Frais de bureau et de correspondance	30	
Voyage d'Europe en Syrie	60	
Frais de déplacement dans les Etats.	200	
Dépenses de laboratoire	100	460
		<u>£ 2008</u>

La quote-part des dépenses de chaque Etat sera, dans le cas où :

3 Etats feront partie de l'accord	£ 670
4 » » » »	£ 502
5 » » » »	£ 402
6 » » » »	£ 335
7 » » » »	£ 287

INTERNATIONAL OFFICE FOR INFORMATION REGARDING LOCUSTS.

DRAFT BUDGET NO. I, IN POUNDS STERLING.

Furnishing expenditure (non-renewable)	75	75
Renewable expenditure		
Staff		
1 Director at £12 per month	144	
1 Secretary } at £16 per month	192	
1 Typist }		
1 Orderly at £3 a month	36	372
Equipment		
Rent of Office	40	
Lighting and Heating	10	
Office Expenses and Correspondence	20	
Various	33	103
		<u>550</u>
The quota of each State will be :		
In the event of 3 States participating		£183
" " 4 " "		137.5
" " 5 " "		110
" " 6 " "		91.7
" " 7 " "		78.6

INTERNATIONAL OFFICE FOR INFORMATION REGARDING LOCUSTS.

DRAFT BUDGET NO. II, IN POUNDS STERLING.

Expenses of installation (non-renewable)	350	350
Annual Expenses		
1 Director (entomologist)	550	
1 Assistant (bacteriologist)	420	
1 Secretary }	192	
1 Typist }		
1 Orderly	36	1198
Rent of Office	60	
Lighting and Heating	10	
Office Expenses and Correspondence	30	
Journey from Europe to Syria	60	
Travelling Expenses in the States	200	
Laboratory Expenses	100	460
		<u>£2008</u>
The quota of each State will be :		
In the case of 3 States participating		£670
" " 4 " "		502
" " 5 " "		402
" " 6 " "		335
" " 7 " "		287

N° 2533.

ESPAGNE ET LUXEMBOURG

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage, avec pro-
tocol final. Signés à Luxembourg,
le 21 juin 1928.

SPAIN AND LUXEMBURG

Treaty of Conciliation, Judicial
Settlement and Arbitration, with
Final Protocol. Signed at Luxem-
burg, June 21, 1928.

N^o 2533. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION, DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE, ENTRE L'ESPAGNE ET LE LUXEMBOURG.
SIGNÉ A LUXEMBOURG, LE 21 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat président du Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 novembre 1930.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre l'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg, et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Son Excellence M. Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence M. Emilio DE PALACIOS y FAU, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité tous les litiges et conflits, de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à s'élever entre le Luxembourg et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PREMIÈRE PARTIE

Article 2.

Tous litiges entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 7 novembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2533. — TREATY ² OF CONCILIATION, JUDICIAL [SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND LUXEMBURG. SIGNED AT LUXEMBURG, JUNE 21, 1928.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg. The registration of this Treaty took place November 19, 1930.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Spain and the Grand Duchy of Luxemburg and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes which may arise between their two countries, have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

His Excellency M. Joseph BECH, Her Minister of State and President of the Government,

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. Emilio DE PALACIOS Y FAU, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty all disputes or conflicts of any nature whatsoever which may arise between Luxemburg and Spain and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, November 7, 1930.

l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour cinq ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de cinq ans ; les Parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de cinq ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désigné en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siègera temporairement à sa place, tant que la Commission l'estimera nécessaire.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce

amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may oppose the submission of the dispute to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent judicial authority.

Article 4.

Before being submitted to the judicial procedure provided for in Article 2 of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission called the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each freely appoint one commissioner and shall jointly designate the other three from among whom the President of the Commission shall be chosen. These three Commissioners must not be nationals of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory nor be in their service. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for five years. If, upon the expiration of the mandate of a member of the Commission, no steps are taken to replace him, his mandate shall be deemed to have been renewed for a period of five years; nevertheless, the Parties reserve the right, after the expiration of five years, to transfer the duties of President to another of the members of the Commission jointly appointed.

A member whose mandate expires while proceedings are in course shall continue to take part in the examination of the dispute until the proceedings are terminated, notwithstanding the fact that his successor has been appointed.

In the event of the death or resignation of one of the members of the Conciliation Commission, arrangements shall be made to replace him for the remainder of the period of his mandate, if possible within three months and in any case as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission jointly designated by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the work of the Commission by illness or any other cause, the Parties shall agree to appoint a substitute to replace him provisionally for as long as the Commission may deem necessary.

If such a substitute is not appointed within three months from the date on which the temporary vacancy occurs, the procedure laid down in Article 6 of the present Treaty shall be applied.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

If the appointment of members to be designated jointly is not made within the above-named period or, in the case of replacement, within three months from the date on which the vacancy occurs, it shall be entrusted to a third Power designated jointly by the Parties. If no agreement

sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner ; le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la Commission de conciliation aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 9.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant que la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal saisi du différend ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

A moins de stipulation contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

is reached on this point, each Party shall designate a different Power and the appointments shall be made in concert by the Powers thus designated. If, within a period of two months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 7.

Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought before the Conciliation Commission, either Party may replace the permanent member designated by it, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Each Party reserves the right immediately to appoint a substitute to replace temporarily the permanent member designated by it if, as a result of illness or for any other reason, he is temporarily prevented from taking part in the work of the Commission.

Article 9.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down the period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

If no settlement has been effected, the Commission may, unless the two Commissioners freely appointed by the Parties object, order, before the Permanent Court of International Justice or the Tribunal which has been given cognisance of the dispute has given a final decision, that a report be published containing the opinion of each of the members of the Commission.

Article 10.

Failing stipulations to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry) of The Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire, entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, suivant les stipulations de l'article 2 du présent traité.

En ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission permanente de conciliation, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera

Article 11.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 12.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 14.

In the absence of any provision to the contrary in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and, in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall bear its own costs and an equal share of the joint costs of the Commission, the emoluments referred to in paragraph 1 being included in such joint costs.

Article 17.

Failing an amicable settlement before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice, in accordance with the provisions of Article 2 of the present Treaty.

In this case, as in the case where there has been no previous recourse to the Permanent Conciliation Commission, the Parties shall jointly draw up a special agreement for submitting the dispute to the Permanent Court of International Justice or appointing arbitrators. The special

nettement l'objet du différend ; les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend ou le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale ou, en cas de recours à un tribunal arbitral, celle prévue par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent traité sera applicable.

Article 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral, qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité en ce qui concerne la Commission de conciliation. Ce tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur, et dictera un règlement obligatoire pour toutes les parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une des Parties aura le droit de saisir le Tribunal arbitral constitué en conformité de l'article 19 par voie de simple requête. Dans ce cas le Tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; et vol. CVII, page 461, de ce recueil.

agreement shall clearly specify the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice or upon the Arbitral Tribunal and all other conditions decided upon between the Parties. The special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the two Governments.

The Permanent Court of International Justice, if requested to give a decision on the dispute or the Arbitral Tribunal appointed for the same purpose shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

If the special agreement is not drawn up within three months of the date on which either Party shall have received a request for judicial settlement, either Party may, after giving one month's notice, bring the dispute by means of an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Moreover, the procedure applicable shall be that laid down in the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice, or, in the case of recourse to an Arbitral Tribunal, that laid down in The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by a decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which a procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission.

If the Parties cannot agree on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled, on the expiry of one month's notice, to submit the question direct to the Permanent Conciliation Commission.

If the request emanates from one of the Parties only, that Party shall notify the request forthwith to the other Party.

The procedure laid down in Article 7, paragraph 2, and Articles 8 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Article 19.

If the Parties cannot be brought to an agreement, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal which, in the absence of any other agreement between the Parties, shall be composed of five members appointed for each particular case, in accordance with the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the Conciliation Commission. This Arbitral Tribunal shall, in such cases, be empowered to act as a friendly arbitrator and shall give an award binding upon all parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration between the Contracting Parties, the latter undertake to conclude, within a period of three months from the date at which a request for arbitration has been made by one of the Parties to the other Party, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this special agreement cannot be concluded within the time stipulated, either of the Parties may bring the matter, by a simple application, before the Arbitral Tribunal constituted in accordance with Article 19. In this case, the Arbitral Tribunal shall itself lay down the procedure.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; and Vol. CVII, page 461, of this Series.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêté de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Luxembourg en double exemplaire, le vingt et un juin mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) BECH.

(L. S.) Emilio DE PALACIOS.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

Should the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal find that a decision of a court of law or of any other authority of either of the Contracting Parties, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial sentence or arbitral award shall determine the nature and extent of the satisfaction to be granted to the injured Party.

Article 22.

During the conciliation procedure or the judicial or arbitral proceedings, the Contracting Parties shall refrain from all measures which might affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or of the award of the Arbitral Tribunal. For this purpose, the Conciliation Commission, the Court of Justice and the Arbitral Tribunal shall, if necessary, decide what provisional measures shall be adopted.

Article 23.

Any disputes arising as to the interpretation or application of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple application.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of the ratifications and shall remain in force for a period of ten years as from that date. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed for further successive periods of ten years.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation or judicial or arbitral proceedings are pending, such proceedings shall be duly completed in accordance with the provisions of the present Treaty.

In faith whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Luxemburg in duplicate on June the twenty-first, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) BECH.

(L. S.) Emilio DE PALACIOS.

PROTOCOLE FINAL

Aucune contestation n'existant actuellement entre les deux Etats, les Parties contractantes, en signant le présent traité, n'ont fait aucune déclaration concernant l'application rétroactive du traité, puisque cette question ne se pose pas; toutefois, il est entendu que les engagements que stipule ce traité seront applicables aux contestations portant sur l'interprétation de tout traité antérieur encore en vigueur, dont, après la signature du présent traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, il serait fait par une des Parties une application que l'autre Partie jugerait non conforme à ses droits. Il en serait encore ainsi si l'application incriminée avait commencé dès avant la signature du présent traité et se poursuivait après ladite signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le vingt et un juin mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) BECH.

(L. S.) EMILIO DE PALACIOS.

Pour expédition conforme :

Luxembourg, le 18 novembre 1930.

Le Ministre d'Etat, Président du ^v*Gouvernement,*
Bech.

FINAL PROTOCOL.

As there is at present no dispute between the two States, the Contracting Parties, on signing the present Treaty, have made no declaration concerning the retrospective application of the Treaty, since that question does not arise ; nevertheless, it is understood that the undertakings entered into in this Treaty shall apply to disputes relating to the interpretation of any earlier Treaty still in force which either Party may, after the signature of the present Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, apply in a way which the other Party regards as inconsistent with its rights. The same shall apply if the application objected to had begun before the signature of the present Treaty and continued after the signature thereof.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Luxemburg in duplicate June the twenty-first, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) BECH.

(L. S.) Emilio DE PALACIOS.

N° 2534.

HONGRIE ET TURQUIE

Convention commerciale, avec annexes
et protocole de signature. Signés à
Ankara, le 21 mai 1930.

HUNGARY AND TURKEY

Commercial Convention, with Annexes
and Protocol of Signature. Signed
at Ankara, May 21, 1930.

N° 2534. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 21 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 novembre 1930.

LA HONGRIE, d'une part et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention commerciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence M. Ladislas TAHY DE TAHVÁR ET TARKEÖ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie en Turquie ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence ZEKÂI Bey, ancien ministre, ambassadeur de Turquie et député de Diyaribekir ;

Son Excellence Mustafa ŞEREF Bey, député de Burdur ;

Son Excellence Menemenli NUMAN Bey, ministre plénipotentiaire et sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels et fabriqués originaires de l'une des Hautes Parties contractantes, importés sur le territoire de l'autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Le principe de la clause de la nation la plus favorisée s'étend aussi aux droits d'exportation et autres redevances sur les produits naturels et fabriqués exportés du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

Les produits originaires des deux pays indiqués respectivement dans les annexes A) et B), tout en bénéficiant des stipulations du premier alinéa, seront admis au bénéfice des droits d'importation ou des pourcentages de réduction stipulés auxdites annexes.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée s'étend également à l'application des prescriptions douanières, au traitement en douane, au mode employé pour l'examen et l'analyse des marchandises importés, aux conditions pour le paiement des droits de douane et taxes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 27 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2534. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN HUNGARY AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, MAY 21, 1930.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 19, 1930.

HUNGARY, of the one part and TURKEY, of the other part, desirous of developing the economic relations between the two countries, have decided to conclude a Commercial Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency M. Ladislas TAHY OF TAHVÁR AND TARKEÖ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary in Turkey ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency ZEKÂI Bey, Former Minister, Turkish Ambassador and Member of Parliament for Diarbekr ;

His Excellency Mustafa SEREF Bey, Member of Parliament for Burdur ;

His Excellency Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary and Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Natural and manufactured products originating in the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the territory of the other shall not be subject to any duties, co-efficients, charges or other dues whatsoever, other or higher than those which are or may hereafter be levied on like products of any third country.

The principle of the most-favoured-nation clause shall also be extended to export duties and other levies on natural and manufactured products exported from the territory of one of the two High Contracting Parties to the territory of the other Party.

Products originating in the two countries, as specified in Annexes A and B, whilst enjoying the benefits provided in the first paragraph, shall be allowed to benefit by the import duties or percentage reductions specified in the said Annexes.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall extend also to the application of Customs regulations, to Customs treatment, to the methods employed for examining and analysing imported goods, and to the conditions for the payment of Customs duties and charges.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, September 27, 1930.

Article 2.

Les produits naturels et fabriqués de l'une des Hautes Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Article 3.

Les produits naturels et fabriqués originaires de l'une des Hautes Parties contractantes, importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits naturels et fabriqués dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, selon la législation du pays destinataire en raison de la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle adopté par chacune des Hautes Parties contractantes seront délivrés soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis-postaux dont la valeur ne dépasse pas 50 Ltqs. ou 150 P. seront dispensés du certificat d'origine.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent en toutes matières de prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation ou autres limitations de la liberté du commerce le traitement de la nation la plus favorisée.

Il ne sera dérogé à ce traitement que :

- a) Pour des raisons de sûreté publique ou de défense du territoire ;
- b) Par mesure de police sanitaire, en vue de protéger la santé des hommes, des animaux et des plantes ;
- c) Pour le contrôle de l'importation des armes, munitions et matériels de guerre et de tous approvisionnements destinés à la guerre ;
- d) Pour l'exercice de monopoles d'Etat ;
- e) Pour réprimer les pratiques de concurrence déloyale.

Les dispositions ci-dessus n'infirmant en aucune manière les droits des Hautes Parties contractantes de prendre à l'importation toutes les mesures qui seraient nécessaires pour protéger les intérêts vitaux économiques de pays, à condition que ces mesures aient un caractère temporaire et qu'elles soient appliquées sans discrimination.

Si l'une des Hautes Parties contractantes établit le contrôle de l'importation au moyen de licences, elle appliquera en ce qui concerne leur octroi aux produits de l'autre Partie, les dispositions aussi favorables que celles auxquelles seront soumis les produits naturels ou fabriqués de tout autre pays.

Article 2.

Natural and manufactured products of one of the High Contracting Parties shall not be subject, when imported into the territory of the other Party after passing in transit through the territory of one or more third countries, to duties or charges other or higher than those for which they would have been liable if imported direct from their country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article 3.

Natural and manufactured products originating in the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the country of the other Party shall enjoy therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to like products of a third country.

Article 4.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the goods imported, require the production of a certificate of origin stating that such goods are natural and manufactured products of the said country, or that they must be considered as such under the law of the country of destination in view of the processes to which they have been subjected therein.

The certificates of origin, prepared according to the model adopted by each of the High Contracting Parties, shall be issued either by the Departments of Commerce or Agriculture, or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any organ or body which the country of destination may approve. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representative.

Postal packets, the value of which does not exceed £T 50 or 150 pengös, shall not require a certificate of origin.

Article 5.

The High Contracting Parties undertake that in all matters connected with import and export prohibitions and restrictions or other limitations of freedom of commerce, they will grant each other most-favoured-nation treatment.

Exceptions shall only be made to this treatment for the following purposes :

- (a) Reasons of public safety or national defence ;
- (b) Safeguarding public health and protecting the health of men, animals and plants ;
- (c) Controlling the import of arms, ammunition, implements of war, and all war stores ;
- (d) The exercise of State monopolies ;
- (e) Preventing unfair competition.

The above provisions shall in no way affect the rights of the High Contracting Parties to take all measures in respect of imports which may be necessary to protect the vital economic interests of the country, on condition that such measures are of a temporary character and that no discrimination is made.

Should one of the High Contracting Parties set up a system of import control by means of licences, it shall, so far as concerns such licences, apply to products of the other Party provisions as favourable as those to which the natural or manufactured products of any other country are subject.

En vertu de ces dispositions, les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir lesdites licences seront immédiatement portées dans la forme la plus claire et la plus précise à la connaissance du public. L'examen des demandes sera effectué avec la plus grande célérité.

Il en sera de même pour la remise des licences dont le mode de délivrance sera aussi simple et aussi stable que possible et établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet les licences, lorsqu'elles seront accordées à des personnes, devront porter le nom du bénéficiaire et ne devront pas pouvoir être utilisées par une autre personne.

Toute levée de prohibition accordée à titre temporaire par l'une des Hautes Parties contractantes au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et de provenance de l'autre Partie.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions, les contingents seront fixés et les dérogations éventuelles octroyées, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, navires, bateaux, voitures, et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane et d'autres charges à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et de magasinage.

Les stipulations du présent article s'appliquent aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées en subissant ou non un changement d'emballage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction clandestine dans le pays.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises et spécialement celles dont l'importation est prohibée conformément à l'article 5, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais qu'elles soient réellement transitées.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté de l'Etat et de sécurité publique ;
- b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;
- c) Pour les contrefaçons dont les originaux se fabriquent ou se produisent à l'intérieur et qui sont reconnus comme une spécialité du pays.

Le transit des produits, qui, dans les territoires des Hautes Parties contractantes font l'objet d'un monopole d'Etat, pourra être soumis à un contrôle spécial institué par les dispositions législatives et administratives actuellement en vigueur ou qui seraient prises à l'avenir.

Article 7.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs pour des marchandises similaires sur les mêmes lignes, dans les mêmes conditions et dans la même direction.

Under these provisions the conditions to be complied with and formalities to be carried out for the purpose of obtaining the said licences shall immediately be brought to the notice of the public in the clearest and most detailed manner. Applications shall be examined as speedily as possible.

The same shall apply to the granting of licences, the method of issue of which shall be as simple and unvarying as possible, and be arranged in such a manner as to prevent any traffic in such documents. For this purpose the licences, when granted to individuals, must bear the name of the holder and not be capable of being used by any other person.

Any cancelling of a prohibition granted as a temporary measure by one of the High Contracting Parties to the products of a third Power shall immediately and unconditionally apply to identical or similar products originating in and coming from the territory of the other Party.

Should one of the High Contracting Parties establish prohibitions or restrictions, the quotas shall be fixed and the exceptions, if any, granted in such a manner as to interfere as little as possible with commercial relations between the two countries.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to allow each other transit on the routes which are most suitable for international transit, for persons, baggage, goods and articles of all sorts, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, and to guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of either of the High Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties and other dues, with the exception of duties and taxes for supervision, statistical duties and warehousing dues.

The provisions of this Article shall apply to goods in transit which have been transhipped or warehoused, whether or not their packing has been changed.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs regulations, in order to prevent their secret introduction into the country.

Neither High Contracting Party shall be bound to ensure the transit of travellers whose admission to its territory may be prohibited. The High Contracting Parties reserve the right to take all necessary precautions to ensure that goods, and particularly those the import of which is prohibited under Article 5, be not introduced secretly into the country, but really pass through in transit.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons connected with the safety of the State and public security ;
- (b) For reasons connected with public health or as a precaution against diseases of animals and plants ;
- (c) In the case of imitations of goods, the originals of which are manufactured or produced in the interior of the country and are recognised as a speciality of that country.

The transit of products which, in the territories of the High Contracting Parties, form the subject of a State monopoly, may be placed under special supervision by legislative and administrative provisions at present in force or hereafter to be enacted.

Article 7.

The two High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery, and public taxes and dues on their respective railways, in respect of similar goods on the same lines, under the same conditions and in the same direction.

Article 8.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1° Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Hautes Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone ne dépassant pas 15 kilomètres de chaque côté de la frontière ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers entre la Turquie et les Pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article 9.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrés par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils ne pourront transporter avec eux ou se faire envoyer que des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale autres que celles auxquelles sont soumis les négociants et les voyageurs de commerce nationaux. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe C. Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe, qui seront importés comme échantillons ou modèles seront, à charge de réexportation, de part et d'autre, admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

a) En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront avec trois copies une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive ils présenteront, en faisant leurs déclarations, une nouvelle liste en trois exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

b) Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb selon le genre et forme. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Article 8.

Treatment on terms of equality with a third State shall not apply :

(1) To privileges which are or may hereafter be granted by one of the High Contracting Parties in frontier traffic with contiguous countries within a zone not exceeding a breadth of 15 kilometres on either side of the frontier ;

(2) To special favours resulting from a Customs union ;

(3) To special advantages and favours which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article 9.

Merchants, manufacturers and other business men of one of the High Contracting Parties, who prove by the production of an identity-card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay the duties and taxes prescribed by the laws of that country, shall be entitled to make purchases in the territory of the other High Contracting Party, either personally or through commercial travellers in their employ, from merchants or producers or in the public market. They may also take orders from merchants and other persons who make use of goods corresponding to those offered for the purpose of their commerce or industry. They may take with them or have forwarded to them only samples and specimens. They shall not be liable to any special tax or fee on account of the transactions enumerated in the present paragraph, other than those to which merchants and commercial travellers of the country itself are subject. All objects representative of a specified category of goods shall be regarded as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

The identity-card shall conform to the model in Annex C. The High Contracting Parties shall notify one another of the authorities empowered to issue cards and of the regulations with which commercial travellers must comply in the conduct of their business.

It is understood, however, that the commercial travellers referred to above shall not be entitled to transact sales on behalf of merchants or manufacturers other than those specified on their cards.

With the exception of goods the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or any other tax which are imported as samples or specimens shall, provided they are to be re-exported, be temporarily admitted free of import and export duties upon the following conditions :

(a) When making their Customs declarations, the travellers shall submit in triplicate a descriptive list certified by the Customs authorities of the exporting country, specifying in detail the samples or specimens imported by them. If they are not in possession of such descriptive list, they shall, when making their declaration, submit a new list in triplicate specifying in detail the samples and specimens.

The Customs authorities of the importing country may require that the list be translated into the language of that country.

(b) In order that samples and specimens may be identified on re-exportation, they shall be stamped or sealed with wax or lead, according to their nature and form, in the exporting country. The Customs authorities of each Party shall furnish the other, through official channels, with patterns of these stamps and seals by which the authenticity of the marks affixed to the samples may be verified.

Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographies, dessins ou descriptions complètes et détaillées est admise.

Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront, à titre d'exception, pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés au pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

c) Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons, il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondant aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes versé en dépôt, soit en espèces, soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les gouvernements respectifs selon leurs propres législations. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de déclarations, dûment légalisé par les autorités douanières, sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'effectuer ces droits sur l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif, pour la totalité des échantillons. Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

d) Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai de six mois au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai de six mois peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

e) La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera, sans retard et contre reçu, le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane, tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés, après expiration du délai prévu, ou vendu sur place, seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

f) Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourra être effectué par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet article.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables au colportage, aux métiers ambulants non plus qu'à la recherche des commandes chez les personnes qui n'exercent ni le commerce ni l'industrie.

Article 10.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés non réservés aux nationaux, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter

Should it be impossible or inconvenient to affix a mark, identification by means of photographs, drawings, or complete and detailed descriptions shall be admissible.

The Customs authorities of the importing country may, however, as an exception, affix supplementary marks on the samples at the expense of the parties concerned, whenever they consider such a step necessary for guaranteeing the identity of these samples at the time of their re-exportation.

Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may be liable.

If the samples and specimens do not bear marks affixed in the exporting country, the Customs authorities of the importing country shall affix fresh marks.

(c) After the importer has submitted the descriptive list or declaration of the samples at the Customs office, the Customs examination shall take place, and, if the list or declaration corresponding to the samples and the signs affixed thereto are found in order, the Customs duties on each of the samples and the excise duties, if any, shall be determined, and the amount of the said duties shall be deposited either in cash or in the form of a guarantee considered adequate by the competent authorities of the importing country. The rules for guarantees shall be settled by the respective Governments in accordance with their own legislation. The cost of weighing and any other costs shall be finally paid and the descriptive list, or one of the copies of the declaration, duly legalised by the Customs authorities, shall be returned to the importer.

The importer shall, however, be entitled, instead of having the duties on each sample calculated and depositing them according to the articles of the tariff referring thereto, to pay duty on the whole of the samples at the rate applicable to the sample which is subject to the highest tariff rates. The Customs authorities shall be bound to accept this proposal.

(d) Samples and specimens imported in this manner shall be returned within six months to the exporting country or re-exported to some other country either through the Customs office through which they were imported or through another. The periods of six months may be prolonged, if need be, by the Customs authorities of the country of import.

(e) The descriptive list, or the declaration, and the samples or specimens to be re-exported, shall be presented by the importer at the Customs, and the latter, after examination, shall without delay, against a receipt, refund the whole amount of the duties paid on import or release the security for the payment of these duties. This refund or release shall only take place in the case of re-exported samples or specimens. The Customs duties held on deposit for samples and specimens not re-exported after the expiry of the period provided for or sold within the country shall be credited to the administration or collected from the guarantors.

(f) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties may be effected by any Customs office on the frontier or by any Customs office in the interior which has been authorised so to act. The High Contracting Parties shall communicate to each other the lists of the offices thus authorised.

The principle of treatment on terms of equality with any third State continues, however, to be reciprocally assured in respect of the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not be applicable to hawking, to itinerant trades and to the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry.

Article 10.

Nationals of either High Contracting Party travelling to fairs or markets not reserved for nationals for the purpose of carrying on trade therein shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the latter, provided that they can produce an identity-

une carte d'identité d'après le modèle annexe D, délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'article premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 11.

Les navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les eaux et ports de l'autre, réciproquement et sous tous les rapports du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux ans. Après l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur, tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 21 mai 1930.

(L. S.) (Signé) TAHY.
 (L. S.) (Signé) ZEKÂI.
 (L. S.) (Signé) Mustafa ŞEREF.
 (L. S.) (Signé) M. NUMAN.

ANNEXE A.

Numéro du tarif hongrois	Désignation de la marchandise	Droit d'entrée en couronnes or par 100 kg.
ex 88	Raisins « Sultanié » <i>Remarque</i> : sous la dénomination de raisin « Sultanié », il faut comprendre raisin d'origine du Levant ou de l'Asie-Mineure, sec, de couleur brune, presque jaune, sans pépins.	12

ANNEXE B.

Numéro du tarif turc	Désignation de la marchandise	Pourcentage de réduction accordée par 100 kg.
ex 19	Salami de toute espèce	33 $\frac{1}{3}$ %

card made out in accordance with the model in Annex D, issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of Article 1 shall not apply to itinerant traders nor to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry, each of the High Contracting Parties reserving full legislative freedom in this respect.

Article 11.

The vessels and boats of one of the High Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment, reciprocally and in all respects, in the waters and harbours of the other.

Article 12.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification exchanged at Budapest as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and shall remain in force for two years. After the expiry of that period, it shall remain in force so long as it has not been denounced by one of the High Contracting Parties, such denunciation to take effect only after six months.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, May 21, 1930.

(L. S.) (Signed) TAHY.

(L. S.) (Signed) ZEKÂI.

(L. S.) (Signed) Mustafa ŞEREF.

(L. S.) (Signed) M. NUMAN.

ANNEX A.

Number of the Hungarian Tariff	Designation of the goods	Entrance duty in gold crowns per 100 kg.
ex 88	“ Sultana ” Raisins <i>Note</i> : The denomination “ Sultana ” raisins should be understood to mean raisins originating in the Levant and Asia Minor, dried, of yellowish-brown colour, without pips.	12

ANNEX B.

Number of the Turkish Tariff	Designation of the goods	Percentage reduction granted, per 100 kg.
ex 19	Salami of all kinds	33 $\frac{1}{3}$ %

ANNEXE C.

NOM DE L'ÉTAT.
(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte,

M., né à
demeurant à, rue N°
possède ¹ à
sous la raison de commerce

(ou) est commis voyageur au service des maisons
de la maison

à

qui } possède ¹
} possèdent

sous le raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit il est certifié que ladire (lesdites) maisons (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (.....) et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 19

Signature du chef de la (des)
maison (s) :

.....

Signalement du porteur :

Age
Taille
Cheveux
Signes particuliers

Signature du porteur :

.....



¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX C.

(NAME OF COUNTRY.)

(Issuing Authority.)

IDENTITY-CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS

Available for twelve months from date of issue.

Valid in No. of card

It is hereby certified that the holder of this card,

M., born at,
 residing at, Street No.
 owns ¹
 under the trade name of
 (or) is a commercial traveller in the service of the firm (s) of
 at
 which own (s)
 under the trade name of

As the holder of this card wishes to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) in question, it is hereby certified that the aforesaid firm (s) is (are) authorised to engage in its (their) business at and pay (s) the legal taxes for that purpose.

..... the19.....

Signature (s) of the head (s) of the
firm (s) :

.....

Description of holder :

Age
 Height
 Hair
 Distinctive marks

Signature of holder :

.....

--

¹ Description of factory or business.

N. B. — Only heading 1 should be filled in in the case of the head of a commercial or industrial establishment.

ANNEXE D.

CARTE D'IDENTITÉ

POUR LES VISITEURS DE FOIRES OU MARCHÉS.

Il est certifié que M
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en
 (pour des ressortissants hongrois : en Turquie ; pour des ressortissants turcs : en Hongrie) est domicilié à
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, le délégué du Gouvernement royal hongrois déclare, au nom de son gouvernement, que le Monopole des Tabacs hongrois s'engage à acheter chaque année, pour satisfaire à ses besoins, une quantité de 500.000 kg. de tabacs turcs.

Au cas où la présente convention serait dénoncée, la quantité du tabac à acheter chaque année serait déterminée par rapport au délai à courir au moment de sa dénonciation.

Il est entendu que les raisins secs « Sultanié » originaires de Turquie ne seront soumis en Hongrie à aucun droit d'entrée, à aucune taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, supérieurs à ceux auxquels les mêmes produits de n'importe quel autre pays et spécialement des raisins secs de Corinthe, produits de la Grèce, sont ou seront soumis dans ce pays.

Il est également entendu que la clause de la nation la plus favorisée sera appliquée en matière des certificats d'origine.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

(Signé) TAHY.

(Signé) ZEKÂI.

(Signé) Mustafa ŞEREF.

(Signé) M. NUMAN.

ANNEX D.

IDENTITY-CARD

FOR TRAVELLERS TO FAIRS OR MARKETS.

It is certified that M
holder of this card, desiring to travel with his goods to fairs and markets in
(for Hungarian nationals : in Turkey ; for Turkish nationals : in Hungary) is resident at
and that he is bound to pay the legal taxes and duties for the conduct of his commerce or industry.

This certificate is available for a period of months.

(Place, date, signature, seal of issuing authority.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of proceeding to sign the present Convention, the delegate of the Royal Hungarian Government declares, in the name of his Government, that the Hungarian Tobacco Monopoly undertakes to purchase each year to meet its requirements, 500,000 kg. of Turkish tobacco.

Should the present Convention be denounced, the quantity of tobacco to be purchased yearly should be fixed in view of the period to elapse at the moment of denunciation.

It is understood that raisins "Sultanas" of Turkish origin shall not be liable in Hungary to any import duty, tax or charge of any kind higher than those to which the same products of any other country, and particularly currants, products of Greece, are or may hereafter be liable in the said country.

It is also understood that the most-favoured-nation clause shall be applied in respect of certificates of origin.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall come into force at the same time.

(Signed) TAHY.

(Signed) ZEKÂI.

(Signed) Mustafa ŞEREF.

(Signed) M. NUMAN.

N° 2535.

ISLANDE ET SUÈDE

Déclaration concernant la réciprocité
de traitement des travailleurs en
matière d'assurance contre les
accidents. Signée à Stockholm, le
31 octobre 1930.

ICELAND AND SWEDEN

Declaration concerning Reciprocity
of Treatment for Workmen in
respect of Accident Insurance.
Signed at Stockholm, October 31,
1930.

N^o 2535. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN SVERIGE OCH ISLAND
RÖRANDE RÄTT FÖR DET ANDRA LANDETS MEDBORGARE TILL
ERSÄTTNING FÖR OLYCKSFALL I ARBETE. UNDERTECKNAD
I STOCKHOLM DEN 31 OKTOBER 1930.

*Textes officiels suédois et islandais communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement de cette déclaration a
eu lieu le 21 novembre 1930.*

*Swedish and Icelandic official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Declaration took place
November 21, 1930.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

SEDAN KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och KUNGL. ISLÄNDSKA REGERINGEN funnit lämpligt att tillförsäkra medborgare i det andra landet rätt till ersättning för olycksfall i arbete, hava undertecknade, därtill vedebörligen befullmäktigade, ingått följande överenskommelse :

1. Vid tillämpningen av den isländska lagen den 7 maj 1928 om försäkring för olycksfall skola svenska medborgare och deras efterlevande, utan hänsyn till hemvist, tillerkännas samma rätt till ersättning som isländska medborgare.

2. Bestämmelsen i 27 § första stycket, andra punkten i den svenska lagen den 17 juni 1916 om försäkring för olycksfall i arbete skall icke äga tillämpning i fråga om isländsk medborgare, som icke är bosatt i Sverige, utan skola följaktligen isländska medborgare, oavsett var de äro bosatta, hava rätt till ersättning efter de i lagens 6 och 7 §§ samt 27 § första stycket, första punkten angivna grunderna ; bestämmelsen i 27 § andra stycket av samma lag skall ej heller äga tillämpning i fråga om isländsk medborgare.

3. Ersättningar tillerkännas och fastställas för övrigt enligt regler, som vid varje tidpunkt äro gällande i avseende härå i det land, varifrån ersättningen utgår, likasom den ersättningsberättigade i alla ärenden, som angå hans

Með því að HINNI KONUNGLEGU ÍSLENSKU STJÓRN og HINNI KONUNGLEGU SÆNSKU STJÓRN hefir virst hagkvæmt að tryggja ríkisborgurum í hinu landinu rjett til bóta fyrir slys við vinnu, hafa undirritaðir, er þartil hafa gilt umboð, gert með sjer eftirfylgjandi samkomulag :

1. Við framkvæmd íslenskra laga frá 7. maí 1928 um slysatryggingar skulu sænskir ríkisborgarar og eftirlátnir vandamenn þeirra, án tillits til heimilisfangs, njóta sama rjettar til bóta, tem íslenskir ríkisborgarar.

2. Ákvæðið í 27. grein, fyrstu málsgrein, öðru atriði, í sænskum lögum frá 17. júní 1916 um tryggingu gegn slysi við vinnu, skal ekki koma til framkvæmda við íslenska ríkisborgara, sem ekki eru búsettir í Svíþjóð, heldur skulu íslenskir ríkisborgarar án tillits til hvar þeir eru búsettir, eiga rjett til bóta samkvæmt ákvörðunum 6. og 7. greinar og 27. greinar, fyrstu málsgrein, fyrsta atriði, nefndra laga ; ákvæðið í 27. grein, annari málsgrein sömu laga skal ei heldur koma til framkvæmda gagnvart íslenskum ríkisborgurum.

3. Bætur tildæmast og ákveðast annars samkvæmt reglum, sem á hverjum tíma gilda þarum í landi því, er greiðir bæturnar, og eins skal bótarjetthafinn, í öllum málefnum, er snerta rjett hans og skyldur vegna trygginga-

rättigheter och förpliktelser på grund av försäkringen, skall vara underkastad olycksfall-försäkringslagstiftningen i det land, varifrån han inottager ersättningen.

4. Svenska Riksförsäkringsanstalten och Styrelsen för den isländska statens olycksfallsförsäkring skola i de fall, som i denna överenskommelse avses, mot vederlag för uppkommande omkostnader bistå varandra ävensom på begäran annan försäkringsinrättning, som enligt någon av ovannämnda lagar meddelar försäkring för olycksfall i arbete, med verkställande av utredningar och utgivande av ersättningar.

5. Överenskommelsen kan genom uppsägning av var och en av parterna efter en uppsägningstid av minst ett år upphöra att gälla med utgången av ett kalenderår.

6. Förevarande överenskommelse tillämpas på olycksfall, som inträffa från och med dagen efter den, då denna överenskommelse undertecknas, dock att bestämmelserna i punkt 4 skola gälla även i fråga om olycksfall, som dessförinnan inträffat.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm i två exemplar den 31 oktober 1930.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères
le 31 octobre 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

rinnar, vera háður fyrirmælum laga um slysa-tryggingar í því landi, sem hann þiggur bæturnar frá.

4. Stjórn hinnar íslensku stofnunar «Slysatrygging Ríkisins» og sænska «Riksförsäkringsanstalten» skulu í málum þeim, sem samkomulag þetta nær til, gegn greiðslu áfallandi kostnaðar, aðstoða hver aðra, og auk þess, ef óskað er, aðstoða aðra váttryggingarstofnun, sem samkvæmt öðrum hvorum fyrnefndra laga yfirtekur tryggingu gegn slysi við vinnu, við útvegum á upplýsingum og greiðslu bóta.

5. Hvor aðili um sig getur felt samkomulag þetta úr gildi við uppsögn með minst eins árs fyrirvara, enda gangi samkomulagið úr gildi við lok almanaksárs.

6. Samkomulag þetta skal koma til framkvæmda við slys, sem eiga sjer stað frá og með næsta degi eftir undirskriftardag samkomulagsins; þó skulu ákvæðin í 4. þætti einnig ná til slysa, er áður hafa orðið.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir skrifað undir samkomulag þetta og sett fyrir innsigli sín.

Gert í Stokkhólmi í tveim eintökum þann 31. október 1930.

(L. S.) Erik SCAVENIUS.

¹ TRADUCTION.

N^o 2535. — DÉCLARATION ENTRE LA SUÈDE ET L'ISLANDE CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS EN MATIÈRE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 31 OCTOBRE 1930.

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL ISLANDAIS, ayant jugé opportun d'assurer aux ressortissants islandais et suédois, respectivement, le droit aux indemnités en cas d'accidents du travail, les soussignés, munis de pleins pouvoirs réguliers à cet effet, ont conclu l'arrangement suivant :

1. Dans l'application de la loi islandaise du 7 mai 1928 sur l'assurance contre les accidents, les ressortissants suédois et leurs survivants, quel que soit leur lieu de résidence, jouiront des mêmes droits aux indemnités que les ressortissants islandais.

2. La disposition du paragraphe 27, 1^{er} alinéa, 2^{me} partie, de la loi suédoise du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail ne sera pas applicable aux ressortissants islandais non domiciliés en Suède, mais les ressortissants islandais, quel que soit le lieu de leur domicile, auront donc droit aux indemnités prévues par les stipulations des paragraphes 6 et 7 et du paragraphe 27, 1^{er} alinéa, 1^{re} partie, de la loi ; la disposition du deuxième alinéa du paragraphe 27 de la même loi ne s'appliquera non plus aux ressortissants islandais.

3. Par ailleurs, les indemnités seront déterminées et attribuées conformément aux règles en vigueur à la date en question, dans le pays où sera due l'indemnité ; de même, l'ayant-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2535. — DECLARATION BETWEEN SWEDEN AND ICELAND CONCERNING RECIPROCITY OF TREATMENT FOR WORKMEN IN RESPECT OF ACCIDENT INSURANCE. SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 31, 1930.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE ROYAL ICELANDIC GOVERNMENT having deemed it advisable to ensure to their nationals in the other country the right to compensation for injury suffered during their work, the undersigned, being duly furnished with full powers for that purpose, have concluded the following Agreement :

1. In the application of the Icelandic Law on Accident Insurance of May 7, 1928, Swedish nationals and their survivors, regardless of their domicile, shall be granted the same right to compensation as Icelandic nationals.

2. The provision in paragraph 27, subparagraph 1, point 2, of the Swedish Law of June 17, 1916, regarding Workmen's Accident Insurance, shall not be applied to Icelandic nationals not domiciled in Sweden, but Icelandic nationals, regardless of their place of domicile, shall consequently be entitled to compensation on the grounds specified in paragraphs 6 and 7 and paragraph 27, paragraph 1, point 1, of the Law ; the provisions in paragraph 27, point 2, of the same Law shall also not be applied to Icelandic nationals.

3. In other respects, compensation shall be awarded and assessed in accordance with the relevant rules in force at the time in the country in which the compensation is due ; similarly,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

droit sera soumis, pour tout ce qui touche aux droits et obligations résultant pour lui de l'assurance, à la législation sur l'assurance contre les accidents du travail en vigueur dans le pays dont il recevra l'indemnité.

4. L'Institut d'assurances de l'Etat (*Riksförsäkringsanstalten*) suédois et l'Administration islandaise d'assurance contre les accidents de l'Etat (*Slysatrygging Ríkisins*), dans les cas visés par le présent arrangement, se prêteront mutuellement assistance moyennant le remboursement des frais éventuels; ils prêteront également leur concours, sur demande, à tout autre institut d'assurance s'occupant de l'assurance contre les accidents du travail, en vertu de l'une des lois précitées, pour procéder aux enquêtes nécessaires et au versement des indemnités.

5. Chacune des parties pourra, en dénonçant l'arrangement, avec préavis d'un an au minimum, y mettre fin à l'expiration d'une année civile.

6. Le présent arrangement sera applicable aux accidents qui se produiront à partir du jour de sa signature inclus; toutefois, les stipulations du point 4 seront également applicables aux accidents survenus avant cette date.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 31 octobre 1930.

(L. S.) Fredrik RAMEL.
(L. S.) Erik SCAVENIUS.

the person entitled to compensation, shall be subject, in all matters relating to his rights and obligations in respect of insurance, to the accident insurance legislation in the country from which he receives compensation.

4. The Swedish Insurance Institute (*Riksförsäkringsanstalten*) and the Administration of the Icelandic State Accident Insurance (*Slysatrygging Ríkisins*) shall assist each other in the cases provided for in this Agreement, subject to payment of any expenses which may be incurred, and shall also, on request, assist other insurance institutes undertaking workmen's accident insurance in accordance with any of the above-mentioned Laws, by making enquiries and by paying out compensation.

5. This Agreement may be terminated by either party at the end of any calendar year, subject to not less than twelve months' notice of denunciation.

6. The present Agreement shall apply to accidents occurring on and after the day following that on which this Agreement is signed; the provisions in Point 4 shall, however, also apply to accidents occurring before that date.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm, October 31, 1930.

(L. S.) Fredrik RAMEL.
(L. S.) Erik SCAVENIUS.

N° 2536.

**ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET NORVÈGE**

Accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés sur les affaires d'armement maritime. Signé à Dublin, le 21 octobre 1930.

**IRISH FREE STATE
AND NORWAY**

Agreement for the reciprocal Exemption from Taxation in certain cases of the Business of Shipping. Signed at Dublin, October 21, 1930.

No. 2536. — AGREEMENT BETWEEN THE IRISH FREE STATE AND NORWAY FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM TAXATION IN CERTAIN CASES OF THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT DUBLIN, OCTOBER 21, 1930.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 2536. — OVERENSKOMST OM GJENSIDIG FRITAGELSE FOR BESKATNING AV SKIBSFART. UNDERTEGNET I DUBLIN DEN 21 OKTOBER 1930.

Textes officiels anglais et norvégien, communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 novembre 1930.

English and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 25, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE and THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from taxation of the business of shipping in certain cases, have agreed as follows :

DEN KONGELIGE NORSKE REGJERING og DEN IRSKE FRISTATS REGJERING som ønsker å avslutte en overenskomst angående gjensidig fritagelse for beskatning av skibsfart i visse tilfelle, er blitt enig om følgende :

Article I.

Artikkel I.

The Government of the Irish Free State by virtue of Section 4 of the Finance Act, 1927, provisionally agree to grant relief from Income Tax, in respect of profits or gains arising from the business of Shipping carried on by an individual resident in Norway, and not resident in the Irish Free State, or by a Company or Corporation whose business is managed and controlled in Norway.

Den Irske Fristats Regjering samtykker, i medhold av § 4 i finansloven av 1927, midlertidig i å tilstå fritagelse for inntektsskatt med hensyn til utbytte eller fortjeneste som utspringer av rederivirksomhet utøvet av en person bosatt i Norge, og ikke bosatt i Den Irske Fristat, eller av et selskap eller en korporasjon hvis forretning ledes og kontrolleres i Norge.

Article II.

Artikkel II.

In view of the stipulation contained in Article I, the Royal Norwegian Government declare that individuals resident in the Irish Free State and companies or corporations whose business is managed and controlled in the Irish Free State shall under the Norwegian

I betraktning av den i artikkel I inneholdte bestemmelse erklærer den Kongelige Norske Regjering at personer bosatt i Den Irske Fristat og selskaper eller korporasjoner hvis forretning ledes og kontrolleres i Den Irske Fristat, i medhold av de norske skattelover, for landet

Taxation Acts, Section 15 (2) as regards rural taxation and Section 10 (2) as regards urban taxation, be exempt from any tax on income in respect of ships calling at Norwegian ports.

§ 15 (2) og for byene § 10 (2) skal være fritatt for enhver skatt av inntekt med hensyn til skib som anløper norske havner

Article III.

The expression "the business of Shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purpose of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Artikkel III.

Ved uttrykket «rederivirksomhet» forståes forretningsvirksomhet utøvet av en eier av skib og, forsåvidt denne definisjon angår, skal uttrykket «eier» omfatte enhver befrakter.

Article IV.

This Agreement takes effect on the day of signature, and may be denounced by either of the Contracting Parties at any time by giving notice six months in advance.

This Agreement shall cease to have effect if, and so soon as, either the relief to be granted under Article I hereof in respect of Income Tax in the Irish Free State ceases to have legal effect, or the individuals and companies mentioned in Article II hereof cease to be exempt from the taxes therein mentioned in respect of the profits therein mentioned.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate at Dublin this twenty-first day of October nineteen hundred and thirty.

(Signed) P. Mc GILLIGAN.

(Signed) B. VOGT.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 19 novembre 1930.

Hjalmar Willett,
Chef de Division.

Artikkel IV.

Nærværende avtale trer i kraft på undertegnelsesdagen, og kan opsies av hver av de kontraherende parter til enhver tid med seks måneders forutgående varsel.

Nærværende overenskomst skal opphøre å være i kraft såfremt, og så snart som, enten de lettelser som tilståes i henhold til dens artikkel I med hensyn til inntektsskatt i Den Irske Fristat opphører å ha lovmessig virkning, eller de personer og selskaper som nevnes i dens artikkel II opphører å være fritatt for de i samme nevnte skatter med hensyn til de deri nevnte inntekter.

Til bekreftelse herav har undertegnede, behørig befullmektiget dertil, undertegnet ovenstående overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget i to eksemplarer i Dublin den en og tyvende oktober nitten hundrede og trediv.

u. B. VOGT.

u. P. Mc GILLIGAN.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 19 novembre 1930.

Hjalmar Willett,
Chef de Division.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2536. — ACCORD ENTRE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LA NORVÈGE RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS SUR LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. SIGNÉ A DUBLIN, LE 21 OCTOBRE 1930.

LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE et LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN, désirant conclure un arrangement concernant l'exonération réciproque, dans certains cas, des impôts sur les opérations du commerce maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, en vertu de l'article 4 de la loi de finances de 1927, consent provisoirement à exonérer de l'impôt sur le revenu les bénéfices ou gains provenant des opérations du commerce maritime effectuées par des particuliers résidant en Norvège et n'ayant pas de résidence dans l'Etat libre d'Irlande, ou par des sociétés ou corporations dont les opérations sont dirigées et contrôlées de Norvège.

Article II.

Comme suite à la stipulation de l'article premier, le Gouvernement royal norvégien déclare que les particuliers résidant dans l'Etat libre d'Irlande et les sociétés ou corporations dont les opérations sont dirigées et contrôlées de l'Etat libre d'Irlande seront exonérés, en application des lois norvégiennes sur les impôts paragraphe 15 (2) pour les impôts perçus dans les régions rurales et paragraphe 10 (2) pour les impôts perçus dans les villes, de tout impôt sur le revenu, en ce qui concerne les navires relâchant dans les ports norvégiens.

Article III.

Il est entendu que l'expression « opération du commerce maritime » s'entend des opérations effectuées par un armateur, le terme « armateur » comprenant, dans cette définition, les affréteurs.

Article IV.

Le présent arrangement prendra effet le jour de sa signature et pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes à toute époque, moyennant un préavis de six mois.

Cet arrangement cessera immédiatement d'être en vigueur si l'exonération de l'impôt sur le revenu qui doit être concédée dans l'Etat libre d'Irlande, en vertu de l'article premier du présent arrangement, cesse d'avoir effet légal ou si les particuliers et les sociétés mentionnés à l'article II du présent arrangement cessent d'être exonérés des impôts mentionnés dans cet article, sur les bénéfices qui y sont également mentionnés.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Dublin, le vingt et un octobre mil neuf cent trente.

(Signé) P. Mc GILLIGAN. (Signé) B. VOGT.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretary of the League of Nations, for information.

N° 2537.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes comportant un arrangement concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance appartenant aux yacht-clubs des pays respectifs. Stockholm, les 22 et 29 octobre 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Facilities to be granted to Yachts belonging to Yacht Clubs of the two Countries. Stockholm, October 22 and 29, 1930.

N° 2537. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LES FACILITÉS A ACCORDER AUX YACHTS DE PLAISANCE APPARTENANT AUX YACHTCLUBS DES PAYS RESPECTIFS. STOCKHOLM, LES 22 ET 29 OCTOBRE 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 novembre 1930. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le "Department of States" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 16 septembre 1931.

I.

STOCKHOLM, le 22 octobre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par une lettre en date du 3 janvier 1930, vous avez bien voulu faire connaître à mon prédécesseur que le Gouvernement des Etats-Unis est disposé à conclure un arrangement avec le Gouvernement suédois en vue d'exonérer, à titre de réciprocité, les yachts de plaisance des deux pays de tous droits de navigation dans leurs ports.

En me référant à cette lettre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, aux termes du paragraphe 126 du Règlement douanier suédois, et du Décret royal en date du 7 octobre 1927, les yachts appartenant aux yachtclubs des pays où les mêmes facilités sont accordées aux yachts suédois, sont exemptés dans les ports suédois de tous droits de navigation — sauf ceux de pilotage lorsqu'ils ont réellement un pilote à bord — pourvu qu'ils soient munis d'un certificat délivré par les autorités du pays et constatant qu'ils n'ont pas été équipés dans un but commercial.

Si votre gouvernement consent à accorder, à titre de réciprocité, les mêmes facilités aux yachts de plaisance appartenant aux yachtclubs suédois, je me permets de vous proposer que la présente note et la réponse que vous voudriez bien me faire parvenir, serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) RAMEL.

Monsieur Edward Savage Crocker,
Chargé d'Affaires *p. i.*
des Etats-Unis d'Amérique,
etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 22 novembre 1930.

Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.

No. 2537. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING FACILITIES TO BE GRANTED TO YACHTS BELONGING TO YACHT CLUBS OF THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM, OCTOBER 22 AND 29, 1930.

French and English official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 25, 1930. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 16, 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

STOCKHOLM, October 22, 1930.

SIR,

By a letter dated January 3, 1930, you were so good as to inform my predecessor that the United States Government is prepared to conclude an agreement with the Swedish Government with a view to the reciprocal exemption of pleasure yachts of both countries from all navigation dues in their respective ports.

With reference to this letter, I have the honour to inform you that, according to the terms of Section 126 of the Swedish Customs Regulations and of the Royal Decree dated October 7, 1927, yachts belonging to yacht clubs of countries where the same facilities are accorded to Swedish yachts are exempted in Swedish ports from all navigation dues — except dues of pilotage when they have actually a pilot on board — provided that they be furnished with a certificate delivered by the authorities of the country attesting that they are not equipped for commercial purposes.

If your Government consents to grant upon a basis of reciprocity the same facilities to pleasure yachts belonging to Swedish yacht clubs, I beg to propose that the note under reference and the reply which you may make thereto will serve as an agreement reached between our two countries.

I have, etc.

(Signed) RAMEL.

Edward Savage Crocker, Esq.
Acting Chargé d'Affaires,
United States Legation,
Stockholm.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

No. 56.

STOCKHOLM, *October, 29, 1930.*

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note dated October 22, 1930, in reply to my note dated January 3, 1930, addressed to Your Excellency's predecessor, relating to the desire of my Government to obtain an agreement on the part of the Swedish Government to accord to American yachts in Swedish ports treatment in the matter of the payment of various port charges reciprocal to that which is now enjoyed by Swedish vessels calling at ports of the United States.

Your Excellency is so good as to inform me that, according to the terms of Section 126 of the Swedish Customs Regulations and of the Royal Decree dated October 7, 1927, yachts belonging to yacht clubs of countries where the same facilities are accorded to Swedish yachts are exempted in Swedish ports from all navigation dues — except dues of pilotage when they have actually a pilot on board — provided that they be furnished with a certificate delivered by the authorities of the country and on the understanding that they are not equipped for commercial purposes.

In conclusion Your Excellency states that, if my Government consents to grant upon a basis of reciprocity the same facilities to pleasure yachts belonging to Swedish yacht clubs, Your Excellency proposes that the note under reference and the reply which I may make thereto will serve as an agreement reached between our two countries.

In reply I have the honor to state that, inasmuch as the provisions of the Statutes of the United States for the collection of tonnage and light dues (U. S. Code, Title 46, Sections 121 and 128) permit the suspension of those charges in behalf of vessels of foreign countries which accord national treatment to vessels of the United States, I am accordingly gratified that there appears to be no further obstacle to the enjoyment by the pleasure yachts of each country of treatment reciprocal to that enjoyed in the ports of the other.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) Edward Savage CROCKER.

His Excellency Fredrik Ramel,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 22 novembre 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

N° 56.

STOCKHOLM, le 29 octobre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 22 octobre 1930, répondant à ma note du 3 janvier 1930 adressée au prédécesseur de Votre Excellence, concernant le désir de mon gouvernement de conclure un arrangement avec le Gouvernement suédois en vue d'accorder aux yachts américains dans les ports suédois, en matière de paiement des divers droits de port, un traitement correspondant à celui dont bénéficient actuellement les navires suédois dans les ports des Etats-Unis.

Votre Excellence a bien voulu m'informer qu'aux termes du paragraphe 126 du Règlement douanier suédois et du Décret royal en date du 7 octobre 1927, les yachts appartenant aux yachtclubs des pays où les mêmes facilités sont accordées aux yachts suédois sont exemptés dans les ports suédois de tous droits de navigation — sauf ceux de pilotage lorsqu'ils ont réellement un pilote à bord, — pourvu qu'ils soient munis d'un certificat délivré par les autorités du pays et constatant qu'ils n'ont pas été équipés dans un but commercial.

Pour conclure, Votre Excellence déclare que, si mon Gouvernement consent à accorder, à titre de réciprocité, les mêmes facilités aux yachts de plaisance appartenant aux yachtclubs suédois, Elle propose que la note en question et la réponse que j'y pourrais faire servent à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

En réponse, j'ai l'honneur de déclarer que, les dispositions légales en vigueur aux Etats-Unis pour la perception des droits de tonnage et de phare (U. S. Code — Titre 46 — Articles 121 et 128) permettant l'exemption de ces droits en faveur des navires des pays étrangers qui accordent aux navires américains le même traitement qu'aux navires nationaux, rien ne semble plus faire obstacle à ce que les yachts de plaisance de chaque pays bénéficient du traitement accordé à titre de réciprocité dans les ports de l'autre pays.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Edward Savage CROCKER.

Son Excellence Monsieur Fredrik Ramel,
Ministre des Affaires étrangères,
Stockholm,

N° 2538.

LITHUANIE ET NORVÈGE

Echange de notes concernant l'exemption réciproque des taxes sur les automobiles et autres véhicules à moteur pour l'usage des routes. Stockholm, les 10 et 14 novembre 1930.

LITHUANIA AND NORWAY

Exchange of Notes regarding the reciprocal Exemption from Road Duties on Automobiles and other Motor Vehicles. Stockholm, November 10 and 14, 1930.

N° 2538. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET NORVÉGIEN CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DES TAXES SUR LES AUTOMOBILES ET AUTRES VÉHICULES A MOTEUR POUR L'USAGE DES ROUTES. STOCKHOLM, LES 10 ET 14 NOVEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 novembre 1930.

I.

LIETUVOS PASIUNTINYS.

STOCKHOLM, le 10 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que par application de l'article 8 de la loi lithuanienne du 25 juin 1929 sur la perception des taxes pour l'usage des routes et sous réserve de réciprocité, les automobiles et autres véhicules à moteur, régulièrement enregistrés en Norvège seront à partir du 1^{er} décembre 1930, et pour autant que la durée de leur séjour en territoire lithuanien ne dépassera pas une année, exempts des taxes sur les automobiles et autres véhicules à moteur pour l'usage des routes.

Il est entendu en même temps que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à moteur dans chacun des deux pays.

Je profite de cette occasion de vous assurer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

(Signé) Jurgis SAVICKIS.

Son Excellence

Monsieur Johan Ludvig Mowinckel,
Ministre des Affaires étrangères de Norvège,
etc., etc., etc., à Oslo.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 22 novembre 1930.

O. Tostrup,

*Chef de la 1^{re} Division des Affaires
politiques et commerciales.*

¹ En vigueur à partir du 1^{er} décembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2538. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE LITHUANIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM ROAD DUTIES ON AUTOMOBILES AND OTHER MOTOR VEHICLES. STOCKHOLM, NOVEMBER 10 AND 14, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 27, 1930.

I.

LITHUANIAN LEGATION.

STOCKHOLM, November 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that in pursuance of Article 8 of the Lithuanian Law of June 25, 1929, concerning the levying of taxes on the use of roads, and subject to reciprocity, automobiles and other motor vehicles duly registered in Norway will, as from December 1, 1930, and provided that the duration of their stay on Lithuanian territory does not exceed one year, be exempt from road taxes on automobiles and other motor vehicles.

It is understood at the same time that the above provisions in no way modify the Customs régime at present in force with regard to the admission of motor vehicles into either of the two countries.

I have the honour to be, etc.

!(Signed) Jurgis SAVICKIS.

His Excellency

Monsieur Johan Ludvig Mowinckel,
Minister for Foreign Affairs of Norway,
etc., etc., etc., Oslo.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In force as from December 1, 1930.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 14 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre lettre en date du 10 de ce mois, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par application de l'article 28 de la loi norvégienne du 20 février 1926 et de l'arrêt du Ministère des Travaux publics, daté du 20 décembre 1926 et sous réserve de réciprocité, les automobiles et autres véhicules à moteurs, régulièrement enregistrés en Lithuanie seront à partir du 1^{er} décembre 1930, et pour autant que la durée de leur séjour en territoire norvégien ne dépassera pas une année, exempts des taxes sur les automobiles et autres véhicules à moteur pour l'usage des routes.

Il est entendu en même temps que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à moteur dans chacun des deux pays.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) Aug. ESMARCH.

Monsieur Savickis,
Ministre de Lithuanie,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, 22 novembre 1930.

O. Tostrup,
*Chef de la 1^{re} Division des Affaires
politiques et commerciales.*

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *November 14, 1930.*

SIR,

With reference to your letter of the 10th instant I have the honour to inform you that in pursuance of Article 28 of the Norwegian Law of February 20, 1926, and of the Ordinance of the Ministry of Public Works dated December 20, 1926, and subject to reciprocity, automobiles and other motor vehicles duly registered in Lithuania will, as from December 1, 1930, and provided that the duration of their stay on Norwegian territory does not exceed one year, be exempt from road taxes on automobiles and other motor vehicles.

It is understood at the same time that the above provisions in no way modify the Customs régime at present in force with regard to the admission of motor vehicles into either of the two countries.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) Aug. ESMARCH.

Monsieur Savickis,
Minister of Lithuania,
etc., etc., etc.

N° 2539.

LETTONIE ET SUÈDE

Accord concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises, avec protocole final et arrangement y annexé relatif à la délivrance des lettres-appendices de jauge lettonnes, conformément aux règlements suédois sur le jaugeage. Signés à Riga, le 11 janvier 1930.

LATVIA AND SWEDEN

Agreement regarding the mutual Recognition of Latvian and Swedish Tonnage Certificates, with Final Protocol and Agreement annexed thereto regarding the Issue of Latvian Tonnage Certificates "with Appendix" in accordance with the Swedish Rules of Ship Measurement. Signed at Riga, January 11, 1930.

N^o 2539. — ACCORD ¹ ENTRE LA LETTONIE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE LETTONNES ET SUÉDOISES. SIGNÉ A RIGA, LE 11 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 novembre 1930.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de l'accord suivant, relatif à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises délivrées sur la base des règles de jaugeage adoptées en Lettonie et en Suède, à savoir en Lettonie de la règle de jaugeage dite anglaise (système britannique de jaugeage) et en Suède de la règle de jaugeage dite allemande.

Article premier.

Les lettres de jauge nationales et les lettres-appendices de jauge nationales, établies conformément au système britannique de jaugeage, des navires suédois seront reconnues en Lettonie, et les lettres de jauge nationales et les lettres-appendices de jauge nationales, établies conformément au système suédois de jaugeage, des navires lettons seront reconnues en Suède, sous réserve des dérogations auxquelles pourront donner lieu les stipulations du présent accord.

Par lettres de jauge nationales, on entend dans le présent accord les documents de jaugeage délivrés en conséquence d'un mesurage effectué d'après la règle I par une autorité lettonne ou suédoise, et qui indiquent notamment la date de leur signature et le volume principal (des espaces sous le pont de tonnage) en mètres cubes ou en tonneaux de registre.

Article 2.

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Lettonie qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage. Toutefois si le propriétaire ou le capitaine du navire en fait la demande, ce sera la jauge nette indiquée par la lettre de jauge nationale qui servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

Si un navire suédois de l'espèce susvisée est muni d'une lettre-appendice de jauge nationale délivrée conformément au système britannique de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

¹ Ratifié par la Saeima, le 17 juin 1930.
Entré en vigueur le 11 octobre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2539. — AGREEMENT ² BETWEEN LATVIA AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF LATVIAN AND SWEDISH TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT RIGA, JANUARY 11, 1930.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 29, 1930.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Agreement regarding the mutual recognition of Latvian and Swedish tonnage certificates issued in accordance with the rules of tonnage measurement in force in Latvia and Sweden, namely, in Latvia, the so-called English rules of tonnage measurement (British system of tonnage measurement), and in Sweden, the so-called German rules of tonnage measurement.

Article 1.

The national tonnage certificates and the national supplementary tonnage certificates of Swedish ships, drawn up in accordance with the British system of tonnage measurement, shall be recognised in Latvia, and the national tonnage certificates and the national supplementary tonnage certificates of Latvian ships, drawn up in accordance with the Swedish system of tonnage measurement, shall be recognised in Sweden, subject to any exceptions arising out of the stipulations of the present declaration.

In the present Agreement national tonnage certificates shall be held to mean tonnage documents issued on the basis of measurements carried out according to Rule I by a Latvian or Swedish authority and stating in particular the date of signature and the under-deck tonnage (space under tonnage deck) in cubic metres or in register tons.

Article 2.

Mechanically-propelled Swedish ships furnished only with a national tonnage certificate shall be subject in Latvia only to partial measurement as provided for in Article 3 in regard to the assessment of net tonnage. The tonnage dues payable in Latvia shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined. Nevertheless, if the owner or master of the vessel so requests, the tonnage dues payable in Latvia shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the national tonnage certificate.

If a Swedish ship of the above-mentioned type is provided with a national supplementary tonnage certificate issued in accordance with the British system of tonnage measurement, the tonnage dues payable in Latvia shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratified by the Saeima, June 17, 1930.
Came into force October 11, 1930.

Les navires lettons à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Suède qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire letton de l'espèce susvisée est muni d'une lettre-appendice de jauge nationale délivrée conformément au système suédois de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire suédois autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'une lettre de jauge nationale, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

Si un navire letton autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'une lettre de jauge nationale, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Article 3.

Les mesurages partiels, visés à l'article 2, alinéas premier et 3, des navires lettons et suédois à propulsion mécanique comprendront la détermination conformément aux règlements lettons respectivement suédois de la jauge brute des espaces situés au-dessus du pont de tonnage, et celle de la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur et à tout autre espace, situé soit au-dessus soit au-dessous du pont de tonnage qui est admis à déduction en Lettonie, respectivement en Suède, pour la détermination de la jauge nette.

Lesdits mesurages partiels donneront lieu à la délivrance d'un document spécial de jauge, qui sera valable pendant la durée de validité de la lettre de jauge nationale à laquelle il est annexé. Pour être pris en considération, ce document spécial devra être présenté, conjointement avec la lettre de jauge nationale, à toute réquisition qui pourra en être faite par l'autorité compétente.

Article 4.

Les lettres-appendices de jauge lettonnes (voir article 2, alinéa 4) délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront aussi satisfaire aux conditions inscrites à l'arrangement ci-annexé.

Article 5.

Les navires lettons dont le mesurage a été effectué en Suède par une autorité suédoise et les navires suédois dont le mesurage a été effectué en Lettonie par une autorité lettonne peuvent être soumis au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage prescrit en Suède, respectivement en Lettonie.

S'il y a lieu de supposer que les indications d'une lettre de jauge nationale ou d'une lettre-appendice de jauge ne sont pas conformes à la réalité, l'autorité supérieure compétente en Lettonie, respectivement en Suède, aura le droit de faire procéder dans la mesure nécessaire, au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage ainsi qu'à la délivrance d'un nouveau document de jaugeage attestant les résultats auxquels le remesurage aura abouti.

Article 6.

Les frais des mesurages effectués, ainsi que les frais des mesurages de contrôle et des remesurages prévus à l'article 5, alinéa premier, seront calculés et payés d'après les règlements applicables pour les opérations similaires dans le pays où les mesurages ont eu lieu.

Mechanically-propelled Latvian ships provided only with a national tonnage certificate shall be subject in Sweden only to partial measurement as provided for in Article 3 in regard to the assessment of the net tonnage. The tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined.

If a Latvian ship of the above-mentioned type is provided only with a national supplementary tonnage certificate issued in accordance with the Swedish system of tonnage measurement, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

If a non-mechanically-propelled Swedish ship is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in Latvia shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

If a non-mechanically-propelled Latvian ship is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

Article 3.

The partial measurement, under Article 2, paragraphs 1 and 3, of mechanically-propelled Latvian and Swedish ships shall include an assessment, in accordance with the respective Latvian and Swedish regulations, of the gross tonnage of the space over the tonnage deck and of the deduction for the engine-room and also for any other space, whether above or below the tonnage deck, which is allowed by Latvia or Sweden, as the case may be, to be deducted for the purpose of the assessment of the net tonnage.

These partial measurements shall be recorded in a special tonnage document, which shall be valid for the same period as the national tonnage certificate to which it is attached. In order to be taken into consideration, this special document must be presented conjointly with the national tonnage certificate whenever the competent authority may so require.

Article 4.

The Latvian supplementary tonnage certificates (see Article 2, paragraph 4) issued in accordance with the Swedish system of tonnage measurement must also satisfy the conditions set forth in the annexed Agreement.

Article 5.

The measurement of Latvian ships carried out in Sweden by a Swedish authority, and the measurement of Swedish ships carried out in Latvia by a Latvian authority, may be subject to the verification survey and, if necessary, to the remeasurement laid down in Sweden or Latvia as the case may be.

If there is reason to suppose that the particulars contained in a national tonnage certificate or a national supplementary tonnage certificate are incorrect, the supreme competent authority in Sweden or Latvia, as the case may be, shall be entitled to proceed, to the extent required, to a verification survey or, if necessary, to remeasurement, and to issue a supplementary tonnage document showing the results of such remeasurement.

Article 6.

The costs of measurement and the costs of verification surveys and remeasurement provided for in Article 5, paragraph 1, shall be calculated and paid in accordance with the regulations in force for similar operations in the country in which the measurement is carried out.

Les frais des mesurages de contrôle ou des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 2, seront à la charge du pays où ces mesurages auront été effectués, à moins que le remesurage n'ait donné lieu à la délivrance d'un nouveau document de jauge auquel cas les frais seront mis à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire dans la mesure prévue par les règlements du pays intéressé.

Article 7.

Le présent accord entrera en vigueur trois mois après la date où la ratification du présent accord par la Saeima de Lettonie sera notifiée au Gouvernement suédois et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

Les arrangements antérieurs concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur du présent accord.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

(L. S.) (Signé) A. BALODIS,
Ministre des Affaires étrangères
de Lettonie.

(L. S.) (Signé) Patrik DE REUTERSWÄRD,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Suède en Lettonie.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'Accord de ce jour concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises, le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède ont trouvé opportun de préciser les points suivants.

Les dispositions de l'article 2, alinéa 2, du présent accord seront aussi applicables aux lettres-appendices de jauge délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage avant la mise en vigueur de l'accord.

Si un navire suédois arrive dans un port letton, muni seulement d'un certificat provisoire (dit *Interimsnationalitets-och registreringscertifikat* ou *Interimsnationalitetscertifikat*) attestant le tonnage imposable du navire d'après le jaugeage suédois ou étranger, cette indication du certificat provisoire sera reconnue en Lettonie jusqu'à l'expiration de la validité du certificat, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente suédoise.

Si un navire letton arrive dans un port suédois, muni seulement d'un certificat provisoire (dit *Pagaidu flagas patents*), les indications du dit certificat sur le volume principal, en ce qui concerne les navires à propulsion mécanique, ainsi que sur la jauge nette, en ce qui concerne les navires autres que les navires à propulsion mécanique, seront reconnues en Suède jusqu'à l'expiration de la validité du certificat provisoire, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente lettonne.

Par l'expression « l'autorité supérieure compétente » mentionnée dans l'article 5, alinéa 2, du présent accord, on entend en Lettonie *Jūriecības Departaments* et en Suède *Kungl. Kommerskollegium*. Tout changement qui surviendrait à cet égard dans l'un des deux pays devra immédiatement être porté, par la voie diplomatique, à la connaissance du gouvernement de l'autre pays.

Par « l'autorité supérieure compétente » en Lettonie visée à l'article premier, alinéa 2, de l'Arrangement relatif à la délivrance des lettres-appendices de jauge lettonnes on entend *Jūriecības Departaments*.

The costs of the verification survey or remeasurement provided for in Article 5, paragraph 2, shall be borne by the country in which these measurements are carried out, provided, however, that if a new tonnage document has to be issued as a result of the remeasurement, the costs shall be borne by the owner or master of the ship on the scale laid down by the regulations of the country in question.

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date on which its ratification by the Saeima of Latvia is notified to the Swedish Government, and shall remain in force for a period of three months after its denunciation by either party.

Previous Agreements regarding the mutual recognition of Latvian and Swedish tonnage certificates shall cease to apply as from the date of entry into force of the present Agreement.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga on January 11, 1930.

(L. S.) (Signed) A. BALODIS,
Minister for Foreign Affairs of Latvia.

(L. S.) (Signed) Patrik DE REUTERSWÄRD,
*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Sweden in Latvia.*

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the Agreement of to-day's date concerning the reciprocal recognition of Latvian and Swedish tonnage certificates, the Government of the Republic of Latvia and the Government of His Majesty the King of Sweden have found it desirable to make the following points clear.

The provisions of Article 2, paragraph 2, of the present Agreement shall also apply to supplementary tonnage certificates issued in Sweden in accordance with the British system of tonnage measurement before the coming into force of this Agreement.

Should a Swedish vessel arrive in a Latvian port, having only a provisional certificate (known as *Interimsnationalitets-och registreringscertifikat* or *Interimsnationalitetscertifikat*) certifying the vessel's taxable tonnage according to the Swedish or foreign system of tonnage measurement, the particulars given in the provisional certificate shall be accepted in Latvia until the expiry of the validity of the certificate, in spite of the fact that the vessel has not been measured by a competent Swedish authority.

Should a Latvian vessel arrive in a Swedish port, having only a provisional certificate (known as *Pagaidu flagas patents*), the particulars given in the said certificate with regard to underdeck tonnage in the case of mechanically-propelled vessels, and with regard to net tonnage in the case of vessels other than mechanically-propelled vessels, shall be accepted in Sweden until the expiry of the validity of the provisional certificate, in spite of the fact that the vessel has not been measured by a competent Latvian authority.

The expression "supreme competent authority" used in Article 5, paragraph 2, of the present Agreement shall be held in Latvia to mean *Jūrniecības Departaments* and in Sweden *Kungl. Kommerskollegium*. Any change that may take place in either of the two countries with regard to this matter must immediately be notified to the Government of the other party through the diplomatic channel.

The "supreme competent authority" in Latvia referred to in Article 1, paragraph 2, of the Agreement concerning the issue of Latvian supplementary tonnage certificates shall be held to mean *Jūrniecības Departaments*.

Les lettres-appendices de jauge délivrées en Suède, conformément au système britannique de jaugeage, et reconnues en Lettonie en conséquence du présent accord seront valables pour la même durée que les lettres de jauge nationales afférentes aux mêmes navires. Pour être prises en considération, elles devront être présentées conjointement avec celles-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante du susdit accord et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

(L. S.) (Signé) A. BALODIS.

(L. S.) (Signé) Patrik de REUTERSWÄRD.

ARRANGEMENT

RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES LETTRES-APPENDICES DE JAUGE LETTONNES, CONFORMÉMENT AUX RÈGLEMENTS SUÉDOIS SUR LE JAUGEAGE.

Les plénipotentiaires soussignés, vu l'article 4 de l'Accord entre la Lettonie et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises, signé en date de ce jour, sont convenus que, pour être reconnues en Suède, les lettres-appendices de jauge lettonnes délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront satisfaire aussi aux conditions suivantes :

Article premier.

La lettre-appendice de jauge sera établie d'après la règle I. Elle sera valable pour la même durée que la lettre de jauge nationale à laquelle elle a trait, et pour être prise en considération, elle devra être présentée conjointement avec celle-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente. Elle devra reproduire les indications de la lettre nationale concernant la jauge brute et nette et le volume principal, ainsi que la date de la délivrance de cette lettre.

La lettre-appendice de jauge sera délivrée par l'autorité supérieure compétente en Lettonie, conformément à une formule à arrêter directement par les autorités compétentes des deux Parties.

Article 2.

Le volume principal pourra être indiqué dans la lettre-appendice de jauge par le tonnage inscrit à la lettre de jauge nationale ou mesuré et calculé d'après les règlements suédois sur le jaugeage. Dans le dernier cas, la lettre-appendice de jauge indiquera aussi le mode de détermination dudit volume.

Article 3.

Les espaces situés au-dessus du pont de tonnage seront mesurés et calculés conformément aux règlements suédois sur le jaugeage et le volume en sera inscrit à la lettre-appendice de jauge.

Toutefois, les espaces n'entrant pas dans la jauge brute d'après les règlements lettons sur le jaugeage, à savoir les espaces exclusivement en usage pour des machines auxiliaires ou des chaudières auxiliaires, l'espace affecté à la manœuvre du gouvernail, la chambre pour l'appareil à gouverner, la cuisine et les boulangeries, l'espace pour le condenseur, ainsi que les bouteilles, ne seront pas davantage compris dans le calcul de la jauge brute à inscrire à la lettre-appendice de jauge.

Supplementary tonnage certificates issued in Sweden in accordance with the British system of tonnage measurement and recognised in Latvia in consequence of the present Agreement shall be valid for the same period as the national tonnage certificates concerning the same vessels. In order to be taken into consideration, they must be presented conjointly with the said national tonnage certificates whenever the competent authority may so require.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol as an integral part of the said Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Riga in duplicate, January 11, 1930.

(L. S.) (Signed) A. BALODIS.

(L. S.) (Signed) Patrik DE REUTERSWÄRD.

AGREEMENT

IN REGARD TO THE ISSUE OF LATVIAN SUPPLEMENTARY TONNAGE CERTIFICATES " WITH APPENDIX " IN ACCORDANCE WITH THE SWEDISH RULES OF TONNAGE MEASUREMENT.

The undersigned Plenipotentiaries have agreed, in view of Article 4 of the Declaration signed this day between Latvia and Sweden regarding the mutual recognition of Latvian and Swedish tonnage certificates, that Latvian supplementary tonnage certificates issued in conformity with the Swedish system of tonnage measurement must, in order to be recognised in Sweden, satisfy the following conditions :

Article 1.

The supplementary tonnage certificate shall be drawn up in accordance with Rule I. It shall be valid for the same period as the national tonnage certificate to which it relates, and will not be taken into consideration unless presented conjointly with the latter certificate whenever the competent authority may so require. It must reproduce the particulars given in the national certificate in regard to gross and net tonnage and under-deck tonnage, and its date of issue.

The supplementary tonnage certificate shall be issued by the supreme competent authority in Latvia in accordance with a form to be decided upon direct by the competent authorities of the two Parties.

Article 2.

The under-deck tonnage entered in the supplementary tonnage certificate may be the tonnage shown in the national tonnage certificate, or may be measured and calculated in accordance with the Swedish rules of tonnage measurement. In the latter case, the supplementary tonnage certificate shall also indicate the method of calculating the under-deck tonnage.

Article 3.

The spaces above the tonnage deck shall be measured and calculated in accordance with the Swedish rules of tonnage measurement, and the under-deck tonnage shall be stated in the supplementary tonnage certificate.

Nevertheless, the following spaces not included in the gross tonnage according to the Latvian rules of tonnage measurement shall likewise be excluded when calculating the gross tonnage to be entered in the supplementary tonnage certificate : spaces used exclusively for auxiliary engines or boilers, the space used for steering-gear, the wheelhouse, the galleys and bakehouse, the condenser rooms and the latrines.

Article 4.

Le total des déductions à faire pour les espaces suivants admis à déduction, à savoir les espaces destinés à l'usage exclusif du capitaine, des officiers et de l'équipage, la chambre des cartes, des signaux et d'autres instruments de navigation, le magasin du maître d'équipage ainsi que les compartiments destinés exclusivement à contenir le lest d'eau, autres que les doubles-fonds, sera indiqué dans la lettre-appendice de jauge par le tonnage inscrit à la lettre de jauge nationale.

Une déduction pourra être faite, en outre, pour la partie du volume réel du magasin du maître d'équipage qui excède le volume inscrit à la lettre de jauge nationale.

Article 5.

Les espaces affectés à l'appareil moteur qui sont admis à déduction, seront mesurés et calculés d'après les règlements suédois sur le jaugeage.

Ne seront réputées soutes à combustible permanentes que les espaces exclusivement affectés et employés à l'emmagasinement de combustibles destinés à l'appareil moteur, à condition qu'ils communiquent directement, soit au moyen de portes à coulisse ou d'autres ouvertures, soit par des tuyaux, avec les espaces occupés par l'appareil moteur, ou qu'ils soient situés immédiatement au-dessus de l'un de ces espaces ou des soutes à combustible directement reliées à l'un d'eux.

Les soutes à combustible qui séparées de la cale que par des cloisons mobiles ou qui sont sont munies dans les cloisons d'une ou de plusieurs ouvertures ou dans le pont au-dessus d'une ou de plusieurs écoutilles qui ne sont pas à considérer exclusivement comme écoutilles de soutes à charbon, ne devront pas être comprises dans la déduction à faire pour la chambre de l'appareil moteur.

Le jaugeur invitera le propriétaire ou le capitaine du navire à signer une déclaration insérée dans la lettre-appendice de jauge et attestant que les espaces susceptibles d'être admis à déduction à titre de soutes à combustible seront exclusivement utilisés dans les voyages au départ ou à destination de la Suède pour l'emmagasinement de la provision de combustible destinée à l'appareil moteur. Si le propriétaire ou le capitaine omet de signer cette déclaration, il ne sera pas tenu compte desdits espaces pour la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur.

La lettre-appendice de jauge indiquera la situation, la longueur et le volume de chacune des soutes à combustible situées hors de la chambre de l'appareil moteur qui est comprise dans la déduction faite pour la chambre de l'appareil moteur.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

(L. S.) (Signé) A. BALODIS.

(L. S.) (Signé) Patrik DE REUTERSWÄRD.

Article 4.

The number of tons indicated in the national tonnage certificate shall be taken as the total tonnage to be deducted in the supplementary tonnage certificate in respect of the following spaces : quarters intended exclusively for the use of the master, officers and crew, the chart, signal and navigating room, the boatswain's store, and any water-ballast tanks not situated in the double bottom.

A deduction may also be made in respect of the actual capacity of the boatswain's store in excess of the capacity shown in the national tonnage certificate.

Article 5.

The deduction allowable in respect of propelling machinery space shall be measured and calculated according to the Swedish rules of tonnage measurement.

The only space which may be regarded as constituting permanent fuel bunkers is that assigned and used exclusively for the storage of fuel required for the ship's engines, provided that it is either directly connected with the spaces occupied by the engines by means of sliding doors or other openings, or by means of pipes, or is situated immediately above one of those spaces or the fuel bunkers directly connected with one of them.

Fuel bunkers separated from the hold by movable bulkheads only, or having bulkheads with one or more openings, or one or more deck-hatches which cannot be regarded as intended exclusively for coaling, shall not be included in the space deducted in respect of the engine-room.

The surveyor shall require the owner or the master of the ship to sign a statement, which shall be attached to the supplementary tonnage certificate, certifying that the space for fuel bunkers for which a deduction may be made will be used during voyages to or from Sweden exclusively for the storage of fuel intended for the ship's engines. If the owner or master omits to sign this statement, the space in question shall not be deducted as propelling machinery space.

The supplementary tonnage certificate shall indicate the position, length and capacity of each of the fuel bunkers which are not situated in the engine-room but which are included in the space deducted in respect of the engine-room.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, January 11, 1930.

(L. S.) (Signed) A. BALODIS. (L. S.) (Signed) Patrik DE REUTERSWÄRD.

N° 2540.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant l'assistance médicale et le rapatriement des marins. Copenhague, le 27 janvier 1930.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Medical Treatment and Repatriation of Seamen. Copenhagen, January 27, 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N  2540. — NOTEV XLING MELLAN SVERIGES OCH DANMARKS
REGERINGAR JÄMTE ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE SJUK-
V RD  T OCH HEMSÄNDANDE AV SJOM N M. M. KÖPENHAMN,
DEN 27 JANUARI 1930.

Textes officiels suédois et danois communiqués par le ministre des Affaires  trang res de Su de et le délégué permanent du Danemark aupr s de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1 r décembre 1930.

I.

SVENSKE MINISTERN I KÖPENHAMN TILL DANSKE UTRIKESMINISTERN.

KÖPENHAMN DEN 27 januari 1930.

HERR MINISTER,

Under hänvisning till föregående förhandlingar har jag den äran att meddela Eders Excellens, att Kungl. Svenska Regeringen, som är ense med Kungl. Danska Regeringen om önskvärdheten av att avsluta en överenskommelse mellan Sverige och Danmark om beredande av sjukvård åt och hemsändande av sjom n m. m.,  r villig att, under förutsättning att svenska sjom n förhyrda   danska fartyg tillerkännas behandling i överensstämmelse med de uti Eders Excellens samtidigt härmed avgivna note anförda bestämmelser, medgiva, att följande bestämmelser skola tillämpas beträffande danska   svenska fartyg förhyrda sjom n :

Artikel 1.

Kostnaden för sjukvård åt en   svenskt fartyg anställd dansk sjom n skall bestridas av redaren s  länge sjomannen  r kvar i tjansten.

Varder sjom n, som är sjuk eller skadad, vid tjanstetidens utgång skild från tjansten eller dess förinnan avskedad utan att laga skäl därtill föranlett, äger han jämväl efter anställningens upphörande åtnjuta v rd på redarens bekostnad dock icke utöver sex veckor eller om han vårdas annorstädes än i Sverige eller Danmark tolv veckor efter avm nstringen ; har avmönstring ej ägt rum, räknas tiden från det fartyget gått vidare. I nu nämnt fall  r dansk sjom n, som avg r från tjansten i annat land än i Sverige eller Danmark, dessutom berättigad till fri resa med underhåll till närmaste danska hamn ; därest sjomannen ej tillhör bef lsgraden och ej heller varit i redarens tjanst under de sista sex månaderna f re avm nstringen eller, om avmönstring ej ägt rum, före den dag då fartyget gått vidare, tillkommer honom dock nämnda f rm n endast f r så vitt han antingen p m nstrats i europeisk hamn eller i annan hamn vid Medelhavet, Svarta havet eller Asovskas sjön eller ock högst två  r före sin anställning i redarens tjanst p m nstrats i hamn, som nu nämnts. Kan åt sjom n, som sålunda  r berättigad till fri hemresa, beredas tjanst   fartyg, som  r bestämt till Danmark eller till ort, varifrån han bekv mligen kan resa hem,  r han pliktig antaga tjansten, såframt hans hälsotillstånd medgiver det och han anställts i egenskap motsvarande den, vari han förut varit anställd, och på lika förmånliga villkor.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2540. — NOTEUDVEKSLING MELLEM DEN DANSKE OG SVENSKKE REGERING ANGAAENDE EN AFSLUTTET OVERENSKOMST OM SYGEPLEJE OG HJEMSENDELSE AF SØFOLK M. M. KÖBENHAVN, DEN 27 DE JANUAR 1930.

Swedish and Danish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 1st, 1930.

II.

DANSKE UTRIKESMINISTERN TILL SVENSKKE MINISTERN I KÖPENHAMN.

KÖBENHAVN, den 27. Januar 1930.

HR. MINISTER,

Under Henviſning til de ſtedfundne Forhandlinger har jeg den Ære at meddele, at den kgl. danske Regering, ſom med den kgl. ſvenske Regering er enig i Ønſkeligheden af, at der afsluttes en Overenskomſt mellem Danmark og Sverige om Sygepleje og Hjemſendelse af Søfolk m. m. er villig til, under Forudsætning af at der tilſtaas danske Søfolk, forhyrede med ſvenske Skibe, Behandling i Overensſtemmeſe med de i Hr. Miniſterens ſamtidig hermed afgivne Note anførte Regler at bringe nedenſtaaende Beſtemmelſer vedrørende ſvenske Søfolk, forhyrede med danske Skibe, i Anvendelſe :

Artikel 1.

Udgifterne ved en paa dansk Skib forhyret ſyg ſvensk Sømands Pleje bæres at Rederen, ſaa længe Tjenſteforholdet beſtaar.

Er en ſaadan Sømand ſyg ved Tjenſteforholdets Ophør, har han Ret til Pleje for Rederens Regning i indtil ſeks Uger, hvis han plejes i Danmark eller Sverige og ellers i tolv Uger. Tiden regnes fra Afmønstringen eller, hvis Afmønstring ikke foretages, fra den Dag Skibet afgaar. Bliver en ſvensk Sømand fra et dansk Skib under diſſe Omſtændigheder efterladt i andet Land end Danmark eller Sverige, har han, forſaavidt han er paamønſtret i Europa, i hvilken Hendeende Fart paa de ikke europæiſke Kyſter af Middelhavet, Sortehavet og det aſoſvske Hav regnes lige med europæiſk Fart, Krav paa fri Rejſe med Underhold til nærmeste Havn i Sverige. Er Sømanden paamønſtret udenfor nævnte Fartsomraade, har han ſamme Adgang til Hjemſendelſe paa Rederens Bekoſtning, hvis han er Dæks- eller Maskinofficer, eller hvis han har været i Rederens Tjenſte i de ſidſte ſeks Maaneder før Afmønstringen eller, hvis Afmønstring ikke foretages, før den Dag Skibet afgaar. Det ſamme gælder, hvis der ved hans Anſættelſe i Rederens Tjenſte ikke var hengaaet mere end 2 Aar ſiden han ſidſte Gang paamønſtredes i europæiſk Fart. Kan der ſkaffes ham Hyre paa et Skib, ſom er beſtemt til Sverige eller til en Havn, hvorfra det falder bekvemt at ſende ham dertil, og hans Helbredſtiland ikke er til Hinder derfor, er han pligtig at overtage Stillingen, hvis den ikke er af lavere Grad eller daarligere lønnet end den, han havde.

Det i det foregaaende Stykke anførte finder tilſvarende Anvendelſe paa en ſvensk Sømand, der lider af Tuberkuloſe i ſmitsom Form, og ſom i den Anledning maa forlade Tjenſten, enten af Hensyn til ham ſelv eller de ombordværende.

Vad nu är sagt äger ej tillämpning, då sjömannen genom grovt vållande ådragit sig sjukdomen eller skadan, eller då han vid tjänstens antagande förteगत den ; i sådant fall är sjömannen pliktig att själv bekosta sjukvården och är icke berättigad till fri hemresa. Redarens utlägg för kostnad, som nu sagts, må avdragas å sjömannens hyra.

Då en å svenskt fartyg anställd dansk sjöman, som är behäftad med könssjukdom i smittosamt skede, kvarlämnas i hamn utom Danmark, skall kostnaden för sjukhusvård, läkarbehandling och läkemedel för tiden efter det hans anställning upphört bestridas av svenska statsmedel.

Artikel 2.

Upphör till följd av svenskt fartygs förolyckande dansk sjömans anställning i annat land än i Sverige eller Danmark, äger han rätt att erhålla fri resa till närmaste danska hamn med underhåll under resan. Kostnaden för sjömans hemresa med underhåll skall bestridas av svenska statsmedel. Utöver den rätt till hyra och underhåll under de förhållanden, som omförmålas i den svenska sjömanslagens § 41 första stycke in fine, äger sjömannen rätt till hyra under hemresan dock högst för en tid av två månader, därest han är styrman eller maskinist och eljest för en tid av en månad. Sjömannen är dock pliktig att antaga tjänst å annat fartyg, enligt vad som sägs i artikel 1, andra stycket.

Artikel 3.

För förlust av effekter vid svenskt fartygs förolyckande är dansk sjöman berättigad att av redaren erhålla ersättning enligt samma grunder som gälla för svenska sjömän.

Artikel 4.

Beträffande de å fartyg anställda personer, som äro antagna av redaren eller befälhavaren, men icke tillhöra den egentliga besättningen, skall vad i föregående artiklar sagts om sjömän äga motsvarande tillämpning.

Kungl. Svenska Regeringen förklarar, i likhet med Kungl. Danska Regeringen, att denna note tillsammans med den av Eders Excellens samtidigt härmed avgivna note utgör en mellan de två regeringarna avslutad överenskommelse, som skall träda ikraft den 1 april 1930 och förbliva gällande intill utgången av sex månader från den dag, då uppsägning från någondera sidan må komma att ske.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min mest utmärkta högaktning.

(Undert.) O. EWERLÖF.

Hans Excellens
Herr Utrikesminister Dr. Munch,
etc., etc., etc.

Bestemmelserne i de foregaaende Stykker gælder ikke, hvis Sygdommen eller Skaden er paadraget ved egen Skyld eller fortiet ved Forhyringen. I saa Tilfælde maa Sømanden selv betale Udgifterne ved Sygeplejen baade før og efter Tjenesteforholdets Ophør og har heller ikke Krav paa fri Hjemrejse, hvorhos Hederens Udlæg for Sømanden kan afkortes i Hyren.

Lider en med dansk Skib forhyret svensk Sømand af Kønssygdom i smitsomt Stadium, og maa han i den Anledning fratræde Tjenesten i en Havn udenfor Sverige, udreder den danske Statskasse, uanset de foregaaende Bestemmelser, de nødvendige Udgifter ved Sømandens Pleje.

Artikel 2.

Ophører som Følge af et dansk Skibs Forlis en med dette forhyret svensk Sømands Tjeneste i andet Land end i Danmark eller Sverige, har han Krav paa fri Rejse med Underhold til nærmeste Havn i Sverige paa den danske Statskasses Regning. Sømanden har endvidere Krav paa udover den Hyre, som tilkommer ham efter den danske Sømandslovs § 41, 1. Stk., at erholde Hyre under Hjemrejsen, dog længst for 2 Maaneder hvis han er Styrmand eller Maskinmester, og for 1 Maaned, hvis han tilhører det underordnede Mandskab. Sømanden er pligtig at tage Tjeneste paa et andet Skib efter ovenstaaende Regler i Artikel 1 og for den Tid, han har saadan Tjeneste, kan han ikke kræve Hyre af det forliste Skibs Reder.

Artikel 3.

For Tab af ombordværende Ejendele foranlediget ved et dansk Skibs Forlis er Rederen pligtig at yde Erstatning i Overensstemmelse med de derom for danske Søfolk givne Regler.

Artikel 4.

Paa Personer, som er ansat paa dansk Skib af Rederen eller Skibsføreren men ikke hører til det egentlige Skibsmandskab, faar det i de foregaaende Artikler anførte tilsvarende Anvendelse.

Den danske Regering er med den svenske Regering enig i, at denne Note, tilligemed den af Hr. Ministeren samtidig hermed afgivne Note udgør den mellem de to Regeringer trufne Overenskomst, der træder i Kraft den 1 April 1930 og forbliver gældende indtil Udløbet af 6 Maaneder fra den Dag at regne, da den opsiges fra en af Siderne.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(*Sign.*) P. MUNCH.

Hr. O. A. H. Ewerlöf,
Kgl. svensk Gesandt,
København.

Certifié pour copie conforme :

Au Ministère royal des Affaires étrangères,
Stockholm, le 27 novembre 1930.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 3 février 1930.

Axel Nörsgaard,

*Chef du département politique et juridique
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2540. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'ASSISTANCE MÉDICALE ET LE RAPATRIEMENT DES MARINS. COPENHAGUE, LE 27 JANVIER 1930.

I.

LE MINISTRE DE SUÈDE A COPENHAGUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK.

COPENHAGUE, le 27 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement royal suédois, reconnaissant avec le Gouvernement royal danois qu'il est opportun de conclure un arrangement entre la Suède et le Danemark concernant l'assistance médicale et le rapatriement des marins, etc., est disposé à consentir à ce que les dispositions ci-dessous soit appliquées aux marins danois engagés à bord de navires suédois, à condition que les marins suédois engagés à bord de navires danois bénéficient du traitement stipulé dans la note de Votre Excellence en date de ce jour :

Article premier.

Les frais qu'entraîneront les soins médicaux donnés à tout marin danois engagé à bord d'un navire suédois seront à la charge de l'armateur, aussi longtemps que le marin occupera son emploi.

Tout marin malade ou infirme qui aura été congédié sans motif légitime à l'expiration de son emploi ou auparavant, aura droit, même après la cessation de son service, à des soins médicaux aux frais de l'armateur, mais seulement pendant six semaines au maximum, ou, s'il est soigné ailleurs qu'en Suède ou au Danemark, pendant douze semaines au maximum à partir de sa radiation du rôle ; si cette radiation n'a pas eu lieu, la période en question sera calculée à partir du départ du navire. Dans ce cas, tout marin danois ayant cessé son service dans un autre pays que la Suède ou le Danemark aura droit, en outre, au voyage gratuit et aux frais de subsistance jusqu'au port danois le plus proche ; toutefois, s'il n'est pas officier et s'il n'a pas non plus été au service de l'armateur pendant les six derniers mois qui ont précédé sa radiation du rôle ou, si celle-ci n'a pas eu lieu avant le départ du navire, il n'aura droit à l'avantage précité que s'il a été engagé dans un port européen ou dans un autre port de la Méditerranée, de la mer Noire ou de la mer d'Azov, ou bien si, lorsqu'il est entré au service de l'armateur, il ne s'était pas écoulé plus de deux ans depuis son dernier embarquement dans l'un des ports précités. S'il est possible de procurer au marin ayant ainsi droit au rapatriement gratuit un emploi à bord d'un navire à destination du Danemark ou d'un lieu d'où il pourra facilement s'y rendre, il sera tenu d'accepter cet emploi si son état de santé le permet et si l'emploi correspond à celui qu'il occupait antérieurement et comporte des conditions aussi avantageuses.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2540. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MEDICAL TREATMENT AND REPATRIATION OF SEAMEN. COPENHAGEN, JANUARY 27, 1930.

I.

THE SWEDISH MINISTER IN COPENHAGEN TO THE DANISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *January 27, 1930.*

SIR,

With reference to the negotiations which have taken place, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Swedish Government, agreeing with the Royal Danish Government as to the desirability of concluding an agreement between Sweden and Denmark for the medical treatment and repatriation of seamen, etc., is prepared to allow the following regulations to be applied to Danish seamen engaged on Swedish vessels, provided that Swedish seamen engaged on Danish vessels are treated in accordance with the provisions contained in the note which Your Excellency has simultaneously presented.

Article I.

The cost of medical treatment given to a Danish seaman on a Swedish vessel shall be defrayed by the owner so long as the seaman remains in his employment.

If a sick or injured seaman is removed from his employment on the conclusion of his contract, or has been previously discharged, without lawful reason, he shall nevertheless be entitled to medical treatment at the owner's expense for a period not exceeding six weeks after the conclusion of his employment, or, if the treatment takes place outside Sweden or Denmark, for twelve weeks after he is paid off; if he has not been paid off, the time shall be calculated from the date when the vessel proceeded on its voyage. In this case a Danish seaman who has left the service outside Sweden or Denmark shall also be entitled to a free passage with subsistence to the nearest Danish port; if, however, the seaman has not the rank of an officer and has not been in the owner's service for six months before being paid off or, if he has not been paid off before the date when the vessel proceeded on its voyage, he shall only be entitled to the privilege in question if he shipped in a European port or in another port in the Mediterranean, the Black Sea or the Sea of Azov, or if he had shipped in one of the ports mentioned not more than two years before entering the service of the owner. If a seaman who is thus entitled to a free passage home can be given work aboard a vessel bound for Denmark or any other place from which he can easily return home, he shall be obliged to accept this work provided his health permits and he is engaged in a capacity corresponding to that in which he has previously been engaged and on equally advantageous terms.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les dispositions des alinéas précédents ne seront pas applicables si la maladie ou l'infirmité dont souffre le marin est due à sa propre faute ou s'il l'a dissimulée en acceptant son emploi; en ce cas le marin devra subvenir lui-même aux frais médicaux et n'aura pas droit au rapatriement gratuit. Les dépenses effectuées par l'armateur à ce titre pourront être déduites de la paie du marin.

Lorsqu'un marin danois engagé à bord d'un navire suédois et atteint d'une maladie vénérienne au stade contagieux aura été débarqué dans un port en dehors du Danemark, l'Etat suédois subviendra aux frais d'hospitalisation, de traitement médical et de médicaments à partir du moment où ce marin aura cessé son service.

Article 2.

Si, par suite du naufrage d'un navire suédois, un marin danois se trouve privé d'emploi dans un autre pays que la Suède ou le Danemark, il aura droit au voyage gratuit ainsi qu'aux frais de subsistance jusqu'au port danois le plus proche. Les frais de rapatriement et de subsistance du marin seront à la charge de l'Etat suédois. En sus du droit à la paie et aux frais de subsistance dans les conditions prévues par la loi suédoise sur les marins, (paragraphe 41, fin du premier alinéa) le marin aura droit à la paie au cours de son voyage de rapatriement, mais seulement pendant deux mois au maximum, s'il est officier de pont ou officier mécanicien, et pendant un mois dans les autres cas. Toutefois, il sera tenu d'accepter un emploi sur un autre navire, conformément à la stipulation de l'article premier, deuxième alinéa.

Article 3.

En cas de naufrage d'un navire suédois, les marins danois auront le droit d'être indemnisés par l'armateur de la perte de leurs effets, conformément aux règles applicables en cette matière aux marins suédois.

Article 4.

Les dispositions des articles qui précèdent relatifs aux marins s'appliqueront par analogie aux personnes employées sur un navire au service de l'armateur ou du capitaine, mais n'appartenant pas à l'équipage proprement dit.

Le Gouvernement royal suédois est d'accord avec le Gouvernement royal danois pour considérer que la présente note et celle de Votre Excellence en date de ce jour constituent conjointement un arrangement entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1930 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) O. EWERLÖF.

Son Excellence Monsieur le D^r Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK AU MINISTRE DE SUÈDE A COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 27 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations antérieures, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement royal danois, d'accord avec le Gouvernement royal suédois, dans le désir de conclure un Arrangement entre le Danemark et la Suède relatif aux soins des marins en cas de maladie, à leur rapatriement,

¹ Traduction du Gouvernement danois.

The foregoing shall not apply if the sickness or injury was due to the seaman's own fault or if he concealed it when accepting the employment ; in such case he shall be obliged to pay the cost of medical treatment himself, and shall not be entitled to a free passage home. The owner's expenses under this head may be deducted from the seaman's wages.

If a Danish seaman engaged on a Swedish vessel and suffering from venereal disease in a contagious form is left behind in a port outside Denmark, the cost of hospital and medical treatment and medicaments for the period after the conclusion of his employment shall be borne out of Swedish State funds.

Article 2.

If a Danish seaman's employment ceases in any other country than Sweden or Denmark on account of the wreck of a Swedish vessel, he shall be entitled to a free passage to the nearest Danish port, with subsistence during the journey. The cost of the seaman's passage and subsistence shall be borne out of Swedish State funds. In addition to the right to wages and subsistence under the conditions mentioned in the Swedish Seamen's Law, paragraph 41, end of first paragraph, the seaman shall be entitled to his wages during the passage home, but for not more than two months if he is a mate or an engineer, and in other cases for one month. The seaman shall, however, be obliged to accept service aboard another vessel in accordance with the provisions of Article 1, paragraph two.

Article 3.

In the case of the wreck of a Swedish vessel, Danish seamen shall be entitled to receive compensation from the owner for the loss of their effects, in accordance with the rules applied to Swedish seamen.

Article 4.

The provisions of the foregoing Articles with regard to seamen shall apply *mutatis mutandis*⁸ to persons appointed to the ship by the owner or the master but not belonging to the actual crew.

The Royal Swedish Government agrees with the Royal Danish Government that this note together with that simultaneously presented by Your Excellency shall constitute an agreement concluded between the two Governments, which shall come into force on April 1, 1930, and shall remain in force for six months after its denunciation by either Party.

I have, etc.

His Excellency Dr. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

(Signed) O. EWERLÖF.

¹ TRANSLATION.

II.

THE DANISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT COPENHAGEN.

COPENHAGEN, *January 27, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to previous negotiations, I have the honour to inform you that the Royal Danish Government, agreeing with the Royal Swedish Government in the desirability of making an agreement between Denmark and Sweden concerning treatment, nursing and repatriation

¹ Translation of the Danish Government.

etc., est prêt à appliquer les dispositions ci-dessous concernant les marins suédois engagés à bord de navires danois, sous condition qu'il soit accordé aux marins danois, engagés à bord de navires suédois, un traitement conforme aux dispositions prévues par votre note en date d'aujourd'hui.

Article premier.

Les frais causés par les soins donnés à un marin suédois malade, engagé à bord d'un navire danois, sont à la charge de l'armateur, tant que dure l'engagement.

Si le marin est malade à l'expiration de l'engagement, il a droit aux soins pendant une période de six semaines au plus, aux frais de l'armateur, s'il est soigné au Danemark ou en Suède, et de douze semaines au plus, s'il est soigné ailleurs. Lesdites périodes sont comptées du jour du congédiement ou, s'il n'est pas formellement congédié, à partir du jour du départ du navire.

Si, dans ces circonstances, un marin suédois engagé à bord d'un navire danois, est laissé dans un pays autre que le Danemark et la Suède, il a droit, pourvu qu'il ait été engagé en Europe — le service sur les côtes non européennes de la Méditerranée, de la mer Noire et de la mer d'Asov étant, à cet égard, assimilé au service sur l'Europe — au retour gratuit, nourriture comprise, jusqu'au port en Suède le plus rapproché. Dans le cas où le marin a été engagé en-dehors des limites de navigation susmentionnées, il a le même droit au rapatriement aux frais de l'armateur, s'il est officier de pont ou officier mécanicien, ou s'il est au service de l'armateur depuis les six mois précédant le congédiement, et, s'il n'est pas formellement congédié, avant le jour du départ du navire. Les mêmes règles sont applicables si, lors de son engagement au service de l'armateur, il ne s'est pas écoulé plus de deux ans depuis son dernier engagement dans la navigation européenne. Dans le cas où l'on peut lui procurer un engagement à bord d'un navire à destination de la Suède ou d'un port d'où il peut facilement y être envoyé, et si son état de santé n'y met pas obstacle, le marin est tenu d'accepter un tel engagement s'il ne lui est pas attribué une situation inférieure à celle qu'il avait antérieurement, ou moins rétribuée.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent, d'une manière correspondante, à un marin suédois atteint de tuberculose sous une forme contagieuse, et qui, pour cette raison, est obligé de quitter le service, par égard soit pour lui-même, soit pour les autres personnes se trouvant à bord.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas si la maladie du marin lui peut être inculquée ou a été dissimulée lors de l'engagement. Dans ce cas, le marin est tenu de payer lui-même les frais causés par les soins reçus, tant avant qu'après l'expiration de l'engagement, et il n'a aucun droit au retour gratuit. Les dépenses effectuées à cet effet par l'armateur peuvent être déduites de son salaire.

Si un marin suédois, engagé à bord d'un navire danois, est atteint d'une maladie vénérienne dans un stade contagieux, et si, pour cette raison, il doit quitter le service dans un port en dehors de la Suède, les dépenses nécessitées par les soins sont sans préjudice des dispositions précédentes assumées par le Trésor danois.

Article 2.

Si le service d'un marin suédois à bord d'un navire danois prend fin par suite du naufrage du navire dans un pays autre que le Danemark ou la Suède, il a droit au retour gratuit, nourriture comprise, jusqu'au port suédois le plus rapproché, aux frais du Trésor danois. Il a droit, en outre, en dehors des salaires qui lui reviennent en vertu de l'article 41, 1^{er} alinéa, de la loi danoise sur les marins, à toucher un salaire pendant le retour, mais seulement dans la limite de deux mois, s'il est second ou maître machiniste, et d'un mois s'il fait partie de l'équipage inférieur. En vertu des règles prévues à l'article premier, le marin est tenu de se faire engager à bord d'un autre navire ; pour la période où il est ainsi engagé, il ne peut réclamer aucun salaire à l'armateur du navire naufragé.

of seamen, etc., will be ready to bring into operation the following provisions regarding Swedish seamen engaged on board Danish ships, provided that a treatment in accordance with the rules mentioned in your note addressed to me simultaneously with this present note is secured to Danish seamen engaged on board Swedish ships.

Article 1.

The expenses arising from the treatment and nursing of a sick Swedish seaman engaged on board a Danish ship shall be defrayed by the owner as long as the contract of service lasts.

If, at the expiration of the contract of service, such seaman is sick, he has the right to treatment and nursing at the owner's expense, such liability, however, being limited to six weeks, if the seaman is nursed in Denmark or Sweden, and otherwise to twelve weeks. The time is to be reckoned from the day of the seaman's discharge, and if discharge does not take place, from the day of the departure of the ship.

A Swedish seaman who, under the said circumstances, is left behind by a Danish ship in a country other than Denmark or Sweden, may, if he was engaged in Europe — in which respect trade on the non-European coasts of the Mediterranean, the Black Sea and the Sea of Asov shall be considered equal to European trade — claim free passage, including board, to the nearest port in Sweden. If the seaman was engaged out of the said trade territory, he shall have the same right to be sent back at the owner's expense, if he is a deck or engine officer, or if he has been in the owner's service during six months preceding either his discharge, or, if no discharge takes place, the day of the departure of the ship. The same rules shall apply, if, at the time of his engagement by the owner, not more than two years had passed after his latest engagement for European trade. If he can be employed on board a ship bound for Sweden or a port from which he can conveniently be sent to Sweden, and his state of health permits, he shall be bound to accept such position, if it is not of a lower grade or a lower pay than his former position.

The provisions of the foregoing sub-section of this Article shall correspondingly apply to a Swedish seaman who suffers from tuberculosis of a contagious nature and who, as a consequence thereof, must leave the service, either for his own sake or the sake of those on board.

The provisions of the foregoing sub-sections of this Article shall not apply in case the disease or the damage was due to the seaman's own fault or was concealed by him at the time of his engagement. In such case the seaman shall pay out of his own means the expenses of his treatment and nursing before as well as after the expiration of the contract of service, nor may he claim free passage home, and any advances made by the owner for the seaman may be deducted from the wages due to him.

If a Swedish seaman engaged on board a Danish ship is suffering from venereal disease in a contagious stage, in consequence of which he must leave his service in a port out of Sweden, the Danish Treasury will, irrespective of the foregoing provisions, defray all necessary expenses of the treatment and nursing of such seaman.

Article 2.

If, owing to the loss of a Danish ship, on board which a Swedish seaman was serving, the service of such seaman should cease in any country other than Denmark or Sweden, he may claim free passage home, including board, to the nearest port in Sweden at the expense of the Danish Treasury. Furthermore, beyond the wages due to him under Article 41, (1) of the Danish Seamen's Act, he may claim wages during the passage home for a period not exceeding two months, if he is a mate or an engineer, and one month, if he is a member of the subordinate crew. The seaman is obliged to serve on board another ship in accordance with the stipulations mentioned in Article 1, and, during such service he cannot claim wages from the owner of the lost ship.

Article 3.

L'armateur est tenu de payer, conformément aux règles en vigueur pour les marins danois, une indemnité pour la perte, par suite de naufrage, d'effets se trouvant à bord d'un navire danois.

Article 4.

Les dispositions prévues dans les articles précédents s'appliquent également aux personnes qui, sans appartenir à l'équipage, sont employés par l'armateur ou par le capitaine à bord d'un navire danois.

Le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement suédois pour considérer l'arrangement entre les deux pays comme conclu par la présente note ainsi que par votre note en date d'aujourd'hui ; il est exécutoire à partir du 1^{er} avril 1930 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

A Monsieur O. A. H. Ewerlöf,
Ministre de Suède
à Copenhague.

Article 3.

The owner shall pay compensation for effects lost owing to a Danish ship being wrecked, in accordance with the rules laid down for Danish seamen.

Article 4.

The foregoing Articles shall correspondingly apply to all persons not members of the crew proper but appointed by the owner or the master on board a Danish ship.

The Danish Government agrees with the Swedish Government that this present note together with the note that you have simultaneously addressed to me shall constitute the agreement concluded between the two Governments, which shall come into force on April 1, 1930, and shall remain in force until the expiration of six months from the day on which notice be given by one of the Parties.

I have the honour to remain, Monsieur le Ministre, etc., etc.

(Signed) P. MUNCH.

To Monsieur O. A. H. Ewerlöf,
Royal Swedish Minister
at Copenhagen.

N° 2541.

ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité concernant la réglementation
du statut de la frontière décrite
à l'article 83 du Traité de paix de
Versailles en date du 28 juin 1919,
signé à Berlin, le 3 février 1927,
et procès-verbal y annexé, signé à
Prague, le 28 mars 1924.

GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA

Treaty regulating the Frontier Rela-
tions on the Frontier described
in Article 83 of the Treaty of
Peace of Versailles of June 28,
1919, signed at Berlin, February
3, 1927, and Procès-Verbal
annexed thereto, signed at Prague,
March 28, 1924.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE.
CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2541. — SMLOUVÁ¹ MEZI NĚMECKOU ŘÍŠÍ A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O ÚPRAVĚ POHRANIČNÍCH POMĚRŮ NA ŠTÁTNÍ HRANICI, POPSANÉ V ČLÁNKU 83 VERSAILLESKÉ SMLOUVY ZE DNE 28. ČERVNA 1919. PODEPSANÁ V BERLÍNĚ DNE 3. ÚNORA 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2541. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE AN DER IM ARTIKEL 83 DES VERTRAGS VON VERSAILLES VOM 28. JUNI 1919 BESCHRIEBENEN STAATSGRENZE ZE. GEZEICHNET IN BERLIN AM 3. FEBRUAR 1927.

Textes officiels allemand, tchécoslovaque et français communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 décembre 1930.

German, Czechoslovak and French official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 2, 1930.

Po ukončení prací československo-německé rozhraničovací komise, zřízené na základě článku 83 odstavce 2 Versaillské smlouvy mezi mocnostmi spojenými a sdruženými a Německem

ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA s jedné strany a NĚMECKÁ ŘÍŠE se strany druhé ve snaze, upravití otázky, související s novým vedením hranice, dohodly se podle ustanovení článku VII závěrečného protokolu Příloha rozhraničovací komise ze dne 28. března 1924, připojeného v opisu k této smlouvě, uzavřítí až do sjednání zamýšlené všeobecné úmluvy pro celou československo-německou hranici prozatímní

Nachdem die tschechoslowakisch-deutsche Grenzfestsetzungskommission, die auf Grund des Artikel 83 Absatz 2 des Vertrages von Versailles zwischen den alliierten und assoziierten Mächten und Deutschland vom 28. Jun 1919 zusammengetreten war, ihre Arbeiten beendet hat, sind

DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK einerseits und das DEUTSCHE REICH andererseits in dem Bestreben, die auf die neue Grenzziehung bezüglichen Fragen zu regeln, übereingekommen entsprechend den Bestimmungen des Artikels VII des diesem Vertrag in Abschrift beigefügten Schlussprotokolls (Anlage 1) der Grenzfestsetzungskommission vom 28. März 1924 bis zu dem in Aussicht genommenen Abschluss eines

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 8 octobre 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, October 8, 1930.

smlouvu o úpravě pohraničních poměrů na hranici, popsané v článku 83 Versailleské smlouvy ze dne 28. června 1919.

Proto plnomocníci obou stran, totiž

ZA ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKU
československý komisař pro věci hraniční
pan Ing. Václav ROUBÍK,

ZA NĚMECKOU ŘÍŠI
vyslanec pan Dr. Paul ECKARDT,

předloživše své plné moci, které byly shledány v dobré a náležitě formě, sjednotili se na těchto ustanoveních :

ODDÍL I.

URČENÍ A DOKUMENTOVÁNÍ STÁTNÍ HRANICE.

Článek 1.

Státní hranice mezi Československou Republikou a Německou Říší, popsaná v článku 83 Versailleské smlouvy ze dne 28. června 1919, byla rozhraničovací komisí v letech 1920 a 1923 na místě určena, vymezníkována a zaměřena. Výsledky určení a zaměření obsaženy jsou ve třech souhlasných dokumentárních dílech, jež byly doručeny po jednom vyhotovení konferenci velvyslanců a vládám obou stran.

Článek 2.

1. Pokud tato dokumentární díla (článek 1) neurčují průběhu hraniční čáry ve všech podrobnostech, budou směrodatnými výsledky měření, které bude ještě vyznačiti ve zvláštních polních náčrtcích, přezkoumati a uznati.

2. Tyto polní náčrtky budou uloženy se strany československé v archivu ministerstva veřejných prací v Praze, se strany německé

allgemeinen Vertrags für die gesamte tschechoslowakisch-deutsche Grenze einen vorläufigen Vertrag zur Regelung der Grenzverhältnisse an der im Artikel 83 des Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebenen Staatsgrenze zu schliessen.

Demzufolge haben sich die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich

FÜR DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK :
der Kommissär für Grenzangelegenheiten
Herr Ing. Václav ROUBÍK,

FÜR DAS DEUTSCHE REICH :
der Gesandte Herr Dr. Paul ECKARDT,

nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die folgenden Bestimmungen geeinigt :

ABSCHNITT I.

FESTSETZUNG UND BEURKUNDUNG DER STAATSGRENZE.

Artikel 1.

Die im Artikel 83 des Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebene Staatsgrenze zwischen der Tschechoslowakischen Republik und dem Deutschen Reich ist in den Jahren 1920 und 1923 durch die Grenzfestsetzungskommission an Ort und Stelle festgesetzt, vermarktet und aufgemessen worden. Das Ergebnis der Feststellungen und Aufmessungen ist in drei übereinstimmenden Urkundenwerken niedergelegt, von denen je eine Ausfertigung der Botschafterkonferenz und den beiderseitigen Regierungen zugegangen ist.

Artikel 2.

1. Soweit nicht die Urkundenwerke (Artikel 1) den Verlauf der Grenzlinie in allen Einzelheiten festlegen, sollen die Vermessungsergebnisse massgebend sein, die in besonderen Feldrissen noch nachzuweisen, zu prüfen und anzuerkennen sein werden.

2. Diese Feldrisse werden von tschechoslowakischer Seite im Archive des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, von deutscher Seite

u oddělení pro státní hranici říšského ministerstva vnitra.

bei der Landesgrenzstelle des Reichsministeriums des Innern niedergelegt werden.

Článek 3.

Artikel 3.

1. Nesouhlasí-li mezi sebou popisy hranice, mapy dokumentárních děl a polní náčrtky, jsou rozhodujícími polní náčrtky.

1. Wenn die Grenzbeschreibungen, die Karten der Urkundenwerke und die Feldrisse nicht übereinstimmen, geben die Feldrisse den Ausschlag.

2. Nesouhlasí-li polní náčrtky s mírami vyšetřenými na místě, aniž hraniční znaky byly snad se svého místa posunuty, jsou směrodatnými výsledky místního šetření.

2. Wenn die Feldrisse mit den örtlich ermittelten Massen nicht übereinstimmen, ohne dass etwa die Grenzzeichen von der Stelle gerückt worden sind, so sind die örtlichen Ergebnisse massgebend.

Článek 4.

Artikel 4.

Hraniční čára na povrchu zemském ohraničuje též výsostní oblast pod zemí i nad zemí.

Die Grenzlinie auf der Erdoberfläche grenzt auch das Hoheitsgebiet unter und über der Erde ab.

ODDÍL II.

ABSCHNITT II.

SILNICE A CESTY NA HRANICI.

STRASSEN UND WEGE AN DER GRENZE.

Článek 5.

Artikel 5.

1. Oba státy budou pečovatí o to, aby veřejné silnice a cesty, otevřené té které doby jako přechody s celní a pasovou kontrolou (celní cesty), nebo jako přechody pro malý pohraniční styk byly těmi, kdož jsou k tomu podle zákona nebo jinak povinni, i s objekty k nim patřícími udržovány tak, jak to odpovídá potřebám dopravy.

1. Die beiden Staaten werden dafür Sorge tragen, dass die jeweils als Übergänge mit Zoll- und Passkontrolle (Zollstrassen) oder als Übergänge für den kleinen Grenzverkehr zugelassenen öffentlichen Strassen und Wege mit den zugehörigen Anlagen von den dazu gesetzlich oder sonst Verpflichteten so unterhalten werden, wie es den Verkehrsbedürfnissen entspricht.

2. Dohodě příslušných úřadů obou stran zůstává vyhrazeno, jak budou jednotně udržovány objekty (mosty, propustky atd.), jež přísluší k silnicím a cestám, uvedeným v odstavci 1 a jsou hranicí profaty, jakož i o tom, jak budou přiměřeně rozděleny výlohy tím vzniklé.

2. Die einheitliche Durchführung der Unterhaltung von Anlagen (Brücken, Durchlässen usw.), die zu den im Absatz 1 angeführten Strassen und Wegen gehören und durch die Grenze durchschnitten werden, sowie die angemessene Verteilung der Kosten bleibt einer Verständigung der zuständigen Behörden der beiden Teile vorbehalten.

Článek 6.

Artikel 6.

1. Veřejné silnice a cesty, jichž střední čára tvoří státní hranici (hraniční silnice, hraniční cesty), budou i s objekty k nim patřícími společně udržovány těmi, kdož jsou k

1. Öffentliche Strassen und Wege, deren Mittellinie die Staatsgrenze bildet (Grenzstrassen, Grenzwege), werden mit den zugehörigen Anlagen von den dazu gesetzlich oder

tomu podle zákona nebo jinak povinni. Příslušné úřady obou stran dohodnou se ještě o tom, jak se bude udržování jednotně prováděti a náklad přiměřeně rozvrhovati, jakož i o tom, jak se upraví doprava.

2. Silnice a cesty, v odstavci 1 označené, jež nebude již třeba udržovati pro žádnou z obou stran, zruší se ve vzájemné dohodě; hraniční označení bude náležitě pozměněno.

Článek 7.

1. K používání hraničních silnic a hraničních cest v jejich celé šíři není třeba průkazů, jichž jest jinak potřeba k překročení hranice.

2. Při používání hraničních silnic a hraničních cest v jejich celé šíři smějí úředníci a zaměstnanci, kteří podle svého řádného služebního určení obstarávají veřejnou službu bezpečnostní, strážní službu na hranici, službu celní, poštovní nebo telegrafní, nositi služební oděv, případně i s poboční zbraní, při výkonu své služby pak případně též stříelné zbraně. Nesmějí však při tom bez zvláštní dohody mezi smluvními stranami prováděti mimo území svého státu úřední výkony.

Článek 8.

Oddíly branné moci nebo vojensky ozbrojené osoby obou států, které podle svého řádného služebního určení nemají obstarávati na hranici veřejnou službu bezpečnostní, pohraniční službu strážní nebo službu celní, nesmějí používat hraničních silnic ani hraničních cest.

Článek 9.

Zboží, které jest dopravováno po hraničních silnicích nebo hraničních cestách různými místy téhož státu, jest při použití dílu silnice nebo cesty, ležícího mimo tento stát, posuzováno tak, jako kdyby bylo zůstalo uvnitř tohoto státu.

sonst Verpflichteten gemeinschaftlich unterhalten. Die zuständigen Behörden beider Teile werden sich noch verständigen, wie die Unterhaltung einheitlich durchgeführt und der Kostenaufwand angemessen verteilt sowie der Verkehr geregelt wird.

2. Diejenigen im Absatz 1 bezeichneten Strassen und Wege, die zu erhalten beiderseits kein Bedürfnis mehr besteht, werden im gegenseitigen Einvernehmen eingezogen; die Grenzvermarkung wird entsprechend geändert.

Artikel 7.

1. Zur Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege in ihrer ganzen Breite bedarf es nicht der sonst zur Überschreitung der Grenze erforderlichen Ausweise.

2. Bei Benützung der Grenzstrassen und Grenzwege in ihrer ganzen Breite dürfen Beamte und Bedienstete, die nach ihrer ordnungsmässigen Dienstbestimmung den öffentlichen Sicherheits-, Grenzüberwachungs-, Zoll-, Post- oder Telegraphendienst versehen, Dienstkleidung, gegebenenfalls mit Einschluss des Seitengewehrs, bei Ausübung ihres Dienstes gegebenenfalls auch Schusswaffen tragen. Sie dürfen jedoch dabei Amtshandlungen ausserhalb des Gebietes ihres Staates ohne eine besondere Verständigung zwischen den vertragschliessenden Teilen nicht vornehmen.

Artikel 8.

Abteilungen der Wehrmacht oder militärisch bewaffnete Personen beider Staaten, die nach ihrer ordnungsmässigen Dienstbestimmung nicht den öffentlichen Sicherheits-, Grenzüberwachungs- oder Zolldienst an der Grenze zu versehen haben, dürfen die Grenzstrassen und Grenzwege nicht benützen.

Artikel 9.

Waren, die auf Grenzstrassen und Grenzwegen zwischen verschiedenen Orten desselben Staates befördert werden, sind bei Benützung des ausserhalb dieses Staates gelegenen Strassen- oder Wegeteils so anzusehen, als ob sie innerhalb des Staates verblieben wären.

Článek 10.

Nové silnice a cesty přes hranici, jakož i nové mosty přes hraniční toky smějí býti zřizovány jen tehdy, souhlasí-li s tím úřady určené vládami obou států.

Artikel 10.

Neue Strassen und Wege über die Grenze sowie neue Brücken über Grenzwasserläufe dürfen nur angelegt werden, wenn die von den Regierungen beider Staaten bestimmten Behörden einverstanden sind.

Článek 11.

Úřady obou států, pověřené udržováním a zřizováním silnic, cest a mostů na hranici, mohou v těchto věcech spolu jednati bezprostředně.

Artikel 11.

Die mit der Unterhaltung und Herstellung von Strassen, Wegen und Brücken an der Grenze beauftragten Behörden beider Staaten können in diesen Angelegenheiten unmittelbar miteinander verkehren.

ODDÍL III.

VODY NA HRANICI.

DÍL I.

HRANIČNÍ TOKY.

Článek 12.

1. Podle článku VI závěrečného protokolu československo-německé rozhraničovací komise ze dne 28. března 1924 tvoří při vodních tocích, které vyznačují hranici (hraniční toky), střední čára vodního toku státní hranici.

2. Státní hranice, určená v odstavci 1, sleduje povlnné, přirozené změny vodního toku. Při jinakých změnách zůstává až na další státní hranice tam, kde byla střední čára vodního toku před jeho změnou.

Článek 13.

Vlastnictví na hraničních tocích, jakož i jiná práva a provinnosti na nich řídí se, pokud není v této smlouvě něco jiného ustanoveno, podle zákonů toho státu, v jehož výsostní oblasti leží dotčený díl vodního toku.

ABSCHNITT III.

GEWÄSSER AN DER GRENZE.

TEIL I.

GRENZWASSERLÄUFE.

Artikel 12.

1. Gemäss Artikel VI des Schlussprotokolls der tschechoslowakisch-deutschen Grenzfestsetzungskommission vom 28. März 1924 bildet bei Wasserläufen, welche die Grenze bezeichnen (Grenzwasserläufe), die Mittellinie des Wasserlaufs die Staatsgrenze.

2. Die im Absatz 1 bestimmte Staatsgrenze folgt den allmählichen natürlichen Veränderungen des Wasserlaufs. Bei sonstigen Veränderungen bleibt bis auf weiteres die vor der Änderung vorhanden gewesene Mittellinie des Wasserlaufs die Staatsgrenze.

Artikel 13.

Eigentum an Grenzwasserläufen sowie sonstige Rechte und Pflichten an ihnen richten sich, soweit in diesem Verträge nicht etwas anderes bestimmt ist, nach den Gesetzen des Staates, in dessen Hoheitsgebiet der betreffende Teil des Wasserlaufs gelegen ist.

DÍL 2.

TEIL 2.

DOSAVADNÍ VODNÍ PRÁVA A VODNÍ DÍLA.

BESTEHENDE WASSERRECHTE UND
WASSERANLAGEN.

Článek 14.

Artikel 14.

Dosavadní vodní práva na hraničních tocích a na tocích hranicí přetáých — na těchto, pokud vodní práva jsou hranicí dotčena — jakož i vodní práva na hranici vůbec uznávají se oběma státy nadále za pravoplatná. Totéž platí o obecném užívání hraničních toků.

Die bestehenden Wasserrechte an den Grenz-wasserläufen und an den von der Staatsgrenze durchschnittenen Wasserläufen — an diesen, soweit die Wasserrechte durch die Grenze betroffen werden —, sowie Wasserrechte an der Grenze überhaupt werden von beiden Staaten als auch weiterhin zu Recht bestehend anerkannt. Dasselbe gilt für den Gemeingebrauch an Grenzwasserläufen.

Článek 15.

Artikel 15.

Vodní práva, zapsaná již ve vodní knize nebo v pozemkové knize v době, kdy úmluva tato nabyla platnosti (článek 14), buď tež do 6 měsíců od nabytí platnosti této smlouvy, zápisy později provedené do 3 měsíců po zápise příslušnými úřady jednoho státu sděleny příslušným úřadům státu druhého.

Die zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrags bereits in das Wasserbuch oder das Grundbuch eingetragenen Wasserrechte (Artikel 14) sind binnen 6 Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags, die später erfolgenden Eintragungen binnen 3 Monaten nach ihrer Eintragung von den zuständigen Behörden des einen Staates denen des andern Staates mitzuteilen.

Článek 16.

Artikel 16.

Dosavadní soukromoprávní ujednání o užívání vody mezi vlastníky vodních děl a jinými zájemníky zůstávají nadále v platnosti i tenkrát, jestliže změnou hranice byla některá ze zúčastněných osob podrobena územní svrchovanosti druhého státu.

Die bisherigen privatrechtlichen Vereinbarungen zwischen Eigentümern von Wasseranlagen und anderen Beteiligten über die Wasserbenutzung bleiben weiterhin auch dann aufrecht erhalten, wenn infolge der Grenzänderung eine der beteiligten Personen der Gebietshoheit des andern Staates unterstellt wurde.

Článek 17.

Artikel 17.

Povinnosti k udržování, služebnosti a jiné závazky, které souvisejí s vodními právy druhu v článku 14 vyznačeného, zůstávají i nadále v platnosti bez ohledu na to, nalézá-li se dílo, na něž se vodní právo nebo povinnost vztahuje, na území jednoho nebo druhého státu aneb jsou-li osoby zavazané neb oprávněné podrobeny územní svrchovanosti jednoho nebo druhého státu.

Unterhaltungsverpflichtungen, Dienstbarkeiten und sonstige Verbindlichkeiten, die mit Wasserrechten der im Artikel 14 bezeichneten Art zusammenhängen, bleiben auch fernerhin ohne Rücksicht darauf aufrecht erhalten, ob sich die Anlage, auf die sich das Wasserrecht oder die Pflicht bezieht, auf dem Gebiete des einen oder des andern Staates befindet oder ob die verpflichteten oder berechtigten Personen der Gebietshoheit des einen oder des anderen Staates unterstellt sind.

Článek 18.

Osobám, pověřeným vyměřováním, prováděním, udržováním neb obsluhou vodních staveb na hranici (stavby umělé, regulační, meliorační atd.), držitelům děl na tocích zmíněných ve článku 14 a osobám jednajícím z jejich rozkazu, jakož i osobám zavázaným podle článku 17 a těm, již jednají z jejich rozkazu, jest po bližším dorozumění se příslušných úřadů obou stran poskytovat všechny přípustné úlevy při překročování hranice ku provedení prací, k výkonu jejich práv nebo ke splnění jejich povinností.

Článek 19.

Oba státy budou každý na svém území pečovat o to, aby díla na vodních tocích uvedených v článku 14 byla řádně udržována, a provozováno, jakož i aby nebyla rušena ve svém provozu.

Článek 20.

1. Majitelé dolních pozemků na území jednoho státu jsou povinni přijímatí povrchové vody tekoucí přirozeně mimo vodní tok z území druhého státu, jakož i v dosavadním objemu vodu drenážní.

2. Vodu, která se přivede budoucími melioracemi, musí majitelé dolních pozemků přijmouti podle společné úpravy, provedené úřady obou smluvních stran, případně za náhradu.

DÍL 3.

NOVÁ VODNÍ PRÁVA A VODNÍ DÍLA.

Článek 21.

Mohla-li by nějakým dílem býti způsobena značnější nebo trvalá změna odtokových poměrů na hraničním toku nebo na vodě hranicí přetáté, bude každý z obou států bráti zřetel na oprávněné nároky zájemníků druhého státu.

Artikel 18.

Denjenigen Personen, die mit der Vermessung, Durchführung, Unterhaltung oder Bedienung von Wasserbauten an der Grenze (Kunst-, Regulierungs-, Meliorationsbauten u. dgl.) betraut sind, den Besitzern der Anlagen an den im Artikel 14 bezeichneten Wasserläufen und ihren Beauftragten sowie den nach Artikel 17 Verpflichteten und ihren Beauftragten sind nach näherer Verständigung der beiderseitigen zuständigen Behörden beim Überschreiten der Grenze zwecks Durchführung ihrer Arbeiten, Ausübung ihrer Rechte oder Erfüllung ihrer Pflichten alle zulässigen Erleichterungen zu gewähren.

Artikel 19.

Die beiden Staaten werden jeder auf seinem Gebiete dafür sorgen, dass die Anlagen an den im Artikel 14 bezeichneten Gewässern ordnungsgemäss unterhalten und betrieben sowie in ihrem Betriebe nicht gestört werden.

Artikel 20.

1. Die Unterlieger im Gebiete des einen Staates sind zur Aufnahme des aus dem Gebiete des andern Staates oberirdisch ausserhalb eines Wasserlaufs natürlich abfliessenden Wassers sowie des Dränagewassers im gegenwärtigen Umfang verpflichtet.

2. Das durch künftige Bodenverbesserungen zugeleitete Wasser haben die Unterlieger nach einer von den beiderseitigen Behörden vorgenommenen gemeinsamen Regelung, gegebenenfalls gegen Entschädigung, aufzunehmen.

TEIL 3.

NEUE WASSERRECHTE UND WASSER-ANLAGEN.

Artikel 21.

Wenn durch eine Anlage eine bedeutendere oder dauernde Änderung der Abflussverhältnisse eines Grenzwasserlaufs oder eines von der Grenze durchschnittenen Gewässers verursacht werden könnte, wird jeder der beiden Staaten auf die gerechtfertigten Ansprüche der Interessenten des andern Staates Rücksicht nehmen.

Článek 22.

1. Oba státy budou usnadňovati takové stavby, jichž účelem jest zajistiti hraniční toky a jich zaplavované území proti škodám způsobeným velkými vodami, opatřiti dostatečný odpad, odvodniti a zavodniti pozemky a konečně využití vodní síly hraničních toků. Při úpravách jest hlavně dbáti toho, aby nenastalo přesušení pozemků ležících na jedné neb na druhé straně a aby bylo umožněno jich odvodňování.

2. Při rozhodování o povolení nových vodních práv jest dbáti toho, aby nebylo zadáváno i to množství vody, jehož jest třeba pro zavodňování přilehlých pozemků.

DÍL 4.

ÚŘADY A ŘÍZENÍ.

Článek 23.

1. Ve vodních věcech rozhoduje zásadně každý ze smluvních států pro svou výsostní oblast.

2. Vztahují-li se správní opatření na hraniční toky a na taková práva na tocích hranicí přefatých, která jsou hranicí dotčena, jakož i na vodní práva na hranici vůbec, jest je zásadně činiti pouze v dohodě příslušných úřadů obou států. Při nebezpečí v prodlení může na hraničních tocích býti započato s jednostrannými opatřeními k ochraně břehů ještě před dosažením dohody; o tom budiž však zároveň zpraven příslušný úřad druhého státu k vůli dodatečnému docílení dohody.

3. Při nových vodních dílech na tocích hraničních, jež mají býti zřízena pouze na území jednoho ze smluvních států, jest pro schválení nového díla a udělení nového vodního

Artikel 22.

1. Die beiden Staaten werden solche Bauten fördern, welche die Sicherung der Grenzwasserläufe und ihres Überschwemmungsgebietes gegen Hochwasserschäden, die Schaffung ausreichender Vorflut, die Entwässerung und Bewässerung der Grundstücke und endlich die Ausnützung der Wasserkraft der Grenzwasserläufe zum Zweck haben. Insbesondere ist bei Regulierungen darauf zu achten, dass eine übermäßige Trockenlegung der an der einen oder andern Seite gelegenen Grundstücke vermieden und dass deren Bewässerung ermöglicht werde.

2. Bei Entscheidungen über die Bewilligung neuer Wasserrechte ist darauf zu achten, dass nicht auch jene Wassermenge vergeben werde, die für die Bewässerung der anliegenden Grundstücke erforderlich ist.

TEIL 4.

BEHÖRDEN UND VERFAHREN.

Artikel 23.

1. Die Entscheidungen in Wasserangelegenheiten werden von jedem der vertragschliessenden Staaten grundsätzlich für sein Hoheitsgebiet getroffen.

2. Verwaltungsmassnahmen sind grundsätzlich nur im Einverständnis der zuständigen Behörden beider Staaten zu ergreifen, soweit sie sich auf Grenzwasserläufe und auf solche Rechte an den von der Grenze durchschnittenen Wasserläufen, die durch die Grenze betroffen werden, sowie auf Wasserrechte an der Grenze überhaupt beziehen. Bei Gefahr im Verzuge können an Grenzwasserläufen einseitige Uferschutzmassnahmen noch vor der Erzielung des Einverständnisses in Angriff genommen werden; gleichzeitig ist jedoch behufs nachträglicher Herstellung des Einverständnisses die zuständige Behörde des andern Staates hiervon in Kenntnis zu setzen.

3. Bei neuen Wasseranlagen an Grenzwasserläufen, die ganz auf dem Gebiete des einen der vertragsschliessenden Staaten errichtet werden sollen, ist das Einverständnis der

práva třeba souhlasu příslušného úřadu státu druhého.

4. Při nových vodních dílech na hraničních tocích a jiných hranicích přefatých vodách, jež mají býti zřízena na území obou smluvních států, neb při vodních dílech na území jednoho státu, jež způsobují vzduť na území státu druhého, rozhodne každý z příslušných úřadů o té části vodního díla neb o vzduť, jež leží na území jeho státu. Při tom budiž podle možnosti hleděno k tomu, aby řízení byla provedena současně aneb aspoň souvisle, a oba úřady necht se dohodnou, aby bylo zabráněno rozporům v obsahu obou povolovacích nálezů.

5. Při nových vodních dílech, jež mají býti zřízena na území jednoho z obou států, jimiž by však mohla býti nepříznivě dotčena práva nebo zájmy na území státu druhého, vejde vodopolicijní úřad prvního státu ve styk s vodopolicijním úřadem státu druhého za tím účelem, aby bylo docíleno vyrovnání práv a zájmů obou stran.

6. Ustanovení odstavců 1 až 5 platí pro veškeré záležitosti nerozhodnuté v době, kdy tato smlouva nabude platnosti.

Článek 24.

Veškerá vodní práva, jež budou spočívatí na dohodě příslušných úřadů obou států anebo na rozhodnutí rozhodčího soudu, uvedeného v článku 35, zapíší se do vodních knih obou států.

Článek 25.

Úřady obou států, které budou působiti při provádění oddílu III této smlouvy, mohou spolu bezprostředně jednati.

zuständigen Behörde des andern Staates für die Genehmigung der neuen Anlage und für die Verleihung des neuen Wasserrechts erforderlich.

4. Bei neuen Wasseranlagen an Grenzwas-serläufen und sonstigen von der Grenze durch-schnittenen Gewässern, die auf dem Gebiete beider vertragschliessenden Staaten errichtet werden sollen, oder bei Anlagen im Gebiete des einen Staates, die einen Rückstau im Gebiete des andern Staates hervorrufen, hat jede der zuständigen Behörden über den auf dem eigenen Staatsgebiete zu errichtenden Teil der Anlage oder über den Rückstau Ent-scheidung zu treffen. Hierbei ist nach Möglich-keit auf eine gleichzeitige oder doch zusammen-hängende Durchführung beider Verfahren Be-dacht zu nehmen und behufs Vermeidung von Widersprüchen im Inhalt der beiderseitigen Bewilligungsurkunden das Einvernehmen zwi-schen den beiden Behörden herzustellen.

5. Bei neuen Wasseranlagen, die ganz im Gebiete des einen Staates errichtet werden sollen, durch die aber Rechte oder Interessen im Gebiete des andern Staates beeinträchtigt werden könnten, wird die Wasserpolizeibehörde des erstbezeichneten Staates mit der Wasserpolizeibehörde des andern Staates in Verbindung treten, um einen Ausgleich der beiderseitigen Rechte und Interessen herbeizuführen.

6. Die Bestimmungen in den Absätzen 1—5 gelten auch für alle zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrags anhängigen Sachen.

Artikel 24.

Alle Wasserrechte, die auf Grund des Ein-verständnisses der zuständigen Behörden beider Staaten oder durch die Entscheidung des im Artikel 35 bezeichneten Schiedsgerichts be-gründet werden, sind in die Wasserbücher beider Staaten einzutragen.

Artikel 25.

Die Behörden beider Staaten, die in Anwen-dung der Bestimmungen des Abschnitt III dieses Vertrags tätig werden, können unmittel-bar miteinander verkehren.

ODDÍL IV.

ZABEZPEČENÍ PRŮBĚHU HRANICE,
JAKOŽ I UDRŽOVÁNÍ HRANIČNÍCH
ZNAKŮ A MĚŘICKÝCH ZNAČEK NA
HRANICI.

Článek 26.

Oba státy zavazují se, chrániti hraniční znaky, měřické značky a jiná zařízení k označení státní hranice před odstraněním, poškozením nebo zneužíváním a pečovati o to, aby povaha, tvar, poloha a směr břehů a koryt hraničních toků byly pokud možno zachovány beze změny.

Článek 27.

1. Oba státy zavazují se, všude tam, kde hranice probíhá lesy nebo křovinami, udržovati po obou stranách hraniční čáry trvale vyměřený pruh území po jednom metru na každé straně hraniční čáry, a zabrániti, aby v tomto pruhu území nevznikla zařízení, která by byla na újmu zřetelnosti hranice, nebo jimiž by byla ztížena obchůzka hranice.

2. Dosavadní zařízení jest třeba upravití teprve při jejich obnově tak, jak jest stanoveno v odstavci 1.

Článek 28.

Mezníky k označení soukromého vlastnictví smějí býti na státní hranici osazovány toliko tenkrát, souhlasí-li s tím úřady obou stran, označené v článku 30 odstavec 2.

Článek 29.

Zjišťováním hraničních závad pověří se s československé strany finanční stráž, se strany německé pak říšští, státní a obecní zaměstnanci, konající službu na státní hranici. Tito budou povinni hlásiti úřadům (článek 30 odstavec 1) poškození nebo ohrožení hraničních znaků, zatemnění hraniční čáry nebo jednání odporující povinnosti udržovati hranici volnou.

ABSCHNITT IV.

SICHERSTELLUNG DES GRENZVERLAUFS SOWIE UNTERHALTUNG DER GRENZZEICHEN UND DER GRENZVERMESSUNGSMARKEN.

Artikel 26.

Beide Staaten verpflichten sich, die Grenzzeichen, Vermessungsmarken und andere Einrichtungen zur Bezeichnung der Staatsgrenze gegen Beseitigung, Beschädigung oder missbräuchliche Benutzung zu schützen und dafür zu sorgen, dass die Beschaffenheit, Form, Lage und Richtung der Ufer und Betten der Grenzwasserläufe soweit wie möglich unverändert erhalten werden.

Artikel 27.

1. Beide Staaten verpflichten sich, überall da, wo die Grenze durch Wälder oder Gebüsch verläuft, einen Geländestreifen von je 1 m Breite zu beiden Seiten der Grenzlinie dauernd ausgelichtet zu erhalten und zu verhindern, dass in diesem Geländestreifen Anlagen errichtet werden, wodurch die Deutlichkeit der Grenze beeinträchtigt oder ihr Begehen erschwert werden könnte.

2. Schon bestehende Anlagen brauchen erst bei einer Erneuerung so eingerichtet zu werden, wie es im Absatz 1 vorgesehen ist.

Artikel 28.

Auf der Staatsgrenze dürfen Eigentumsgrenzzeichen nur errichtet werden, wenn die beiderseitigen im Artikel 30 Absatz 2 bezeichneten Behörden zustimmen.

Artikel 29.

Grenzmängel festzustellen, werden tschechoslowakischerseits die Finanzwache, deutscherseits die an der Staatsgrenze Dienst tuenden Reichs-, Staats- und Gemeindebediensteten beauftragt. Diese haben Beschädigungen oder Gefährdungen von Grenzzeichen, Verdunklungen der Grenzlinie oder Zuwiderhandlungen gegen die Grenzfrehaltungspflicht den Dienststellen (Artikel 30, Absatz 1) zu melden.

Článek 30.

1. Odstraňováním hraničních závad budou pověřeny s československé strany politické úřady první instance, se strany německé pruské úřady zemských radů, a to každý pro svůj úřední obvod.

2. Pokud lze odstraniti hraniční závady toliko za pomoci hraniční dokumentace nebo pokud jich odstranění přivodí potřebu změnit údaje v měřickém díle, provedou tyto práce se strany československé úředníci pověřeni tím ministerstvem veřejných prací, s německé strany úředníci příslušných měřických úřadů.

3. Nemůže-li ze zvláštních důvodů hraniční znak zůstatí na svém dosavadním místě, nebo nemůže-li býti tam opět osazen, jest nové místo pro něj zvoliti podle místních poměrů. Toto nové místo jest číselně určiti navázáním na polygonální pořady a měřickou síť, jichž bylo použito při stanovení hranice.

4. Úřady obou států (odstavce 1, 2) mohou, pokud jde o odstraňování hraničních závad, spolu bezprostředně jednatí.

Článek 31.

1. Každý stát udržuje svým nákladem hraniční znaky osazené zcela na jeho území.

2. Z hraničních znaků, osazených přímo v hraniční čáře, udržují se na českoslovenké útraty znaky od kamene č. 1 až ke kameni č. 72 a od kamene č. 120 excl. až k č. 146, na německé útraty znaky od kamene č. 72 excl. až k č. 120 a od kamene čís. 146 exclusive až k čís. 171. Bude-li k tomu zapotřebí součinnosti měřických úředníků obou stran podle článku 30 odstavec 2, jest na místě sepsati dvojmo zápis v jazycích obou států a předložiti příslušným úřadům; k němu připojiti jest polní zápisníky, náčrtky atd., jež byly při tom zhotoveny a uznány.

3. Každý stát hradí osobní náklady, které vzniknou spolupůsobením jeho měřických úředníků.

Artikel 30.

1. Grenzmängel zu beseitigen, werden tschechoslowakischerseits die politischen Behörden I. Instanz, deutscherseits die preussischen Landratsämter für ihren Amtsbereich beauftragt.

2. Soweit Grenzmängel nur mit Hilfe der Grenzkunden beseitigt werden können oder ihre Beseitigung eine Änderung der Angaben in den Vermessungsurkunden erforderlich macht, werden tschechoslowakischerseits die vom Ministerium für öffentliche Arbeiten damit betrauten Beamten, deutscherseits die Beamten der zuständigen Vermessungsbehörden die Arbeiten ausführen.

3. Kann aus besonderen Gründen ein Grenzzeichen nicht an seinem bisherigen Standort bleiben oder kann es nicht wieder dort aufgestellt werden, so ist der neue Standort nach der Örtlichkeit auszuwählen. Der neue Standort ist im Anschluss an die Polygonzüge und das Hilfsliniennetz zahlenmässig zu bestimmen, die bei der Grenzfestsetzung benutzt worden sind.

4. Die Dienststellen beider Staaten (Absätze 1, 2) dürfen zur Behebung von Grenzmängeln unmittelbar miteinander verkehren.

Artikel 31.

1. Jeder Staat unterhält auf seine Kosten die Grenzzeichen, die ganz auf seinem Gebiete stehen.

2. Von den Grenzzeichen, die auf der Grenzlinie selbst stehen, werden auf tschechoslowakische Kosten die von Stein Nr. 1 bis Nr. 72 und von Stein Nr. 120 ausschliesslich bis Nr. 146, auf deutsche Kosten die von Stein Nr. 72 ausschliesslich bis Nr. 120 und von Stein Nr. 146 ausschliesslich bis Nr. 171 unterhalten. Wenn die Mitwirkung der Vermessungsbeamten beider Teile gemäss Artikel 30 Absatz 2 erforderlich wird, ist an Ort und Stelle eine Niederschrift in den Sprachen beider Staaten doppelt anzufertigen und den zuständigen Behörden zu übermitteln; beizufügen sind die Feldbücher, Handrisse usw., die dabei aufgenommen und anerkannt worden sind.

3. Jeder Staat trägt die persönlichen Kosten, die durch die Mitwirkung seiner Vermessungsbeamten entstehen.

Článek 32.

Artikel 32.

1. Úřední osoby, pověřené udržováním hranice, a dělníci je doprovázející směji při své činnosti po hranici volně procházeti a ji překročovati a bráti s sebou beze cla a dávek pro vlastní potřebu přiměřené množství potravin a nápojů a jiných okolnostem přiměřených cestovních svršků, jakož i upotřebené nářadí a přístroje, jichž potřebují při svých pracích, aniž by byly proto povinny dostaviti se s nimi k celnímu úřadu. Při tom se předpokládá, že nářadí a přístroje, jakož i nespotřebované předměty cestovní výstroje budou při návratu vzaty s sebou zase zpět. Obě celní správy mají na vůli, prováděti celní kontrolu na místě samém. Úřední osoby, pověřené udržováním hranice, musí býti opatřeny průkazy a jimi se na požádání pohraničních úředních orgánů prokázati. Průkazy tyto budou vydávány úřady domovského státu úředníka, označenými ve článku 30 odstavec 1. Při tom jest použití tiskopisů vydaných v jazycích obou států podle přiloženého vzoru (Přílona 2). Určení formátu a barvy vyhrazuje se dohodě. Budou-li zaměstnáni dělníci, má ten, kdo práce řídí, míti při sobě seznam dělníků podle jmen. Dělníci musí nositi na levé paži bílé, postupně očíslované, úředně orazítkované pásky. Kdož práce řídí, jsou povinni pečovati o to, aby osoby jim podřízené přesně dodržovaly ustanovení jich se týkající. Jedná-li někdo proti těmto předpisům, nesmí býti nadále při udržovacích pracích zaměstnáván.

2. O každé udržovací práci na hranici zpraví úřady obou států, v článku 30 označené, navzájem sebe a příslušné úřady celní správy druhého státu, a to pokud možno 6 dní předem.

Článek 33.

Artikel 33.

1. Každých deset let, nejprve v roce 1937, provedena bude po dohodě mezi úřady označenými v článku 30 odstavec 2 zmocněnci těchto úřadů společná přehlídka hranice. Každá strana může přizvati zástupce ostatních úřadů jakož i zúčastněné soukromníky. Přehlídku řídí zmocněnec úřadu toho státu, jemuž podle

1. Die mit der Grenzünterhaltung betrauten Beamten und die Arbeiter in ihrer Begleitung dürfen bei ihrer Tätigkeit die Grenze frei begehen und überschreiten und ihren Mundvorrat sowie sonstigen den Umständen angemessenen Reisebedarf und die bei ihren Arbeiten nötigen, gebrauchten Geräte und Instrumente, ohne deswegen zur Vorführung beim Zollamt verpflichtet zu sein, frei von Zöllen und Abgaben mit sich führen. Hierbei ist Voraussetzung, dass die Geräte und Instrumente sowie unverbrauchte Gegenstände des Reisebedarfs bei der Rückkehr wieder mit zurückgebracht werden. Den beiden Zollverwaltungen bleibt es unbenommen, an Ort und Stelle eine Zollkontrolle vorzunehmen. Die mit der Grenzünterhaltung betrauten Beamten müssen Ausweise bei sich führen und auf Verlangen der Grenzbeamten vorzeigen. Die Ausweise werden von der im Artikel 30 Absatz 1 bezeichneten Behörde des Heimatlandes des Beamten ausgestellt. Dabei sind in den Sprachen beider Staaten abgefasste Vordrucke nach dem anliegenden Muster (Anlage 2) zu verwenden. Über Grösse und Farbe der Ausweise bleibt eine Verständigung vorbehalten. Werden Arbeiter beschäftigt, so hat der Leiter der Arbeiten ein namentliches Verzeichnis der Arbeiter bei sich zu führen. Die Arbeiter müssen weisse, mit fortlaufenden Nummern versehene, amtlich abgestempelte Binden am linken Arm tragen. Die Leiter der Arbeiten haben dafür zu sorgen, dass die ihnen unterstellten Personen die sie angehenden Bestimmungen genau einhalten. Wer den Bestimmungen zuwiderhandelt, darf nicht weiter zu den Unterhaltungsarbeiten herangezogen werden.

2. Von jeder Grenzünterhaltungsarbeit haben die im Artikel 30 bezeichneten Behörden der beiden Staaten einander und die zuständige Zollstelle des andern Staates und zwar möglichst 6 Tage vorher zu benachrichtigen.

1. Alle zehn Jahre, zunächst 1937, findet nach Vereinbarung zwischen den im Artikel 30 Absatz 2 bezeichneten Behörden durch deren Beauftragte eine gemeinsame Grenzbesichtigung statt. Vertreter anderer Behörden sowie beteiligte Privatpersonen zuzuziehen, steht jeder Seite frei. Die Besichtigung leitet der Beauf-

článku 31 odstavec 2 náleží udržovati příslušný hraniční úsek.

2. Přehlídku hranice konati jest na podkladě dokumentů ; zjištěné malé hraniční závady jest odstraniti nebo zařídití potřebné práce.

3. O výsledku přehlídky sepíše se na místě dvojmo zápis v jazycích obou států a doručí příslušným úřadům.

4. Každý stát hradí osobní výlohy osob jím podle odstavce 1 přizvaných, pokud pak jde o věcné výlohy, platí ustanovení článku 31 odstavec 1, 2.

trage der Behörde des Staates, dem die Unterhaltung des Grenzabschnitts nach Artikel 31 Absatz 2 obliegt.

2. Die Grenzbesichtigung ist an Hand der Urkunden vorzunehmen ; vorgefundene kleine Grenzängel sind zu beheben oder die erforderlichen Arbeiten zu veranlassen.

3. Über das Besichtigungsergebnis wird an Ort und Stelle eine Niederschrift in den Sprachen der beiden Staaten doppelt hergestellt und den zuständigen Behörden übermittelt.

4. Jeder Staat trägt die persönlichen Kosten für die von ihm gemäss Absatz 1 zugezogenen Personen, für die sachlichen Kosten gelten die Bestimmungen des Artikel 31 Absatz 1, 2.

ODDÍL V.

VŠEOBECNÁ A ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.

Článek 34.

Smluvní státy sdělí si navzájem úřady příslušné podle této smlouvy.

Článek 35.

1. Povstal-li by spor o výklad nebo použití této smlouvy, jest takový spor na požádání jednoho z obou států předložiti k rozhodnutí rozhodčímu soudu. Toto platí též pro předběžnou otázku, týká-li se spor výkladu nebo použití smlouvy. Rozhodnutí rozhodčího soudu bude míti závaznou moc. Rozhodčí soud bude ustaven pro každý spor tím způsobem, že každý stát bude jmenovati jednoho ze svých příslušníků rozhodčím soudcem a že obě strany zvolí za předsedu příslušníka některého státu třetího. Nedohodnou-li se smluvní státy na volbě předsedy do 1 měsíce od doby, kdy byl vznesen požadavek, aby rozhodl rozhodčí soud, požádají společně presidenta správní rady Stálého rozhodčího dvoru v Haagu o jmenování předsedy. Oba smluvní státy vyhrávají si dohodnouti se předem pro určitou dobu na osobě předsedy. Náklad vzniklý spolu-

ABSCHNITT V.

ALLGEMEINE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 34.

Die vertragschliessenden Staaten werden sich die zuständigen Behörden im Sinne dieses Vertrags gegenseitig mitteilen.

Artikel 35.

1. Wenn über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags eine Streitigkeit entstehen sollte, so soll diese auf Verlangen eines der beiden Staaten einem Schiedsgericht zur Entscheidung vorgelegt werden. Dies gilt auch für die Vorfrage, ob sich die Streitigkeit auf die Auslegung oder Anwendung des Vertrags bezieht. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben. Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Staat einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter ernannt und dass beide Teile einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Einigen sich die vertragschliessenden Teile nicht binnen 1 Monat, nachdem das Verlangen auf schiedsgerichtliche Entscheidung eingegangen ist, über die Wahl des Obmanns, so werden sie gemeinsam den Präsidenten des Verwaltungsrats des Stän-

působením předsedy hradí každá strana z polovice.

2. Rozhodčí soud jest povolán za náležitého uvážení zájmů zúčastněných, závazně rozhodnouti též v případech vyjmenovaných ve člancích 5, 6 a v článku 23 odstavec 2—4, jestliže příslušné úřady obou smluvních států se nedohodnou.

Článek 36.

Nehledíc ku článku 9 a ku článku 32 odstavec 1 nejsou touto smlouvou dotčeny celní předpisy obou států ani ustanovení jiných smluv mezi nimi.

Článek 37.

1. Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny budou pokud možno nejdříve vyměněny v Praze.

2. Smlouva nabývá platnosti čtyři týdny po výměně ratifikačních listin a zůstává v platnosti, pokud nebude dohodou obou stran změněna neb zrušena.

Čemuž na vědomí zmocněnci tuto smlouvu podepsali a opatřili svými pečetěmi.

Dáno v Berlíně, dne 3. února 1927 ve dvojm vyhotovení v československém a německém jazyce, při čemž obě znění mají stejnou platnost.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.
(L. S.) Paul ECKARDT.

digen Schiedshofs im Haag um Ernennung des Obmanns ersuchen. Die beiden vertragsschliessenden Staaten behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmanns zu verständigen. Die aus der Mitwirkung des Obmanns entstehenden Kosten trägt jeder Teil zur Hälfte.

2. Das Schiedsgericht soll auch in den Fällen der Artikel 5, 6 und des Artikel 23, Absatz 2-4 unter gerechter Abwägung der Interessen der Beteiligten eine bindende Entscheidung treffen, wenn die zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Staaten nicht zu einer Einigung gelangt sind.

Artikel 36.

Unberührt von diesem Vertrage bleiben, abgesehen von Artikel 9 und von Artikel 32 Absatz I, die Zollvorschriften beider Staaten sowie andere Vereinbarungen zwischen ihnen.

Artikel 37.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Prag ausgetauscht werden.

2. Der Vertrag tritt 4 Wochen nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt, bis er im beiderseitigen Einvernehmen abgeändert oder aufgehoben wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Berlin am 3. Februar 1927 in doppelter Ausfertigung in tschechoslowakischer und deutscher Sprache, wobei beide Wortlaute gleiche Geltung haben.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.
(L. S.) Paul ECKARDT.

ANNEXE I.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE GERMANO-TCHÉCOSLOVAQUE

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION

DE LA FRONTIÈRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

(Section de Ratibor et de Leobschütz).

En exécution des stipulations de l'article 83 (alinéas 4 à 8 inclus) du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, une Commission de délimitation comprenant un délégué britannique, un délégué français, un délégué italien, un délégué japonais, un délégué polonais et un délégué tchécoslovaque a déterminé la frontière entre la Haute-Silésie et l'Etat tchécoslovaque dans la région de Ratibor. Le résultat des travaux de cette commission est consigné dans le « Procès-Verbal de délimitation de la frontière entre la Pologne et l'Etat tchécoslovaque, Section de Ratibor », signé à Opava (Troppau) le 6 décembre 1920 par les Membres de ladite Commission de délimitation, et qui, avec ses annexes, est joint au présent procès-verbal.

D'autre part, la Conférence des Ambassadeurs, par résolution en date du 20 juillet 1920, décida que, dans le cas où le territoire situé au Nord de la frontière ainsi tracée serait, par suite du plébiscite de Haute-Silésie, attribué à l'Allemagne, cette frontière ne deviendrait définitive qu'après examen de toutes les observations que le Gouvernement allemand pourrait formuler à cet égard. Consécutivement à cette résolution et au résultat du plébiscite en Haute-Silésie, la Conférence des Ambassadeurs a, le 1^{er} mars 1922, décidé (Décision notifiée par le Secrétariat général le 8 mars 1922) de constituer une Commission germano-tchécoslovaque chargée de l'examen des observations de détail formulées par le Gouvernement allemand au sujet de la délimitation de la frontière entre la Haute-Silésie et l'Etat tchécoslovaque et de procéder à la revision rapide du tracé de cette frontière en tenant compte, si elles se trouvent justifiées, des observations du Gouvernement allemand, et que cette commission serait composée des commissaires des principales Puissances Alliées et du Commissaire tchécoslovaque de la Commission polono-tchécoslovaque à l'exclusion du Commissaire polonais de cette commission, et d'un commissaire désigné par le Gouvernement allemand.

La Conférence des Ambassadeurs a, de plus, invité les trois Commissions de délimitation germano-polonaise, polono-tchécoslovaque et germano-tchécoslovaque à se réunir en séance plénière dans le but de procéder à la détermination sur le terrain du point commun aux trois frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne.

Enfin, la Conférence des Ambassadeurs a, par décision notifiée par lettre du Secrétariat général en date du 30 janvier 1923, chargé la Commission germano-tchécoslovaque de procéder à la délimitation de la partie de la frontière germano-tchécoslovaque visée par l'article 83 (alinéas 2 et 3) du Traité de Versailles et constituée par la limite qui, avant le traité, séparait administrativement les Cercles de Leobschütz et de Ratibor, depuis un point situé sur cette ligne à environ deux kilomètres au Sud-Est de Katscher jusqu'à l'ancienne frontière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Ont été désignés comme membres de la Commission germano-tchécoslovaque :

PAR LE GOUVERNEMENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE :

Le lieutenant-colonel CAREY, du Génie, commissaire ;

PAR LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE :

Le lieutenant-colonel UFFLER, de l'Infanterie, commissaire ;

PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ITALIE :

Le lieutenant-colonel PELLICELLI, de l'Etat-Major, commissaire ;

PAR LE GOUVERNEMENT DU JAPON :

Le commandant ANDO, de l'Etat-Major, commissaire ;

PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE :

Le docteur GOEPPERT, ministre plénipotentiaire, commissaire ;

PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT TCHÉCOSLOVAQUE :

L'ingénieur ROUBÍK, chef de section au Ministère tchécoslovaque des Travaux publics, commissaire.

Les commissaires ci-dessus désignés, dûment accrédités, ont assuré la délimitation de la frontière entre l'Allemagne et l'Etat tchécoslovaque, Sections de Ratibor et de Leobschütz, comme il est dit ci-après. Le commandant Ando, commissaire du Japon, a participé à ces travaux jusqu'au 25 février 1923, date à laquelle il s'est retiré de la commission Conformément aux instructions de son gouvernement, notifiées au président de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque par lettre du Secrétariat général de la Conférence des Ambassadeurs en date du 4 décembre 1922, dont copie est jointe au présent procès-verbal.

Article premier.

Les procès-verbaux des séances de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque, au nombre de six, portant la signature des commissaires et leur timbre respectif, figurent dans un recueil de documents établi en trois exemplaires en langue française, joint au présent procès-verbal.

Article II.

A. Section de Ratibor :

Le tracé de la ligne frontière définie par l'article 83 (alinéas 4 à 6 inclus) du Traité de Versailles et déterminée, abornée, levée et décrite en l'année 1920 par la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque, a subi des modifications partielles votées par la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque dans les parties suivantes (de l'Est à l'Ouest) :

- 1° Entre la borne principale N° 8 et la borne principale N° 13 (Colonie Rakowiec) ;
- 2° Entre la borne principale N° 25 et la borne principale N° 42 (Commune d'Ow-schütz) ;
- 3° Entre la borne principale N° 56 et la borne principale N° 63 (partie Nord-Ouest du Domaine de Neuwschütz) ;
- 4° Entre l'ancienne borne intermédiaire N° 80/2 (nouvelle borne principale N° 81) et l'ancienne borne intermédiaire N° 84/3 (nouvelle borne intermédiaire N° 84/4) au Nord-Est de Kuchelna ;
- 5° Auprès de la borne principale N° 85 (passage à niveau de la voie ferrée Kuchelna-Kranowitz) ;
- 6° Entre la borne intermédiaire N° 99/3 et la borne intermédiaire N° 100/2 (immédiatement à l'Ouest du village de Klein Peterwitz).

Ces modifications ont donné lieu sur le terrain à des modifications correspondantes dans l'emplacement et le numérotage des bornes posées en 1920.

Elles ont nécessité :

- a) Des modifications apportées à des feuilles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e établie en l'année 1920 et aux documents d'abornement et de repérage qui s'y rapportent ;
- b) La suppression de feuilles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e, établie en l'année 1920 et des données d'abornement et de repérage qui s'y rapportent ;
- c) L'établissement de feuilles nouvelles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e.

B. *Section de Leobschütz* :

La ligne frontière définie par l'article 83 (alinéas 2 et 3) du Traité de Versailles a été de même déterminée, abornée, levée et décrite en exécution et en conformité des stipulations du Traité et des Instructions relatives aux Commissions de délimitation (approuvées par la Conférence des Ambassadeurs dans sa séance du 22 juillet 1920).

Article III.

La frontière germano-tchécoslovaque est décrite :

1^o Dans la description générale de la frontière (Sections de Ratibor et de Leobschütz), qui indique les lignes principales de la planimétrie du terrain et les limites de Communes suivies par la frontière ;

2^o a) Pour la Section de Ratibor :

Dans la Description détaillée et dans les registres d'abornement et de repérage annexés au Procès-Verbal de Délimitation signé le 6 décembre 1920, pour les parties de la frontière arrêtée en 1920 qui n'ont pas été modifiées par la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque ;

Dans des tableaux graphiques, pour les parties de cette frontière qui ont été modifiées. Ces tableaux remplacent la description détaillée et les registres d'abornement et de repérage ; ils mentionnent les accidents naturels ou artificiels de la planimétrie du terrain suivis ou rencontrés par la frontière, l'emplacement respectif de chaque borne par rapport à eux, les angles et la longueur des côtés du polygone frontière, ainsi que les mesures par lesquelles ont été rattachés à ceux-ci les points intermédiaires de la ligne frontière et le levé planimétrique du terrain ;

b) Pour la Section de Leobschütz :

Dans des tableaux graphiques analogues à ceux qui viennent d'être définis.

Les feuilles des tableaux graphiques sont au nombre de 6 pour la Section de Ratibor et de 9 pour la Section de Leobschütz.

Tous ces documents (Sections de Ratibor et de Leobschütz) sont établis en 3 exemplaires, en langue française, joints au présent procès-verbal.

Article IV.

Le tracé de la frontière est figuré sur la carte d'ensemble au 1 : 25.000^e et sur la carte de détail au 1 : 2.500^e pour la section de Ratibor, au 1 : 5.000^e pour la section de Leobschütz en noir, et est appuyée par une bande teintée :

De couleur vert-clair du côté de l'Allemagne,

De couleur rose du côté de l'Etat tchécoslovaque.

La carte d'ensemble a été faite en rcvisant la carte allemande au 1 : 25.000^e ; les bornes principales y sont seules reportées.

Elle comprend 4 feuilles.

La carte de détail a été levée directement sur le terrain.

Elle comprend 23 feuilles pour la section de Ratibor et 5 feuilles pour la section de Leobschütz.

Les noms sont portés sur les cartes en allemand du côté allemand et en tchèque du côté tchécoslovaque.

Article V.

La description générale de la frontière, établie en 3 exemplaires en langue française, est signée par les commissaires de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

La carte d'ensemble au 1 : 25.000^e et les cartes de détail au 1 : 2.500^e et au 1 : 5.000^e sont établies chacune en trois expéditions.

Les feuilles de la carte d'ensemble au 1 : 25.000^e sont signées par les opérateurs allemand et tchécoslovaque qui en ont exécuté la revision, et contresignées par les commissaires des Puissances intéressées.

a) *Section de Ratibor :*

Les feuilles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e, auxquelles aucune modification n'a été apportée, en rouge, la mention :

Frontière révisée sans modification en 1922 et 1923 par la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque,

et sont signées par les commissaires de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Les feuilles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e et les documents modifiés portent, en rouge, la mention :

Modifications apportées par la Commission et délimitation germano-tchécoslovaque en 1922 et 1923 à la ligne frontière déterminée par la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque en 1920,

et sont signés par les opérateurs qui les ont modifiés et contresignés par les commissaires de la commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Les feuilles nouvelles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e établies en 1922 et 1923 portent la signature des opérateurs qui en ont exécuté le levé et sont contresignées par les Commissaires de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Les feuilles de la carte de détail de la frontière au 1 : 2.500^e et les documents annulés portent, en rouge, la mention :

Annulé par suite des modifications apportées par la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque en 1922 et 1923 à la ligne frontière déterminée par la Commission de délimitation polono-tchécoslovaque en 1920,

suivie de la signature des commissaires de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Les ratures auxquelles les modifications apportées par la Commission de Délimitation germano-tchécoslovaque à la frontière déterminée en l'année 1920 ont donné lieu dans la documentation finale de celle-ci sont faites à l'encre rouge et approuvées par la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Les tableaux graphiques portent la griffe des directeurs des travaux techniques et des commissaires des Puissances intéressées.

b) *Section de Leobschütz :*

Les feuilles de la carte de détail au 1 : 5.000^e avec tableau d'assemblage, et les tableaux graphiques sont réunis en un atlas : chaque feuille de la carte et des tableaux graphiques porte la griffe des directeurs des Travaux techniques et des commissaires des Puissances intéressées.

La feuille de tête de cet atlas, reliée à lui par fil et cachet, porte la signature des commissaires de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque.

Article VI.

Lorsque la frontière suit une route ou un chemin, un cours d'eau ou un fossé, la ligne frontière est la ligne médiane de la route ou du chemin proprement dit, du cours d'eau, du fossé, exception faite pour les parties de route ou de chemin qui ont fait l'objet d'une décision spéciale.

Article VII.

L'usage et l'entretien des routes ou chemins, des cours d'eau ou fossés visés à l'article précédent seront réglés par une convention entre les deux Etats intéressés. Cette convention règlera de même la surveillance et la conservation des bornes et toutes autres questions d'ordre juridique résultant de la délimitation.

Article VIII.

Sur le désir exprimé par la Commission, une Convention¹ spéciale concernant les facilités à accorder de part et d'autre pour les communications entre l'Allemagne et les territoires devenus tchécoslovaques, a été signée le 4 mars 1924 à Opava (Troppau) par les Plénipotentiaires des deux Etats intéressés. Une copie de cette convention, certifiée conforme par les commissaires des deux Etats intéressés, est annexée au présent procès-verbal.

Article IX.

La détermination sur le terrain du point commun aux trois frontières de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Etat tchécoslovaque a été exécutée conformément à la décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 1^{er} mars 1922 ; le résultat en est consigné dans le Procès-verbal de la réunion des présidents et des commissaires intéressés des Commissions de délimitation des frontières germano-polonaise, germano-tchécoslovaque et polono-tchécoslovaque qui a été tenue le 11 mars 1923 au château de chasse de Gross-Gorschütz (Pologne).

Ce procès-verbal figure avec les procès-verbaux de réunion de la Commission de délimitation germano-tchécoslovaque dans le recueil de documents mentionné à l'article premier.

Article X.

La Commission, après s'être assurée que les bornes existent réellement aux emplacements les plus convenables pour marquer la ligne frontière de façon claire et durable, et qu'elles portent les inscriptions, numéros et repères prévus au tableau explicatif pour la fourniture et la gravure, des bornes,

Après s'être assurée que les trois exemplaires de chacun des documents joints au présent procès-verbal sont respectivement conformes entre eux.

Et après avoir, comme suite à sa décision du 14 mars 1923 relative à l'occupation des territoires par chacun des Etats à qui ils ont été attribués, procédé à la ratification de l'occupation par les Etats intéressés des terrains qui leur ont été attribués par les votes de la Commission du 3 mai 1923, a clos ce procès-verbal.

En foi de quoi les commissaires susdésignés ont signé le présent procès-verbal en trois exemplaires en langue française et y ont apposé leur timbre respectif.

Fait à Prague, le vingt-huit mars mil neuf cent vingt-quatre.

(Signatures)

¹ Vol. XLI, page 243, de ce recueil.

¹ Vol. XLI, page 243, of this Series.

PŘÍLOHA 2.

PŘEDNÍ STRANA.

Průkaz čís.
 Platný do 19..... *)
 Panu
 (Služební postavení a jméno)

doprovázenému dělníky *)
 bylo na základě ustanovení článku 32 smlouvy
 mezi Československou Republikou a Německou
 Říší o úpravě pohraničních poměrů na státní
 hranici, popsané v článku 83 Versaillské smlouvy
 ze dne 28. června 1919 svěřeno vedení prací
 spojených s udržováním hranice.

....., dne 19..... *)

(Místo a datum vystavení)
 (Úřední pečet)
 (Úřad vystavivší průkaz)

*) Jest vyplniti arabskými číslicemi.

ZADNÍ STRANA.

Majitel průkazu a dělníci jej případně doprovázející mají právo v pracovním obvodu po hranici volně choditi a ji překročovati a bráti s sebou beze cla a dávek pro vlastní potřebu přiměřené množství potravin a nápojů a jinakých okolnostem přiměřených cestovních svršků, jakož i upotřebené nářadí a přístroje, jichž potřebují při své práci, aniž by byli proto povinni dostaviti se s nimi k celnímu úřadu. Při tom se předpokládá, že nářadí a přístroje, jakož i nespotřebované předměty cestovní výstroje budou při návratu vzaty s sebou zpět. Obě celní správy mají na vůli prováděti celní kontrolu na místě samém.

Jsou-li zaměstnáni dělníci, má majitel průkazu míti u sebe seznam dělníků podle jmen; dělníci musí nositi na levé paži bílé, postupně očíslované úředně orazítkované pásky. Majitel průkazu jest povinen pečovati o to, aby osoby jemu podřízené dodržovaly přesně ustanovení, jež se jich týkají. Kdo jedná proti těmto ustanovením, nesmí býti nadále při udržovacích pracích zaměstnán.

Po skončení prací jest výkaz, seznam dělníků podle jmen, jakož i ramenní pásky vrátiti úřadu, který je vydal.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 septembre 1930.

D^r Matouš,

Directeur des Archives, a. i.

ANLAGE 2.

VORDERSEITE.

Ausweis Nr.
 Gültig bis zum 19..... *)
 Dem
 (Dienststellung und Name)

begleitet von Arbeitern *)
 ist auf Grund der Bestimmungen im Artikel 32
 des Vertrags zwischen der Tschechoslowakischen
 Republik und dem Deutschen Reich zur Regelung
 der Grenzverhältnisse an der im Artikel 83 des
 Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebenen Staatsgrenze die Leitung der Grenzunterhaltungsarbeiten übertragen worden.

....., den 19..... *)

(Ort und Datum der Ausstellung)
 (Dienstsiegel)
 (Ausstellende Behörde)

*) Mit arabischen Ziffern auszufüllen.

RÜCKSEITE.

Der Ausweisinhaber und die ihn etwa begleitenden Arbeiter haben das Recht, im Bereiche der Arbeiten die Grenz frei zu begehen und zu überschreiten und ihren Mundvorrat, sowie sonstigen den Umständen angemessenen Reisebedarf und die bei ihren Arbeiten nötigen gebrauchten Geräte und Instrumente, ohne deswegen zur Vorführung beim Zollamt verpflichtet zu sein, frei von Zöllen und Abgaben mit sich zu führen. Hierbei ist Voraussetzung, dass die Geräte und Instrumente, sowie unverbrauchte Gegenstände des Reisebedarfs bei der Rückkehr wieder mit zurückgebracht werden. Den beiden Zollverwaltungen bleibt es unbenommen, an Ort und Stelle eine Zollkontrolle vorzunehmen.

Werden Arbeiter beschäftigt, so hat der Ausweisinhaber ein namentliches Verzeichnis der Arbeiter bei sich zu führen; die Arbeiter müssen weiße, mit fortlaufenden Nummern versehene, amtlich abgestempelte Binden am linken Arm tragen. Der Ausweisinhaber hat dafür zu sorgen, dass die ihm unterstellten Personen die sie angehenden Bestimmungen genau einhalten. Wer den Bestimmungen zuwiderhandelt, darf nicht weiter zu den Unterhaltungsarbeiten herangezogen werden.

Nach Beendigung der Arbeiten sind der Ausweis, das namentliche Verzeichnis, sowie die Armbinden der Arbeiter, der ausstellenden Behörde zurückzugeben.

¹ TRADUCTION.

N^o 2541. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU STATUT DE LA FRONTIÈRE DÉCRITE A L'ARTICLE 83 DU TRAITÉ DE PAIX DE VERSAILLES, EN DATE DU 28 JUIN 1919. SIGNÉ A BERLIN, LE 3 FÉVRIER 1927.

La Commission de délimitation de la frontière germano-tchécoslovaque, constituée aux termes de l'article 83, paragraphe 2, du Traité entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919, ayant terminé ses travaux,

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part et LE REICH ALLEMAND, d'autre part, désireux de régler les questions ayant trait au nouveau tracé de la frontière, ont décidé, conformément aux dispositions de l'article VII du Protocole final de la Commission de délimitation de la frontière signé le 28 mars 1924 et dont une copie est annexée au présent Traité (annexe 1), de conclure un traité provisoire en vue de la réglementation du statut de la frontière décrite à l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, en attendant la conclusion d'un traité général pour l'ensemble de la frontière germano-tchécoslovaque.

En conséquence, les plénipotentiaires des deux Parties, à savoir :

POUR LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, commissaire à la délimitation des frontières ; et

POUR LE REICH ALLEMAND :

M. le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2541. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGULATING THE FRONTIER RELATIONS ON THE FRONTIER DESCRIBED IN ARTICLE 83 OF THE TREATY OF PEACE OF VERSAILLES OF JUNE 28, 1919. SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 3, 1927.

The work of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, which met in virtue of Article 83, paragraph 2, of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, between the Allied and Associated Powers and Germany, having been terminated,

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and the GERMAN REICH, of the other part, being desirous of settling the questions relating to the new delimitation of the frontier, have decided, in accordance with the provisions of Article VII of the Final Protocol of the Boundary Delimitation Commission of March 28, 1924, a copy of which is annexed to the present Treaty (Annex 1), to conclude a provisional treaty regulating the frontier relations on the frontier described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, until the conclusion of the proposed general treaty for the whole of the Germano-Czechoslovak frontier.

Accordingly the Plenipotentiaries of the two Parties :

FOR THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Václav ROUBÍK, Engineer, Commissioner for Frontier Questions ; and

FOR THE GERMAN REICH :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPITRE PREMIER

SECTION I.

DÉTERMINATION DE LA FRONTIÈRE ET ÉTABLISSEMENT DES INSTRUMENTS Y RELATIFS

DETERMINATION OF THE FRONTIER AND ESTABLISHMENT OF THE DOCUMENTS RELATING THERETO.

Article premier.

La frontière entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand, décrite à l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, a été fixée, marquée et mesurée sur les lieux par la Commission de délimitation dans le courant des années 1920 à 1923. Le résultat de ces travaux de démarcation et de mesurage a été enregistré dans trois instruments de teneur identique, remis respectivement à la Conférence des Ambassadeurs et à chacun des gouvernements des deux pays.

Article 1.

The frontier described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, between the Czechoslovak Republic and the German Reich was fixed, marked and surveyed on the spot by the Boundary Delimitation Commission during the period from 1920 to 1923. The results of the demarcation and survey are contained in three identical documents; a copy of each of these documents was sent to the Conference of Ambassadors and to the two Governments.

Article 2.

1. Pour autant que les instruments mentionnés à l'article 1 ne fixent pas le tracé de la frontière dans tous les détails, les résultats des travaux de mesurage, qui devront encore être reportés dans des croquis spéciaux, vérifiés et approuvés, feront foi.

2. Les croquis seront déposés, en Tchécoslovaquie, dans les archives du Ministère des Travaux publics à Prague, et, en Allemagne, au Ministère de l'Intérieur du Reich, Service des Frontières.

Article 2.

1. In so far as the documents (Article 1) do not define the course of the frontier in detail, the results of the survey work, which have still to be entered in special field-sketches, to be checked and to be confirmed, shall be accepted as authoritative.

2. In Czechoslovakia, these field-sketches shall be deposited in the archives of the Ministry of Public Works at Prague, and in Germany, with the Boundary Department of the Reich Ministry of the Interior.

Article 3.

1. En cas de divergence entre la description de la frontière et les cartes annexées au protocole de délimitation, d'une part, et les croquis d'autre part, la préférence sera donnée aux croquis.

2. Lorsque les indications des croquis ne concordent pas avec les mesures obtenues sur place alors que les bornes frontières n'ont pas été déplacées, les résultats des constatations faites sur place feront foi.

Article 3.

1. If the descriptions of the frontier and the maps annexed to the Delimitation Protocol and the field-sketches are not consistent, the field-sketches shall be accepted as authoritative.

2. If the field-sketches are not consistent with the measurements made on the spot, although the boundary marks have not been moved, the results of the work done on the spot shall be accepted.

Article 4.

La ligne frontière à la surface du sol délimite également le territoire de chaque Etat au-dessus et au-dessous du sol.

Article 4.

The frontier line on the surface of the ground indicates the boundary of the two States above and below the ground.

CHAPITRE II

SECTION II.

ROUTES ET CHEMINS À LA FRONTIÈRE

ROADS AND PATHS ON THE FRONTIER.

Article 5.

1. Les deux Etats veilleront à ce que les routes et chemins publics ouverts à la circulation internationale, avec postes de contrôle douanier et de contrôle des passeports (routes douanières), ou au petit trafic de frontière, ainsi que les ouvrages qui en font partie, soient entretenus dans un état répondant aux besoins du trafic par ceux qui y sont astreints par la loi ou de toute autre façon.

2. L'exécution des travaux d'entretien des ouvrages (ponts, ponceaux, etc.) qui font partie des routes et chemins mentionnés à l'alinéa 1 et qui sont coupés par la frontière, ainsi que la répartition des frais, feront l'objet d'une entente entre les autorités compétentes des deux Parties.

Article 5.

1. The two States shall take steps to ensure that public roads and paths serving at any time as passages across the frontier and provided with Customs and passport offices (Customs roads), or serving for minor frontier traffic, together with the works belonging thereto, are maintained by the parties legally or otherwise responsible for their maintenance, in a condition which will allow of their satisfying the requirements of traffic.

2. The competent authorities of the two Parties shall come to an agreement with regard to the uniform execution of the work of maintaining the installations (bridges, culverts, etc.) forming part of the roads and paths mentioned in paragraph 1 and intersected by the frontier, as also with regard to the equitable apportionment of the costs.

Article 6.

1. Les routes et chemins publics dont la ligne médiane constitue la frontière, (routes frontières, chemins frontières) ainsi que les ouvrages qui en font partie, sont entretenus en commun par ceux qui y sont astreints par la loi ou de toute autre façon. Les autorités compétentes des deux Parties se mettront d'accord au sujet de l'exécution uniforme des travaux d'entretien et de la répartition proportionnelle des frais, ainsi qu'au sujet de la réglementation du trafic.

2. Les routes frontières et les chemins frontières mentionnés à l'alinéa premier, dont le maintien ultérieur ne serait plus désiré de part et d'autre, seront supprimés d'un commun accord et le bornage de la frontière sera modifié en conséquence.

Article 6.

1. Public roads and paths whose median line forms the frontier (frontier roads and paths) shall be jointly maintained, together with the works belonging thereto, by the parties legally or otherwise bound to do so. The competent authorities of the two Parties shall further come to an agreement with regard to the uniform execution of this work, the equitable distribution of costs and the regulation of traffic.

2. Any roads and paths mentioned in paragraph 1 the maintenance of which is no longer desired by either Party shall be closed by joint agreement and the marking of the frontier shall be correspondingly modified.

Article 7.

1. L'utilisation des routes frontières et des chemins frontières sur toute leur largeur n'est pas subordonnée à la production des pièces habituellement nécessaires pour le passage de la frontière.

2. Lorsqu'ils utilisent les routes frontières et les chemins frontières dans toute leur largeur, les fonctionnaires et le personnel qui assurent réglementairement les services de la sûreté publique, de la surveillance des frontières, des douanes, des postes et télégraphes, pourront être revêtus de leur uniforme officiel et porter, le cas échéant, leur sabre-baïonnette; dans l'exercice de leurs fonctions, ils pourront également, le cas échéant, porter des armes à feu. Ils ne pourront, toutefois, procéder aux actes requis par leurs fonctions, en dehors du territoire de leur propre Etat, qu'à la suite d'une entente spéciale entre les Parties contractantes.

Article 8.

Les détachements des forces militaires ou les militaires en armes des deux Etats, qui n'assurent pas réglementairement à la frontière, les services de la sûreté publique, de la surveillance des frontières ou des douanes, ne doivent pas utiliser les routes frontières et les chemins frontières.

Article 9.

Les marchandises transportées par les routes et chemins frontières entre deux localités différentes du même Etat sont considérées comme n'étant pas sorties dudit Etat, même s'il est fait usage de la moitié de la route, ou du chemin, situés en dehors du territoire de cet Etat.

Article 10.

L'aménagement de nouveaux chemins et routes traversant la frontière, ainsi que de nouveaux ponts sur les cours d'eau frontières ne peut avoir lieu qu'à la suite d'un accord entre les autorités désignées par les gouvernements des deux Etats.

Article 7.

1. The whole breadth of frontier roads and paths may be used without it being necessary to be in possession of the usual documents required for crossing the frontier.

2. When using any part of the breadth of frontier roads and paths, officials and staff who, in virtue of their service regulations, are discharging their duties as members of the police, frontier-supervision, Customs, postal or telegraph services, may wear uniform and, if necessary, carry side-arms; they may also in the exercise of their functions, carry firearms. They may not, however, in such circumstances, perform official acts outside the territory of their State, unless special arrangements are concluded between the Contracting Parties.

Article 8.

Frontier roads and paths may not be used by military detachments or armed soldiers of the two States unless they are employed on the frontier, in virtue of their service regulations, on police work, frontier supervision or Customs work.

Article 9.

Goods conveyed by frontier roads and paths between places in the same State shall be regarded as having been conveyed within that State, even if the part of the road or path situated outside its territory is used.

Article 10.

New roads and paths across the frontier and new bridges over frontier watercourses may only be constructed after agreement between the authorities specified by the Governments of the two States.

Article II.

Les autorités des deux Etats, chargées des travaux d'entretien et de reconstruction des routes, des chemins et des ponts à la frontière, peuvent communiquer directement entre elles à ce sujet.

Article II.

The authorities of the two States responsible for the maintenance and reconstruction of frontier roads, paths and bridges may communicate direct with each other on these matters.

CHAPITRE III

RÉGIME DES EAUX A LA FRONTIÈRE

PREMIÈRE PARTIE.

COURS D'EAU FRONTIÈRES.

Article 12.

1. Aux termes de l'article VI du Protocole final de la Commission germano-tchécoslovaque de délimitation de la frontière, signé le 28 mars 1924, la frontière le long des cours d'eau qui la délimitent (cours d'eau frontières) est constituée par la ligne médiane du cours d'eau.

2. La frontière définie à l'alinéa premier suit les déplacements progressifs et naturels du cours d'eau. Dans le cas de déplacement d'une autre nature, la frontière sera constituée, jusqu'à ce qu'intervienne un nouveau règlement, par la ligne médiane du cours d'eau telle qu'elle courait avant que le déplacement en question se soit produit.

Article 13.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les droits de propriété sur les cours d'eau frontière ainsi que les autres droits et obligations ayant trait auxdits cours d'eau sont réglés conformément à la législation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la partie du cours d'eau à laquelle se rapportent lesdits droits et obligations.

DEUXIÈME PARTIE.

DROITS CONCERNANT LES COURS D'EAU ET OUVRAGES HYDRAULIQUES EXISTANT ACTUELLEMENT.

Article 14.

Les droits existants sur les cours d'eau frontière et sur les cours d'eau coupés par la frontière

SECTION III.

FRONTIER WATERS.

PART I.

FRONTIER WATERCOURSES.

Article 12.

1. In accordance with Article VI of the Final Protocol of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, of March 28, 1924, the median line of the watercourse forms the frontier in the case of watercourses which mark the frontier (frontier watercourses).

2. The frontier laid down in paragraph 1 follows the gradual natural changes of the watercourse. In the case of any other change, the median line of the watercourse, as such line existed before the change in question, shall continue to form the frontier line until a new arrangement has been concluded.

Article 13.

Ownership of frontier watercourses and other rights and obligations in respect thereof shall, unless otherwise provided in the present Treaty, be governed by the laws of the State in whose territory the part of the water-course in question is situated.

PART 2.

EXISTING RIGHTS IN CONNECTION WITH WATERCOURSES AND HYDRAULIC INSTALLATIONS.

Article 14.

Existing rights in respect of frontier watercourses and watercourses intersected by the

— sur ces derniers, dans la mesure où ils sont affectés par le tracé de la frontière — ainsi que les droits qui, d'une manière générale, concernent les eaux à la frontière, seront reconnus par les deux Etats comme existant de plein droit. Cette règle s'applique également à l'utilisation en commun des cours d'eau frontière.

Article 15.

Les droits de l'espèce visés à l'article 14 qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, étaient déjà inscrits dans le registre des eaux ou dans le livre foncier, doivent être communiqués par les autorités compétentes de l'un des Etats à celles de l'autre Etat dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent traité; les inscriptions faites ultérieurement doivent être communiquées de la même manière dans les trois mois qui suivront l'inscription.

Article 16.

Les conventions privées conclues jusqu'à ce jour entre les propriétaires d'installations hydrauliques et les autres intéressés, au sujet de l'utilisation de l'eau, resteront en vigueur même si l'un des intéressés se trouve avoir été placé sous la souveraineté de l'autre Etat à la suite de la modification de la frontière.

Article 17.

Les charges d'entretien, servitudes et autres obligations découlant des droits de l'espèce mentionnés à l'article 14 subsisteront sans égard au fait que les installations hydrauliques auxquelles se rapportent les droits ou obligations en question se trouvent que le territoire de l'un ou de l'autre des deux Etats ou que les personnes assujetties auxdites obligations, ou les ayants-droit, se trouvent placés sous la souveraineté de l'un ou de l'autre des deux Etats.

Article 18

Les personnes chargées des travaux de mesurage, de construction, d'entretien ou de la manœuvre des ouvrages hydrauliques situés à la frontière (ouvrages d'art, de régularisation, d'amélioration, etc.), les propriétaires des

frontier — as regards the latter, in so far as these rights are affected by the tracing of the frontier — as also rights in respect of frontier waters in general, shall continue to be legally recognised by both States. The same applies to the joint use of frontier watercourses.

Article 15.

Rights in respect of watercourses (Article 14) which were already entered in the waters register or land register at the time of the coming into force of the present Treaty shall be communicated by the competent authorities of either State to those of the other State within six months after the coming into force of the present Treaty, and later entries shall be communicated within three months after the date of entry.

Article 16.

Private agreements concluded up to the present between owners of hydraulic installations and other interested parties regarding the use of water shall be maintained even if one of the parties concerned has become a national of the other State as a result of the modification of the frontier.

Article 17.

Maintenance charges, servitudes and other obligations arising out of rights of the nature specified in Article 14, shall continue to exist, irrespective of the State in whose territory the installation to which the rights or obligations in question relate is situated, and irrespective of the State to which the persons required to carry out such obligations or benefiting thereby belong.

Article 18.

Persons engaged in surveying, constructional or maintenance work on hydraulic installations on the frontier, or responsible for the operations of such installations (engineering works, rivers regulation, improvement, etc.), owners of

installations se trouvant sur les cours d'eau mentionnés à l'article 14 et leurs fondés de pouvoirs, ainsi que les personnes assujetties aux obligations mentionnées à l'article 17 et leurs fondés de pouvoirs, recevront, après entente de détail entre les autorités compétentes des deux Etats, toutes les facilités possibles lorsqu'ils ont à passer la frontière pour exécuter les travaux dont ils sont chargés, pour exercer leurs droits ou s'acquitter de leurs obligations.

Article 19.

Les deux Etats veilleront, chacun sur son territoire, à l'entretien et au fonctionnement régulier des installations se trouvant sur les cours d'eau mentionnés à l'article 14 et à ce que le fonctionnement desdites installations ne soit pas dérangé.

Article 20.

1. Les riverains situés en aval dans le territoire de l'un des Etats sont tenus de recevoir, dans la mesure actuelle, les eaux de surface provenant du territoire de l'autre Etat et débordant naturellement d'un cours d'eau, ainsi que les eaux de drainage.

2. Les eaux provenant de futurs travaux d'amélioration du terrain devront être reçues par les riverains situés en aval d'après une réglementation arrêtée en commun par les autorités des deux Parties et, le cas échéant, moyennant une indemnité.

TROISIÈME PARTIE.

NOUVEAUX DROITS CONCERNANT LES COURS D'EAU ET NOUVELLES INSTALLATIONS HYDRAULIQUES.

Article 21.

Lorsqu'une installation est susceptible de provoquer une modification importante ou durable du régime des eaux d'un cours d'eau frontière ou d'une eau coupée par la frontière, chacun des deux Etats devra tenir compte des réclamations justifiées des intéressés de l'autre Etat.

installations on the watercourses mentioned in Article 14 and their representatives, and also the persons required to carry out obligations mentioned in Article 17 and their representatives, shall be granted, when crossing the frontier, all possible facilities for the purpose of executing their work, exercising their rights or carrying out their obligations, after an agreement on points of detail has been concluded between the competent authorities of the two Contracting States.

Article 19.

Each of the two States shall take steps to ensure, as far as its own territory is concerned, that the installations on the watercourses mentioned in Article 14 are properly maintained and operated, and that the working of the installations is not interfered with.

Article 20.

1. Riparian owners situated downstream in the territory of either State are required to receive, to the present extent, surface water from the territory of the other State which is the natural overflow of a watercourse, and also drainage water.

2. Water due to any land improvements undertaken in the future must be received by the riparian owners situated downstream, in accordance with regulations drawn up in common by the authorities of the two Parties, and in such cases compensation shall, if necessary, be paid.

PART 3.

NEW RIGHTS IN RESPECT OF WATERCOURSES AND CONSTRUCTION OF NEW HYDRAULIC INSTALLATIONS.

Article 21.

If an installation is likely to cause any considerable or permanent change in the flow of a frontier watercourse or of a stream intersected by the frontier, each of the two States shall take account of the legitimate claims of the interested parties in the other State.

Article 22.

1. Les deux Etats encourageront la construction d'ouvrages ayant pour objet la protection des cours d'eau frontières et du lit de crue de ces cours d'eau contre les dommages causés par les hautes eaux, la création d'un régime d'écoulement suffisant, le drainage et l'irrigation des terrains et, enfin, l'utilisation des forces hydrauliques des cours d'eau frontières. On prendra soin, en particulier, lors de la régularisation, d'éviter un assèchement excessif des terrains situés sur l'une ou l'autre rive et à rendre possible leur irrigation.

2. Lors de l'octroi d'un nouveau droit relatif à l'eau, on veillera à ce que ce droit ne porte pas sur le volume d'eau nécessaire pour l'irrigation des terrains adjacents.

QUATRIÈME PARTIE.

AUTORITÉ ET PROCÉDURE.

Article 23.

1. Les décisions concernant les affaires portant sur des questions de droit fluvial seront prises, en principe, par chacun des Etats contractants pour son propre territoire.

2. Les mesures administratives qui concernent des cours d'eau frontières et des droits relatifs à des cours d'eau coupés par la frontière et affectés par cette dernière, ainsi qu'en général des droits relatifs à l'eau dans la zone frontière, ne seront prises en principe que par voie d'entente entre les autorités compétentes des deux Etats. S'il y a péril en la demeure, il pourra être procédé, sur les cours d'eau frontières, à des mesures unilatérales de protection avant même que cette entente soit intervenue. En vue toutefois de la réalisation ultérieure de cette entente, lesdites mesures seront portées immédiatement à la connaissance des autorités compétentes de l'autre Etat.

3. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques sur des cours d'eau frontières doivent être construites entièrement sur le territoire de l'un des Etats contractants, il conviendra d'obtenir le consentement de l'autorité compétente de l'autre Etat avant d'approuver la nouvelle installation et d'accorder le nouveau droit.

Article 22.

1. The two States shall promote the construction of works designed to protect the frontier watercourses and their flood area against damage by floods, to regulate the flow of water, to ensure the draining and irrigation of the land and, finally, to ensure the utilisation of the waterpower supplied by the frontier watercourses. Care should be taken in particular, when regulating the flow of water, to prevent the land situated on either bank from becoming excessively dry, and to render possible its irrigation.

2. When new water rights are granted, care shall be taken that they do not affect the volume of water necessary for the irrigation of the adjacent land.

PART 4.

AUTHORITIES AND PROCEDURE.

Article 23.

1. Decisions relating to matters connected with river law shall in principle be taken by each of the Contracting Parties for its own territory.

2. Administrative measures shall in principle only be taken in agreement between the competent authorities of the two States if they relate to frontier watercourses and to such rights in respect of watercourses intersected by the frontier as are affected by the frontier, as also to water rights on the frontier generally. Should there be danger in delay, measures to protect the banks of frontier watercourses may be taken by one side alone before such agreement has been reached. At the same time, however, the competent authority of the other State shall be advised of such measures with a view to an agreement being reached subsequently.

3. When new hydraulic installations on frontier watercourses are to be constructed entirely in the territory of one of the Contracting States, the assent of the competent authority of the other State must be obtained before the new installation is approved and the new right accorded.

4. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques sur des cours d'eau frontières et d'autres eaux coupées par la frontière doivent chevaucher sur le territoire des deux Etats ou lorsque de nouvelles installations sur le territoire de l'un des Etats sont susceptibles de provoquer un reflux sur le territoire de l'autre Etat, chacune des autorités compétentes prendra les décisions concernant la partie de l'installation élevée sur son territoire ou le reflux en question. Il conviendra, toutefois, dans la mesure du possible, de faire en sorte que les deux procédures soient menées simultanément, ou tout au moins sans interruption, et que les deux autorités se mettent d'accord en vue d'éviter des contradictions entre les termes des autorisations accordées de part et d'autre.

5. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques doivent être établies entièrement sur le territoire de l'un des deux Etats, mais sont susceptibles d'affecter des droits ou des intérêts sur le territoire de l'autre Etat, les autorités de la police des eaux du premier Etat se mettront en rapport avec celles de l'autre Etat pour assurer une compensation des droits et des intérêts des deux parties.

6. Les dispositions des alinéas premier à 5 s'appliquent également à toutes les affaires pendantes au moment de l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 24.

Tous les droits relatifs à l'eau, fondés sur une entente entre les autorités compétentes des deux Etats ou sur une décision du tribunal arbitral mentionné à l'article 35, devront être inscrits dans les registres des eaux des deux Etats.

Article 25.

Les autorités des deux Etats, chargées de l'application des dispositions du chapitre III du présent traité, pourront communiquer entre elles directement.

4. When new hydraulic installations on frontier watercourses and other waters intersected by the frontier are to be constructed partly in the territory of one Contracting State and partly in the territory of the other, or when installations in the territory of one State are likely to cause a reflux in the territory of the other State, each of the competent authorities shall decide with regard to the part of the installation to be constructed in its own territory or with regard to the reflux. Nevertheless, consideration shall be given as far as is possible to the desirability of a simultaneous, or at least a co-ordinated procedure, and an agreement should be concluded between the authorities of the two States with a view to avoiding discrepancies in the terms of the two authorisations.

5. When new hydraulic installations are to be constructed entirely in the territory of one of the two States, but are likely to affect rights or interests in the territory of the other State, the water police of the first named State shall get into touch with the water police of the other State with a view to adjusting the rights and interests of the parties in the two territories.

6. The provisions of paragraphs 1 to 5 shall also apply to all matters pending at the time of the coming into force of the present Treaty.

Article 24.

All water rights based on an agreement between the competent authorities of the two States or on a decision of the arbitral court mentioned in Article 35 shall be entered in the water registers of the two States.

Article 25.

The authorities of the two States responsible for the application of the provisions of Section III of the present Treaty may communicate direct with one another.

CHAPITRE IV

PROTECTION DU TRACÉ DE LA FRONTIÈRE ET ENTRETIEN DES BORNES FRONTIÈRES ET DES JALONS SERVANT À DÉTERMINER LA LIGNE FRONTIÈRE.

Article 26.

Les deux Etats s'engagent à empêcher le déplacement, la destruction ou l'utilisation abusive des bornes frontières, des jalons de mesurage et autres ouvrages servant à marquer la frontière, et à veiller à ce que la nature, la forme, la situation et la direction des berges et des lits des eaux frontières soient maintenues sans changement dans la mesure du possible.

Article 27.

1. Les deux Etats s'engagent à assurer partout où la ligne frontière traverse des forêts ou des taillis, le râclage permanent d'une bande de terrain de un mètre de part et d'autre de la ligne frontière et à empêcher l'établissement sur la bande en question d'installations affectant la netteté de la frontière ou rendant son accès difficile.

2. Les installations existantes ne devront être aménagées conformément aux dispositions de l'alinéa premier que lors de leur renouvellement.

Article 28.

Des bornes privées ne pourront être posées sur la frontière nationale qu'avec l'approbation des autorités allemandes et tchécoslovaques mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 30.

Article 29.

Le soin de constater les lacunes du système de démarcation de la frontière est confié, du côté tchécoslovaque, au service des douanes (*finanční stráž*), et, du côté allemand, aux fonctionnaires du Reich, des Etats ou des communes en service à la frontière. Ces fonctionnaires doivent signaler aux autorités indiquées

SECTION IV.

PROTECTION OF THE COURSE OF THE FRONTIER AND MAINTENANCE OF THE BOUNDARY MARKS AND SURVEY MARKS USED FOR DETERMINING THE FRONTIER LINE.

Article 26.

The two States undertake to prevent the boundary marks, survey marks and other means of indicating the frontier from being removed, damaged or misused, and to ensure that the nature, form, position and direction of the banks and beds of frontier watercourses shall remain unchanged as far as possible.

Article 27.

1. The two States undertake, wherever the frontier runs through forest or brushwood, to arrange for the permanent clearing of a strip of a width of one metre on both sides of the frontier and to prevent the erection on the strip in question of installations which might interfere with the visibility or accessibility of the frontier.

2. Existing installations need only be altered in accordance with the provisions of paragraph 1 upon their renewal.

Article 28.

Private boundary marks may only be erected on the frontier with the consent of the authorities of the two Parties specified in Article 30, paragraph 2.

Article 29.

The duty of ascertaining defects in the marking of the frontier shall, on the Czechoslovak side, devolve upon the Customs service (*finanční stráž*), and, on the German side, upon the officials of the Reich, the States or the Communes who are serving on the frontier. These officials must inform the authorities mentioned in

à l'alinéa premier de l'article 30, les détériorations des bornes frontières, les dangers menaçant ces bornes, l'insuffisance de visibilité du tracé de la frontière ou les infractions à l'obligation de maintenir la ligne frontière libre de tout obstacle.

Article 30.

1. Les autorités politiques de première instance, du côté tchécoslovaque, et les offices des « Landrat » prussiens, du côté allemand, sont chargés, dans leurs circonscriptions respectives, de la suppression des défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière.

2. Lorsque les défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière ne peuvent être réparés qu'à l'aide des documents relatifs à la frontière ou lorsque la suppression de ces défauts nécessite une modification des données figurant dans les documents de mesurage, les travaux nécessaires seront exécutés, du côté tchécoslovaque, par les fonctionnaires du ministère des travaux publics désignés à cet effet et, du côté allemand, par les fonctionnaires du service topographique compétent.

3. Si, pour des raisons spéciales, une borne frontière ne peut pas être maintenue à son emplacement primitif ou si elle ne peut pas être placée de nouveau audit emplacement, le nouvel emplacement de cette borne devra être choisi d'après les conditions du terrain. Ce nouvel emplacement doit être désigné par des chiffres en corrélation avec les systèmes polygonaux et avec le réseau de coordonnées auxiliaires qui ont servi à la détermination de la ligne frontière.

4. Les services des deux Etats (alinéa premier et 2) pourront communiquer directement entre eux en vue de la suppression des défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière.

Article 31.

1. Chaque Etat entretient à ses frais les bornes frontières se trouvant entièrement sur son propre territoire.

2. L'entretien des bornes se trouvant sur la ligne de frontière sera assuré aux frais de la République tchécoslovaque, depuis la borne N° 1 jusqu'à la borne N° 72 et, depuis la borne

Article 30, paragraph 1 of any damage or danger to boundary marks, obscuring of the boundary line or infringement of the obligation to keep the frontier clear.

Article 30.

1. The political authorities of first instance, on the Czechoslovak side and the Prussian *Landrat* offices, on the German side, shall be responsible, in their respective areas, for removing any defects ascertained in the marking of the frontier.

2. In so far as the defects observed in the demarking of the frontier can only be removed with the help of the documents relating to the frontier, or when their removal renders it necessary to modify the particulars contained in the survey documents, this work shall be carried out on the Czechoslovak side, by the officials of the Ministry of Public Works entrusted with this duty, and on the German side, by the officials of the competent survey authorities.

3. If for special reasons a boundary mark can no longer be left in its original place or cannot be set up again in that place, its new situation shall be chosen according to the local conditions. The new position shall be indicated by figures relating to the polygons and auxiliary coordinates used for determining the frontier line.

4. The services of the two States (paragraphs 1 and 2) may communicate direct with one another with a view to the removal of defects in the marking of the frontier.

Article 31.

1. Each State shall maintain at its cost the boundary marks situated entirely in its territory.

2. The boundary marks situated on the frontier line shall be maintained at the cost of the Czechoslovak Republic from boundary stone No. 1 to boundary stone No. 72 and from

N° 120, exclue, jusqu'à la borne N° 146, et aux frais de l'Allemagne depuis la borne N° 72, exclue, jusqu'à la borne N° 120 et depuis la borne N° 146, exclue, jusqu'à la borne N° 171. Lorsque le concours du personnel des services topographiques des deux Parties est requis aux termes de l'alinéa 2 de l'article 30, il sera établi sur place un protocole rédigé en deux exemplaires, dans les langues des deux Etats, qui sera transmis aux autorités compétentes accompagné du journal des travaux, des croquis, etc., approuvés par les deux Parties.

3. Chaque Etat supportera les frais personnels encourus du fait de l'intervention du personnel de ses services topographiques.

Article 32.

1. Les fonctionnaires chargés des travaux d'entretien de la frontière et les ouvriers qui les accompagnent pourront, dans l'accomplissement de leur service, circuler librement le long de la frontière et la franchir. Ils pourront également apporter avec eux, en franchise de tous droits et taxes, leurs vivres et équipement de voyage, dans la mesure justifiée par les circonstances, ainsi que les outils et instruments nécessaires pour l'exécution de travaux, sans avoir à les présenter au bureau de douane. Il est entendu toutefois que les outils et instruments, ainsi que les approvisionnements de voyage qui n'auront pas été consommés devront être rapportés par eux à leur retour dans leur pays. Les autorités douanières des deux pays auront la faculté de procéder sur les lieux à une revision douanière. Les fonctionnaires chargés des travaux d'entretien de la frontière devront être munis de cartes de légitimation qu'ils devront produire à toute réquisition des fonctionnaires de service à la frontière. Les cartes de légitimation seront délivrées par l'autorité du pays d'origine des fonctionnaires, mentionnée à l'alinéa premier de l'article 30. Il sera fait usage à cet effet de formulaires imprimés établis dans les langues des deux Etats conformément au modèle ci-annexé (annexe 2). La dimension et la couleur des cartes de légitimation seront fixées par voie d'entente spéciale. Lorsque des ouvriers sont occupés à des travaux, le chef des travaux devra porter sur lui une liste nominative des ouvriers. Les ouvriers devront porter au bras gauche un brassard blanc revêtu du sceau officiel et portant un numéro d'ordre.

boundary stone No. 120 (*exclusive*) to boundary stone No. 146, and at Germany's cost from boundary stone No. 72 (*exclusive*) to boundary stone No. 120 and from boundary stone No. 146 (*exclusive*) to boundary stone No. 171. If the cooperation of the survey officials of the two Parties is required in accordance with Article 30, paragraph 2, a report in two copies shall be prepared on the spot in the languages of the two States and be handed over to the competent authorities, together with the field-books, sketches, etc. which have been adopted and approved.

3. Each State shall bear the personal costs resulting from the cooperation of its survey officials.

Article 32.

1. The officials entrusted with the maintenance of the frontier and the workmen accompanying them may move freely along the frontier and cross it in the course of their work and take with them, free of Customs and other duties, any food and other provisions for the journey that may be deemed reasonable in the circumstances, and also any implements and instruments which they may need for their work, without being obliged to present them at the Customs office. It is understood, however that on their return they bring back such implements and instruments and any provisions for the journey which have not been consumed. The Customs authorities of the two countries may carry out a Customs examination on the spot. The officials entrusted with the maintenance of the frontier must be in possession of identity cards and produce them when requested to do so by the frontier officials. The identity cards shall be made out by the authority of the country of origin of the official, as mentioned in Article 30, paragraph 1. For this purpose, printed forms shall be used, drawn up in the languages of the two States according to the attached model. (Annex 2). The dimensions and colour of the identity cards shall be determined by special agreement. When workmen are employed, the persons in charge of the work shall keep with them a list of the workers. Workmen must wear white brassards on their left arm bearing the official stamp and consecutive numbers. Those in charge of the work shall take steps to ensure that the persons under their orders strictly observe the regulations which

Les chefs des travaux veilleront à ce que les personnes placées sous leurs ordres observent strictement les dispositions qui les concernent. Les personnes qui agissent à l'encontre des dites dispositions ne devront plus être affectées aux travaux d'entretien.

2. Les autorités des deux Etats, mentionnées à l'article 30, devront s'informer mutuellement et informer en même temps le Bureau de douane compétent de l'autre Etat, au moins six jours à l'avance, de tous travaux d'entretien de la frontière.

Article 33.

1. Tous les dix ans, et pour la première fois en 1937, après entente entre les autorités mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 30, les délégués désignés par lesdites autorités procéderont conjointement à une inspection de la frontière. Chaque Etat sera libre de faire appel au concours de représentants d'autres autorités ainsi que de particuliers intéressés dans la question. L'inspection sera effectuée sous la direction du délégué de l'autorité de l'Etat auquel incombe l'entretien du secteur de la frontière aux termes de l'alinéa 2 de l'article 31.

2. On procédera à l'inspection de la frontière sur la base des pièces documentaires ; il conviendra de corriger les déficiences de peu d'importance constatées dans le système de démarcation de la frontière ou d'ordonner les travaux nécessaires à cet effet.

3. Les résultats de l'inspection seront consignés dans un protocole établi sur les lieux, en deux exemplaires, dans les langues des deux Etats, et transmis aux autorités compétentes.

4. Chaque Etat assume les frais des personnes désignées par lui conformément à l'alinéa 1 ; pour les frais matériels, il sera fait application des dispositions des alinéas premier et 2 de l'article 31.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 34.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement le nom des autorités compétentes visées par le présent traité.

concern them. Persons infringing the regulations shall no longer be employed on maintenance work

2. The authorities of the two States mentioned in Article 30 shall inform one another, and also the competent Customs office of the other State, if possible six days in advance, of any frontier maintenance work

Article 33.

1. Every ten years (for the first time in 1937), after agreement between the authorities mentioned in Article 30, paragraph 2, a joint inspection of the frontier shall be carried out by the representatives of these authorities. Both Parties shall be free to call upon representatives of other authorities or upon interested private persons. The inspection shall be carried out under the direction of the delegate of the authority of the State responsible for the upkeep of the frontier section, in accordance with Article 31, paragraph 2.

2. The inspection of the frontier shall be carried out in conformity with the documents ; minor defects observed in the marking of the frontier shall be removed or arrangements made for carrying out the necessary work.

3. A report on the results of the inspection shall be drawn up in duplicate in the languages of the two States and transmitted to the competent authorities.

4. Each State shall bear the costs in respect of the persons appointed by it in accordance with paragraph 1, while the material costs shall be governed by the provisions of Article 31, paragraphs 1 and 2.

SECTION V.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 34.

The Contracting States shall communicate to each other the names of the competent authorities for the purposes of the present Treaty.

Article 35.

1. S'il vient à surgir un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, le différend sera, à la demande de l'un des deux Etats, soumis à la décision d'un tribunal arbitral ; il en sera de même pour la question préalable de savoir si le différend porte sur l'interprétation ou sur l'application du traité. La décision du tribunal arbitral sera obligatoire. Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque différend de la manière suivante : chaque Etat désigne comme arbitre un de ses ressortissants et les deux parties choisissent comme surarbitre un ressortissant d'un troisième Etat. Si, dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle la demande de décision arbitrale a été formulée, les deux Parties contractantes ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre, elles demanderont conjointement au président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye de nommer un surarbitre. Les deux Etats contractants se réservent de se mettre d'accord pour une période donnée sur la personne du surarbitre. Les dépenses occasionnées par l'intervention du surarbitre seront supportées à parts égales par les deux Etats.

2. Le tribunal arbitral rendra également, une décision obligatoire pour les deux Etats, dans les cas prévus aux articles 5 et 6 et aux alinéas 2 à 4 de l'article 23 en tenant compte d'une manière équitable des intérêts des parties, si les autorités compétentes des deux Etats contractants ne tombent pas d'accord sur ces questions.

Article 36.

A l'exception des cas prévus par l'article 9 et par l'alinéa premier de l'article 32, les règlements douaniers des deux Etats, ainsi que les autres accords intervenus entre eux, ne seront pas affectés par le présent traité.

Article 37.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible à Prague.

2. Le traité entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de quatre semaines à partir de l'échange des ratifications et demeurera en vi-

Article 35.

1. Should a dispute arise with regard to the interpretation or application of the present Treaty, such dispute shall, at the request of either State, be submitted to an arbitral tribunal for decision. This shall also apply to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the Treaty. The decision of the arbitral tribunal shall be binding. For every dispute, the arbitral tribunal shall be constituted as follows: each State shall appoint as arbitrator one of its nationals and the two Parties shall choose as President a national of a third State. If, within one month of the date on which the request for an arbitral decision has been made, the Contracting Parties have not agreed on a President, they shall jointly request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to make the appointment. The two Contracting States reserve the right to agree in advance on the President for a given period. The expenses arising from the cooperation of the President shall be borne by the two Parties in equal shares.

2. The arbitral tribunal shall also take a binding decision in the cases mentioned in Articles 5 and 6 and Article 23, paragraphs 2-4, after giving due consideration to the interests of the parties, if the competent authorities of the two Contracting States have been unable to arrive at an agreement.

Article 36.

Apart from the cases mentioned in Article 9 and Article 32, paragraph 1, the Customs regulations of the two States and other agreements concluded between them shall not be affected by the present Treaty.

Article 37.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged as soon as possible at Prague.

2. The Treaty shall come into force four weeks after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until

gueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé d'un commun accord par les deux Parties.

it has been modified or abrogated by agreement between the two Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Fait à Berlin, le 3 février 1927, en deux exemplaires, en tchécoslovaque et en allemand, les deux exemplaires faisant également foi.

Done at Berlin, on February 3, 1927, in two copies, in Czechoslovak and in German, both texts being authentic.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

(L. S.) Paul ECKARDT.

ANNEXE I

(Pour le texte français voir ci-dessus, pages 234 à 238.)

ANNEXE 2.

RECTO

Carte de légitimation N° (*)

Valable jusqu'au 19..... (*)

M (*)

(Fonctions et nom)

accompagné de ouvriers (*)

a été chargé de la direction des travaux d'entretien de la frontière, en vertu des dispositions de l'article 32 du Traité entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand pour la réglementation du statut de la frontière décrite à l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

....., le 19..... (*)

(Lieu et date de la délivrance.)

(Sceau.)

(Autorité qui délivre la carte.)

(*) A remplir en chiffres arabes.

VERSO

Le titulaire de la présente carte et les ouvriers qui l'accompagnent sont autorisés, dans le secteur des travaux, à circuler librement le long de la frontière et à franchir la frontière en apportant avec eux, en franchise de tous droits et taxes, leurs vivres et équipements de voyage, dans la mesure justifiée par les circonstances, ainsi que les outils et instruments nécessaires pour l'exécution des travaux sans avoir à les présenter au bureau de douane. Il est entendu, toutefois, que les outils et instruments, ainsi que les approvisionnements de voyage qui n'auront pas été consommés devront être rapportés par eux à leur retour dans leur pays. Les autorités douanières des deux pays auront la faculté de procéder sur les lieux à une revision douanière.

Lorsque les ouvriers sont affectés à des travaux, le titulaire devra porter sur lui une liste nominative des ouvriers. Les ouvriers devront porter au bras gauche un brassard revêtu du sceau officiel et portant un numéro d'ordre. Le titulaire de la carte veillera à ce que les personnes placées sous ses ordres observent strictement les dispositions qui les concernent. Les personnes qui agissent à l'encontre desdites dispositions ne devront plus être affectées aux travaux d'entretien.

Après l'achèvement des travaux, la présente carte, la liste nominative ainsi que les brassards des ouvriers devront être retournés à l'autorité qui a délivré la carte.

ANNEX I.

GERMANO-CZECHOSLOVAK BOUNDARY DELIMITATION COMMISSION.

PROCÈS-VERBAL RELATING TO THE DELIMITATION
OF THE FRONTIER BETWEEN GERMANY AND THE CZECHOSLOVAK STATE.
(Ratibor and Leobschütz Section).

In execution of the provisions of Article 83 (paragraphs 4 to 8 inclusive) of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany signed at Versailles on June 28, 1919, a Boundary Commission composed of a British delegate, a French delegate, an Italian delegate, a Japanese delegate, a Polish delegate and a Czechoslovak delegate fixed the boundary between Upper Silesia and the Czechoslovak State in the Ratibor district. The result of the work of this Commission is set out in the " Procès-Verbal " relating to the Delimitation of the Boundary between Poland and the Czechoslovak State, Ratibor Section", signed at Opava (Troppau) on December 6, 1920, by the members of the said Boundary Commission, which, with its Annexes, is attached to the present Procès-Verbal.

Further, the Conference of Ambassadors decided, by a Resolution of July 20, 1920, that, should the territory situated north of the boundary thus traced be allotted to Germany as a result of the Upper Silesian plebiscite, this boundary would only become definitive after an examination of any observations which the German Government might formulate in this connection. Following upon this Resolution and the result of the plebiscite in Upper Silesia, the Conference of Ambassadors decided on March 1, 1922 (Decision notified by the Secretariat on March 8, 1922), to set up a Germano-Czechoslovak Commission to examine the detailed observations made by the German Government in connection with the delimitation of the boundary between Upper Silesia and the Czechoslovak State and rapidly to revise the tracing of this frontier line, taking into account the observations of the German Government if they were justified, and that this Commission would be composed of Commissioners of the Principal Allied Powers and of the Czechoslovak Commissioner of the Polish-Czechoslovak Commission (but not of the Polish member of this Commission), and of a Commissioner appointed by the German Government.

The Conference of Ambassadors also called upon the three Boundary Commissions (Germano-Polish, Polish-Czechoslovak and Germano-Czechoslovak) to meet in plenary session with a view to fixing on the ground the point common to the three frontiers of Poland, Czechoslovakia and Germany.

Finally, the Conference of Ambassadors, by a Decision notified by a letter from the Secretariat, dated January 30, 1923, instructed the Germano-Czechoslovak Commission to determine the part of the Germano-Czechoslovak frontier referred to in Article 83 (paragraphs 2 and 3) of the Treaty of Versailles and constituted by the line which, before the Treaty, formed the administrative boundary between the Kreise of Leobschütz and Ratibor, starting from a point situated on that line about two kilometres south-east of Katscher to the former frontier between Germany and Austria-Hungary.

The following were appointed members of the Germano-Czechoslovak Commission.

BY THE BRITISH GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel CAREY, Engineers, Commissioner ;

BY THE FRENCH GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel UFFLER, Infantry, Commissioner ;

BY THE ITALIAN GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel PELLICELLI, General Staff, Commissioner ;

BY THE JAPANESE GOVERNMENT :

Major ANDO, General Staff, Commissioner ;

BY THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. GOEPPERT, Minister Plenipotentiary, Commissioner ;

BY THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK STATE :

M. ROUBÍK, Engineer, Chief of Section at the Czechoslovak Ministry of Public Works, Commissioner.

The Commissioners specified above and duly accredited, carried out the work of delimiting the frontier between Germany and the Czechoslovak State (Ratibor and Leobschütz Sections) as stated hereinafter. Major Ando, the Japanese Commissioner, participated in this work until February 25, 1923, when he retired from the Commission on the instructions of his Government, as notified to the Chairman of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission by letter from the Secretariat of the Conference of Ambassadors dated December 4, 1922, a copy of which is attached to the present Procès-Verbal.

Article I.

The minutes of the meetings of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, six in number, bearing the signature of the Commissioners and their respective stamps are to be found in a Collection of Documents drawn up in three copies in French and attached to the present Procès-Verbal.

Article II.

A. *Ratibor Section.*

The frontier line described in Article 83 (paragraphs 4 to 6 inclusive) of the Treaty of Versailles and determined, marked, traced and described in 1920 by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, has undergone certain partial modifications decided upon by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the following parts (from East to West) :

- (1) Between principal boundary stone No. 8, and principal boundary stone No. 13 (Rakowiec Colony).
- (2) Between principal boundary stone No. 25 and principal boundary stone No. 42 (Commune of Owschütz).
- (3) Between principal boundary stone No. 56 and principal boundary stone No. 63 (north-west part of the domain of Neuwoschütz).
- (4) Between the former intermediate boundary stone No. 80/2 (new principal boundary stone No. 81) and the former intermediate boundary stone No. 84/3 (new intermediate boundary stone No. 84/4) to the north-east of Kuchelna.
- (5) Near principal boundary stone No. 85 (level crossing over the Kuchelna-Kranowitz line).
- (6) Between intermediate boundary stone No. 99/3 and intermediate boundary stone No. 100/2 (immediately to the West of the village of Klein Peterwitz).

These changes gave rise to corresponding changes in the position and numbering of the boundary stones laid down in 1930.

They necessitated :

- (a) Changes in certain sheets of the detailed frontier map, drawn to a scale of 1 : 2,500 in 1920, and the documents of demarcation and reference points relating thereto;
- (b) The cancellation of sheets of the detailed frontier map, drawn to a scale of 1 : 2,500 in 1920, and the particulars of demarcation and reference points relating thereto
- (c) The preparation of new sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500.

B. *Leobschütz Section.*

The frontier line defined in Article 83 (paragraphs 2 and 3) of the Treaty of Versailles has also been determined, marked, traced and described in execution of and in accordance with the stipulations of the Treaty and the Instructions for Boundary Delimitation Commission (approved by the Conference of Ambassadors at its meeting on July 22, 1920).

Article III.

The Germano-Czechoslovak frontier is described :

(1) In the General Description of the Frontier (Ratibor-Leobschütz Sections), which shows the main lines of the planimetry of the land and the boundaries of communes followed by the frontier ;

(2) (a) For the Ratibor Section :

In the Detailed Description and in the demarcation and reference point registers attached to the Delimitation Procès-Verbal signed on December 6, 1920, for the parts of the frontier determined in 1920, which were not modified by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission ;

In the sketches for the parts of this frontier which were modified. These sketches take the place of the Detailed Description and the demarcation and reference point registers ; they indicate the natural or artificial irregularities in the planimetry of the land followed or met with by the frontier, the respective positions of the various boundary stones in relation to these irregularities, the angles and the length of the sides of the frontier polygon, as also the measurements connecting these with the intermediate points of the frontier line and the planimetric survey of the land ;

(b) For the Leobschütz Section :

In sketches similar to those just described.

The sketches contain 6 sheets for the Ratibor Section and 9 for the Leobschütz Section.

All these documents (Ratibor and Leobschütz Sections) are drawn up in 3 copies in French and attached to the present Procès-Verbal.

Article IV.

The tracing of the frontier is shown on the general map drawn to a scale of 1 : 25,000 and on the detailed map drawn to a scale of 1 : 2,500 for the Ratibor Section and 1 : 5,000 for the Leobschütz Section, in black, with a strip coloured :

Light green on the German side,
Pink on the Czechoslovak side.

The general map was prepared by revising the German map drawn to a scale of 1 : 25,000 only the principal boundary stones being shown.

It consists of four sheets.

The detailed map was prepared on the spot.

It consists of 23 sheets for the Ratibor Section and five sheets for the Leobschütz Section.

The names are written on the maps in German on the German side and in Czech on the Czechoslovak side.

Article V.

The General Description of the Frontier, drawn up in 3 copies in French, is signed by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The general map drawn to a scale of 1 : 25,000 and the detailed maps drawn to a scale of 1 : 2,500 and 1 : 5,000 have all been drawn up in three copies.

The sheets of the general map drawn to a scale of 1 : 25,000 are signed by the German and Czechoslovak experts who carried out the work of revision and countersigned by the Commissioners of the Powers concerned.

(a) *Ratibor Section :*

The sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500, which have not been modified, contain the following remark in red :

Frontier revised without modification in 1922 and 1923 by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission,

and are signed by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500 and the modified documents contain the following remark in red :

Modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1922 and 1923 in the frontier line determined by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1920,

and are signed by the experts who made the modifications and countersigned by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The new sheets of the detailed 1 : 2,500 frontier map prepared in 1922 and 1923 bear the signature of the experts who made the survey and are countersigned by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sheets of the detailed frontier map drawn to the scale of 1 : 2,500 and the cancelled documents contain the following remark in red :

Cancelled as a result of the modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1922 and 1923 in the frontier line determined by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1920,

followed by the signatures of the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The erasures to which the modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the frontier determined in 1920 have given rise in the final documents are made in red ink and approved by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sketches bear facsimiles of the signatures of the Directors of Technical Work and the Commissioners of the Powers concerned.

(b) *Leobschütz Section :*

The sheets of the detailed map drawn to a scale of 1 : 5,000 with the general table and the sketches are combined in an atlas : each sheet of the map and sketches bears the signature of the Directors of Technical Work and the Commissioners of the Powers concerned.

The title sheet of this atlas, which is attached to it by a thread and a seal, bears the signatures of the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

Article VI.

When the frontier follows a road or path, watercourse or ditch, the frontier line is the median line of the road or path properly speaking, or the watercourse or ditch with the exception of the parts of the road or path which have been the subject of a special decision.

Article VII.

The use and upkeep of the roads or paths, watercourses or ditches referred to in the previous Article shall be governed by a Convention between the two States concerned. This Convention

shall also govern the supervision and maintenance of frontier marks and all other questions of a legal nature arising out of the delimitation.

Article VIII.

At the request of the Commission a special Convention concerning the facilities to be accorded by both sides in respect of the communications between Germany and the territories which have become Czechoslovak was signed on March 4, 1924, at Opava (Troppau) by the Plenipotentiaries of the two States concerned. A copy of this Convention, certified correct by the Commissioners of the two States concerned, is attached to the present Procès-Verbal.

Article IX.

The determination on the ground of the point common to the three frontiers of Germany, Poland and the Czechoslovak State was effected in accordance with the Decision of the Conference of Ambassadors dated March 1, 1922 ; the result was entered in the minutes of the meeting of the Chairmen and Commissioners concerned of the Germano-Polish, Germano-Czechoslovak and Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commissions, held on March 11, 1923, at the hunting-box of Gross-Gorschütz (Poland).

These minutes appear together with the minutes of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the Collection of Documents mentioned in Article I.

Article X.

The Commission, after satisfying itself that the boundary stones are really situated at the most suitable points for marking the frontier line in a clear and durable manner, and that they bear the inscriptions, numbers and references provided for in the list relating to the supplying and cutting of boundary stones,

after satisfying itself that the three copies of each of the documents attached to the present Procès-Verbal concord with one another,

and after having, in pursuance of its decision of March 14, 1923 relating to the occupation of the territories by the several States to which they were allocated, ratified the occupation by the States concerned of the lands allocated to them by the votes of the Commission of May 3, 1923, has concluded this Procès-Verbal.

In faith whereof, the above-mentioned Commissioners have signed the present Procès-Verba in three copies in French and have affixed their respective stamps thereto.

Done at Prague, the twenty-eighth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signatures.)

ANNEX 2.

FRONT.

Identity Card No. *)

Valid until 19..... *).

.....
(Official position and name)

accompanied by workmen *),

has been entrusted with the direction of the frontier maintenance work in virtue of the provisions of Article 32 of the Treaty between the Czechoslovak Republic and the German Reich regulating the frontier relations on the frontier described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919.

....., 19..... *).

(Place and date of issue.)

(Seal.)

(Authority issuing the card.)

*) To be filled up in Arabic figures.

BACK.

The holder of this card and the workmen accompanying him are entitled, in the sector where the work is being carried out, to move freely along the frontier and to cross it, and also to take with them, free of Customs or other duties, food and such other provisions for the journey as may be deemed reasonable in the circumstances, and also any implements and instruments which they may need for their work, without being obliged to present them at the Customs office. It is understood, however, that, on their return, they bring back such implements and instruments and any provisions for the journey which have not been consumed. The Customs authorities of the two countries may carry out a Customs examination on the spot.

When workmen are employed, the holder of the card shall keep with him a list of the workmen. Workmen must wear white brassards on the left arm bearing the official stamp and consecutive numbers. The holder of the card shall take steps to ensure that the persons under his orders strictly observe the regulations which concern them. Persons infringing the regulations shall no longer be employed on frontier maintenance work.

On completion of the work, the present card, the list of workmen and the brassards, shall be returned to the authority which issued them.

N° 2542.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BELGIQUE**

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 20 mars 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BELGIUM**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, March 20, 1929.

N° 2542. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LA BELGIQUE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 20 MARS 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 décembre 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 16 octobre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant affermir les liens d'amitiés qui les unissent et favoriser la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont en conséquence nommé les plénipotentiaires ci-après désignés, avoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Altesse le Prince ALBERT DE LIGNE, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends s'élevant entre le Gouvernement belge et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, lorsque les procédés diplomatiques ordinaires auront échoué et que les Hautes Parties contractantes n'ont pas recours à l'intervention d'un tribunal compétent seront soumis, pour examen et rapport à une Commission internationale permanente constituée de la manière prescrite dans l'article suivant ; et elles conviennent de ne recourir l'une vis-à-vis de l'autre à aucune mesure de coercition durant la procédure d'investigation à entreprendre par la commission et aussi longtemps que le rapport de celle-ci ne leur aura pas été communiqué.

Article 2.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme il suit : chaque gouvernement désignera un membre parmi ses nationaux, les trois autres membres dont le président, seront désignés de commun accord ; il est entendu qu'ils ne pourront être ressortissants d'aucun des deux pays. Les frais de la Commission seront supportés par les deux gouvernements, par parts égales.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 25 août 1930.

No. 2542. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 20, 1929.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place December 3, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 16, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Highness Prince ALBERT DE LIGNE, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ;

Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article 1.

Any disputes arising between the Government of Belgium and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a Permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to resort with respect to each other to any act of force during the investigation to be made by the Commission and before its report is handed in.

Article 2.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : Each Government shall appoint a member from among its nationals ; the other three members, including the President, shall be appointed in common accord, it being understood that they shall not be under the jurisdiction of either one of the two countries. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

¹ The exchange of the ratifications took place at Washington, August 25, 1930.

La Commission internationale sera constituée dans les six mois de l'échange des ratifications du présent traité ; et il sera pourvu aux vacances suivant le mode employé pour la nomination primitive.

Article 3.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réglé un différend par les méthodes diplomatiques et où elles n'auraient pas recours à l'intervention d'un tribunal compétent, elles le soumettront immédiatement à la commission internationale pour examen et rapport. Cependant, la Commission internationale peut, à l'unanimité de ses membres, offrir spontanément ses services à cet effet, et dans ce cas, notification sera faite aux deux gouvernements qui seront priés d'accorder leur coopération à l'examen.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires à son examen et à son rapport.

Le rapport de la commission sera terminé dans le délai d'un an compté du jour où elle aura déclaré commencer son examen, à moins que les Hautes Parties contractantes ne conviennent, par un accord mutuel, de restreindre ou de prolonger ce délai. Le rapport sera dressé en trois exemplaires ; il en sera remis un à chacun des gouvernements, et la commission conservera le troisième pour ses dossiers.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir indépendamment concernant la matière faisant l'objet du différend lorsque le rapport de la Commission leur aura été soumis.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié par S.M. le Roi des Belges conformément à la Constitution, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et des Etats-Unis.

Les ratifications seront échangées à Washington le plus tôt possible et le traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Il restera en vigueur sans limite de durée ; toutefois, il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, et dans ce cas, il cessera ses effets, à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Washington, le vingt mars mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (Signé) Prince Albert DE LIGNE.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article 3.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the disputes after the report of the Commission shall have been submitted.

Article 4.

The present treaty shall be ratified by His Majesty the King of the Belgians in accordance with the Constitution, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one years' written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the French and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 20th day of March, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) (Signed) Prince Albert DE LIGNE.

(L. S.) (Signed) Frank B. KELLOGG.

N° 2543.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BELGIQUE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 20 mars 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BELGIUM**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, March 20, 1929.

N° 2543. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE LA BELGIQUE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 20 MARS 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 décembre 1930. Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 16 octobre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Résolus de prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux pays ;

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décision judiciaire qui viendraient à s'élever entre eux ; et,

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont, à cette fin, désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Altesse le Prince ALBERT DE LIGNE, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pas été réglés par la voie diplomatique, non plus que par application du recours à une commission de conciliation appropriée et qui, à raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention² du 18 octobre 1907 ou un autre tribunal compétent, selon ce qui sera décidé dans chaque cas par accord spécial ; cet accord spécial pourvoira l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 25 août 1930.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

No. 2543. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 20, 1929.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place December 3, 1930. This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 16, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them, and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Highness Prince ALBERT DE LIGNE, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention² of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

¹ The exchange of the ratifications took place at Washington, August 25, 1930.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

L'accord spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Belgique, en conformité des lois constitutionnelles de la Belgique et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Article 2.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Belgique en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié par S. M. le Roi des Belges, conformément à la Constitution, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée ; toutefois, il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, dans ce cas, il cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Washington, le vingt mars mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (Signé) Prince ALBERT DE LIGNE.
(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

The special agreement in each case shall be made on the part of Belgium in accordance with the constitutional laws of Belgium, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof

Article 2.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interest of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Belgium in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article 3

The present treaty shall be ratified by His Majesty the King of the Belgians in accordance with the Constitution and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the French and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 20th day of March, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) (Signed) Prince Albert DE LIGNE.

(L. S.) (Signed) Frank B. KELLOGG.

N° 2544.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires et de sentences arbitrales. Signée à Berne, le 2 novembre 1929.

**GERMANY
AND SWITZERLAND**

Convention concerning the Recognition and Execution of Judicial Decisions and Arbitral Awards. Signed at Berne, November 2, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2544. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG UND VOLLSTRECKUNG VON GERICHTLICHEN ENTSCHEIDUNGEN UND SCHIEDSSPRÜCHEN. GEZEICHNET IN BERN, AM 2. NOVEMBER 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 décembre 1930.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place December 3, 1930.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsche geleitet, zur Förderung der rechtlichen Beziehungen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Deutschen Reich die gegenseitige Anerkennung und Vollstreckung von gerichtlichen Entscheidungen und Schiedssprüchen zu regeln, haben beschlossen, hierüber ein Abkommen zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin Herrn Dr. Karl Hermann RÜFENACHT,
den Chef der Justizabteilung des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements Herrn Dr. Hans KUHN,
den Adjunkten der Justizabteilung des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements Herrn Dr. Emil ALEXANDER ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr. Georg MARTIUS, und den Ministerialrat im Reichsjustizministerium Geheimen Regierungsrat Herrn Dr. Erich VOLKMAR ;

die nach Prüfung ihrer Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Die im Prozessverfahren über vermögensrechtliche Ansprüche ergangenen rechtskräftigen Entscheidungen der bürgerlichen Gerichte des einen Staates werden ohne Unterschied ihrer Benennung (Urteile, Beschlüsse, Vollstreckungsbefehle), jedoch mit Ausnahme der Arreste und einst-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1^{er} septembre 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, September 1, 1930.

weiligen Verfügungen, und ohne Rücksicht auf die Staatangehörigkeit der an dem Rechtsstreit beteiligten Parteien im Gebiete des andern Staates anerkannt, wenn für die Gerichte des Staates, in dessen Gebiet die Entscheidung gefällt wurde, eine Zuständigkeit nach Massgabe des Artikel 2 begründet war und nicht nach dem Rechte des Staates, in dessen Gebiet die Entscheidung geltend gemacht wird, für dessen Gerichte eine ausschliessliche Zuständigkeit besteht.

Artikel 2.

Die Zuständigkeit der Gerichte des Staates, in dem die Entscheidung gefällt wurde, ist im Sinne des Artikel 1 begründet, wenn sie in einer staatsvertraglichen Bestimmung vorgesehen oder eine der folgenden Voraussetzungen erfüllt ist :

1. wenn der Beklagte zur Zeit der Klagerhebung oder zur Zeit der Erlassung der Entscheidung seinen Wohnsitz oder die beklagte juristische Person ihren Sitz in diesen Staate hatte ;
2. wenn sich der Beklagte durch eine ausdrückliche Vereinbarung der Zuständigkeit des Gerichts, das die Entscheidung gefällt hat, unterworfen hatte ;
3. wenn der Beklagte sich vorbehaltlos auf den Rechtsstreit eingelassen hatte ;
4. wenn der Beklagte am Orte seiner geschäftlichen Niederlassung oder Zweigniederlassung für Ansprüche aus dem Betriebe dieser Niederlassung belangt worden ist ;
5. für eine Widerklage, wenn der Gegenanspruch mit dem in der Klage geltend gemachten Anspruch oder mit den gegen diesen vorgebrachten Verteidigungsmitteln in rechtlichem Zusammenhange steht.

Artikel 3.

Die in nicht vermögensrechtlichen Streitigkeiten zwischen Angehörigen eines der beiden Staaten oder beider Staaten ergangenen rechtskräftigen Entscheidungen der bürgerlichen Gerichte des einen Staates werden im Gebiete des andern Staates anerkannt, es sei denn, dass an dem Rechtsstreit ein Angehöriger des Staates, in dem die Entscheidung geltend gemacht wird, beteiligt war und nach dem Rechte dieses Staates die Zuständigkeit eines Gerichts des andern Staates nicht begründet war. Dies gilt auch insoweit, als die in einer nichtvermögensrechtlichen Streitigkeit ergangene Entscheidung sich auf einen vermögensrechtlichen Anspruch mit erstreckt, der von dem in ihr festgestellten Rechtsverhältnis abhängt.

Artikel 4.

Die Annerkennung ist zu versagen, wenn durch die Entscheidung ein Rechtsverhältnis zur Verwirklichung gelangen soll, dem im Gebiete des Staates, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, aus Rücksichten der öffentlichen Ordnung oder der Sittlichkeit die Gültigkeit, Verfolgbarkeit oder Klagbarkeit versagt ist.

Sie ist ferner zugunsten eines inländischen Beteiligten zu versagen, wenn in der Entscheidung bei Beurteilung seiner Handlungsfähigkeit oder seiner gesetzlichen Vertretung oder bei Beurteilung eines für den Anspruch massgebenden familien- oder erbrechtlichen Verhältnisses oder der dafür massgebenden Feststellungen des Todes einer Person zu seinem Nachteil andere als die nach dem Rechte des Staates, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, anzuwendenden Gesetze zugrunde gelegt sind.

Hat sich der Beklagte auf den Rechtsstreit nicht eingelassen, so ist die Anerkennung zu versagen, wenn die Zustellung der den Rechtsstreit einleitenden Ladung oder Verfügung an den Beklagten oder seinen zur Empfangnahme berechtigten Vertreter nicht rechtzeitig oder lediglich im Wege der öffentlichen Zustellung oder im Auslande auf einem anderen Wege als dem der Rechts-hilfe bewirkt worden ist.

Artikel 5.

Das Gericht des Staates, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, ist bei der Prüfung der die Zuständigkeit eines Gerichts des anderen Staates begründenden Tatsachen und der Versagungsgründe an die tatsächlichen Feststellungen der Entscheidung nicht gebunden. Eine weitere Nachprüfung der Gesetzmässigkeit der Entscheidung findet nicht statt.

Artikel 6.

Die Entscheidungen der Gerichte des einen Staates, die nach den vorstehenden Bestimmungen im Gebiete des anderen Staates anzuerkennen sind, werden auf Antrag einer Partei von der zuständigen Behörde dieses Staates für vollstreckbar erklärt. Vor der Entscheidung ist der Gegner zu hören. Die Vollstreckbarerklärung hat in einem möglichst einfachen und schleunigen Verfahren zu erfolgen.

Die Vollziehung der für vollstreckbar erklärten Entscheidung bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, in dem die Vollstreckung beantragt wird.

Artikel 7.

Die Partei, die für eine Entscheidung die Vollstreckbarerklärung nachsucht, hat beizubringen :

1. eine vollständige Ausfertigung der Entscheidung ; die Rechtskraft der Entscheidung ist, soweit sie sich nicht schon aus der Ausfertigung ergibt, durch öffentliche Urkunden nachzuweisen ;
2. die Urschrift oder eine beglaubigte Abschrift der Urkunden, aus denen sich die der Vorschrift des Artikel 4 Abs. 3 entsprechende Ladung der nichterschiedenen Partei ergibt.

Auf Verlangen der Behörden, bei der die Vollstreckbarerklärung beantragt wird, ist eine Übersetzung der im Abs. 1 bezeichneten Urkunden in die amtliche Sprache dieser Behörde beizubringen. Diese Übersetzung muss von einem diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder einem beeidigten Dolmetscher eines der beiden Staaten als richtig bescheinigt sein.

Artikel 8.

Die in einem gerichtlichen Güteverfahren (Sühneverfahren) oder nach Erhebung der Klage vor einem bürgerlichen Gericht abgeschlossenen oder von einem solchen bestätigten Vergleiche stehen, vorbehaltlich der Bestimmung des Artikel 4 Abs. 1 hinsichtlich ihrer Vollstreckbarkeit anzuerkennenden gerichtlichen Entscheidungen im Sinne der Artikel 6 und 7 gleich.

Artikel 9.

Hinsichtlich der Anerkennung und Vollstreckung von Schiedssprüchen gilt im Verhältnis zwischen den beiden Staaten das in Genf zur Zeichnung aufgelegte Abkommen zur Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche vom 26. September 1927 mit der Massgabe, dass es ohne Rücksicht auf die im Artikel 1 Abs. 1 das. enthaltenen Beschränkungen auf alle in einem der beiden Staaten ergangenen Schiedssprüche Anwendung findet.

Zum Nachweis, dass der Schiedsspruch eine endgültige Entscheidung im Sinne des Artikel 1 Abs. 2 lit. d des vorbezeichneten Abkommens darstellt, genügt in Deutschland eine Bescheinigung

der Geschäftsstelle des Gerichts, bei dem der Schiedsspruch niedergelegt ist, in der Schweiz eine Bescheinigung der zuständigen Behörde des Kantons, in dem der Schiedsspruch ergangen ist.

Vor einem Schiedsgericht abgeschlossene Vergleiche werden in derselben Weise wie Schiedssprüche vollstreckt.

Artikel 10.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt drei Monate nach den Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es findet keine Anwendung auf Entscheidungen, die vor seinem Inkrafttreten rechtskräftig geworden sind, und auf Vergleiche, die vor diesem Zeitpunkt zustande gekommen sind.

Das Abkommen kann von jedem der vertragschliessenden Staaten gekündigt werden. Es bleibt jedoch nach erfolgter Kündigung noch sechs Monate in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Bern, am 2. November 1929.

(*Signé*) RÜFENACHT

(*Signé*) KUHN

(*Signé*) ALEXANDER.

(*Signé*) MARTIUS.

(*Signé*) VOLKMAR.

Für getreue Abschrift :

Bern, den 2. Dezember 1930

Der Bundeskanzler :

Kaeslin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2544. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE RELATIVE A LA RECONNAISSANCE ET A L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES ET DE SENTENCES ARBITRALES. SIGNÉE A BERNE LE 2 NOVEMBRE 1929.

No. 2544. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE SWISS CONFEDERATION CONCERNING THE RECOGNITION AND EXECUTION OF JUDICIAL DECISIONS AND ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 2, 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de favoriser les relations juridiques entre la Confédération suisse et le Reich allemand, ont résolu de conclure une convention pour régler la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires et de sentences arbitrales.

Ont été désignés à cet effet comme plénipotentiaires :

PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. le D^r Karl Hermann RÜFENACHT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, à Berlin ;
- M. le D^r Hans KUHN, chef de la Division de Justice du Département fédéral de Justice et Police ;
- M. le D^r Emil ALEXANDER, adjoint de la Division de Justice du département fédéral de Justice et Police ;

PAR LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. le D^r Georg MARTIUS, conseiller de légation référendaire au Ministère des Affaires étrangères ;
- M. le D^r Erich VOLKMAR, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich, conseiller intime du gouvernement.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of promoting juridical relations between the Swiss Confederation and the German Reich, have decided to conclude a Convention to regulate the recognition and execution of judicial decisions and arbitral awards.

The following have been appointed Plenipotentiaries for this purpose :

BY THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- Dr Karl Hermann RÜFENACHT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berlin ;
- Dr Hans KUHN, Head of the Judicial Branch of the Federal Department of Justice and Police ;
- Dr Emil ALEXANDER, Assistant in the Judicial Branch of the Federal Department of Justice and Police ;

BY THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- Dr Georg MARTIUS, Counsellor of Legation in the Foreign Office ;
- Dr Erich Volkmar, Ministerial Counsellor in the Ministry of Justice of the Reich, and Privy Councillor,

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, après avoir examiné leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Who having examined their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article premier.

L'autorité des décisions passées en force de choses jugées, rendues dans un procès en matière de réclamations pécuniaires par les tribunaux civils de l'un des deux Etats, sera reconnue sur le territoire de l'autre Etat, sans égard à leur dénomination (jugements, décisions, mandats d'exécution), mais à l'exception toutefois des séquestres et des mesures provisionnelles, et quelle que soit la nationalité des parties au litige, si la compétence des tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel la décision a été rendue était fondée aux termes de l'article 2 et si les tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel la décision est invoquée n'étaient pas exclusivement compétents d'après leur propre législation.

Article 1.

Decisions which have acquired force of law rendered by the civil courts of one of the two States in actions concerning claims to property shall be recognised in the territory of the other State whatever their description (judgments, decisions, orders of the court), with the exception however, of sequestration orders and provisional orders, whatever the nationality of the parties in the case may be, provided that the competence of the courts of the State in whose territory the decision was given be founded on the terms of Article 2 and the courts of the State in whose territory it is sought to enforce the decision are not exclusively competent under the law of that State.

Article 2.

La compétence des tribunaux de l'Etat où la décision a été rendue est fondée au sens de l'article premier, si elle est prévue pour une convention internationale ou si l'une des conditions suivantes est remplie :

Article 2.

The civil courts of the State in which the decision has been given shall be competent within the meaning of Article 1, if their competence has been provided for by an international convention, or if one of the following conditions is fulfilled :

1° Lorsque le domicile du défendeur ou le siège de la personne morale défenderesse se trouvait dans cet Etat au moment de l'ouverture de l'action ou à celui où la décision a été rendue ;

(1) If the defendant's domicile, or the defendant corporation's seat was situated in that State at the moment when the case was opened or the decision was given ;

2° Lorsque le défendeur s'était soumis, par une convention expresse, à la compétence du tribunal qui a rendu la décision ;

(2) If the defendant was by explicit agreement subject to the competence of the court giving the decision ;

3° Lorsque le défendeur est entré en matière, sans réserve, sur le fond du litige ;

(3) If the defendant has without reservation entered into the case ;

4° Lorsque le défendeur a été recherché au lieu de son établissement commercial ou industriel ou de sa succursale pour des réclamations dont la cause remonte à l'exploitation de cet établissement ;

(4) If the defendant was cited at the place at which he has a business establishment or a branch establishment in respect of claims arising out of the operation of the said establishment ;

5° S'il s'agit d'une demande reconventionnelle, lorsqu'elle est en connexité avec la demande principale ou avec les moyens de défense invoqués contre celle-ci.

(5) If the counter-claim was made in connection with the main proceedings or the arguments for the defence against the same.

Article 3.

L'autorité des décisions passées en force de chose jugée, rendues par les tribunaux civils de l'un des deux Etats en matière de réclamations non pécuniaires, entre ressortissants de l'un des deux Etats ou des deux Etats, sera reconnue sur le territoire de l'autre Etat, à moins qu'un ressortissant de l'Etat dans lequel la décision est invoquée n'ait été partie au litige et que d'après la législation de cet Etat la compétence d'un tribunal de l'autre Etat ne soit pas fondée. Il en est de même des décisions rendues sur une réclamation non pécuniaire qui porte également sur une réclamation pécuniaire dépendant du rapport de droit constaté dans la décision.

Article 4.

La reconnaissance sera refusée lorsque la décision aurait pour résultat la réalisation d'un rapport de droit dont la validité ou la poursuite est défendue sur le territoire de l'Etat où la décision est invoquée pour des motifs tirés de l'ordre public ou des bonnes mœurs.

La reconnaissance sera en outre refusée en faveur d'une partie ressortissante du pays, si dans la décision, lors de l'appréciation de sa capacité civile ou de sa représentation légale ou lors de l'appréciation d'un rapport du droit de la famille ou des successions qui est décisif pour la réclamation, ou de la constatation, également décisive, d'un décès, il a été pris pour base, à son détriment, d'autres lois que celles applicables d'après la législation de l'Etat où la décision est invoquée.

Lorsque le défendeur n'est pas entré en matière sur le fond du litige, la reconnaissance sera refusée si la citation ou l'acte qui a introduit le litige n'a pas été remis en temps utile au défendeur ou à son mandataire autorisé à le recevoir ou si la notification a simplement été faite par sommation publique ou, à l'étranger, par une autre voie que celle de l'assistance judiciaire.

Article 5.

Le tribunal de l'Etat dans lequel la décision est invoquée n'est pas lié, lors de l'examen des faits qui déterminent la compétence d'un tri-

Article 3.

Decisions which have acquired force of law given by the civil courts of one of the two States in cases not concerning property rights between parties who are nationals of either State or both States, shall be recognised on the territory of the other State unless a national of the State in which the decision is to be enforced was a party to the case and according to the legislation of that State a court of the other State had no competence in the matter. The same shall apply to decisions given in respect of a case not concerning property rights but affecting a claim concerning property rights which is dependent on the legal relation settled by the said decision.

Article 4.

Recognition shall be refused if as a result of the decision a legal relation were to be established which for reasons of public order or morals is not recognised as valid, actionable or suable in the territory of the other State.

Recognition shall also be refused in favour of a party who is a national of the State in which the decision is to be enforced if, in the decision, an opinion given as to the capacity of the said party to plead or as to the legal representation of the said party or as to a legal position connected with the rights of the family or questions of inheritance which are of vital importance to the case, or of certification of death also of decisive importance for the case, has, to the detriment of that party, been founded on laws other than those applicable under the legislation of the said State.

Should the defendant not have entered into the case, recognition shall be refused if the writ of summons or the document opening the case have not been served in due time on the defendant or his representative authorised to receive such summons, or if notification has only been made by public proclamation, or has been made in a foreign country by means other than the procedure of legal assistance.

Article 5.

The court of the State in which the decision is to be enforced is not bound by statements put on record in the decision when examining

bunal de l'autre Etat et des motifs de refus, par les constatations rapportées dans la décision. Il ne procède pas à un nouvel examen du fond de la décision.

Article 6.

Les décisions rendues par les tribunaux de l'un des deux Etats et dont l'autorité est reconnue sur le territoire de l'autre Etat en vertu des dispositions ci-dessus seront, à la requête de l'une des parties, déclarées exécutoires par l'autorité compétente de cet Etat. L'autre partie sera entendue avant qu'il soit statué. La déclaration d'exequatur interviendra au cours d'une procédure aussi simple et rapide que possible. L'exécution de la décision déclarée exécutoire est régie par la législation de l'Etat dans lequel elle est requise.

Article 7.

La partie qui requiert la déclaration d'exequatur devra produire :

1^o Une expédition complète de la décision ; en tant que cela ne résulte pas déjà de l'expédition elle-même, des pièces authentiques établiront que la décision est passée en force de chose jugée ;

2^o L'original ou une copie certifiée conforme des pièces constatant que la partie défaillante a été citée conformément à la prescription de l'article 4, 3^o alinéa.

Lorsque l'autorité auprès de laquelle l'exequatur est requis l'exige, la partie devra produire, en outre, une traduction des pièces indiquées au 1^{er} alinéa, rédigée dans la langue officielle de cette autorité. Cette traduction sera certifiée exacte par un représentant diplomatique ou consulaire ou par un traducteur assermenté de l'un des deux Etats.

Article 8.

Sous réserve de la disposition de l'article 4, 1^{er} alinéa, les transactions conclues au cours d'une tentative de conciliation ou à la suite de l'action ouverte devant un tribunal civil ou confirmées par celui-ci sont assimilées, au sens des articles 6 et 7, aux décisions exécutoires dont l'autorité est reconnue.

the evidence relating to the competence of a court of the other State or to motives for refusal. It shall not re-examine the merits of the case to which the decision relates.

Article 6.

The decisions of the courts of either State which are recognised in the other State under the above provisions shall, upon the request of one of the parties, be declared as enforceable by the competent authority of that State. The other party to the case shall be heard before the final decision is pronounced. The order of the Court making the decision enforceable shall be issued in the course of as simple and speedy a procedure as possible. The enforcement of the decision which has been declared executory shall be effected in accordance with the legislation of the State in which enforcement is sought.

Article 7.

The party applying for an order making the decision enforceable must submit :

(1) A full copy of the decision ; official documents should be produced to show that the decision has acquired force of law should this not be evident from the text of the copy itself ;

(2) The original or a certified copy of the documents which show that the party that did not appear was summoned in accordance with the provisions of Article 4, paragraph 3.

Should the authority from which the order making the decision enforceable is sought so require, the party shall further submit a translation of the documents mentioned in paragraph 1 drawn up in the official language of the said authority. This translation shall be certified as accurate by a diplomatic or consular representative or by a sworn translator of one of the two States.

Article 8.

Subject to the provisions of Article 4, paragraph 1, compromises agreed upon during an attempt at a friendly settlement or as a result of proceedings brought before a civil court or confirmed by the same, shall be regarded for the purposes of Articles 6 and 7 as having the same force as legal decisions recognised as enforceable.

Article 9.

En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de sentences arbitrales, la convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères, déposée à Genève pour la signature le 26 septembre 1927, règle les relations entre les deux Etats, en ce sens qu'elle s'applique à toutes les sentences arbitrales rendues dans l'un de ces deux Etats, sans égard aux restrictions prévues à son article premier, 1^{er} aliéna.

Pour prouver que la sentence arbitrale est devenue définitive au sens de l'article premier, 2^e alinéa, lettre *d*), de la convention susmentionnée, il suffit en Allemagne d'une attestation délivrée par le greffe (*Geschäftsstelle*) du tribunal auprès duquel la sentence arbitrale a été déposée, et, en Suisse, d'une attestation de l'autorité compétente du canton où cette sentence a été rendue.

Les transactions conclues devant des arbitres seront exécutées de la même manière que les sentences arbitrales.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Berlin aussi tôt que possible.

Cette convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications. Elle ne s'appliquera pas aux décisions passées en force de chose jugée avant son entrée en vigueur, ni aux transactions conclues avant ce moment.

Cette convention pourra être dénoncée par chacun des deux Etats. Toutefois, elle produira ses effets encore six mois après la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Berne, le 2 novembre 1929.

(Signé) RÜFENACHT
(Signé) KUHN
(Signé) ALEXANDER.
(Signé) MARTIUS
(Singé) VOLKMAR.

Pour copie conforme

Berne, le 2 décembre 1930.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

Article 9.

So far as concerns the recognition and enforcement of arbitral awards, the Convention on the execution of foreign arbitral awards, opened for signature at Geneva on September 26, 1927, shall regulate the relations between the two States, that is to say, that it shall apply to all arbitral awards given in either of the two States notwithstanding any restrictions provided for in the first paragraph of its first Article.

In order to prove that the arbitral award has become final within the meaning of Article 1, paragraph 2, *d*), of the above-mentioned Convention, in Germany it shall be sufficient to produce a certificate issued by the registry (*Geschäftsstelle*) of the court with which the arbitral award is being registered, and in Switzerland a certificate from the competent authority of the canton in which the award has been given.

Compromises concluded in the presence of arbitrators shall be enforced in the same manner as arbitral awards.

Article 10.

The present Convention shall be ratified. Ratifications shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

The Convention shall come into force three months after the exchange of the instruments of ratification. It shall not apply to decisions which have acquired force of law before its entry into force, or to compromises concluded before that date.

The present Convention may be denounced by either State. Nevertheless, it shall remain in force for six months after denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in two original copies at Berne, November 2, 1929.

(Signed) RÜFENACHT
(Signed) KUHN
(Signed) ALEXANDER.
(Signed) MARTIUS.
(Signed) VOLKMAR.

N° 2545.

DANEMARK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Oslo, le 6 novembre 1930.

DENMARK AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Oslo, November 6, 1930.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2545. — NOTEUDVEKSLING ANGAAENDE EN MELLEM DEN DANSKE OG NORSKE REGERING AFSLUTTET OVERENSKOMST OM GENSIDIG ANERKENDELSE AF KØREKORT OG INDREGISTRERINGSBEVISER FOR PERSON-MOTORKØRETØJER.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par les délégués permanents du Danemark et de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 décembre 1930.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

OSLO, den 6. November 1930.

HERR STATSMINISTER,

Efter at DEN DANSKE og DEN NORSKE REGERING med Henblik paa at lette Færdslen med Motorkøretøjer mellem Danmark og Norge har indledet Underhandlinger angaaende gensidig Anerkendelse af Kørekort og Indregistreringsbeviser for Personmotorkøretøjer, har jeg den Ære at bringe til Deres Kundskab, at den danske Regering godkender følgende paa Grundlag af de nævnte Forhandlinger truffne Overenskomst :

1. Førerbeviser til Kørsel med Motorkøretøjer, udstedte og gældende i det ene Land, giver Indehaveren Ret til, uden at være i Besiddelse af internationalt Kørecertifikat eller Kørekort, under midlertidigt Ophold af indtil et Aar i det andet Land i ikke-erhvervsmaessig Trafik at føre et saadant Person-Motorkøretøj, som Førerbeviset berettiger den paagældende til at føre, og Førerbeviset skal i saa Henseende gælde som Legitimation. Denne Ret giver ikke Adgang til i det andet Land at føre et der lejet Motorkøretøj, og den bortfalder, naar vedkommende tager fast Bopæl i det andet Land.

Bliver et Førerbevis inddraget under Indehaverens Ophold i det andet Land i Medfør af de der gældende Bestemmelser, skal Førerbeviset snarest sendes tilbage til Politiet paa det Sted, hvor vedkommende er hjemmehørende.

2. Personkøretøjer, der er indregistreret i det ene Land, kan, uden at der for Køretøjet foreligger internationalt Kørecertifikat, indpassere og køre i det andet Land i indtil et Aar i ikke-erhvervsmaessig Trafik, forudsat at de opfylder de der gældende Forskrifter om Vægt og Dimensioner.

Som Legitimation skal for danske Motorkøretøjer gælde den danske Indregistreringsattest og for norske Motorkøretøjer den af vedkommende Myndighed (Politiet) udfærdigede Køretilladelse (Vognkortet).

Under Forudsætning af, at et i det ene Land indregistreret Motorkøretøj, der i Henhold til denne Artikel indpasserer og kører i det andet Land, er forsynet med Hjemlandets Kendingsmærker og med dettes i Overensstemmelse med den internationale Automobilkonvention udførte Nationalitetsmærke, fordres det ikke, at Motorkøretøjet ved Ankomsten til det andet Land forsynes med de i dette ellers foreskrevne Kendingsmærker.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 2545. — UTVEKSLING AV NOTER MELLEM DEN NORSKE OG DANSKE REGJERING ANGAAENDE OVERENSKOMST OM GJENSIDIG ANERKJENNELSE AV FØRERKORT OG VOGNKORT FOR PERSONMOTORVOGNER. OSLO, 6 NOVEMBER 1930.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegates of Denmark and Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 6, 1930.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 6. november 1930.

HERR SENDEMANN,

Efterat DEN NORSKE og DEN DANSKE REGJERING med henblikk på å lette ferdselen med motorvogner mellom Norge og Danmark har innledet forhandlinger om gjensidig anerkjennelse av førerkort og vognkort for personmotorvogner, har jeg den ære å bringe til Deres kunnskap at den norske regjering godkjenner følgende overenskomst som er truffet på grunnlag av de nevnte forhandlinger :

1. Førerkort for motorvogner, utstedt og gjeldende i det ene land, gir innehaveren rett til, uten å være i besiddelse av internasjonalt førercertifikat eller kjørekort, under midlertidig opphold av inntil ett år i det annet land å føre sådan person-motorvogn som førerkortet berettiger ham til i ikke-erhvervsmessig trafikk, og førerkortet skal gjelde som legitimasjon i denne henseende. Denne rett gir ikke adgang til i det annet land å føre en der leiet motorvogn, og den bortfaller når vedkommende tar fast bopel i det annet land.

Blir et førerkort inndradd under innehaverens opphold i det annet land i henhold til de der gjeldende bestemmelser, skal førerkortet snarest sendes tilbake til politiet på det sted, hvor vedkommende hører hjemme.

2. Personmotorvogner som er registrert i det ene land, kan, uten at der foreligger internasjonalt førercertifikat for vognen, passere inn i det annet land og anvendes der i inntil ett år i ikke-erhvervsmessig trafikk under forutsetning av at de oppfyller de forskrifter som gjelder der med hensyn til vekt og dimensjoner.

Som legitimasjon skal for norske motorvogner gjelde den av vedkommende myndighet (politiet) utferdigede kjøretillatelse (vognkortet) og for danske motorvogner den danske innregistreringsattest.

Under forutsetning av, at en i det ene land innregistreret motorvogn, som i henhold til denne artikkel passerer inn i det annet land og anvendes der, er forsynt med hjemlandets kjennemerker og med dettes nasjonalitetsmerke overensstemmende med den internasjonale automobilkonvensjon kreves det ikke, at motorvognen ved ankomsten til det annet land forsynes med kjennemerker, som ellers er foreskrevet i dette.

3. Naar det er aabenbart, at Vilkaarene for at erholde Kørekort eller Indregistrering ikke længere opfyldes, har vedkommende Myndigheder i det ene Land uanset Bestemmelserne i foranstaaende Artikler Ret til at nægte Godkendelse af et i det andet Land udfærdiget Kørekort eller Indregistreringsbevis.

4. Denne Overenskomst berører ikke de Bestemmelser om Told, Afgift eller Skat paa Automobiler eller Automobilgummiringe, eller om Forsikring af Motorkøretøjer, som maatte gælde eller blive indført i de to Lande.

Denne Overenskomst træder i Kraft en Maaned fra denne Dag at regne og forbliver gældende indtil 6 Maaneder fra den Dag, den maatte blive opsagt af en af de kontraherende Parter.

Modtag, Herr Statsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Sign:) A. OLDENBURG.

Hr. Stats- og Udenrigsminister J. L. Mowinckel,
etc. etc. etc.

Det kgl. Udenrigsdepartement,
Oslo.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.*

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 27 novembre 1930.

O. Tostrup

*Chef de la I^{re} Division
des Affaires politiques et commerciales.*

3. Når det er åbenbart, at vilkårene for få førerkort eller vognkort ikke lengere oppfylles, har vedkommende myndigheter i det ene land uansett bestemmelsene i foranstående artikler rett til å nekte godkjennelse av et førerkort eller vognkort utferdiget i det annet land.

4. Denne overenskomst berører ikke de bestemmelser om toll, avgift eller skatt på motorvogner eller gummiringer for sådanne eller om forsikring av motorvogner, som nu måtte gjelde eller senere bli utferdiget i de to land.

Denne overenskomst trer i kraft en måned fra idag og skal gjelde inntil 6 måneder fra den dag den opsies av en av de kontraherende parter.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

(Sign:) Aug. ESMARCH.

Herr Oldenburg,
Danmarks Sendemann,
etc. etc. etc.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 27 novembre 1930.

O. Tostrup,
Chef de la 1^{re} Division
des Affaires politiques et commerciales.

¹ TRADUCTION.

N^o 2545. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. OSLO, LE 6 NOVEMBRE 1930.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

OSLO, le 6 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LES GOUVERNEMENTS DANOIS et NORVÉGIEN, en vue de faciliter la circulation des véhicules automobiles entre le Danemark et la Norvège, ayant engagé des négociations au sujet de la reconnaissance réciproque des permis de conduire et de circulation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois approuve l'accord ci-après, intervenu comme suite auxdites négociations.

1. Les permis délivrés et valables dans l'un des deux pays pour la conduite des véhicules automobiles conféreront à leurs détenteurs, au cours d'un séjour temporaire dans l'autre pays, et sans qu'ils aient à se munir d'un permis de conduire ou de circulation international, le droit de conduire un véhicule automobile servant au transport des personnes et du type spécifié dans leur permis, à condition que ce véhicule soit uniquement destiné à un usage privé ; à cet effet, le permis de conduire servira de pièce d'identité. Ce droit n'implique pas l'autorisation de conduire dans l'autre pays un véhicule automobile loué dans ledit pays ; en outre, l'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans cet autre pays.

Si un permis de conduire est retiré à son détenteur au cours du séjour de celui-ci dans l'autre pays en vertu des règles en vigueur dans ce pays, ce permis sera renvoyé le plus tôt possible à la police du lieu où est domicilié l'intéressé.

2. Les véhicules automobiles servant au transport de personnes et qui sont immatriculés dans l'un des deux pays pourront, sans être munis d'un certificat international, pénétrer et circuler dans l'autre pays pendant un an au maximum, à condition d'être uniquement destinés à un usage privé et de répondre aux prescriptions en vigueur dans ce pays au sujet du poids et des dimensions.

Les pièces d'identité seront constituées, pour les automobiles danoises, par le certificat d'immatriculation danois et, pour les automobiles norvégiennes, par le permis de circulation (*Vognkortet*) émanant de l'autorité compétente (police).

Lorsqu'un véhicule automobile immatriculé dans l'un des deux pays, pénétrant et circulant dans l'autre pays, ainsi qu'il est prévu au présent article, portera les plaques de police du pays auquel il appartient, ainsi que les marques de nationalité de ce pays conformes à la convention internationale sur la circulation des automobiles, il ne sera pas nécessaire qu'à son arrivée dans l'autre pays, ce véhicule soit muni des plaques de police de ce pays.

3. Lorsqu'il sera évident que les conditions requises pour l'obtention du permis de conduire ou pour l'immatriculation du véhicule ne se trouvent plus remplies, les autorités compétentes ce

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2545. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. OSLO, NOVEMBER 6, 1930.

ROYAL DANISH LEGATION.

OSLO, *November 6, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS having entered into negotiations with a view to facilitating motor traffic between Denmark and Norway in respect of the mutual recognition of drivers' licences and registration certificates for passenger motor vehicles, I have the honour to inform you that the Danish Government approves the following agreement concluded on the basis of the above-mentioned negotiations :

1. Licences to drive motor vehicles issued and valid in either country shall entitle the holder, during a temporary stay of not more than one year in the other country, to drive a passenger motor vehicle of the kind for which the licence qualifies him, without need for an international driver's certificate or licence, provided that the said motor vehicle is not used for business purposes ; in this respect the driver's licence shall serve as an identification document. This privilege shall not confer the right to drive a motor vehicle hired in the other country and it shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the last named country.

If, during the holder's stay in the other country, a driver's licence is withdrawn in pursuance of the provisions in force in that country, the driver's licence shall be sent back as soon as possible to the police at the place where the party concerned is domiciled.

2. Passenger motor vehicles registered in either country may be brought into the other country and driven therein for not more than one year without an international certificate, provided they are not used for business purposes and that they comply with the regulations in force regarding weight and size.

The identification document shall be, for Danish motor vehicles, the Danish certificate of registration and for Norwegian motor vehicles, the vehicle licence (*Vognkortet*) issued by the competent authority (*police*).

Provided that a motor vehicle registered in either country which is brought into the other country and driven therein, as contemplated in this article, is furnished with the identification marks of its own country and with the national mark of that country in conformity with the International Motor Convention, it shall not be required, on arriving in the other country, to be provided with any other identification mark which may be prescribed therein.

3. If it is evident that the conditions requisite for obtaining a driver's licence or registration are no longer fulfilled, the competent authorities in either country shall be entitled, notwithstanding

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'un des deux pays pourront, nonobstant les stipulations qui précèdent, refuser de reconnaître un permis de conduire ou un certificat d'immatriculation délivré dans l'autre pays.

4. Le présent accord ne dérogera pas aux règlements qui ont été ou pourront être promulgués dans les deux pays en matière de droits de douane, de taxes ou d'impôts sur les automobiles ou pneumatiques d'automobiles, ainsi qu'en matière d'assurance des automobiles.

Le présent accord prendra effet dans le délai d'un mois à dater de ce jour et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois commençant à courir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. OLDENBURG.

M. J. L. Mowinckel,
Ministre d'Etat et des Affaires
étrangères, etc., etc.,
Département royal
des Affaires étrangères,
Oslo.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 6 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN et DANOIS, en vue de faciliter la circulation des véhicules automobiles entre la Norvège et le Danemark, ayant engagé des négociations au sujet de la reconnaissance réciproque des permis de conduire et de circulation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien approuve l'accord ci-après, intervenu comme suite auxdites négociations.

1. Les permis délivrés et valables dans l'un des deux pays pour la conduite des véhicules automobiles conféreront à leurs détenteurs, au cours d'un séjour temporaire dans l'autre pays, et sans qu'ils aient à se munir d'un permis de conduire ou de circulation international, le droit de conduire un véhicule automobile servant au transport des personnes et du type spécifié dans leur permis, à condition que ce véhicule soit uniquement destiné à un usage privé; à cet effet, le permis de conduire servira de pièce d'identité. Ce droit n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays; en outre, l'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans cet autre pays.

Si un permis de conduire est retiré à son détenteur au cours du séjour de celui-ci dans l'autre pays en vertu des règles en vigueur dans ce pays, ce permis sera renvoyé le plus tôt possible à la police du lieu où est domicilié l'intéressé.

2. Les véhicules automobiles servant au transport de personnes et qui sont immatriculés dans l'un des deux pays pourront, sans être munis d'un certificat international, pénétrer et circuler dans l'autre pays pendant un an au maximum, à condition d'être uniquement destinés à un usage privé, et de répondre aux prescriptions en vigueur dans ce pays au sujet du poids et des dimensions.

Les pièces d'identité seront constituées, pour les automobiles norvégiennes, par le permis de circulation (*Vognkortet*) émanant de l'autorité compétente (police) et, pour les automobiles danoises, par le certificat d'immatriculation danois.

Lorsqu'un véhicule automobile immatriculé dans l'un des deux pays, pénétrant et circulant dans l'autre pays ainsi qu'il est prévu au présent article, portera les plaques de police du pays auquel il appartient, ainsi que les marques de nationalité de ce pays conformes à la convention internationale sur la circulation des automobiles, il ne sera pas nécessaire qu'à son arrivée dans l'autre pays, ce véhicule soit muni des plaques de police de ce pays.

the provisions in the above articles, to refuse to recognise a driver's licence or registration certificate granted in the other country.

4. The present agreement shall not affect regulations now existing or hereafter to be issued in either country regarding Customs duties, charges or taxes on motor cars or motor car tyres or insurance of motor vehicles.

The present agreement shall come into force one month from to-day's date and shall remain in force for six months after it has been denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.,

(Signed) A. OLDENBURG.

M. J. L. Mowinckel,
Minister of State and for
Foreign Affairs, etc., etc.,
The Royal Department
for Foreign Affairs,
Oslo.

ROYAL DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, November 6, 1930.

SIR,

THE NORWEGIAN and DANISH GOVERNMENT, having entered into negotiations with a view to facilitating motor traffic between Norway and Denmark in respect of the mutual recognition of drivers' licences and registration certificates for passenger motor vehicles, I have the honour to inform you that the Norwegian Government approves the following agreement concluded on the basis of the above-mentioned negotiations.

1. Licences to drive motor vehicles issued and valid in either country shall entitle the holder, during a temporary stay of not more than one year in the other country, to drive a passenger motor vehicle of the kind for which the licence qualifies him, without need for an international driver's certificate of licence, provided that the said motor vehicle is not used for business purposes; in this respect the driver's licence shall serve as an identification document. This privilege shall not confer the right to drive a motor vehicle hired in the other country and it shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the last named country.

If, during the holder's stay in the other country, a driver's licence is withdrawn in pursuance of the provisions in force in that country, the driver's licence shall be sent back as soon as possible to the police at the place where the party concerned is domiciled.

2. Passenger motor vehicles registered in either country may be brought into the other country and used therein for not more than one year without an international certificate provided they are not used for business purposes and that they fulfil the regulations in force regarding weight and size.

The identification document shall be, for Norwegian motor vehicles, the vehicles' licence (*Vognkortet*) issued by the competent authority (*police*) and for Danish motor vehicles, the Danish certificate of registration.

Provided that a motor vehicle registered in either country which is brought into the other country and used therein, as contemplated in this article, is furnished with the identification marks of its own country and with the national mark of that country in conformity with the International Motor Convention, it shall not be required, on arriving in the other country, to be provided with any other identification mark which may be prescribed therein.

3. Lorsqu'il sera évident que les conditions requises pour l'obtention du permis de conduire ou pour l'immatriculation du véhicule ne se trouvent plus remplies, les autorités compétentes de l'un des deux pays pourront, nonobstant les stipulations qui précèdent, refuser de reconnaître un permis de conduire ou un certificat d'immatriculation délivré dans l'autre pays.

4 Le présent accord ne dérogera pas aux règlements qui ont été ou pourront être promulgués dans les deux pays en matière de droits de douane, de taxes ou d'impôts sur les automobiles ou pneumatiques d'automobiles, ainsi qu'en matière d'assurance des automobiles.

Le présent accord prendra effet dans le délai d'un mois à dater de ce jour et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois commençant à courir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

*Pour le Ministre
des Affaires étrangères :*
(Signé) Aug. ESMARCH.

M. Oldenburg,
Ministre du Danemark,
etc., etc.

3. If it is evident that the conditions requisite for obtaining a driver's licence or registration are no longer fulfilled, the competent authorities in either country shall be entitled, notwithstanding the provisions in the above articles, to refuse to recognise a driver's licence or registration certificate granted in the other country.

4. The present agreement shall not affect regulations now existing or hereafter to be issued in either country regarding Customs duties, charges or taxes on motor cars or motor car tyres or insurance of motor vehicles.

The present agreement shall come into force one month from to-day's date and shall remain in force for six months after it has been denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour, etc.,

M. Oldenburg,
Danish Minister,
etc., etc.

*For the Minister
for Foreign Affairs,
(Signed) Aug. ESMARCH.*

N° 2546.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Convention relative à l'organisation
des gares frontières. Signée à
Paris, le 13 avril 1925.

GERMANY AND FRANCE

Convention regarding the Organisa-
tion of Frontier Stations. Signed
at Paris, April 13, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2546. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND FRANKREICH ÜBER DIE EINRICHTUNG DER GRENZBAHNHÖFE. GEZEICHNET IN PARIS AM 13. APRIL 1925.

N^o 2546. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE RELATIVE A L'ORGANISATION DES GARES FRONTIÈRES. SIGNÉE A PARIS, LE 13 AVRIL 1925.

Textes officiels français et allemand communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 décembre 1930.

French and German official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place December 6, 1930.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und die FRANZÖSISCHE REGIERUNG, von dem gleichen Wunsche geleitet, durch gemeinschaftliche Festlegung und zweckentsprechende Einrichtung von Grenzbahnhöfen die Grenzabfertigung des zwischenstaatlichen Eisenbahnverkehrs möglichst zu erleichtern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu vereinbaren, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

Herrn Freiherrn Werner VON GRÜNAU, Wirklichen Legationsrat und Vortragenden Rat im Auswärtigen Amt des Deutschen Reiches,

DIE FRANZÖSISCHE REGIERUNG :

Herrn Raymond BRUGÈRE, Botschaftssekretär erster Klasse, Ritter der Ehrenlegion,

die sich nach Austausch ihrer Vollmachten über folgende Bestimmungen geeinigt haben :

Artikel 1.

Die Lage der Grenzbahnhöfe zwischen Deutschland und Frankreich wird in folgender Weise festgesetzt :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 2 septembre 1930.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, animés d'un égal désir de faciliter, dans toute la mesure possible, les opérations frontières se rapportant au trafic ferroviaire international, par la désignation en commun et par une organisation appropriée des gares frontières, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. le Baron Werner VON GRÜNAU, conseiller actuel de Légation, conseiller référendaire au Ministère allemand des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

M. Raymond BRUGÈRE, secrétaire d'Ambassade de première classe, chevalier de la Légion d'honneur ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

L'emplacement des gares frontières entre l'Allemagne et la France est fixé ainsi qu'il est dit ci-après :

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, September 2, 1930.

A. An der Rheingrenze wird gemäss Artikel 67 des Vertrags von Versailles für jede Strecke ein gemeinsam benutzter Grenzbahnhof bestimmt, und zwar :

1. Strecke Rastatt-Roeschwoog : Bahnhof Wintersdorf ;
2. Strecke Appenweier-Strasbourg : Bahnhof Kehl (Bahnhof Kehl-Hafen nicht einbegriffen) ;
3. Strecke Breisach-Colmar : Bahnhof Breisach ;
4. Strecke Müllheim-Mulhouse : Bahnhof Neuenburg ;
5. Strecke Weil-Leopoldshöhe-Huningue : Bahnhof Palmrain.

B. An der übrigen Grenze werden beide Vertragschliessende Teile für die verschiedenen Grenzübergangslinien getrennte Grenzbahnhöfe auf ihrem eigenen Gebiet einrichten.

Ihre Lage wird folgendermassen bestimmt :

1. Strecke Germersheim-Lauterbourg :
 - a) Deutsche Grenzbahnhöfe :
Bahnhof Berg für den Personenverkehr ;
Bahnhof Wörth a. Rh. für den Güterverkehr ;
 - b) Französischer Grenzbahnhof :
Bahnhof Lauterbourg ;
2. Strecke Landau-Wissembourg :
 - a) Deutsche Grenzbahnhöfe :
Bahnhof Winden für den Schnellzug- und Güterverkehr ;

Bahnhof Kapsweyer für Personenzüge ;
 - b) Französischer Grenzbahnhof :
Bahnhof Wissembourg ;
3. Strecke Trier-Thionville :
 - a) Deutsche Grenzbahnhöfe :
Bahnhof Perl für den Personenverkehr und den Verkehr von Gütern, die für einen Empfänger in Perl bestimmt sind ;
Bahnhof Nennig für die Beförderung der im direkten Verkehr versandten Güter ;
 - b) Französischer Grenzbahnhof :
Bahnhof Apach.

A. Sur la frontière du Rhin, conformément à l'article 67 du Traité de Versailles, il est fixé pour chaque ligne une gare frontière unique, à savoir :

- 1^o Ligne de Rastatt-Roeschwoog : gare de Wintersdorf ;
- 2^o Ligne d'Appenweier-Strasbourg, gare de Kehl (gare de Kehl-port non comprise) ;
- 3^o Ligne de Breisach-Colmar, gare de Breisach ;
- 4^o Ligne de Müllheim-Mulhouse, gare de Neuenburg ;
- 5^o Ligne de Weil-Leopoldshöhe-Huningue, gare de Palmrain.

B. Pour le reste de la frontière chacune des deux Parties contractantes organisera sur son propre territoire des gares frontières distinctes sur les différentes lignes traversant la frontière.

Leur emplacement est ainsi fixé :

- 1^o Ligne de Germersheim-Lauterbourg :
 - a) Gares frontières allemandes :
Gare de Berg pour le trafic des voyageurs ;
Gare de Wörth-am-Rhein pour le trafic des marchandises ;
 - b) Gare frontière française :
Gare de Lauterbourg.
- 2^o Ligne de Landau-Wissembourg :
 - a) Gares frontières allemandes :
Gare de Winden pour les trains directs et le trafic des marchandises ;
Gare de Kapsweyer pour les trains omnibus ;
 - b) Gare frontière française :
Gare de Wissembourg.
- 3^o Ligne de Trier-Thionville :
 - a) Gares frontières allemandes :
Gare de Perl pour le trafic des voyageurs et marchandises adressées à un destinataire à Perl ;
Gare de Nennig pour le transport des marchandises expédiées en trafic direct.
 - b) Gare frontière française :
Gare d'Apach.

Artikel 2.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile behält sich die Möglichkeit vor, auf seinem Gebiet die Lage der im vorstehenden Artikel unter Absatz B aufgezählten getrennten Grenzbahnhöfe zu ändern. Wird von dieser Befugnis Gebrauch gemacht, so sind die hieraus sich ergebenden neuen Massnahmen vorher dem anderen Vertragschliessenden Teil auf dem üblichen diplomatischen Weg mitzuteilen.

Sollten die beiden Regierungen die Zusammenlegung dieser oder jener getrennten Grenzbahnhöfe zu einem gemeinsam zu benutzenden Grenzbahnhof auf deutschem oder französischem Gebiet für erwünscht halten, so kann die Lage des neuen Bahnhofs durch Notenwechsel zwischen den beiden Regierungen bestimmt werden.

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens über die Grenzbahnhöfe auf dem rechten Rheinufer finden auf die gemeinsam zu benutzenden Grenzbahnhöfe Anwendung, die dem vorstehenden Artikel zufolge künftig etwa geschaffen werden, insbesondere, nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit, auf diejenigen, deren Anlage etwa auf französischem Boden erfolgt. Im letzteren Falle steht der Deutschen Regierung die Befugnis zu, auf den neuen Grenzbahnhöfen die gleichen Dienststellen zu errichten, wie sie nach diesem Abkommen die Französische Regierung auf den Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer einrichten darf. Die den betreffenden Dienststellen angehörenden deutschen Beamten und Angestellten erhalten die gleichen Befugnisse, Rechte und Vergünstigungen, wie sie nachstehend den französischen Beamten und Angestellten zuerkannt werden.

Artikel 4.

Die Grenzbahnhöfe bleiben Eigentum der Eisenbahnverwaltung des Landes, auf dessen Gebiet sie liegen, und werden von dieser erbaut und unterhalten.

Artikel 5.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, auf den Strecken, auf denen

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve la possibilité de modifier sur son territoire l'emplacement des gares frontières distinctes énumérées à l'article précédent sous le paragraphe B. Notification préalable devra toutefois être faite à l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique régulière, des dispositions nouvelles auxquelles l'exercice de cette faculté pourrait donner lieu.

Au cas où les deux gouvernements seraient d'avis de réunir en gare frontière unique, soit sur territoire français, soit sur territoire allemand, telles ou telles de ces gares distinctes, l'emplacement de la nouvelle gare unique pourra être fixé par échange de lettres entre les deux gouvernements.

Article 3.

Les dispositions de la présente convention concernant les gares frontières de la rive droite du Rhin seront étendues aux gares frontières uniques qui pourraient, ainsi qu'il est dit à l'article précédent, être ultérieurement créées et notamment par réciprocité à celles qui seraient établies sur territoire français. En ce dernier cas, le Gouvernement allemand aura la faculté d'établir dans les nouvelles gares-frontières, les mêmes services que ceux que la présente convention reconnaît au Gouvernement français le droit d'installer dans les gares frontières de la rive droite du Rhin ; les fonctionnaires, agents et employés allemands appartenant auxdits services jouiront des mêmes attributions, droits et prérogatives que ceux qui sont reconnus ci-après aux fonctionnaires, agents et employés français.

Article 4.

Les gares frontières restent la propriété de l'Administration des chemins de fer du pays sur le territoire duquel elles se trouvent placées et seront construites et entretenues par cette administration.

Article 5.

Sur les lignes où il n'existe pas de gares frontières uniques, chacune des deux Parties

keine gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfe bestehen, alle den Bedürfnissen des zwischenstaatlichen Eisenbahnverkehrs entsprechenden Einrichtungen und Anlagen, insbesondere für den Übergang der Fahrbetriebsmittel zu schaffen.

Zweckentsprechende Erweiterungen und Verbesserungen an den bestehenden Anlagen sollen jederzeit vorgenommen werden, wenn es die Bedürfnisse des zwischenstaatlichen Verkehrs erfordern. Die beteiligten Verwaltungen werden sich zu diesem Zwecke alle nötigen Auskünfte erteilen und sich soweit als möglich verständigen, um ihre Entwürfe diesen Bedürfnissen anzupassen.

Artikel 6.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, alle notwendigen Massnahmen zu treffen, welche die ordnungsmässige Durchführung der Aufgaben der französischen Dienststellen auf den Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer erheischt, namentlich diese Bahnhöfe mit allen zweckentsprechenden beweglichen und unbeweglichen Einrichtungen auszustatten.

Insbesondere wird es der französischen Eisenbahnverwaltung ermöglicht :

a) Alle Dienstgeschäfte vorzunehmen, zu denen auf französischer Seite die Durchführung des zwischenstaatlichen Durchgangsverkehrs Anlass gibt, insbesondere den Übergang und die Anerkennung des rollenden Materials, die Übergabe und Übernahme der Güter und dienstlichen Schriftstücke, sowie die Zollabfertigung durch die französische Behörde herbeizuführen ;

b) Im Ortsverkehr der Grenzbahnhöfe die Sendungen nach und aus Frankreich anzunehmen und zu übergeben.

Artikel 7.

Der Bau der gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfe auf dem rechten Rheinufer und die an ihren Einrichtungen etwa vorzunehmenden Änderungen erfolgen nach Entwürfen, die im Einvernehmen mit der französischen Eisenbahnverwaltung aufgestellt werden.

contractantes s'engage à faire aménager tous établissements et installations que les besoins du trafic international et notamment les échanges de matériel pourraient réclamer.

Les agrandissements ou améliorations utiles devront être apportées à tout moment aux installations existantes si les nécessités du trafic international viennent à l'exiger. Les Administrations intéressées se communiqueront, à cet égard, tous les renseignements nécessaires, et s'entendront dans la mesure du possible pour adapter leurs projets respectifs à ces nécessités.

Article 6.

Le Gouvernement allemand prendra toutes les mesures nécessaires pour le fonctionnement normal des services français qui seront installés dans les gares frontières de la rive droite du Rhin, et en particulier pourvoira ces gares de toutes les installations mobilières et immobilières appropriées.

L'Administration des chemins de fer français sera notamment à même de pouvoir assurer :

a) Toutes les opérations au titre français du transit international, en particulier les échanges et reconnaissances de matériels roulant, la remise et la prise en charge de marchandises et écritures ainsi que l'accomplissement des formalités douanières françaises.

b) L'acceptation et la livraison des transports de trafic local à destination ou en provenance de France.

Article 7.

La construction des gares frontières uniques de la rive droite du Rhin et les modifications éventuelles apportées à leur aménagement devront faire l'objet de projets établis en accord avec l'Administration des chemins de fer français.

Artikel 8.

Die Grenzbahnhöfe, insbesondere die gemeinsam benutzten, werden von den Eisenbahnverwaltungen betrieben, deren Eigentum sie sind.

Gesetzliche Zeit ist die Zeit des Landes, auf dessen Gebiet der Grenzbahnhof liegt.

Artikel 9.

Die Streckenabschnitte zwischen den Grenzbahnhöfen und der Hoheitsgrenze der beiden Staaten werden von der Eisenbahnverwaltung, welcher der betreffende Grenzbahnhof gehört, auf eigene Kosten betrieben. An der Rheingrenze geht der Betrieb dieser Streckenabschnitte durch die deutsche Eisenbahnverwaltung nicht über die französische Eigentums- grenze auf den Rheinbrücken hinaus.

Beide Verwaltungen können die Züge bis zu den ihnen nichtgehörenden Grenzbahnhöfen fahren ; die in diesem Fall von der Verwaltung, welcher der Bahnhof gehört, zu vergütenden Leistungen werden grundsätzlich im Wege des Naturalausgleichs abgegolten.

Artikel 10.

Die Maschinen und das Personal jeder der beiden benachbarten Eisenbahnverwaltungen verkehren nicht über die Grenzbahnhöfe der anderen Eisenbahnverwaltung hinaus. An der Rheingrenze erfolgt der Personal- und Maschinenwechsel in den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen.

Sollten die Erfordernisse des Betriebs Abweichungen von dem im vorigen Absatz aufgestellten Grundsatz nötig machen, so werden diese im einzelnen durch besondere Vereinbarungen zwischen der deutschen und französischen Eisenbahnverwaltung festgelegt.

Artikel 11.

Die deutschen und französischen Tarife gelten jeweils von und bis zur Grenze. Auf den Rheinbrücken gelten jedoch die französischen Eisen-

Article 8.

Les gares frontières, et notamment les gares uniques, sont gérées par les Administrations de chemin de fer qui en ont la propriété.

L'heure légale est celle du pays sur le territoire duquel se trouve placée la gare frontière.

Article 9.

Les Administrations des chemins de fer française et allemande exploiteront respectivement et à leurs frais les sections de lignes comprises entre les gares frontières dont elles sont propriétaires et la limite de souveraineté des deux Etats ; sur la frontière du Rhin, l'exploitation de ces sections de ligne par les soins de l'Administration des chemins de fer allemands ne dépassera pas la limite à laquelle s'arrête sur les ponts du Rhin la propriété de l'Etat français.

L'une et l'autre de ces deux administrations pourront assurer la conduite des trains jusqu'aux gares frontières dont elles ne sont pas propriétaires : en ce cas, les prestations qui seront dues par l'administration propriétaire de la gare seront réglées, en principe, sur la base d'une compensation en nature.

Article 10.

La circulation des machines et du personnel de chacune des deux Administrations de chemins de fer en contact sera limitée aux gares frontières de l'autre. Sur la frontière du Rhin, les échanges de personnel et de machines se feront dans les gares frontières uniques.

¶ Dans le cas où les nécessités de l'exploitation obligeraient à déroger au principe fixé à l'alinéa précédent, des arrangements spéciaux conclus entre les Administrations des chemins de fer française et allemande régleront les modalités de ces dérogations.

Article 11.

Les tarifs allemands et français seront respectivement applicables de part et d'autre de la frontière. Toutefois, sur les ponts du Rhin,

bahntarife bis zur Grenze des französischen Staatseigentums.

Der Ortsverkehr zwischen den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufers und Frankreich wird in Form eines deutsch-französischen Eisenbahnerverbandstarifs auf folgender Grundlage geregelt :

Die in Betracht kommenden Sendungen können nach Wahl des Absenders mit einem dem Internationalen Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr entsprechenden Frachtbrief — oder mit einem innerfranzösischen Brief — aufgegeben werden. Sie sind auf der ganzen Beförderungstrecke den französischen Tarifvorschriften unterworfen. Zu diesem Zwecke werden die französischen Tarifsätze von und bis zur Eigentumsgrenze des französischen Staats auf den Rheinbrücken zugunsten der deutschen Eisenbahn um einen Anstossatz in französischen Franken erhöht. Dieser Satz wird von der deutschen Eisenbahn auf Grund der französischen Gütereinteilung festgesetzt und so berechnet, dass er die auf den Strecken zwischen den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen und der Grenze des französischen Staatseigentums nach den deutschen Normaltarifen für das beförderte Gut zulässige niedrigste Fracht nicht übersteigt. Hinsichtlich des Bahnhofes Kehl darf der deutsche Frachtsatz den zwischen Kehl-Hafen und der obenerwähnten Grenze für die gleiche Tarifentfernung anzuwendenden Satz nicht übersteigen ; diese Bestimmung bedingt nicht notwendig die Beibehaltung des zwischen Kehl-Hafen und Frankreich zur Zeit geltenden ermässigten Tarifs.

Artikel 12.

Die Miete der Anlagen für den französischen oder den gemeinschaftlichen deutsch-französischen Dienstbetrieb auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufers wird nach den Anlagekosten berechnet. Die Höhe dieser Miete wird unter Berücksichtigung der tatsächlich aufgewendeten Kapitalien und des massgebenden Zinsfusses durch unmittelbare Verständigung zwischen den Eisenbahnverwaltungen in Goldmark festgesetzt.

Die Betriebs-, Unterhaltungs- und Erneuerungskosten der gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfe werden, falls die Kosten zugleich den deutschen und französischen Dienst angehen, gemeinsam, falls sie den französischen Dienst

les tarifs des chemins de fer français seront applicables jusqu'à la limite de propriété de l'État français.

Le trafic local avec la France des gares frontières uniques de la rive droite du Rhin fera l'objet d'un tarif commun aux Administrations des chemins de fer française et allemande basé sur les règles ci-après :

Les transports dont il s'agit pourront indifféremment faire l'objet, à la volonté de l'expéditeur, d'une lettre de voiture du modèle fixé par la Convention internationale pour le transport des marchandises ou d'une lettre de voiture intérieure française. Ils seront soumis de bout en bout aux conditions d'application des tarifs français. A cet effet, les prix du tarif français de ou pour la limite de propriété de l'État français sur les ponts du Rhin, seront majorés au profit des chemins de fer allemands d'une taxe exprimée en francs français ; cette dernière taxe sera établie par les Chemins de fer allemands en se basant sur la classification française et sera calculée de manière à ne pas être supérieure à la taxe la plus réduite qui, pour le parcours effectué entre les gares frontières uniques et la limite de propriété de l'État français, serait, en vertu des tarifs normaux allemands, applicable à la marchandise transportée. En ce qui concerne la gare de Kehl, la taxe allemande ne pourra pas être supérieure, à distance tarifaire égale au prix applicable entre le port de Kehl et la limite visée ci-dessus ; cette stipulation n'implique pas nécessairement le maintien du tarif réduit actuellement en vigueur entre Kehl-port et la France.

Article 12.

Le loyer des installations établies dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, pour le fonctionnement des services français ou des services communs franco-allemands sera calculé d'après les dépenses de construction. Le montant de ce loyer sera fixé en marcs-or par entente directe entre les administrations ferroviaires, compte tenu des capitaux effectivement engagés et des taux d'intérêt à servir.

Les dépenses d'exploitation, d'entretien et de renouvellement relatives au fonctionnement des gares frontières uniques seront imputées soit à la communauté, en cas de dépenses intéressant à la fois des services français et

allein betreffen und ausdrücklich von der Kostengemeinschaft ausgeschlossen sind, vom französischen Dienst getragen.

Können sich die Eisenbahnverwaltungen über die Berechnung der Miete oder über die Verteilung der zu gemeinsamen Lasten gehenden Kosten nicht einigen, so ersuchen sie den Vorsitzenden des Internationalen Eisenbahnverbandes um Benennung eines Sachverständigen, der zwischen ihnen entscheiden soll ; falls dieser Vorsitzende Deutscher oder Franzose ist, wird der Präsident des Zentralamts für den Internationalen Transport in Bern um Benennung des Sachverständigen ersucht werden.

Artikel 13.

Für die Ein- und Ausfuhr von Waren sowie für den Personenverkehr gelten auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufers und auf den zwischen diesen und der Landesgrenze befindlichen Eisenbahnstrecken neben den deutschen die französischen Zollvorschriften. Es besteht Einverständnis darüber, dass die französische Zollbehörde sowohl innerhalb der Bahnhöfe wie auf den erwähnten Bahnstrecken die zur Wahrung ihrer Interessen erforderliche Kontrolle und Aufsicht ausüben darf.

Artikel 14.

Auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufers finden die französischen Zollvorschriften Anwendung :

1. Bei der Einfuhr nach Frankreich : auf Waren von dem Zeitpunkt an, wo diese der französischen Zollbehörde deklariert werden, oder von dem Zeitpunkt an, wo versucht wird, sie deren Kontrolle zu entziehen ; auf Reisende von dem Zeitpunkt an, wo die französische Zollabfertigung beginnt, oder ein Reisender sich dieser Abfertigung zu entziehen versucht.

2. Bei der Ausfuhr aus Frankreich : auf Waren bis zu dem Zeitpunkt, wo ihre Ausfuhr festgestellt worden ist, und auf Reisende bis zu dem Zeitpunkt der beendigten Zollabfertigung. Ausserdem können auf Waren oder Reisende, die der französischen Zollabfertigung entgangen sind, die fran-

allemands, soit aux services français, en cas de dépenses qui seraient entièrement propres à ces derniers et mises explicitement en dehors de la communauté.

Si les Administrations ferroviaires ne pouvaient se mettre d'accord, soit sur le calcul du loyer, soit sur la répartition des dépenses incombant à la communauté, elles demanderaient au président de l'Union internationale des chemins de fer de désigner un expert pour les départager, à moins que ce président ne soit de nationalité française ou allemande, auquel cas il serait fait appel pour cette désignation au président de l'Office central des transports internationaux à Berne.

Article 13.

Pour tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des marchandises ainsi que le passage des voyageurs, la réglementation douanière française est en vigueur, dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin et sur les parties de voie ferrée comprises entre ces gares et la frontière concurremment avec la réglementation douanière allemande, étant entendu que la douane française pourra exercer, tant à l'intérieur des gares que sur les sections de voie ferrée dont il s'agit le contrôle et la surveillance nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

Article 14.

Dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, la réglementation douanière française est appliquée :

1° A l'importation en France : pour les marchandises, à partir du moment où celles-ci ont été déclarées à la douane française ou bien à partir du moment où on cherche à les soustraire à son action ; pour les voyageurs, à partir du moment où commence la visite douanière française ou à partir du moment où un voyageur cherche à se soustraire à cette visite ;

2° A l'exportation de France : pour les marchandises jusqu'au moment où la sortie en a été constatée, et pour les voyageurs, jusqu'au moment où est terminée la visite douanière. En outre, pour les marchandises ou les voyageurs échappés à l'action de la douane française, la régle-

zösischen Zollvorschriften angewandt werden, solange die deutsche Zollabfertigung auf dem Bahnhof nicht beendet ist.

Zu widerhandlungen gegen die französischen Zollvorschriften werden von der französischen Zollbehörde unter den gleichen zeitlichen und örtlichen Bedingungen festgestellt.

Die Zollbeamten eines jeden Staates haben lediglich die Vorschriften des Staates anzuwenden, dem sie angehören.

Auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen unterliegen die aus Frankreich kommenden Waren, wenn sie dorthin zurückgesandt werden, bevor die Anwendbarkeit der französischen Zollvorschriften auf sie erloschen ist, weder einer deutschen Ein- oder Ausfuhrabgabe noch einem deutschen Ein- oder Ausfuhrverbot.

Erfordert auf einem rechtsrheinischen Grenzbahnhof die Anwendung der beiderseitigen Zollgesetze die Einbehaltung oder Beschlagnahme einer Ware, so hat die Zollbehörde des Ausfuhrlandes den Vorrang.

Hält die deutsche Zollbehörde die Untersuchung einer Ware, die schon unter der Aufsicht der französischen Zollbehörde steht, vor ihrer Ausfuhr aus Deutschland für erforderlich, so hat die französische Zollbehörde sie ihr zu diesem Zwecke zur Verfügung zu stellen. Andererseits kann die französische Zollbehörde verlangen, dass ihr eine Ware, die ihrer Kontrolle entgangen ist, zur Verfügung gestellt wird, falls diese Ware noch auf dem Grenzbahnhof unter der Überwachung der deutschen Zollbehörde steht.

Stellt der Ausfuhrstaat fest, dass die Ware zu beschlagnahmen ist, so hat sie der Einfuhrstaat zugunsten des Ausfuhrstaates abzugeben.

Artikel 15.

Unter den in Artikel 14 bestimmten Voraussetzungen ist die französische Zollbehörde berechtigt, wegen jeder auf deutschem Gebiet entdeckten Zu widerhandlung gegen die von ihr anzuwendenden Zoll- oder sonstigen Vorschriften eine Untersuchung vorzunehmen. Sie darf die betreffenden Zu widerhandlungen nach den französischen Strafbestimmungen feststellen und in Frankreich aburteilen lassen sowie alle auf solche Zu widerhandlungen bezüglichen Gegenstände, mit Ausnahme des dem Täter gehörenden Arbeitsgeräts, als Sicherheit einbehalten oder gegebenenfalls einziehen.

mentation douanière française pourra s'appliquer tant que les opérations douanières allemandes n'auront pas été terminées dans la gare.

Les infractions à la réglementation douanière française sont constatées par la douane française dans les mêmes conditions de temps et de lieu.

Les fonctionnaires des douanes de chaque Etat ne sont chargés d'appliquer que la réglementation de l'Etat auquel ils appartiennent.

Dans les gares frontières de la rive droite du Rhin ne sont passibles d'aucun droit allemand d'importation ou d'exportation ni assujetties à aucune prohibition allemande d'entrée ou de sortie les marchandises venues de France et qui y sont renvoyées avant que la réglementation douanière française ait cessé de leur être applicable.

Lorsque dans une gare frontière de la rive droite du Rhin l'application des lois douanières des deux parties nécessite la retenue ou la saisie d'une marchandise, la priorité appartient à l'autorité douanière du pays exportateur.

Si l'autorité douanière allemande juge nécessaire d'examiner, avant son exportation d'Allemagne, une marchandise déjà placée sous la surveillance de la douane française, celle-ci devra la remettre, à cet effet, à la disposition de la douane allemande. D'autre part, l'autorité douanière française pourra exiger qu'une marchandise échappée à son contrôle soit mise à sa disposition si elle se trouve encore placée dans la gare frontière, sous la surveillance de la douane allemande.

Si la marchandise est reconnue confiscable par l'Etat exportateur, l'Etat importateur devra s'en dessaisir au profit du premier.

Article 15.

Dans les conditions prévues à l'article 14, l'autorité douanière française a le droit de faire une enquête sur toute infraction découverte sur le territoire allemand et portant violation des règlements douaniers ou autres qu'elle est chargée d'appliquer. Elle peut constater lesdites infractions d'après les prescriptions pénales françaises et les faire juger en France, ainsi que retenir comme gage ou éventuellement confisquer tout objet se rapportant à ces infractions à l'exception des instruments de travail appartenant aux délinquants.

Desgleichen ist die französische Zollbehörde befugt, die auf deutschem Gebiet eingezogenen, beschlagnahmten oder als Sicherheit einbehaltenen Gegenstände entweder nach Frankreich zu verbringen oder nach Massgabe der französischen Vorschriften an Ort und Stelle verkaufen zu lassen.

Falls bei der Zollaufsicht oder Zollkontrolle oder bei der Feststellung von Zuwiderhandlungen körperliche Zwangsmassnahmen gegen einen zur Abfertigung verpflichteten Reisenden oder Deklaranten von seiten der französischen Zollbehörde notwendig werden, hat sich diese an die deutschen Polizei- oder Zollbeamten zu wenden. Zu einer Festnahme dürfen die französischen Beamten nicht schreiten.

Artikel 16.

Werden die Waren gleichzeitig von den Zollbehörden beider Teile überwacht, so gilt die Zollbehörde des ausführenden Landes allein als fiskalisch verantwortlicher Verwahrer. Die Haftung der Eisenbahnverwaltung für die Aufbewahrung der betreffenden Waren den Eigentümern oder Empfängern gegenüber wird hierdurch nicht berührt.

Artikel 17.

Die deutschen und französischen Zollbehörden verleihen ihren Dienststellen auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer alle durch die Verkehrsbedürfnisse bedingten Befugnisse zur Vornahme der Ein- und Ausfuhrabfertigung. Sie sorgen insbesondere dafür, dass diese Befugnisse soweit als möglich, miteinander übereinstimmen, und dass die von den beiden Zolldienststellen vorzunehmenden Abfertigungsmassnahmen unverzüglich aufeinanderfolgen. Die Zollförmlichkeiten, denen die Reisenden und ihr Gepäck unterworfen sind, werden bei Abgang und Ankunft der Züge vorgenommen.

Artikel 18.

Die nach französischem Gesetz von der französischen Zollbehörde anzuwendenden Vorschriften über die Ausfuhr-, Einfuhr- und Durchfuhrverbote oder -beschränkungen, über

L'autorité douanière française a également la faculté, soit de transporter en France les objets confisqués, saisis ou retenus comme gage sur le territoire allemand, soit de les faire vendre sur place dans les conditions prévues par la réglementation française.

Si, pour les besoins de la surveillance ou du contrôle et la constatation des infractions des mesures de coercition corporelle devaient être prises à l'égard d'un redevable, voyageur ou déclarant, par l'autorité douanière française, celle-ci en appellerait aux services allemands de police ou de douane, étant entendu que les fonctionnaires français ne pourront procéder à aucune arrestation.

Article 16.

Lorsque les marchandises sont surveillées simultanément par les autorités douanières de l'une et l'autre des deux Parties contractantes, la douane du pays exportateur est seule considérée comme dépositaire responsable au point de vue fiscal. Cette responsabilité ne diminue en aucune façon la responsabilité des administrations ferroviaires envers les propriétaires ou destinataires pour la garde des dites marchandises.

Article 17.

Les Administrations douanières française et allemande accorderont à leurs bureaux dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin toutes les attributions relatives au dédouanement d'entrée ou de sortie que comporteront les nécessités de la circulation. Elles veilleront, notamment, à ce que ces attributions concordent dans la mesure du possible, et à ce que les opérations du dédouanement par les deux bureaux de douane s'effectuent l'une après l'autre sans perte de temps. Les formalités douanières auxquelles seront astreints les voyageurs et leurs bagages seront accomplies au départ et à l'arrivée des trains.

Article 18.

Les prescriptions relatives aux interdictions et restrictions d'exportation, d'importation ou de transit, aux perceptions de tous impôts et taxes indirectes ainsi qu'à la statistique du

die Erhebung von indirekten Steuern und Abgaben jeder Art sowie über die Statistik des Güterverkehrs werden hinsichtlich ihrer Durchführung auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen den eigentlichen Zollvorschriften gleichgestellt.

Artikel 19.

Die deutschen höheren Zollbeamten sowie der deutsche Zolleinnehmer am Platze sind berechtigt, die französischen Lagerräume oder Speicher auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer zu betreten, um festzustellen, ob sich darin etwa Waren befinden, die der deutschen Ausfuhrkontrolle entgangen sind. Sie können diese Besichtigungen jedoch nur in angemessenen Fristen oder bei Verdacht der Zollhinterziehung in Begleitung eines französischen Zollbeamten vornehmen. Desgleichen sind die französischen höheren Zollbeamten sowie der französische Zolleinnehmer am Platze berechtigt, im Beisein eines deutschen Zollbeamten in angemessenen Fristen oder bei Verdacht der Zollhinterziehung die deutschen Lagerräume oder Speicher zu betreten, um festzustellen, ob sich darin etwa aus Frankreich eingetroffene, noch unter deutscher Zollaufsicht stehende Waren befinden, die der französischen Kontrolle entzogen wurden und gemäss Artikel 14, Absatz 1, Nr. 2, den französischen Zollvorschriften noch unterworfen sind.

Artikel 20.

Die französische Kontrolle der Pässe oder sonstigen Ausweise, mit denen die Reisenden im Verkehr nach und aus Frankreich versehen sein müssen, wird auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen jeweils durch einen, auf dem Bahnhof Kehl durch zwei Polizeiinspektoren vorgenommen.

Reisende, die sich nach Frankreich begeben und sich durch einen für die Einreise nach Frankreich gültigen Ausweis über ihre Person nicht auszuweisen vermögen oder denen das Betreten französischen Bodens durch Massnahmen der Verwaltungs- oder Gerichtsbehörden untersagt ist, werden von dem französischen Inspektor ersucht, von der Fortsetzung ihrer Reise abzustehen. Im Weigerungsfalle wird der Inspektor die Hilfe der deutschen Polizei- oder Zollbeamten in Anspruch nehmen.

mouvement des marchandises dont l'application en vertu de la législation française est ou serait confiée aux autorités douanières, sont assimilées, quant à leur application dans les gares frontières de la rive droite du Rhin, aux règlements douaniers proprement dits.

Article 19.

Les fonctionnaires supérieurs allemands des douanes, ainsi que le receveur allemand du bureau local auront le droit d'accès dans les magasins ou dépôts français des gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, pour rechercher s'il ne s'y trouve pas de marchandises qui auraient échappé au contrôle de sortie allemand. Ils ne pourront, toutefois, procéder à ces visites qu'à des intervalles convenables ou en cas de soupçon de fraude et devront être accompagnés d'un fonctionnaire français des douanes. De même, les fonctionnaires supérieurs français des douanes, ainsi que le receveur français du bureau local auront, en présence d'un fonctionnaire allemand des douanes, le droit d'accès, à des intervalles convenables ou en cas de soupçon de fraude, dans les magasins et dépôts allemands, pour rechercher s'il ne s'y trouve pas de marchandises venues de France encore sous la surveillance de la douane allemande et qui ayant été soustraites à leur contrôle, sont encore soumises aux règlements douaniers français, conformément à l'article 14, alinéa premier, No 2^o.

Article 20.

Le contrôle français des passeports ou autres pièces d'identité dont les voyageurs se rendant en France ou en sortant doivent être porteurs, sera assuré, dans chacune des gares-frontières uniques de la rive droite du Rhin, par un inspecteur de police, dans la gare de Kehl par deux inspecteurs.

Les voyageurs se rendant en France, qui par la présentation d'une pièce valable pour l'entrée en France ne pourraient justifier de leur identité ou auxquels l'accès du territoire français serait interdit par mesure administrative ou judiciaire, seront invités par les inspecteurs français à ne pas continuer leur voyage; en cas de refus, lesdits inspecteurs auront recours à l'intervention des agents allemands de police ou des douanes.

Andererseits dürfen die französischen Inspektoren von den aus Frankreich kommenden Reisenden die Vorzeigung ihrer Pässe oder anderen Ausweise verlangen, wobei Einverständnis darüber herrscht, dass den betreffenden Reisenden keine Weiterungen daraus entstehen dürfen, dass ihre Ausweise französischerseits nicht in Ordnung befunden worden sind. Die deutschen Polizei- oder Zollbeamten werden den französischen Inspektoren Beistand leisten, falls ein Reisender sich der Vornahme dieser Kontrolle widersetzen sollte.

Die auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen tätigen französischen Polizeiinspektoren sind befugt, Reisende, die sich nach Frankreich begeben, zur Vorlage der von ihnen mitgeführten Druckschriften, Zeitschriften oder Bücher aufzufordern, um festzustellen, ob sich darunter solche befinden, deren Einfuhr nach Frankreich verboten ist. Kommt ein Reisender der Aufforderung nicht nach oder weigert er sich, etwa in seinem Besitze befindliche verbotene Druckschriften, Zeitschriften oder Bücher zurückzulassen, so kann ihn der französische Polizeiinspektor auf die Folgen aufmerksam machen, welche die Einfuhr solcher Schriften für ihn in Frankreich nach sich ziehen könnte.

Die französischen Polizeiinspektoren dürfen auf deutschem Boden weder zur Anwendung körperlichen Zwanges noch zu Festnahmen schreiten. Sie üben ihren Dienst in bürgerlicher Kleidung aus, tragen aber zur Kennzeichnung ihrer Diensteseigenschaft eine einfarbige, mit einem Abzeichen versehene Armbinde.

Die Spezialkommissare, denen die vorbezeichneten Polizeibeamten unterstehen, dürfen sich nur zum Zwecke der Dienstaufsicht auf die gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfe begeben.

Artikel 21.

Die deutschen und französischen Polizeibeamten auf den in Artikel 1 dieses Abkommens aufgezählten gemeinsam benutzten oder getrennten Grenzbahnhöfen werden einander alle Auskünfte erteilen, die geeignet sind, die Verfolgung gemeiner Verbrechen und Vergehen zu erleichtern, sowie insbesondere eine beschleunigte Festnahme solcher Personen herbeizuführen, deren Auslieferung späterhin von einem der Vertragsschliessenden Teile beantragt werden könnte.

D'autre part, les inspecteurs français pourront exiger des voyageurs venant de France la présentation de leurs passeports ou autres pièces d'identité, étant entendu que lesdits voyageurs ne pourront être inquiétés du seul fait que leurs papiers n'auraient pas, du point de vue français, été trouvés en règle. Les agents allemands de police ou des douanes apporteront leur assistance aux inspecteurs français au cas où un voyageur refuserait de se prêter à ce contrôle.

Les inspecteurs de police français en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin auront le droit d'inviter les voyageurs se rendant en France à leur présenter les tracts, périodiques ou livres dont ils seraient porteurs afin de rechercher s'il ne s'y trouve pas des écrits dont l'entrée en France est interdite. Dans le cas où un voyageur ne se rendrait pas à cette invitation ou s'il se refusait à se dessaisir des tracts, périodiques ou livres frappés d'interdiction, l'inspecteur de police français pourra attirer son attention sur les conséquences que l'introduction de tels écrits risquerait d'entraîner pour lui en France.

Les inspecteurs de police français ne devront procéder sur territoire allemand à aucune mesure de coercition corporelle ni à aucune arrestation. Ils feront leur service en civil, mais porteront, pour faire ressortir leur qualité, un brassard unicolore muni d'un signe distinctif.

Les commissaires spéciaux dont relèvent les inspecteurs de police ci-dessus désignés ne pourront se rendre dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin que pour l'inspection du service.

Article 21.

Les fonctionnaires français et allemands de police en service dans les gares frontières uniques ou distinctes énumérées à l'article premier de la présente convention, se communiqueront tous renseignements de nature à faciliter la répression des crimes et délits de droit commun et en particulier à hâter l'arrestation des individus dont l'extradition pourrait ultérieurement être demandée par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes.

Artikel 22.

Die sanitären Massnahmen der französischen Veterinärpolizei hinsichtlich der Einfuhr von Fleisch, tierischen Erzeugnissen und lebendem Vieh aus Deutschland nach Frankreich oder aus Frankreich nach Deutschland werden auf jedem der gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfe des rechten Rheinufer von einem Obertierarzt getroffen, der von der beteiligten französischen Verwaltung hierzu besonders beauftragt wird. Die deutsche und die französische Verwaltung können im beiderseitigen Einvernehmen diese Massnahmen unter Berücksichtigung der bestehenden Einrichtungen und der wirtschaftlichen Bedürfnisse auf einzelne dieser Bahnhöfe beschränken. Die französischen Obertierärzte üben ihr Amt in bürgerlicher Kleidung aus.

Im Durchgangsverkehr durch Deutschland nach Frankreich erfolgt französischerseits die tierärztliche Kontrolle für Fleisch und tierische Erzeugnisse auf den im vorigen Absatz bezeichneten Grenzbahnhöfen, für lebendes Vieh auf französischem Gebiet.

Bei den tierärztlichen Massnahmen ist alle erforderliche Vorsicht zu beobachten, damit die Ansteckungsgefahr möglichst verringert wird.

Die auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer tätigen deutschen und französischen Tierärzte werden sich von Seuchen und ansteckenden Krankheiten, die bei ihren Untersuchungen festgestellt oder für deren Bestehen Anhaltspunkte gefunden worden sind, Mitteilung machen.

Artikel 23.

Die auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer eingerichteten französischen Dienststellen haben ihre Diensträume durch eine Aufschrift in den beiden Sprachen kenntlich zu machen, wobei die Anbringung irgendwelcher Hoheitszeichen ausgeschlossen ist.

Artikel 24.

Die auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinufer beschäftigten französischen Beamten und Angestellten sowie die höheren Aufsichtsbeamten, denen sie unter-

Article 22.

Les opérations sanitaires de la police vétérinaire française applicables aux viandes, aux produits animaux et au bétail vivant importé d'Allemagne en France ou de France en Allemagne seront assurés, dans chacune des gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, par un vétérinaire inspecteur délégué spécialement à cet effet par l'Administration française intéressée. Les Administrations française et allemande auront la faculté de limiter d'un commun accord lesdites opérations à telles ou telles de ces gares, compte tenu des installations existantes et des besoins économiques. Les vétérinaires inspecteurs français exerceront leurs fonctions en civil.

En ce qui concerne les viandes, les produits animaux et le bétail vivant ayant traversé l'Allemagne en transit, l'inspection sanitaire française s'effectuera, pour les viandes et produits animaux, dans les gares frontières visées à l'alinéa précédent et, pour le bétail vivant, sur le territoire français.

Ces opérations devront être entourées de toutes les précautions utiles en vue de réduire au minimum les risques de contagion.

Les vétérinaires français et allemands en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin se donneront mutuellement avis des maladies infectieuses ou contagieuses constatées ou soupçonnées au cours de leurs visites.

Article 23.

Les services français établis dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin devront pourvoir les locaux mis à leur disposition d'une inscription distinctive dans les deux langues, à l'exclusion de tout emblème de souveraineté.

Article 24.

Les fonctionnaires, agents et employés français occupés dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin ainsi que les agents supérieurs de contrôle dont ils relèvent rece-

stehen, erhalten von ihrer vorgesetzten Behörde Ausweise nach einem Muster, das den deutschen Behörden vorzulegen ist. Diese Ausweise haben sie im Dienste stets bei sich zu führen. Ihre Inhaber sind zum freien Verkehr zwischen den Grenzbahnhöfen und Frankreich berechtigt, ohne eines besonderen Passes oder einer Grenz-karte zu bedürfen.

Name und Amtsstellung der französischen Beamten und Angestellten, die auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinuferes ständig beschäftigt werden, sind ausserdem der deutschen Reichsbahndirektion in Karlsruhe mitzuteilen.

Artikel 25.

Vorbehaltlich der Sonderbestimmungen in Artikel 20 und 22 haben die auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinuferes beschäftigten französischen Beamten und Angestellten im Dienst je nach den Vorschriften ihrer vorgesetzten französischen Verwaltung Uniform oder ein Dienstabzeichen zu tragen.

Die Zollbeamten des Aussendienstes dürfen im Dienst ihre Waffen tragen, Schusswaffen jedoch nur bei der Begleitung von Zügen von und nach der Grenze, bei der Bewachung der Strecken zwischen den Grenzbahnhöfen und der Grenze sowie bei der Bewachung der Lager-räume und Speicher zur Nachtzeit. Der Waffen-gebrauch ist nur in berechtigter Notwehr zulässig.

Artikel 26.

Auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinuferes haben die französischen Behörden innerhalb der ihnen zum Alleingebrauch zugewiesenen Räumlichkeiten das Recht, die Ordnung aufrechtzuerhalten und Ruhestörer zu entfernen.

Wenn der Dienst hierzu Veranlassung gibt, dürfen deutsche Beamte die den französischen Dienststellen vorbehaltenen Räumlichkeiten jederzeit während der für diese geltenden Dienststunden betreten, sofern sie sich über ihre Dienst-eigenschaft ausweisen. Die Sonderbestimmungen des Artikel 19 dieses Abkommens bleiben unberührt.

vront de leur administration des pièces d'identité dont le modèle devra être soumis aux autorités allemandes. Ils devront toujours en être porteurs dans l'exercice de leurs fonctions. Ces pièces leur serviront de titre de circulation entre les gares frontières et la France sans qu'ils aient besoin de passeport ou carte frontalière.

Les noms et attributions des fonctionnaires, agents et employés français occupés à titre permanent dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin devront, en outre, être notifiés à la direction des chemins de fer allemands de Karlsruhe.

Article 25.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, agents et employés français en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin devront, sous réserve des dispositions spéciales prévues aux articles 20 et 22, porter l'uniforme ou l'insigne distinctif fixés par les règlements des Administrations françaises dont ils relèvent.

Les agents du service des brigades des douanes pourront être porteurs de leurs armes dans l'exercice de leurs fonctions. Le port d'armes à feu n'est toutefois autorisé que pour l'escorte de convois en provenance ou à destination de la frontière, pour la surveillance des sections de voies comprises entre les gares frontières et la frontière et pour la surveillance de nuit des entrepôts et magasins. L'usage des armes n'est autorisé qu'en cas de légitime défense.

Article 26.

Dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, les autorités françaises auront le droit de maintenir l'ordre à l'intérieur des locaux mis à leur disposition exclusive et d'en éloigner les perturbateurs.

Dans le cas où un fonctionnaire allemand devrait, pour l'exercice de ses fonctions, entrer dans les locaux réservés aux services français, il pourrait toujours, sur justification de sa qualité, y accéder, compte tenu des heures d'ouverture des bureaux. Cette disposition ne porte pas atteinte à la réglementation spéciale prévue à l'article 19 de la présente convention.

Artikel 27.

Der amtliche Schriftwechsel zwischen den französischen Verwaltungen und ihren Dienststellen auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen kann durch die französische Bahnpost oder die Begleiter von Schaffnerbahnposten, die nach diesen Grenzbahnhöfen verkehren, unmittelbar ausgehändigt oder in Empfang genommen werden.

Artikel 28.

Das Eisenbahntelegraphen- und -fernsprechnetz steht den französischen Dienststellen auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen für ihre dienstlichen Mitteilungen, offen oder in Ziffern, gebührenfrei zur Verfügung. Für den Privatverkehr mit Frankreich darf es nur benutzt werden, soweit diese Benutzung nach den für das deutsche und das französische Netz geltenden Regeln ausnahmsweise zulässig ist.

Als bald nach Unterzeichnung dieses Abkommens werden die deutsche und die französische Postverwaltung miteinander in Verbindung treten, um gegebenenfalls besondere Fernsprechtarife zu vereinbaren, die den örtlichen Verkehrsbedürfnissen und den Bedürfnissen des zwischenstaatlichen Durchgangsverkehrs angepasst sind.

Artikel 29.

Die auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen beschäftigten Beamten der Vertragschliessenden Teile werden sich bei Ausübung ihres Dienstes, insbesondere zur Verhinderung und Aufdeckung von Zuwiderhandlungen, unterstützen.

Artikel 30.

Um gegebenenfalls die Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die französischen Zoll- und Eisenbahnvorschriften, die auf deutschem Gebiet begangen sind, zu unterstützen, werden die zuständigen deutschen Behörden auf unmittelbares Ersuchen der beteiligten französischen Behörden Beschuldigte, Zeugen oder Sachverständige vernehmen, amtliche Feststellungen, Nachforschungen und Durchsuchungen vornehmen sowie Vorladungen oder Erkenntnisse behändigen lassen.

Article 27.

Les correspondances officielles échangées entre les Administrations françaises et leurs services établis dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin pourront être remises et reçues directement par les bureaux ambulants ou courriers français aboutissant à ces gares frontières.

Article 28.

Les postes télégraphiques et téléphoniques ferroviaires seront à la disposition gratuite des services français établis dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin pour leurs communications de service en clair ou en chiffres, ces postes ne pourront servir aux communications privées avec la France que dans les cas où leur utilisation est, d'après les règles adoptées sur les réseaux français et allemands, exceptionnellement admise.

Dès la signature de la présente convention, les Administrations des Postes française et allemande se mettront en rapports en vue de l'établissement éventuel en commun de tarifs téléphoniques spéciaux appropriés aux besoins locaux du trafic et du transit international.

Article 29.

Les fonctionnaires des Parties contractantes, en service dans les gares frontières de la rive droite du Rhin, se prêteront mutuellement assistance dans l'accomplissement de leurs fonctions, notamment en vue de prévenir et de découvrir les infractions.

Article 30.

En vue d'aider à la répression éventuelle des infractions commises sur territoire allemand aux règlements douaniers et ferroviaires français l'autorité allemande qualifiée procédera à tout interrogatoire, audition de témoins ou d'experts, à tout constat, recherche ou perquisition, ainsi qu'à toute notification de citations ou de décisions qui leur seraient demandés directement par les Administrations françaises intéressées.

Die durch die Vornahme solcher Amtshandlungen entstehenden Barauslagen sind der deutschen Behörde, die sie vorgenommen hat, unmittelbar zu erstatten.

Artikel 31.

Die deutschen Behörden werden den auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen tätigen französischen Beamten und Angestellten Schutz gewähren und ihren hierauf gerichteten Ersuchen genau so Folge leisten, wie entsprechenden Ersuchen deutscher Beamter. Dies gilt insbesondere bei Beleidigungen und Körperverletzungen, soweit die deutsche Gesetzgebung die Erhebung der öffentlichen Klage auf Antrag des Geschädigten zulässt.

Falls die französischen Dienststellen auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen infolge Schliessung der Grenze oder aus irgendeinem sonstigen Grunde ihren Betrieb einstellen, sind die dort tätigen französischen Beamten und Angestellten befugt, mit ihren Familien ungehindert nach Frankreich zurückzukehren.

Artikel 32.

Vorbehaltlich der üblichen Nachprüfung dürfen alle aus Frankreich kommenden Gegenstände, soweit sie den Bedürfnissen der französischen Dienststellen auf den gemeinsam benutzten Grenzbahnhöfen des rechten Rheinfers dienen, ungehindert und frei von Zöllen und Abgaben nach Deutschland eingeführt und wieder ausgeführt werden.

Artikel 33

Die auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen tätigen französischen Beamten und Angestellten unterstehen den deutschen Strafgesetzen und Polizeivorschriften und sind der deutschen Gerichtsbarkeit unterworfen.

Falls die deutschen Behörden zur Verfolgung eines Verbrechens oder Vergehens, für das die deutschen Gerichte zuständig sind, über einen dieser Beamten oder Angestellten die Unter-

Les dépenses auxquelles donneront lieu ces opérations devront être remboursées directement à l'Administration allemande qui s'en sera chargée.

Article 31.

Les autorités allemandes accorderont leur protection aux fonctionnaires, agents et employés français en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin ; elles donneront suite aux demandes que lesdits fonctionnaires, agents et employés leur adresseront à cet effet, exactement comme s'il s'agissait de demandes analogues émanant de fonctionnaires allemands. Il en sera en particulier ainsi en cas d'injures ou voies de fait, en tant que la législation allemande autorise l'intervention du Ministère public, sur la demande de la partie lésée.

Au cas où, par suite de la fermeture de la frontière, ou pour toute autre cause, les services français installés dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin suspendraient leurs travaux, les fonctionnaires, agents et employés français qui y sont en service, pourront rentrer librement en France avec leurs familles.

Article 32.

Sous réserve de la vérification d'usage, aucun obstacle ne sera mis à l'importation en Allemagne ou à la réexportation éventuelle des objets venant de France pour les besoins des services français établis dans les gares-frontières uniques de la rive droite du Rhin. Cette importation ou réexportation éventuelle sera faite en franchise de tous droits de douane et de toutes autres impositions.

Article 33.

Les fonctionnaires, agents et employés français en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin devront se conformer aux lois pénales et règlements de police allemands et seront soumis à la juridiction allemande.

Au cas où les autorités allemandes devraient pour la répression d'un crime ou d'un délit relevant de la compétence des Tribunaux allemands, procéder à la détention préventive d'un

suchungshaft verhängen sollten, wird dessen vorgesetzte französische Dienststelle unverzüglich verständigt und ordnungsgemäss über die Tatsachen oder Verdachtsgründe, auf die sich die Beschuldigung stützt, unterrichtet werden.

Die Französische Regierung verpflichtet sich, jeden einer französischen Dienststelle auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen angehörenden Beamten oder Angestellten zu versetzen, dessen Verhalten oder dessen strafrechtliche Vergangenheit den deutschen Behörden zu berechtigten Beschwerden Anlass gibt.

Artikel 34.

In dienstlicher und disziplinarischer Hinsicht unterstehen die auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen tätigen Beamten und Angestellten der französischen Verwaltungen ausschliesslich den französischen Behörden.

Artikel 35.

Die auf den gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen beschäftigten Beamten oder Angestellten des französischen Zoll- und Eisenbahndienstes können mit ihren Familien in den Ortschaften, in denen sich diese Bahnhöfe befinden, oder in deren unmittelbarer Umgebung wohnen. Diese Befugnis begründet keinerlei Vorrechte gegenüber den Bestimmungen über die Niederlassung französischer Staatsangehöriger in Deutschland.

Sollte infolge der entfernten Lage der Bahnhöfe oder im dienstlichen Interesse die Niederlassung der obenerwähnten Beamten oder Angestellten auf deutschem Gebiet für notwendig erachtet werden, so können ihre vorgesetzten französischen Behörden den deutschen Behörden den Sachverhalt darlegen, damit letztere gegebenenfalls ihre Unterbringung erleichtern.

Artikel 36.

Die französischen Beamten und Angestellten, die den französischen Dienststellen auf einem gemeinsam benutzten rechtsrheinischen Grenzbahnhof angehören und nicht auf deutschem Gebiet wohnen, dürfen auf Vorzeigen der in Artikel 24 erwähnten Ausweise unbehindert zwischen dem französischen Gebiet und dem

de ces fonctionnaires, agents ou employés, l'Administration française sous l'autorité de laquelle se trouve placé ledit fonctionnaire, agent ou employé serait immédiatement prévenue et dûment informée des faits ou présomptions pouvant justifier l'inculpation.

Le Gouvernement français s'engage à déplacer tout fonctionnaire, agent ou employé, appartenant à l'un de ses services établis dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin, dont l'attitude ou les antécédents judiciaires donneraient lieu de la part des autorités allemandes à des plaintes justifiées.

Article 34.

Pour tout ce qui concerne le service et la discipline, les fonctionnaires, agents et employés des Administrations françaises en service dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin relèveront exclusivement des autorités françaises.

Article 35.

Les fonctionnaires, agents et employés appartenant aux services douanier et ferroviaire français, en service dans les gares uniques de la rive droite du Rhin, pourront, ainsi que leurs familles, habiter dans les localités où se trouvent placées ces gares ou à proximité, sans que cette faculté soit constitutive de privilèges spéciaux par rapport aux dispositions qui régissent l'établissement de ressortissants français en Allemagne.

Au cas, où du fait de l'éloignement des gares ou pour l'intérêt du service, la résidence sur territoire allemand des fonctionnaires, agents et employés visés ci-dessus serait considérée comme nécessaire, les autorités françaises dont ils relèvent pourraient en référer aux autorités allemandes afin que celles-ci facilitent éventuellement leur logement.

Article 36.

Les fonctionnaires, agents et employés français appartenant aux services français établis dans l'une ou l'autre des gares frontières uniques de la rive droite du Rhin et n'habitant pas sur territoire allemand, auront toutes facilités, sur le simple vu des pièces d'identité visées à l'article 24, de circuler entre la France et ladite

Bahnhof auf den üblichen Verbindungswege (Eisenbahnen oder Strassen) mit jedem Beförderungsmittel verkehren.

Ausserdem dürfen sie sich unter den gleichen Voraussetzungen in der Ortschaft, in deren Bereich der Grenzbahnhof liegt, frei bewegen oder, falls darin keinerlei Gelegenheit zur Versorgung mit Gegenständen des täglichen Bedarfs besteht, die nächstgelegene Ortschaft aufsuchen.

Artikel 37.

Die den französischen Dienststellen der rechtsrheinischen Grenzbahnhöfe angehörenden Beamten und Angestellten französischer Staatsangehörigkeit unterliegen keiner Besteuerung aus ihrem Dienstverhältnis und werden zu keiner persönlichen Dienstleistung für das Deutsche Reich oder ein anderes deutsches Gemeinwesen herangezogen.

Indes findet die deutsche Steuergesetzgebung auf diese Beamten und Angestellten volle Anwendung, falls sie auf deutschem Gebiet wohnen; sie dürfen aber keinesfalls zu höheren Steuern herangezogen werden, als die anderen Einwohner ihres Wohnortes.

Die Beamten und Angestellten geniessen, gleichviel ob sie auf deutschem Gebiet wohnen oder nicht, für die aus Frankreich kommenden und für ihren eigenen Verbrauch und Bedarf oder für den Verbrauch und Bedarf ihrer Familien bestimmten Gegenstände völlige Zollfreiheit, wobei darüber Einverständnis herrscht, dass die Befreiung sich nicht auf die innerdeutschen Steuern und Abgaben erstreckt. Entsprechende Vergünstigungen geniessen sie bei etwa erfolgender Rücksendung der gleichen Gegenstände nach Frankreich. Ein- und Ausfuhrverbote, soweit sie sich nicht auf die öffentliche Ordnung oder die Gesundheit von Menschen, Tieren und Pflanzen beziehen, gelten für die bezeichneten Gegenstände nicht.

Die im vorstehenden Absatz vorgesehenen Befreiungen werden nach der üblichen Vorführung und Nachprüfung von der zuständigen Zollstelle ohne weiteres auf Grund einer Bescheinigung der vorgesetzten französischen Behörde des Gesuchstellers gewährt. Indes bleiben bei Vorkommen von Missbräuchen weitere Kontrollmassnahmen vorbehalten.

Artikel 38.

Die deutschen und die französischen Spediteure, die in einem Orte, wo sich ein Grenz-

gare par les voies de communication les plus usuelles (chemins de fer ou routes) et par tous moyens de transport.

Ils pourront, en outre, et dans les mêmes conditions, circuler librement dans la localité où se trouve placée la gare frontière, ou, à défaut de ressources dans cette localité se rendre dans l'agglomération la plus voisine.

Article 37.

Les fonctionnaires, agents et employés de nationalité française appartenant aux services français établis dans les gares frontières de la rive droite du Rhin ne seront soumis à aucune imposition du fait de leur emploi ni astreints à aucune prestation de service personnel au profit de l'Etat allemand ou de toute autre collectivité publique allemande.

Toutefois, au cas où ces fonctionnaires, agents et employés habiteraient sur territoire allemand, les lois fiscales allemandes leur seraient intégralement applicables; mais ils ne devraient en aucun cas être plus imposés que ne le sont les autres habitants des localités où ils résideraient.

Les mêmes fonctionnaires, agents et employés qu'ils habitent ou non sur le territoire allemand seront exonérés de tous droits de douane pour les objets venant de France et destinés à leur consommation et usage personnel ou à ceux de leurs familles, étant entendu que cette exonération ne s'étend pas aux taxes et impôts intérieurs allemands. Ils jouiront d'un avantage analogue pour la réexpédition éventuelle de ces mêmes objets vers la France. Les interdictions d'importation et d'exportation sauf celles d'ordre public et sanitaire ne seront pas applicables auxdits objets.

Les exonérations visées à l'alinéa précédent seront, après présentation et vérification d'usage accordées par le bureau de douane compétent sur le simple vu d'une attestation de l'autorité française dont relève le requérant, sous réserve toutefois, en cas d'abus, de mesures de contrôle supplémentaires.

Article 38.

Les transitaires français et allemands exploitant des agences en douane, des entrepôts ou

bahnhof befindet, Zollagenturen, Lagerhäuser oder Speditionslager unterhalten, sowie ihr Personal, dürfen sowohl diesen Ort als auch den auf dem anderen Gebiet gegenüberliegenden Grenzbahnhof unbehindert aufsuchen. Zu diesem Zwecke werden ihre Nationalpässe gebührenfrei, jeweils für ein Jahr, mit einem Dauersichtvermerk versehen. Ein etwa künftig einzurichtender kleiner Grenzverkehr findet ohne weiteres auf sie Anwendung.

Die Spediteure dürfen, ohne Rücksicht auf bestehende oder künftige Sonderbestimmungen zum Schutze der heimischen Arbeit, sowohl deutsches als auch französisches Fachpersonal (Büroangestellte und Packer), beschäftigen.

Bei Ausübung ihres Gewerbebetriebs sind die deutschen und die französischen Spediteure von den Zollbehörden der beiden Staaten auf dem Fusse voller Gleichberechtigung zu behandeln.

Artikel 39.

Die Einzelheiten des Dienstbetriebs der verschiedenen Dienststellen sowie der gemeinschaftlichen Benutzung der Anlagen auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen werden erforderlichenfalls durch unmittelbare Vereinbarung zwischen den beteiligten deutschen und französischen Behörden geregelt werden. Gleichartige Vereinbarungen werden die Einzelheiten des eisenbahntechnischen Betriebs auf den in Artikel 9 bezeichneten Streckenabschnitten bestimmen.

Artikel 40.

Die beiden Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der gewonnenen Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, im Wege des einfachen diplomatischen Schriftwechsels zu vereinbaren. Dies gilt besonders für den Fall, dass die beiden Teile die Einrichtung eines französischen Gesundheitsdienstes auf den rechtsrheinischen Grenzbahnhöfen für angebracht halten sollten.

Artikel 41.

Vorbehaltlich der Sonderbestimmung des Artikel 12, Absatz 3, werden Streitfragen, die zwischen den Vertragschliessenden Teilen wegen der Auslegung und Anwendung dieses Abkom-

magasins de transport dans une localité où se trouve placée une gare frontière auront, ainsi que leur personnel, toutes facilités pour se rendre non seulement dans cette localité mais encore dans la gare frontière correspondante située sur l'autre territoire. A cet effet, leurs passeports nationaux seront munis sans frais d'un visa permanent valable pour un an. Si un régime frontalier venait à être établi, ce régime leur serait applicable de plein droit.

Les mêmes transitaires pourront employer indifféremment du personnel spécialisé (commis et emballeurs), français ou allemand, sans que les dispositions spéciales prises ou susceptibles d'être prises pour la protection de la main-d'œuvre nationale leur soient opposables.

En ce qui concerne l'exercice de leur commerce les transitaires français et allemands seront traités sur un pied de complète égalité par les administrations douanières des deux Etats.

Article 39.

Des accords directs entre les Administrations française et allemande intéressées régleront, s'il y a lieu, les détails du fonctionnement des différents services et de l'usage en commun des installations des gares frontières de la rive droite du Rhin. En matière ferroviaire, des accords du même ordre régleront les modalités d'exploitation des portions de voies ferrées visées à l'article 9.

Article 40.

Les deux Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention, par simple correspondance diplomatique, les modifications dont l'expérience aurait fait ressortir l'opportunité. Il en serait en particulier ainsi au cas où les deux Parties estimeraient opportun d'établir un service sanitaire français dans les gares frontières uniques de la rive droite du Rhin.

Article 41.

Sous réserve de la disposition spéciale de l'article 12, alinéa 3, les différends qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes quant à l'interprétation ou à l'application

mens entstehen sollten und nicht auf gütlichem Wege beigelegt werden könnten, einem Schiedsgericht unterbreitet, das wie folgt zusammengesetzt wird :

Jeder Teil ernennt einen Schiedsrichter ; beide Teile bestellen gemeinsam einen Obmann, der unter den Staatsangehörigen einer dritten Macht ausgewählt wird. Können sie sich nicht einigen, so wird der Präsident der Schweizerischen Eidgenossenschaft gebeten werden, ihn zu bestellen.

Vorbehaltlich anderer Vereinbarung wird das Schiedsgericht nach dem Haager Abkommen¹ zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 verfahren, wobei ihm jeder der beiden Teile die in Artikel 23 und 75 jenes Abkommens vorgesehene Hilfe zu leisten hat.

Artikel 42.

Dieses Abkommen ersetzt das am 18. Dezember 1919 in Baden-Baden unterzeichnete vorläufige Abkommen und wird für die Dauer von fünf Jahren geschlossen. Wenn es nicht ein Jahr vor Ablauf der Vertragsdauer gekündigt wird, bleibt es weiterhin verbindlich, bis es einer der Vertragschliessenden Teile dem anderen gegenüber mit einjähriger Frist kündigt. Das gleiche gilt, mangels abweichender Bestimmungen, für die Vereinbarungen und Abreden, die in Ausführung dieses Abkommens zwischen den deutschen und den französischen Verwaltungen getroffen werden.

Artikel 43.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Paris ausgetauscht werden. Es tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift zu Paris am 13. April 1925.

(Unterzeichnet) Freiherr VON GRÜNAU.

(Unterzeichnet) Raymond BRUGÈRE.

de la présente convention et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable seront soumis à un tribunal arbitral composé comme il suit :

Chacune des Parties nommera un arbitre ; les deux Parties désigneront, d'un commun accord, un tiers arbitre choisi parmi les ressortissants d'une tierce Puissance et, à défaut d'accord entre elles, à cet égard, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder à cette désignation.

A moins de stipulation contraire, le tribunal adoptera la procédure instituée par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux, étant entendu que chacune des deux Parties lui prêtera l'assistance prévue par les articles 23 et 75 de ladite convention.

Article 42.

La présente convention, qui remplace l'accord provisoire signé à Baden-Baden le 18 décembre 1919, est conclue pour une période de cinq années. Dans le cas où elle ne serait pas dénoncée un an avant l'expiration de cette période elle continuera d'être obligatoire tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas notifié à l'autre un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Il en sera de même, sauf stipulations contraires, pour les accords et arrangements susceptibles d'intervenir en application de la présente convention, entre les Administrations française et allemande.

Article 43.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 13 avril 1925.

(Signé) Freiherr VON GRÜNAU.

(Signé) Raymond BRUGÈRE.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2546. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND FRANCE REGARDING THE ORGANISATION OF FRONTIER STATIONS. SIGNED AT PARIS, APRIL 13, 1925.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, being equally desirous of facilitating frontier operations in connection with railway traffic between the two countries as much as possible by the joint designation and appropriate organisation of frontier-stations have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Baron Werner VON GRÜNAU, Counsellor of Legation, Counsellor of the Ministry of Foreign Affairs,

THE FRENCH GOVERNMENT :

M. Raymond BRUGÈRE, Secretary of Embassy of the First Class, Chevalier of the Legion of Honour ;

Who, having exchanged their full powers, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The position of the frontier-stations between Germany and France shall be determined as follows :

A. On the Rhine frontier there shall be on each line a single frontier-station for the joint use of both States, in accordance with Article 67 of the Treaty of Versailles, as follows :

- (1) For the Rastatt-Röschwoog line, the station of Wintersdorf ;
- (2) For the Appenweier-Strasbourg line, the station of Kehl (Kehl station exclusive of Kehl Harbour station) ;
- (3) For the line Breisach-Colmar, the station of Breisach ;
- (4) For the line Müllheim-Mulhouse, the station of Neuenburg ;
- (5) For the line Weil-Leopoldshöhe-Huningue, the station of Palmrain.

B. On the rest of the frontier each of the two Contracting Parties shall organise separate frontier-stations on its own territory for the different lines crossing the frontier.

Their position shall be as follows :

1. For the line Germersheim-Lauterbourg :

(a) German frontier-stations :

The station of Berg for passenger traffic ;
The station of Wörth-am-Rhein for goods traffic ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

- (b) French frontier-station :
The station of Lauterbourg .
- 2. For the line Landau-Wissembourg ;
 - (a) German frontier-stations :
The station of Winden for fast trains and goods traffic ;
The station of Kapsweyer for slow trains ;
 - (b) French frontier-station :
- The station of Wissembourg.
- 3. For the line Trier-Thionville :
 - (a) German frontier-stations :
The station of Perl for passenger traffic and goods consigned to addresses in Perl ;
The station of Nenning for goods consigned in through traffic ;
 - (b) French frontier-station :
The station of Apach.

Article 2.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to alter the position of the separate frontier-stations on its own territory enumerated in paragraph B, of the preceding Article. In the event of such right being exercised, any new measures resulting therefrom shall be communicated to the other Contracting Party through the usual diplomatic channels.

Should the two Governments consider it desirable to combine any two separate frontier-stations in a single frontier station for the joint use of both States on either German or French territory, the position of the new joint station may be determined by exchange of notes between the two Governments.

Article 3.

The provisions of this Convention relative to frontier-stations on the right bank of the Rhine shall apply to such joint stations as may in future be established in virtue of the preceding Article, and in particular in conformity with the principle of reciprocity to such as may be established on French territory. In the latter case, the German Government shall be entitled to set up the same offices in the new frontier-stations as the French Government is entitled to set up, in virtue of this Convention, in the frontier-stations on the right bank of the Rhine. The German officials and employees attached to the offices in question shall enjoy the same powers, rights and privileges as are hereinafter conceded to the French officials and employees.

Article 4.

The frontier-stations shall remain the property of the Railway Administration of the State in whose territory they are situate, and shall be built and maintained by the same.

Article 5.

Each of the two Contracting Parties hereby undertakes on lines where there are no joint frontier-stations to provide all necessary plant and equipment to cope with the requirements of international railway traffic, and in particular the interchange of railway material.

Suitable extensions and improvements to the existing installations shall at all times be effected as and when needed to meet the requirements of international traffic. The Administrations concerned shall communicate to each other all necessary information for the purpose, and shall come to an understanding as far as possible with a view to adapting their respective proposals to these requirements.

Article 6.

The German Government hereby undertakes to take all necessary measures to enable the French offices in the frontier-stations on the right bank of the Rhine to carry out their duties regularly and, in particular, to provide these stations with all necessary movable and immovable equipment for the purpose.

In particular the French Railway Administration shall be enabled :

(a) To carry on all official business arising for the French authorities in connection with the operation of the international transit traffic, and in particular, the interchange of rolling-stock and the recording of the same, the taking and handing over of goods and official papers, and Customs inspections by the French Customs officials ;

(b) To take and hand over local traffic consignments from and to France.

Article 7.

The construction of the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine and such changes as may have to be made in their equipment shall be carried out in accordance with plans to be drawn up in agreement with the French Railway Administration.

Article 8.

The frontier-stations, and in particular the joint frontier-stations, shall be administered by the Railway Administrations to which they belong.

The legal time shall be the time of the country in whose territory the frontier-stations are situate.

Article 9.

Traffic on the sections of line between the frontier-stations and the limits of sovereignty of the two States shall be operated by the Railway Administrations by which the frontier-stations in question are owned at their own expense. On the Rhine frontier the operation of traffic on these sections by the German Railway Administration shall not extend beyond the limits of French ownership on the Rhine bridges.

Each Administration shall be entitled to run trains as far as the frontier-stations belonging to the other Administration : any remuneration due for such services from the Administration owning the station shall in principle take the form of equivalent services.

Article 10.

The engines and staff of one of the two neighbouring Railway Administrations shall not proceed beyond the frontier-stations of the other Railway Administration. On the Rhine frontier the exchange of engines and staff shall take place at the joint frontier-stations.

In the event of the traffic requirements entailing exceptions to the principle laid down in the preceding paragraph, each such exception shall be regulated by special agreement between the German and French Railway Administrations.

Article 11.

The German and French tariffs shall be applicable to the German and French sides of the frontier respectively. Nevertheless on the Rhine bridges the French railway tariffs shall be applicable as far as the limits of French ownership.

The local traffic between the joint frontier-stations of the right bank of the Rhine and France shall be regulated by means of an associated German-French railway tariff on the following lines :

The consignments in question may be despatched either with a way-bill of the form fixed by the international agreement on railway freights or with a way-bill of the type in use for consignments inside France, whichever the consignor pleases. They shall be subject to the French tariff regulations for the whole of their journey. For this purpose the French tariff rates shall be increased by an additional charge in French francs for the benefit of the German railway from and to the limits of the French State's ownership on the Rhine bridges. The said charge shall be fixed by the German railway on the basis of the French goods classification, and shall be calculated in such a way as not to exceed the lowest freight permissible under the German normal tariffs for the goods in question on the sections between the joint frontier-stations and the limit of the French State's ownership. In the case of Kehl station, the German charge may not exceed the tariff charge applicable to the same distance between Kehl Harbour and the frontier referred to : but this provision shall not necessarily imply the retention of the reduced rates at present applicable between Kehl Harbour and France.

Article 12.

The rent of the plant and buildings for the French or joint German-French operation of traffic in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be calculated on the basis of the costs of construction. The amount of such rent shall be fixed in gold marks in the relation to the actual capital expenditure incurred and the current rates of interest by direct agreement between the two Railway Administrations.

The costs of operation, upkeep and renewal of the joint frontier-stations shall be borne jointly where they are in connection with both the German and French services, and by the French service where they are in connection with the French service alone and are expressly excluded from the joint account.

Should the two Railway Administrations be unable to agree as to the calculation of the rent or the distribution of the costs for joint account, they shall request the President of the International Railway Union to appoint an expert to decide between them : in the event of the President of the International Railway Union being a German or a Frenchman, the President of the Central Office for International Transports at Berne shall be requested to appoint the expert.

Article 13

The German and French Customs regulations shall be simultaneously in force in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine and on the sections of line between the said stations and the national frontiers, so far as passenger traffic and the import and export of goods are concerned. It is agreed that the French Customs authorities may exercise the control and supervision required for the protection of their interests both inside the stations and on the sections of line in question.

Article 14.

The French Customs regulations shall be applicable in the joint frontier-station on the right bank of the Rhine :

- (1) In the case of entry into France, to goods from the moment they are declared to the French Customs authorities or from the moment an attempt is made to evade

French Customs control, and to passengers from the moment the French Customs inspection begins or from the moment a traveller endeavours to evade such inspection :

(2) In the case of exit from France, to goods down to the moment their export is recorded, and to passengers down to the moment of the completion of the Customs inspection. Furthermore, the French Customs regulations may be applied to goods or passengers who have not been subjected to the French Customs inspection until such time as the German Customs inspection in the station is completed.

Infringements of the French Customs regulations shall be ascertained by the French Customs authorities under the same conditions of time and place.

The Customs officials of each State shall only apply the regulations of the State to which they belong.

In the frontier-station on the right bank of the Rhine goods coming from France which are returned to France before the French Customs regulations have ceased to be applicable to them shall not be subject to any German impost on imports or exports or to any German import or export prohibition.

Where in a frontier-station on the right bank of the Rhine the application of the Customs legislation of both States involves the retention or confiscation of goods, the Customs authority of the exporting country shall have a prior claim.

Should the German Customs authority consider the examination of goods which are already subject to the supervision of the French Customs authority to be necessary before their export from Germany, the French Customs authority shall place them at its disposal for the purpose. On the other hand, the French Customs authority shall be entitled to demand the placing at its disposal of goods which have passed out of its control, if the said goods are still at the frontier-station in the custody of the German Customs authority.

If the exporting State finds that the goods ought to be confiscated, the importing State must surrender them to the exporting State

Article 15.

Subject to the conditions laid down in Article 14, the French Customs authority shall be entitled to conduct an enquiry into any infringement of the Customs or other regulations applicable by the French Customs authority which may be found to have occurred on German territory. The French Customs authority shall be entitled to establish the commission of the infringements in question in accordance with the French penal regulations, and to cause sentence to be passed on them in France, and further to retain as security or, if necessary, confiscate all objects connected with such infringements, with the exception of the offender's own implements of work.

Similarly the French Customs authority shall be entitled either to remove to France, or to put up for sale on the spot, in accordance with the French regulations, objects confiscated or retained as security on German territory

If in the course of Customs supervision or control, or in connection with the ascertainment of infringements of the regulations, the French Customs authority should require to have recourse to physical compulsion in relation to a passenger or person making a Customs declaration who is under obligation to submit to Customs inspection, the French Customs authority must apply to the German police or Customs officials. The French officials shall not be entitled to make an arrest.

Article 16.

Where goods are held in the joint custody of the Customs authorities of both States, the Customs authority of the exporting State shall be considered to have the sole public responsibility for the safe-keeping of the goods. The liability of the Railway Administration to the owners or recipients of the goods in question for the safe-keeping thereof shall not be affected by this provision.

Article 17

The German and French Customs authorities shall give their respective offices in the joint frontier-station on the right bank of the Rhine all the powers found necessary in view of traffic requirements for the purposes of import and export clearing. In particular they shall take steps to ensure that such powers are so far as possible identical, and that the clearing operations of the two Customs offices follow immediately upon one another. The Customs formalities to which passengers and their baggage are liable shall take place on the departure and arrival of the trains.

Article 18

The regulations applicable under French law by the French Customs authority in respect of export, import or transit prohibitions or restrictions, or the collection of indirect taxes or dues of any kind, or statistics of goods traffic, shall be considered as being equivalent to the actual Customs regulations in so far as the frontier-stations on the right bank of the Rhine are concerned.

Article 19.

The higher German Customs officials and the local German Customs receivers shall have access to the French warehouses and silos in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine in order to ascertain whether they contain goods which have escaped German export control. They shall not be entitled to make such visits of inspection except at reasonable intervals or whenever there are grounds for suspecting evasion of Customs, and they shall be accompanied by a French Customs official. Similarly the higher French Customs officials and the local French Customs receivers shall have access to German warehouses and silos accompanied by a German Customs official at regular intervals or whenever there are grounds for suspecting evasion of Customs, in order to ascertain whether they contain goods imported from France and still under German Customs supervision, which have escaped French control and are still subject to the French Customs regulations in accordance with Article 14, paragraph 1, number 2.

Article 20.

The French control of passports or other identification papers with which travellers are required to be provided on entering or leaving France shall be effected at the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine by a single police-inspector and at Kehl station by two police-inspectors.

Travellers proceeding to France, who are not in a position to prove their identity by means of papers valid for the entry into France, and persons who are refused access to French soil as a result of administrative or judicial action, shall be requested by the French inspector not to continue their journey. Should they refuse to comply, the inspector shall have recourse to the assistance of the German police or Customs officials.

Further, the French inspectors shall be entitled to call upon passengers coming from France to show their passes or other identification papers, it being understood that the passengers in question shall not be subject to any further consequences on the ground that their papers are not found in order by the French authorities. The German Police and Customs officials shall render assistance to the French inspectors in the event of a passenger refusing to submit to such control.

The French police-inspectors on duty at the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be entitled to call upon travellers proceeding to France to show the printed papers, periodicals or books which they have with them, in order to ascertain whether they include papers, periodicals or books which it is forbidden to import into France. Should a traveller not comply with such a demand, or decline to part with forbidden papers, periodicals or books in his possession, the French inspector shall be entitled to draw his attention to the consequences which the importation of such writings into France may involve for him.

The French police-inspectors shall not be entitled either to exercise physical compulsion or to make arrests on German soil. They shall carry out their duties in civilian dress, with an arm-band of one colour with a distinctive mark thereon to indicate their official capacity.

The Special Commissioners, under whose orders the above-mentioned police-inspectors work, shall not have access to the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine except for the sole purpose of supervising the police-inspectors' performance of their duties.

Article 21.

The German and French police officials in the joint or separate frontier-stations enumerated in Article 1 of this Convention shall give each other all such information as is calculated to facilitate proceedings in connection with crimes and offences and in particular to accelerate the arrest of persons whose extradition may be subsequently requested by one of the Contracting Parties.

Article 22.

The measures in the interest of public health to be taken by the French veterinary police in connection with the import of meat, meat products or livestock from Germany into France or from France into Germany shall be determined in each of the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine by a chief veterinary officer to be appointed specially for the purpose by the French Administration concerned. The German and French Administrations shall be entitled to restrict such measures by common agreement to particular joint frontier-stations, having regard to the available plant and economic requirements. The French chief veterinary officers shall exercise their official functions in civilian dress.

The French veterinary supervision in the case of meat and meat products in transit through Germany to France shall take place in the frontier-stations indicated in the preceding paragraph, and in the case of livestock in France.

All requisite precautions must be taken in connection with these veterinary measures to limit the danger of infection as far as possible.

The German and French veterinary officers on duty in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall keep each other informed as to epidemics or infectious diseases found or suspected in the course of their examinations

Article 23.

The French offices installed in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be indicated by an inscription in both languages, without the addition of any emblem of sovereignty of any kind.

Article 24.

The French officials and employees on duty in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine, and the higher inspecting officials to whom they are subordinate, shall be supplied by the French authorities with identification papers of which a pattern should be submitted to the German authorities. They shall be required at all times when on duty to carry such identification papers on their person : and shall be entitled when in possession thereof to free transit between the frontier stations and France without requiring a special passport or frontier card.

The names and official position of French officials and employees permanently employed in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine must further be notified to the Head Office of the German Railways at Karlsruhe.

Article 25.

Save in so far as otherwise provided in the special cases covered by Articles 20 and 22, the French officials and employees in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine when on duty must wear uniform or an official badge according to the regulations of the French Administrations to which they belong.

Customs officials at the frontiers may carry arms when on duty, but not fire-arms except when accompanying trains to and from the frontier or guarding sections of line between frontier-stations and the frontier or guarding warehouses and silos by night. The use of arms shall not be permitted except for the purpose of legitimate self-defence.

Article 26.

In the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine, the French officials shall be entitled to maintain order on the premises assigned to them for their exclusive use and to expel disorderly persons from such premises.

German officials shall be entitled, if occasion arises in connection with the performance of their duties, to enter the premises reserved to the French offices, at any time during the service hours of the latter, on giving proof of their official capacity. The special provisions of Article 19 of this Convention shall not be affected by this paragraph.

Article 27.

Official correspondence between the French Administrations and their officials in the frontier-stations on the right bank of the Rhine may be sent or received direct by railway postal cars or by officials (guards, etc.) in charge of mails proceeding to such stations.

Article 28.

The French offices shall be entitled to use the railway telegraph and railway telephone systems in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine for their official communications, whether *en clair* or in cypher, free of charge. No use shall be made thereof for private communications with France other than such as would be allowed exceptionally under the regulations in force on the German and French railway telegraph and railway telephone systems.

Immediately after the signature of this Agreement, the German and French Postal Administrations shall concert together with a view to an agreement as to the establishment, if found desirable, of special telephone rates to meet the requirements of local traffic and international through transit traffic.

Article 29.

Officials of the two Contracting Parties employed in the frontier-stations on the right bank of the Rhine shall lend each other assistance in the performance of their duties, in particular in connection with the prevention and detection of offences.

Article 30.

In order as occasion requires to assist proceedings in connection with offences against the French Customs and railway regulations committed on German territory, the competent German authorities on the direct application of the French authorities concerned shall take the depositions of accused persons, witnesses or experts, undertake official verifications, enquiries, or searches, and issue notices of summons or sentences.

The expenditure incurred as a result of such official action shall be refunded direct to the German authorities responsible.

Article 31.

The German authorities shall lend assistance to the French officials and employees on duty in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine, and treat their requests for assistance as they would treat similar requests from German officials. This shall apply in particular to the case of insults or bodily injuries in so far as German law allows of public prosecution at the request of an injured party.

Should the French offices in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine cease work owing to the closing of the frontier or for any other cause, the French officials and employees on duty there shall be entitled to return to France with their families without let or hindrance.

Article 32.

Subject to the customary inspection, all objects from France for the use of the French offices in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine may be imported into Germany, or exported from Germany, free of duty or tax and without let or hindrance of any kind.

Article 33.

The French officials and employees on duty in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be subject to the German criminal law and police regulations and to the jurisdiction of the German Courts.

Should the German authorities, in the course of proceedings in connection with an offence or crime which comes under the jurisdiction of the German Courts, place one of the French officials or employees on duty in the joint frontier-stations under arrest with a view to judicial enquiry, the French authority to which such official or employee is subordinate shall be notified without delay and given all requisite information with regard to the facts or grounds of suspicion on which the charge is based.

The French Government undertakes to transfer elsewhere any official or employee belonging to a French office in a joint frontier-station on the right bank of the Rhine, whose conduct or record in respect of the criminal law affords grounds for reasonable complaint by the German authorities.

Article 34.

For all purposes of duty or discipline the officials and employees of French Administrations in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be subject to the French authorities alone.

Article 35.

The officials or employees of the French Customs or railway services on duty in the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall be permitted to live with their families in the places in which the stations are situate or in their immediate neighbourhood. Such permission shall not constitute any privileged position in relation to the regulations with regard to the settlement of French nationals in Germany.

Should the remoteness of the stations or the exigencies of the service make it appear desirable for the above-mentioned officials or employees to live on German territory, their French superior officers shall be entitled to refer the matter to the German authorities with a view to the latter making such arrangements as may be possible to enable them to do so.

Article 36.

The French officials and employees belonging to the French offices in one of the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine, who do not live on German territory, shall be entitled on showing the identification papers specified in Article 24 to proceed without let or hindrance between French territory and the station by the usual routes (rail or road) and by any means of transport.

They shall further be entitled, subject to the same conditions, to move freely about the place in which the frontier-station is situated or, if there is no means in the place in question of their providing themselves with the necessaries of everyday life, to proceed for the purpose to the nearest place in the neighbourhood.

Article 37.

The officials and employees of French nationality belonging to the French offices of the joint frontier-stations on the right bank of the Rhine shall not be subject to any taxation by reason of their official position, nor shall they be compelled to perform any personal service for the German Reich or any other German public body.

Nevertheless, the German fiscal legislation shall be applicable in its entirety to such officials or employees if they live on German territory : but they may not under any circumstances be compelled to pay higher taxes than the other inhabitants of the place in which they live.

The said officials and employees, whether living on German territory or not, shall enjoy complete immunity from Customs for objects from France for their own consumption or use or for the consumption or use of their families, it being understood that such immunity shall not extend to internal German taxes or dues. Such objects shall enjoy the same immunity on being sent back to France. No import or export prohibitions, except such as relate to public order or the health of men, animals or plants, shall apply to the said objects.

The exemptions for which provision is made in the preceding paragraph shall be accorded, after the usual exhibition to the competent Customs authority and inspection by the same, without further question on presentation of a certificate by the French authorities to which the applicant is subordinate. Nevertheless the right to have recourse to further measures of control in the event of abuses occurring is reserved.

Article 38.

German and French forwarding agents who maintain Customs agencies, storehouses or warehouses in places where there is a frontier-station, and their staff, shall be entitled to visit such places without let or hindrance as well as the frontier-station situated on the other territory opposite. For this purpose their national passports shall be *visés* free of charge with permanent visas valid in each case for one year. Any system of local frontier traffic permits which may in future be established shall apply to them *ipso facto*.

Forwarding agents shall be entitled to employ either German or French specialised staff (clerks or packers), irrespective of any existing or future special legislation to safeguard the home labour market.

In the exercise of their professional activities, German and French forwarding agents shall be treated by the Customs authorities of both States on a footing of complete equality.

Article 39.

Details of the service of the various offices and of the joint use of the buildings and equipment of the frontier stations on the right bank of the Rhine shall be settled as required by direct agreement between the German and French authorities concerned. Details of the technical operation of the railways on the stretches of line specified in Article 9 shall be settled by similar agreement.

Article 40.

The two Contracting Parties reserve the right to come to an agreement, merely by the interchange of diplomatic correspondence, with regard to such changes in this Convention as they may consider desirable in the light of experience. This shall apply in particular to the case of both Parties finding it desirable to establish a French Public Health service in the frontier-stations on the right bank of the Rhine.

Article 41.

Subject always to the special provisions of Article 12, paragraph 3, disputes between the Contracting Parties with regard to the interpretation or application of this Convention, which cannot be settled by friendly agreement, shall be submitted to a court of arbitration to be composed as follows :

Each Party shall appoint an arbitrator : both Parties shall jointly appoint a chairman to be chosen from the nationals of a third country. If they are unable to agree, the President of the Swiss Confederation shall be requested to appoint the chairman.

Unless otherwise agreed, the procedure of the court shall be that laid down in the Hague Agreement for the Pacific Settlement of International Disputes of October 18, 1907, each Party being under obligation to give the court the assistance prescribed in Articles 23 and 75 of the said Agreement.

Article 42.

The present Convention shall take the place of the Provisional Agreement signed at Baden-Baden on December 18, 1919, and shall be concluded for a period of five years. If not denounced one year before the lapse of such period, it shall continue to be binding until one of the Contracting Parties gives the other one year's notice, of its termination. The same applies, unless otherwise agreed, to the agreements and arrangements made in execution of this Convention between the German and the French Administrations.

Article 43.

This Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Paris. It shall come into force one month after the exchange of the said instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Convention and affixed their seals thereto.

Done in duplicate in Paris, April 13, 1925.

(Signed) Baron VON GRÜNAU.

(Signed) Raymond BRUGÈRE.

N° 2547.

**ALLEMAGNE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Moscou, le 16 avril 1929.

**GERMANY
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Tonnage Certificates. Moscow, April 16, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2547. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJET-REPUBLIKEN ZWECKS GEGENSEITIGER ANERKENNUNG DER SCHIFFSMESSBRIEFE. MOSKAU, DEN 16. APRIL 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 décembre 1930.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place December 6, 1930.

I.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

Tgb. Nr. C. C. 450/29.

MOSKAU, den 16. April 1929.

HERR STELLVERTRETENDER VOLKSKOMMISSAR !

In Ausführung des Artikels 4 des Schifffahrtsabkommens zwischen dem Deutschen Reich und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken vom 12. Oktober 1925 beehre ich mich mitzuteilen, dass, da sowohl im Deutschen Reich als auch in der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken hinsichtlich der Vermessung von Seeschiffen das System Moorsom angewandt wird und die in beiden Ländern auf Grund dieses Systems erlassenen Regeln über Vermessung von Seeschiffen ihrem Wesen nach gleichartig sind, die Deutsche Regierung damit einverstanden ist, dass Schiffe, die unter der Flagge der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken fahren und mit von den örtlichen Büros der Registerbehörde der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken ausgestellten Schiffsmessbriefen versehen sind, bei dem Besuch der Häfen des Deutschen Reichs keinerlei neuen Vermessungen in Zusammenhang mit der Erhebung der Schiffsgebühren unterzogen werden.

Genehmigen Sie, Herr Stellvertretender Volkskommissar, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON DIRKSEN.

An den Stellvertretenden Volkskommissar
für auswärtige Angelegenheiten
der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken
Herrn Karachan,
Moskau.

¹ Entré en vigueur le 16 avril 1929.

¹ Came into force April 16, 1929.

II.

U. d. S. S. R.

VOLKSKOMMISSARIAT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Nr. EPO. 763.

MOSKAU, *den 16 April.* 1929.

HERR BOTSCHAFTER !

In Ausführung des Artikels 4 des Schiffahrtsabkommens zwischen der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken und dem Deutschen Reich vom 12. Oktober 1925, beehre ich mich mitzuteilen, dass, da sowohl in der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken als auch im Deutschen Reich hinsichtlich der Vermessung von Seeschiffen das System Moorsom angewandt wird, und die in beiden Ländern auf Grund dieses Systems erlassenen Regeln über Vermessung von Seeschiffen gleichartig sind, die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken damit einverstanden ist, dass Schiffe, die unter der Flagge des Deutschen Reiches fahren und mit von den örtlichen Büros der Registerbehörden des Deutschen Reichs ausgestellten Messbriefen versehen sind, bei dem Besuche der Häfen der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken keinerlei neuen Vermessungen im Zusammenhang mit der Erhebung von Hafengebühren von diesen Schiffen unterzogen werden.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

L. KARACHAN.

An Herrn Dr. Herbert von Dirksen,
Ausserordentlichen und Bevollmächtigten
Botschafter Deutschlands
in Moskau.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 2547. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE. MOSCOU, LE 16 AVRIL 1929.

No. 2547. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. MOSCOW, APRIL 16, 1929.

I.

I.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

Réf. N^o C.C. 450/29.

GERMAN EMBASSY.

Ref. No. C.C. 450/29.

MOSCOU, le 16 avril 1929.

MOSCOW, April 16, 1929.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

MONSIEUR LE COMMISSAIRE,

Conformément à l'article 4 de l'Accord en matière de navigation intervenu entre le Reich allemand et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le 12 octobre 1925, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, le système Moorsom étant appliqué aussi bien en Allemagne que dans l'U. R. S. S. pour le jaugeage des navires de mer et les règles établies dans les deux pays sur la base de ce système pour le jaugeage des navires de mer étant substantiellement les mêmes, le Gouvernement allemand accepte que les navires naviguant sous le pavillon de l'U. R. S. S. et qui sont munis de certificats de jaugeage délivrés par les Bureaux locaux du service d'immatriculation des navires de l'U. R. S. S. soient exempts de toute nouvelle opération de jaugeage

In accordance with Article 4 of the Agreement on Navigation between the German Reich and the Union of Soviet Socialist Republics of October 12, 1925, I have the honour to inform you that since the Moorsom system is used both in Germany and in the Union of Soviet Socialist Republics for tonnage measurement of sea-going ships and the regulations relative to tonnage measurement of sea-going ships issued in both countries on the basis of this system are substantially the same, the German Government agrees that ships navigating under the flag of the Union of Soviet Socialist Republics and provided with tonnage certificates issued by the local registration authorities of the Union of Soviet Socialist Republics shall, when visiting

Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pour la perception des taxes et droits afférents aux navires, lors de leur séjour dans des ports de l'Allemagne.

Veillez agréer, etc.

VON DIRKSEN.

A Monsieur Karachan,
Commissaire du Peuple suppléant,
aux Affaires étrangères
de l'U. R. S. S.
Moscou.

II.

U. R. S. S.

COMMISSARIAT DU PEUPLE POUR
LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° EPO 763.

MOSCOU, le 16 avril 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Conformément à l'article 4 de l'Accord en matière de navigation intervenu entre l'Union des républiques soviétistes socialistes et le Reich allemand, le 12 octobre 1925, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, le système Moorsom étant appliqué aussi bien en U. R. S. S. qu'en Allemagne pour le jaugeage des navires et les règles établies dans les deux pays sur la base de ce système concernant le jaugeage des navires étant substantiellement les mêmes, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes accepte que les navires naviguant sous le pavillon allemand et qui sont munis de certificats de jaugeage délivrés par les Bureaux locaux du service d'immatriculation des navires de l'Allemagne soient exempts de toute nouvelle opération de jaugeage pour la perception des taxes et droits afférents aux navires lors de leur séjour dans des ports de l'U. R. S. S.

Veillez agréer, etc.

L. KARACHAN.

A Monsieur le Dr Herbert von Dirksen,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire d'Allemagne à
Moscou.

No. 2547

ports in the German Reich, be exempt from any fresh measurement in connection with the levying of shipping dues.

I have the honour, etc.

VON DIRKSEN.

To Monsieur Karachan,
Acting People's Commissar
for Foreign Affairs
of the U. S. S. R.,
Moscow.

II.

U. S. S. R.

PEOPLE'S COMMISSARIAT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

MOSCOW, April 16, 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In accordance with Article 4 of the Agreement on Navigation between the Union of Soviet Socialist Republics and the German Reich of October 12, 1925, I have the honour to inform you that since the Moorsom system is used both in the Union of Soviet Socialist Republics and in Germany for tonnage measurement of sea-going ships and the regulations relative to tonnage measurement of sea-going ships issued in both countries on the basis of this system are substantially the same, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees that ships navigating under the German flag and provided with tonnage certificates issued by the local registration authorities of Germany shall, when visiting ports in the Union of Soviet Socialist Republics, be exempt from any fresh measurement in connection with the levying of shipping dues.

I have the honour, etc.

L. KARACHAN.

To Dr. Herbert von Dirksen,
German Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
in Moscow.

N° 2548.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière germano-française, avec protocole de signature et annexes, signés à Paris, le 25 avril 1929, protocole additionnel, signé à Paris, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif, Paris, les 25 avril 1929, 21 novembre 1929 et 24 mars 1930.

GERMANY AND FRANCE

Convention regulating Frontier Traffic on the Germano-French Frontier, with Protocol of Signature and Annexes, signed at Paris, April 25, 1929, Additional Protocol, signed at Paris, May 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto, Paris, April 25, 1929, November 21, 1929 and March 24, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2548. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ÜBER DEN KLEINEN GRENZVERKEHR AN DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN GRENZE. GEZEICHNET IN PARIS, 25. APRIL 1929.

*Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 décembre 1930.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK von dem Wunsche geleitet, die nachbarlichen Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich im Interesse der Grenzbevölkerung zu sichern und zu ordnen, haben beschlossen, in Ausführung des Artikels 48 des Vertrags² über die Festsetzung der gemeinsamen Grenze vom 14. August 1925 ein Abkommen zu diesem Zwecke zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den deutschen Botschafter, Leopold VON HOESCH ; und
Den Generalkonsul, Werner Freiherr VON GRÜNAU ;

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK :

Den Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Aristide BRIAND ;

Die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Personen, die in dem Grenzbezirk des einen der beiden Länder entweder ihren Wohnsitz oder seit wenigstens vier Monaten ihren gewöhnlichen Aufenthalt haben, geniessen nach Massgabe der Bestimmungen dieses Abkommens die nachstehend bezeichneten Erleichterungen. Diese Personen müssen mit einem Ausweis, Grenzkarte genannt, versehen sein.

Die in dem vorstehenden Absatz vorgesehene Aufenthaltsfrist gilt nicht für die in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmer und das Personal der Nutzungsberechtigten der in Artikel 16, 17 und 20 erwähnten Grundstücke.

Artikel 2.

Die Grenzbezirke erstrecken sich beiderseits der Grenze in einer Breite von etwa 10 km ; sie sind in der Anlage A beschrieben.

Diese Anlage kann gegebenenfalls durch Vereinbarung der beiden Regierungen geändert werden, wenn anerkannt wird, dass die wirtschaftlichen Bedürfnisse der in Betracht kommenden Gebiete dies erfordern, oder wenn Anlass besteht, die Ausführung der Zollüberwachung zu erleichtern.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 14 août 1930.

² Vol. LXXV, page 103, de ce recueil.

N^o 2548. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE
RÉGLANT LE TRAFIC FRONTALIER SUR LA FRONTIÈRE
GERMANO-FRANÇAISE. SIGNÉE A PARIS, LE 25 AVRIL 1929.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place December 6, 1930.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux d'assurer et de régler entre l'Allemagne et la France les rapports de voisinage au mieux des intérêts respectifs des populations frontalières, et se conformant à l'article 48 du Traité² du 14 août 1925 qui porte délimitation de la frontière commune, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Léopold VON HOESCH, ambassadeur d'Allemagne ; et
M. Werner Freiherr VON GRÜNAU, consul général ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les personnes ayant, dans la zone frontalière de l'un des deux pays, leur domicile ou, depuis quatre mois au moins, leur résidence habituelle, bénéficient, conformément aux dispositions prévues dans la présente convention, des facilités ci-après mentionnées. Ces personnes doivent être munies d'une carte dite « carte frontalière ».

Le délai de résidence visé à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux travailleurs remplissant les conditions prévues à l'article 13 ni aux personnes au service des exploitants de biens-fonds visés aux articles 16, 17 et 20.

Article 2.

Les zones frontalières s'étendent, de chaque côté de la frontière, à dix kilomètres environ ; elles sont définies dans l'annexe A.

Cette annexe pourra, le cas échéant, être modifiée d'un commun accord par les deux gouvernements s'il est reconnu que les nécessités économiques des régions intéressées l'exigent, ou s'il y a lieu de faciliter l'exécution du contrôle du service des douanes.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, August 14, 1930.

² Vol. LXXV, page 103, of this Series.

I. PERSÖNLICHE ERLEICHTERUNGEN.

Artikel 3.

Die Inhaber der in dem einen Lande ausgestellten Grenzkarten sind berechtigt, die Grenze zu überschreiten und sich bei jedem Grenzübertritt während einer Dauer von höchstens drei Tagen in dem Grenzbezirk des anderen Landes aufzuhalten.

Für Wochenarbeiter, welche die Voraussetzungen des Artikels 13 erfüllen, wird die jeweilige Aufenthaltsdauer auf eine Woche ausgedehnt.

Artikel 4.

Die Grenzkarte wird Kindern unter 15 Jahren grundsätzlich nicht ausgestellt; diese können jedoch eine Grenzkarte aus besonderen Gründen, wie zum Schul- und Kirchenbesuch oder zur Berufsausübung, erhalten. Im übrigen dürfen Kinder unter 15 Jahren die Grenze nur in Begleitung einer erwachsenen Person überschreiten, deren Grenzkarte die Befugnis zur Mitnahme der Kinder enthält.

Artikel 5.

Die Grenzkarte ist zwei Jahre gültig. Nach Ablauf der Geltungsdauer hat der Karteninhaber die Ausstellung einer neuen Karte zu beantragen.

Artikel 6.

In der Grenzkarte sind der Geltungsbereich und die Grenzübergangsstellen, die der Karteninhaber benutzen darf, anzugeben.

Der Geltungsbereich wird nach den Bedürfnissen jedes einzelnen Falles festgesetzt. Er umfasst in Deutschland den oder die Kreise oder Amtsbezirke, in Frankreich den oder die Kantone und gegebenenfalls das Arrondissement, die der Karteninhaber aufsuchen will.

Die Grenzübergangsstellen können nur aus den in der Anlage B aufgezählten Grenzübergangsstellen ausgewählt werden. Diese Anlage kann von den beiden Regierungen in gegenseitigem Einvernehmen geändert werden.

In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden der beiden Länder die Überschreitung der Grenze auch ausserhalb der in Abs. 3 bezeichneten Grenzübergangsstellen gestatten.

Artikel 7.

Der Grenzübertritt auf Grund einer Grenzkarte ist grundsätzlich nur bei Tage gestattet.

Die zuständigen Behörden der beiden Länder werden in gegenseitigem Einvernehmen die Verkehrsstunden unter Berücksichtigung der örtlichen Bedürfnisse festsetzen und sich über als notwendig anerkannte Ausnahmen verständigen.

Die Absperrvorrichtungen werden während der Verkehrsstunden offengehalten; sie sind rechtzeitig zu öffnen und dürfen nicht vor der festgesetzten Zeit geschlossen werden.

Der Grenzübertritt mit der Eisenbahn, der Kleinbahn, der Strassenbahn und anderen öffentlichen regelmässigen Verkehrseinrichtungen ist jederzeit zugelassen.

I. FACILITÉS PERSONNELLES

Article 3.

Les titulaires des cartes frontalières délivrées dans l'un des deux pays sont admis à franchir la frontière et à séjourner, à chaque passage, pendant une durée maximum de trois jours, dans la zone frontalière de l'autre pays.

Pour les travailleurs semainiers remplissant les conditions prévues à l'article 13, la durée du séjour autorisée est portée à une semaine.

Article 4.

En principe, la carte frontalière n'est pas délivrée aux enfants de moins de quinze ans, mais ceux-ci peuvent l'obtenir pour des motifs particuliers, tels que la fréquentation des écoles et des lieux affectés aux cultes ou l'exercice d'une profession. Dans tous les autres cas, les enfants de moins de quinze ans ne peuvent franchir la frontière qu'en compagnie de personnes adultes munies de cartes frontalières spécifiant que les titulaires sont autorisés à emmener lesdits enfants.

Article 5.

La carte frontalière est valable pour deux années. A l'expiration de cette durée, le titulaire doit demander une nouvelle carte.

Article 6.

La carte frontalière indique la zone pour laquelle elle est valable et les points de passage que le titulaire est autorisé à emprunter.

La zone de validité est fixée suivant les besoins de chaque cas particulier. Cette zone comprend, en Allemagne, le ou les Kreise ou Amtsbezirke, en France, le ou les cantons et, éventuellement, l'arrondissement, dans lesquels le titulaire de la carte est appelé à se rendre.

Les points de passage ne peuvent être choisis que parmi ceux énumérés à l'annexe B. Cette annexe pourra être modifiée d'un commun accord par les deux gouvernements.

Dans des cas particuliers, les autorités compétentes des deux pays pourront autoriser le passage de la frontière en d'autres points que ceux qui sont désignés à l'alinéa 3 du présent article.

Article 7.

Le passage de la frontière en vertu d'une carte frontalière est autorisé, en principe, pendant le jour.

Les autorités compétentes des deux pays fixeront d'un commun accord les heures de la circulation en tenant compte des besoins locaux. Elles s'entendront sur les dérogations particulières qui seraient reconnues nécessaires.

Les barrages doivent rester ouverts pendant les heures de circulation ; ils seront ouverts à temps et ne seront pas fermés avant l'heure convenue.

Le passage de la frontière par chemin de fer d'intérêt général ou local, par tramway et autres services publics et réguliers de transports en commun est admis à toute heure.

Artikel 8.

Geistliche und ihre Gehilfen dürfen in Ausübung ihres Berufs die Grenze auch ausserhalb der in Artikel 6 Abs. 3 bezeichneten Grenzübergangsstellen und zur Nachtzeit überschreiten.

Das gleiche gilt von Ärzten, Tierärzten und Hebammen jeder der beiden Grenzbezirke, soweit sie zur Ausübung ihres Berufs in dem anderen Grenzbezirk zugelassen sind.

Artikel 9.

Die in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmer, die an Arbeitsstätten mit Nachtarbeit oder mit Tag und Nachtarbeit beschäftigt sind, dürfen die Grenze auch bei Nacht überschreiten. Zu diesem Zweck erhalten ihre Grenzkarten einen besonderen Vermerk.

Artikel 10.

Die Grenzkarten werden nach den in Anlage C beigefügten Mustern in deutscher und französischer Sprache ausgefertigt, und zwar auf deutscher Seite in hellblauer und auf französischer Seite in rosa Farbe.

Sie werden in Deutschland von den Landratsämtern, Bezirksämtern oder Stadträten, in Frankreich von den Präfekten oder deren Beauftragten, nach Massgabe der Bestimmungen des Artikels 11 ausgestellt.

Artikel 11.

Die zuständigen Behörden jedes der beiden Länder teilen den zuständigen Behörden des anderen Landes (Artikel 10) die Listen der Kartenbewerber in doppelter Ausfertigung unmittelbar mit. Diese Listen sollen Namen und Vornamen, Beruf, Ort und Tag der Geburt, Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt des Kartenbewerbers, sowie den Grund, aus dem die Ausstellung der Karte verlangt wird, ferner den Geltungsbereich der Karte und die zu benutzenden Grenzübergangsstellen enthalten; sie sind mit Tagesangabe zu versehen. Die Grenzkarten, die den in der Liste aufgeführten Personen ausgestellt werden sollen, sind mitzuübersenden.

Die Behörden des anderen Landes senden innerhalb von zwei Wochen nach Eingang der Mitteilung die Doppel der Listen nebst den Karten und den sonstigen Unterlagen an die zur Ausstellung der Karten berufenen Behörden zurück. Die nicht beanstandeten Karten werden dabei mit dem Stempel der zurücksendenden Behörden versehen. Diese Behörden fügen in den Listen bei den Namen der Personen, die nicht oder nur mit Einschränkungen zugelassen werden, entweder den Vermerk « abgelehnt » hinzu oder geben an, welche Änderungen hinsichtlich des Geltungsbereichs oder der Grenzübergangsstellen gefordert werden.

Die Ablehnung der Grenzkarten soll, wenn die in diesem Abkommen vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, nur ausnahmsweise, und zwar aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, erfolgen.

Artikel 12.

Die Gebühr für die Ausstellung der Grenzkarte soll deutscherseits 0,50 RM, französischerseits 3 Franken nicht übersteigen.

Die von den Behörden des Ziellandes auf den Karten und Listen angebrachten Stempel und Vermerke sind gebührenfrei.

Article 8.

Les ministres des cultes et leurs auxiliaires peuvent, pour l'exercice de leurs fonctions, passer la frontière en d'autres points que ceux visés par le troisième alinéa de l'article 6. Ils peuvent également la franchir de nuit.

Il en est de même des médecins, des vétérinaires et des sages-femmes de chacune des zones frontalières, en tant qu'ils sont admis à exercer leur profession dans l'autre zone.

Article 9.

Les travailleurs visés à l'article 13 et qui sont occupés dans des établissements fonctionnant soit de nuit, soit de jour et de nuit, sont autorisés à traverser la frontière de nuit. Une mention spéciale sera inscrite à cet effet sur leur carte.

Article 10.

Les cartes frontalières, rédigées en allemand et en français, sont établies d'après les modèles figurant à l'annexe C. Elles sont de couleur bleu-clair pour les titulaires allemands et de couleur rose pour les titulaires français.

Ces cartes sont délivrées, du côté allemand, par les Landratsämter, Bezirksämter ou Stadträte, et, du côté français, par les préfets ou leurs délégués conformément aux dispositions de l'article 11.

Article 11.

Les autorités compétentes de chacun des deux pays communiquent directement aux autorités compétentes de l'autre (article 10) les listes, en deux exemplaires, des demandeurs. Ces listes doivent mentionner les nom et prénoms, profession, lieu et date de naissance, domicile ou résidence des intéressés ainsi que le motif pour lequel la carte est sollicitée, la zone de validité de la carte et les points de passage de la frontière ; elles doivent être datées. Les cartes frontalières destinées aux personnes désignées dans les listes doivent y être jointes.

Les autorités de l'autre pays renvoient, dans les deux semaines qui suivent la réception de la communication, aux autorités chargées de délivrer les cartes, les doubles des listes ainsi que les cartes et les autres documents. Les cartes qui n'ont provoqué aucune objection sont revêtues du sceau des autorités qui les renvoient. Ces autorités portent sur ces listes, en regard des noms des personnes non admises ou admises sous réserve, soit la mention « refus », soit l'indication des modifications exigées quant à la zone de validité et aux points de passage.

Lorsque les conditions prévues par la présente convention sont remplies, les refus ne sont opposés qu'à titre exceptionnel, pour des raisons de sécurité publique.

Article 12.

La délivrance de la carte frontalière ne donne pas lieu à la perception d'une taxe supérieure à 50 Pfennig du côté allemand et à 3 francs du côté français.

Les cachets et les diverses mentions apposés sur les cartes et sur les listes par les autorités de la zone à laquelle les cartes donnent accès ne sont passibles d'aucune taxe.

Artikel 13.

Die in dem deutschen Grenzbezirk ansässigen deutschen Arbeitnehmer und die in dem französischen Grenzbezirk ansässigen französischen Arbeitnehmer können unbehindert in dem anderen Grenzbezirk arbeiten, wenn sie im Besitz einer mit dem Vermerk « Arbeitnehmer » versehenen Grenzkarte sind.

Dieser Vermerk wird bei Ausstellung der Grenzkarte oder zu jedem späteren Zeitpunkt nach dem in Artikel 11 vorgesehenen Verfahren von der Behörde des Landes angebracht, in dem der Arbeitnehmer beschäftigt werden soll, wenn dieser eine Arbeitsgenehmigung vorlegt. Diese Genehmigung ist von dem örtlich zuständigen Arbeitsamt des Landes, in dem der Arbeitnehmer arbeiten will, nach den in diesem Lande geltenden Bestimmungen gebührenfrei auszustellen.

Der Inhaber einer mit dem erwähnten Vermerk versehenen Grenzkarte ist berechtigt, bei Ablauf seines ersten Arbeitsvertrags in dem auf seiner Grenzkarte angegebenen Geltungsbereich und während ihrer Geltungsdauer jeder Beschäftigung in seinem Beruf nachzugehen, ohne einer erneuten Arbeitsgenehmigung zu bedürfen.

Artikel 14.

In Fällen schweren oder wiederholten Missbrauchs bei Benutzung der Grenzkarte oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann die zuständige Behörde jedes Landes, vorbehaltlich anderer gegebenenfalls zu treffenden Strafmassnahmen, die Grenzkarte durch Anbringung des Vermerks « Vorläufig ungültig . . . den . . . 19.. » ungültig machen ; sie benachrichtigt unverzüglich die Behörde, welche die Karte ausgestellt hat, um die Entziehung der Karte herbeizuführen.

Artikel 15.

Die in Artikel 10 Abs. 2 erwähnten Behörden jedes der beiden Länder können bei Meinungsverschiedenheiten eine Nachprüfung des Streitfalls durch die höheren Behörden veranlassen.

II. ZOLLERLEICHTERUNGEN.

Artikel 16.

Die Bewohner eines der Grenzbezirke, die von ihrem in diesem Bezirk gelegenen land- oder forstwirtschaftlichen Grundstück aus ein anderes land- oder forstwirtschaftliches Grundstück bewirtschaften, das in dem anderen Grenzbezirk gelegen ist, dürfen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie frei von Ein- und Ausfuhrverboten die nachstehend aufgeführten Erzeugnisse, Gegenstände und Tiere auf ihre Grundstücke ein- oder ausführen :

1. Die zu irgendeinem Zeitpunkt auf ihren Grundstücken gewonnenen land- oder forstwirtschaftlichen Erzeugnisse unter der Voraussetzung, dass sie in dem Zustand über die Grenze befördert werden, in dem sie üblicherweise von dem Erzeugungsgrundstück eingebracht werden.

Die Vergünstigung gilt nicht für Erzeugnisse, die bereits in Scheunen eingebracht worden sind, oder irgendeine Bearbeitung erfahren haben.

2. Alles, was zur Bewirtschaftung ihrer Grundstücke üblicherweise erforderlich ist, wie Reit-, Last- oder Zugtiere, natürliche und künstliche Düngemittel, Sämereien und Pflanzen, land- und forstwirtschaftliche Werkzeuge, Geräte, Maschinen, Utensilien, Materialien und Fahrzeuge nebst Zubehör sowie den erforderlichen Betriebsstoff.

Article 13.

Les travailleurs allemands habitant la zone frontalière allemande, les travailleurs français habitant la zone frontalière française peuvent travailler librement dans l'autre zone frontalière, à la condition d'être porteurs d'une carte frontalière revêtue de la mention « travailleur ».

Cette mention sera apposée soit à l'occasion de la délivrance de la carte frontalière, soit ultérieurement à tout moment, selon la procédure fixée à l'article 11 par l'autorité du pays dans lequel le travailleur doit être occupé toutes les fois que celui-ci produira une autorisation de travail. Cette autorisation doit être délivrée sans frais par l'office public de placement local du pays où l'intéressé est appelé à travailler et être conforme aux règlements en vigueur dans ce pays.

Le travailleur titulaire d'une carte frontalière revêtue de ladite mention est autorisé, à l'expiration de son premier contrat de travail, à occuper, dans la zone déterminée par sa carte, tout emploi de sa profession pendant toute la durée de validité de la carte, sans qu'il ait à demander une nouvelle autorisation de travail.

Article 14.

En cas d'abus graves ou répétés dans l'usage de la carte frontalière ou pour des raisons de sécurité publique, l'autorité compétente de chaque pays peut, sans préjudice, le cas échéant, d'autres sanctions, rendre inutilisable la carte frontalière en y apposant la mention « provisoirement annulée le 19... » ; elle avise d'urgence de la mesure prise l'autorité qui a délivré la carte afin que celle-ci puisse être retirée au titulaire.

Article 15.

Les autorités de chacun des deux pays, mentionnées au deuxième alinéa de l'article 10, peuvent, en cas de désaccord, provoquer l'examen du différend par les autorités supérieures compétentes des deux pays.

II. FACILITÉS DOUANIÈRES*Article 16.*

Les habitants de l'une des zones frontalières qui exploitent un bien-fonds agricole ou forestier dans ladite zone et qui en exploitent également un autre dans l'autre zone, peuvent importer ou exporter sur leurs biens-fonds, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les produits, objets et animaux ci-dessous énumérés :

1° Les produits agricoles ou forestiers recueillis, à quelque époque que ce soit, sur leurs biens-fonds, sous réserve qu'ils soient transportés dans l'état où ils sont habituellement enlevés des biens-fonds producteurs.

Tout produit qui a été engrangé ou qui a reçu une main-d'œuvre quelconque ne peut plus être admis à l'immunité ;

2° Tout ce qui est normalement nécessaire à l'exploitation de leurs biens-fonds, notamment les animaux de selle, de somme ou de trait, les engrais organiques ou chimiques, les semences et plants, les outils, engins, machines, ustensiles, matériel et véhicules agricoles ou forestiers y compris leurs accessoires, lubrifiants et carburants nécessaires.

Die Tiere, Werkzeuge, Geräte, Maschinen, Utensilien und Fahrzeuge nebst Zubehör sind, sobald sie nicht mehr gebraucht werden, in den Grenzbezirk zurückzuschaffen, aus dem sie herübergebracht worden sind.

3. Das zum Wirtschaftsbetrieb gehörende Vieh (wie Pferde, Esel, Rindvieh, Schafe, Ziegen), das zur Weide auf ihre Grundstücke im anderen Grenzbezirk gebracht wird, desgleichen die Milch und die rohe (ungewaschene) Wolle, die von diesem Vieh gewonnen wird, und das auf der Weide geborene Jungvieh.

Diese Vergünstigung ist an die Bedingung geknüpft, dass die oben bezeichneten Tiere nach dem Weidegang über die Grenze zurückgebracht werden.

4. Die Jagd- und Fischereierzeugnisse dieser Grundstücke unter der Voraussetzung, dass die von den Hohen Vertragsschliessenden Teilen erlassenen Fischerei- und jagdpolizeilichen Vorschriften beachtet werden.

Die vorgesehenen Vergünstigungen und Befreiungen gelten nur für land- und forstwirtschaftliche Erzeugnisse, die bei der Verbringung über die Grenze noch nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts gewesen sind.

Artikel 17.

Die im vorstehenden Artikel vorgesehenen Vergünstigungen werden in gleicher Weise den Bewohnern eines der Grenzbezirke gewährt, die, ohne dort ein land- oder forstwirtschaftliches Grundstück zu bewirtschaften, in dem anderen Grenzbezirk ein Nutzungsrecht an land- oder forstwirtschaftlichen Grundstücken besitzen (einzelne Wiesen, Felder oder Gärten usw.), wenn nach deren Umfang praktisch ein eigentlicher Wirtschaftsbetrieb nicht in Betracht kommt.

Von dem Erfordernis der Ansässigkeit im Grenzbezirk wird ausnahmsweise abgesehen, wenn von forstwirtschaftlichen Grundstücken das geschlagene Holz infolge der Bodengestaltung nur auf Wegen fortgeschafft werden kann, die auf das Gebiet des anderen Landes führen.

Artikel 18.

Wer unter den vorstehenden Vergünstigungen Grundstücke bewirtschaftet, hat alljährlich nach näherer Bestimmung der zuständigen Zollbehörde eine Erklärung abzugeben, aus der die Art des Anbaues für jeden Grundstücksteil, das Flächenmass sowie die annähernden Mengen der ein- und auszuführenden Erzeugnisse ersichtlich sind.

Artikel 19.

Die Ein- oder Ausfuhr der in Artikel 16 und 17 bezeichneten Erzeugnisse, Gegenstände und Tiere hat im Bereiche der Zollbehörde zu erfolgen, bei der die in Artikel 18 vorgeschriebene Erklärung abgegeben worden ist. Der Vorsteher dieser Zollbehörde kann indes die ihm begründet erscheinenden Ausnahmen zulassen.

Artikel 20.

Die in dem einen Grenzbezirk ansässigen Eigentümer oder Nutzniesser von Steinbrüchen, Sand- oder Kiesgruben, die in dem anderen Grenzbezirk gelegen sind oder sich in diesen erstrecken, dürfen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten die Roherzeugnisse dieser Steinbrüche, Sand- oder Kiesgruben, ebenso die zur Bewirtschaftung erforderlichen Geräte aus- oder einführen, die Geräte unter der Bedingung der Rückbringung.

Sprengstoffe sind von der vorstehenden Vergünstigung ausgeschlossen. Das gleiche gilt von flüssiger Luft.

Die vorstehenden Vergünstigungen erstrecken sich nicht auf Erwerbungen nach der Unterzeichnung dieses Abkommens.

Dès qu'ils auront cessé d'être utiles, les animaux, outils, engins, machines, ustensiles et véhicules et leurs accessoires devront être ramenés dans la zone de provenance ;

3^o Le bétail des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine, faisant partie du cheptel et qui est mené au pacage sur les biens-fonds situés dans l'autre zone frontalière, le lait et la laine en suint qui proviennent de ce bétail, ainsi que le croît de celui-ci durant le pacage ;

Cette facilité est accordée sous réserve que les animaux ci-dessus visés seront ramenés au delà de la frontière après le pacage ;

4^o Les produits de la chasse ou de la pêche provenant des mêmes biens-fonds, sous réserve de l'observation des règlements de police de pêche et de chasse édictés par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Seuls bénéficient des facilités et exceptions prévues au présent article les produits agricoles ou forestiers qui n'ont encore fait l'objet d'aucune transaction commerciale au moment du passage de la frontière.

Article 17.

Bénéficient également des dispositions prévues à l'article précédent, bien qu'elles n'exploitent pas un bien-fonds agricole ou forestier dans la zone où elles habitent, les personnes ayant dans l'autre la jouissance de biens-fonds agricoles ou forestiers et notamment de jardins, champs ou prés isolés, etc., dont l'importance ne comporte pas, dans la pratique, l'organisation d'une exploitation proprement dite.

A titre exceptionnel, l'obligation d'habiter la zone frontalière n'est pas exigée, en ce qui concerne les biens-fonds forestiers, lorsque, par suite de la configuration du sol, la vidange des coupes ne pourra se faire pratiquement que par les chemins conduisant sur le territoire de l'autre pays.

Article 18.

Les exploitants de biens-fonds admis à bénéficier des privilèges ci-dessus doivent remettre au cours de chaque année, conformément aux instructions de l'autorité douanière compétente, une déclaration indiquant le genre de la culture pratiquée sur chaque parcelle, la superficie de celle-ci et les quantités approximatives de produits qu'ils se proposent de faire entrer ou sortir.

Article 19.

L'entrée et la sortie des produits, objets et animaux, visés aux articles 16 et 17, doivent s'effectuer dans le ressort de l'autorité douanière qui a reçu la déclaration prévue à l'article 18. Toutefois, le chef local des douanes peut autoriser les exceptions qui lui paraissent justifiées.

Article 20.

Les habitants de chacune des zones frontalières, propriétaires ou usagers de carrières, sablières ou gravières situées dans l'autre zone, ou se prolongeant d'une zone frontalière dans l'autre, peuvent exporter ou importer en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les produits bruts de ces carrières, sablières et gravières, ainsi que l'outillage nécessaire à leur exploitation, ce dernier sous condition de réexportation.

Les matières explosives sont exclues du bénéfice des dispositions qui précèdent. Il en est de même pour l'air liquide.

Les facilités prévues ci-dessus ne s'appliquent pas aux acquisitions faites après la signature de la présente convention.

Artikel 21.

Die Vergünstigungen der Artikel 16 und 20 stehen auch den Gemeinden des einen Grenzbezirks für ihre in dem anderen Grenzbezirk gelegenen Grundstücke zu. Dies gilt nicht für Erwerbungen nach dem 11. November 1918.

Die gleiche Bestimmung ist auf juristische Personen anwendbar, die sich nicht hauptsächlich auf industriellem oder kaufmännischem Gebiet betätigen.

Artikel 22.

Beim Wechsel des Eigentums, der Pacht oder eines sonstigen Nutzungsrechts haben die neuen Eigentümer, Pächter oder Nutzungsberechtigten ihre Rechte der zuständigen Zollbehörde durch Vorlage von Urkunden nachzuweisen. Diese Urkunden sind nach Kenntnisnahme zurückzugeben.

Artikel 23.

In Zweifelsfällen können die Zollbehörden die Vorlage einer schriftlichen Erklärung des Berechtigten (auf stempelfreiem Papier) darüber verlangen, dass die in Artikel 16 und 20 bezeichneten Erzeugnisse von Grundstücken stammen, die er in dem Grenzbezirk bewirtschaftet. Die Richtigkeit dieser Erklärung ist von der zuständigen Gemeindebehörde gebührenfrei zu bescheinigen.

Artikel 24.

Die in Artikel 16, 17 und 20 bezeichneten Bewohner des einen Grenzbezirks, die sich zum Zwecke ihres Wirtschaftsbetriebs in den anderen Grenzbezirk begeben und sich dort aufhalten, dürfen die für einen Tag erforderlichen Nahrungsmittel für sich selbst, für ihr Personal und ihre Tiere frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten einführen. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf alkoholhaltige Getränke mit Ausnahme von einfachem Traubenwein, Apfelwein und Bier.

Die gleichen Vergünstigungen werden den in Artikel 13 bezeichneten Arbeitnehmern gewährt, die in dem einen Grenzbezirk ansässig sind und sich zu ihrer Arbeit nach dem anderen Grenzbezirk begeben.

Den vorbezeichneten Personen wird ausserdem eine Vergünstigung für Tabak, Zigarren und Zigaretten gewährt, die unter der Voraussetzung abgabenfrei eingeführt werden dürfen, dass es sich nur um eine Menge handelt, die den Bedarf eines Rauchers für höchstens einen Tag nicht überschreitet.

Einmal in der Woche dürfen die Arbeitnehmer, die sich von dem einen in den anderen Grenzbezirk begeben haben, am Ende ihres Aufenthalts in dem letzteren bei der Rückkehr nach ihrer Wohnung frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten die Mengen an Lebensmitteln über die Grenze bringen, die für ihren Haushalt für einen Tag erforderlich sind. Vorbehaltlich besonderer Fälle haben die Beteiligten diese Lebensmittel auf den in ihrer Grenzkarte bezeichneten Zollstrassen während der Dienststunden unter Vorlegung eines Ausweises (für Deutschland: Hausstandskarte, für Frankreich: Hausstandskarte, Familienbuch oder ortsbehördliche Bescheinigung) vorzuführen.

Artikel 25.

Die nachstehenden Erzeugnisse, nämlich Körnerfrüchte (Getreide- und Hülsenfrüchte), Ölfrüchte (Raps-, Lein- und Hanfsaat und dergleichen), Holz (Rundholz, unbearbeitet oder mit der Axt bearbeitet, mit oder ohne Rinde), Eichenrinde, die von den Einwohnern des einen

Article 21.

Les facilités prévues aux articles 16 et 20 sont également accordées aux communes d'une zone frontalière pour leurs biens-fonds situés dans l'autre zone, sauf en ce qui concerne les acquisitions faites depuis le 11 novembre 1918.

La même disposition s'applique aux personnes morales n'exerçant pas à titre principal une activité industrielle ou commerciale.

Article 22.

Toutes les fois que se produisent des mutations dans la propriété, la location ou la jouissance de biens-fonds, les nouveaux propriétaires, locataires ou usagers ont à justifier de leurs droits par la remise de leurs titres à l'autorité douanière intéressée. Ces titres sont rendus aux déposants dès qu'il en a été pris note.

Article 23.

En cas de doute, les autorités douanières peuvent exiger la production, sur papier libre, d'une déclaration de l'intéressé attestant que les produits visés aux articles 16 et 20 proviennent des biens-fonds qu'il exploite dans la zone frontalière. L'exactitude de cette déclaration est attestée sans frais par l'autorité municipale compétente.

*Article 24.*

Les habitants de l'une des zones frontalières visés aux articles 16, 17 et 20, qui se rendent dans l'autre zone et y séjournent pour les besoins de leur exploitation, sont autorisés à importer, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les denrées nécessaires, pour la journée, à leur alimentation, à celle de leur personnel et de leurs animaux. Cette faveur ne s'étend pas aux boissons alcooliques, à l'exception du vin ordinaire, du cidre et de la bière.

Les mêmes facilités sont accordées aux travailleurs visés à l'article 13 qui, résidant dans une zone frontalière, vont travailler dans l'autre.

Les personnes ci-dessus désignées bénéficient, en outre, d'une tolérance en ce qui concerne le tabac, les cigares et les cigarettes ; ces produits peuvent être importés en franchise sous réserve qu'ils s'agisse exclusivement d'une quantité ne dépassant pas la consommation nécessaire à un fumeur pour une journée au maximum.

Une fois par semaine, les travailleurs qui se sont rendus d'une zone frontalière dans l'autre peuvent, à la fin de leur séjour dans cette dernière zone, emporter, à leur retour dans leur foyer, en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, les quantités de vivres nécessaires à la consommation de leur ménage pendant une journée. Sauf dans les cas exceptionnels, les intéressés doivent importer ces vivres par les routes légales mentionnées sur leur carte frontalière et les présenter au bureau de douane compétent pendant les heures légales, en même temps qu'une pièce justificative (carte de ménage en Allemagne, carte de ménage, livret de famille ou attestation délivrée par l'autorité municipale en France).

Article 25.

Les produits suivants : graines (céréales, légumineuses), graines oléagineuses (colza, graine de lin, de chanvre, etc.), bois communs (ronds, bruts ou équarris, avec ou sans écorce), écorce de chêne, récoltés par les habitants de l'une des zones frontalières dans cette zone et apportés aux

Grenzbezirks in diesem Bezirk gewonnen und nach Mühlen oder Sägewerken des anderen Grenzbezirks zum Reinigen, Quetschen, Schroten oder Mahlen (Getreide und Hülsenfrüchte), zum Schlagen (Ölfrüchte), zum Schneiden (Holz), zum Zerkleinern oder Mahlen (Eichenrinde) verbracht werden, sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten befreit unter der Bedingung der Rückbringung der bearbeiteten Waren einschliesslich etwaiger Nebenerzeugnisse in den Grenzbezirk, aus dem sie stammen.

Die in diesem Artikel vorgesehenen Vergünstigungen sind auf Erzeugnisse beschränkt, die zum persönlichen Verbrauch der Bewohner der Grenzbezirke bestimmt und dort von ihnen gewonnen sind.

Die Wiedereinfuhr der bearbeiteten Erzeugnisse hat durch die gleichen Personen, welche die Rohstoffe ausgeführt haben, oder für deren Rechnung zu erfolgen, und zwar über das Zollamt, das den Veredelungsverkehr überwacht.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen des Artikels 38 den in jedem der beiden Länder geltenden Zollvorschriften, namentlich auch hinsichtlich der Berechnung des Ausbeuteverhältnisses bei den bearbeiteten Waren, unterliegen.

Artikel 26.

Die im Artikel 25 vorgesehenen Vergünstigungen gelten nur für die bei der Unterzeichnung dieses Abkommens bestehenden Mühlen und Sägewerk.

Artikel 27.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe wird gewährt :

1. Für Verbandstoffe und Arzneimittel, welche die in dem einen Grenzbezirk ansässigen und zur Ausübung der Praxis in dem anderen Grenzbezirk zugelassenen Ärzte oder Tierärzte zum unmittelbaren Verbrauch mit sich führen ;

2. Für Desinfektionsmittel, die von Hebammen, die in dem einen Grenzbezirk ansässig sind und in dem anderen Grenzbezirk Geburtshilfe leisten, zum unmittelbaren Verbrauch mitgeführt werden ;

3. Für Verbandstoffe zum sofortigen Gebrauch und Arzneimittel, welche die Bewohner des einen Grenzbezirks aus Apotheken des anderen Grenzbezirks, auf die sie nach Lage der örtlichen Verhältnisse angewiesen sind, auf Grund von Rezepten holen, die von den zur Ausübung der Praxis zugelassenen Ärzten oder Tierärzten ausgestellt sind. Diese Vergünstigung gilt nur für geringe Mengen und nur für Arzneimittel, die in der Apotheke selbst angefertigt werden, also nicht für zusammengesetzte Arzneien, die im voraus für den öffentlichen Verkauf hergestellt sind und als « pharmazeutische Spezialitäten » bezeichnet werden.

Die Rezepte sind beim Grenzübergang der Zollstelle zur Visierung vorzulegen. Die Zollfreiheit wird bei wiederholter Benutzung desselben Rezeptes nur dann gewährt, wenn der Arzt das Rezept ausdrücklich erneuert hat ;

4. Für Verbandstoffe, einfache Drogen oder chemische und pharmazeutische Erzeugnisse für den gewöhnlichen Hausgebrauch, die in der anliegenden Liste D aufgezählt sind, in den dort festgesetzten Höchstmengen. Bei diesen Erzeugnissen ist die Vorlegung eines Rezeptes bei der Grenzüberschreitung nicht erforderlich.

moulins et scieries de l'autre zone frontalière pour être nettoyés, broyés, battus ou moulus (en ce qui concerne les céréales et légumineuses), pour être broyés (en ce qui concerne les graines oléagineuses), pour être sciés (en ce qui concerne le bois), pour être découpés en menus morceaux ou pour être moulus (en ce qui concerne l'écorce de chêne), bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi que de la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, sous condition de réexportation dans la zone d'origine des marchandises travaillées et, le cas échéant, des sous-produits.

Les faveurs prévues par le présent article sont réservées aux produits destinés à la consommation personnelle des habitants des zones frontalières qui les y ont récoltés.

La réimportation des produits travaillés doit être effectuée par les mêmes personnes qui ont exporté les matières premières ou pour le compte desdites personnes et par le bureau de douane qui a autorisé l'opération.

Il est entendu que, conformément aux dispositions de l'article 38, les facilités qui précèdent sont subordonnées à l'observation des formalités douanières réglementaires en vigueur dans chacun des deux pays, notamment en ce qui concerne le calcul du rendement en produits finis.

Article 26.

Les facilités prévues à l'article 25 sont privatives aux moulins et scieries existant à la date de la signature de la présente convention.

Article 27.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique est accordée :

1^o Aux matières et objets servant à faire des pansements et aux médicaments que les médecins ou vétérinaires domiciliés dans l'une des zones frontalières et autorisés à exercer leur profession dans l'autre zone, portent sur eux en vue d'un usage immédiat ;

2^o Aux désinfectants que les sages-femmes domiciliées dans l'une des zones frontalières et qui font leur service d'accoucheuse dans l'autre zone, portent sur elles en vue d'un usage immédiat ;

3^o Aux matières et objets servant à faire des pansements immédiats et aux médicaments que, en raison des conditions locales, les habitants d'une zone frontalière vont se procurer dans les pharmacies de l'autre, en vertu d'ordonnances délivrées par les médecins et vétérinaires autorisés à exercer leur profession. Cette facilité n'est accordée que pour de petites quantités et pour des médicaments préparés dans la pharmacie, à l'exclusion des médicaments composés, préparés à l'avance et conditionnés pour la vente au public, dits « spécialités pharmaceutiques ».

Les ordonnances doivent être présentées au passage de la frontière à l'autorité douanière, qui les visera. Elles ne peuvent être utilisées à nouveau aux fins d'importation en franchise qu'à condition d'avoir été renouvelées par le médecin ;

4^o Aux objets de pansement, aux drogues simples ou produits chimiques et pharmaceutiques d'usage familial courants énumérés dans l'annexe D, dans la limite des quantités qui y sont fixées. Pour ces produits, il n'est pas nécessaire de présenter une ordonnance au passage de la frontière.

Artikel 28.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird innerhalb der Grenzbezirke der beiden Länder gewährt :

1. Für Särge mit Leichen und für Urnen mit Asche verbrannter Leichen ;
2. Für Grabkränze und Sträusse aus natürlichen oder künstlichen Blumen, für Palmwedel sowie sonstigen Grabzierat, der nicht aus Holz, Stein oder Metall, mit Ausnahme von Blech oder Draht, hergestellt ist, sofern die erwähnten Gegenstände zum Schmuck von Särgen oder Grabstätten von Verwandten oder Bekannten bestimmt sind und von den Bewohnern der Grenzbezirke persönlich über die Grenze gebracht werden. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Gegenstände, die zu gewerblichen oder Handelszwecken eingeführt werden ;
3. Für Schnittblumen, auch in Gebinden, die von den Bewohnern der Grenzbezirke bei Familienfesten, religiösen Feiern oder dergleichen persönlich mitgebracht werden ;
4. Für Kultusgegenstände und Gebetbücher, die bei religiösen Feiern benutzt werden, unter der Bedingung der Rückbringung.

Artikel 29.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird für Fahrzeuge jeder Art und Zweckbestimmung (Wagen, Fahrräder, Kraftfahrräder, Kraftwagen usw.) sowie für Einhufer (Pferde, Esel, Maulesel, Maultiere) gewährt einschliesslich der dazugehörigen Ausrüstungsgegenstände, des Geschirrs sowie des für diese Tiere erforderlichen Futters, sofern die Grenzüberschreitung nur zu dem Zweck erfolgt, um Personen oder Waren von dem einen Grenzbezirk in den anderen zu verbringen oder von dort zu holen. Diese Vergünstigung wird unter der Bedingung der Wiederausfuhr gewährt, soweit es sich nicht um die unterwegs verbrauchten Futtermittel handelt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass hierbei Personen oder Waren nicht von einer Stelle des einen Grenzbezirks nach einer anderen Stelle desselben Grenzbezirks befördert werden dürfen.

Personen, die den Zollbehörden als verlässlich bekannt sind, können von der Leistung der vorgeschriebenen Zollsicherheit hinsichtlich der Fahrzeuge befreit werden, die sie für sich persönlich oder ihre Angehörigen benutzen.

Die Bestimmungen über die Erhebung von Steuern von Kraftwagen, Kraftfahrrädern und Fahrrädern bleiben unberührt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vorstehenden Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen des Artikels 38 der Beobachtung der Vorschriften unterworfen sind, die für diesen Verkehr in jedem der beiden Länder gelten.

Artikel 30.

Die Bewohner der Grenzbezirke sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten hinsichtlich der Handwerkszeuge, Geräte und Utensilien befreit, die sie vorübergehend von dem einen Grenzbezirk in den anderen zur Ausübung ihres Berufs oder zur Ausführung von Arbeiten mitnehmen, unter der Bedingung der Wiederausfuhr dieser Handwerkszeuge, Geräte und Utensilien in den Grenzbezirk, aus dem sie herübergebracht worden sind.

Article 28.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation et d'exportation sont accordées dans l'étendue de la zone frontalière des deux pays :

1^o Aux cercueils contenant des dépouilles mortelles et aux urnes, renfermant les cendres de personnes incinérées ;

2^o Aux couronnes mortuaires, aux bouquets de fleurs naturelles ou artificielles, aux palmes et à tous les autres motifs funéraires en toutes matières, même en fer blanc et en fil de fer, mais à l'exception de tout autre métal, de la pierre ou du bois, pourvu que lesdits objets soient destinés à décorer les cercueils et tombes de parents ou amis et qu'ils soient transportés au delà de la frontière par les habitants des zones frontalières en personne. Cette faveur ne s'étend pas aux objets introduits pour des fins professionnelles ou commerciales ;

3^o Aux fleurs coupées, même en gerbes, portées par les habitants des zones frontalières en personne, à l'occasion de fêtes de famille ou de cérémonies religieuses, etc. ;

4^o Aux objets du culte et aux livres de prière utilisés dans les cérémonies religieuses et sous réserve de réexportation.

Article 29.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation sont accordées aux véhicules de toutes catégories et quel que soit leur usage (voitures, bicyclettes, motocyclettes, automobiles, etc.) et aux solipèdes (chevaux, ânes et mulets), en tant qu'ils ne passent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises d'une des zones frontalières dans l'autre ou pour les y aller chercher, y compris les objets d'équipement et de harnachement qui s'y rattachent ainsi que les produits servant à l'alimentation de ces solipèdes. Ces faveurs sont accordées sous condition de réexportation sauf en ce qui concerne les produits d'alimentation consommés sur place.

Il est entendu qu'il ne doit être effectué aucune prise en charge de personnes ou de marchandises sur l'un des points d'une zone frontalière pour les transporter sur un autre point de la même zone.

Les personnes notoirement connues des autorités douanières peuvent être dispensées de fournir les garanties douanières réglementaires pour les véhicules qu'elles utilisent pour leur usage personnel ou celui de leurs familles.

Il n'est porté aucune atteinte aux dispositions relatives à la perception de taxes sur les automobiles, motocyclettes et bicyclettes.

Il est entendu que, conformément aux dispositions de l'article 38, les facilités qui précèdent sont subordonnées à l'observation des formalités réglementaires auxquelles ce trafic est soumis dans chacun des deux pays.

Article 30.

Les habitants des zones frontalières bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi que de la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation pour les instruments, outils et ustensiles qu'ils transportent, à titre temporaire, d'une zone frontalière dans l'autre pour l'exercice de leur profession ou l'exécution de travaux, à la condition qu'ils réexporteront lesdits instruments, outils et ustensiles, dans la zone de provenance.

Artikel 31.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten wird für Material und Gerätschaften zur Ausbesserung von unmittelbar an der Grenze liegenden Mühlen und Sägewerken gewährt, falls bei der Ausbesserung das Gebiet des Nachbarstaates benutzt werden muss. Die Gerätschaften sind wieder auszuführen.

Artikel 32.

Wenn Ortschaften in dem einen Grenzbezirk gelegen sind, während sich ihre Wasserleitungsanlagen in dem anderen Grenzbezirk befinden, wird für das zur Ausbesserung oder Unterhaltung der Anlagen erforderliche Material bei der Einfuhr in den letzteren Grenzbezirk Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten gewährt. Das gleiche gilt unter der Bedingung der Wiederausfuhr für die erforderlichen Gerätschaften.

Artikel 33.

Bei den Erzeugnissen des einen Grenzbezirks, die zum Verkauf auf Märkte des anderen Grenzbezirks gebracht werden, werden nur von den Mengen Eingangs- und Ausgangsabgaben erhoben, die endgültig in dem letzteren Grenzbezirk verbleiben.

Dieser Marktverkehr ist im übrigen den Zollvorschriften sowie den Verboten oder einschränkenden Bestimmungen unterworfen, die in dem Gebiet eines jeden der Hohen Vertragsschliessenden Teile gelten.

Die Rückschaffung der unverkauft gebliebenen Mengen und die Erledigung der erforderlichen Zollförmlichkeiten müssen spätestens innerhalb 24 Stunden nach Schluss des Marktes erfolgen.

Artikel 34.

Die der Warenein- und -ausfuhr geöffneten Strassen jedes Staates (Zollstrassen) sind in der Anlage E aufgeführt. Jeder der Hohen Vertragsschliessenden Teile behält sich das Recht vor, das Verzeichnis seiner Zollstrassen zu ändern, falls die Umstände dies erfordern sollten. Die Hohen Vertragsschliessenden Teile werden sich jedoch hierüber soweit als möglich verständigen.

Die in der Anlage F aufgezählten Strassen sind (ohne Zollstrassen zu sein) unter den in dieser Anlage enthaltenen Bedingungen für die Zwecke der land- und forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung der in den Grenzbezirken gelegenen Grundstücke geöffnet. Diese Anlage kann von den beiden Regierungen in gegenseitigem Einvernehmen geändert werden.

III. BESONDERE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 35.

Die Mannschaften von Feuerwehren, Bergwehren sowie sonstigen Rettungsorganisationen dürfen zur Hilfeleistung bei Bränden oder anderen Unglücksfällen in den beiden Grenzbezirken die Grenze an jeder Stelle und zu jeder Zeit ohne Pass oder Grenzkarte überschreiten. Die Geräte, Fahrzeuge und Gespanne einschliesslich des erforderlichen Futters für die Pferde sowie der erforderlichen Betriebsstoffe für die Fahrzeuge sind von Eingangs- und Ausgangsabgaben sowie von allen Zollförmlichkeiten befreit unter der Bedingung der Wiederausfuhr, soweit es sich nicht um die unterwegs verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe handelt.

Article 31.

La franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique est accordée aux matériaux et à l'outillage servant à la réparation des moulins et scieries situés en bordure immédiate de la frontière lorsque cette réparation nécessite l'emprunt du territoire de l'Etat voisin. L'outillage devra être réexporté.

Article 32.

Si des localités situées dans une zone frontalière ont leurs installations d'eau dans l'autre zone, la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation, sont accordées, à l'importation dans cette dernière zone, aux matériaux indispensables à la réparation ou à l'entretien de ces installations et, sous condition de réexportation, à l'outillage nécessaire.

Article 33.

Les produits d'une zone frontalière apportés, pour être vendus, aux marchés de l'autre zone ne seront soumis aux droits et taxes de douane que pour les quantités restées définitivement dans cette dernière zone.

L'application de ce régime est subordonnée à l'accomplissement des formalités douanières ainsi qu'à l'observation des prohibitions et restrictions en vigueur sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes.

Les produits invendus doivent être réexportés et les opérations régularisées dans les 24 heures faisant suite à la clôture du marché.

Article 34.

Les routes douanières de chaque Etat ouvertes en cette qualité à l'importation et à l'exportation des marchandises figurent à l'Annexe E. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, chacune en ce qui la concerne, à la liste de leurs routes douanières, les modifications que les circonstances pourraient exiger. Elles se concerteront, toutefois, dans la mesure du possible, à cette occasion.

Les routes non douanières figurant à l'Annexe F sont ouvertes, dans les conditions précisées à ladite annexe, aux fins de l'exploitation agricole ou forestière des biensfonds situés dans une des zones frontalières. Cette annexe pourra être modifiée d'un commun accord par les deux gouvernements.

III. DISPOSITIONS SPÉCIALES ET FINALES

Article 35.

Dans les zones frontalières et en cas de sinistre, le personnel des corps de pompiers, des corps de secours des mines et de tous autres organismes de secours peut, en tous points et à toute heure, passer la frontière sans passeport ni carte frontalière. Le matériel, les véhicules, les attelages, y compris le fourrage des chevaux, les lubrifiants et les carburants des véhicules, seront admis en franchise des droits et taxes de douane et sans aucune formalité douanière, sous condition de réexportation sauf en ce qui concerne les fourrages, lubrifiants et carburants consommés sur place.

Artikel 36.

Die in diesem Abkommen vorgesehenen Grenzkarten können auch solchen deutschen Arbeitnehmern ausgestellt werden, die in dem in der Anlage G beschriebenen deutschen Bezirk wohnen und in den in den Anlagen A und G beschriebenen französischen Bezirken arbeiten wollen ferner solchen deutschen Arbeitnehmern, die in dem in der Anlage A beschriebenen deutschen Bezirk wohnen und in dem in der Anlage G beschriebenen französischen Bezirk arbeiten wollen.

Das gleiche gilt für solche französischen Arbeitnehmer, die in dem in der Anlage G beschriebenen französischen Bezirk wohnen und in den in den Anlagen A und G beschriebenen deutschen Bezirken arbeiten wollen, ferner für solche französischen Arbeitnehmer, die in dem in der Anlage A beschriebenen französischen Bezirk wohnen und in dem in der Anlage G beschriebenen deutschen Bezirk arbeiten wollen.

Die Bestimmungen der Artikel 3 bis 15 sowie des Artikels 24 finden auf diese Arbeitnehmer Anwendung.

Artikel 37.

Auf Wegen, bei denen die Grenzlinie nach den Bestimmungen des Vertrags zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich über die Festsetzung der Grenze vom 14. August 1925 in der Mitte verläuft, ist der Personen- und Warenverkehr von Pass- und Zollförmlichkeiten befreit.

Die mit der Überwachung der Grenze betrauten Beamten (Zollbeamte, Landjäger Forstbeamte) sind, wenn es die dienstlichen Bedürfnisse erfordern, berechtigt, die bezeichneten Wege zu benutzen, ohne jedoch auf ihnen Aufstellung nehmen zu dürfen. Sie können dabei auch bewaffnet sein, aber sie dürfen auf diesen Wegen keinerlei Amtshandlungen vornehmen (Festnahme, Feststellung von Verbrechen, Vergehen oder Übertretungen, welcher Art sie auch seien).

Artikel 38.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens werden die in jedem der beiden Länder geltenden Polizei- und Zollbestimmungen nicht berührt, soweit nicht Ausnahmen durch dieses Abkommen besonders vorgesehen sind.

Die zuständigen Behörden der Hohen Vertragschliessenden Teile werden die notwendigen Überwachungsmaßnahmen anordnen, um eine missbräuchliche Ausnutzung der durch dieses Abkommen gewährten Zoll- und sonstigen Erleichterungen zu verhindern. Gegebenenfalls werden sie sich hierüber verständigen. Diese Überwachungsmaßnahmen dürfen indes nicht dazu führen, den Genuss der Erleichterungen aufzuheben.

Artikel 39.

Durch die Bestimmungen dieses Abkommens werden die allgemeinen gesundheits- und veterinärpolizeilichen Vorschriften sowie die zum Schutze gegen Pflanzenschädlinge erlassenen allgemeinen Vorschriften der Hohen Vertragschliessenden Teile nicht berührt.

Auf dem Gebiete der Veterinärpolizei gelten jedoch in den Grenzbezirken die in der Anlage H enthaltenen Ausführungsbestimmungen.

Artikel 40.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Article 36.

Les cartes frontalières prévues dans la présente convention peuvent être délivrées également aux travailleurs allemands ayant leur résidence dans la zone allemande définie à l'annexe G et qui sont appelés à travailler dans les zones françaises définies aux annexes A et G, ainsi qu'aux travailleurs allemands ayant leur résidence dans la zone allemande définie à l'annexe A et qui sont appelés à travailler dans la zone française définie à l'annexe G.

Les mêmes facilités sont accordées aux travailleurs français ayant leur résidence dans la zone française définie à l'annexe G et qui sont appelés à travailler dans les zones allemandes définies aux annexes A et G ainsi qu'aux travailleurs français ayant leur résidence dans la zone française définie à l'annexe A et qui sont appelés à travailler dans la zone allemande définie à l'annexe G.

Les dispositions des articles 3 à 15 inclusivement ainsi que celles de l'article 24 sont étendues à ces travailleurs.

Article 37.

La circulation ainsi que le transport des marchandises passibles ou non de droits de douane sont libres sur les chemins que suit en leur milieu la ligne frontière définie par le traité de délimitation du 14 août 1925 entre l'Allemagne et la France.

Les fonctionnaires préposés à la surveillance de la frontière (douaniers, gendarmes, gardes-forestiers) peuvent emprunter lesdits chemins, si les besoins de leur service l'exigent, sans être toutefois autorisés à y stationner. Ils peuvent alors même être armés, mais ne peuvent accomplir sur ces chemins aucun acte de leur fonction (arrestation, constatation de crime, délit ou contravention, de quelque nature qu'il soit).

Article 38.

Les dispositions de la présente convention ne portent atteinte ni aux règlements de police intérieure, ni à la réglementation douanière en vigueur dans chacun des deux pays, sauf dans les cas où il y serait expressément dérogé par ladite convention.

Les autorités compétentes des Hautes Parties contractantes ordonneront les mesures nécessaires de surveillance aux fins d'empêcher un emploi abusif des facilités douanières et autres prévues par la présente convention. Le cas échéant, elles se concerteront à cet effet. Les mesures de surveillance ne devront pas avoir pour effet d'empêcher l'usage de ces facilités.

Article 39.

Les dispositions de la présente convention ne comportent pas de dérogation aux règlements généraux des Hautes Parties contractantes relatifs à la police sanitaire générale et à la police sanitaire des animaux et des végétaux.

Toutefois, en matière de police vétérinaire, le règlement figurant à l'annexe H sera appliqué dans les zones frontalières.

Article 40.

Les Hautes Parties contractantes se feront réciproquement connaître les services qualifiés d'autorités compétentes dans la présente convention.

Artikel 41.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für notwendig erachten sollten und die der Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften nicht bedürfen, im Wege des einfachen Schriftwechsels zu vereinbaren.

Artikel 42.

Die Bestimmungen dieses Abkommens treten an die Stelle des Grenzvertrages vom 14. August 1925, soweit sie diesen ändern.

Artikel 43.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Dieses Abkommen kann mit einer Frist von sechs Monaten zum Ende eines Kalenderjahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf Deutsch und auf Französisch in Paris am 25. April 1929.

L. VON HOESCH.

Freiherr VON GRÜNAU.

A. BRIAND.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des Abkommens vom heutigen Tage haben die Hohen Vertragschliessenden Teile beschlossen, die Anwendungsbedingungen dieses Abkommens gemäss den folgenden Bestimmungen näher zu umschreiben :

Zu Artikel 2 und 10.

1. Hinsichtlich der Gemeinden, deren Gebiet nur teilweise in den deutschen Grenzbezirk fällt, besteht Einverständnis darüber, dass die in diesem Abkommen vorgesehenen persönlichen Erleichterungen unter Ausschluss aller Zollerleichterungen sich auf die Gemeindeteile erstrecken, die ausserhalb des Grenzbezirks liegen. Ausgenommen bleibt die Gemeinde Karlsruhe. Bei der Gemeinde Baden-Baden erstrecken sich die vorgesehenen Erleichterungen nicht über die Stadt selbst hinaus. Dagegen werden die vorstehend vorgesehenen Erleichterungen auf die Ortschaften Bühl, Achern und Lahr ausgedehnt.

2. Mit Rücksicht darauf, dass der Badeort Baden-Baden die in vorstehendem Absatz vorgesehenen Verkehrserleichterungen geniesst, werden die gleichen Erleichterungen auch auf den Badeort Niederbronn ausgedehnt.

3. Die Grenzarten für Personen, welche die vorstehend vorgesehenen persönlichen Erleichterungen geniessen, werden mit einem Unterscheidungsmerkmal versehen (orangefarbener Querstreifen für die deutschen Karten, blauer Querstreifen für die französischen Karten).

Article 41.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention, par simple échange de lettres, les modifications dont l'expérience aurait fait ressortir l'opportunité et qui n'exigeraient point l'approbation des corps législatifs.

Article 42.

Les dispositions de la présente convention se substituent à celles du Traité de délimitation du 14 août 1925 dans la mesure où elles les modifient.

Article 43.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Berlin aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Elle pourra être dénoncée, moyennant un préavis de six mois, pour la fin de l'année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 25 avril 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention en date de ce jour, les Hautes Parties contractantes ont décidé d'en préciser les conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad Articles 2 et 10.

1. En ce qui concerne les communes dont le territoire n'est que partiellement compris dans la zone frontalière allemande, il est entendu que les facilités personnelles prévues à la présente convention s'appliquent, à l'exclusion de toutes facilités douanières, aux parties de ces communes situées en dehors de cette zone. Exception est faite pour la commune de Karlsruhe (Karlsruhe). En ce qui concerne la commune de Baden-Baden, ces facilités ne s'étendent pas au delà de l'agglomération de cette ville. Par contre, le bénéfice des facilités prévues ci-dessus est étendu aux localités de Bühl, Achern et Lahr.

2. La station balnéaire de Baden-Baden bénéficiant des facilités de circulation prévues au paragraphe précédent, les mêmes facilités sont étendues à la station balnéaire de Niederbronn.

3. Les cartes frontalières délivrées aux personnes bénéficiant des facilités personnelles ci-dessus prévues seront munies d'un signe distinctif (barre transversale orange pour les cartes allemandes, barre transversale bleue pour les cartes françaises).

Zu Artikel 2 bis 15.

1. Durch dieses Abkommen werden die besonderen Massnahmen nicht berührt, die jedes der beiden Länder hinsichtlich der passtechnischen Behandlung des Rheinbaupersonals getroffen hat oder treffen wird.

2. Durch dieses Abkommen werden die von den örtlichen deutschen, französischen und schweizerischen Polizeibehörden getroffenen besonderen Massnahmen hinsichtlich der passtechnischen Behandlung des Verkehrs zwischen Huningue (Hünigen) und der Schweiz durch das Land Baden über die Schiffbrücke Huningue (Hünigen)-Weil nicht berührt.

3. Die deutschen Bevollmächtigten erklären, dass Inhaber von Grenzkarten, die französischerseits ausgestellt sind und zum Aufenthalt in dem Kreise Saarburg berechtigen, die deutsche Grenze auch über die Brücke Perl-Schengen überschreiten können.

Zu Artikel 13.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile geben einander die Versicherung, dass die in Artikel 13 vorgesehene Arbeitsgenehmigung von den örtlich zuständigen Arbeitsämtern allen Arbeitnehmern, die darum nachsuchen, mit der grösstmöglichen Beschleunigung ausgestellt werden soll, ausser im Falle des Vorliegens besonderer Gründe, wie Arbeitskämpfe und Arbeitslosigkeit in einem Beruf.

Zu Artikel 16 und 17.

1. In Anerkennung des Umstandes, dass die Bestimmungen der Artikel 16 und 17 nicht alle Ausnahmefälle, die einer Berücksichtigung wert sind, decken können, sind die Hohen Vertragsschliessenden Teile übereingekommen, ihre obersten Zollbehörden zu ermächtigen, sich vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 14 und 38 über eine grundsätzliche Regelung dieser Ausnahmefälle zu verständigen.

2. Unter die in Artikel 16 erwähnten Erzeugnisse fallen insbesondere :

Getreide, Linsen, Erbsen und Bohnen, Ölsamen und Ölfrüchte, Sämereien, Knollen und Wurzeln, Grünfutter, Heu, Stroh, Gemüse, Obst, Weintrauben, Roherzeugnisse der Waldwirtschaft (wie Rohholz, Rinde, Reisig, Streu, Holzkohle, Holzasche usw.).

Unter Artikel 16 fallen auch Erzeugnisse, die auf dem Erzeugungsgrundstück eingemietet (Knollenfrüchte, Erbsen, Bohnen, Ölfrüchte) oder zu Schobern aufgestapelt (Getreide, Stroh, Heu) werden ; Weintrauben, die während der Weinlese im Weinberg zerquetscht oder gemahlen und in diesem Zustande über die Grenze gebracht werden ; Holz, das auf dem Erzeugungsgrundstück entrindet wird oder eine einfache Bearbeitung mit Axt oder Säge in der Querrichtung erfahren hat oder zu Klaftherholz zerkleinert worden ist.

3. Die in Artikel 16 unter Nr. 1 und 4 vorgesehenen Vergünstigungen beziehen sich nur auf Erzeugnisse, die nach dem Sitz des eigentlichen Wirtschaftsbetriebs verbracht werden.

4. Die Gemeinden und Bewohner des französischen Grenzbezirks längs des Bienwaldes dürfen die nachbezeichneten Gegenstände aus diesem Wald frei von allen Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe ausführen und in den bezeichneten Bezirk frei von Eingangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe einführen : Baumäste zur Herstellung von Werkzeugteilen, Stangen, Pfähle, und rohe Hölzer für landwirtschaftliche Zwecke, die am stärkeren Ende einen Umfang von höchstens fünfzig Zentimeter haben, Brennholz oder anderes Holz, klein gehackt oder in Knüppel zerteilt, wobei das stärkere Ende einen Umfang von nicht mehr als fünfzig Zentimeter haben darf, sowie Reisig oder trockenes Laub. Diese Gegenstände müssen zum eigenen Gebrauch bestimmt sein.

Diese Vergünstigung ist an die Bedingung geknüpft, dass die vorbezeichneten Gegenstände getragen oder durch Wagen oder Zugtiere befördert werden ; sie wird nicht Handwerkern (Tischlern, Zimmerleuten, Wagenbauern usw.) für das Holz gewährt, das sie zur Ausübung ihres Gewerbes benötigen.

Ad Articles 2 à 15.

1. La présente convention ne porte pas atteinte aux mesures spéciales que chacun des deux pays a prises ou pourrait prendre en ce qui concerne le régime des passeports et de la circulation du personnel occupé aux travaux d'aménagement du Rhin.

2. La présente convention ne porte pas atteinte aux mesures spéciales prises par les autorités de police locale allemandes, françaises et suisses concernant le régime des passeports et de la circulation entre Huningue et la Suisse par le pont de bateaux de Huningue à Weil et à travers le pays de Bade.

3. Les Plénipotentiaires allemands déclarent que les titulaires des cartes frontalières délivrées par les autorités françaises et valables pour le cercle de Saarburg sont admis à franchir la frontière allemande par le pont de Perl-Schengen.

Ad Article 13.

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement l'assurance que l'autorisation de travail visée à l'article 13 sera délivrée avec toute la célérité possible, par les offices publics de placement locaux, à tous les travailleurs qui la demanderont, sauf raison spéciale, telle que l'existence d'un conflit collectif de travail ou d'un chômage dans la profession.

Ad Articles 16 et 17.

1. Reconnaisant que les dispositions de l'article 16 et de l'article 17 peuvent ne pas couvrir certaines situations exceptionnelles dignes d'être prises en considération, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour habiliter leurs administrations centrales des douanes à se concerter en vue d'assurer le règlement de principe de ces situations exceptionnelles, sous réserve des dispositions de l'article 14 et de l'article 38.

2. Sont compris notamment parmi les produits visés à l'article 16 :

Les céréales, lentilles, pois et haricots, graines et fruits oléagineux, semences, tubercules et racines, fourrages verts, foin, pailles, légumes, fruits, grappes de raisins, produits bruts de l'économie forestière (bois bruts, écorces, brindilles, litières, charbon de bois, cendres de bois, etc.).

Sont compris également parmi les produits visés audit article les produits conservés en tas ou en silos (tubercules, pois, haricots, fruits oléagineux) ou mis en meules (céréales, pailles, foin) dans le bien-fonds producteur, les grappes de raisin broyées ou écrasées dans le vignoble pendant les vendanges et transportées en cet état au delà de la frontière ; le bois qui, sur le bien-fonds producteur, a été écorcé ou a subi une simple opération à la hache ou à la scie dans le sens transversal, ou encore refendu comme bois de stère.

3. Les facilités prévues aux paragraphes premier et 4 de l'article 16 ne visent que les produits ramenés au siège de l'exploitation proprement dite.

4. Les communes et les habitants de la zone frontalière française en bordure de la forêt de Bienwald peuvent exporter de cette forêt en exonération de tout droit de sortie et du droit de statistique et importer dans ladite zone en exemption des droits et taxes de douanes et du droit de statistique, les branches d'arbres servant à faire des manches d'outils, les perches, poteaux et échelas bruts pour la culture ayant au maximum 50 centimètres de circonférence au gros bout, le bois de chauffage ou autre en quartiers refendus ou en rondins ne dépassant pas 50 centimètres de circonférence au gros bout, ainsi que les fagots ou feuilles mortes destinés à leur usage particulier.

Cette facilité est subordonnée à la condition que le transport soit effectué à bras, par charrette ou bêtes de trait. Elle n'est pas accordée aux artisans (menuisiers, charpentiers, charrons etc.) pour les bois nécessaires à l'exercice de leur profession.

Zu Artikel 24.

Um alle Schwierigkeiten hinsichtlich der Auslegung des Artikels 24 zu vermeiden, sind die Hohen Vertragsschliessenden Teile übereingekommen, die Art und Mengen der Nahrungsmittel und Getränke, die frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten über die Grenze gebracht werden dürfen, folgendermassen zu bestimmen :

1. Die Höchstmenge der in Artikel 24 Abs. 1 vorgesehenen Nahrungsmittel, einschliesslich Fleisch- und Wurstwaren, darf grundsätzlich 1 kg für jede Person nicht übersteigen ;
2. Die Höchstmenge an Getränken wird festgesetzt auf :
 - 1 Liter gewöhnlichen Traubenwein oder
 - 2 Liter Apfelwein oder
 - 2 Liter Bier ;
3. An Lebensmitteln der in Artikel 24 Abs. 4 erwähnten Art werden zugelassen :
 - a) Einzelne Stücke von frischem oder einfach zubereitetem Fleisch oder Schweinespeck :
 - Für Arbeitnehmer mit eigenem Hausstand 2 kg,
 - Für Arbeitnehmer ohne eigenen Hausstand 1 kg ;
 - b) Müllereierzeugnisse oder gewöhnliches Backwerk :
 - Für Arbeitnehmer mit eigenem Hausstand 3 kg,
 - Für Arbeitnehmer ohne eigenen Hausstand 1,5 kg.

Zu Artikel 25.

1. Zwischen den Hohen Vertragsschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass der Eigentümer eines in dem einen Grenzbezirk gelegenen Waldes Holz, das aus diesem Walde stammt, frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten nach einem auf dem Besitztum desselben Eigentümers in dem anderen Grenzbezirk gelegenen Sägewerk verbringen darf, um es dort zu verarbeiten und zu verkaufen. Ferner kann ein solcher Eigentümer das Holz, nachdem es zersägt ist, unter den gleichen Vergünstigungen nach dem Ursprungsbezirk zurückbringen.

2. Wenn die örtlichen Verhältnisse es erfordern, werden die zuständigen Zollbehörden der beiden Länder hinsichtlich der abgabenfreien Ausfuhr und Wiedereinfuhr von Gegenständen, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks zur Ausbesserung durch Handwerker in den anderen Grenzbezirk gebracht werden, Entgegenkommen bezeigen. Die Vergünstigung ist auf Gegenstände beschränkt, die ausschliesslich dem persönlichen Gebrauch der betreffenden Grenzbewohner dienen.

Zu Artikel 26.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in Artikel 25 vorgesehenen Vergünstigungen auch für die dort erwähnten Anlagen gelten, die nach Unglücks- oder Brandfällen neu erstellt werden.

Zu Artikel 28.

Es besteht Einverständnis darüber, dass nach dem auf französischem Gebiet gelegenen Friedhof der Gemeinden Scheibenhardt ausser den in Artikel 28 Nr. 2 genannten Gegenständen auch Grabdenkmäler, Grabgitter und dergleichen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben

Ad Article 24.

En vue de prévenir toutes difficultés relatives à l'interprétation de l'article 24, les Hautes Parties contractantes sont convenues de fixer de la façon suivante la nature et les quantités de vivres et de boissons susceptibles d'être importés en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation :

- 1^o La quantité maximum des denrées alimentaires, y compris la charcuterie, prévues, à l'article 24, alinéa 1^{er}, ne doit dépasser, en principe, un kg par personne ;
- 2^o La quantité maximum de boissons est fixée à :
 - 1 litre de vin ordinaire, ou
 - 2 litres de cidre, ou
 - 2 litres de bière ;
- 3^o En ce qui concerne les vivres visés à l'alinéa 4 de l'article 24, sont admis :
 - a) Les viandes fraîches ou ayant subi une préparation simple, ou le lard :
 - Pour les travailleurs ayant un ménage, 2 kg. ;
 - Pour les travailleurs sans ménage, 1 kg.
 - b) Les produits de meunerie ou de boulangerie ordinaire :
 - Pour les travailleurs ayant un ménage, 3 kg. ;
 - Pour les travailleurs sans ménage, 1 kg. 500.

Ad Article 25.

1. Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour admettre que le propriétaire d'une forêt située dans une zone frontalière peut transporter en franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi qu'en dérogation à toutes prohibitions et d'importation et d'exportation, à destination d'une scierie établie sur la partie de son domaine située dans l'autre zone frontalière, et pour y être débité et vendu, le bois provenant de cette forêt. Ce propriétaire peut également ramener au lieu d'origine et dans les mêmes conditions son bois après sciage.

2. Les autorités douanières compétentes des deux pays useront de tolérance pour l'exportation et la réimportation en franchise des objets d'usage strictement personnel que les habitants d'une des zones frontalières voudront faire réparer par un artisan de l'autre zone lorsque les conditions locales justifieront cette pratique.

Ad Article 26.

Il est entendu que les facilités prévues à l'article 25 seront maintenues auxdites installations qui seraient reconstruites en cas de sinistre ou d'incendie.

Ad Article 28.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour admettre que la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation ou d'exportation sont concédées non seulement pour les objets visés à l'article 28, paragraphe 2,

einschliesslich der statistischen Abgabe sowie von Ein- und Ausfuhrverboten über die Grenze gebracht werden dürfen, soweit es sich um Gräber von Angehörigen der Gemeinde Deutsch-Scheibenhart handelt.

Zu Artikel 34.

Die beiderseitigen Zollbehörden werden bemüht sein, den Durchgangsverkehr auf den Strassen von Schweighofen und Schweigen über Wissembourg (Weissenburg) nach St.-Germanshof und umgekehrt unter Berücksichtigung der besonderen örtlichen Verhältnisse in gegenseitigem Einvernehmen tunlichst zu erleichtern.

Zu Artikel 36 Abs. 3.

Die Vergünstigung aus Artikel 24 Abs. 4 steht den deutschen Arbeitnehmern, die auf Grund des Protokolls¹ über die Gebrauchsrechte an der deutsch-saarländischen Grenze vom 13. November 1926 die in Artikel 32 unter 1 a und 1 b dieses Protokolls aufgeführten Lebensmittel abgabefrei einführen dürfen, nur zu, wenn sie die erwähnten Vergünstigungen aus dem Protokoll vom 13. November 1926 nicht in Anspruch nehmen.

Zu Artikel 39.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 39 Abs. 1 der Einfuhr von Fleisch- und Wurstwaren unter den in Nr. 1 des Zeichnungsprotokolls zu Artikel 24 vorgesehenen Bedingungen nicht entgegenstehen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf Deutsch und auf Französisch in Paris am 25. April 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr von GRÜNAU.
A. BRIAND.

ANLAGE A.

BESCHREIBUNG DER GRENZBEZIRKE.

DEUTSCHER GRENZBEZIRK.

Der deutsche Grenzbezirk wird durch eine Linie (Binnenlinie) begrenzt, deren Verlauf folgender ist * :

Die Binnenlinie beginnt an dem Schnittpunkt der südöstlichen Grenze der Gemeinde Hertzen mit dem Rhein, folgt in nördlicher Richtung der östlichen Grenze der Gemeinden Hertzen, Degerfelden, Hagenbach, Inzlingen und Brombach bis zum Wasserlauf der Wiese, folgt dieser bis zum Schnittpunkt mit der

¹ Vol. LXXVII, page 249, de ce recueil.

* *Anmerkung* : Alle Orte, über die die Binnenlinie verläuft, gehören zum Grenzbezirk, während diejenigen Orte, bei denen angegeben ist, dass die Binnenlinie an ihnen vorbeizieht, ausserhalb des Grenzbezirks liegen.

mais aussi pour les monuments funéraires, grilles funéraires etc., qui seront importés à destination du cimetière des communes de Scheibenhart, situé en territoire français, à condition qu'il s'agisse de tombeaux d'habitants de la commune de Deutsch-Scheibenhart (D. Scheibenhart).

Ad Article 34.

Les autorités douanières des deux pays s'efforceront de faciliter, dans toute la mesure du possible, et d'un commun accord, le passage sur les routes de Schweighofen et Schweigen à St-Germanshof par Wissembourg et *vice-versa*, en s'inspirant des nécessités locales.

Ad Article 36 (alinéa 3)

Les travailleurs allemands qui, en vertu du Protocole¹ des droits d'usage à la frontière germano-sarroise, en date du 13 novembre 1926, peuvent importer en franchise les denrées alimentaires mentionnées aux paragraphes 1 a) et 1 b) de l'article 32 de ce protocole, ne bénéficient des avantages résultant de l'alinéa 4 de l'article 24 de la présente convention qu'à condition de ne pas revendiquer le bénéfice des avantages prévus au Protocole du 13 novembre 1926.

Ad Article 39.

Il est entendu que les dispositions de l'article 39, alinéa premier, n'excluent pas l'importation de la charcuterie dans les conditions prévues au paragraphe premier de l'addendum à l'article 24.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 25 avril 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. Briand.

ANNEXE A

DESCRIPTION DES ZONES FRONTALIÈRES

ZONE FRONTALIÈRE ALLEMANDE.

La zone frontalière allemande est limitée par une ligne dite ligne intérieure, dont le tracé est le suivant * :

La ligne intérieure commence au point de rencontre de la limite Est de la commune de Herten avec le Rhin, elle se dirige vers le Nord-Est, suit la limite Est des communes de Herten, Dägerfelden, Hagenbach Inzlingen et Brombach jusqu'au cours d'eau de la Wiese, qu'elle suit jusqu'à sa rencontre avec la limite

¹ Vol. LXXVII, page 249, of this Series.

* *Nota.* — Toutes les localités par lesquelles passe la ligne intérieure doivent être considérées comme appartenant à la zone frontalière. Par contre sont situées en dehors de la zone, les localités devant lesquelles passe cette ligne intérieure.

östlichen Grenze der Gemeinde Haagen und geht von hier über Wollbach, Hammerstein, Kandern, Schloss Bürgeln, Lipburg, Badenweiler, Oberweiler, Laufen, Dottingen, vorbei an Wettelbrunn, über Gallenweiler, Schmidhofen, Obertrotzingen, Offnadingen, vorbei an Norsingen, Scherzingen, Schallstadt, über St. Nikolaus, vorbei an Waltershofen, Gottenheim, Oberschaffhausen, Eichstetten, Bahlingen, Riegel, entlang dem Ostrand der Bahnlinie Freiburg-Offenburg über die Bahnhöfe Kenzingen, Herbolzheim, Ringsheim, Orschweier, Kippenheim, Lahr-Dinglingen, Friesenheim, über Niederschopfheim, an Offenburg vorbei, über Waltersweiler, Weier, Griesheim, Sand, Urloffen, Wagshurst, Gamshurst, Unzhurst, Zell, Oberbruch, Weitenung, vorbei an Sinsheim, über Kartung, an Baden-West vorbei, über Niederbühl und Rastatt. Von hier geht die Binnenlinie an dem Ostsaum der Bahnstrecke Rastatt-Karlsruhe entlang über Durmersheim, folgt alsdann dem Westsaum der Landstrasse Durmersheim-Grünwinkel, über Forchheim, bis die Landstrasse die Strasse von Grünwinkel nach Daxlanden trifft. Sie geht der Südseite dieser Strasse entlang, folgt alsdann dem Westsaum des nach der Appenmühle führenden Feldweges bis zu dieser Mühle. Von hier folgt sie dem Westufer, der Alb an Knielingen vorbei, bis die Alb von der Bahnlinie Knielingen-Maxau überschritten wird. Sie geht dieser Bahnlinie entlang bis zum östlichen Ufer des Maxauer Hafens, überschreitet hier die Bahn und folgt dem östlichen Hafenufer bis zum, nördlichen Ufer der Ausmündung des Maxauer Hafens in den Rhein.

Gegenüber der Ausmündung des Maxauer Hafens folgt die Binnenlinie dem Nordufer des Maximiliansauer Hafens, geht dem Hafengeleise entlang, bis dieses auf die Bahnlinie Maximiliansau-Wörth stösst, und folgt dieser Bahnlinie bis Wörth. Von Wörth geht sie über Kandel, Winden, Barbelroth, Kapellen-Drusweiler der Bahnlinie entlang nach Bergzabern. Von hier verläuft die Binnenlinie zunächst in nordwestlicher Richtung über Birkenhördt nach Vorderweidenthal, alsdann in südwestlicher Richtung bis zur Wegkreuzung der Strasse Erlenbach-Vorderweidenthal mit der Staatsstrasse Hinterweidenthal-Bergzabern, sie geht dieser Staatsstrasse entlang über Busenberg, Reichenbach, Dahn, über die Neudahner Mühle bis zur Einmündung in die Bezirksstrasse von Salzwoog. Sie folgt dieser Bezirksstrasse in südwestlicher Richtung nach Salzwoog, geht von hier über Lemberg, Ruhbank der Staatsstrasse entlang bis Erlenbrunn und verläuft weiterhin in nordwestlicher Richtung nach Niedersimten. Von hier geht sie westlich zur Littersbacher Mühle dem kleinen Littersbach entlang über den Wasserturm nach Winzeln. Von Winzeln geht sie auf der Bezirksstrasse nach Gersbach, von hier zunächst südwestlich, alsdann nördlich nach Windsberg. Von Windsberg folgt sie der Bezirksstrasse bis zu ihrer Einmündung in die Staatsstrasse Zweibrücken-Pirmasens. Sie folgt dieser Staatsstrasse bis zum Schnittpunkt mit dem von Dellfeld nach Walshausen führenden Feldweg, folgt dann diesem Feldweg bis Dellfeld, sodann der Landstrasse Dellfeld-Rieschweiler-Schmittshausen bis zum Schnittpunkt mit der nordöstlichen Grenze der Gemeinde Rieschweiler und verläuft in westlicher Richtung entlang der nördlichen Grenze der Gemeinden Rieschweiler, Contwig Niederauerbach und Zweibrücken bis zum nordwestlichen Schnittpunkt der letzteren Gemeindegrenze mit der Grenze des Saargebiets.

An der Grenze zwischen Preussen und Frankreich beginnt die Binnenlinie an dem östlich von Orscholz gelegenen Schnittpunkt der Grenze gegen das Saargebiet mit der Saar und verläuft von hier in nordwestlicher Richtung östlich an Weiten und Freudenburg und westlich an Trassem vorbei bis Cahren; von hier verläuft sie in westlicher Richtung über Körrig und Bilingen, sodann in südwestlicher Richtung über Esingen, Dilmars, Kreuzweiler bis zum Schnittpunkt der Strasse von Sinz nach Remich mit der Mosel.

In dem durch die beschriebene Binnenlinie begrenzten Bezirk liegen folgende Ortschaften :

Im Amtsbezirk Lörrach :

Binzen, Blansingen, Brombach, Degerfelden, Efringen, Egringen, Eimeldingen, Ettingen, Fischingen, Friedlingen, Grenzach, Grenzacherhorn, Gupf, Haagen, Hagenbach, Haltingen, Hammerstein, Hertzen, Hertingen, Holzen, Huttingen, Inzlingen (Ober- und Unterinzlingen), Istein, Kaltenherberg, Kandern, Kirchen, Kleinkems, Leopoldshöhe, Lörrach, Mappach, Märkt, Maugenhard, Oetlingen, Otterbach, Riedlingen, Rötteln, Röttlerweiler, Ruhrberg, Rümmlingen, Schallbach, Stetten, Tannenkirch, Tüllingen, Tumringen, Utnach, Waidhof, Weil, Welmlingen, Wintersweiler, Wittlingen, Wollbach, Wyhlen ;

Im Amtsbezirk Müllheim :

Auggen, Badenweiler, Bamlach, Bellinggen, Betberg, Britzingen, Buggingen, Bürgeln, Dattingen, Feldberg, Feuerbach, Güttigheim, Hach, Hügelheim, Laufen, Liel, Lipburg, Mauchen, Muggardt, Müllheim, Neuenburg, Niedereggenen, Niederweiler, Obereggenen, Oberweiler, Rheinweiler, St. Ilgen, Schallingsen, Schliengen, Seefeld, Sitzenkirch, Steinestadt, Vögisheim, Zienken, Zizingen, Zunzingen ;

Est de la commune de Haagen ; de là elle passe par Wollbach, Hammerstein, Kandern, Schloss Bürgeln, Lipburg, Badenweiler, Oberweiler, Laufen, Dottingen, devant Wettelbrunn, par Gallenweiler, Schmidhofen, Oberkrotzingen, Offnadingen, devant Norsingen, Scherzingen, Schallstadt, par St. Nikolaus, devant Waltershofen, Gottenheim, Oberschaffhausen, Eichstetten, Bahlingen, Riegel, le long du remblai Est de la voie ferrée de Freiburg (Fribourg) à Offenbourg, par les gares de Kenzingen, Herbolzheim, Ringsheim, Orschweier, Kippenheim, Lahr-Dinglingen, Friesenheim, par Niederschopfheim, devant Offenbourg, par Waltersweier, Weier, Griesheim, Sand Urloffen, Wagshurst, Gamshurst, Unzhurst, Zell, Oberbruch, Weitenung, devant Sinsheim, par Kartung, devant Baden-West par Niederbühl et Rastatt. De là, la ligne intérieure longe le remblai Est de la voie ferrée de Rastatt à Karlsruhe (Carlsruhe) par Durmersheim, suit ensuite la bordure Ouest de la route (*Landstrasse*) de Durmersheim à Grünwinkel, par Forchheim, jusqu'au croisement de cette dernière avec la route de Grünwinkel à Daxlanden dont elle longe ensuite la bordure Sud. Elle suit ensuite la bordure Ouest du chemin de terre conduisant au moulin d'Appen jusqu'à ce moulin. De là elle suit la rive Ouest de l'Alb, en passant devant Knielingen jusqu'au croisement de l'Alb et de la voie ferrée de Knielingen à Maxau. Elle suit cette voie ferrée jusqu'au quai Est du port de Maxau où elle traverse la voie ferrée ; elle suit ensuite le quai Est du port jusqu'au quai Nord dudit port au point où ce dernier aboutit au Rhin.

En face de l'endroit où le port de Maxau aboutit au Rhin, la ligne intérieure suit le quai Nord du port de Maximiliansau, longe la voie ferrée du port jusqu'à son croisement avec la voie ferrée de Maximiliansau à Wörth et suit cette dernière voie ferrée jusqu'à Wörth. De Wörth elle longe la voie ferrée par Kandel, Winden, Barbelroth, Kappellen-Drusweiler jusqu'à Bergzabern. De là, elle rejoint Vorderweidenthal en suivant la direction Nord-Ouest par Birkenhördt, puis s'infléchit vers le Sud-Ouest, jusqu'au croisement de la route d'Erlenbach à Vorderweidenthal avec la route d'Etat (*Staatsstrasse*) d'Hinterweidenthal à Bergzabern ; elle suit cette route (d'Etat) en passant par Busenberg, Reichenbach, Dahn, le moulin de Neudahn jusqu'au point où elle débouche dans la route cantonale (*Bezirksstrasse*) de Salzwöog. Elle suit cette route cantonale dans la direction Sud-Ouest, jusqu'à Salzwöog ; de là elle suit la route d'Etat (*Staatsstrasse*) jusqu'à Erlenbrunn par Lemberg, Ruhbank, puis elle se dirige vers le Nord-Ouest et gagne Niedersimten. De là elle se dirige vers l'Ouest en longeant le petit cours d'eau dit « Littersbach » jusqu'au moulin de Littersbach, passe par le réservoir d'eau et gagne Winzeln. Elle suit ensuite le chemin cantonal jusqu'à Gersbach, de là elle s'infléchit vers le Sud-Ouest et remonte ensuite vers le Nord jusqu'à Windsberg ; elle suit ensuite la route cantonale jusqu'au point où celle-ci débouche dans la route (d'Etat) de Zweibrücken (Deux-Ponts) à Pirmasens, qu'elle suit jusqu'à son croisement avec le chemin de terre qui mène de Dellfeld à Walshausen. Elle suit ensuite ce dernier chemin jusqu'à Dellfeld, puis la route (*Landstrasse*) de Dellfeld à Rieschweiler et Schmittshausen jusqu'à sa rencontre avec la limite Nord-Est de la commune de Rieschweiler, elle se dirige ensuite vers l'Ouest en suivant la limite Nord des communes de Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach et Zweibrücken (Deux-Ponts) jusqu'au point de rencontre Nord-Ouest de la limite de cette dernière commune avec la frontière du territoire du Bassin de la Sarre.

Sur la frontière franco-prussienne, la ligne intérieure part du point de croisement de la frontière germano-sarroise avec la Sarre situé à l'Est d'Orscholz, de là elle se dirige vers le Nord-Ouest, passant à l'Est de Weiten et Freudenburg et à l'Ouest de Trassem jusqu'à Cahren ; de là, se dirigeant vers l'Ouest, elle passe par Körrig et Bilzingen, puis, vers le Sud-Ouest, par Esingen, Dilmar, Kreuzweiler, jusqu'au croisement de la route de Sinz à Remich avec la Moselle.

La ligne intérieure ci-dessus décrite définit une zone englobant les localités suivantes :

Amtsbezirk Lörrach :

Binzen, Blansingen, Brombach, Degerfelden, Efringen, Egringen, Eimeldingen, Ettingen, Fischingen, Friedlingen, Grenzach, Grenzacherhorn, Gupf, Haagen, Hagenbach, Haltingen, Hammerstein, Herten, Hertingen, Holzen, Huttingen, Inzlingen (Oberinzlingen et Unterinzlingen), Istein, Kaltenherberg, Kandern, Kirchen, Kleinkems, Leopoldshöhe, Lörrach, Märkt, Maugenhard, Mappach, Oettingen, Otterbach, Riedlingen, Rötteln, Röttlerweiler, Ruhrberg, Rümmlingen, Schallbach, Stetten, Tannenkirch, Tüllingen, Tumeringen, Utnach, Waidhof, Weil, Welmlingen, Wintersweiler, Wittlingen, Wollbach, Wyhlen ;

Amtsbezirk Müllheim :

Auggen, Badenweiler, Bamlach, Bellingen, Betberg, Britzingen, Buggingen, Bürgeln, Dattingen, Feldberg, Feuerbach, Güttingheim, Hach, Hügelheim, Laufen, Liel, Lipburg, Mauchen, Muggardt, Müllheim, Neuenburg, Niederegggen, Niederweiler, Oberegggen, Oberweiler, Rheinweiler, St. Ilgen, Schallsingen, Schliengen, Seefeld, Sitzenkirch, Steinstadt, Vögisheim, Zienken, Zizingen, Zunzingen ;

Im Amtsbezirk Staufen :

Biengen, Bremgarten, Dottighofen, Dottingen, Eschbach, Feldkirch, Gallenweiler, Grissheim, Hartheim, Hausen a. d. M., Heitersheim, Krozingen, Offnadingen, Schlatt, Schmidhofen, Tunsel ;

Im Amtsbezirk Freiburg:

Achkarren, Bickensohl, Breisach, Burkheim, Grezhausen, Gündlingen, Hochstetten, Ihringen, Mengen, Merdingen, Munzingen, Niederrimsingen, Niederrotweil, Oberbergen, Oberrimsingen, Oberrotweil, Opfingen, St. Nikolaus, Schelingen, Tiengen, Vogtsburg, Wasenweiler ;

Im Amtsbezirk Emmendingen :

Amoltern, Bischoffingen, Eendingen, Forschheim, Iechtingen, Kiechlingsbergen, Königschaffhausen, Leiselheim, Niederhausen, Oberhausen, Sasbach a. K., Weisweil, Wyhl ;

Im Amtsbezirk Lahr :

Allmannsweier, Dundenheim, Grafenhausen, Hugsweier, Ichenheim, Kappel, Kippenheimweiler Kürzell, Langenwinkel, Meissenheim, Nonnenweier, Ottenheim, Rust, Schuttern, Schutterzell, Wittenweier ;

Im Amtsbezirk Offenburg :

Altenheim, Goldscheuer, Griesheim, Höfen, Kittersburg, Langhurst, Marlen, Müllen, Schutterwald, Urloffen, Waltersweier, Weier ;

Im Amtsbezirk Kehl :

Auenheim, Bodersweier, Bolzhurst, Diersheim, Eckartsweier, Freistett, Grauelsbaum, Hausgereut, Helmlingen, Hesselhurst, Hohbühl, Hohnhurst, Holzhausen, Honau, Kehl, Kork, Legelshurst, Leutesheim, Lichtenau, Linx, Memprechtshofen, Muckenschopf, Neufreistett, Neumühl, Neusand, Odelshofen, Querbach, Rheinbischofsheim, Sand, Scherzheim, Sundheim, Willstätt, Zierolshofen ;

Im Amtsbezirk Bühl :

Gamshurst, Greffern, Halberstung, Hildmannsfeld, Kartung, Leiberstung, Moos, Müllhofen, Oberbruch, Oberwasser, Schwarzach, Stollhofen, Ulm bei Lichtenau, Unzhurst, Wagshurst, Weitenung, Zell ;

Im Amtsbezirk Rastatt :

Au a. Rh., Bietigheim, Durmersheim, Elchesheim, Hügelsheim, Iffezheim, Illingen, Niederbühl, Oetigheim, Ottersdorf, Plittersdorf, Rastatt, Sandweier, Söllingen, Steinmauern, Wintersdorf, Würmersheim ;

Im Amtsbezirk Ettlingen :

Mörsch, Neuburgweier ;

Im Amtsbezirk Karlsruhe :

Daxlanden, Forchheim, Maxau ;

Im Amtsbezirk Germersheim :

Berg, Büchelberg, Freckenfeld, Hagenbach, Kandel, Langenberg, Maximiliansau, Minfeld, Neuburg a. Rh., Neulauterburg, Pfortz, Schaidt, Scheibenhardt, Vollmersweiler, Winden, Wörth a. Rh. ;

Amtsbezirk Staufen :

Biengen, Bremgarten, Dottighofen, Dottingen, Eschbach, Feldkirch, Gallenweiler, Grissheim, Hartheim, Hausen a. d. M., Heitersheim, Krozingen, Offnadingen, Schlatt, Schmidhofen, Tunsel ;

Amtsbezirk Freiburg (Fribourg) :

Achkarren, Bickensohl, Breisach, Burkheim, Grezhausen, Gündligen, Hochstetten, Ihringen, Mengen, Merdingen, Munzingen, Niederrimsingen, Niederrotweil, Oberbergen, Oberrimsingen, Oberrotweil, Opfingen, St. Nikolaus, Schelingen, Tiengen, Vogtsburg, Wasenweiler ;

Amtsbezirk Emmendingen :

Amoltern, Bischoffingen, Endingen, Forchheim, Jechtingen, Kiechlinsbergen, Königschaffhausen, Leiselheim, Niederhausen, Oberhausen, Sasbach a. K., Weisweil, Wyhl ;

Amtsbezirk Lahr :

Allmannsweier, Dundenheim, Grafenhausen, Hugsweier, Ichenheim, Kappel, Kippenheimweiler, Kürzell, Langenwinkel, Meisenheim, Nonnenweier, Ottenheim, Rust, Schuttern, Schutterzell, Wittenweier ;

Amtsbezirk Offenburg (Offenbourg) :

Altenheim, Goldscheuer, Griesheim, Höfen, Kittersburg, Langhurst, Marlen, Müllen, Schutterwald, Urloffen, Waltersweier, Weier ;

Amtsbezirk Kehl :

Auenheim, Bodersweier, Bolzhurst, Diersheim, Eckartsweier, Freistett, Grauelsbaum, Hausgereut, Helmlingen, Hesselhurst, Hohbühn, Hohnhurst, Holzhausen, Honau, Kehl, Kork, Legelshurst, Leutesheim, Lichtenau, Linx, Membrechtshofen, Muckenschopf, Neufreistett, Neumühl, Neusand, Odelshofen, Querbach, Rheinbischofsheim, Sand, Scherzheim, Sundheim, Willstätt, Zierolshofen ;

Amtsbezirk Bühl :

Gamshurst, Greffern, Halberstung, Hildmannsfeld, Kartung, Leiberstung, Moos, Müllhofen, Oberbruch, Oberwasser, Schwarzach, Stollhofen, Ulm bei Lichtenau, Unzhurst, Wagshurst, Weitening Zell ;

Amtsbezirk Rastatt :

Au a. Rh., Bietigheim, Durmersheim, Elchesheim, Hügelsheim, Iffezheim, Illingen, Niederbühl, Oetigheim, Ottersdorf, Plittersdorf, Rastatt, Sandweier, Söllingen, Steinmauern, Wintersdorf, Würmersheim ;

Amtsbezirk Ettlingen :

Mörsch, Neuburgweier ;

Amtsbezirk Karlsruhe (Carlsruhe) :

Daxlanden, Forchheim, Maxau ;

Amtsbezirk Germersheim :

Berg, Büchelberg, Freckenfeld, Hagenbach, Kandel, Langenberg, Maximiliansau, Minfeld, Neuburg a. Rh., Neulauterburg, Pfortz, Schaidt, Scheibenhardt, Wollmersweiler, Winden, Wörth a. Rh. ;

Im Amtsbezirk Bergzabern :

Barbelroth, Bergzabern, Birkenhördt, Böllenborn, Dierbach, Dörrenbach, Germanshof, Hergersweiler, Kapellen-Drusweiler, Kapsweyer, Lauterschwan, Niederrotterbach, Oberhausen, Oberotterbach, Rechtenbach, Reisdorf, Schweigen, Schweighofen, Steinfeld, Vorderweidenthal ;

Im Amtsbezirk Pirmasens :

Bobenthal, Bruchweiler-Bärenbach, Bundenthal, Busenberg, Dahn, Dusenbrücken, Eppenbrunn, Erlenbach, Erlenbrunn, Fischbach, Gebüg, Gersbach, Hilst, Hirschthal, Kröppen, Lemberg (Glashütte, Langmühle, Ketterichhof), Ludwigswinkel, Niederschlettenbach, Niedersimten, Nothweiler, Obersimten, Petersbächel, Rumbach, Salzwoog, Schönau, Schweix, Trulben (Hochstellerhof, Felsenbrunnerhof), Vinningen, Windsberg, Winzeln ;

Im Amtsbezirk Zweibrücken :

Althornbach, Bottenbach, Contwig, Dellfeld (Hof Falkenbusch), Dietrichingen, Grosssteinhausen, Hengstbach, Hornbach, Ixheim, Kleinsteinhausen, Mausbach, Mittelbach, Niederauerbach, Riedelberg, Riesweiler, Rimschweiler, Stambach, Walshausen, Wattweiler, Zweibrücken ;

Im Kreise Saarburg :

Besch, Beuren, Bilzingen, Borg, Büschdorf, Cahren, Collesleuken, Dilmar, Dittlingen, Eft-Hellendorf, Esingen, Faha, Freudenburg, Kelsen, Kesslingen, Kirf, Körrig, Kreuzweiler, Merzkirchen, Meurich, Münzingen, Nennig-Wies, Nohn, Oberleuken, Orscholz, Perl-Oberperl, Portz, Rommelfangen, Sehndorf, Sinz, Südlingen, Tettingen-Butzdorf, Tünsdorf (Ober-, Unter- und Mittel-), Wehingen-Bethingen, Weiten, Wochern.

FRANZÖSISCHER GRENZBEZIRK.

Der französische Grenzbezirk umfasst das Gebiet folgender Gemeinden :

DEPARTEMENT HAUT-RHIN (OBER-RHEIN).

Arrondissement Colmar :

Artzenheim (Arzenheim)	Neuf-Brisach (Neubreisach)
Agolsheim	Weckolsheim
Biesheim	Volgelsheim
Balgau	Vogelgrun (Vogelgrün)
Baltzenheim (Balzenheim)	Obersaasheim
Durrenentzen (Dürrenenzen)	Heiteren
Geisswasser	Nambsheim
Grussenheim	Jebnheim
Urschenheim	Muntzenheim (Munzenheim)
Kunheim	Widensohlen (Widensolen)
Wolfgangten (Wolfgangzen)	

Arrondissement Guebwiller (Gebweiler) :

Blodelsheim	Rumersheim-le-Haut (Rumersheim)
Fessenheim	Roggenhouse (Roggenhausen)
Munchhouse (Münchhausen)	

Amtsbezirk Bergzabern :

Barbelroth, Bergzabern, Birkenhördt, Böllenborn, Dierbach, Dörrenbach, Germanshof, Hergersweiler, Kapellen-Drusweiler, Kapsweyer, Lauterschwan, Niederotterbach, Oberhausen, Oberotterbach, Rechtenbach, Reisdorf, Schweigen, Schweighofen, Steinfeld, Vorderweidenthal ;

Amtsbezirk Pirmasens :

Bobenthal, Bruchweiler-Bärenbach, Bundenthal, Busenberg, Dahn, Dusenbrücken, Eppenbrunn, Erlenbach, Erlenbrunn, Fischbach, Gebüg, Gersbach, Hilst, Hirschthal, Kröppen, Lemberg (Glasshütte, Langmühle, Ketterichhof), Ludwigswinkel, Niederschlettenbach, Niedersimten, Nothweiler, Obersimten, Petersbächel, Rumbach, Salzwog, Schönau, Schweix, Trulben (Hochstellerhof, Felsenbrunnerhof), Vinningen, Windsberg, Winzeln ;

Amtsbezirk Zweibrücken (Deux-Ponts) :

Althornbach, Bottenbach, Contwig, Dellfeld (Hof Falkenbusch), Dietrichingen, Grossteinhausen, Hengstbach, Hornbach, Ixheim, Kleinsteinhausen, Mausbach, Mittelbach, Niederauerbach, Riedelberg, Rieschweiler, Rimschweiler, Stambach, Wälshausen, Wattweiler, Zweibrücken (Deux-Ponts) ;

Cercle de Saarburg :

Besch, Beuren, Bilzingen, Borg, Büschdorf, Cahren, Collesleuken, Dilmar, Dittlingen, Eft-Hellendorf, Esingen, Faha, Freudenburg, Kelsen, Kesslingen, Kirf, Körrig, Kreuzweiler, Merzkirchen, Meurich, Münzingen, Nennig-Wies, Nohn, Oberleuken, Orscholz, Perl-Oberperl, Portz, Rommelfangen, Sehdorf, Sinz, Südlingen, Tettingen-Butzdorf, Tünsdorf (Obertünsdorf, Untertünsdorf et Mitteltünsdorf) Wehingen-Bethingen, Weiten, Wochern.

ZONE FRONTALIÈRE FRANÇAISE

La zone frontalière française comprend le territoire des communes ci-après énumérées :

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN.

Arrondissement de Colmar :

Artzenheim	Neuf-Brisach
Algolsheim	Weckolsheim
Biesheim	Volgelsheim
Balgau	Vogelgrun
Baltzenheim	Obersaasheim
Durrenentzen	Heiteren
Geisswasser	Nambsheim
Grussenheim	Jebsheim
Urschenheim	Muntzenheim
Kunheim	Widensohlen
Wolfgantzen	

Arrondissement de Guebwiller :

Blodelsheim	Rummersheim-le-Haut
Fessenheim	Roggenhouse
Munchhouse	

Arrondissement Mulhouse (Mülhausen) :

Bantzenheim (Banzenheim)	Saint-Louis (St. Ludwig)
Chalampé (Eichwald)	Huningue (Hünigen)
Ottmarsheim	Uffheim
Hombourg (Homburg)	Bourgfelden (Burgfelden)
Petit-Landau (Klein-Landau)	Hesingue (Häsingen)
Niffer	Hegenheim
Kembs	Habsheim
Waltenheim	Dietwiller (Dietweiler)
Sierentz (Sierenz)	Schlierbach
Bartenheim	Geispitzen
Rosenau	Brinckheim
Blotzheim	Buschwiller (Buschweiler)
Village-Neuf (Neudorf)	

DEPARTEMENT BAS-RHIN (NIEDER-RHEIN).

*Die Stadt Strasbourg (Strassburg).**Arrondissement Strasbourg-Campagne (Strassburg-Land) :*

Gambsheim	Reichstett
Kilstett	Souffelweyersheim (Suffelweiersheim)
Weyersheim	Hoenheim
Hoerd	Bischheim
La Wantzenau (Wanzenau)	Schiltigheim

Arrondissement Erstein :

Boofzheim	Nordhouse (Nordhausen)
Daubensand	Huttenheim
Erstein	Limersheim
Eschau	Matzenheim
Fegersheim	Obenheim
Friesenheim	Osthouse (Osthausen)
Gerstheim	Ostwald
Benfeld	Plobsheim
Bolsenheim	Rhinau (Rheinau)
Hindisheim	Rosfeld
Herbsheim	Witternheim
Hipsheim	Sand
Ichtratzheim	Schaeffersheim
Illkirch-Graffenstaden (Illkirch-Grafenstaden)	Uttenheim
Lipsheim	Westhouse (Westhausen)

Arrondissement Sélestat (Schlettstadt) :

Marckolsheim (Markolsheim)	Artolsheim
Bootzheim (Boozheim)	Boesenbiesen
Sundhouse (Sundhausen)	Schoenau
Bindernheim	Diebolsheim
Mackelheim	Hilsenheim
Hessenheim	Muttersholtz (Müttersholz)
Richtolsheim	Baldenheim
Schwobsheim	Mussig
Saasenheim	Heidolsheim
Wittesheim	Ohnenheim

Arrondissement de Mulhouse :

Bantzenheim	Saint-Louis
Chalampé	Huningue
Ottmarsheim	Uffheim
Homburg	Bourgfelden
Petit-Landau	Hessingue
Niffer	Hegenheim
Kembs	Habsheim
Waltenheim	Dietwiller
Sierentz	Schlierbach
Bartenheim	Geispitzen
Rosenau	Brinckheim
Blotzheim	Buschwiller
Village-Neuf	

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN.

*Ville de Strasbourg.**Arrondissement de Strasbourg-Campagne :*

Gambenheim	Reichstett
Kilstett	Souffelweyersheim
Weyersheim	Hoenheim
Hoerd	Bischheim
La Wantzenau	Schiltigheim

Arrondissement d'Erstein :

Boofzheim	Nordhouse
Daubensand	Huttenheim
Erstein	Limersheim
Eschau	Matzenheim
Fegersheim	Obenheim
Friesenheim	Osthouse
Gerstheim	Ostwald
Benfeld	Plobsheim
Bolsenheim	Rhinau
Hindisheim	Rosfeld
Herbsheim	Witternheim
Hipsheim	Sand
Ichtratzheim	Schaeffersheim
Illkirch-Graffenstaden	Untenheim
Lipsheim	Westhouse

Arrondissement de Sélestat :

Marckolsheim	Artolsheim
Bootzheim	Boesenbiesen
Sundhouse	Schoenau
Binderheim	Diebolsheim
Mackenheim	Hilsenheim
Hessenheim	Muttersholtz
Richtolsheim	Baldenheim
Schwobsheim	Mussig
Saaenheim	Heidolsheim
Wittisheim	Ohnenheim

Arrondissement Haguenau (Hagenau) :

Auenheim	Rohrwiller (Rohrweiler)
Dalhunden	Roppenheim
Drusenheim	Routzenheim (Runzenheim)
Fort-Louis	Schirrhein
Forstfeld	Schirrhoffen (Schirrhofen)
Herrlisheim	Sessenheim (Sesenheim)
Kauffenheim	Stattmatten
Leutenheim	Soufflenheim (Sufflenheim)
Neuhaeusel (Neuhäusel)	Bischwiller (Bischweiler)
Offendorf	Oberhoffen-sur-Moder (Oberhofen)
Roeschwoog	

Arrondissement Wissembourg (Weissenburg) :

Niederlauterbach	Eberbach-Seltz (Eberbach b. Selz)
Scheibenhard (Scheibenhardt)	Schaffouse-près-Seltz (Schaffhausen b. Selz)
Lauterbourg (Lauterburg)	Niederroedern
Neewiller près Lauterbourg (Neeweiler b. Lauterbourg)	Seltz (Selz)
Mothers	Beinheim
Wintzenbach (Winzenbach)	Kesseldorf
Munchhausen	Oberlauterbach
Oberhoffen-lès-Wissembourg (Oberhofen a. d. Oelmühle)	Hatten
Siegen	Salmbach
Croettweiler (Kröttweiler)	Rott
Trimbach	Cleebourg (Kleeburg)
Schleithal	Bremmelbach
Oberseebach	Birlembach
Altenstadt	Drachenbronn
Riedseltz (Riedselz)	Climbach (Klimbach)
Ingolsheim	Wingen
Wissembourg (Weissenburg)	Lembach
Steinseltz (Steinselz)	Obersteinbach
	Niedersteinbach.

Siltzheim (Silzheim)

Arrondissement Saverne (Zabern) :

DEPARTEMENT MOSELLE(MOSEL).

I. *Bezirk Sierck.**Arrondissement Thionville (Diedenhofen) :*

Apach	Malling
Basse-Kontz (Niederkontz)	Kerling
Haute-Kontz (Oberkontz)	Hunting
Beyren-lès-Sierck (Beiern b. Sierck)	Rustroff (Rüsdorf)
Berg	Ritzing
Montenach	Launstroff (Launsdorf)
Merschweiller (Merschweiler)	Halstroff (Halsdorf)
Kirsch-lès-Sierck (Kirsch b. Sierck)	Remeling (Reimelingen)
Manderen (Mandern)	Waldwisse (Waldwiese)
Kirschnaumen (Kirchnaumen)	Grindorff (Grindorf)
Rettel	Flastroff (Flasdorf)
Sierck	

2. *Bezirk Sarreguemines (Saargemund).**Arrondissement Boulay (Bolchen) :*

Schwerdorff (Schwerdorf)

Arrondissement de Haguenau :

Auenheim	Rohrwiller
Dalhunden	Roppenheim
Drusenheim	Routzenheim
Fort-Louis	Schirrheim
Forstfeld	Schirrhoffen
Herrlisheim	Sessenheim
Kauffenheim	Stattmatten
Leutenheim	Soufflenheim
Neuhaeusel	Bischwiller
Offendorf	Oberhoffen-sur-Moder
Roeschwoog	

Arrondissement de Wissembourg :

Niederlauterbach	Schaffhouse-près-Seltz
Scheibenhard	Niederroedern
Lauterbourg	Seltz
Neewiller près Lauterbourg	Beinheim
Mothern	Kesseldorf
Wintzenbach	Oberlauterbach
Munchhausen	Hatten
Oberhoffen-lès-Wissembourg	Salmbach
Siegen	Rott
Croettwiller	Cleebourg
Trimbach	Bremmelbach
Schleithal	Birlenbach
Oberseebach	Drachenbronn
Altenstadt	Climbach
Riedseltz	Wingen
Ingolsheim	Lembach
Wissembourg	Obersteinbach
Steinseltz	Niedersteinbach
Eberbach-Seltz	

Siltzheim

Arrondissement de Saverne :

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE.

1^o Zone de Sierck.*Arrondissement de Thionville :*

Apach	Malling
Basse-Kontz	Kerling
Haute-Kontz	Hunting
Beyren-lès-Sierck	Rustroff
Berg	Ritzing
Montenach	Launstroff
Merschweiller	Halstroff
Kirsch-lès-Sierck	Remeling
Manderen	Waldwisse
Kirschnaumen	Grindorff
Rettel	Flastroff
Sierck	

2^o Zone de Sarreguemines.*Arrondissement de Boulay :*

Schwerdorff

Arrondissement Sarreguemines (Saargemünd) :

Ormersviller (Omersweiler)	Breidenbach (Breitenbach)
Schweyen	Waldhouse (Waldhausen)
Rolbing (Rolbingen)	Bousseviller (Busweiler)
Walschbronn	Haspelschiedt (Haspelscheidt)
Liederschiedt	Volmunster (Wolmünster)
Roppeviller (Roppweiler)	Lengelsheim
Loutzwiller (Lutzweiler)	Hanviller (Hanweiler)
Sturzelbronn (Stürzelbronn)	

ANLAGE B.

- VERZEICHNIS.

DER ZUGELASSENEN GRENZÜBERGANGSTELLEN.

Die Stellen, an denen der Grenzübergang zugelassen ist, befinden sich im Schnittpunkt der Grenze mit den nachstehend aufgeführten Verkehrswegen :

a) *Eisenbahnlinien.*

Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen)- Leopoldshöhe ;
 Eisenbahn Mulhouse (Mülhausen)-Müllheim ;
 Eisenbahn Colmar-Freiburg ;
 Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)-Appenweier ;
 Eisenbahn Strasbourg (Strassburg)-Rastatt-Karlsruhe ;
 Eisenbahn Lauterbourg (Lauterbourg)-Wörth ;
 Eisenbahn Wissembourg (Weissenburg)-Landau ;
 Eisenbahn Thionville (Diedenhofen)-Trier.

b) *Strassen.*

Strasse Huningue (Hünigen)-Weil (Nationalstrasse Nr. 69) ;
 Strasse Chalampé (Eichwald)-Neuenburg ;
 Strasse Neuf-Brisach (Neubreisach)-Altbreisach ;
 Strasse Marckolsheim (Markolsheim)-Sasbach (Vizinalstrasse Nr. 23b) ;
 Strasse Schönau-Weisweil (Vizinalstrasse Nr. 9 und 11) ;
 Strasse Rhinau (Rheinau)-Kappel (Vizinalstrasse Nr. 5a) ;
 Strasse Gerstheim-Ottenheim (Vizinalstrasse Nr. 124) ;
 Strasse Strasbourg (Strassburg)-Kehl (Nationalstrasse Nr. 4) ;
 Strasse Gamsheim-Freistett (Vizinalstrasse Nr. 9b und Nr. 94) ;
 Strasse Drusenheim-Greffern (Vizinalstrasse Nr. 9b II) ;
 Strasse Seltz (Selz)-Plittersdorf (Vizinalstrasse Nr. 8b I) ;
 Strasse Lauterbourg (Lauterbourg)-Neulauterbourg (Nationalstrasse Nr. 68) ;
 Strasse Scheibenhard (Scheibenhardt (Frankreich)-Scheibenhardt (Deutschland) (Vizinalstrasse Nr. 3a I) ;
 Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Schweighofen (Vizinalstrasse Nr. 14b III) ;
 Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Schweigen (Nationalstrasse Nr. 63) ;
 Strasse Weiler-St. Germanshof (Vizinalstrasse Nr. 46b I) ;
 Strasse Lembach-Hirschthal (Vizinalstrasse Nr. 125¹ und 3a) ;
 Strasse Obersteinbach-Ludwigswinkel (Vizinalstrasse Nr. 53 und 3a) ;
 Strasse Walschbronn-Kröppen (Grossverkehrsstrasse Nr. 105) ;
 Strasse Schweyen-Hornbach (Nationalstrasse Nr. 62) ;

Strasse Launstroff (Launsdorf)-Obertünsdorf (über Scheuerwald), die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 7 und 7/1 überschreitend ;

Strasse Apach-Perl, die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 14 und 15 überschreitend.

c) *Andere Wege.*

Die in der Anlage F aufgeführten Strassen und Wege.

Arrondissement de Sarreguemines :

Ormerswiller	Breidenbach
Schweyen	Waldhouse
Rolbing	Bousseviller
Walschbronn	Haspelschiedt
Liederschiedt	Volmunster
Roppeviller	Lengelsheim
Loutzwiller	Hanviller
Sturzelbronn	

ANNEXE B

LISTE DES POINTS

PAR LESQUELS LE PASSAGE DE LA FRONTIÈRE EST AUTORISÉ.

Les points par lesquels le passage de la frontière est autorisé sont déterminés par l'intersection de la frontière avec les voies suivantes :

a) *Voies ferrées.*

Voie ferrée de Mulhouse à Léopoldshöhe ;
 Voie ferrée de Mulhouse à Müllheim ;
 Voie ferrée de Colmar à Freiburg (Fribourg) ;
 Voie ferrée de Strasbourg à Appenweier ;
 Voie ferrée de Strasbourg à Rastatt et Karlsruhe (Carlsruhe) ;
 Voie ferrée de Lauterbourg à Wörth ;
 Voie ferrée de Wissembourg à Landau ;
 Voie ferrée de Thionville à Trier (Trèves).

b) *Routes.*

Route de Huningue à Weil (Route Nationale N° 69) ;
 Route de Chalampé à Neuenburg (Neuenbourg) ;
 Route de Neuf-Brisach à Altbreisach (Vieux-Brisach) ;
 Route de Marckolsheim à Sasbach (Chemin vicinal N° 23b) ;
 Route de Schœnau à Weisweil (Chemin vicinal N° 9 et 11) ;
 Route de Rhinau à Kappel (Chemin vicinal N° 5 a) ;
 Route de Gerstheim à Ottenheim (Chemin vicinal N° 124) ;
 Route de Strasbourg à Kehl (Route nationale N° 4) ;
 Route de Gamsheim à Freistett (Chemin vicinal N° 9 b et N° 94) ;
 Route de Drusenheim à Greffern (Chemin vicinal N° 9 b II) ;
 Route de Seltz à Plittersdorf (Chemin vicinal N° 8 b I) ;
 Route de Lauterbourg à Neulauterbourg (Neuf-Lauterbourg) (Route nationale N° 68) ;
 Route de Scheibenhard (France) à Scheibenhardt (Scheibenhard) (Allemagne) (Chemin vicinal N° 3 a I) ;
 Route de Wissembourg à Schweighofen (Chemin vicinal N° 14 b III) ;
 Route de Wissembourg à Schweigen (Route nationale N° 63) ;
 Route de Weiler à St-Germanshof (Chemin vicinal N° 46 b I) ;
 Route de Lembach à Hirschthal (Chemin vicinal N° 125¹ et N° 3 a) ;
 Route d'Obersteinbach à Ludwigswinkel (Chemin vicinal N° 53 et N° 3 a) ;
 Route de Walschbronn à Kröppen (Chemin de grande communication N° 105) ;
 Route de Schweyen à Hornbach (Route nationale N° 62) ;
 Route de Launstroff à Obertunsdorf franchissant la frontière entre les bornes N° 7 et 7/1 et passant par le hameau de Scheuerwald ;
 Route d'Apach à Perl franchissant la frontière entre les bornes délimitatives N° 14 et 15.

c) *Autres voies.*

Les routes et chemins énumérés à l'annexe F.

ANLAGE C.

TEXT DER DEUTSCHEN GRENZKARTE.

ANNEXE C

LIBELLÉ DE LA CARTE FRONTALIÈRE ALLEMANDE.

Gebühr :	Gültig bis zum	19
Taxe :	Valable jusqu'au	19

DEUTSCH-FRANZÖSISCHER GRENZVERKEHR.
 TRAFIC FRONTALIER ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE.

GRENZKARTE Nr.
 CARTE FRONTALIÈRE N°

Name und Vornamen des Inhabers :
Nom et prénoms du titulaire :

Wohnsitz oder Aufenthaltsort :
Domicile ou lieu de résidence :

Der Inhaber ist berechtigt, die Grenze an folgenden Grenzübergangsstellen zu überschreiten :
Le titulaire est admis à franchir la frontière aux points de passage suivants :

Und sich jedesmal höchstens 3 Tage *), 1 Woche *), in den folgenden Kantonen *), im Arrondissement *),
 aufzuhalten :
*Et à séjourner à chaque passage pendant une durée maximum de trois jours *), d'une semaine *), dans les
 Cantons *), dans l'Arrondissement *) :*

Der Grenzübertritt ist auch zur Nachtzeit gestattet *)
*Le titulaire est autorisé à franchir la frontière pendant la nuit *)*

*) Nichtzutreffendes ist zu streichen.

*) *Biffez les mentions inutiles.*

PERSONENBESCHREIBUNG.
SIGNALEMENT.

Beruf :

Profession :

Staatsangehörigkeit :

Nationalité :

Gebursttag :

Date de naissance :

Geburtsort :

Lieu de naissance :

Gestalt :

Taille :

Farbe des Haares :

Cheveux :

Gesicht :

Visage :

Farbe der Augen :

Yeux :

Nase :

Nez :

Mund :

Bouche :

Kinn :

Menton :

Besondere Kennzeichen :

Signes particuliers :

Mitzunehmende Kinder unter 15 Jahren

Enfants âgés de moins de 15 ans pouvant accompagner le titulaire.

Name und Vornamen
Nom et prénoms

1.
2.
3.
4.

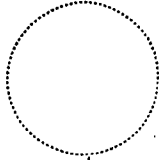
(Seite 2)

Gebursttag
Date de naissance

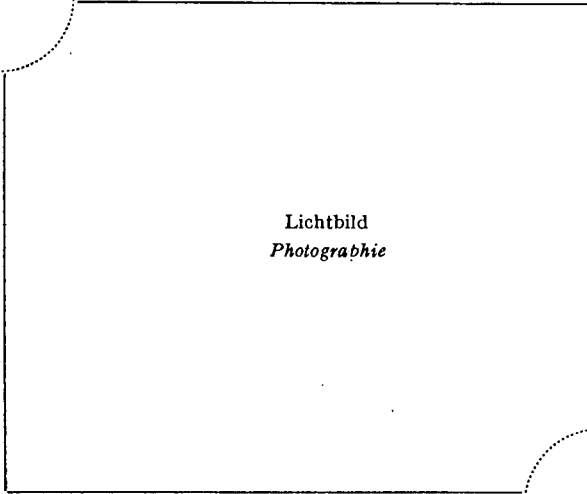
1.
2.
3.
4.

(Page 2)

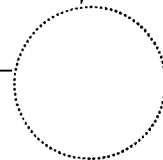
Dienststempel
Cachet de service



Lichtbild
Photographie



Dienststempel
Cachet de service

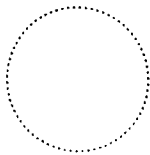


Eigenhändige Unterschrift des Inhabers
Signature du titulaire

Dienststempel der ausstellenden Behörde
Cachet de l'autorité qui délivre la carte

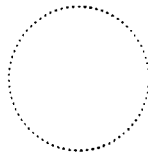
, den
le

19



Unterschrift des Beamten
Signature du fonctionnaire qualifié

Dienststempel der französischen Behörde
Cachet de l'autorité française



BEMERKUNGEN.

Der Karteninhaber hat die in dieser Karte enthaltenen Vorschriften genau zu befolgen.

Im Falle der Nichtbeachtung dieser Vorschriften oder im Falle einer anderen missbräuchlichen Verwendung der Karte kann diese von der ausstellenden Behörde eingezogen werden.

OBSERVATIONS.

Le titulaire de la présente carte devra se conformer strictement aux prescriptions qui y figurent.

En cas de non-observation de ces prescriptions, ou en cas d'autres abus, la carte pourra être retirée par l'autorité qui l'a délivrée.

(Seite 4)

(Page 4)

Die Grenzkarte ist 155 mm hoch und 100 mm breit.

La carte frontalière est du format suivant :

Hauteur : 155 mm. ;

Largeur : 100 mm.

TEXT DER FRANZÖSISCHEN GRENZKARTE.

LIBELLÉ DE LA CARTE FRONTALIÈRE FRANÇAISE

Taxe :	Valable jusqu'au	19
Gebühr :	Gültig bis zum	19

TRAFIC FRONTALIER ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.
FRANZÖSISCH-DEUTSCHER GRENZVERKEHR.

CARTE FRONTALIÈRE N°
GRENZKARTE Nr.

Nom et prénoms du titulaire :
Name und Vornamen des Inhabers :

Domicile ou lieu de résidence :
Wohnsitz oder Aufenthaltsort :

Le titulaire est admis à franchir la frontière aux points de passage suivants :
Der Inhaber ist berechtigt, die Grenze an folgenden Grenzübergangsstellen zu überschreiten :

et à séjourner à chaque passage pendant une durée maximum de trois jours *), d'une semaine *), dans les Kreise *), Amtsbezirke *) :
*Und sich jedesmal höchstens 3 Tage *), 1 Woche *), in den folgenden Kreisen *), Amtsbezirken *) auf zuhalten :*

Le titulaire est autorisé à franchir la frontière pendant la nuit *).
*Der Grenzübertritt ist auch zur Nachtzeit gestattet *).*

*) Biffez les mentions inutiles.
*) *Nichtzutreffendes ist zu streichen.*

SIGNALEMENT.
PERSONENBESCHREIBUNG.

Profession :

Beruf :

Nationalité :

Staatsangehörigkeit :

Date de naissance :

Geburtsstag :

Lieu de naissance :

Geburtsort :

Taille :

Gestalt :

Cheveux :

Farbe des Haares :

Visage :

Gesicht :

Yeux :

Farbe der Augen :

Nez :

Nase :

Bouche :

Mund :

Menton :

Kinn :

Signes particuliers :

Besondere Kennzeichen :

Enfants âgés de moins de 15 ans pouvant accompagner le titulaire.

Mitzunehmende Kinder unter 15 Jahren.

Nom et prénoms
Name und Vornamen

Date de naissance
Geburtsstag

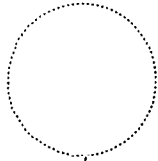
1.
2.
3.
4.

1.
2.
3.
4.

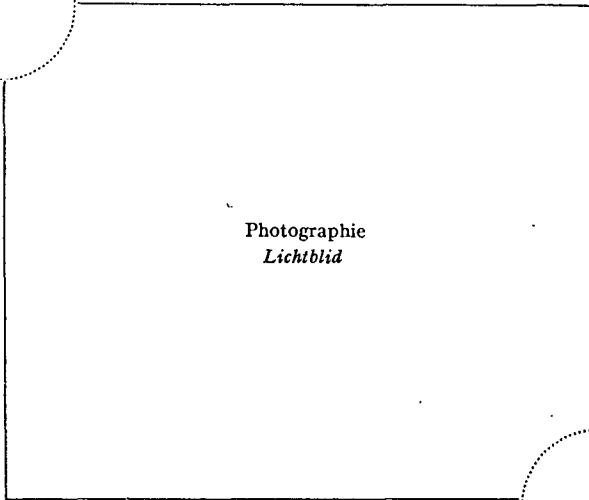
(Seite 2)

(Page 2)

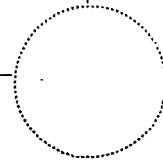
Cachet de service
Dienststempel



Photographie
Lichtbild



Cachet de service
Dienststempel

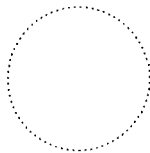


Signature du titulaire
Eigenhändige Unterschrift des Inhabers

Cachet de l'autorité qui délivre la carte
Dienststempel der ausstellenden Behörde

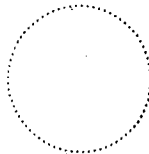
, le
den

19



Signature du fonctionnaire qualifié
Unterschrift des Beamten

Cachet de l'autorité allemande
Dienststempel der deutschen Behörde



(Seite 3)

|

(Page 3)

OBSERVATIONS.

Le titulaire de la présente carte devra se conformer strictement aux prescriptions qui y figurent.
En cas de non-observation de ces prescriptions, ou en cas d'autre abus, la carte pourra être retirée par l'autorité qui l'a délivrée.

BEMERKUNGEN.

*Der Karteninhaber hat die in dieser Karte enthaltenen Vorschriften genau zu befolgen.
Im Falle der Nichtbeachtung dieser Vorschriften oder im Falle einer anderen missbräuchlichen Verwendung der Karte kann diese von der ausstellenden Behörde eingezogen werden.*

(Seite 4)

(Page 4)

Die Grenzkarte ist 155 mm hoch und 100 mm breit.

La carte frontalière est du format suivant :
Hauteur : 155 mm. ;
Largeur : 100 mm.

ANLAGE D.

VERZEICHNIS

DER NACH ARTIKEL 27, NR. 4 ZUGELASSENEN VERBANDSTOFFE EINFACHEN DROGEN SOWIE CHEMISCHEN UND PHARMAZEUTISCHEN ERZEUGNISSE.

Senfpflaster	10 Blätter
Senfmehl	250 g
Leinsamenmehl	1 kg
Wasserstoffsperoxyd	1 l
Lindenblüten	125 g
Kamillen	125 g
Jodtinktur	60 g
Aspirinzeltchen	10 Stück
Antipyrinzeltchen	10 Stück
Pyramidonzeltchen	10 Stück
Chininzeltchen	10 Stück
Orangenblätter	125 g
Pfefferminzblätter	125 g
Glyzerin	0,5 l
Orangenblütenwasser	500 g
Doppeltkohlensaures Natron	500 g
Schwefelsaures Natron (Sodasulfat)	250 g
Magnesiumsulfat	250 g
Gebrannte Magnesia	60 g
Kampfer	125 g
Hydrophile Watte	500 g
Gaze-, Leinen- oder Kreppbinden	6 Stück
Brustbonbons	250 g
Essigsaurer Tonerde	250 g
Hoffmannstropfen	30 g
Brusttee	125 g
Sennesblätter	125 g
Eibischtee	125 g
Rizinusöl	60 g
Isländisches Moos	125 g
Boraxpastillen	100 g
Borsalbe	100 g
Zinksalbe	100 g
Amerikanisches Vaseline	100 g
Santoninpastillen	20 g
Arnikatinktur	50 g
Zahnwehtropfen	10 g
Abführtee	50 g
Kirschenstieltee	100 g
Kampfersalbe	30 g
Graue Quecksilbersalbe	100 g
Terpentinöl	100 g
Salmiakgeist	100 g
Bleiwasser	0,5 l

ANNEXE D

LISTE

DES OBJETS DE PANSEMENT, DROGUES SIMPLES OU PRODUITS CHIMIQUES OU PHARMACEUTIQUES
D'USAGE FAMILIAL COURANT, VISÉS A L'ARTICLE 27, PARAGRAPHE 4.

Sinapismes	10 feuilles.
Farine de moutarde	250 grammes.
Farine de lin	1 kilogramme.
Eau oxygénée	1 litre.
Tilleul	125 grammes.
Camomille	125 grammes.
Teinture d'iode	60 grammes.
Cachets d'aspirine	10 pièces.
Cachets d'antipyrine	10 pièces.
Cachets de pyramidon	10 pièces.
Cachets de quinine	10 pièces.
Feuilles d'oranger	125 grammes.
Feuilles de menthe	125 grammes.
Glycérine	$\frac{1}{2}$ litre.
Eau de fleurs d'oranger	500 grammes.
Bicarbonate de soude	500 grammes.
Sulfate de soude	250 grammes.
Sulfate de magnésie	250 grammes.
Magnésie calcinée	60 grammes.
Camphre	125 grammes.
Coton hydrophile	500 grammes.
Bandes gaze, toile ou crépon	6 pièces.
Pâtes pectorales	250 grammes.
Acétate d'alumine	250 grammes.
Gouttes d'Hoffmann	30 grammes.
Tisane pectorale	125 grammes.
Séné	125 grammes.
Thé de guimauve	125 grammes.
Huile de ricin	60 grammes.
Mousse d'Islande	125 grammes.
Pastilles de borate de soude	100 grammes.
Vaseline boriquée	100 grammes.
Vaseline à l'oxyde de zinc	100 grammes.
Vaseline américaine	100 grammes.
Pastilles de santonine	20 grammes.
Teinture d'arnica	50 grammes.
Gouttes contre les maux de dents	10 grammes.
Thé purgatif	50 grammes.
Queues de cerises	100 grammes.
Pommade au camphre	30 grammes.
Onguent gris	100 grammes.
Essence de térébenthine	100 grammes.
Ammoniaque	100 grammes.
Eau blanche	$\frac{1}{2}$ litre.

ANLAGE E.

GEGENÜBERSTELLUNG

DER EINANDER ENTSPRECHENDEN DEUTSCHEN UND FRANZÖSISCHEN ZOLLSTRASSEN MIT ANGABE DER ZUSTÄNDIGEN ZOLLSTELLEN.

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
Strasse Huningue (Hünin- gen)-Weil/Friedlingen	Weil/Friedlingen (Rheinbrücke)	Huningue (Hünin- gen) [Strasse]	Strasse Weil-Huningue (Hünin- gen) [Nationalstrasse Nr. 69]
Eisenbahn Mulhouse (Mül- hausen)-Leopoldshöhe	Palmrain (Bahn- hof)	Palmrain	Eisenbahn Leopoldshöhe-Mul- house (Mülhausen)
Eisenbahn Mulhouse (Mül- hausen)-Müllheim	Neuenburg (Bahn- hof)	Neuenburg	Eisenbahn Müllheim-Mulhouse (Mülhausen)
Strasse Chalampé (Eich- wald)-Neuenburg	Neuenburg (Rhein- brücke)	Chalampé (Eichwald) [Rheinbrücke]	Strasse Neuenburg-Chalampé (Eichwald)
Eisenbahn Colmar-Freiburg	Breisäc (Bahnhof)	Altbreisach	Eisenbahn Freiburg-Colmar
Strasse Neuf-Breisach (Neu- breisach)-Altbreisach	Breisach (Rhein- brücke)	Strohstadt (Ile de Paille) [Rhein- brücke]	Strasse Altbreisach-Neuf-Bri- sach (Neubreisach)
Strasse Marckolsheim (Mar- kolsheim)-Sasbach	Sasbach	Marckolsheim (Mar- kolsheim) [Rhein- brücke]	Strasse Sasbach-Marckolsheim (Markolsheim) [Vizinalstrasse Nr. 23b]
Strasse Schönau-Weisweil	Weisweil	Schönau (Rhein- brücke)	Strasse Weisweil-Schönau (Vizinalstrasse Nr. 9 und 11)
Strasse Rhinau (Rheinau)- Kappel	Kappel	Rhinau (Rheinau) [Rheinbrücke]	Strasse Kappel-Rhinau (Rhei- nau) [Vizinalstrasse Nr. 5a]
Strasse Gerstheim - Otten- heim	Ottenham	Gerstheim (Rhein- brücke)	Strasse Ottenham-Gerstheim (Vizinalstrasse Nr. 124)
Strasse Strasbourg (Strass- burg)-Kehl	Kehl (Rheinbrücke)	Strasbourg (Strass- burg) [Rheinbrücke]	Strasse Kehl-Strasbourg (Strass- burg) [Nationalstrasse Nr. 4]
Eisenbahn Strasbourg (Strasbourg)-Appenweier	Kehl (Personen- bahnhof)	Strasbourg (Strass- burg)-Kehl	Eisenbahn Appenweier-Stras- bourg (Strasbourg)
Strasse Gamsheim-Freistett	Freistett	Gamsheim ¹ (Rhein- brücke)	Strasse Freistett-Gamsheim (Vizinalstrasse Nr. 9b und Nr. 94)
Strasse Drusenheim-Greffern	Greffern	Drusenheim (Rhein- brücke)	Strasse Greffern-Drusenheim (Vizinalstrasse Nr. 9b II)
Eisenbahn Strasbourg (Strasbourg)-Rastatt- Karlsruhe	Wintersdorf (Bahn- hof)	Wintersdorf	Eisenbahn Karlsruhe-Rastatt- Strasbourg (Strasbourg)
Strasse Seltz (Selz)-Plitters- dorf	Plittersdorf	Seltz (Selz) [Rhein- brücke]	Strasse Plittersdorf-Seltz (Selz) [Vizinalstrasse Nr. 8b I]

¹ Die Zollstelle Gamsheim ist noch nicht dem Zollverkehr eröffnet.

ANNEXE E

TABLEAU DE CONCORDANCE

DES ROUTES LÉGALES DOUANIÈRES ALLEMANDES ET FRANÇAISES, AVEC INDICATION DES BUREAUX DE DOUANE QUI LES DESSERVENT.

Routes douanières allemandes	Bureaux allemands	Bureaux français	Routes douanières légales françaises
Route de Huningue à Weil/ Friedlingen	Weil / Friedlingen (pont du Rhin)	Huningue-Route	Route de Weil à Huningue (Route nationale N° 69)
Voie ferrée de Mulhouse à Leopoldshöhe	Palmrain (gare)	Palmrain	Voie ferrée de Leopoldshöhe à Mulhouse
Voie ferrée de Mulhouse à Müllheim	Neuenburg (Neuen- bourg) [gare]	Neuenburg (Neuen- bourg)	Voie ferrée de Müllheim à Mulhouse
Route de Chalampé à Neuenburg (Neuenbourg)	Neuenburg (Neuen- bourg) [pont du Rhin]	Chalampé (pont du Rhin)	Route de Neuenburg (Neuen- bourg) à Chalampé
Voie ferrée de Colmar à Frei- burg (Fribourg)	Breisach (Brisach) [gare]	Altbreisach (Vieux Brisach)	Voie ferrée de Freiburg (Fri- bourg) à Colmar
Route de Neuf-Breisach à Altbreisach (Vieux - Bri- sach)	Breisach (Brisach) [pont du Rhin]	Ile-de-Paille (pont du Rhin)	Route de Altbreisach (Vieux- Brisach) à Neuf-Breisach
Route de Marckolsheim à Sasbach	Sasbach	Marckolsheim (pont du Rhin)	Route de Sasbach à Marckols- heim (chemin vicinal N° 23b)
Route de Schoenau à Weis- weil	Weisweil	Schoenau (pont du Rhin)	Route de Weisweil à Schoenau (chemin vicinal N° 9 et 11)
Route de Rhinau à Kappel	Kappel	Rhinau (pont du Rhin)	Route de Kappel à Rhinau (chemin vicinal N° 5a)
Route de Gerstheim à Otten- heim	Ottenham	Gerstheim (pont du Rhin)	Route d'Ottenham à Gerstheim (chemin vicinal N° 124)
Route de Strasbourg à Kehl	Kehl (pont du Rhin)	Strasbourg (pont du Rhin)	Route de Kehl à Strasbourg (route nationale N° 4)
Voie ferrée de Strasbourg à Appenweier	Kehl (gare de voya- geurs)	Strasbourg-Kehl	Voie ferrée d'Appenweier à Strasbourg
Route de Gamsheim à Freistett	Freistett	Gamsheim ¹ [pont du Rhin]	Route de Freistett à Gams- heim (chemin vicinal N° 9b et N° 94)
Route de Drusenheim à Greffern	Greffern	Drusenheim [pont du Rhin]	Route de Greffern à Drusen- heim (chemin vicinal N° 9bII)
Voie ferrée de Strasbourg à Rastatt-Karlsruhe (Carls- ruhe)	Wintersdorf (gare)	Wintersdorf	Voie ferrée de Karlsruhe (Carls- ruhe)-Rastatt à Strasbourg
Route de Seltz à Plittersdorf	Plittersdorf	Seltz (pont du Rhin)	Route de Plittersdorf à Seltz (chemin vicinal N° 8b I)

¹ Le bureau de Gamsheim n'est pas encore ouvert au trafic.

Deutsche Zollstrassen	Deutsche Zollstellen	Französische Zollstellen	Gesetzliche französische Zollstrassen
Eisenbahn Lauterbourg (Lauterbourg)-Wörth	Berg (Bahnhof)	Lauterbourg (Lauterbourg) [Bahnhof]	Eisenbahn Wörth-Lauterbourg (Lauterbourg)
Strasse Lauterbourg (Lauterbourg)-Neulauterbourg	Neulauterbourg	Lauterbourg (Lauterbourg) [Strasse]	Strasse Neulauterbourg-Lauterbourg (Lauterbourg) [Nationalstrasse Nr. 68]
Strasse Scheibenhard (Scheibenhardt) [Frankreich]-Scheibenhardt (Deutschland)	Scheibenhardt (Pfalz)	Scheibenhard (Scheibenhardt)	Strasse Scheibenhardt (Deutschland)-Scheibenhardt (Scheibenhardt) [Frankreich] (Vizinalstrasse Nr. 3a I)
Eisenbahn Wissembourg (Weissenburg)-Landau	Kapsweyer (Bahnhof)	Wissembourg (Weissenburg) [Bahnhof]	Eisenbahn Landau-Wissembourg (Weissenburg)
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Windhof-Schweighofen	Schweighofen	Wissembourg (Weissenburg) [Strasse]	Strasse Schweighofen-Windhof-Wissembourg (Weissenburg) [Vizinalstrasse Nr. 14b III]
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Schweigen	Schweigen	Wissembourg (Weissenburg) [Strasse]	Strasse Schweigen-Wissembourg (Weissenburg) [Nationalstrasse Nr. 63]
Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Weiler-St. Germanshof	Germanshof	Weiler	Strasse St. Germanshof-Wissembourg (Weissenburg) [Vizinalstrasse Nr. 46b I]
Strasse Lembach-Hirschthal	Hirschthal	Lembach	Strasse Hirschthal-Lembach (Vizinalstrasse Nr. 125 I und Nr. 3a)
—	—	Obersteinbach	Strasse Ludwigswinkel-Obersteinbach (Vizinalstrasse Nr. 53 und 3a)
Strasse Walschbronn-Kröppen	Kröppen	Walschbronn	Strasse Kröppen-Walschbronn (Grossverkehrsstrasse Nr. 105)
Strasse Schweyen-Hornbach	Hornbach	Schweyen	Strasse Hornbach-Schweyen (Nationalstrasse Nr. 62)
—	—	Launstroff (Launsdorf)	Strasse Obertünsdorf-Launstroff (Launsdorf) [über den Weiler Scheuerwald], die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 7 und 7/1 überschreitend
Strasse Apach-Perl	Perl (Apacher Landstrasse)	Apach (Strasse)	Strasse Perl-Apach, die Grenze zwischen den Grenzsteinen Nr. 14/15 und 15/15 überschreitend
Eisenbahn Thionville (Diedenhofen)-Trier	Perl (Bahnhof)	Apach (Bahnhof)	Eisenbahn Trier-Thionville (Diedenhofen)

Routes douanières allemandes	Bureaux allemands	Bureaux français	Routes douanières légales françaises
Voie ferrée de Lauterbourg à Wörth	Berg (gare)	Lauterbourg (gare)	Voie ferrée de Wörth à Lauterbourg
Route de Lauterbourg à Neulauterburg (Neuf-Lauterbourg)	Neulauterburg (Neuf-Lauterbourg)	Lauterbourg (route)	Route de Neulauterburg (Neuf-Lauterbourg) à Lauterbourg [route nationale N° 68]
Route de Scheibenhard (France) à Scheibenhardt (Scheibenhard) [Allemagne]	Scheibenhardt (Scheibenhard) [Palmatinat]	Scheibenhard	Route de Scheibenhardt (Scheibenhard) [Allemagne] à Scheibenhard (France) [chemin vicinal N° 3a I]
Voie ferrée de Wissembourg à Landau.	Kapsweyer (gare)	Wissembourg (gare)	Voie ferrée de Landau à Wissembourg
Route de Wissembourg à Windhof-Schweighofen	Schweighofen	Wissembourg (route)	Route de Schweighofen-Windhof à Wissembourg (chemin vicinal N° 14b III)
Route de Wissembourg à Schweigen	Schweigen	Wissembourg (route)	Route de Schweigen à Wissembourg (route nationale N° 63)
Route de Wissembourg à St-Germanshof par Weiler	Germanshof	Weiler	Route de St-Germanshof à Wissembourg (chemin vicinal N° 46b I)
Route de Lembach à Hirschthal	Hirschthal	Lembach	Route de Hirschthal à Lembach (chemin vicinal N° 125 I et N° 3a)
—	—	Obersteinbach	Route de Ludwigswinkel à Obersteinbach (chemin vicinal N° 53 et 3a)
Route de Walschbronn à Kröppen	Kröppen	Walschbronn	Route de Kröppen à Walschbronn (chemin de grande communication N° 105)
Route de Schweyen à Hornbach	Hornbach	Schweyen	Route de Hornbach à Schweyen (route nationale N° 62)
—	—	Launstroff	Route d'Obertünsdorf à Launstroff, franchissant la frontière entre les bornes 7 et 7/1 et passant par le hameau de Scheuerwald
Route d'Apach à Perl	Perl (chaussée d'Apach)	Apach (route)	Route de Perl à Apach franchissant la frontière entre les bornes 14/15 et 15/15
Voie ferrée de Thionville à Trier (Trèves)	Perl (gare)	Apach (gare)	Voie ferrée de Trier (Trèves) à Thionville

ANLAGE F.

VERZEICHNIS

DER ZUR DURCHFUHR VON WAREN ZUGELASSENEN STRASSEN, WEGE UND SONSTIGEN GRENZÜBERGÄNGE,
DIE NICHT ZOLLSTRASSEN SIND.

a) ZUM ZWECK DER LAND- UND FORSTWIRTSCHAFTLICHEN BENUTZUNG VON GRUNDSTÜCKEN :

1. Der Weg von Perl und Oberperl nach Eft und Büschdorf auf seinem in französischem Gebiet liegenden Teil längs der Gewannen „Über die Strasse“ und „Schneeberg“ zwischen den Grenzsteinen Nr. 14 und Nr. 15 und den Doppelsteinen Nr. 2
Für die Bewohner von Eft, Büschdorf und Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg und Sehdorf ;
2. Der Weg, der längs der Grenze zuerst in Deutschland, dann in Frankreich von den Doppelsteinen Nr. 3 bis zu dem Dreibänner zwischen der Bürgermeisterei Orscholz und den Gemeinden Merschweiler und Manderen (Mandern) verläuft und in den Weg Eft-Schloss Meinsberg einmündet, sowie der letztere von dieser Kreuzung bis zu den Doppelsteinen Nr. 2
Für die Angehörigen beider Staaten ;
3. Der Weg von Schloss Meinsberg (Gemeinde Manderen [Mandern], Frankreich) nach Eft (Deutschland) und sein auf deutschem Gebiet gelegener Teil in der Richtung nach Tunting (Tüntingen)
Für die französischen Staatsangehörigen ;
4. Der Weg von Tunting (Tüntingen) [Nebenort der Gemeinde Manderen (Mandern), Frankreich] nach Eft (Deutschland)
Für die französischen Staatsangehörigen ;
5. Der Weg, der durch den Tüntingerwald der Grenze von dem Stein Nr. 9 bis zu dem Stein Nr. 37 folgt und dabei abwechselnd auf den beiden Gebieten verläuft
Für die Angehörigen beider Staaten ;
6. Der Weg von Scheuerwald (Nebenort der Gemeinde Launstroff [Launsdorf], (Frankreich) nach Büschdorf (Deutschland).
Für die französischen Staatsangehörigen ;
7. Der Weg, der von der Blumenauer Mühle (Saargebiet) ausgeht, die Schwalb überschreitet, in den Weg von Volmunster [Wolmünster] (Frankreich) nach Hornbach (Deutschland) auf dem rechten Ufer der Schwalb einmündet, an der Schweyener Mühle vorbeiführt und die Grenze zwischen den Steinen Nr. 1 und 2 erreicht
Für die deutschen Staatsangehörigen ;
8. Der Weg, der von der Strasse Hornbach-Volmunster (Wolmünster) unweit des Steines Nr. 1 abzweigt, auf deutscher Seite längs der „Schwalber Klamm“ verläuft und zweimal die Grenze beiderseits des Steines Nr. 5 schneidet,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
9. Der Weg, der zwischen dem Stein Nr. 10 und dem Vierbänner Hornbach-Mauschbach-Schweyen-Rolbing (Rolbingen) längs der Grenze in Frankreich verläuft und etwa 100 m nördlich hiervon die Strasse Zweibrücken-Bitche (Bitsch) erreicht, sowie der Teil dieser Strasse zwischen der genannten Kreuzung und den Steinen Nr. 1 und 1/1,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
10. Der Teil des Weges auf französischem Gebiet zwischen dem Stein Nr. 14 (Dietrichingen-Rolbing [Rolbingen]) etwa 800 m nördlich von Rolbing (Rolbingen) und der Saubücke, wo die Doppelsteine Nr. 3 stehen,
Für die deutschen Staatsangehörigen ;
11. Der Weg, der bei Riedelberg-Walschbronn längs der Grenze auf deutschem Gebiet zwischen den Doppelsteinen Nr. 2 und 3 verläuft, sowie die „Saubücke“ und der „Sausteg“.
Für die französischen Staatsangehörigen, um die Grundstücke am Rande des Strohlbachs zu bewirtschaften ;
12. Die Strasse Kröppen-Walschbronn von ihrem Übergang in französisches Gebiet zwischen den Steinen Nr. 21/1 und 22 bis zu ihrem Schnitt mit dem Wege, der längs des Nordrandes der Trualbe (Schwarzbach) verläuft, sowie dieser Weg selbst von dem bezeichneten Schnitt bis zur Grenze bei Stein Nr. 29
Für die deutschen Staatsangehörigen ;

ANNEXE F

LISTE

DES ROUTES, CHEMINS ET AUTRES PASSAGES DE FRONTIÈRE QUI NE SONT PAS DES ROUTES DOUANIÈRES
ET QUI SERONT OUVERTS AU TRAFIC DES MARCHANDISES.

a) AUX FINS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIÈRE DE BIENS-FONDS :

- 1^o Pour les habitants d'Eft, de Büschdorf et Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg et Sehndorf :
Le chemin de Perl et Oberperl à Eft et Büschdorf, sur sa partie située sur le territoire français le long des lieux dits : « Über die Strasse » et « Schneeberg », entre les bornes frontières N^o 14 et N^o 15 et les doubles bornes N^o 2 ;
- 2^o Pour les ressortissants des deux Etats :
Le chemin qui longe la frontière, d'abord en Allemagne, puis en France, depuis les bornes jumelles N^o 3 jusqu'aux bornes tribanales entre la commune d'Orscholz et les communes de Merschweiler et Manderen, et qui aboutit à la route d'Eft au Château de Meinsberg, ainsi que cette dernière, depuis ce carrefour de chemins jusqu'aux bornes jumelles N^o 2 ;
- 3^o Pour les ressortissants français :
Le chemin du château de Meinsberg (commune de Manderen, France) vers Eft (Allemagne) et sa partie située sur le territoire allemand dans la direction de Tunting ;
- 4^o Pour les ressortissants français :
Le chemin de Tunting (annexe de la commune de Manderen, France) vers Eft (Allemagne) ;
- 5^o Pour les ressortissants des deux Etats :
Le chemin qui, passant par la forêt de Tunting, suit la frontière depuis la borne N^o 9 jusqu'à la borne N^o 37, empruntant alternativement les deux territoires ;
- 6^o Pour les ressortissants français :
Le chemin de Scheuerwald (annexe de la commune de Launstroff, France) vers Buschsdorf (Allemagne) ;
- 7^o Pour les ressortissants allemands :
Le chemin qui, partant du moulin de Blumenau (territoire de la Sarre), franchit la Schwalb et aboutit sur la rive droite de la Schwalb, au chemin de Volmunster (France) à Hornbach (Allemagne), passe près du moulin de Schweyen et atteint la frontière entre les bornes N^{os} 1 et 2 ;
- 8^o Pour les ressortissants des deux Etats :
Le chemin qui, partant de la route de Hornbach à Volmunster, non loin de la borne N^o 1, s'avance du côté de l'Allemagne le long du ravin de la Schwalb et traverse deux fois la frontière en deçà et au delà de la borne N^o 5 ;
- 9^o Pour les ressortissants des deux États :
Le chemin qui passe sur le territoire français le long de la frontière entre la borne N^o 10 et la borne bi-jumelle de Hornbach-Mauschbach-Schweyen-Rolbing, et rejoint de là, à une centaine de mètres au Nord, la route de Zweibrücken (Deux-Ponts) à Bitche ainsi que la partie de cette route comprise entre ledit carrefour des chemins et les bornes N^{os} 1 et 1/1 ;
- 10^o Pour les ressortissants allemands :
Le tronçon du chemin sur le territoire français entre la borne N^o 14 (Dietrichingen-Rolbing) à 800 mètres environ au Nord de Rolbing et du pont dit Saubrücke, à l'endroit où se trouvent les bornes jumelles N^o 3 ;
- 11^o Pour les ressortissants français qui exploitent les biens au bord du Strohlbach :
Le chemin qui longe la frontière près de Riedelberg-Walschbronn sur le territoire allemand, entre les bornes jumelles N^{os} 2 et 3, ainsi que le pont dit Saubrücke et le Sausteg ;
- 12^o Pour les ressortissants allemands :
La route de Kröppen à Walschbronn, à partir de l'endroit où elle passe sur le territoire français entre les bornes N^{os} 21/1 et 22, jusqu'à son croisement avec le chemin qui longe le bord septentrional de la Trualbe (Schwarzbach), ainsi que ce chemin même depuis ledit croisement jusqu'à la frontière près de la borne N^o 29 ;

13. Die Forstwege, die von dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn-Hilst und Roppwiler (Roppweiler) an abwechselnd auf deutschem und französischem Gebiet zwischen dem genannten und dem folgenden Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn, Stürzelbronn und Roppwiler (Roppweiler) der Grenze entlang laufen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
14. Die Forstwege, die zwischen dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Eppenbrunn, Stürzelbronn und Roppwiler (Roppweiler) und dem Stein Nr. 12 über die Grenze hin- und hergehen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
15. Die Wege, die zwischen den Steinen Nr. 4 und 5, 8 und 10, 11 bis 21, 21 und 23, 23/4 und Stein Nr. 4 Fischbach-Niedersteinbach über die Grenze hin- und hergehen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
16. Der Weg Wengelsbach (Frankreich)-Schönau (Deutschland)-Hirschthal (Deutschland)-Lembach (Frankreich)
Für die französischen Staatsangehörigen ;
17. Die Wege, die in dem Tal, genannt „Gangelsteich“, zwischen der Strasse Schönau-Lembach bei den Steinen Nr. 20 und 21 und dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Schönau, Hirschthal und Lembach und zwischen den beiden Dreibännern über die Grenze hin- und hergehen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
18. Die Wege, die zwischen den Steinen Nr. 3 und 9 einerseits, den Steinen Nr. 10 und 14 andererseits und endlich zwischen den Steinen Nr. 22/1 und 22 bei Nothweiler, Bobenthal und Wingen über die Grenze hin- und hergehen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
19. Der Weg, der zwischen den Steinen Nr. 12 bis 22 in der Nähe der Gemeinden Bobenthal und Wingen über die Grenze hin- und hergeht,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
20. Der Weg Weiler-Schlossgut Langenberg in seinem auf deutschem Gebiet zwischen den Steinen Nr. 7/2, 7/3 und 7/4 gelegenen Teile
Für die französischen Staatsangehörigen ;
21. Die Wege, die zwischen dem Dreibänner, den Gemeinden Bobenthal, Schweigen und Wissembourg (Weissenburg) und dem Stein Nr. 34, ferner zwischen den Steinen Nr. 42 bis 51 und endlich zwischen dem letzteren und den Steinen Nr. 59, 60, 61/1 über die Grenze hin- und hergehen,
Für die Angehörigen beider Staaten ;
22. Der Weg von Scheibehardt nach Neulauterbourg und Lauterbourg (Lauterbourg) von Stein Nr. 5 bis zu seinem Übergang in französisches Gebiet zwischen den Steinen Nr. 22 und 23
Für die französischen Staatsangehörigen ;
23. Die Strasse Wissembourg (Weissenburg)-Schweigen-St. Paul
Für die Bewohner des Schlossgutes St. Paul.

B. ZUM ZWECHE DER BEFÖRDERUNG VON HOLZ UND ANDEREN FORSTWIRTSCHAFTLICHEN ERZEUGNISSEN :

1. Aus den Forsten Hohe Reissen, Höchstberg und Rösselberg die Wege auf deutschem Gebiet, die auf die beiden Strassen Ludwigswinkel-Eppenbrunn und Ludwigswinkel-Obersteinbach führen, sowie die beiden letzteren Strassen selbst,
Für die französischen Staatsangehörigen ;
2. Aus dem Forst „Adelsberg“ (Deutschland) die Strasse Stürzelbronn-Obersteinbach, und zwar von ihrem Schnitt mit der Departementsgrenze zwischen dem Departement Moselle (Mosel) und dem Departement Bas-Rhin (Nieder-Rhein) bis zu ihrem Schnitt mit der Strasse Ludwigswinkel-Obersteinbach sowie die Wege zwischen den oben beschriebenen Wegeteilen und der Grenze
Für die deutschen Staatsangehörigen ;
3. Aus dem Forst Armersberg (Deutschland) der längs der Grenze auf französischem Gebiet von Obersteinbach zu dem Dreibänner zwischen den Gemeinden Fischbach, Schönau und Niedersteinbach führende Wege sowie die Forstwege zwischen diesem Weg und der Grenze,
Für die deutschen Staatsangehörigen ;
4. Aus dem Forst Dachsberg der Weg Schönau-Wengelsbach zwischen dem Weiler Wengelsbach und den Steinen Nr. 54, 55 auf französischem Gebiet,
Für die deutschen Staatsangehörigen ;

13° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins forestiers qui, à partir de la borne tribanale, longent la frontière entre les communes d'Eppenbrunn-Hilst et de Roppwiler, alternativement sur les territoires français et allemand, entre ladite borne tribanale et la borne tribanale suivante entre les communes d'Eppenbrunn, Sturzelbronn et Roppwiler ;

14° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins forestiers qui chevauchent la frontière entre la borne tribanale entre les communes d'Eppenbrunn, Sturzelbronn et Roppwiler et la borne N° 12 ;

15° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins forestiers qui chevauchent la frontière entre les bornes N°s 4 et 5, 8 et 10, 11 à 21, 21 et 23, 23/4, et la borne N° 4 Fischbach-Niedersteinbach ;

16° Pour les ressortissants français :
Les chemins de Schönau (Allemagne) à Wengelsbach (France), et de Schönau-Hirschthal (Allemagne) à Lembach (France) ;

17° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins qui chevauchent la frontière dans le vallon dit « Gangelsteich » entre la route de Schönau à Lembach, près des bornes N°s 20 et 21 et la borne tribanale, entre les communes de Schönau Hirschthal et Lembach et entre les deux bornes tribanales ;

18° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins qui chevauchent la frontière entre les bornes N°s 3 et 9 d'un côté et N°s 10 et 14 de l'autre, et finalement entre les bornes N°s 21/2 et 22 près de Nothweiler, Bobenthal et Wingen ;

19° Pour les ressortissants des deux États :
Le chemin qui chevauche la frontière entre les bornes N°s 12 à 22 à proximité des communes de Bobenthal et de Wingen ;

20° Pour les ressortissants français :
Le chemin de Weiler à Schlossgut Langenberg dans sa partie située sur le territoire allemand entre les bornes N°s 7/2, 7/3 et 7/4 ;

21° Pour les ressortissants des deux États :
Les chemins qui chevauchent la frontière entre la borne tribanale, les communes de Bobenthal, Schweyen et Wissembourg et la borne N° 34, en outre entre les bornes N°s 42 à 51, et finalement entre cette dernière et les N°s 59, 60 et 61/1 ;

22° Pour les ressortissants français :
Le chemin de Scheibenhart à Neulauterbourg (Neuf-Lauterbourg) et à Lauterbourg, à partir de la borne N° 5 jusqu'à son entrée en France entre les bornes N°s 22 et 23 ;

23° Pour les habitants de Schlossgut Saint-Paul :
La route de Wissembourg à Schweigen et Saint-Paul.

b) EN VUE DU TRANSPORT DU BOIS ET D'AUTRES PRODUITS FORESTIERS.

1° Pour les ressortissants français :
En venant des forêts de Hohe Reissen, Höchstberg et Rösselberg, les chemins qui s'étendent sur le territoire allemand et rejoignent les deux routes de Ludwigswinkel à Eppenbrunn et de Ludwigswinkel à Obersteinbach, ainsi que ces deux dernières routes ;

2° Pour les ressortissants allemands :
En venant de la forêt d'Adelsberg (Allemagne), la route de Sturzelbronn à Obersteinbach à partir de son point d'intersection avec la frontière départementale des départements de la Moselle et du Bas-Rhin jusqu'au point où elle coupe la route de Ludwigswinkel à Obersteinbach, ainsi que les chemins entre les parties de routes indiquées ci-dessus et la frontière ;

3° Pour les ressortissants allemands :
En venant de la forêt d'Amersberg (Allemagne), le chemin qui longe la frontière sur territoire français et qui va d'Obersteinbach à la borne tribanale entre les communes de Fischbach, de Schönau et de Niedersteinbach, ainsi que les chemins forestiers entre ce chemin et la frontière ;

4° Pour les ressortissants allemands :
En venant de la forêt de Dachsberg, le chemin de Schönau à Wengelsbach, entre le hameau de Wengelsbach et les bornes N°s 54 et 55 sur territoire français ;

5. Aus dem Waldgebirge zwischen dem Maymond und dem Tal des Sauerbachs die beiden Wege Schönau-Wengelsbach und Schönau-Hirschthal-Lembach sowie die zwischen diesen und der Grenze gelegenen Wege,

Für die französischen Staatsangehörigen ;

6. Aus dem Forst Schlossberg und einem Teil des Forstes „Hundsloch“, beide in Deutschland gelegen, der Weg von Wingen zu dem Sattel, wo die Steine Nr. 15 und 16 stehen, und zwar von seinem Schnitt mit dem von dem Sattel nach Osten führenden Wege, wo der Dreibanner zwischen Nothweiler Bobenthal und Wingen steht ; dieser letztere Weg und die östlich und westlich davon zwischen den vorerwähnten und der Grenze gelegenen Wege,

Für die deutschen Staatsangehörigen ;

7. Die Strasse, die auf dem linken Lauterufer von Bobenthal nach Wissembourg (Weissenburg) über den St. Germanshof führt, in seinem auf deutschem Gebiet gelegenen Teile zwischen der Siebenteiler Brücke und dem Stein Nr. 3,

Für die französischen Staatsangehörigen ;

8. Aus dem Gemeindewald Bobenthal, dem Staatswald und dem oberen Mundatwald die Wegestrecken Rechtenbach-Schweigen-Wissembourg (Weissenburg)-Weiler-Bobenthal und die Wegestrecken Scheidt-Steinfeld-Kapsweyer-Schweighofen-Wissembourg (Weissenburg)-Weiler-Bobenthal über Schloss Langenberg und Villa Vogelsberg,

Für die Bewohner der deutschen Gemeinden Schweigen, Rechtenbach, Schweighofen, Kapsweyer Steinfeld, Scheidt und Bobenthal.

ANLAGE G.

BESCHREIBUNG

DER IN ARTIKEL 36 VORGEGEHENEN ZUSATZBEZIRKE.

DEUTSCHER ZUSATZBEZIRK.

Der Zusatzbezirk auf deutscher Seite wird durch eine Linie begrenzt, deren Verlauf folgender ist ¹

Die Linie beginnt in dem östlich von Orscholz gelegenen Schnittpunkt der Grenze gegen das Saargebiet mit der Saar und verläuft von hier in nordwestlicher Richtung östlich an Weiten und Freudenburg und westlich an Trassem vorbei bis Cahren. Von Cahren folgt die Linie der Landstrasse über Saarburg Beurig, Irsch, Niederzerf, Baldringen, Hentern, Frommersbach, Mandern nach Waldweiler, sodann auf der Strasse von Waldweiler über Weiskirchen, Steinberg, Reidelbach, Wadrill, Sitzerath, Bierfeld, Nonnweiler nach Otzenhausen.

Von Otzenhausen führt die Linie auf der Landstrasse über Waldbach, Eisen nach Achtelsbach, sodann über Achtelsbach hinaus bis zu dem Punkte, wo in die Strasse Achtelsbach-Brücken der Weg von Traunen einmündet, folgt dem Wege nach Traunen und Dambach, sodann in nordöstlicher Richtung dem Wege bis zu dessen Einmündung in die Strasse von Birkenfeld nach Bahnhof Birkenfeld-Neubücke ; von hier verläuft sie auf dieser Strasse über Bahnhof Birkenfeld-Neubücke, Hoppstädten, Heimbach, Linden, Föhren, Berschweiler, Thallichtenberg nach Pfeffelbach.

Von Pfeffelbach verläuft die Linie in südlicher Richtung auf dem Feldwege nach Albessen, von Albessen auf der Strasse über Konken und Wahnwegen am Sangerhof vorbei nach Trahweiler und Haschbach, von hier auf dem Feldwege nach Nanzweiler und sodann auf der Landstrasse über Nanzdiezweiler und Hütschenhausen nach Hauptstuhl ; von Hauptstuhl folgt sie der Kaiserstrasse bis Mühlbach sodann der Landstrasse über Langwieden, Gerhardsbrunn nach Oberhausen, von dort dem Feldwege nach Schmittshausen und sodann der Landstrasse Schmittshausen-Rieschweiler bis zum Schnittpunkt dieser Strasse mit der nordöstlichen Grenze der Gemeinde Rieschweiler. Die Linie verläuft sodann in westlicher Richtung entlang den nördlichen Grenzen der Gemeinden Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach und Zweibrücken bis zum nordwestlichen Schnittpunkt der letzteren Gemeindegrenze mit der Grenze des Saargebiets. Von diesem Schnittpunkt folgt sie zuerst nach Norden, dann nach Westen und endlich nach Süden der deutsch-saarländischen Grenze bis zu dem obenerwähnten Schnittpunkt östlich von Orscholz.

¹ *Anmerkung.* Alle Orte, über die die Linie verläuft, gehören zum Zusatzbezirk, während diejenigen Orte, bei denen angegeben ist, dass die Linie an ihnen vorbeizieht, ausserhalb des Zusatzbezirks liegen.

5° Pour les ressortissants français :

En venant du Waldgebirge entre le Maymond et la vallée du Sauerbach, les deux chemins de Schönau à Wengelbach et de Schönau à Hirschthal et Lembach, ainsi que les chemins situés entre les précédents et la frontière ;

6° Pour les ressortissants allemands :

En venant de la forêt du Schlossberg et d'une partie de la forêt du Hundsloch, toutes deux situées en territoire allemand, le chemin qui mène de Wingen à la crête où se trouvent les bornes N^{os} 15 et 16 à partir de son intersection avec celui qui, de la crête, se dirige vers l'Est au point où se trouve la borne tribanale, entre Nothweiler, Bobenthal et Wingen ; ce dernier chemin et ceux qui sont situés à l'Est et à l'Ouest entre les précédents et la frontière ;

7° Pour les ressortissants français :

La route qui mène, sur la rive gauche de la Lauter, de Bobenthal à Wissembourg, en passant par St-Germanshof, dans sa partie située en territoire allemand, entre le pont de Siebenthal et la borne N^o 3 ;

8° Pour les habitants des communes allemandes de Schweigen et de Rechtenbach, de Schweighofen, de Kapsweyer, de Steinfeld, de Scheidt et de Bobenthal :

En venant de la forêt de Bobenthal, de la forêt fiscale et de la forêt du Mundat supérieur, les tronçons de route de Rechtenbach-Schweigen-Wissembourg-Weiler-Bobenthal et de Scheidt-Steinfeld-Kapsweyer-Schweighofen-Wissembourg-Weiler-Bobenthal par le château de Langenberg et la villa Vogelsberg.

ANNEXE G

DESCRIPTION

DES ZONES COMPLÉMENTAIRES VISÉES A L'ARTICLE 36.

ZONE COMPLÉMENTAIRE ALLEMANDE.

La zone complémentaire allemande est délimitée par une ligne dont le tracé est le suivant ¹ :

Cette ligne part du point d'intersection, situé à l'Est d'Orscholz, de la frontière germano-sarroise avec la Sarre ; de là, passant à l'Est de Weiten et Freudenburg et à l'Ouest de Trassem, elle se dirige vers le Nord-Ouest jusqu'à Cahren. De Cahren, la ligne suit la route par Saarburg, Beurig, Irsch, Niederzerf, Baldringen, Hentern, Frommersbach, Mandern, jusqu'à Waldweiler, ensuite la route de Waldweiler par Weiskirchen, Steinberg, Reidelbach, Wadrill, Sitzerath, Bierfeld, Nonnweiler jusqu'à Otzenhausen.

De Otzenhausen, la ligne suit la route par Waldbach, Eisen, jusqu'à Achtelsbach et ensuite, au delà d'Achtelsbach, la même route jusqu'au point où le chemin venant de Traunen débouche sur la route d'Achtelsbach à Brücken ; elle suit le chemin allant à Traunen et Dambach et ensuite, dans la direction N.-E., ce même chemin jusqu'à sa rencontre avec la route allant de Birkenfeld à la gare de Birkenfeld-Neubricke ; de ce point, elle suit la route allant par la gare de Birkenfeld-Neubricke, Hoppstädten, Heimbach, Linden, Fohren, Berschweiler, Tallichtenberg, à Pfeffelbach.

De Pfeffelbach, la ligne se dirige vers le Sud en suivant le chemin de terre allant à Albessen ; de Albessen, elle suit la route par Konken et Wahnwegen, passe devant le Sangerhof pour gagner Trauweiler et Haschbach ; de là, elle suit le chemin de terre allant à Nanzweiler et ensuite la route qui mène, par Nanzdiezweiler et Hütschenhausen à Hauptstuhl ; à partir de Hauptstuhl, elle suit la route impériale jusqu'à Mühlbach, puis la route qui, par Langwieden, Gerhardsbrunn, mène à Oberhausen ; de ce point elle suit le chemin de terre allant à Schmittshausen et ensuite la route de Schmittshausen à Rieschweiler jusqu'à l'intersection de cette route avec la limite N.-E. de la commune de Rieschweiler. La ligne se dirige ensuite vers l'Ouest longeant les limites septentrionales des communes de Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach et Zweibrücken (Deux-Ponts) jusqu'au point d'intersection N.-O. de la limite de cette dernière commune avec la frontière du territoire de la Sarre. De ce point d'intersection, elle suit la frontière germano-sarroise, d'abord vers le Nord, ensuite vers l'Ouest, puis vers le Sud jusqu'à l'intersection mentionnée ci-dessus, à l'Est d'Orscholz, de ladite frontière avec la rivière de la Sarre.

¹ Note. — Toutes les localités par lesquelles passe la ligne doivent être considérées comme appartenant à la zone complémentaire. Par contre, sont situées en dehors de la zone les localités devant lesquelles passe cette ligne.

FRANZÖSISCHER ZUSATZBEZIRK.

Der französische Zusatzbezirk umfasst das Gebiet folgender Gemeinden :

Arrondissement Thionville (Diedenhöten)

Waldweistroff (Waldweisdorf).
Laumesfeld.

Monneren.

Arrondissement Boulay (Bolchen)

Alzing.
Berviller (Berweiler).
Bibiche (Bibisch).
Bisten-en-Lorraine (Bisten im Loch).
Boucheporn (Buschborn).
Bouzonville (Busendorf).
Brettnach.
Château-Rouge (Rothendorf).
Colmen.
Creutzwald-la-Croix (Kreuzwald).
Dalem.
Falck (Falk).
Filstroff (Filsdorf).
Freistroff (Freisdorf).
Guerstling (Gerstlingen).
Guerting (Gertingen).
Ham-sous-Varsberg (Ham am Varsberg).
Hergarten-aux-Mines (Hergarten a. d. Sonnenmühle).
Heining (Heiningen).
Merten.
Neunkirchen.

Oberdorff (Oberdorf).
Rémering-les-Hergarten (Reimeringen).
Rémelfang (Remelfangen).
Teterchen.
Tromborn.
Varsberg.
Vaudreching (Wallerchen).
Velving (Welwingen).
Villing (Willingen).
Vœfling-les-Bouzonville (Wölflingen).
Coume (Kuhmen).
Holling (Hollingen).
Longeville-les-Saint-Avold (Lubeln).
Obervisse (Oberwiese).
Saint-François (St. Franz).
Anzeling (Anzelingen).
Chermery-les-Deux (Schemerich).
Menskirch.
Niedervisse (Niederwiese).
Ottonville (Ottendorf).
Valmunster (Valmünster).
Zimming (Zimmigen).

Arrondissement Forbach

Alsting (Alstingen).
Barst.
Behren-les-Forbach (Behren).
Bening-les-St.-Avold (Beningen).
Betting (Bettingen).
Bousbach (Buschbach).
Cappel.
Carling (Karlingen).
Cocheren (Kochern).
Diebling (Dieblingen).
Dourd'hal (Durschthal).
Rosbruck (Rossbrücken).
Saint-Avold (St. Avold).
Schoeneck (Schönecken).
Seingbouse (Sengbusch).
Spicheren (Spichern).
Stiring-Wendel (Stieringen-Wendel).
Tenteling (Tentelingen).
Théding (Thedingen).
Valmont (Walmen).
Willerwald.

Ernestviller (Ernstweiler).
Etzling (Etzlingen).
Farschviller (Farschweiler).
Farébersviller (Pfarrebersweiler).
Folkling (Folklingen).
Forbach.
Freyming (Freimengen).
Guenviller (Genweiler).
Henriville (Herrschweiler).
Hombourg-Haut (Oberhomburg).
Kerbach.
Lachambre (Kammern).
L'Hôpital (Spittel).
Macheren (Machern).
Merlebach (Merlenbach).
Metzing (Metzingen).
Morsbach.
Nousseviller-les-Puttelang (Nussweiler).
Oeting (Ötingen).
Petite-Rosselle (Klein-Rosseln).
Porcellette.

ZONE COMPLÉMENTAIRE FRANÇAISE.

La zone complémentaire française comprend le territoire des communes ci-après énumérées :

Arrondissement de Thionville.

Waldweistroff.
Laumesfeld.

Monneren.

Arrondissement de Boulay.

Alzing.
Berviller.
Bibiche.
Bisten-en-Lorraine.
Boucheporn.
Bouzonville.
Brettnach.
Château-Rouge.
Colmen.
Creutzwald-la-Croix.
Dalem.
Falck.
Filstroff.
Freistroff.
Guerstling.
Guerting.
Ham-sous-Varsberg.
Hergarten-aux-Mines.
Heining.
Merten.
Neunkirchen.
Oberdorff.

Réméring-les-Hergarten.
Rémelfang.
Teterchen.
Tromborn.
Varsberg.
Vaudreching.
Velving.
Villing.
Vœlfling-lès-Bouzonville.
Coume.
Holling.
Longeville-lès-Saint-Avold.
Obervisse.
Saint-François.
Anzeling.
Chemery-les-Deux.
Menskirch.
Niedervisse.
Ottonville.
Valmunster.
Zimming.

Arrondissement de Forbach.

Alsting.
Barst.
Behren-lès-Forbach.
Bening-lès-St. Avold.
Betting.
Bousbach.
Cappel.
Carling.
Cocheren.
Diebling.
Dourdh'al.
Rosbruck.
Saint-Avold.
Schœneck.
Seingbouse.
Spicheren.
Stiring-Wendel.
Tenteling.
Théding.
Valmont.
Willerwald.

Ernestviller.
Etzling.
Farschviller.
Farébersviller.
Folkling.
Forbach.
Freyming.
Guenviller.
Henrville.
Hombourg-Haut.
Kerbach.
Lachambre.
L'Hôpital.
Macheren.
Merlebach.
Metzing.
Morsbach.
Nousseviller-lès-Puttelange.
Oeting.
Petite-Rosselle.
Porcelette.

Arrondissement Sarreguemines (Saargemünd)

Hottviller (Hottweiler).	Remelfing (Remelfingen).
Erching (Erchingen).	Rouhling (Ruhlingen).
Nousseviller-les-Bitche (Nussweiler).	Sarreguemines (Saargemünd):
Rolbing (Rolbingen).	Sarreinsming (Saareinsmingen).
Epping (Eppingen).	Welferding (Wölferdingen).
Obergailbach.	Wiesviller (Wiesweiler).
Rimling (Rimlingen).	Wittring (Wittringen).
Bliesbruck (Bliesbrücken).	Woelfling (Wölflingen).
Blies-Ebersing (Blies-Ebersingen).	Woustviller (Wustweiler).
Blies-Guersviller (Blies-Gersweiler).	Zetting (Settingen).
Folpersviller (Folpersweiler).	Siersthal.
Frauenberg.	Achen.
Grosbliederstroff (Grossblittersdorf).	Bettviller (Bettweiler).
Grundviller (Grundweiler).	Gros-Réderching (Gross-Rederchingen).
Guebenhouse (Gebenhausen).	Petit-Réderching (Klein-Rederchingen).
Hambach.	Rohrbach.
Hundling (Hundlingen).	Schorbach.
Ippling (Ipplingen).	Bining (Biningen).
Lixing-les-Rouhling (Lixingen b. Ruhlingen).	Etting (Ettingen).
Loupershouse (Lupershausen).	Lambach.
Neufgrange (Neuscheuern).	Kalhausen (Kahlhausen).
Neunkirch-lès-Sarreguemines (Neunkirch b. Saargemünd).	

ANLAGE H.

VETERINÄRPOLIZEILICHE AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN.

I

Im Grenzbezirk ist der Verkehr der in Artikel 16 bezeichneten Tiere, die zur Gattung der Pferde, Esel, Rinder, Schafe, Ziegen oder Hunde gehören, unter Beachtung nachstehender Vorschriften gestattet :

Die Eigentümer und Pächter von Grundstücken haben eine Beschreibung der ihnen gehörenden Tiere zu liefern, die folgende Angaben zu enthalten hat : Gattung und Geschlecht, Rasse, Farbe und Abzeichen, Alter und Grösse, ferner bei den zur Gattung der Rinder gehörenden Tieren ihr ungefähres Gewicht, sowie die Erkennungszeichen (Abs. 3). Diese Beschreibung ist den Zollbehörden der beiden beteiligten Länder alljährlich vor dem 1. Januar nach den von diesen Behörden zu erlassenden Anweisungen einzureichen. Die im Laufe des Jahres eintretenden Veränderungen sind diesen Behörden ebenfalls anzuzeigen.

Alle Tiere, die in dem Nachbarstaat zur Arbeit, zum Weidegang oder zur Aufstallung gebracht werden sollen, sind folgendermassen zu kennzeichnen :

1. Die zur Gattung der Pferde, Esel oder Rinder gehörenden Tiere sind durch Einbrennen eines grossen lateinischen D (deutsches Vieh) oder F (französisches Vieh) auf den linken Vorderhuf (Einhuf), auf das linke Horn oder die linke Vorderklaue (Rindvieh) zu kennzeichnen. Die gleichen Buchstaben sind durch entsprechenden Haarschnitt auf ihrer linken Hinterbacke anzubringen ; die Grösse des Haarschnittes, der in entsprechenden Zeitabständen zu erneuern ist, muss mindestens 10 cm betragen.

2. Bei den zur Gattung der Schafe und Ziegen gehörenden Tieren hat das Zeichen in einer Metallmarke zu bestehen, die am linken Ohr befestigt wird und in die jeweils der Buchstabe D oder F eingepreßt ist.

3. Die zur Gattung der Hunde gehörenden Tiere haben ständig ein Halsband zu tragen, das mit einem Schilde versehen ist, auf dem Namen, Vornamen und Wohnort des Eigentümers angegeben sind.

Mindestens einmal im Jahre sind die Tiere, und zwar die zur Weide gehenden beim Beziehen der Weiden, die Reit-, Zug- und Lasttiere zu Beginn des Frühlings, beim Grenzübergang durch den beam-

Arrondissement de Sarreguemines.

Hottviller.	Rouhling.
Erching.	Sarreguemines.
Nousseviller-lès-Bitche.	Sarreinsming.
Rolbing.	Welfering.
Epping.	Grundviller.
Obergailbach.	Wiesviller.
Rimling.	Wittring.
Bliesbruck.	Wœlfing.
Blies-Ebersing.	Woustviller.
Blies-Guersviller.	Zetting.
Folpersviller.	Siersthal.
Frauenberg.	Achen.
Grosbliederstroff.	Bettviller.
Guebenhouse.	Gros-Réderching.
Hambach.	Petit-Réderching.
Hundling.	Rohrbach.
Ipping.	Schorbach.
Lixing-lès-Rouhling.	Bining.
Loupershouse.	Etting.
Neufgrange.	Lambach.
Neunkirch-lès-Sarreguemines.	Kalhausen.
Remelfing.	

ANNEXE H

RÈGLEMENT DE POLICE VÉTÉRINAIRE

I.

La circulation, dans la zone frontalière, des animaux appartenant aux espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine ou canine visés à l'article 16, est autorisée moyennant l'observation des prescriptions ci-après :

Les exploitations devront fournir un état signalétique des animaux dont ils sont possesseurs, portant les mentions suivantes : espèce et sexe, race, couleur et particularités, âge, taille, poids approximatif pour les animaux de l'espèce bovine, ainsi que les marques (al. 3). Cet état devra être remis aux autorités douanières des deux pays intéressés avant le 1^{er} janvier de chaque année et dans les conditions qu'elles auront déterminées. Les mutations survenant en cours d'année devront également être notifiées aux mêmes autorités.

Tous les animaux devant être conduits dans l'Etat voisin pour le travail, la mise en pacage ou la stabulation doivent être marquées de la manière suivante :

1^o Les animaux appartenant aux espèces chevaline, asine ou bovine seront marqués au fer rouge sur le sabot antérieur gauche (solipèdes), la corne gauche ou le sabot antérieur gauche (bovidés), les animaux allemands d'un D majuscule, les animaux français d'un F majuscule. Ils doivent également être marqués aux ciseaux de la même majuscule dans le poil de la croupe gauche ; cette marque doit avoir au moins 10 centimètres de hauteur et être renouvelée en temps utile ;

2^o Pour les animaux des espèces ovine et caprine, la marque sera constituée par un bouton métallique fixé à l'oreille gauche et portant estampée, selon le cas, la lettre D ou la lettre F ;

3^o Les animaux de l'espèce canine devront porter en permanence un collier muni d'une plaque indiquant les noms, prénoms et domicile de leurs propriétaires.

Les animaux doivent être visités au moins une fois par an (les animaux allant en pacage, au moment où ils y vont, et les animaux de selle, de trait et de somme au début du printemps), au passage de la

teten Tierarzt des Zielstaates zu untersuchen. Bei ihrer Rückkehr in das Herkunftsland kann eine Untersuchung durch den beamteten Tierarzt des Herkunftslandes verfügt werden.

Bei Tieren, welche die Grenze öfters auf dem Hin- und Rückwege überschreiten, kann die Untersuchung häufiger angeordnet werden; sie soll jedoch im allgemeinen nicht öfters als einmal im Monat stattfinden.

Die Ergebnisse dieser tierärztlichen Untersuchungen sind von dem beamteten Tierarzt jedesmal in die Beschreibung der Tiere einzutragen, die in dem von der Regierung des Zielstaates bestimmten Zollamt hinterlegt ist.

Die notwendigen tierärztlichen Untersuchungen sind, sofern sie an den hierfür festgesetzten Tagen, Orten und Stunden erfolgen, kostenlos.

Die Rückkehr seuchenkranker und seuchenverdächtiger oder von einer Seuche angesteckter Tiere in das Herkunftsland darf nur mit Genehmigung der beiderseitigen Behörden erfolgen.

II

Der Führer der in Artikel 29 genannten Einhufer, die zur Beförderung von Fahrzeugen über die Grenze verwandt werden, hat ständig einen von der örtlich zuständigen Behörde des Herkunftslandes auszustellenden, mit dem amtlichen Stempel der betreffenden Behörde versehenen, zweisprachigen Ausweis nach anliegendem Muster bei sich zu führen, der den Namen und Wohnort des Eigentümers der Einhufer und die Beschreibung der Tiere enthält.

Diese Ausweise müssen mit einer Gesundheitsbescheinigung des beamteten Tierarztes des Zielstaates nach anliegendem Muster versehen sein.

Die Geltungsdauer dieser Bescheinigung beträgt sechs Monate.

III

1. Die beamteten Tierärzte der Bezirke, in denen die Grenzbezirke gelegt sind, haben sich gegenseitig am 1. jedes Monats den Stand der nachstehend aufgeführten Seuchen mitzuteilen. Ausserdem ist eine solche Mitteilung zu machen, und zwar binnen 24 Stunden, falls in einer seit mindestens 30 Tagen seuchenfreien Gemeinde ein neuer Seuchenfall festgestellt wird:

- a) Tollwut (Lyssa, Rabies, Hydrophobia);
- b) Rotz der Einhufer (Malleus);
- c) Beschälseuche (Exanthema coitale paralyticum);
- d) Maul- und Klauenseuche (Aptæ epizooticæ);
- e) Lungenseuche des Rindviehs (Pleuropneumonia contagiosa bovum);
- f) Pockenseuche der Schafe (Variola ovium);
- g) Räude der Einhufer und Schafe (Scabies);
- h) Rotlaufseuche der Schweine (Rhusiopathia suis);
- i) Schweinepest (Pestis suum);
- k) Rinderpest (Pestis bovinä).

Dabei sind die einzelnen Seuchenfälle unter genauer Angabe des Ortes, des Namens der Eigentümer, der Grösse der verseuchten Bestände und der Zahl der erkrankten Tiere aufzuführen.

Die bezeichneten Mitteilungen haben auch zu erfolgen, wenn kein Fall von ansteckender Krankheit zu melden ist.

Bei Ausbruch von Rinderpest in dem Gebiet des Nachbarstaates treten die in diesem Abkommen gewährten Vergünstigungen sofort ausser Kraft.

2. Im Falle des Ausbruchs von Lungenseuche der Rinder, von Pockenseuche der Schafe, von Maul- und Klauenseuche oder von Schweinepest im Nachbarstaat innerhalb einer Entfernung von 20 km von der Grenze können die vorstehenden, in dem gegenwärtigen Abkommen vorgesehenen Vergünstigungen für die Dauer der Seuchengefahr eingeschränkt werden.

Bei schwerer Seuchengefahr kann der Grenzverkehr mit Tieren ganz oder teilweise verboten werden.

Die zuständigen beamteten Tierärzte haben sich gegenseitig die veterinärpolizeilichen Beschränkungen oder Verbote gleichzeitig mit ihrer Anordnung mitzuteilen.

3. Tritt eine der in Ziffer 2 Abs. 1 vorstehend genannten Seuchen in einer Gemeinde des Grenzbezirks auf, so werden die Zollbehörden beider Länder von dem für den Seuchenort zuständigen beamteten Tierarzt hiervon benachrichtigt. Dabei hat der beamtete Tierarzt den seuchengefährdeten Bezirk genau zu bezeichnen und gleichzeitig alle erforderlichen Angaben über die zu ergreifenden Massnahmen zu machen. Bis zur Anordnung der endgültigen Schutzmassnahmen dürfen Tiere, die für die Seuche empfänglich sind, die Grenze von und nach dem gefährdeten Bezirk nicht mehr überschreiten.

frontière, par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel ils sont conduits. Au retour dans le pays d'origine, un examen par le vétérinaire officiel de ce pays peut être prescrit.

La visite des animaux qui traversent souvent la frontière à l'aller et au retour pourra être ordonnée plus fréquemment, sans toutefois qu'elle puisse être prescrite en général plus d'une fois par mois.

Les résultats de ces visites sanitaires doivent être consignés chaque fois par le vétérinaire officiel sur l'état signalétique déposé au bureau de douane désigné par le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel les animaux sont conduits.

Les examens vétérinaires sont gratuits, pour autant qu'ils ont lieu aux jours, lieux et heures fixés pour cette visite.

Le retour dans le pays d'origine d'animaux atteints, suspects ou contaminés d'une maladie épizootique, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation des deux administrations respectives.

II.

Le conducteur des solipèdes visés à l'article 29, employés à la traction de véhicules franchissant la frontière, doit être muni, en permanence, d'un certificat bilingue conforme au modèle ci-annexé, délivré par l'autorité locale compétente du pays d'origine, portant le cachet officiel de cette autorité et indiquant les noms et domicile du propriétaire des solipèdes, ainsi que le signallement des animaux.

Ces certificats doivent porter une attestation sanitaire conforme au modèle ci-annexé, délivrée par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel sont conduits les animaux.

La durée de validité de cette attestation est de six mois.

III.

1° Le premier de chaque mois, les vétérinaires officiels des circonscriptions territoriales où sont situées les zones frontalières se donnent mutuellement connaissance de l'état sanitaire relativement aux maladies énumérées ci-dessous ; en outre, la même communication sera faite, et ce dans les vingt-quatre heures, quand un nouveau cas de maladie contagieuse sera constaté dans une commune restée indemne d'épizootie depuis au moins trente jours :

- a) Rage (Lyssa, Rabies, Hydrophobia) ;
- b) Affection morvo-farcineuse des solipèdes (Malleus) ;
- c) Dourine (Exanthema coitale paralyticum) ;
- d) Fièvre aphteuse (Aphthæ epizooticæ) ;
- e) Pleuropneumonie contagieuse des bovidés (Pleuropneumonia contagiosa bovum) ;
- f) Clavelée des ovidés (Variola ovium) ;
- g) Gale des solipèdes et des ovidés (Scabies) ;
- h) Rouget des porcs (Rhusiopathia suis) ;
- i) Peste porcine (Testis suum) ;
- k) Peste bovine (Pestis bovina).

Les cas isolés de maladie doivent être signalés en indiquant exactement le lieu, le nom des propriétaires, le nombre des têtes du troupeau infecté et le nombre des animaux malades.

Il est également nécessaire de faire lesdites communications lorsqu'il n'y a aucun cas de maladie contagieuse à signaler.

En cas d'apparition de la peste bovine sur le territoire de l'Etat voisin, les facilités prévues par la présente convention cessent immédiatement.

2° En cas d'apparition, sur le territoire de l'Etat voisin, de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés, de la clavelée des ovidés, de la fièvre aphteuse ou de la peste porcine dans une zone de 20 kilomètres de profondeur à partir de la frontière, les facilités prévues dans la présente convention peuvent être restreintes pendant la durée du danger de contagion.

La circulation frontalière des animaux pourra être interdite en tout ou partie, en cas de danger grave de contagion.

Les vétérinaires officiels qualifiés sont tenus de se communiquer mutuellement les restrictions ou les interdictions d'ordre sanitaire au moment où celles-ci sont édictées.

3° Si une des maladies épizootiques visées au N° 2°, alinéa 1^{er}, ci-dessus, vient à apparaître dans une commune de la zone frontalière, avis en est donné à la douane des deux pays par le vétérinaire officiel qualifié pour le lieu contaminé. Ce vétérinaire officiel indiquera exactement la zone menacée d'épizootie et donnera en même temps toutes les indications nécessaires sur les mesures à prendre. Jusqu'au moment où les mesures de protection définitives seront prises, le franchissement de la frontière sera interdit à ceux des animaux en provenance ou à destination de la zone menacée, qui sont susceptibles d'être infectés.

AUSWEIS

ZUM GRENZÜBERTRITT FÜR DEN NACHSTEHEND BEZEICHNETEN EINHUFER
(PFERD, ESEL, MAULESEL, MAULTIER).

Besitzer :

Wohnort des Besitzers :

Gattung :

Geschlecht :

Rasse :

Alter :

Grösse :

Farbe :

Besondere Kennzeichen :

Unterschrift des Eigentümers
oder seines Vertreters :

Örtlich zuständige Behörde in :

Ort und Datum :

Unterschrift und Amtsbezeichnung des Beamten :

(Dienstsiegel)

AMTSTIERÄRZTLICHES ZEUGNIS.

Es wird hiermit amtstierärztlich bescheinigt, dass d vorstehend näher bezeichnete
am heutigen Tage untersucht und frei von Erscheinungen einer übertragbaren
Kränkheit befunden worden ist.

Ort und Datum :

Unterschrift und Amtsbezeichnung des Tierarztes :

(Dienstsiegel)

CERTIFICAT

DE FRANCHISSEMENT DE LA FRONTIÈRE POUR LE SOLIPÈDE CI-APRÈS DÉSIGNÉ
(CHEVAL, ANE, MULET, MULE).

Propriétaire :

Domicile du propriétaire :

Espèce :

Sexe :

Race :

Age :

Taille :

Couleur :

Particularités :

Signature du propriétaire
ou du déclarant :

Autorité locale de :

Lieu et date :

Signature et qualité du signataire :

(Sceau officiel.)

 ATTESTATION DU VÉTÉRINAIRE OFFICIEL.

Le vétérinaire officiel soussigné certifie par les présentes que l.....
dont l'état signalétique est donné ci-dessus, a été examiné..... aujourd'hui et a été trouvé
exempt..... de tout symptôme de maladie contagieuse.

Lieu et date :

Signature et qualité du signataire :

(Sceau officiel.)

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM IN PARIS AM 25. APRIL 1929 UNTERZEICHNETEN ABKOMMEN ÜBER DEN KLEINEN GRENZVERKEHR AN DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN GRENZE.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile haben nach der in Paris am 25. April 1929 erfolgten Unterzeichnung des deutsch-französischen Abkommens über den kleinen Grenzverkehr festgestellt, dass die Beschreibung der in der Anlage F (a) dieses Abkommens aufgeführten Wege gewisse Ungenauigkeiten enthält, und haben beschlossen, diese Anlage in folgender Weise zu berichtigen :
Der Wortlaut der Nr. a 1, 2, 3, 4 und 6 wird durch nachstehenden Wortlaut ersetzt :

1. Die Wege von Perl und von Oberperl (Deutschland) nach Eft und Büschdorf (Deutschland), die sich zwischen den Grenzsteinen 14 und 15 auf französischem Gebiet zu einem Wege vereinigen, sowie dieser Weg längs der Gewannen „über die Strasse“, und „Schneeberg“ bis zu den Doppelsteinen Nr. 2 Orscholz (Gemeinde Eft)-Merschweiler mit seiner nach Borg (Deutschland) führenden, die Grenze zwischen den Grenzsteinen 2 und 3 überschreitenden Abzweigung,

für die Bewohner von Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg und Sehdorf ;

2. Der von den Doppelsteinen Nr. 13 ausgehende, auf französischem Gebiet gelegene Weg bis zu seiner Einmündung in den Weg von Schloss Meinsberg (Frankreich) nach Eft (Deutschland) sowie der letztere von dieser Kreuzung bis zur Grenze,

Für die Angehörigen beider Staaten ;

3. Der von Schloss Meinsberg (Gemeinde Manderen [Mandern], Frankreich) in der Richtung nach Eft (Deutschland) führende Weg bis zu seiner Einmündung in den von den Doppelsteinen Nr. 13 nach Büschdorf (Deutschland) führenden Weg, der letztere von dieser Kreuzung bis zu dem Schnittpunkt mit dem Weg von Tunting (Tüntingen) (Frankreich) nach Eft (Deutschland) sowie dieser Weg zwischen dem bezeichneten Schnittpunkt und der Grenze,

Für die Angehörigen beider Staaten ;

4. Die zwischen den Doppelsteinen Nr. 6 und 7 gelegene Teilstrecke des von Tunting (Tüntingen) (Gemeinde Wanderen [Mandern] Frankreich) nach Eft (Deutschland) führenden Weges

Für die Angehörigen beider Staaten ;

6. Der Weg, der nördlich von Scheuerwald (Gemeinde Launstroff [Launsdorf], Frankreich) von den Doppelsteinen Nr. 7 aus in westlicher Richtung bis in die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 4 und 3 als Grenzweg verläuft und sich dann auf deutschem Gebiet in der Richtung nach Büschdorf (Deutschland) fortsetzt, bis zu dem Punkt, an dem er die Grenze endgültig verlässt,

Für die Angehörigen beider Staaten ;

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In zweifacher Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch in Paris am 17. Mai 1929.

L. VON HOESCH
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION RÉGLANT LE TRAFIC FRONTALIER SUR LA FRONTIÈRE GERMANO-FRANÇAISE
SIGNÉE A PARIS LE 25 AVRIL 1929.

Les Hautes Parties contractantes, ayant constaté, après la conclusion de la Convention germano-française réglant le trafic frontalier et signée à Paris le 25 avril 1929, que certaines inexactitudes se sont glissées dans la description des chemins prévus à l'Annexe F (a) de ladite Convention, ont décidé de rectifier cette annexe de la façon suivante :

Le texte des paragraphes a 1, 2, 3, 4 et 6 sera remplacé par le texte ci-après :

1° Pour les habitants d'Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg et Sehndorf :

Les chemins allant de Perl et Oberperl (Allemagne) à Eft et Büchdorf (Allemagne), qui se réunissent, en territoire français, entre les bornes frontières N^{os} 14 et 15, en un seul chemin et ce dernier chemin longeant les lieux dits « Über die Strasse » et « Schneeberg » jusqu'aux doubles bornes N^o 2 Orscholz (commune d'Eft)- Merschweiler, ainsi que la bifurcation qui s'en détache en direction de Borg (Allemagne) et traverse la frontière entre les bornes frontières N^{os} 2 et 3 ;

2° Pour les ressortissants des deux Etats :

Le chemin sis en territoire français partant des bornes jumelles N^o 13 jusqu'à son aboutissement au chemin du château de Meinsberg (France) à Eft (Allemagne), et ce dernier chemin depuis ledit point d'aboutissement jusqu'à la frontière ;

3° Pour les ressortissants des deux Etats :

Le chemin conduisant du château de Meinsberg (commune de Manderen, France), vers Eft (Allemagne), jusqu'à son aboutissement au chemin allant des bornes jumelles N^o 13 à Büschdorf (Allemagne), celui-ci depuis ce point d'aboutissement jusqu'à son intersection avec le chemin de Tunting (France) vers Eft (Allemagne), et ce dernier entre ce point d'intersection et la frontière ;

4° Pour les ressortissants des deux Etats :

La portion de chemin allant de Tunting (commune de Manderen, France) à Eft (Allemagne) dans sa partie comprise entre les doubles bornes N^o 6 et N^o 7.

6° Pour les ressortissants des deux Etats :

Le chemin partant des bornes jumelles N^o 7, au nord de Scheuerwald (commune de Launstroff, France) dans la direction de l'ouest, devenant ensuite chemin frontière jusqu'au point sis au milieu de la ligne qui réunit les doubles bornes N^{os} 4 et 3 et se poursuivant en territoire allemand, en direction de Büschdorf (Allemagne), jusqu'au point où il quitte la frontière.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français le 17 mai 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

NOTENWECHSEL.

ÉCHANGES DE NOTES

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE ALLEMANDE.

PARIS, den 25. April 1929.

PARIS, le 25 avril 1929.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Im Laufe der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der Deutsch-französischen Grenze hat die französische Delegation den Wunsch angesprochen, jeder der Hohen Vertragschließenden Teile solle sich vorläufig und in Erwartung des Abschlusses eines allgemeinen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich im Rahmen der Arbeiten des Völkerbundes, worüber die Verhandlungen nahe bevorstehen dürften, verpflichten, die gewerblichen und landwirtschaftlichen Arbeitnehmer, die in seinem Grenzbezirk arbeiten und im Grenzbezirk des anderen Teiles wohnen, von jeder Steuer auf das Arbeitseinkommen freizustellen.

Au cours de la négociation de la Convention relative au trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, la Délégation française a exprimé le désir que, à titre provisoire, et en attendant la conclusion, entre la France et l'Allemagne, dans le cadre des études poursuivies par la Société des Nations, d'une convention générale destinée à éviter la double imposition et dont la négociation paraît prochaine, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à exempter de tous les impôts sur les traitements et les salaires, les travailleurs tant industriels qu'agricoles, qui, travaillant dans sa zone frontalière, sont domiciliés dans la zone frontalière de l'autre Partie.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung gern diese Verpflichtung unter der Bedingung der Gegenseitigkeit übernimmt, indem sie Einverständnis darüber voraussetzt, dass es sich um eine vorläufige Massnahme handelt, die vom Zeitpunkt des Inkrafttretens des heute unterzeichneten Abkommens Geltung haben soll.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement allemand prend volontiers cet engagement, sous condition de réciprocité, étant entendu qu'il s'agit d'un arrangement provisoire qui entrera en application à partir de la mise en vigueur de la convention signée en date de ce jour.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VON HOESCH.

VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

PARIS, le 25 avril 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours de la négociation de la Convention relative au trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, la Délégation française a exprimé le désir que, à titre provisoire, et en attendant la conclusion, entre la France et l'Allemagne, dans le cadre des études poursuivies par la Société des Nations, d'une convention générale destinée à éviter la double imposition et dont la négociation paraît prochaine, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à exempter de tous les impôts sur les traitements et les salaires, les travailleurs tant industriels qu'agricoles, qui, travaillant dans sa zone frontalière, sont domiciliés dans la zone frontalière de l'autre Partie.

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement allemand prend volontiers cet engagement, sous condition de réciprocité, étant entendu qu'il s'agit d'un arrangement provisoire qui entrera en application à partir de la mise en vigueur de la Convention signée en date de ce jour.

Prenant acte de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français prend le même engagement, à titre de réciprocité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne
à Paris.

III.

PARIS, le 25 avril 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours des conversations échangées à l'occasion de la négociation de la Convention réglant le trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, les deux délégations ont été d'accord pour reconnaître qu'il y aurait intérêt à ce qu'une entente intervînt entre la Compagnie des Tramways de Strasbourg et la *Mittelbadische Eisenbahnen A. G.* à Mannheim au sujet du prolongement de la ligne de tramways allant actuellement de Strasbourg au pont de Kehl, soit jusqu'à la gare de Kehl, soit jusqu'à l'ancien terminus de cette ligne dans la ville de Kehl.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les autorités françaises ne mettraient aucun obstacle à la réalisation d'un tel accord et que, dans le cas où celui-ci interviendrait, elles seraient prêtes à faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord avec les autorités allemandes, les formalités de passage de la frontière et de douane.

J'attacherais du prix à recevoir l'assurance que les autorités allemandes partagent ces dispositions favorables.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

IV.

IV.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE ALLEMANDE.

PARIS, den 25. April 1929.

PARIS, le 25 avril 1929.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mit Schreiben vom heutigen Tage haben Euere Excellenz daran erinnert, dass im Laufe der Erörterungen anlässlich der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze die beiden Delegationen übereinstimmend die Zweckmässigkeit einer Verständigung zwischen der Mittelbadischen Eisenbahnen-A. G. in Mannheim und der Compagnie des Tramways de Strasbourg über die Verlängerung der augenblicklich von Strassburg nach der Kehler Brücke führenden Strassenbahn entweder bis zum Bahnhof Kehl oder bis zum früheren Endpunkt dieser Linie in der Stadt anerkannt haben.

Sie fügen hinzu, dass die französischen Behörden dem Zustandekommen einer solchen Vereinbarung keinerlei Hindernis bereiten würden, und dass sie für den Fall einer solchen Vereinbarung bereit wären, die Pass- und Zollförmlichkeiten an der Grenzübergangsstelle im Einvernehmen mit den deutschen Behörden tunlichst zu erleichtern.

Indem ich diese Erklärung zur Kenntnis nehme, habe ich die Ehre, Ihnen die Zusicherung zu geben, dass die deutschen Behörden dieser Angelegenheit in der gleichen wohlwollenden Weise gegenüberstehen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Par lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu rappeler qu'au cours de la négociation relative à la réglementation du petit trafic frontalier franco-allemand, les deux délégations ont été d'accord pour reconnaître qu'il y aurait intérêt à ce qu'une entente intervînt entre la *Mittelbadische Eisenbahnen A.-G.* à Mannheim et la Compagnie des Tramways de Strasbourg, au sujet du prolongement de Strasbourg au Pont de Kehl, soit jusqu'à la Gare de Kehl, soit jusqu'à l'ancien terminus de cette ligne dans la ville de Kehl.

Vous nous faites connaître que les autorités françaises ne mettraient aucun obstacle à la réalisation d'un tel accord et que, dans le cas où celui-ci interviendrait, elles seraient prêtes à faciliter, d'accord avec les autorités allemandes, les formalités de passage de la frontière et de douane.

Prenant acte de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les autorités allemandes partagent ces dispositions favorables.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VON HOESCH.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

V.

V.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE ALLEMANDE.

PARIS, den 25. April 1929.

PARIS, le 25 avril 1929.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In Verfolg der Erörterungen anlässlich der Verhandlungen über das Abkommen zur Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze habe ich die Ehre, Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung geneigt ist, die Fortführung der Postautolinie von Bergzabern nach Schweigen bis zum Bahnhof Weissenburg unter der Voraussetzung ins Auge zu fassen, dass die Französische Regierung die Deutsche Reichspost zur Fortführung dieser Linie ermächtigt.

Die beiderseitigen Behörden der Hohen Vertragschliessenden Teile werden in diesem Falle bemüht sein, die Pass- und Zollförmlichkeiten an der Grenzübergangsstelle im gegenseitigen Einvernehmen tunlichst zu erleichtern.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Faisant suite aux négociations de la Convention relative au petit trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement allemand est disposé à envisager le prolongement, jusqu'à la gare de Wissembourg, du trajet de la ligne d'autobus postaux de Bergzabern à Schweigen, à condition toutefois que le Gouvernement français autorise l'Administration allemande des Postes à procéder à ce prolongement de parcours.

Dans ce cas, les autorités des Hautes Parties contractantes devront s'efforcer de faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord, les formalités de passage de la frontière et de douane.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VON HOESCH.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

VI.

PARIS, le 25 avril 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement allemand est disposé à envisager le prolongement, jusqu'à la gare de Wissembourg, du trajet de la ligne d'autobus postaux de Bergzabern à Schweigen, à condition toutefois que le Gouvernement français autorise l'Administration allemande des Postes à procéder à ce prolongement de parcours.

Vous ajoutez que, dans ce cas, les autorités des Hautes Parties contractantes devront s'efforcer de faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord, les formalités de passage de la frontière et de douane.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication et de vous faire savoir que le Gouvernement français donne volontiers à l'Administration allemande des Postes l'autorisation dont il s'agit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Il est entendu que les autorités des deux Hautes Parties contractantes s'efforceront, dans ce cas, de faciliter, dans la mesure du possible et d'un commun accord, les formalités de passage de la frontière et de douane.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. BRIAND.

Son Excellence.

Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

VII.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 21 novembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours des négociations relatives à la réglementation du trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, les deux délégations sont tombées d'accord pour envisager l'institution d'un régime conférant toutes les facilités douanières possibles au trafic professionnel des voitures automobiles de louage affectées au transport des personnes entre Strasbourg et Kehl.

En exécution de l'accord intervenu, le Gouvernement français a l'honneur de proposer au Gouvernement allemand le projet de réglementation ci-après :

a) Le dépôt d'une caution garantissant la réexportation de la voiture automobile ne sera pas exigé, par les autorités douanières des deux Parties, des entrepreneurs de transports automobiles connus, résidant à Strasbourg ou à Kehl ; en outre, les quantités d'huile minérale contenues dans le réservoir principal et pouvant être amenées directement au moteur ne seront soumises ni au jaugeage ni au dédouanement. Les autorités douanières des deux Parties s'entendront pour faciliter de toute manière dans la mesure du possible, le trafic automobile entre Strasbourg et Kehl.

b) Sous peine de retrait immédiat aux contrevenants des facilités qui précèdent, il est interdit aux voitures de l'un des deux pays contractants d'effectuer des transports entre deux points du territoire de l'autre pays.

c) Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux dispositions générales réglementant dans les deux Etats l'imposition des voitures automobiles.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement allemand agréé les propositions qui précèdent.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BERTHELOT.

Son Excellence

Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

VIII.

VIII.

DEUTSCHE BOTSCHAFT,

AMBASSADE ALLEMANDE.

PARIS, den 21. November 1929.

PARIS, le 21 novembre 1929.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, in dem Sie mir folgendes mitgeteilt haben :

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre, datée de ce jour, dont la teneur suit :

„Im Laufe der Verhandlungen über die Regelung des kleinen Grenzverkehrs an der deutsch-französischen Grenze sind die beiden Delegationen übereingekommen, die Einführung einer Regelung in Aussicht zu nehmen, nach welcher dem gewerbmässigen Verkehr von Personenkraftwagen zwischen Strassburg und Kehl tunlichste Erleichterungen bei der Zollabfertigung zu gewähren sind.

« Au cours des négociations relatives à la réglementation du trafic frontalier sur la frontière franco-allemande, les deux délégations sont tombées d'accord pour envisager l'institution d'un régime conférant toutes les facilités douanières possibles au trafic professionnel des voitures automobiles de louage affectées au transport des personnes entre Strasbourg et Kehl.

In Ausführung dieses Übereinkommens beehrt sich die Französische Regierung der Deutschen Regierung den nachstehenden Entwurf einer Regelung vorzuschlagen :

» En exécution de l'accord intervenu, le Gouvernement français a l'honneur de proposer au Gouvernement allemand le projet de réglementation ci-après :

a) Soweit es sich um bekannte in Kehl oder Strassburg ansässige Kraftwagenunternehmer handelt, wird die Gestellung einer Zollsicherheit für die Wiederausfuhr des Kraftwagens von den beiderseitigen Zollbehörden nicht verlangt werden ; es wird ferner das im Hauptbehälter eingebrachte, unmittelbar dem Motor zuführbare Mineralöl nicht mengenmässig festgestellt und nicht verzollt werden. Die beiderseitigen Zollbehörden werden den Kraftwagenverkehr zwischen Strassburg und Kehl in gegenseitigem Einvernehmen auch sonst tunlichst erleichtern.

a) Le dépôt d'une caution garantissant la réexportation de la voiture automobile ne sera pas exigé, par les autorités douanières des deux Parties, des entrepreneurs de transports automobiles connus, résidant à Strasbourg ou à Kehl ; en outre, les quantités d'huile minérale contenues dans le réservoir principal et pouvant être amenées directement au moteur ne seront soumises ni au jaugeage ni au dédouanement. Les autorités douanières des deux Parties s'entendront pour faciliter de toute manière dans la mesure du possible, le trafic automobile entre Strasbourg et Kehl.

b) Bei Strafe der sofortigen Zurückziehung der vorhergehenden Vergünstigung im Falle eines Verstosses ist es untersagt, dass Kraftwagen des einen der beiden vertragsschliessenden Länder Beförderungen zwischen zwei Punkten im Gebiet des anderen Landes ausführen.

b) Sous peine de retrait immédiat aux contrevenants des facilités qui précèdent, il est interdit aux voitures de l'un des deux pays contractants d'effectuer des transports entre deux points du territoire de l'autre pays.

c) Es werden durch diese Bestimmungen die in den beiden Staaten allgemein gelten-

c) Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux dispositions générales

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

den Bestimmungen über Besteuerung von Kraftfahrzeugen nicht berührt. „

Auftragsgemäss beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung diesem Vorschlage zustimmt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON HOESCH.

An Seine Exzellenz
den Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

réglementant dans les deux Etats l'imposition des voitures automobiles.

» J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement allemand agréé cette proposition. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

VON HOESCH.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

IX.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 24 mars 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre dont la teneur suit :

« La Convention du 25 avril 1929 réglant le trafic frontalier sur la frontière franco-allemande a institué, en son article 28, paragraphes 2 et 3, un régime comportant la franchise des droits et taxes de douane et du droit de statistique, ainsi que la dérogation à toutes prohibitions d'importation et d'exportation, en faveur des couronnes, gerbes et fleurs coupées importées dans le trafic frontalier pour la décoration des tombes, à l'occasion de fêtes de famille ou de cérémonies religieuses, etc.

Le Gouvernement allemand a l'honneur de proposer au Gouvernement français d'étendre, sous condition de réciprocité de la part du Gouvernement français, aux « fleurs en pots ou avec mottes de terre », importées aux mêmes fins, le bénéfice de ces dispositions et de renoncer, en l'occurrence, à l'application des dispositions générales énoncées à l'article 39 de la Convention et excluant toute dérogation aux règlements généraux des Hautes Parties contractantes relatifs à la police sanitaire générale et à la police sanitaire des animaux et des végétaux, ceci pour autant que des circonstances spéciales ne justifieraient pas, dans des cas d'espèces, cette application.

Je serais obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement français agréé ces propositions et est disposé à donner au Gouvernement allemand les garanties de réciprocité demandées. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de lui faire connaître que le Gouvernement français agréé les propositions qu'elle contient et donne volontiers au Gouvernement allemand les garanties de réciprocité demandées.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

*Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation, l'Ambassadeur de France, Secrétaire général :*

BERTHELOT.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne
à Paris.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2548. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND FRANCE
REGULATING FRONTIER TRAFFIC ON THE GERMANO-FRENCH
FRONTIER. SIGNED AT PARIS, APRIL 25, 1929.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, desirous of ensuring and regulating neighbourly relations between Germany and France in the best interests of the respective frontier populations and in compliance with Article 48 of the Treaty of August 14, 1925, concerning the delimitation of the common frontier, have decided to conclude a Convention with that object, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

L. Leopold VON HOESCH, German Ambassador ; and
M. Werner Freiherr VON GRÜNAU, Consul-General ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Persons having their domicile in the frontier zone of one of the two countries or having had their habitual residence therein for at least four months, shall enjoy, in accordance with the provisions of the present Convention, the facilities enumerated hereinafter. These persons must be provided with a "frontier card".

The period of residence referred to in the preceding paragraph shall not apply to workers who comply with the conditions laid down in Article 13 or to those in the service of persons working the land referred to in Articles 16, 17 and 20.

Article 2.

The frontier zones extend to a distance of about 10 km. on each side of the frontier, and are defined in Annex A.

This Annex may, if necessary, be modified by joint agreement between the two Governments, if this is recognised as being demanded by the economic requirements of the districts concerned, or if it is desired to facilitate the supervision exercised by the Customs service.

I. FACILITIES FOR PERSONS.

Article 3.

Holders of frontier cards issued in either country are allowed to cross the frontier and remain in the frontier zone of the other country for a period not exceeding three days.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In the case of weekly workers fulfilling the conditions laid down in Article 13, the period allowed shall be increased to one week.

Article 4.

In principle, the frontier card is not issued to children under fifteen years of age, but children may obtain a frontier card for special reasons, such as attendance at school or places of worship or the exercise of an occupation. In all other cases, children under fifteen years of age may only cross the frontier if accompanied by adults in possession of frontier cards stating that the holders are authorised to take the children with them.

Article 5.

The frontier card is valid for two years. On the expiration of this period, the holder must apply for a new card.

Article 6.

The frontier card shall indicate the zone for which it is valid and the points at which the holder is authorised to cross the frontier.

The zone for which the card is valid shall be determined in accordance with the circumstances of each particular case. This zone comprises in Germany the Kreis or Amtsbezirk (or *Kreise* or *Amtsbezirke*), and in France the canton or cantons and, if necessary, the *arrondissement* (district) to which the holder of the card intends to proceed.

The places at which the frontier may be crossed may only be chosen from among those enumerated in Annex B. This Annex may be amended by joint agreement between the two Governments.

In special cases, the competent authorities of the two countries may authorise the crossing of the frontier at places other than those indicated in paragraph 3 of the present Article.

Article 7.

Holders of cards are in principle authorised to cross the frontier in the daytime.

The competent authorities of the two countries shall jointly determine the hours of traffic, regard being had to local requirements. They shall come to an agreement as to individual exemptions which may be recognised as necessary.

The barriers must remain open during the hours of traffic; these shall be opened in good time and shall not be closed before the hour fixed for the purpose.

The frontier may be crossed by local or general railways, tramway or other regular public conveyances at any hour.

Article 8.

Ministers of religion and their assistants may, when engaged in the exercise of their profession, cross the frontier at points other than those mentioned in the third paragraph of Article 6, and even at night.

The same shall apply to doctors, veterinary surgeons and midwives of each of the frontier zones, in so far as they are allowed to exercise their professions in the other zone.

Article 9.

The workmen mentioned in Article 13 who are employed in establishments working at night or both in the daytime and at night are authorised to cross the frontier at night. A special entry to this effect shall be made on their cards.

Article 10.

The frontier cards, which are drawn up in German and French, are prepared in accordance with the models contained in Annex C. They shall be light blue for German holders and pink for French holders.

These cards are issued on the German side by the Landratsämter, Bezirksämter or Stadträte, and on the French side by the Prefects or their delegates in accordance with the provisions of Article 11.

Article 11.

The competent authorities of each of the two countries shall communicate lists of applicants, in two copies, to the competent authorities of the other country (Article 10). These lists must contain the Christian names and surname, profession, place and date of birth, domicile or residence of the persons concerned and the reason for the application, the zone within which the card is valid and the points at which the frontier is to be crossed, and must also be dated. The frontier cards to be issued to the persons mentioned in the lists must be attached.

The authorities of the other country shall, within two weeks after they have received the communication, return to the authorities responsible for the issue of the cards, the duplicates of the lists and also the cards and other documents. Cards which have not given rise to any objection shall be stamped with the seal of the authorities which return them. These authorities shall insert on these lists, against the names of the persons not accepted or accepted subject to reservations, either the word "refused" or the changes desired with regard to the zone of validity and to the points at which the frontier may be crossed.

When the conditions laid down in the present Convention are fulfilled, cards shall only be refused in exceptional cases, for reasons of public safety.

Article 12.

No fee exceeding 50 pfennigs on the German side or 3 francs on the French side shall be charged for the issue of frontier cards.

No fee shall be levied for the stamps affixed and the various entries made on the cards and lists by the authorities of zones to which those cards give access.

Article 13.

German workmen residing in the German frontier zone and French workmen residing in the French frontier zone are free to work in the other frontier zone, on condition that they are in possession of a frontier card bearing the word "workman".

This entry shall be made either when the frontier card is issued or at any subsequent time, in accordance with the procedure laid down in Article 11, by the authority of the country in which the worker is to be employed, if the latter produces a labour permit. This permit must be issued free of charge by the local labour exchange of the country where the person concerned is to work, and must be made out in accordance with the regulations in force in that country.

The holder of a frontier card bearing the word "workman" is authorised, on the expiration of his first contract, to engage in any work connected with his profession in the zone indicated on his card during the whole period for which the card is valid, without being required to apply for a fresh labour permit.

Article 14.

In cases of serious or repeated misuse of the frontier card, or for reasons of public safety, the competent authority of each country may, without prejudice to any other penalties which may

be imposed, render the frontier card useless by writing across it "Temporarily cancelled... on... 19..."; and shall immediately inform the authority which issued the card so that it may be withdrawn.

Article 15.

The authorities of each of the two countries mentioned in Article 10, paragraph 2, may, in case of disagreement, submit the case for examination by the competent supreme authorities of the two countries.

II. CUSTOMS FACILITIES.

Article 16.

Inhabitants of one of the frontier zones who cultivate land for purposes of agriculture or forestry in this zone and also cultivate other land in the other zone, may import or export to their land free of Customs duties (including the statistical fee) and notwithstanding any import or export prohibitions, the produce, goods and animals enumerated hereinunder :

(1) Agricultural or forest produce obtained at any time on their land, provided that it is transported in the state in which such produce is habitually obtained from the land.

This facility shall not apply to produce which has already been stored or which has undergone any treatment whatsoever.

(2) Everything normally needed for the cultivation of their land and in particular saddle, pack or draught animals, natural or artificial fertilisers, seeds and plants, agricultural and forest implements, instruments, machinery, utensils, material and vehicles including their necessary accessories, fuel and lubricants.

As soon as such animals, implements, instruments, machinery, utensils and vehicles with their accessories have ceased to be used, they must be brought back to the zone from which they were taken.

(3) Horses, donkeys, cattle, sheep and goats driven to pasture on land situated in the other frontier zone, as also the milk and raw (unwashed) wool obtained from these animals, and any young animals born while they were at pasture.

This facility is accorded on condition that the above-mentioned animals are brought back again over the frontier after pasturage.

(4) Game and fish from this land, provided that the police regulations regarding fishing and hunting issued by one or other of the High Contracting Parties are observed.

These facilities and exemptions shall apply to agricultural produce which has not yet been made the subject of any commercial transaction at the time when the frontier is crossed.

Article 17.

Person having legal rights to the use of land employed for purposes of agriculture or forestry in the zone in which they live, and especially meadows, fields, gardens, etc., which are not sufficiently large to allow in practice of their being organised as an economic concern, shall also enjoy the facilities provided for in the present Article.

As an exception, the condition of residence in the frontier zone is not required as regards forest land, when, in view of the configuration of the ground, timber cut down can only be removed by paths leading into the territory of the other country.

Article 18.

Persons cultivating land in respect of which the above-mentioned privileges are accorded, must each year, in accordance with instructions to be issued by the competent Customs authority,

make a statement indicating the type of cultivation of each plot, its area and the approximate quantity of produce to be imported or exported.

Article 19.

The importation and exportation of produce, goods and animals referred to in Articles 16 and 17 must be effected within the province of the Customs authority which has received the statement referred to in Article 18. Nevertheless the Head of the local Customs may authorise any exceptions which may seem to him to be justified.

Article 20.

The inhabitants of each of the frontier zones who own or use quarries, sand-pits or gravel-pits situated in the other zone or which are partly in one frontier zone and partly in the other, may export or import free of Customs duties and charges (including the statistical duty) and notwithstanding any import or export prohibitions, the raw products of those quarries, sand-pits and gravel-pits, together with the implements needed for their exploitation, the latter on condition that they are re-exported.

Explosive substances shall be excluded from the benefit of the foregoing provisions. This shall also apply to liquid air.

The foregoing facilities shall not apply to quarries, sand-pits or gravel-pits acquired after the signature of the present Convention.

Article 21.

The facilities provided for in Articles 16 and 20 shall also be granted to the communes of one frontier zone in respect of their land situated in the other zone, except as regards land acquired after November 11, 1918.

This shall likewise apply to corporate bodies which do not carry on an industrial or commercial undertaking as their principal activity.

Article 22.

Whenever the ownership, tenancy or usufruct of land changes hands, the new owners, tenants or usufructuaries must prove their rights by submitting their titles of ownership, etc. to the competent Customs authority. These titles shall be returned as soon as the authorities have taken note of them.

Article 23.

In cases of doubt, the Customs authorities may require the person concerned to make a written statement on stamp-free paper to the effect that the products mentioned in Articles 16 to 20 are derived from land which he is working in the frontier zone. The correctness of this statement shall be certified by the competent municipal authority free of charge.

Article 24.

The inhabitants of one of the frontier zones mentioned in Articles 16, 17 and 20, who proceed to the other frontier zone and stay there for their business may take with them free of import and export duty (including the statistical duty) and notwithstanding any import or export prohibitions,

the food needed for themselves, their staff and their animals for one day. This facility shall not extend to alcoholic drinks, with the exception of ordinary wine, cider and beer.

The same facilities shall be accorded to the workers mentioned in Article 13, who are resident in one of the frontier zones and go to the other frontier zone for their work.

The above-mentioned persons shall also be granted facilities for tobacco, cigars and cigarettes, which may be imported free of duty provided that the quantity does not exceed the requirements of a smoker for one day at the most.

Once a week, the workers who proceed from one of the frontier zones to the other may, at the end of their stay in the latter, take with them when they return to their homes, free of Customs duty (including the statistical duty) and notwithstanding any import or export prohibitions, the provisions required for their household for one day. Apart from exceptional cases, the persons concerned must import these provisions by the legal routes mentioned on their frontier cards and produce them at the competent Customs office during office hours together with an identification paper (for Germany, the household card; for France, the household card, family register or municipal certificate).

Article 25.

The following products : grains (cereals and pulses) oil-seed (colza, linseed, flax seed, etc.), timber (round logs, hewn or unhewn, with or without bark), oak bark, obtained by the inhabitants of one frontier zone in this zone and brought to mills or sawmills in the other frontier zone to be cleaned, pounded, threshed or ground (cereals and pulses), to be pounded (oil-seed), to be sawn (wood), or to be cut in small pieces or ground (oak bark), shall be exempt from import and export duties (including the statistical duty), and from any import or export prohibitions, on the understanding that the goods worked up are to be brought back to the frontier zones from which they came, together with any by-products.

The facilities provided for in the present Article shall be confined to products intended for the personal consumption of the inhabitants of the frontier zones and obtained by them there.

The re-importation of products treated must be effected by the same persons who exported raw materials or on their behalf, through the Customs office controlling operations.

It is understood that, in accordance with the provisions of Article 38, the above-mentioned facilities shall be subject to the Customs provisions in force in each of the two countries and in particular to those governing the calculation of the proportion of profit in the case of finished goods.

Article 26.

The facilities provided for in Article 25 shall only apply to the mills and saw-mills existing at the time of the signing of the present Convention.

Article 27.

Exemption from import and export duties including the statistical duty is accorded :

(1) For material for bandages and medicaments which doctors or veterinary surgeons resident in one frontier zone and allowed to practice in the other frontier zone take with them for immediate use ;

(2) For disinfectants which midwives resident in one of the frontier zones and attending confinements in the other frontier zone take with them for immediate use ;

(3) For material for bandages for immediate use and medicaments which, owing to local conditions, the inhabitants of one frontier zone procure from chemists in the other frontier zone on prescriptions made out by doctors or veterinary surgeons authorised to exercise their profession. This facility shall only apply to small quantities and to

medicaments prepared in the pharmacy itself and not for medicinal preparations manufactured for public sale and known as " pharmaceutical specialties ".

Prescriptions shall be produced for the inspection of the Customs authority at the frontier, which shall stamp them. Customs exemption shall only be accorded again on the same prescription when the doctor has expressly renewed the prescription.

(4) For materials for bandages, simple drugs, and chemical and pharmaceutical products for ordinary domestic use, which are enumerated in the attached List D in the quantities laid down therein. In the case of these products, it shall not be necessary to produce a prescription when the frontier is crossed.

Article 28.

Exemption from import and export duties including the statistical duty and from import and export prohibitions shall be accorded within the frontier zone of both countries for :

(1) Coffins containing mortal remains and urns containing the ashes of cremated persons ;

(2) Wreaths and bunches of natural or artificial flowers, palms and other ornaments for graves not made of wood, stone or metal (with the exception of tin foil or wire), in so far as these objects are intended to ornament the coffins or graves of relations or friends and are brought over the frontier by the inhabitants of the frontier zone in person. This facility shall not extend to objects imported for professional or commercial purposes.

(3) Cut flowers (whether in bunches or not), brought by the inhabitants of the frontier zones in person on the occasion of family festivals, religious ceremonies, etc.

(4) Articles for ritual purposes and prayer books used at religious ceremonies, provided that they are brought back again.

Article 29.

Exemption from import and export duties, including the statistical duty, and from import and export prohibitions shall be accorded in respect of vehicles of every description for whatever use (carriages, bicycles, motor-cycles, motor-cars, etc.) and animals of the equine species (horses, donkeys, mules) including the equipment, harness and fodder required for these animals in so far as they only pass the frontier for the purpose of bringing persons or goods from one frontier zone into the other or to fetch them from the latter. This facility shall only be accorded on condition of re-exportation, except for fodder consumed on the journey.

It is understood that no conveyance of persons or goods may be undertaken from a place in one frontier zone to another place in the same zone.

Persons who are known to the Customs authorities as being reliable, may be exempted from furnishing the regular Customs guarantees in respect of vehicles which are used by themselves personally or by their families.

The provisions relating to the levying of taxes on motor-cars, motor-cycles and bicycles shall not be affected.

It is understood that, in accordance with the provisions of Article 38, the facilities mentioned above shall only be granted subject to compliance with the regulations governing this traffic in force in each of the two countries

Article 30.

The inhabitants of the frontier zones shall be exempt from import and export duties, including the statistical duty, and from import and export prohibitions, in respect of instruments, implements and utensils which they take with them temporarily from one frontier zone to another for the

exercise of their profession or the performance of work, on the understanding that these implements, instruments and utensils are re-exported to the frontier zone from which they were taken.

Article 31.

Exemption from import and export duties, including the statistical duty, and from import and export prohibitions, shall be accorded for material and implements to be used in repairing mills and saw-mills situated immediately on the frontier, when the territory of the neighbouring State has to be entered for carrying out such work. The implements must be re-exported.

Article 32.

If localities situated in one of the frontier zones have their water supply plant in the other frontier zone, exemption from import and export duties, including the statistical duty, and from import and export prohibitions shall be accorded in respect of the material required for the repair or maintenance of such plant, upon its importation into the latter frontier zone. The same shall apply to the implements required on the understanding that they are reexported.

Article 33.

In the case of products of one of the frontier zones which are brought to markets in the other frontier zone for sale, import and export duties shall only be levied on the quantities which finally remain in the latter frontier zone.

For the rest, this market traffic is subject to the Customs provisions, and any prohibitions or restrictions which may apply in the territory of either of the High Contracting Parties.

The quantities which have not been sold must be reexported and the necessary Customs formalities complied with at the latest within 24 hours after the close of the market.

Article 34.

The roads open for the import and export of goods in each State (Customs roads) are enumerated in Annex E. Each of the High Contracting Parties reserves the right to alter the list of its Customs roads, should this be rendered necessary by circumstances. The High Contracting Parties shall, however, agree together on such points wherever possible.

The roads enumerated in Annex E are (without being Customs roads) opened under the conditions laid down in that Annex, for the working of agricultural or forest land situated in the frontier zones. This Annex may be altered by common agreement between the two Governments.

III. SPECIAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 35.

Members of fire brigades, mining salvage corps and other similar organisations may cross the frontier at any point and at any time, without pass or frontier card, for the purpose of rendering assistance in cases of fire or other disasters in the two frontier zones. The implements, vehicles etc., including the necessary fodder for the horses and the lubricants and fuel for the vehicles shall be exempt from import and export duties and from all Customs formalities, provided that they are re-exported, except for the fodder, lubricants and fuel consumed on the way.

Article 36.

The frontier cards provided for in the present Convention may also be issued to German workers who live in the German zone described in Annex G and desire to work in the French zones described in Annexes A and G and to German workers who live in the German zone described in Annex A and desire to work in the French zone described in Annex G.

The same shall apply to French workers who live in the French zone described in Annex G and desire to work in the German zone described in Annexes A and G and to French workers who live in the French zone described in Annex A and desire to work in the German zone described in Annex G.

The provisions of Articles 3 to 15 and of Article 24 shall apply to these workers.

Article 37.

Passenger and goods traffic is exempt from passport and Customs formalities on roads along the middle of which runs the frontier line described in the Treaty of August 14, 1925, between Germany and France regarding the delimitation of the frontier.

The officials entrusted with the duty of supervising the frontier (Customs officials, gendarmes and forest guards) are authorised, when their duties demand, to use the said roads, but are not allowed to be stationed there. They may be armed, but they may not on these roads carry out any official duty such as arrests, or the investigation of felonies, offences or misdemeanours of any kind.

Article 38.

The provisions of the present Convention shall not affect the police or Customs regulations existing in either of the two countries, save in cases where exceptions are specially provided for in the present Convention.

The competent authorities of the High Contracting Parties shall take the necessary supervising measures to prevent the abuse of the Customs and other facilities accorded under the terms of the present Convention. If necessary, they shall come to a joint agreement on this matter. Such measures may not have the effect of preventing the legitimate use of these facilities.

Article 39.

The provisions of the present Convention shall not affect the general sanitary or veterinary police measures or the general measures taken by the High Contracting Parties for the protection of plants.

Nevertheless, in veterinary police matters, the executory provisions contained in Annex H shall apply.

Article 40.

The High Contracting Parties shall notify each other of the services which are to be considered as competent authorities for the purposes of the present Convention.

Article 41.

The High Contracting Parties reserve the right to arrange by a simple exchange of letters, for any amendments to the present Convention which they may consider necessary, in the light of experience, and which do not require the approval of the legislative bodies.

Article 42.

The provisions of the present Convention shall take the place of those of the Frontier Delimitation Treaty of August 14, 1925, in so far as they depart from the latter.

Article 43.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged as soon as possible at Berlin. The Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications.

The present Convention may be denounced, at six months' notice, at the end of a calendar year.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate German and French texts, April 25, 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Convention of to-day's date, the High Contracting Parties have decided to define its conditions of application :

Ad Articles 2 and 10.

(1) As regards the communes whose territory is only partially situated in the German frontier zone, it is understood that the personal facilities provided for in the present Convention (not including any Customs facilities) shall apply to the parts of these communes which are situated outside the frontier zone. An exception is made in the case of the commune of Karlsruhe (Carlsruhe). As regards the Commune of Baden-Baden, these facilities are confined to the town itself. On the other hand, they shall apply to the localities of Bühl, Achern and Lahr.

(2) As the watering-place of Baden-Baden enjoys the traffic facilities provided for in the preceding paragraph, the same facilities shall be extended to the watering-place of Niederbronn.

(3) Frontier cards for persons enjoying the personal facilities provided for above shall have a distinctive mark (transversal bar — orange for the German cards and blue for the French cards).

Ad Articles 2 to 15.

(1) The present Convention shall not affect any special measures which either of the two States may have taken or may take in the future with regard to the system of passports and circulation of the staff engaged in work on the channel of the Rhine.

(2) The present Convention shall not affect the special measures taken by the local German, French and Swiss police authorities with regard to the system of passports for the traffic between Huningue (Hünningen) and Switzerland over the boat-bridge from Huningue (Hünningen) to Weil and through Baden.

(3) The German Plenipotentiaries declare that holders of frontier cards issued by the French authorities and entitling the holder to stay in the Kreis of Saarburg, may also cross the German frontier over the Perl-Schengen bridge.

Ad Article 13.

The High Contracting Parties give a mutual undertaking to the effect that the labour permit mentioned in Article 13 will be issued by the competent local labour exchanges with the greatest possible despatch, to all workers who apply for such permits, unless there are special objections, such as labour disputes or unemployment in any trade.

Ad Articles 16 and 17.

(1) Realising that the provisions of Articles 16 and 17 may not cover all exceptional cases which ought to be taken into account, the High Contracting Parties agree to authorise their central Customs Authorities to confer together with a view to a settlement of principle of these exceptional cases, subject to the provisions of Articles 14 and 38.

(2) The products referred to in Article 16 include the following :

Cereals, lentils, peas and beans, oil seeds and oleaginous fruits, seeds, tubers and roots, green fodder, hay, straw, vegetables, fruits, bunches of grapes and raw materials of the forests (such as raw timber, bark, twigs, chaff, charcoal, wood ashes, etc.).

Article 16 also includes products which are stored (tubers, peas, beans, oleaginous fruits) or stacked (grain, straw, hay) on the property ; grapes which are crushed or squeezed in the vineyard during the vintage and are brought over the frontier in this condition ; timber which is barked on the property or is simply cut with an axe or saw in a transverse direction or has been chopped up for stacked wood.

(3) The facilities provided for in Article 16, paragraphs 1 and 4 relate only to products which have been brought back to the property itself.

(4) The communes and inhabitants of the French frontier zone lying along the forest of Bienwald may export the following articles from this forest free of all export duties, including the statistical duty, and import them into the district in question free of import duties, including the statistical duty : branches of trees for making handles of tools, rods, stakes and poles in the rough for agricultural purposes of a diameter not exceeding 50 centimetres at the thick end, wood for fuel and other wood, chopped small or split into logs of a diameter of not more than 50 centimetres at the thick end, and faggots or dead leaves. These articles must be for the private use of the persons themselves.

This facility is granted on condition that the articles enumerated are carried or transported by wagon or draught animals ; it shall not be accorded to artisans (carpenters, joiners, wheelwrights, etc.) in respect of the timber which they require for the exercise of their profession.

Ad Article 24.

In order to obviate any difficulties with regard to the interpretation of Article 24, the High Contracting Parties have agreed to fix as follows the nature and quantities of the victuals and beverages which may be brought over the frontier free of import and export duties, including the statistical duty, and notwithstanding any import and export restrictions :

(1) The maximum quantity of foodstuffs laid down in Article 24, paragraph 1, including pork butchers' meat, may not exceed 1 kg. for each person ;

- (2) The maximum quantity of beverages is fixed at :
- 1 litre of ordinary wine or
 - 2 litres of beer or
 - 2 litres of cider :
- (3) As regards the foodstuffs mentioned in Article 24, paragraph 4 :
- (a) Slices of fresh or simply-prepared meat or bacon :
 - For workers with a family, 2 kg ;
 - For workers without a family, 1 kg ;
 - (b) Milled products or ordinary bread, etc. :
 - For workers with a family, 3 kg ;
 - For workers without a family, 1.5 kg.

Ad Article 25.

(1) The High Contracting Parties agree that the owner of a forest situated in one of the frontier zones may take timber from that forest, free of import or export duties, including the statistical duty, and notwithstanding any import and export prohibitions, to saw-mills situated on his property in the other frontier zone, in order to treat it and sell it there. Further, such owner may bring the timber back to the original zone, subject to the same facilities, after it has been sawn.

(2) If local requirements allow, the competent Customs authorities of both countries shall permit the exportation and re-importation free of Customs duty of articles taken by inhabitants of one of the frontier zones into the other frontier zone to be repaired by artisans. This facility shall be confined to articles needed exclusively for the personal use of the frontier inhabitants in question.

Ad Article 26.

It is understood that the facilities provided for in Article 26 also apply to establishments mentioned in that Article which are reconstructed after accident or fire.

Ad Article 28.

It is understood that, apart from the objects mentioned in Article 28, No. 2, tombstones, railings for graves, etc., may be taken over the frontier to the cemetery of the Communes of Scheibenhard situated on French territory, free of import and export duties, including the statistical duty, and notwithstanding any import and export prohibitions, provided that they are for graves of members of the commune of Deutsch-Scheibenhardt (D. Scheibenhard).

Ad Article 34.

The Customs officials of both countries shall as far as possible jointly facilitate the traffic on the roads from Schweighofen and Schweigen via Wissembourg to St. Germanshof, and *vice versa*, regard being had to local requirements.

Ad Article 36, paragraph 3.

The facility accorded under the terms of Article 24, paragraph 4, shall only be granted to German workers who, in pursuance of the Protocol of November 13, 1926, regarding the rights of users

of the Germano-Saar frontier, are allowed to import free of duty the foodstuffs enumerated in Article 32 1 (a) and 1 (b) of the present Protocol, on condition that they do not claim the said facilities under the terms of the Protocol of November 13, 1926.

Ad Article 39.

It is agreed that the provisions of Article 39, paragraph 1, shall not affect the importation of pork butchers' meat under the conditions laid down in the Protocol of Signature ad Article 24, No. 1.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, in German and French, on April 25, 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

ANNEX A.

DESCRIPTION OF FRONTIER ZONES.

GERMAN FRONTIER ZONE.

The German frontier zone is limited by the so-called inner line which runs as follows*.

The inner line commences at the point of intersection of the south-eastern boundary of the Commune of Herten with the Rhine, follows in a northerly direction the eastern boundary of the Communes of Herten, Degerfelden, Hagenbach, Inzlingen and Brombach to the watercourse of the Wiese, follows this to its point of intersection with the eastern boundary of the Commune of Haagen and proceeds thence via Wollbach, Hammerstein, Kandern, Schloss Bürgeln, Lipburg, Badenweiler, Oberweiler, Laufen, and Dottingen past Wettelbrunn, via Gallenweiler, Schmidhofen, Oberkrotzingen and Offnadingen, past Norsingen, Scherzingen and Schallstadt via St. Nicholas, past Waltershofen, Gottenheim, Oberschaffhausen, Eichstetten, Bahlingen and Riegel, along the western embankment of the Freiburg-Offenburg railway line by the stations of Kenzingen, Herbolzheim, Ringsheim, Orschweier, Kippenheim, Lahr-Dinglingen, and Friesenheim, via Niederschopfheim, past Offenburg, via Waltersweiler, Weier, Griesheim, Sand Urloffen, Wagshurst, Gamshurst, Unzhurst, Zell, Oberbruch and Weitenung, past Sinsheim, via Kartung, past Baden-West via Niederbühl and Rastatt. From there, the inner line follows the eastern embankment of the Rastatt-Carlsruhe railway line via Durmersheim and then follows the western edge of the provincial road (*Landstrasse*) from Durmersheim to Grünwinkel via Forchheim, until this road meets the road from Grünwinkel to Daxlanden. It follows the South side of the latter road and then the western side of the field path to Appenmühle as far as the mill. From there, it follows the western bank of the Alb, passing Knielingen, to the intersection of the Alb with the Knielingen-Maxau railway line. It follows this railway line to the eastern wharf of the port of Maxau, crosses the railway here and follows the eastern wharf to the northern wharf at the point where the port of Maxau enters the Rhine.

Opposite the point where the port of Maxau enters the Rhine, the inner line follows the north wharf of the port of Maximiliansau, follows the port railway line until it meets the Maximiliansau-Wörth railway line and then follows the latter to Wörth. From Wörth it proceeds along the railway line via Kandel, Winden, Barbelroth and Kapellen-Drusweiler to Bergzabern. From there, it proceeds in a north-westerly direction via Birkenhördt and Vorderweidenthal and then in a south-westerly direction

* *Note.* — All localities through which the inner line runs belong to the frontier zone, while those places past which this inner line runs should be regarded as situated outside the zone.

to the point of intersection of the Erlenbach-Vorderweidenthal road with the Hinterweidenthal-Bergzabern State road (*Staatstrasse*) and follows this road via Busenberg, Reichenbach, Dahn and the mill of Neudahn to the point where it joins the district road (*Bezirksstrasse*) of Salzwoog. It follows this district road in a south-westerly direction to Salzwoog, follows the State road from there via Lemberg and Ruhbank to Erlenbrunn, and then runs in a north-westerly direction to Niedersimten. From there, it runs west to the mill of Littersbach, along the small stream of Littersbach and past the water tower, to Winzeln. From Winzeln, it proceeds along the district road to Gersbach and from there runs south-west and then north, to Windsberg. From Windsberg, it follows the district road to where it joins the Zweibrücken-Pimarsens State road. It follows this State road to its point of intersection with the field path from Dellfeld to Walshausen, follows this path to Dellfeld and then the Dellfeld-Rieschweiler-Schmittshausen road to its point of intersection with the north-eastern boundary of the Commune of Rieschweiler and runs west along the northern boundary of the Communes of Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach and Zweibrücken to the north-westerly point of intersection of the boundary of the latter commune with the Saar Territory.

On the frontier between Prussia and France, the inner line begins at the point of intersection of the Germano-Saar frontier with the River Saar, situated to the east of Orscholz, and runs from there in a northwesterly direction, passing Weiten and Freudenburg on the East and Trassem on the West, to Cahren; from there, it runs via Körrig and Bilzingen and then south-west via Esingen, Dilmar, and Kreuzweiler to the point of intersection of the Sinz-Remich road with the Moselle.

The zone bounded by the inner line described above includes the following places :

Amtsbezirk Lörrach :

Binzen, Blansingen, Brombach, Degerfelden, Efringen, Egringen, Eimeldingen, Ettingen, Fischingen, Friedlingen, Grenzach, Grenzacherhorn, Gupf, Haagen, Hagenbach, Hüttingen, Hammerstein, Hertzen, Hertingen, Hölzen, Huttingen, Inzlingen (Oberinzlingen and Unterinzlingen), Istein, Kaltenherberg, Kandersen, Kirchen, Kleinkems, Leopoldshöhe, Lörrach, Markt, Maugenhard, Mappach, Oettingen, Otterbach, Riedlingen, Rötteln, Röttlerweiler, Ruhrberg, Rümmlingen, Schallbach, Stetten, Tannenkirch, Tülingen, Tumeringen, Uttnach, Waidhof, Weil, Weilmülingen, Wintersweiler, Wittlingen, Wollbach, Wyhlen ;

Amtsbezirk Müllheim :

Auggen, Badenweiler, Bamlach, Bellingen, Betberg, Britzingen, Buggingen, Bürgeln, Dattingen, Feldberg, Feuerbach, Güttingheim, Hach, Hugelheim, Laufen, Liel, Lipburg, Mauchen, Muggardt, Müllheim, Neuenburg, Niedereggenen, Niederweiler, Obereggenen, Oberweiler, Rheinweiler, St. Ilgen, Schullingen, Schliengen, Seefeld, Sitzenkirch, Steinenstadt, Vögisheim, Zienken, Zizingen, Zunzingen ;

Amtsbezirk Staufen :

Biengen, Bremgarten, Döttighofen, Döttingen, Eschbach, Feldkirch, Gallenweiler, Grissheim, Hartheim, Hausen a. d. M., Heitersheim, Krozingen, Offnadingen, Schlatt, Schmidhofen, Tunsel ;

Amtsbezirk Freiburg (Fribourg) :

Achkarren, Bickensohl, Breisach, Burkheim, Grezhausen, Gündlingen, Hochstetten, Ihringen, Mengen, Mordingen, Munzingen, Niederrimsingen, Niederrotweil, Oberbergen, Oberrimsingen, Oberrotweil, Opfingen, St. Nikolaus, Schelingen, Tiengen, Vogtsburg, Wasenweiler ;

Amtsbezirk Emmendingen :

Amoltern, Bischoffingen, Eendingen, Forchheim, Jechtingen, Kiechlinsbergen, Königshausen, Leiselheim, Niederhausen, Oberhausen, Sasbach a. K., Weisweil, Wyhl ;

Amtsbezirk Lahr :

Allmannsweiler, Dundenheim, Grafenhausen, Hugsweiler, Ichenheim, Kappel, Kippenheimweiler, Kürzell, Langenwinkel, Meisenheim, Nonnenweiler, Ottenheim, Rust, Schuttern, Schutterzell, Wittenweiler ;

Amtsbezirk Offenburg (Offenbourg) :

Altenheim, Goldscheuer, Griesheim, Hüfen, Kittersburg, Langhurst, Marlen, Müllen, Schutterwald, Urloffen, Waltersweier, Weier ;

Amtsbezirk Kehl :

Auenheim, Bodersweier, Bolzhurst, Diersheim, Eckartsweier, Freistett, Grauelsbaum, Hausgereut, Halmelingen, Hesselhurst, Hohbühl, Hohnhurst, Holzhausen, Honau, Kehl, Kork, Legelshurst, Leutesheim, Lichtenau, Linx, Mamprechtshofen, Muckenschopf, Neufreistett, Neumühl, Neusand, Odelshofen, Querbach, Rheinbischofsheim, Sand, Scherzheim, Sundheim, Willstätt, Zierolshofen ;

Amtsbezirk Bühl :

Gamshurst, Greffern, Halberstung, Hildmannsfeld, Kartung, Leiberstung, Moos, Müllhofen, Oberbruch, Oberwasser, Schwarzach, Stollhofen, Ulm bei Lichtenau, Unzhurst, Waghurst, Weitenung, Zell ;

Amtsbezirk Rastatt :

Au a. Rh., Bietigheim, Durmersheim, Elchesheim, Hügelsheim, Iffezheim, Illingen, Niederbühl, Oetigheim, Ottersdorf, Plittersdorf, Rastatt, Sandweier, Söllingen, Steinmauern, Wintersdorf, Würmersheim ;

Amtsbezirk Ettlingen :

Mörsch, Neuburgweier ;

Amtsbezirk Karlsruhe (Carlsruhe) :

Daxlanden, Forchheim, Maxau ;

Amtsbezirk Gemersheim :

Berg, Buchelberg, Freckenfeld, Hagenbach, Kandel, Langenberg, Maximiliansau, Minfeld, Neuberg a. Rh., Neubauterberg, Pfortz, Schaidt, Scheibenhardt, Wollmersweiler, Winden, Worth a. Rh. ;

Amtsbezirk Bergzabern :

Barbelroth, Bergzabern, Birkenhördt, Böllenborn, Dierbach, Dörrenbach, Germanshof, Hergersweiler, Kapellen-Drusweiler, Kapsweyer, Lauterschwan, Niederrotterbach, Oberhausen, Oberotterbach, Rechtenbach, Reisdorf, Schweigen, Schweighofen, Steinfeld, Vorderweidenthal ;

Amtsbezirk Pirmasens :

Bobenthal, Bruchweiler-Bärenbach, Bundenthal, Busenberg, Dahn, Dusenbrücken, Eppenbrunn, Erlenbach, Erlenbrunn, Fischbach, Gebüg, Gersbach, Hilst, Hirschtal, Kröppen, Lemberg (Glashütte, Langmühle, Ketterichhof), Ludwigswinkel, Niederschlettenbach, Niedersimten, Nothweiler, Obersimten, Petersbächel, Rumbach, Salzwoog, Schönau, Schweix, Trulben (Hochstellerhof, Felsenbrunnerhof), Vinningen, Windsberg, Winzeln ;

Amtsbezirk Zweibrücken :

Althornbach, Bottenbach, Contwig, Dellfeld (Hof Falkenbusch), Dietrichingen, Grosssteinhausen, Hengstbach, Hornbach, Ixheim, Kleinsteinhausen, Mauschbach, Mittelbach, Niederauerbach, Riedelberg, Rieschweiler, Rimschweiler, Stambach, Walshausen, Wattweiler, Zweibrücken ;

Kreis Saarburg :

Besch, Beuren, Bilzingen, Borg, Büschdorf, Cahren, Collesleuken, Dilmar, Dittlingen, Eft-Hellendorf, Esingen, Faha, Freudenburg, Kelsen, Kesslingen, Kirf, Körrig, Kreuzweiler, Merzkirchen, Meurich, Münzingen, Nennig-Wies, Nohn, Oberleuken, Orscholz, Perl-Oberperl, Portz, Rommelfangen, Sehdorf, Sinz, Südlingen, Tettingen-Butzdorf, Tünsdorf (Obertünsdroff, Untertünsdorf and Mitteltünsdorf), Wehingen-Bethingen, Weiten, Wochern.

FRENCH FRONTIER ZONE.

The French frontier zone includes the territory of the following Communes :

DEPARTMENT OF HAUT-RHIN.

Arrondissement (District) of Colmar.

Artzenheim
Algolsheim
Biesheim
Balgau
Baltzenheim
Durrenentzen
Geisswasser
Grussenheim
Urschenheim
Kunheim
Wolfgantzen

Neuf-Brisach
Weckolsheim
Volgelsheim
Vogelgrun
Obersaasheim
Heiteren
Nambenheim
Jebenheim
Muntzenheim
Widensohlen.

Arrondissement of Guebwiller :

Blodelsheim
Fessenheim
Munchhouse

Rumersheim-le-Haut
Roggenhouse.

Arrondissement of Mulhouse :

Bantzenheim
Chalampé
Ottmarsheim
Hombourg
Petit-Landau
Niffer
Kembs
Waltenheim
Sierentz
Bartenheim
Rosenau
Blotzheim
Village-Neuf

Saint-Louis
Huningue
Uffheim
Bourgfelden
Hesingue
Hegenheim
Habsheim
Dietwiller
Schlierbach
Geispitzen
Brinckheim.
Buschwiller.

DEPARTMENT OF BAS-RHIN.

*City of Strasburg.**Arrondissement of Strasbourg-Campagne.*

Gambsheim
Kilstett
Weyersheim
Hœrdt
La Wantzenau

Reichstett
Souffelweyersheim
Hœnheim
Bischheim
Schiltigheim.

Arrondissement of Erstein :

Boofzheim	Nordhouse
Daubensand	Huttenheim
Erstein	Limersheim
Eschau	Matzenheim
Fegersheim	Obenheim
Friesenheim	Osthouse
Gerstheim	Ostwald
Benfeld	Plobsheim
Bolsenheim	Rhinau
Hindisheim	Rosfeld
Herbsheim	Witternheim
Hipsheim	Sand
Ichtratzheim	Schaeffersheim
Illkirch-Graffenstaden	Uttenheim
Lipsheim	Westhouse.

Arrondissement of Selestat :

Marckolsheim	Artolsheim
Bootzheim	Bœsenbiesen
Sundhouse	Schœnau
Bindernheim	Diebolsheim
Mackenheim	Hilsenheim
Hessenheim	Muttersholtz
Richtolsheim	Baldenheim
Schwobsheim	Mussig
Saasenheim	Heidolsheim
Wittisheim	Ohnenheim.

Arrondissement of Haguenau :

Auenheim	Rohrwiler
Dalhunden	Roppenheim
Drusenheim	Routzenheim
Fort-Louis	Schirrheim
Forstfeld	Schirrhoffen
Herrlisheim	Sessenheim
Kauffenheim	Stattmatten
Leutenheim	Soufflenheim
Neuhæusel	Bischwiller
Offendorf	Oberhoffen-sur-Moder.
Rœschwoog	

Arrondissement of Wissembourg :

Niederlauterbach	Schleithal
Scheibenhard	Oberseebach
Lauterbourg	Altenstadt
Neewiller près Lauterbourg	Riedseltz
Mothern	Ingolsheim
Wintzenbach	Wissembourg
Munchhausen	Steinseltz
Oberhoffen-lès-Wissembourg	Eberbach-Seltz
Siegen	Schaffouse-près Seltz
Crœttwiller	Niederrœdern
Trimbach	Seltz

Arrondissement of Wissembourg (suite) :

Beinheim
Kesseldorf
Oberlauterbach
Hatten
Salmbach
Rott
Cleebourg
Bremmelbach

Birlenbach
Drachenbronn
Climbach
Wingen
Lembach
Obersteinbach
Niedersteinbach.

Arrondissement of Saverne :

Siltzheim.

DEPARTMENT OF THE MOSELE.

1. *Zone of Sierck.**Arrondissement of Thionville.*

Apach
Basse-Kontz
Haute-Kontz
Beyren-lès-Sierck
Berg
Montenach
Merschweiler
Kirsch-lès-Sierck
Manderen
Kirschnaumen
Rettel
Sierck

Malling
Kerling
Hunting
Rustroff
Ritzing
Launstroff
Halstroff
Remeling
Waldwisse
Grindorff
Flastroff.

2. *Zone of Sarreguemines.**Arrondissement of Boulay :*

Schwerdorff.

Arrondissement of Sarreguemines :

Ormerswiller
Schweyen
Rolbing
Walschbronn
Liederschiedt
Roppeviller
Loutzwiller
Sturzelbronn

Breidenbach
Waldhouse
Bousseviller
Haspelschiedt
Volmunster
Lengelsheim
Hanviller.

ANNEX B.

LIST OF POINTS

AT WHICH THE FRONTIER MAY BE CROSSED.

The points at which the frontier may be crossed are situated at the intersection of the frontier with the following routes :

(a) *Railway Lines.*

Railway line from Mulhouse to Leopoldshöhe ;
 Railway line from Mulhouse to Müllheim ;
 Railway line from Colmar to Freiburg ;
 Railway line from Strasburg to Appenweier ;
 Railway line from Strasburg to Rastatt and Carlsruhe ;
 Railway line from Lauterbourg to Wörth ;
 Railway line from Wissembourg to Landau ;
 Railway line from Thionville to Treves.

(b) *Roads.*

Road from Huningue to Weil (National Road No. 69) ;
 Road from Chalampé to Neuenburg ;
 Road from Neuf-Brisach to Altbreisach.
 Road from Marckolsheim to Sasbach (By-road No. 23*b*) ;
 Road from Schoenau to Weisweil (By-road Nos. 9 and 11) ;
 Road from Rhinau to Kappel (By-road No. 5*a*) ;
 Road from Gerstheim to Ottenheim (By-road No. 124) ;
 Road from Strasburg to Kehl (National road No. 4) ;
 Road from Gamsheim to Freistett (By-road No. 9*b* and No. 94) ;
 Road from Drusenheim to Greffern (By-road No. 9*b*.II) ;
 Road from Seltz to Plittersdorf (By-road No. 8*b*.I) ;
 Road from Lauterbourg to Neulauterburg (National road No. 68) ;
 Road from Scheibenhard (France) to Scheibenhardt (Germany) (By-road No. 3*a*.I) ;
 Road from Wissembourg to Schweighofen (By-road No. 14*b*.III) ;
 Road from Wissembourg to Schweigen (National road No. 63) ;
 Road from Weiler to St. Germanshof (By-road No. 46*b*.I) ;
 Road from Lembach to Hirschthal (By-road No. 125¹ and No. 3*a*) ;
 Road from Obersteinbach to Ludwigswinkel (Local road No. 53 and No. 3*a*) ;
 Road from Walschbronn to Kröppen (Main road No. 105) ;
 Road from Schweyen to Hornbach (National road No. 62) ;
 Road from Launstroff to Obertunsdorf crossing the frontier between boundary stones Nos. 7 and 7/1
 via Scheuerwald
 Road from Apach to Perl crossing the frontier between boundary stones Nos. 14 and 15.

(c.) *Other Routes.*

The roads and paths enumerated in Annex F.

ANNEX C.

TEXT OF THE GERMAN FRONTIER CARD.

Tax : Valid until 19

FRONTIER TRAFFIC BETWEEN GERMANY AND FRANCE.

FRONTIER CARD NO.

Name and Christian names of the holder :

Domicile or place of residence :

The holder is entitled to cross the frontier at the following points :

And to stay on each occasion for a period not exceeding three days*, one week*, in the Cantons*, in the Arrondissement* :

The holder is allowed to cross the frontier by night.*

* Strike out what is not applicable.

(Page 1)

DESCRIPTION.

Occupation :

Nationality :

Date of birth :

Place of birth :

Height :

Hair :

Complexion :

Eyes :

Nose :

Mouth :

Chin :

Any special peculiarities :

Children under 15 years of age who may accompany the holder.

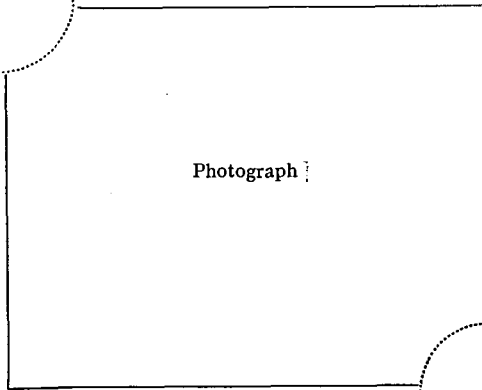
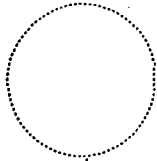
Name and Christian Names

Date of birth

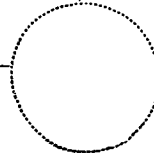
1.	1.
2.	2.
3.	3.
4.	4.

(Page 2)

Service stamp



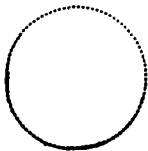
Photograph



Service stamp

Signature of holder

Stamp of the authority issuing the card

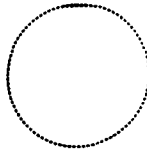


Date

19

Signature of the competent official

Stamp of the French authority



(Page 3)

REMARKS.

The holder of the present card must strictly observe the regulations contained therein. In the event of non-compliance with these regulations, or of any misuse of the card, it may be withdrawn by the authority which issued it.

(Page 4)

The frontier card is 155 mm. long and 100 mm. wide.

TEXT OF THE FRENCH FRONTIER CARD.

Tax : Valid until 19

FRONTIER TRAFFIC BETWEEN FRANCE AND GERMANY.

FRONTIER CARD No.

Name and Christian names of the holder :

Domicile or place of residence :

The holder is entitled to cross the frontier at the following points :

And to stay on each occasion for a period not exceeding three days*, one week*, in the following Kreise*,
Amtsbezirke* :

The holder is allowed to cross the frontier by night.*

* Strike out what is not applicable.

(Page 1)

DESCRIPTION.

Occupation :

Nationality :

Date of birth :

Place of birth :

Height :

Hair :

Complexion :

Eyes :

Nose :

Mouth :

Chin :

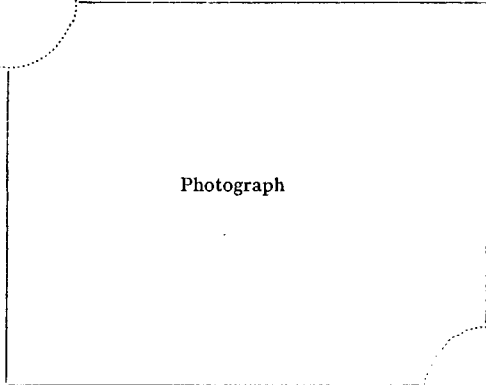
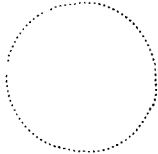
Any special peculiarities :

Children under 15 years of age who may accompany the holder.

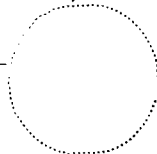
Name and Christian Names	Date of birth
1.	1.
2.	2.
3.	3.
4.	4.

(Page 2)

Service stamp



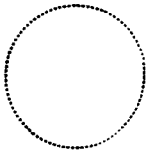
Photograph



Service stamp

Signature of the holder

Stamp of the authority issuing the card

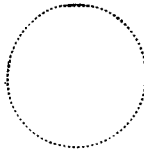


Date

19

Signature of the competent official

Stamp of the German authority



(Page 3)

REMARKS.

The holder of the present card must strictly observe the regulations contained therein. In the event of non-compliance with these regulations or of any misuse of the card, it may be withdrawn by the authority which issued it.

(Page 4)

The frontier Card is 155 mm. long and 100 mm. wide.

ANNEX D.

LIST

OF BANDAGING MATERIALS, SIMPLE DRUGS OR CHEMICAL OR PHARMACEUTICAL PRODUCTS IN ORDINARY USE ALLOWED UNDER ARTICLE 27, PARAGRAPH 4.

Mustard plasters	10 sheets.
Mustard powder	250 grammes.
Linseed powder	1 kilogramme.
Hydrogen peroxide	1 litre.
Lime-tree flowers	125 grammes.
Camomile	125 grammes.
Tincture of iodine	60 grammes.
Aspirine tablets	10
Antipyrine tablets	10
Pyramidon tablets	10
Quinine tablets	10
Orange leaves	125 grammes.
Peppermint leaves	125 grammes
Glycerine	$\frac{1}{2}$ litre.
Orange water	500 grammes.
Bicarbonate of soda	500 grammes.
Sulphate of soda	250 grammes.
Epsom salts	250 grammes.
Calcined magnesium	60 grammes.
Camphor	125 grammes.
Cotton-wool	500 grammes.
Bandages of gauze, canvas or crepon	6
Pectoral lozenges	250 grammes.
Aluminium acetate	250 grammes.
Hoffmann drops	30 grammes.
Pectoral tea	125 grammes.
Senna pods	125 grammes.
Marshmallow tea	125 grammes.
Castor oil	60 grammes.
Iceland moss	125 grammes.
Borax pastilles	100 grammes.
Borix vaseline	100 grammes.
Zinc oxide vaseline	100 grammes.
American vaseline	100 grammes.
Santonin pills	20 grammes.
Tincture of arnica	50 grammes.
Toothache drops	10 grammes.
Purgative tea	50 grammes.
Cherry stalks	100 grammes.
Camphor ointment	30 grammes.
Mercurial ointment	100 grammes.
Turpentine	100 grammes.
Ammonia	100 grammes.
Goulard water	$\frac{1}{2}$ litre.

ANNEX E.

COMPARATIVE TABLE

OF THE CORRESPONDING GERMAN AND FRENCH CUSTOMS ROUTES WITH THE COMPETENT CUSTOMS OFFICES.

German Customs Road	German Customs Office	French Customs Office	Legal French Customs route
Road from Huningue to Weil/Friedlingen	Weil/Friedlingen (Rhine bridge)	Huningue road	Road from Weil to Huningue (national road No. 69)
Railway from Mulhouse to Leopoldshöhe	Palmrain (station)	Palmrain	Railway from Leopoldshöhe to Mulhouse
Railway from Mulhouse to Müllheim	Neuenburg (station)	Neuenburg	Railway from Müllheim to Mulhouse
Road from Chalampé to Neuenburg	Neuenburg (Rhine bridge)	Chalampé (Rhine bridge)	Road from Neuenburg to Chalampé
Railway from Colmar to Freiburg	Breisach (station)	Altbreisach (Vieux-Breisach)	Railway from Freiburg to Colmar
Road from Neuf-Breisach to Altbreisach	Breisach (Rhine bridge)	Ile-de-Paille (Rhine bridge)	Road from Altbreisach to Neuf-Breisach
Road from Marckolsheim to Sasbach	Sasbach	Marckolsheim (Rhine bridge)	Road from Sasbach to Marckolsheim (by-road No. 23(b)).
Road from Schoenau to Weisweil	Weisweil	Schoenau (Rhine bridge)	Road from Weisweil to Schoenau (by-road No. 9 and 11)
Road from Rhinau to Kappel	Kappel	Rhinau (Rhine bridge)	Road from Kappel to Rhinau (by-road No. 5 a)
Road from Gerstheim to Ottenheim	Ottenheim	Gerstheim (Rhine bridge)	Road from Ottenheim to Gerstheim (by-road No. 124)
Road from Strasburg to Kehl	Kehl (Rhine bridge)	Strasburg (Rhine bridge)	Road from Kehl to Strasburg (national road No. 4)
Railway from Strasburg to Appenweier	Kehl (passenger station)	Strasburg-Kehl	Railway from Appenweier to Strasburg
Road from Gamsheim to Freistett	Freistett	Gamsheim ¹ (Rhine bridge)	Road from Freistett to Gamsheim (by-road No. 9 b and No. 94)
Road from Drusenheim to Greffern	Greffern	Drusenheim (Rhine bridge)	Road from Greffern to Drusenheim (by-road No. 9 b II)
Railway from Strasburg to Rastatt-Carlsruhe	Wintersdorf (station)	Wintersdorf	Railway line Karlsruhe-Rastatt to Strasburg
Road from Seltz to Plittersdorf	Plittersdorf	Seltz (Rhine bridge)	Road from Plittersdorf to Seltz (by-road No. 8 b I)
Railway from Lauterbourg to Wörth	Berg (station)	Lauterbourg (station)	Railway from Wörth to Lauterbourg

¹ The Gamsheim office has not yet been opened for traffic.

German Customs Road	German Customs Office	French Customs Office	Legal French Customs route
Road from Lauterbourg to Neulauterburg	Neulauterburg	Lauterbourg (road)	Road from Neulauterburg to Lauterbourg (national road No. 68)
Road from Scheibenhard (France) to Scheibenhardt (Germany)	Scheibenhardt (Palatinate)	Scheibenhard	Road from Scheibenhardt (Germany) to Scheibenhard (France) (local road No. 3 a I)
Railway from Wissembourg to Landau	Kapsweyer (station)	Wissembourg (station)	Railway from Landau to Wissembourg
Road from Wissembourg to Windhof-Schweighofen	Schweighofen	Wissembourg (road)	Schweighofen-Windhof-Wissembourg road (by-road No. 14 b III)
Road from Wissembourg to Schweigen	Schweigen	Wissembourg (road)	Road from Schweigen to Wissembourg (national road No. 63)
Road from Wissembourg to St. Germanshof, via Weiler	Germanshof	Weiler	Road from St. Germanshof to Wissembourg (by-road No. 46 b I)
Road from Lembach to Hirschthal	Hirschthal	Lembach	Road from Hirschthal to Lembach (by-road No. 125 I and No. 3 a)
—	—	Obersteinbach	Road from Ludwigswinkel to Obersteinbach (by-road No. 53 and 3 a)
Road from Walschbronn to Kröppen	Kröppen	Walschbronn	Road from Kröppen to Walschbronn (main road No. 105)
Road from Schweyen to Hornbach	Hornbach	Schweyen	Road from Hornbach to Schweyen (national road No. 62)
—	—	Launstroff	Road from Obertünsdorf to Launstroff, crossing the frontier between frontier stones 7 and 7/1 and passing the hamlet of Scheuerwald
Road from Apach to Perl	Perl (Apach road)	Apach (road)	Road from Perl to Apach crossing the frontier between frontier stones 14/15 and 15/15
Railway from Thionville to Treves	Perl (station)	Apach (station)	Railway from Treves to Thionville

ANNEX F.

LIST

OF ROADS, PATHS, AND OTHER FRONTIER CROSSINGS, WHICH, WITHOUT BEING CUSTOMS ROADS, SHALL BE OPEN FOR THE TRANSIT OF GOODS.

(a) FOR THE WORKING OF AGRICULTURAL OR FOREST LAND.

(1) For the inhabitants of Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg and Sehndorf :

The path from Perl and Oberperl to Eft and Büschdorf, over the section situated on French territory, along "Über die Strasse" and "Schneeberg", between boundary stones Nos. 14 and 15 and the twin boundary stones No. 2.

(2) For the nationals of both States :

The path which runs along the frontier first in Germany and then in France, from twin boundary stones No. 3 to the three-way stones between the Commune of Orscholz and the Communes of Merschweiler and Manderen, and joins the road from Eft to the castle of Meinsberg, and the latter road from these cross-roads to twin boundary stones No. 2.

(3) For French nationals :

The path from the castle of Meinsberg (Commune of Manderen, France) to Eft (Germany) and the part of it situated in German territory, in the direction of Tunting.

(4) For French nationals :

The path from Tunting (attached to the Commune of Manderen, France), to Eft (Germany).

(5) For nationals of both States :

The path which passes through the forest of Tunting and follows the frontier from boundary stone No. 9 to boundary stone No. 37, alternately on French and German territory.

(6) For French nationals :

The path from Scheuerwald (belonging to the Commune of Launstroff, France) to Büschdorf (Germany).

(7) For German nationals :

The path which, starting from the mill of Blumenau (Saar Territory), crosses the Schwalb and on the right bank of the Schwalb joins the path from Vollmunster (France) to Hornbach (Germany), passes near the mill of Schweyen and reaches the frontier between boundary stones Nos. 1 and 2.

(8) For nationals of the two States :

The path which starts from the Hornbach-Vollmunster road not far from boundary stone No. 1, runs on the German side along the Schwalb ravine and crosses the frontier twice on either side of boundary stone No. 5.

(9) For nationals of both States :

The path which runs on French territory along the frontier between boundary stone No. 10 and the four-way boundary stone of Hornbach-Mauschbach-Schweyen-Rolbing, and about 100 metres to the north of that point rejoins the road from Zweibrücken to Bitche as also that part of that road between the said cross-roads and boundary stones Nos. 1 and 1/1.

(10) For German nationals :

The parts of the path on French territory between boundary stone No. 14 (Dietrichingen-Rolbing) about 800 metres north of Rolbing and of the bridge called Saubücke, to the point where twin boundary stones No. 3 are situated.

(11) For French nationals who work land on the banks of the Strohlbach :

The path which runs along the frontier near Riedelberg-Walschbronn on German territory between twin boundary stones Nos. 2 and 3, and the Saubücke and Sausteg.

(12) For German nationals :

The road from Kröppen to Walschbronn from the point where it enters French territory between boundary stones Nos. 21/1 and 22 to its intersection with the path running along the northern bank of the Trualbe (Schwarzbach), and this path from the said point of intersection to the frontier, near boundary stone No. 29.

(13) For nationals of both States :

The forest paths which start at the three-way boundary stone and run along the frontier between the Communes of Eppenbrunn-Hilst and Roppwiller, alternately on French and German territory, between the said three-way boundary stone and the next three-way boundary stone between the Communes of Eppenbrunn, Sturzelbronn and Roppwiller.

(14) For nationals of both States :

The forest paths which cross and recross the frontier between the three-way boundary stone between the communes of Eppenbrunn, Sturzelbronn and Roppwiller and boundary stone No. 12.

(15) For nationals of both States :

The forest paths which cross and recross the frontier between boundary stones Nos. 4 and 5, 8 and 10, 11-21, 21 and 23, 23/4, and boundary stone No. 4 at Fischbach-Niedersteinbach.

(16) For French nationals :

The paths from Schönau (Germany) to Wengelsbach (France) and from Schönau and Hirschtahl (Germany) to Lembach (France).

(17) For nationals of both States :

The paths which cross and recross the frontier in the valley called "Gangelsteich" between the Schönau-Lembach road near boundary stones Nos. 20 and 21 and the three-way boundary stone between the Communes of Schönau, Hirschtal and Lembach, and between the two three-way boundary stones.

(18) For nationals of both States :

The paths which cross and recross the frontier between boundary stones Nos. 3 and 9 on one side and Nos. 10 and 14 on the other and finally between boundary stones Nos. 22/1 and 22 near Nothweiler, Bobenthal and Wingen.

(19) For nationals of both States :

The path which crosses and recrosses the frontier between boundary stones Nos. 12 to 22, near the Communes of Bobenthal and Wingen.

(20) For French nationals :

The path from Weiler to Schlossgut-Langenberg, over the part situated on German territory between boundary stones Nos. 7/2, 7/3 and 7/4.

(21) For nationals of both States :

The paths which cross and recross the frontier between the three-way boundary stone, the Communes of Bobenthal, Schweyen and Wissemburg and boundary stone No. 34, and further between boundary stones Nos. 42 to 51 and finally between boundary stone 51 and boundary stones 50, 60 and 61/1.

(22) For French nationals :

The path from Scheibenhard to Neulauterburg and to Lauterburg from boundary stone No. 5 to the point where the path enters French territory between boundary stones Nos. 22 and 23.

(23) For the inhabitants of Schlossgut-St. Paul :

The road from Wissembourg to Schweigen and St. Paul.

(b) FOR THE TRANSPORT OF TIMBER AND OTHER FOREST PRODUCE.

(1) For French nationals :

Coming from the forests of Hohe Reissen, Höchstberg and Rösselberg, the paths on German territory which join the two roads from Ludwigswinkel to Obersteinbach, as well as these two roads.

(2) For German nationals :

Coming from the forest of Adelsberg (Germany), the road from Sturzelbronn to Obersteinbach from its point of intersection with the frontier between the Departments of the Moselle and of Bas-Rhin to the point where it intersects the road from Ludwigswinkel to Obersteinbach, and also the paths between the above-mentioned parts of roads and the frontier.

(3) For German nationals :

Coming from the forest of Amersberg (Germany), the path which runs along the frontier on French territory from Obersteinbach to the three-way boundary stone between the communes of Fischbach, Schönau and Niedersteinbach, and also the forest paths between this path and the frontier.

(4) For German nationals :

Coming from the forest of Dachsberg, the path from Schönau to Wengelsbach between the hamlet of Wengelsbach and boundary stones Nos. 54 and 55 on French territory.

(5) For French nationals :

Coming from the Waldgebirge between the Maymond and the valley of Sauerbach, the two paths from Schönau to Wengelbach and from Schönau to Hirschthal and Lembach, and the paths situated between these and the frontier.

(6) For German nationals :

Coming from the forest of Schlossberg and part of the forest of Hundslloch (both situated in German territory), the path from Wingen to the crest where boundary stones Nos. 15 and 16 are situated, from its point of intersection with the path running east from the crest to the three-way boundary stones, between Northweiler, Bobenthal and Wingen ; the last-named path and those which are situated to the east and west between the above-mentioned paths and the frontier.

(7) For French nationals :

The road on the left bank of the Lauter from Bobenthal to Wissembourg via St. Germanshof, over the part situated in German territory between the bridge of Siebentheil and boundary stone No. 3.

(8) For the inhabitants of the German communes of Schweigen, Rechtenbach, Schweighofen, Kapsweyer, Steinfeld, Scheidt and Bobenthal :

Coming from the forest of Bobenthal, the State forest and the forest of the Upper Mundat, the road sections of Rechtenbach-Schweigen-Wissembourg-Weiler-Bobenthal and Scheidt-Steinfeld-Kapsweyer-Schweighofen-Wissembourg-Weiler-Bobenthal via the castle of Langenberg and the Vogelsberg villa.

ANNEX G.

DESCRIPTION

OF THE SUPPLEMENTARY ZONES MENTIONED IN ARTICLE 36.

GERMAN SUPPLEMENTARY ZONE.

The German supplementary zone is bounded by a line which runs as follows¹ :

The line starts from the point of intersection of the Germano-Saar frontier with the Saar, to the east of Orscholz ; from there it runs in a north-westerly direction past Weiten and Freudenburg on the east and Trassem on the west, to Cahren. From Cahren, the line follows the road via Saarbourg, Beurig, Irsch, Niederzerf, Baldringen, Hentern, Frommersbach, Mandern to Waldweiler and then follows the road from Waldweiler via Weiskirchen, Steinberg, Reidelbeach, Waderill, Sitzerath, Bierfeld and Nonnweiler to Otzenhausen.

From Otzenhausen, the line follows the road via Waldbach and Eisen to Achtelsbach and then, beyond Achtelsbach, the same road to the point where the path from Traunen joins the road from Achtelsbach to Brücken ; it follows the path to Traunen and Dambach and then — in a north-easterly direction — the same path to the point where it joins the road from Birkenfeld to Birkenfeld-Neubrückestation ; from this point, it follows the road past the Birkenfeld-Neubrückestation Hoppenstädten, Heimbach, Linden, Föhren, Berschweiler, Tallichtenberg, to Pfeffelbach.

From Pfeffelbach, the line runs south following the field-path to Albessen ; from Albessen, it follows the road via Konken and Wahnwegen and passes Stangenhol, Trahweiler and Haschbach ; from there, it follows the field path to Nanzweiler and then the road via Nanzdiezweiler and Hütschenhausen to Hauptstul ; from Hauptstul, it follows the road to Mühlbach and then the road to Oberhausen via Langwieden and Gerhardsbrunn ; from this point, it follows the field path to Schmittshausen and then the road from Schmittshausen to Rieschweiler to the point of intersection of this road with the north-eastern boundary of the Commune of Reischweiler. The line then runs west along the northern boundaries of the Communes of Rieschweiler, Contwig, Niederauerbach and Zweibrücken to the north-westerly point of intersection between the boundary of the last-named communes with the frontier of the Saar Territory. From this point of intersection, it follows the Germano-Saar frontier — first north, then west and finally south to the above-mentioned point of intersection of the said frontier with the Saar, east of Orscholz.

¹ *Note.* — All localities through which the inner line runs belong to the frontier zone, while those places past which this inner line runs should be regarded as situated outside the zone.

FRENCH SUPPLEMENTARY ZONE.

The French supplementary zone consists of the territory of the following communes :

Arrondissement of Thionville.

Waldweistroff	Monneren
Laumesfeld	

Arrondissement of Boulay.

Alzing	Réméring-les-Hergarten
Berviller	Rémelfang
Bibiche	Teterchen
Bisten-en-Lorraine	Tromborn
Boucheporn	Varsberg
Bouzonville	Vaudreching
Brettnach	Velving
Château-Rouge	Villing
Colmen	Vœfling-lès-Bouzonville
Creutzwald-la-Croix	Coume
Dalem	Holling
Falck	Longeville-lès-Saint-Avold
Filstroff	Obervisse
Freistroff	Saint-Francois
Guerstling	Anzeling
Guerting	Chemery-les-Deux
Ham-sous-Varsberg	Menskirch
Hergarten-aux-Mines	Niedervisse
Heining	Ottonville
Merten	Valmunster
Neunkirchen	Zimming
Oberdorff	

Arrondissement of Forbach.

Alsting	Ernestviller
Barst	Etzling
Behren-lès-Forbach	Farschviller
Bening-lès-St. Avold	Farébersviller
Betting	Folkling
Bousbach	Forbach
Cappel	Freyming
Carling	Guenviller
Cocheren	Henriville
Diebling	Upper Homburg
Dourd'hal	Kerbach
Rosbruck	Lachambre
Saint-Avold	L'Hôpital
Schoeneck	Macheren
Seingbouse	Merlebach
Spicheren	Metzing
Stiring-Wendel	Morsbach
Tenteling	Nousseviller-lès-Puttelange
Théding	Oeting
Valmont	Petite-Rosselle
Willerwald	Porcelette

Arrondissement of Sarreguemines.

Hottviller	Rouhling
Erching	Sarreguemines
Nousseviller-lès-Bitche	Sarreinsming
Rolbing	Welferding
Epping	Grundviller
Obergailbach	Wiesviller
Rimling	Wittring
Bliesbruck	Woelfling
Blies-Ebersing	Woustviller
Blies-Guersviller	Zetting
Folpersviller	Siersthal
Frauenberg	Achen
Grosbliederstroff	Bettviller
Guebenhouse	Gros-Réderching
Hambach	Petit-Réderching
Hundling	Rohrbach
Ippling	Schorbach
Lixing-lès-Rouhling	Bining
Loupershouse	Etting
Neufgrange	Lambach
Neunkirch-lès-Sarreguemines	Kalhausen
Remelfing	

ANNEX H.

VETERINARY POLICE REGULATIONS.

I.

The circulation in the frontier zone of the horses, donkeys, cattle, sheep, goats or dogs enumerated in Article 16 is authorised subject to compliance with the following provisions :

Owners and tenants of land must furnish a descriptive statement of the animals belonging to them which must contain the following particulars : species, sex, pedigree, colour and peculiarities, age and size and, in the case of cattle approximate weight and marks (paragraph 3). This statement must be transmitted to the Customs authorities of the two countries concerned on January 1st of each year, subject to the conditions to be laid down by these authorities, who shall also be notified of any changes which have taken place in the course of the year.

All animals taken to the neighbouring country for work, grazing or stabling must be marked in the following manner :

(1) Animals such as horses, donkeys or cattle must be branded on the left front hoof (in the case of animals of the equine species) and on the left horn or left front hoof in the case of cattle — German animals with a capital D and French animals with a capital F. These letters shall also be marked with shears in the hair of the left buttock ; this mark must be 10 centimetres long and be renewed as occasion arises.

(2) In the case of sheep and goats, the mark shall consist of a metal disc fixed to the left ear and shall be stamped with the letter D or F as the case may be.

(3) Animals such as dogs must permanently wear a collar with a plate bearing the Christian names and surnames and domicile of their owners.

The animals must be inspected at least once a year — (those going to pasture at the moment of proceeding there, and saddle, draft and pack animals at the beginning of the spring) when the frontier is crossed, by the veterinary official of the State to which they are being driven. On their return to the country of origin, an examination may be ordered by the veterinary official of that country.

In the case of animals which often pass the frontier in either direction, an inspection may be ordered more frequently, though it may not, in general, be held more than once a month.

The results of these veterinary inspections must be noted each time by the veterinary officer in the description of the animals deposited with the Customs Office designated by the Government of the State onto whose territory the animals are driven.

The veterinary inspections are free of charge when held on the days, in the places, and at the hours fixed for them.

Animals which are suffering from or suspected of suffering from, an epizootic disease, or which have been in contact with animals suffering from such a disease, may only be sent back to the country of origin with the permission of the two respective administrations.

II.

The driver of animals of the equine species coming under Article 29, which are employed for drawing vehicles crossing the frontier must always be in possession of a bilingual certificate drawn up in accordance with the attached model, issued by the competent local authority of the country of origin and bearing the official seal of that authority, and containing the name and domicile of the owner and a description of the animals.

These certificates must bear an attestation drawn up in accordance with the attached model, issued by the veterinary officer of the State onto whose territory the animals are being driven,

The period of validity of this attestation shall be six months.

III.

1. On the 1st of each month, the veterinary officers of the districts in which the frontier zones are situated shall inform one another of the position with regard to the diseases enumerated below. This shall also be done, within 24 hours, when a further case of a contagious disease occurs in a commune which has remained free of epizootic disease for at least thirty days :

- (a) Rabies (Lyssa, Rabies, Hydrophobia).
- (b) Glanders of animals of the equine species (Malleus).
- (c) Dourine (Exanthema coitale paralyticum).
- (d) Foot-and-mouth disease (Aphthæ epizooticæ).
- (e) Pleuropneumonia of cattle (Pleuropneumonia contagiosa bovum).
- (f) Sheep-pox (Variola ovium).
- (g) Mange among horses, etc. and scab among sheep and goats (Scabies).
- (h) Swine erysipelas (Rhusiopathia suis).
- (i) Swine fever (Pestis suum).
- (k) Cattle plague (Pestis bovina).

Isolated cases of disease must be reported with exact particulars as to place, name of the owners, number of heads of cattle infected and number of sick animals.

These communications must also be made when there is no case of contagious disease to be reported.

In the event of an outbreak of cattle plague on the territory of the neighbouring State, the facilities provided for by the present Convention shall immediately cease.

2. In the event of an outbreak of pleuropneumonia of cattle, sheep-pox, foot-and-mouth disease or swine fever on the territory of the neighbouring State within an area of 20 kilometres in depth from the frontier, the facilities provided for in the present Convention may be restricted during the duration of the infection.

The movement of animals on the frontier may be prohibited wholly or in part in the event of grave danger of infection.

The competent veterinary officers must inform one another of all veterinary restrictions and prohibitions immediately upon their issue.

3. If one of the epizootic diseases enumerated in No. 2, paragraph 1 above has just made its appearance in a commune situated in the frontier zone, the Customs authorities of the two countries shall be informed by the veterinary officer competent for the infected locality. This officer shall clearly indicate the zone threatened by the disease and shall in good time give all necessary information with regard to the steps to be taken. Until definite protective measures have been taken, animals coming from or going to the threatened area which are liable to be infected shall not be allowed to cross the frontier.

CERTIFICATE

FOR CROSSING THE FRONTIER FOR THE ANIMAL OF THE EQUINE SPECIES (HORSE, DONKEY OR MULE) MENTIONED HEREUNDER.

Name :

Domicile of the Owner :

Species :

Sex :

Pedigree :

Age :

Height :

Colour :

Special peculiarities :

Signature of the owner or person making the declaration :

Local authority of:

Place and date :

Signature and rank of the signatory :

(Official Seal.)

ATTESTATION BY THE GOVERNMENT VETERINARY OFFICER.

The undersigned veterinary officer hereby certifies that the described above has this day been examined and found to be free from every symptom of infectious disease.

Place and date :

Signature and rank of Signatory :

(Official Seal.)

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION REGULATING MINOR FRONTIER TRAFFIC ON THE FRANCO-GERMAN FRONTIER.
SIGNED AT PARIS ON APRIL 25, 1929.

The High Contracting Parties having found, after the conclusion of the Franco-German Convention regulating minor frontier traffic signed at Paris, April 25, 1929, that certain inaccuracies were contained in the description of the paths given in Annex F (a) of the said Convention, have decided to rectify this Annex as follows :

The text of paragraphs a) 1, 2, 3, 4 and 6 shall be replaced by the following text :

(1) For the inhabitants of Eft, Büschdorf, Ober-Tünsdorf, Perl, Oberperl, Borg and Sehndorf :

The paths from Perl and Oberperl (Germany) to Eft and Büschdorf (Germany) which meet in French territory between boundary stones Nos. 14 and 15 in one path, and this path past the localities known as " Über die Strasse " and " Schneeberg " to the twin boundary stones No. 2 Orscholz (Commune of Eft)-Merschweiler and the branch to Borg (Germany) which crosses the frontier between frontier stones Nos. 2 and 3.

(2) For nationals of the two States :

The path situated on French territory leaving the twin boundary stones No. 13 till it joins the path from the Castle of Meinsberg (France) to Eft (Germany), and this path to its point of intersection with the frontier.

(3) For the nationals of the two States :

The path leading from the Castle of Meinsberg (Commune of Manderen, France) to Eft (Germany), till it runs into the path from twin boundary stones No. 13 to Büschdorf (Germany). The latter path from this point to its point of intersection with the path from Tunting (France) to Eft (Germany) and the last-named path between this point and the frontier.

(4) For the nationals of both States :

The section of path from Tunting (Commune of Manderen) to Eft (Germany) between the twin boundary stones Nos. 6 and 7.

(6) For the nationals of the two States :

The path which runs west from twin boundary stones No. 7 north of Scheuerwald (Commune of Launstroff, France) then becoming a frontier path as far as the point situated between twin boundary stones Nos. 4 and 3, and continuing on German territory in the direction of Büschdorf (Germany) to the point at which it finally leaves the frontier.

.....
In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate German and French texts, May 17, 1929.

L. VON HOESCH.
Freiherr VON GRÜNAU.
A. BRIAND.

EXCHANGES OF NOTES.

I.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations for the Convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, the French delegation expressed the wish that, provisionally and pending the conclusion within the framework of the investigations of the League of Nations, of a general convention between Germany and France, for the prevention of double taxation, which appears likely to be negotiated shortly, each of the High Contracting Parties should undertake to exempt from all taxes on salaries and wages, industrial and agricultural workers who, while working in its frontier zone, are domiciled in the frontier zone of the other Party.

I have the honour to inform you that the German Government is willing to give this undertaking, subject to reciprocity, on the understanding that it is to be a provisional measure, to be valid as from the entry into force of the Convention of to-day's date.

I have the honour to be, etc.

VON HOESCH.

To His Excellency,
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

II.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations for the Convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, the French delegation expressed the wish that, provisionally and pending the conclusion, within the framework of the investigations of the League of Nations, of a general convention between France and Germany for the prevention of double taxation, which appears likely to be negotiated shortly, each of the High Contracting Parties should undertake to exempt from all taxes on salaries and wages, industrial and agricultural workers who, while working in its frontier zone, are domiciled in the frontier zone of the other Party.

In your letter of to-day's date, you were good enough to inform me that the German Government would be willing to give this undertaking, subject to reciprocity, on the understanding that it is to be a provisional measure, to be valid as from the entry into force of the Convention of to-day's date.

I note this statement and have the honour to inform you that the French Government gives a similar undertaking, subject to reciprocity.

I have the honour to be, etc.

A. BRIAND.

To His Excellency,
M. von Hoesch,
German Ambassador
at Paris.

III.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations for the Convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, the two delegations agreed that it would be desirable if an understanding could be arrived at between the Compagnie des Tramways de Strasbourg and the Mittelbadische Eisenbahnen A. G. at Mannheim with regard to the extension of the tram line (which now runs from Strasburg to the bridge of Kehl) either to the railway station of Kehl or to the former terminus of this line in the city of Kehl.

I have the honour to inform you that the French authorities would place no obstacle in the way of the realisation of such an agreement and that, should one be reached, they would be prepared to facilitate as far as possible, in agreement with the German authorities, the passport and Customs formalities to be complied with on crossing the frontier.

I should be glad to receive an assurance to the effect that the German authorities take the same favourable view.

I have the honour to be, etc.

A. BRIAND.

To His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador
at Paris.

IV.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date, you recall the fact that in the course of the negotiations for the Convention regulating minor frontier traffic, the two delegations agreed that it would be desirable if an understanding could be arrived at between the Mittelbadische Eisenbahnen A. G. at Mannheim and the Compagnie des Tramways de Strasbourg with regard to the extension of the tram line (which now runs from Strasburg to the bridge of Kehl) either to the railway station of Kehl or to the former terminus of this line in the city of Kehl.

You add that the French authorities would place no obstacle in the way of the realisation of such an agreement and that, should one be reached, they would be prepared to facilitate as far as possible, in agreement with the German authorities, the passport and Customs formalities to be complied with on crossing the frontier.

I note this statement and have the honour to inform you that the German authorities take the same favourable view.

I have the honour to be, etc.

VON HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

V.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations for the convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, I have the honour to inform you that the German Government is desirous of extending the Bergzabern-Schweigen mail motor-omnibus line to the railway station of Wissemburg, provided that the French Government authorises the German Postal Administration to do so.

Should this be the case, the authorities of the High Contracting Parties would jointly facilitate, as far as possible, the passport and Customs facilities to be complied with when the frontier is crossed.

I have the honour to be, etc.

VON HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

VI.

PARIS, *April 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date, you informed me that the German Government was desirous of extending the Bergzabern-Schweigen mail motor-omnibus line to the railway station of Wissemburg, provided that the French Government authorised the German postal administration to do so.

You add that, should this be the case, the authorities of the High Contracting Parties would jointly facilitate as far as possible the passport and Customs formalities at the frontier.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication and to inform you that the French Government willingly accords to the German Postal Administration the authorisation in question.

It is understood that the authorities of the two High Contracting Parties shall jointly facilitate, as far as possible, the passport and Customs formalities at the frontier.

I have the honour to be, etc.

A. BRIAND.

To His Excellency
Monsieur Von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

VII.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTEMENT
FOR POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, November 21, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations for the convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, the two delegations agreed to introduce a system affording all possible Customs facilities for the regular service of motor passenger vehicles plying between Strasburg and Kehl.

In execution of the agreement concluded, the French Government has the honour to propose to the German Government the following draft regulations :

(a) The deposit guaranteeing the re-exportation of a motor vehicle shall not be demanded by the Customs authorities of the two Parties from well-known owners of motor vehicles residing at Strasburg or at Kehl ; furthermore, the quantities of mineral oil contained in the principal tank which can be conveyed direct to the engine shall not be subject to inspection or to Customs duty. The Customs authorities of the two Parties shall agree to facilitate motor traffic between Strasburg and Kehl in every possible way.

(b) It is forbidden under pain of the immediate withdrawal of the above-mentioned facilities from offenders, for vehicles belonging to one of the two contracting countries to effect transports between two points in the territory of the other country.

(c) The present provisions shall not affect the general provisions governing the taxation of motor vehicles in the two States.

I should be obliged if you would inform me if the German Government agrees to the above-mentioned proposals.

I have the honour to be, etc.

BERTHELOT.

To His Excellency
Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

VIII.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, November 21, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date, which reads as follows :

" In the course of the negotiations for the convention regulating minor frontier traffic on the Franco-German frontier, the two delegations agreed to introduce a system affording all possible Customs facilities for the regular service of motor passenger vehicles plying between Strasburg and Kehl.

" In execution of the agreement concluded, the French Government has the honour to propose to the German Government the following draft regulations :

(a) The deposit guaranteeing the re-exportation of a motor vehicle shall not be demanded by the Customs authorities of the two Parties from well-known owners of motor vehicles residing at Strasburg or at Kehl ; furthermore, the quantities of mineral oil contained in the principal tank which can be conveyed direct to the motor shall not be subject to inspection or to Customs duty. The Customs authorities of the two Parties shall agree to facilitate motor traffic between Strasburg and Kehl in every possible way.

(b) It is forbidden under pain of the immediate withdrawal of the above-mentioned facilities from offenders, for vehicles belonging to one of the two contracting countries to effect transports between two points in the territory of the other country.

(c) The present provisions shall not affect the general provisions governing the taxation of motor vehicles in the two States."

I am directed to inform Your Excellency that the German Government agrees to this proposal.

I have the honour to be, etc.

VON HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

IX.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL AND COMMERCIAL
DEPARTMENT.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, *March 24, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date, you say :

"The Convention of April 25, 1929, regulating Minor Frontier Traffic on the Franco-German frontier, provides in Article 28, paragraphs 2 and 3, for a system according exemption from Customs duties, etc., including the statistical duty, and notwithstanding any import and export prohibitions, to wreaths, bunches of flowers and cut flowers imported in frontier traffic for the decoration of graves on the occasion of family festivals or religious occasions, etc.

The German Government has the honour to propose to the French Government to extend, subject to reciprocity on the part of the French Government, these facilities to 'flowers in pots or in earth' imported for the same purposes, and to waive the application of the general provisions enumerated in Article 39 of the Convention, precluding any exemption from the general health or veterinary measures or the general measures taken by the High Contracting Parties for the protection of plants, except in so far as special circumstances justify their application in particular cases.

I shall be obliged if Your Excellency would inform me if the French Government agrees to these proposals and is disposed to give the German Government the guarantees of reciprocity requested."

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication and to inform you that the French Government agrees to the proposals contained therein, and is willing to give the German Government the guarantees of reciprocity requested.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :

BERTHELOT,

French Ambassador and Secretary-General.

To His Excellency
Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

N° 2549.

ALLEMAGNE ET TURQUIE

Traité d'arbitrage et de conciliation,
avec protocole final. Signés à
Ankara, le 16 mai 1929.

GERMANY AND TURKEY

Treaty of Arbitration and Conciliation,
with Final Protocol. Signed at
Ankara, May 16, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT

N^o 2549. — SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrag ¹
 ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TÜRKISCHEN
 REPUBLIK. GEZEICHNET IN ANGORA, AM 16. MAI 1929.

Textes officiels allemand et turc communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 décembre 1930.

DAS DEUTSCHE REICH und die TÜRKISCHE REPUBLIK, von dem Wunsche erfüllt, die zwischen beiden Ländern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zu festigen und die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Rudolf NADOLNY, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter des Deutschen Reichs in der Türkei ;

DER PRÄSIDENT DER TÜRKISCHEN REPUBLIK :

Seine Exzellenz Tefvik RÜŞTÜ Bey, Minister [der]Auswärtigen]Angelegenheiten, der Türkischen Republik, Abgeordneten von Smyrna,

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und [sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, nach Massgabe dieses Vertrags entweder der Entscheidung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines besonderen Schiedsgerichts zu unterbreiten oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Der Entscheidung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs werden auf Verlangen einer Partei diejenigen Streitigkeiten unterbreitet, bei denen die Parteien untereinander über ein Recht im Streite sind, insbesondere diejenigen Streitigkeiten, die betreffen :

erstens : Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Vertrags ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 31 juillet 1930.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

N° 2549. — ALMANYA DEVLETİ İLE TÜRKİYE CUMHURİYETİ
ARASINDA HAKEM VE UZLAŞMA MUAHEDENAMESİ¹. ANKARA,
16. MAYIS 1929.

*German and Turkish official texts communicated by the German Consul-General at Geneva.
The registration of this Treaty took place December 6, 1930.*

ALMANYA DEVLETİ ve TÜRKİYE CUMHURİYETİ iki Memleket arasında mevcut olan dostluk
rabitalarını kuvvetlendirmek ve Devletler aransındaki ihtilafların muslihane bir surette tesviyesini
istihdaf eden usulün inkişafına hadim olmak arzusile bir umumî hakem ve uzlaşma muahedesi
aktine karar vermişlerdir.

Bu maksatla Murahhasları olarak,

ALMANYA DEVLETİ REİSİ Hazretleri :

Almanyanın Türkiyede Fevkalade Murahhas ve Büyük Elçisi Herr Rudolf NADOLNI,
Hazretlerini,

TÜRKİYE REİSİCUMHURU Hazretleri :

Türkiye Cumhuriyeti Hariciye Vekili ve İzmir Mebusu Doktor Tefvik Rüşrü Beyefendi
Hazretlerini,

memur etmişler ve işbu {Murahhaslar usulünde görülen {salahiyetnamelerini yekdiglerine
teblig ettikten sonra aşağıdaki hükümleri kararlaştırmışlardır.

Madde 1.

Akit Taraflar, aralarında baş gösterüp münasip bir müddet zarfında diplomasi yolile halledile-
memiş olan bütün ihtilafları, her ne mahiyette olursa olsun, işbu muahede hükümleri mucibince
ya beynelmilel Adalet Divanının veya bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesinin kararlarına
ve yahut ta bir uzlaşma usulüne arzetmeği taahhüt ederler.

Halli, Akit Taraflar arasında meri sair mukavelelerle bir usulü mahsusa tabi tutulan ihtilaflar
mezkûr mukaveleler hükümleri mucibince tesviye edilecektir.

Madde 2.

Bir ihtilafta Akitler arasında karşılıklı olarak bir hakkın ret ve inkârı vukua gelirse bilhassa
aşağıda yazılı mevzulara taalluk eden bu kabil ihtilaflar Akitlerden birinin talebi üzerine beynelmilel
Adalet Divanının kararına arz edilecektir :

1 — İki Akit Taraf arasında aktedilmiş bir muahedenin meriyeti, tefsiri ve tatbiki ;

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 31, 1930.

- zweitens : irgendeine Frage des internationalen Rechts ;
 drittens : das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet ;
 viertens : Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Streitigkeiten, die sich nach Ansicht einer Partei auf Souveränitätsrechte beziehen oder deren Gegenstand unter ihre ausschliessliche Zuständigkeit fällt. Wenn indes die andere Partei dieser Ansicht widerspricht, so kann sie sich an den Ständigen Internationalen Gerichtshof wenden, um diese Vorfrage entscheiden zu lassen.

Artikel 3.

In den im Artikel 2 bezeichneten Fällen kann das Verfahren vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof auf Grund besonderer Vereinbarung der Parteien durch ein Verfahren vor einem besonderen Schiedsgericht ersetzt werden.

Artikel 4.

Bestehen zwischen den beiden Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den im Artikel 2 Absatz 1 bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage von dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder, falls die Parteien ein besonderes Schiedsgericht vereinbaren, von dem Schiedsgericht entschieden.

Artikel 5.

Die vertragschliessenden Teile setzen in jedem Einzelfalle, der der Entscheidung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines besonderen Schiedsgerichts zu unterbreiten ist, eine besondere Schiedsordnung fest, worin der Streitgegenstand sowie die anderen zwischen ihnen vereinbarten Bedingungen angegeben werden. Im Falle der Vereinbarung eines besonderen Schiedsgerichts werden die vertragschliessenden Teile hierbei, soweit als möglich, die Bestimmungen des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle¹ vom 18. Oktober 1907 berücksichtigen.

Die Festsetzung der Schiedsordnung erfolgt durch Protokoll oder durch Notenaustausch. Für die Auslegung der Schiedsordnung ist der Ständige Internationale Gerichtshof oder das besondere Schiedsgericht zuständig.

Kommt die Schiedsordnung nicht binnen zwei Monaten zustande, nachdem einer Partei der Antrag der anderen Partei auf Einleitung eines Verfahrens vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder einem besonderen Schiedsgericht zugegangen ist; so kann jede Partei auf dem Wege eines einfachen Begehrens den Ständigen Internationalen Gerichtshof gemäss dessen Statut² anrufen.

Artikel 6.

Alle Streitigkeiten, die nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags nicht der Entscheidung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines besonderen Schiedsgerichts unterbreitet werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Durch Vereinbarung der Parteien kann auch jede der im Artikel 2 bezeichneten Streitigkeiten vor dem Verfahren vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder einem besonderen Schiedsgericht dem in diesem Verträge vorgesehenen Vergleichsverfahren unterworfen werden.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; et vol. CVII, page 461, de ce recueil.

- 2 — Her hanđi bir hukuku duvel meselesi ;
- 3 — Sübutu halinde beynelmilel bir taahhüdün nakzını tazammun eden her hanđi bir vâkıanın hakikata mukareneti ;
- 4 — Böyle bir nakzı ahit halinde edası lazım ğelen tazminatın nevi ve şümulü.

İşbu hüküm, iki Taraftan birinin fikrine ğöre hakkı hakimiyete taalluk eden veya mevzuu kendi salâhiyeti münhasrasına ait olan ihtilaflara tatbik olunmaz. Şu kadar ki diđer Taraf bu fikre muhalefet ederse bu meseleyi müstahara hakkında karar almak üzere beynelmilel Adalet Divanına müracaat edebilir.

Madde 3.

İkinci maddede zikredilen hâllerde beynelmilel Adalet Divanına müracaat usulü yerine hususî bir anlaşma mucibince bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine müracaat usulü ikâme edilebilir.

Madde 4.

Bir ihtilafın ikinci maddenin birinci fıkrasında münderic neviler cümlesinden olduğunu tayin hususunda Akitler uyuşamazlarsa bu meseleyi müstahara beynelmilel Adalet Divanı ve yahut, Âkit Taraflar bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine müracaatta mutabık kalmışlarsa mezkûr hakem mahkemesi tarafından karar altına alınacaktır.

Madde 5.

Beynelmilel Adalet Divanına ve yahut bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine arz edilecek her meselede Akit Taraflar ihtilafın mevzuile aralarında takarrür eden sair hükümleri tesbit edecek bir mahsus tahkimname tanzim edeceklerdir. Şayet bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine müracaat takarrür ederse Akitler imkân müsait olduğu derecede beynelmilel ihtilafların muslihane halli hakkında 18 Teşrinî evel 1907 tarihli Lahey mukavelenamesi hükümlerini nazarı itibara alacaklardır ¹.

Tahkimname bir protokol ile ve yahut nota taatîsi suretile tanzim edilecektir. Tahkimnamenin her türlü tefsiri beynelmilel Adalet Divanının veya bilhassa teşkil edilecek hakem mahkemesinin salâhiyetine bırakılmıştır.

Akitlerden birinin diđerî tarafından beynelmilel Adalet Divanında ve yahut bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesinde dava ikamesine mütedair talebini aldığından itibaren iki ay zarfında tahkimname tanzim edilmeyecek olursa, her Akit ihtilafî bir istida ile beynelmilel Adalet Divanının statüsüne tevfikân mezkûr Divana ² arz edebilir.

Madde 6.

İşbu muahedenin yukarıdaki maddeleri mucibince beynelmilel Adalet Divanına veya bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine tevdi edilecek mahiyette olmayan her ihtilaf, Akitlerden birinin talebi üzerine uzlaşma usulüne tabi tutulacaktır.

İkinci maddede zikredilen bütün ihtilaflarda da beynelmilel Adalet Divanına veya bilhassa teşkil edilecek bir hakem mahkemesine müracaattan evel Akitler aralarında anlaşarak işbu muahdede mavzuubahs uzlaşma usulüne müracaat edebileceklerdir.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; and Vol. CVII, page 461, of this Series.

Artikel 7.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Die vertragschliessenden Teile ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen die drei übrigen Mitglieder im gemeinsamen Einverständnis. Diese drei Mitglieder sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Staaten sein, noch sollen sie auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben oder in deren Dienst stehen oder gestanden haben. Aus ihrer Mitte wird der Vorsitzende durch die vertragschliessenden Teile gemeinsam bezeichnet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, jederzeit, sofern nicht ein Verfahren im Gange oder von einer Partei beantragt worden ist, das von ihm ernannte Mitglied abzurufen und dessen Nachfolger zu bestimmen. Unter den gleichen Voraussetzungen steht es jedem der vertragschliessenden Teile auch frei, die Zustimmung zur Berufung jedes der drei gemeinsam berufenen Mitglieder zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur gemeinsamen Berufung eines neuen Mitglieds geschritten werden.

Innerhalb von zwei Wochen nach dem Tage, an dem einer der beiden vertragschliessenden Teile eine Streitfrage vor den Ständigen Vergleichsrat gebracht hat, kann jede der Parteien für die Behandlung dieser Streitfrage das von ihr bezeichnete Mitglied des Ständigen Vergleichsrats durch eine Persönlichkeit ersetzen, die in der Angelegenheit besondere Sachkunde besitzt. Die Partei, die von diesem Rechte Gebrauch macht, teilt das unverzüglich der anderen Partei mit, der es alsdann freisteht, innerhalb von zwei Wochen nach dem Tage, an dem ihr die Mitteilung zugegangen ist, das Gleiche zu tun.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Wenn die Berufung der gemeinsam zu berufenden Mitglieder nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Ergänzung des Ständigen Vergleichsrats, nicht innerhalb von drei Monaten nach dem Ausscheiden eines Mitglieds stattgefunden hat, so wird in Ermangelung anderweitiger Vereinbarung, der Schweizerische Bundespräsident gebeten werden, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Artikel 8.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden alle erforderlichen Massnahmen treffen, damit dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewährt wird, auf ihrem Gebiete Zeugen und Sachverständige zu vernehmen und Augenschein einzunehmen.

Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch eins oder mehrere der gemeinsam berufenen Mitglieder erheben.

Artikel 9.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Madde 7.

Uzlaşma usulü için bir daimî uzlaşma komisyonu teşkil olunur.

Daimî uzlaşma komisyonu beş azadan tereküp eder. Âkit Taraflar birer azayı istedikleri gibi tayin; diğer üç azayı aralarında bir anlaşma ile intihap ederler. Bu üç aza Âkit tarafların tabasından olmamak, arazilerinde ikametgâhları bulunmamak, hizmetlerinde olmamak ve bulunmamış olmak lazımdır. Âkitler, aralarında anlaşarak bu üç azadan birini reis intihap ederler. Uzlaşma muamelesi başlamamış veya bir taraftan teklif edilmemiş olmak şartile Akitlerden her biri kendi tarafından tayin edilen azayı ve yerine bir halef intihap etmek hakkını her zaman haizdir.

Aynı şerait dahilinde her Âkit birlikte intihap edilen üç azadan her birinin tayinine muvafakatini geri almakta muhtardır. Bu taktirde yeni bir azanın beraberce tayinine derhal tevessül edilmek lazım gelir.

Âkit Taraflardan birinin bir ihtilafı daimî uzlaşma komisyonuna tevdi ettiği tarihten itibaren iki haftalık bir müddet zarfında işbu ihtilafın tetkiki için her bir Akit daimî uzlaşma komisyonuna tayin etmiş olduğu azayı bu bapta salahiyettar gördüğü diğer bir zat ile tebdil edebilecektir. Bu hakkını kullanan Taraf keyfiyeti diğer Tarafa hemen tebliğ edecekce bu Taraf da tebliği aldığından itibaren iki hafta zarfında aynı vechile hareket etmekte muhtar olacaktır.

Daimî uzlaşma komisyonu işbu muahede tasdiknamelerinin taatisini takip edecek altı ay zarfında teşkil edilecektir. Müddeti biten aza yerine yenileri ilk intihap için tesbit edilen usul dairesinde ve mümkün mertebe süratle tayin edileceklerdir.

Tasdiknamelerin taatisini takip eden altı ay zarfında beraberce intihap edilecek aza tayin edilmemiş olur ve yahut daimî uzlaşma komisyonunda bir münhal vukua gelirse azanın çekilmesinden itibaren üç ay içinde lazım gelen tayinlerin icrası, Akitlerce hilafı kararlaştırılmazsa, İsviçre Konfederasyonu Reisinden rica edilecektir.

Madde 8.

Daimî uzlaşma komisyonu Âkitlerden birinin müracaatı akabinde işe başlar. Bu Tara istidasını daimî uzlaşma komisyonunun reisine ve aynı zamanda hasım Tarafa tebliğ eder. Reis uzlaşma komisyonunu derhal davet edecektir.

Âkit Taraflar her halde ve her vechile daimî uzlaşma komisyonunun mesaisini teshil ve bilhassa komisyona salahiyettar makamlar vasıtasile bircümle adli muzaheretini bahşetmeği taahhüt ederler. Her iki Taraf daimî uzlaşma komisyonunun arazileri üzerinde şahit ve ehli hibre celp ve istima ve mahallinde tedkikat icra edebilmesini temin için icap eden bircümle tedbirleri alacaklardır.

Daimî uzlaşma komisyonu aleni celsede delail ve beyyine ikamesine tevessül edebilecek veya bu hususun icrasını birlikte seçilecek bir veya bir kaç azaya tahmil edebilecektir.

Madde 9.

Daimî uzlaşma komisyonu ictima mahallini tayin eder ve başka yere nakline serbestce karar verebilir.

Daimî uzlaşma komisyonu lüzumunda bir kalem teşkil edecektir. Komisyon bu kaleme iki Taraf tabasından memur tayin ederse bunu iki Tarafa müsavî muamele icrası şeklinde yapacaktır.

Artikel 10.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Der Ständige Vergleichsrat trifft seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 11.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, es sei denn, dass dies nach den besonderen Umständen des Falles nicht angebracht erscheint, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeiten enthält.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verlängern oder vor dem Zusammentritt des Ständigen Vergleichsrats verkürzen. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in bezug auf die Tatsachen noch in bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Bei Mitteilung des Berichts kann der Ständige Vergleichsrat den Parteien anheimstellen, sich innerhalb einer im Bericht festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichts anerkennen und dessen Vorschläge annehmen.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll oder nicht. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der Ständige Vergleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen.

Artikel 12.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit des von ihr ernannten Mitglieds des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit der gemeinsam berufenen Mitglieder.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 13.

Soweit nicht in den vorstehenden Artikeln ein anderes bestimmt ist, finden auf das Vergleichsverfahren die Bestimmungen des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 sinngemässe Anwendung. Im Zweifel entscheidet der Ständige Vergleichsrat selbst.

Artikel 14.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Verfahrens vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof, dem besonderen Schiedsgericht oder dem Ständigen Vergleichsrat nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Ausführung der zu treffenden Entscheidung oder auf die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte.

Madde 10.

Daimî uzlaşma komisyonu müzakeratının muteber olması için bütün azaların usulüne sevfikan davet edilmiş bulunması ve birlikte intihap edilmiş azaların bizzat hazır olması şarttır.

Daimî uzlaşma komisyonu ekseriyeti ara ile karar verir. Reylerde tesavi olursa reisin reyî racihtir.

Madde 11.

Cereyanı hali tesbit eden ve ihtilafın tesviyesine matuf teklifleri ihtiva eyleyen bir rapor tanzimi daimî uzlaşma komisyonunun vazifeleri cümlesindedir, meğer ki bu yolda teklifat dermeyanı meselenin hususî şartına nazaran müşkilatı dai addedilsin.

Bu rapor, ihtilafın daimî uzlaşma komisyonuna arz edildiği günden itibaren altı ay zarfında tanzim edilmek lazımdır, meğer ki Akitler işbu müddeti temdit etmeğe karar versinler veya komisyonun ictimaından evel müddeti kısaltmak hususunda mutabık kalmış bulunsunlar. Rapor üç nusha olarak tanzim edilir, bunlardan birer nushası Akitlerden her birine tevdi ve üçüncü nushası da daimî uzlaşma komisyonunun evrakı meyanında hıfzolunur.

Rapor gerek vakayin teşrihi ve gerekse hukukî mülahazat itibarile kat'î ve mecburî bir hüküm mahiyetini haiz değildir. İşbu raporu tebliğ ederken daimî uzlaşma komisyonu Akitlere raporda tesbit edilen bir müddet zarfında, rapordaki mütalaaları doğru telakki edüp etmediklerini ve ediyorlarsa ne dereceye kadar doğru gördüklerini ve muhtevi olduğu teklifleri kabul edüp etmediklerini bildirmeği tavsiye edebilecektir.

Raporun derhal neşredilüp edilmemesi lazım geldiğini aralarında anlaşarak kararlaştırmak Akitlere aittir. Böyle bir anlaşma hasıl olmadığı takdirde daimî uzlaşma komisyonunun da esbabı mahsusa tahtında raporu derhal neşrettirmeğe hakkı olacaktır.

Madde 12.

Akitlerden her biri daimî uzlaşma komisyonuna kendi tarafından tayin edilen azanın maaşını ve birlikte intihap olunan aza maaşlarının nisfını deruhte edecektir.

Akitlerden her biri cereyan eden muamelenin kendi tarafından sebebiyet verilen masraflarını ve daimî uzlaşma komisyonu tarafından müşterek masarîf olarak tayin edilen masrafların yarısını deruhte eyleyecektir.

Madde 13.

Balâdeki maddelerde aksine bir hüküm olmadığı hallerde beynelmilel ihtilafların muslihane halline mütaallik 18 teşrini evel 1907 tarihli Lahey mukavelenamesi ahkâmı kıyas tarikile uzlaşma usulüne tatbik edilecektir. Tereddüt halinde bir karar itası daimî uzlaşma komisyonuna ait olacaktır.

Madde 14.

Âkit Taraflar, beynelmilel Adalet Divanı veya bilhassa teşkil edilen hakem mahkemesi ve yahut daimî uzlaşma komisyonu nezdinde dava ve muamele cereyan ederken hükmün infazına ve yahut daimî uzlaşma komisyonu tekliflerinin kabulüne suyitesir hasıl edecek mahiyetteki tedbirlerden mümkün mertebe tevakkî etmeği taahhüt ederler.

Artikel 15.

Dieser Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere fünf Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Verfahren vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder einem besonderen Schiedsgericht oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf dieses Vertrags schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrags oder eines anderen Abkommens, das von den vertragsschliessenden Teilen an dessen Stelle vereinbart wird.

Zu Urkund dessen haben die obenbezeichneten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in zwei Urkunden, die beide in deutscher und türkischer Sprache abgefasst sind.

ANGORA, den 16. Mai 1929.

Rudolf NADOLNY.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TÜRKISCHEN REPUBLIK GESCHLOSSENEN
SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrag.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die Bestimmungen dieses Vertrags im Zweifel zugunsten der Anwendung des Grundsatzes der gerichtlichen oder schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag keine Anwendung findet auf Streitigkeiten, die in Ereignissen ihren Ursprung haben, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen.

3. Der Vertrag findet zwischen dem Deutschen Reich und der Türkischen Republik auch dann Anwendung, wenn andere Mächte gleichfalls an der Streitigkeit beteiligt sind.

ANGORA, den 16. Mai 1929.

Rudolf NADOLNY.

Madde 15.

İşbu muahede mümkün olduğu kadar süratle tasdik edilecek ve tasdiknameler Berlinde taati olunacaktır.

Muahede tasdiknamelerin taatisinden bir ay sonra mevki tatbika konulacaktır.

Muahede on sene müddetle aktedilmiştir. Ancak işbu müddetin hitamından altı ay evel feshedilmediği taktirde yeniden beş sene meri olacak ve tesbit edilen müddet zarfında feshedilmedikçe bu suretle devam eyleyecektir.

Muahedenin hitamı sırasında beynelmilel Adalet Divanı veya bilhassa teşkil edilmiş hakem mahkemesi nezdinde rüyet edilen bir dava varsa ve yahut bir uzlaşma muamelesi muallâk bulunuyorsa mezkûr dava veya muamele işbu muahedede ve yahut ta Akitlerin onun yerine ikamesini kararlaştırdıkları her hangi bir mukavele ahkâmına tevfikân seyrini takip eyleyecektir.

Balâdaki mevadi tasdik etmek üzere isimleri zikredilen Murahhaslar işbu Muahedeyi imza etmişlerdir.

Muahedename metni her biri Almanca ve Türkçe yazılmış iki aslî nusha olarak tanzim edilmiştir.

ANKARA, 16 Mayıs 1929.

Dr. Rüşrü.

ALMANYA DEVLETİ**İLE TÜRKİYE CUMHURİYETİ ARASINDA AKTEDİLEN HAKEM VE UZLAŞMA MUAHEDENAMESİNİN
NİHAİ PROTOKOLU.**

1. Akitler işbu Muahede hükümlerinin, tereddüt halinde, ihtilafların hakem ve adli tesviye usullerile halli prensipinin tatbiki lehinde tefsir edileceği fikrindedirler.

2. Akitler işbu Muahedenamenin aktinden evel hadis olmuş vakayiden neş'et eden ihtilaflara muahedenamenin tatbik edilmeyeceğini beyan ederler.

3. Muahede, tahaddüs eden ihtilafta diğer Devletlerin menafii alâkadar olsa dahi Almanya Devleti ile Türkiye Cumhuriyeti arasında tatbik edilir.

ANKARA, 16 Mayıs 1929.

Dr. Rüşrü.

¹ TRADUCTION.

N^o 2549. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE
LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE. SIGNÉ
A ANKARA, LE 16 MAI 1929.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de contribuer au développement de la procédure de règlement pacifique des différends surgissant entre Etats, ont décidé de conclure un traité général d'arbitrage et de conciliation et ont désigné à cet effet pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Rudolf NADOLNY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE :

Son Excellence Tevfik RÜŞTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, député de Smyrne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, conformément aux dispositions du présent traité, à la décision de la Cour permanente de justice internationale ou d'un tribunal arbitral spécial ou à une procédure de conciliation, tous les litiges de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pas été résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale a été prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

A la requête d'une des parties seront soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale les litiges dans lesquels il y a contestation entre les deux parties au sujet d'un droit, notamment les litiges portant :

1^o Sur l'existence, l'interprétation et l'application d'un traité conclu entre les deux Parties.

2^o Sur tout point de droit international.

3^o Sur la réalité d'un fait qui, s'il était établi, constituerait une violation d'un engagement international.

4^o Sur l'étendue et la nature de la réparation due pour une telle violation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2549. — TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ANKARA, MAY 16, 1929.

THE GERMAN REICH and THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of strengthening the friendly relations existing between the two countries and of promoting the development of the procedure for the peaceful settlement of disputes between States, have agreed to conclude a general arbitration and conciliation treaty.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Herr Rudolf NADOLNY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich in Turkey,

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Tevfik RÜŞRÜ Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic and Deputy for Smyrna.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit any disputes whatever that may arise between them and that cannot be settled within a reasonable time through the diplomatic channel to the decision of the Permanent Court of International Justice or of a special arbitration tribunal or to conciliation procedure, in accordance with the provisions of the present Treaty.

Disputes for the settlement of which the Contracting Parties are not bound by other conventions in force between them to adopt a special procedure shall be dealt with in accordance with the provisions of the present Treaty.

Article 2.

Disputes in regard to a right, and in particular disputes concerning the following points, shall, at the request of either Party, be submitted to the decision of the Permanent Court of International Justice :

- (1) Disputes concerning the existence, interpretation and application of a treaty concluded between the two Parties ;
- (2) Any question of international law ;
- (3) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (4) The nature and extent of the reparation to be made for any such breach.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux litiges qui, de l'avis de l'une des parties, ont trait aux droits de souveraineté, ou dont l'objet est de la compétence exclusive de cette Partie. Dans le cas, toutefois, où l'autre partie contesterait ce point de vue, elle aura la faculté de s'adresser à la Cour permanente de Justice internationale pour obtenir une décision sur cette question préjudicielle.

Article 3.

Dans les cas mentionnés à l'article 2, la procédure à engager par devant la Cour de justice internationale peut, en vertu d'un accord spécial entre les parties, être remplacée par une procédure par devant un tribunal arbitral spécial.

Article 4.

En cas de contestation entre les deux parties sur le point de savoir si le différend rentre dans les catégories mentionnées à l'alinéa 1 de l'article 2, cette question préjudicielle sera tranchée par la Cour permanente de Justice internationale, ou par le tribunal arbitral si les Parties conviennent de l'institution d'un tribunal arbitral spécial.

Article 5.

Les Parties contractantes établiront pour chaque cas particulier à soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou d'un tribunal arbitral spécial, un compromis d'arbitrage spécial qui détermine l'objet du litige ainsi que les autres conditions convenues entre elles. Si les deux Parties conviennent de l'institution d'un tribunal arbitral spécial, elles devront, en établissant le compromis, tenir compte dans la mesure du possible des dispositions de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Le compromis d'arbitrage sera arrêté sous la forme d'un protocole ou d'un échange de notes. L'interprétation du compromis d'arbitrage est de la compétence de la Cour permanente de Justice internationale ou du tribunal arbitral spécial.

Si le compromis d'arbitrage n'est pas établi dans un délai de deux mois après qu'une partie aura notifié à l'autre son intention d'engager une procédure par devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral spécial, chaque Partie pourra saisir, par voie de simple requête, la Cour permanente de Justice internationale, conformément au statut de cette dernière.

Article 6.

Tous les litiges qui, aux termes des articles précédents du présent traité, ne sont pas soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou d'un tribunal arbitral spécial, devront faire l'objet d'une procédure de conciliation à la demande de l'une des Parties.

Les Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre également à la procédure de conciliation prévue par le présent traité, tous les litiges désignés à l'article 2 avant qu'ils fassent l'objet d'une procédure par devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral spécial.

Article 7.

En vue de la procédure de conciliation, il sera constitué une commission permanente de conciliation.

La commission permanente de conciliation sera composé de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un membre, à leur choix, et désigneront d'un commun accord les trois autres membres. Ces trois membres ne devront pas être des ressortissants des Etats

This provision shall not apply to disputes which, in the opinion of either Party, relate to its sovereign rights or of which the subject falls within such Party's exclusive jurisdiction. If the other Party dispute this contention, it may apply to the Permanent Court of International Justice to decide this preliminary question.

Article 3.

In the cases mentioned in Article 2, proceedings before the Permanent Court of International Justice may, by a special agreement between the Parties, be replaced by proceedings before a special arbitral tribunal.

Article 4.

Should the Parties fail to agree whether a dispute belongs to the categories mentioned in Article 2, paragraph 1, this preliminary question shall be decided by the Permanent Court of International Justice or, if the Parties have agreed on a special arbitral tribunal, by that tribunal.

Article 5.

In every case to be submitted to the Permanent Court of International Justice or to a special arbitral tribunal the Contracting Parties shall draw up a special agreement in which the nature of the dispute and the other conditions agreed on between them shall be set forth. If they agree on a special arbitral tribunal, the Contracting Parties shall, as far as possible, have regard to the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

The special agreement shall be established by Protocol or exchange of Notes. The Permanent Court of International Justice or the special arbitral tribunal shall have jurisdiction to interpret the special agreement.

If the special agreement be not concluded within two months from the date of the proposal made by one Party to the other for the institution of proceedings before the Permanent Court of International Justice or a special arbitral tribunal, either Party may by a simple request submit the case to the Permanent Court of International Justice in accordance with the Statute of that Court.

Article 6.

Any dispute which is not submitted to the decision of the Permanent Court of International Justice or to a special arbitral tribunal in accordance with the foregoing Articles shall, at the request of either Party, be dealt with by conciliation procedure.

Any dispute referred to in Article 2 may, before the institution proceedings before the Permanent Court of International Justice or a special arbitral tribunal, be submitted, by agreement between the Parties, to the conciliation procedure provided for in the present Treaty.

Article 7.

For the purpose of conciliation procedure there shall be set up a permanent conciliation council.

The permanent conciliation council shall consist of five members. The Parties shall each nominate independently on their own behalf one member and shall select the three other members by agreement. These three members shall not be nationals of the Contracting States, nor be habitually

contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ni se trouver ou s'être trouvés à leur service. Les Parties contractantes désigneront d'un commun accord le président parmi ces trois membres.

Chaque Partie contractante a le droit de révoquer en tout temps le membre nommé par elle et de lui désigner un successeur, à condition qu'il n'y ait pas de procédure en cours ou qu'une procédure n'ait pas été proposée par l'une des Parties. Dans les mêmes conditions, il est loisible à chaque Partie contractante de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il sera procédé sans délai à la nomination en commun d'un nouveau membre.

Dans un délai de deux semaines à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura porté un litige devant la Commission permanente de conciliation, chaque Partie contractante pourra remplacer, pour l'examen de ce différend, le membre nommé par elle de la Commission permanente de conciliation par une personne possédant une connaissance technique particulière de l'affaire en question. La Partie qui fera usage de ce droit en avisera sans retard l'autre Partie qui aura, dans ce cas, la faculté d'user du même droit dans un délai de deux semaines à partir du jour de la réception de cet avis.

La Commission permanente de conciliation sera constitué dans un délai de six mois à partir de l'échange des instruments de ratification du présent traité. Les membres sortants seront remplacés aussitôt que possible, conformément aux règles fixées pour la première élection.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'a pas eu lieu dans un délai de six mois à partir de l'échange des instruments de ratification, ou si, le cas échéant, il n'a pas été pourvu dans les trois mois au remplacement d'un membre sortant de la Commission permanente de conciliation, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux nominations nécessaires.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation entrera en fonctions dès qu'elle aura été saisie par l'une des parties. Cette partie adressera sa demande simultanément au président de la Commission permanente de conciliation et à l'autre partie. Le président convoquera la Commission permanente de conciliation dans le plus bref délai possible.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter dans tous les cas et à tous égards les travaux de la Commission permanente de conciliation et à lui apporter notamment, par l'intermédiaire des autorités compétentes, tout concours en matière judiciaire. Elles prendront toutes les mesures nécessaires pour permettre à la Commission permanente de conciliation d'entendre des témoins et des experts sur leurs territoires respectifs et d'y procéder à des constats.

La Commission permanente de conciliation pourra recueillir les preuves soit *in pleno*, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs des membres désignés en commun.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation déterminera son siège et pourra en décider librement le transfert.

La Commission permanente de conciliation constituera, au besoin, un greffe et, si elle appelle à ce greffe des ressortissants des deux Parties, elle le fera de manière à traiter les Parties sur un pied d'égalité.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation peut délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins les membres désignés en commun sont présents.

La Commission permanente de conciliation rend ses décisions à la simple majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

resident in their territory, nor be, nor have been, in the service of the Parties. From amongst these the Parties shall jointly appoint the president of the council.

Either Contracting Party, unless proceedings are pending or have been instituted by a Party, may at any time recall the member appointed by it and appoint a successor. Similarly, either Contracting Party may withdraw its approval of the appointment of each of the three jointly appointed members. In such a case steps shall immediately be taken for the joint appointment of a new member.

Either Party may, within three weeks from the date on which one of the Parties has brought a dispute before the permanent conciliation council, replace the member of the conciliation council nominated by it to deal with the dispute a person specially qualified in the matter. A Party availing itself of this right shall immediately inform the other Party, who shall then be at liberty to do the same within two weeks from the date of receipt of the communication.

The permanent conciliation council shall be set up within six months of the exchange of ratifications of the present Treaty. Retiring members shall be replaced as speedily as possible in accordance with the method adopted for the first election.

If the appointment of the jointly appointed members has not taken place within six months from the exchange of ratifications or, in the case of the replacement of a member, within three months from the retirement of such member, the President of the Swiss Confederation shall, unless otherwise agreed, be requested to make the necessary appointments.

Article 8.

The permanent conciliation council shall enter on its duties as soon as a case is submitted to it by either Party. The latter shall forward its request simultaneously to the president of the permanent conciliation council and to the other Party. The president shall summon the permanent conciliation council as speedily as possible.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the permanent conciliation council in all cases and in every respect, and, in particular, to give it all judicial assistance through the competent authorities. They shall adopt all necessary measures whereby the permanent conciliation council may hear witnesses and experts and visit the localities in question.

The permanent conciliation council may receive evidence either at a plenary sitting or by one or more of its members appointed by it for the purpose.

Article 9.

The permanent conciliation council shall select its seat and change this as it thinks fit.

The permanent conciliation council shall, if need be, set up a Chancery. In so far as it shall appoint to the Chancery nationals of the Parties, it shall give equal treatment to both Parties.

Article 10.

The permanent conciliation council may take decisions when all members have been regularly summoned and when at least the jointly appointed members are present.

The permanent conciliation council shall take its decisions by a simple majority. In case of equality of votes, the president shall have a casting vote.

Article 11.

Il incombera à la Commission permanente de conciliation de rédiger un rapport qui déterminera les faits de la cause et qui, sauf au cas où cela ne semblerait pas opportun en raison des circonstances particulières du cas examiné, contiendra des propositions en vue du règlement du litige.

Le rapport sera établi dans un délai de six mois à partir du jour où le litige aura été soumis à la Commission permanente de conciliation, à moins que les parties ne conviennent de prolonger ce délai ou de l'abrégier avant la réunion de la Commission permanente de conciliation. Le rapport sera établi en trois exemplaires, un exemplaire étant remis à chacune des deux parties et le troisième étant déposé aux archives de la Commission permanente de conciliation.

Le rapport n'aura le caractère d'une sentence définitive obligatoire ni en ce qui concerne les faits, ni en ce qui concerne les considérations d'ordre juridique. Lors de la remise du rapport, la Commission permanente de conciliation pourra inviter les parties à déclarer, dans un délai à fixer dans le rapport, si et dans quelle mesure elles reconnaissent l'exactitude des constatations du rapport et acceptent les propositions qu'il renferme.

Il appartiendra aux parties de décider, d'un commun accord, si le rapport doit être ou non publié immédiatement. A défaut d'un accord à ce sujet, la Commission permanente de conciliation pourra faire procéder à la publication immédiate du rapport si des raisons particulières l'exigent.

Article 12.

Chaque partie subviendra au paiement de l'indemnité reconnue au membre, nommé par elle, de la Commission permanente de conciliation, ainsi qu'au paiement de la moitié de l'indemnité reconnue aux membres désignés en commun.

Chaque partie supportera les frais de procédure qu'elle aura occasionnés, ainsi que la moitié des frais que la Commission permanente de conciliation déclarera communs aux deux parties.

Article 13.

Sous réserve de stipulations contraires dans les articles précédents, les dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux s'appliqueront, par analogie, à la procédure de conciliation. La Commission permanente de conciliation statuera elle-même sur les cas douteux.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir autant que possible durant le cours de la procédure engagée par devant la Cour permanente de Justice internationale, le tribunal arbitral spécial ou la Commission permanente de conciliation, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de la décision à intervenir ou sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation.

Article 15.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin.

Le traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

Le traité est conclu pour une période de dix ans. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans. Il en sera de même par la suite si le traité n'est pas dénoncé dans le délai précité.

Article 11.

The Permanent Conciliation Council shall draw up a report explaining the situation and, save where the special circumstances of the case render it undesirable, shall make proposals for the settlement of disputes.

The report shall be presented within six months from the day on which the dispute was submitted to the permanent conciliation council, unless the Parties shall agree to prolong this period or, prior to the meeting of the permanent conciliation council, to shorten it. The report shall be drawn up in three copies, one of which shall be handed to each Party and the third retained by the permanent conciliation council.

The report shall not have the character of a final and binding award, either as regards the facts or as regards the legal arguments. When communicating its report, the permanent conciliation council may suggest to the Parties to state, within a period to be fixed in the report, whether and how far they accept the conclusions of the report and agree to its proposals.

The Parties shall jointly decide whether the report shall be immediately published. Failing agreement, the permanent conciliation council may, on special grounds, decide immediately to publish the report.

Article 12.

Each Party shall be responsible for the remuneration of the member of the permanent conciliation council nominated by it and for half of the remuneration of the jointly appointed members.

Each Party shall pay its own costs and half of such costs as may be ordered by the permanent conciliation council to be borne jointly.

Article 13.

Save where otherwise provided in the foregoing Articles, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be applied to conciliation procedure. In case of doubt, the permanent council shall itself decide.

Article 14.

During proceedings before the Permanent Court of International Justice, the special arbitral tribunal or the permanent conciliation council, the Contracting Parties undertake, as far as possible to avoid any measure that might prejudicially affect the carrying out of the award to be given or the acceptance of the proposals of the permanent conciliation council.

Article 15.

This Treaty shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged in Berlin.

The Treaty shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

The Treaty shall remain in force for ten years. Failing denunciation six months before the end of this period, it shall remain in force for a further five years. The same shall apply as regards the subsequent period, should the Treaty not be denounced within the time-limit fixed.

Une procédure engagée par devant la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral spécial, ou une procédure de conciliation qui serait pendante à l'expiration du présent traité se poursuivra, conformément aux dispositions de ce traité ou d'un autre accord que les deux Parties contractantes seraient convenues d'y substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité.

Fait en deux exemplaires originaux, en langues allemande et turque.

ANKARA, le 16 mai 1929.

Rudolf NADOLNY.

Dr. Rüştü.

PROTOCOLE FINAL

DU TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND
ET LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE.

1. Les Parties contractantes sont d'avis qu'en cas de doute les dispositions du présent traité seront interprétées en faveur du principe du règlement judiciaire ou arbitral des litiges.

2. Les Parties contractantes déclarent que le traité ne s'appliquera pas aux litiges nés d'événements antérieurs à sa conclusion.

3. Le traité s'appliquera, en ce qui concerne le Reich allemand et la République de Turquie, même dans les cas où d'autres Puissances sont impliquées dans le litige.

ANKARA, le 16 mai 1929.

Rudolf NADOLNY.

Dr. Rüştü.

Any proceedings before the Permanent Court of International Justice or a special arbitral tribunal or any conciliation proceedings which may be pending at the time of expiry of this Treaty shall be governed by the provisions of this Treaty or by those of any other agreement by which the Contracting Parties may decide to replace it.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in two copies both in the German and Turkish languages.

ANKARA, *May 16, 1929.*

Rudolf NADOLNY.

Dr. Rüştü.

FINAL PROTOCOL

TO THE ARBITRATION AND CONCILIATION TREATY BETWEEN THE GERMAN
REICH AND THE TURKISH REPUBLIC.

1. The Contracting Parties adopt the view that the provisions of the present Treaty are, in case of doubt, to be interpreted in favour of the application of the principle of judicial or arbitral settlement of disputes.

2. The Contracting Parties declare that the Treaty does not apply to disputes arising out of events prior to its conclusion.

3. The Treaty shall also apply as between the German Reich and the Turkish Republic in cases where other Powers are likewise parties to the dispute.

ANKARA, *May 16, 1929.*

Rudolf NADOLNY.

Dr. Rüştü.

N° 2550.

ALLEMAGNE ET CANADA

Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles. Signé à La Haye, le 14 janvier 1930.

GERMANY AND CANADA

Agreement regarding the Release of Property, Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in pursuance of the Treaty of Versailles. Signed at The Hague, January 14, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 2550. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND CANADA ÜBER FREIGABE VON GÜTERN, RECHTEN UND INTERESSEN DEUTSCHER REICHSANGEHÖRIGER, WELCHE DER IN VERFOLG DES VERSAILLER VERTRAGES EINGEFÜHRTEN BELASTUNG UNTERLAGEN. IM HAAG AM 14. JANUAR 1930 UNTERZEICHNET.

No. 2550. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GERMAN REICH AND CANADA REGARDING THE RELEASE OF PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS OF GERMAN NATIONALS SUBJECT TO THE CHARGE CREATED IN PURSUANCE OF THE TREATY OF VERSAILLES. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 14, 1930.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 décembre 1930.

German and English official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place, December 6, 1930.

Abkommen zwischen dem DEUTSCHEN REICH und CANADA abgeschlossen durch

den Ministerialdirektor im deutschen Auswärtigen Amt, Walter DE HAAS, Berlin, für das DEUTSCHE REICH, und

den Ehrenwerten Peter LARKIN, London (England), Mitglied des Privy Council, Hoher Kommissar für Canada in London, für CANADA,

die durch ihre Regierungen zu diesem Behufe gehörig bevollmächtigt worden sind.

Da im Artikel 297 des am 28. Juni 1919 in Versailles unterzeichneten Vertrags zwischen Deutschland und den Alliierten und Assoziierten Mächten vorgesehen war, dass Canada als eine der darin bezeichneten Alliierten und Assoziierten Mächte das Recht hat, alle Güter, Rechte und Interessen in Canada zurückzubehalten und zu liquidieren, die bei Inkraft-

Agreement between the GERMAN REICH and CANADA negotiated by

Walter DE HAAS, of the City of Berlin, Ministerialdirektor in the German Foreign Office, on behalf of the GERMAN REICH, and

the Honourable Peter LARKIN, of the City of London (England), Privy Councillor, High Commissioner of Canada in London, on behalf of CANADA,

hereunto duly authorised by their respective Governments.

Whereas it was provided by Article 297 of the Treaty between Germany and the Allied and Associated Powers signed at Versailles on the 28th June, 1919, that Canada being one of the Allied and Associated Powers therein referred to has the right to retain and liquidate all Property, Rights and Interests in Canada belonging, at the date of the coming

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 27 août 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at London, August, 27, 1930.

treten des genannten Vertrags deutschen Reichsangehörigen gehörten ;

und da in § 4 der Anlage, die auf Artikel 298 des genannten Vertrags folgt, ferner vorgesehen ist, dass alle Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Canada und der Erlös aus deren Verkauf oder aus Verfügungen darüber an erster Stelle durch Canada belastet werden können mit der Bezahlung von Beträgen, die auf Grund von Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger wegen ihrer im Deutschen Reich gelegenen Güter, Rechte und Interessen, einschliesslich der Gesellschaften und Vereinigungen im Deutschen Reich, an denen sie beteiligt sind, oder auf Grund von ihnen gegen deutsche Reichsangehörige zustehenden Forderungen belastet werden können ;

und da auf Grund der angeführten Bestimmungen des genannten Vertrags der canadische Verwalter des feindlichen Eigentums, nachstehend als „Der Verwalter“ bezeichnet, gewisse in Canada gelegene Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Besitz genommen und, wie in dem genannten Verträge vorgesehen ist, mit gewissen Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger belastet hat ;

und da die Regierung des Deutschen Reichs und die Alliierten und Assoziierten Mächte auf Grund eines vom 31. August 1929 datierten und im Haag unterzeichneten Protokolls¹ grundsätzlich, aber mit gewissen Vorbehalten, den als „Youngplan“ allgemein bekannten Bericht des Sachverständigenausschusses angenommen haben ;

und da gewisse Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Canada noch nicht liquidiert worden sind ;

und da die Canadische Regierung die in Artikel 144 des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 enthaltene Empfehlung annimmt und wünscht, mit der Regierung des Deutschen Reichs alsbald ein Abkommen zu schliessen, durch welches die Empfehlung in Kraft gesetzt werden soll, soweit sie sich auf die Rückgabe der Güter, Rechte und Interessen die nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder über die noch nicht endgültig verfügt worden ist, an die deutschen Berechtigten bezieht ;

und da die Deutsche Regierung die Verteilung dieses unliquidierten Eigentums unter die verschiedenen dazu berechtigten deutschen

into force of the said Treaty, to nationals of the German Reich ;

And whereas it is further provided by Section 4 of the Annex following Article 298 of the said Treaty that all Property, Rights and Interests in Canada of nationals of the German Reich and the proceeds of their sale or dealings therein may be charged by Canada in the first place with payments of amounts due in respect of claims by Canadian nationals with regard to Property, Rights and Interests including Companies and Associations in which they are interested in the German Reich, or debts owing to them by German nationals ;

And whereas in pursuance of the aforesaid provisions in the said Treaty the Canadian Custodian of Enemy Property, hereinafter called "The Custodian" took into his possession certain Property, Rights and Interests in Canada of German nationals and charged thereon certain claims of Canadian nationals as provided for by the said Treaty ;

And whereas the Government of the German Reich and the Allied and Associated Powers by a Protocol¹ dated the 31st August 1929, and signed at the Hague adopted in principle subject to certain reservations the Report of the Committee of Experts generally known as the "Young Plan" ;

And whereas certain of the Property, Rights and Interests in Canada of German nationals remain unliquidated ;

And whereas the Government of Canada adheres to the recommendation contained in Article 144 of the Report dated June 7th, 1929, of the Committee of Experts and is desirous to conclude immediately an agreement with the Government of the German Reich for putting into force this recommendation insofar as it relates to the return to the German owners of their Property, Rights and Interests not liquid, liquidated or finally disposed of ;

And whereas the German Government is to undertake to distribute such unliquidated Property amongst the several nationals of the

¹ Vol. CIV, page 243, de ce recueil.

¹ Vol. CIV, page 243, of this Series.

Reichsangehörigen übernimmt, wird deshalb das folgende Abkommen abgeschlossen :

German Reich entitled thereto, now therefore this Agreement witnesseth :

Artikel 1.

Article 1.

Die Canadische Regierung wird nach Massgabe der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen den ursprünglichen deutschen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen nicht bereits am 7. Juni 1929 liquide oder liquidiert waren, oder soweit über sie damals noch nicht endgültig verfügt worden war.

The Government of Canada will (subject to the provisions and stipulations contained in the following articles) release and, if necessary retransfer to the original German owners, or the persons, deriving title through them, the Property, Rights and Interests originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles insofar as such Property, Rights or Interests were not already liquid or liquidated, or finally disposed of on June 7th, 1929.

Als Güter, Rechte und Interessen, die an diesem Tage liquide oder liquidiert waren oder über die damals endgültig verfügt war, sollen nur die folgenden gelten :

There are to be considered as liquid or liquidated or finally disposed of at this date only the following Property, Rights and Interests:

a) Die in der Verordnung der Canadischen Regierung Nr. 114 vom 19. Januar 1923 erwähnten Wertpapiere, über die der Verwalter gemäss der genannten Verordnung verfügt hat,

(a) Securities referred to in Government of Canada Order in Council No. 114 of 19th January 1923 which the Custodian has disposed of in accordance with the said Order,

b) Güter, über die der Verwalter vor dem 7. Juni 1929 einen bindenden Verkaufsvertrag abgeschlossen hat, jedoch mit der Massgabe, dass in diesen Fällen der nach diesem Tage zu zahlende Verkaufserlös, der in die Hände des Verwalters kommt, der Deutschen Regierung als Vertreter der früheren Berechtigten ausgehändigt werden wird ;

(b) Property, regarding which the Canadian Custodian prior to June 7th, 1929, has concluded a binding contract for sale, provided, however, that in such cases the proceeds of sale payable after this date, and which come into the hands of the Custodian, will be handed over to the German Government acting for the former owners ;

c) Geldforderungen, welche den Bestimmungen des Artikel 297 des Vertrags von Versailles unterliegen, soweit sie an diesem Tage durch einen Beamten oder Beauftragten der Canadischen Regierung eingezogen worden sind.

(c) Debts, which are subject to the provisions of Article 297 of the Treaty of Versailles, insofar as they have at this date been collected by a Canadian Government official or Government agent.

Artikel 2.

Article 2.

In Fällen, in denen eine Geldforderung bis zum 7. Juni 1929 nur teilweise eingezogen worden ist, wird der Verwalter den ausstehenden Teil, soweit er dazu in der Lage ist, einziehen, wobei Einverständnis darüber herrscht, dass alles so eingezogene Geld der Deutschen Regierung für den ursprünglichen Gläubiger ausgehändigt werden wird.

In cases where only part of a debt has been collected by the Custodian until June 7th, 1929, the Custodian will continue to collect insofar as he can any outstanding part, it being understood that any money so collected shall be handed over to the German Government for the original creditor.

In der gleichen Weise sollen alle anderen Beträge, die nach dem 7. Juni 1929 vom Verwalter in Verbindung mit der Liquidation deutscher Güter, Rechte oder Interessen eingezogen worden sind oder tatsächlich noch eingezogen werden, der Deutschen Regierung für den ursprünglichen Berechtigten ausgezahlt werden.

Artikel 3.

Für die Rückgabe der Vermögenswerte wird folgendes Verfahren angewandt werden :

a) Der Verwalter soll dem Auswärtigen Amt des Deutschen Reichs in Berlin alle jetzt in seinem Besitz befindlichen nicht liquidierten Schuldverschreibungen, Schuldscheine, Aktien und anderen Wertpapiere zusammen mit allen seit dem 7. Juni 1929 aufgelaufenen Zinsen aushändigen, jedoch werden diese Wertpapiere mit den bei ihrer Übernahme entstandenen Kosten, Gebühren und Auslagen des Verwalters belastet ; diese Kosten, Gebühren und Auslagen sollen zusammen mit der gesetzlichen Gebühr von 2% des Wertes dieser Wertpapiere von allen vorhandenen Einkünften aus letzteren abgezogen werden ; sind solche Einkünfte nicht vorhanden, so können die Wertpapiere zurückbehalten werden, bis der deutsche Berechtigte oder die Deutsche Regierung in seinem Namen gezahlt haben.

Um die Reichsregierung instand zu setzen, die Verteilung der vorerwähnten Wertpapiere an die berechtigten Personen vorzunehmen, wird der Verwalter bei Auslieferung dieser Wertpapiere ein Verzeichnis liefern, das eine Bezeichnung des deutschen Berechtigten, soweit die Bücher des Verwalters darüber Aufschluss geben, und eine Beschreibung eines jeden Wertpapiers nach Art und Nennwert enthält.

b) Soweit es sich um Grundbesitz handelt, wird der Verwalter dem deutschen Auswärtigen Amt ein Verzeichnis dieses Besitzes aushändigen, das eine vollständige Beschreibung jedes Grundstücks, soweit die Unterlagen des Verwalters darüber Aufschluss geben, und gleichzeitig den Namen des eingetragenen Eigentümers dieses Grundstücks zu der Zeit der Inbesitznahme durch den Verwalter enthält. Hinsichtlich eines jeden einzelnen vorerwähnten Grundstücks teilt das deutsche

In the same way all other sums which after June 7th, 1929, have been or will be actually collected by the Custodian in connection with the liquidation of German Property, Rights or Interests, shall be paid to the German Government for the original owner.

Article 3.

The method to be adopted for returning Property shall be as follows :

(a) The Custodian shall deliver to the Foreign Office of the German Reich at Berlin all unliquidated bonds, debentures, shares and other securities now in his possession, together with all accrued interest since June 7th, 1929, provided, however that the costs, charges and expenses of the Custodian in obtaining possession of such securities shall be chargeable against such securities and shall be deducted together with the authorised fee of 2% on the value thereof from any income out of these securities in hand or, if not in hand, the securities may be retained until payment is made by the German owner or the German Government acting on his behalf.

For the purpose of enabling the Government of the Reich to make the distribution of the aforesaid securities to the persons entitled thereto, the Custodian shall on delivering such securities furnish a list thereof setting out the German owners, so far as the records of the Custodian may disclose these owners, and a description of each security showing the nature and the face value.

(b) With respect to real estate, the Custodian shall forward to the German Foreign Office a list thereof giving a full description of each parcel, so far as the records of the Custodian may disclose the same, together with the name of the registered owner of such Property at the time possession was taken by the Custodian. With respect to each such parcel of real estate as aforesaid the German Foreign Office shall advise the Custodian of the name, description and other parti-

Auswärtige Amt dem Verwalter den Namen, die nähere Bezeichnung und andere Einzelheiten über die Person des Berechtigten mit ; daraufhin wird der Verwalter auf Kosten dieses Eigentümers ihm eine dem canadischen Recht entsprechende Freigabeverfügung, Übertragung oder sonstige Zusicherung ausfertigen, die genügt, um dem Eigentümer, unbeschadet bestehender Pfänder, Lasten und Schulden einschliesslich der auf dem Eigentum lastenden Steuern, das Eigentum zu übertragen. Soweit es sich um Hypotheken auf Grundstücken in Canada handelt, die der Verwalter als Sicherheit für seine Ansprüche gegen deutsche Reichsangehörige in der Hand hat, wird der Verwalter dem deutschen Auswärtigen Amt eine Aufzeichnung darüber übergeben, die Namen und Bezeichnung des Hypothekenschuldners sowie des deutschen Reichsangehörigen enthält, dessen Verpflichtung durch die Hypothek gesichert ist, und auf Grund einer Mitteilung, die das deutsche Auswärtige Amt dem Verwalter namens des genannten deutschen Reichsangehörigen macht, wird der Verwalter alle Entlastungen, Übertragungen oder Freigaben vornehmen, die das deutsche Auswärtige Amt in Übereinstimmung mit dem canadischen Rechte verlangt.

c) Vermögensgegenstände, die zur Zeit nicht zurückgegeben werden können, weil sie Gegenstand eines Gerichtsverfahrens in Canada sind, oder Güter, die der Verwalter von der Britischen Regierung aus dem Nachlass von Personen erhält, die auf britischem Gebiete gestorben sind, werden zusammen mit allen Einkünften oder Zinsen, die in den Besitz des Verwalters kommen mögen, zurückgegeben werden, sobald der Verwalter dazu in der Lage ist. Jedoch werden die auf diese Weise erlangten Vermögensgegenstände mit den Kosten, Gebühren und Auslagen, die durch ihre Wiedererlangung und Inbesitznahme entstehen, belastet. Diese Kosten, Gebühren und Auslagen werden von allen vorhandenen Einkünften aus diesen Vermögensgegenständen abgezogen ; falls derartige Einkünfte nicht vorhanden sind, können diese Vermögensgegenstände zurückbehalten werden, bis der deutsche Berechtigte oder die Deutsche Regierung in seinem Namen gezahlt haben.

culars of the person entitled thereto and thereupon the Custodian shall deliver at the cost of such owner a release, conveyance or other assurance according to Canadian law as may be sufficient to vest the Property in the said owner subject to outstanding liens, charges and encumbrances including taxes as may be standing against such Property. With respect to mortgages or real estate on lands in Canada which may be held by the Custodian as security for indebtedness claims against German nationals, the Custodian shall furnish the German Foreign Office with a statement thereof giving the names, descriptions of the mortgageors therein and the name of the German national whose obligation is secured thereby, and upon the German Foreign Office advising the Custodian on behalf of the said German national the Custodian shall make such discharges, transfers or releases as the German Foreign Office may require in accordance with Canadian law.

(c) Property which cannot be returned at present, being the subject matter of litigation in Canada, or Property which the Custodian may recover from the British Government out of estates of persons who died in British territory, will, together with all income or interest accrued, which may come into the possession of the Custodian be returned as soon as the Custodian is in the position to do so, provided however that the costs, charges and expenses of recovering and taking possession of such Property shall be chargeable against such Property as may be so obtained and shall be deducted from any income out of this Property if in hand or, if not in hand, the Property may be retained until payment is made by the German owner or the German Government acting on his behalf.

d) Falls der an irgendeinem einzelnen Gut, Recht oder Interesse Berechtigte es wünschen sollte, den Verkaufserlös an Stelle des Gutes, Rechtes oder Interesses selbst zu erhalten, wird der Verwalter, falls der erwähnte Berechtigte ein dahingehendes Schreiben an ihn richtet, den Verkauf des Gutes, Rechtes oder Interesses veranlassen und den Erlös der Deutschen Regierung zur Übermittlung an den genannten Berechtigten aushändigen.

Artikel 4.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Canadische Regierung fernerhin die Auslieferung irgendwelcher Wertpapiere, Zertifikate, Urkunden oder anderer Eigentumsmittel auf Grund des § 10 der Anhangs zu Abschnitt IV des Teil X des Vertrags von Versailles nicht mehr verlangen kann.

Soweit es sich um die im Besitz der Deutschen Regierung befindlichen Wertpapiere handelt, von denen eine Liste dem Verwalter vor Unterzeichnung dieses Abkommens übergeben worden ist, und die ausgeliefert worden wären, wenn nicht der Dawes-Plan in Kraft getreten wäre, übernimmt es der Verwalter, die in Betracht kommenden canadischen Beteiligten davon in Kenntnis zu setzen, dass diese Wertpapiere in Zukunft keinen Beschränkungen mehr unterworfen sind, und die deutschen Berechtigten befugt sind, über diese Wertpapiere und die bis zum 7. Juni 1929 aufgelaufenen und noch ausstehenden Zinsen zu verfügen. Das gleiche gilt für Wertpapiere, die der Deutschen Regierung nicht ausgeliefert worden sind, weil sie einem fremden Staatsangehörigen vor dem 10. Januar 1920 verpfändet waren.

Artikel 5.

Die Canadische Regierung verzichtet mit Wirkung vom 7. Juni 1929 auf die ihr durch den Artikel 306, Abs. 5 bis 7 des Vertrags von Versailles eingeräumten Rechte.

Artikel 6.

Die Reichsregierung wird die Canadische Regierung und den Verwalter schädlos halten für alle Ansprüche, die in Zukunft von irgend-

(d) If the lawful owner of any particular Property, Right or Interest should desire to receive the proceeds of sale instead of the actual Property, Right or Interest, the Custodian will, provided that a letter to that effect is addressed to him by the said owner, have the Property, Right or Interest sold and hand the proceeds of the sale to the German Government for transmission to the said owner.

Article 4.

It is understood that the Government of Canada cannot claim anymore the delivery by the German Government of any securities, certificates, deeds or other documents of title under Paragraph 10 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Versailles.

Concerning the securities still in the possession of the German Government, a list of these, having been handed to the Custodian prior to the execution of this Agreement, which would have been delivered, had not the Dawes Plan come into force, the Custodian undertakes to inform the Canadian issuers of the securities that there are no longer any restrictions on these securities and that the German owners are entitled to dispose of these securities and and of the interest accrued and outstanding on June 7th, 1929. The same applies to securities which have not been delivered to the German Government being subject to lien in favour of a foreign national, which was created prior to January 10th, 1920.

Article 5.

The Government of Canada waives, with effect from June 7th, 1929, the rights conferred to them by Article 306, para. 5—7 of the Treaty of Versailles.

Article 6.

The Government of the Reich shall indemnify the Government of Canada and the Custodian with respect to any claim which may be made

einem Berechtigten mit Bezug auf irgendwelche unter diesem Abkommen freigegebene Vermögensgegenstände erhoben werden sollten.

Artikel 7.

Unter Artikel 296 des Vertrags von Versailles fallende Geldforderungen, auf die sich das Abkommen vom 4. November 1929, betreffend die Regelung von zwischen Deutschland und Canada unerledigten Ausgleichssachen bezieht, werden von diesem Abkommen nicht betroffen.

Artikel 8.

Die Deutsche Regierung wird alle Güter, Rechte und Interessen, die dem deutschen Auswärtigen Amt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Abkommens ausgeliefert werden, an die wirklichen Berechtigten aushändigen.

Artikel 9.

Alle Streitigkeiten, die über die Auslegung oder die Anwendung dieses Abkommens entstehen könnten, sollen einem aus drei Mitgliedern bestehenden Schiedsgericht unterbreitet werden; jede der vertragschliessenden Parteien wird ein Mitglied ernennen, und der Vorsitzende, der ein Staatsangehöriger einer im Weltkrieg neutral gebliebenen Macht sein soll, soll durch Verständigung zwischen den vertragschliessenden Parteien bestimmt werden. Falls eine solche Verständigung nicht zu erreichen sein sollte, soll er vom Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag ernannt werden.

Artikel 10.

Zwischen den vertragschliessenden Parteien besteht Einverständnis darüber, dass dieses Abkommen sich nur auf unliquidierte Vermögensgegenstände bezieht.

Artikel 11.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten.

Gezeichnet im Haag, in doppelter Ausfertigung, in deutscher und englischer Sprache, am 14. Januar 1930.

Walter DE HAAS.

thereafter by any owner with regard to any. Property released according to this Agreement.

Article 7.

Debts falling under Article 296 of the Treaty of Versailles and covered by the Agreement dated November 4th, 1929, regarding the disposal of Clearing office matters outstanding between Germany and Canada, shall be excluded from the scope of this Agreement.

Article 8.

The German Government shall distribute to the true owners thereof all Property, Rights and Interests delivered to the German Foreign Office in accordance with the provisions of this Agreement.

Article 9.

Any difference which may arise as to the interpretation or application of this Agreement may be referred to an Arbitral Tribunal, consisting of three members. Each of the Contracting Parties will appoint one member, and the President, who is to be a national of a Power that has remained neutral during the World-War, shall be chosen by agreement between the Contracting Parties. In case of failure to reach such agreement, he will be appointed by the President of the Permanent International Court of the Hague.

Article 10.

It is understood between the Contracting Parties that this Agreement relates to unliquidated Property only.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of the ratifications at the same time as the Experts' Plan.

Executed at the Hague, in duplicate, in German and English, this 14th day of January 1930.

Peter LARKIN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2550. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE CANADA
RELATIF A LA LIBÉRATION DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS
DES RESSORTISSANTS ALLEMANDS GREVÉS DU PRIVILÈGE
ÉTABLI EN VERTU DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉ A LA
HAYE, LE 14 JANVIER 1930.

Accord entre LE REICH ALLEMAND et LE CANADA, conclu par :

M. Walter DE HAAS, directeur ministériel à l'Office allemand des Affaires étrangères, domicilié à Berlin, agissant au nom du REICH ALLEMAND, et

L'Honorable Peter LARKIN, membre du Conseil privé et Haut-Commissaire du Canada à Londres, domicilié à Londres (Angleterre), agissant au nom du CANADA,

Dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements.

Considérant que l'article 297 du traité conclu à Versailles le 28 juin 1919 entre l'Allemagne et les Puissances alliées et associées stipule que le Canada, étant l'une des Puissances alliées et associées visées par ce traité, a le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur dudit traité, à des ressortissants du Reich allemand dans le territoire canadien ;

Et que le paragraphe 4 de l'annexe qui suit l'article 298 dudit traité stipule, en outre, que les biens, droits et intérêts des ressortissants du Reich allemand dans les territoires du Canada, ainsi que le produit de leur vente ou cession, pourront être grevés par le Canada en premier lieu du paiement des indemnités dues à l'occasion des réclamations des ressortissants canadiens concernant leurs biens, droits et intérêts, y compris les sociétés ou associations dans lesquelles ces ressortissants étaient intéressés dans le territoire du Reich ou des créances qu'ils ont sur des ressortissants allemands ;

Considérant, d'autre part, que, en exécution des dispositions précitées dudit traité, l'administrateur canadien des biens ennemis, ci-après dénommé « l'Administrateur », a pris possession de certains biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants allemands au Canada et les a grevés d'un privilège en faveur de certaines réclamations de ressortissants canadiens, comme il est prévu dans ledit traité ;

Et que le Gouvernement du Reich allemand et les Puissances alliées et associées ont, par un Protocole daté du 31 août 1929 et signé à La Haye, adopté en principe, mais avec certaines réserves, le rapport du comité d'experts généralement connu sous le nom de « Plan Young ».

Considérant, enfin, que certains biens, droits et intérêts, appartenant à des ressortissants allemands au Canada n'ont pas encore été liquidés ;

Que le Gouvernement du Canada accepte la recommandation contenue à l'article 144 du rapport du Comité d'experts en date du 7 juin 1929 et désire conclure immédiatement un accord avec le Gouvernement du Reich allemand en vue de donner suite à cette recommandation, pour autant qu'elle a trait à la restitution aux ayants-droit allemands de leurs biens, droits et intérêts, qui ne sont pas déjà liquidés ou dont il n'a pas encore été disposé définitivement ;

Et que le Gouvernement allemand prend l'engagement de répartir ces biens non liquidés entre les divers ayants-droit, ressortissants du Reich allemand,

Le présent accord a été conclu :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.]

Sous réserve des dispositions et des stipulations des articles ci-après, le Gouvernement canadien libérera et, le cas échéant, retransférera aux propriétaires allemands primitifs ou à leurs ayants-cause, les biens, droits et intérêts qui leur appartenaient originellement et qui sont actuellement grevés du privilège constitué en vertu du Traité de Versailles, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts n'étaient pas déjà liquides ou liquidés ou qu'ils n'en avait pas été disposé définitivement à la date du 7 juin 1929.

Seuls, les biens ci-après définis seront considérés comme des biens liquides ou liquidés ou comme des biens dont il avait été disposé définitivement à cette date :

a) Les valeurs mentionnées dans l'ordonnance du Gouvernement du Canada N° 114 du 19 janvier 1923 et dont l'administrateur a disposé conformément à ladite ordonnance.

b) Les biens au sujet desquels l'administrateur canadien a conclu antérieurement au 7 juin 1929 un contrat de vente ayant force obligatoire et étant entendu toutefois que, dans ce cas, le produit de la vente payable après cette date et remise entre les mains de l'administrateur sera transféré au Gouvernement allemand agissant comme représentant des anciens propriétaires ;

c) Les dettes auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 297 du Traité de Versailles pour autant qu'elles ont été recouvrées à cette date par un fonctionnaire ou un mandataire du Gouvernement canadien.

Article 2.

Dans les cas où une partie seulement de la dette a été recouverte par l'administrateur à la date du 7 juin 1929, ledit administrateur continuera à assurer, dans la mesure où il le pourra, le recouvrement du solde non remboursé, étant entendu que les montants ainsi recouverts seront transférés au Gouvernement allemand pour le créancier primitif.

De la même façon, toutes les autres sommes qui ont été ou seront effectivement recouvrées après le 7 juin 1929 par l'administrateur au titre de la liquidation des biens allemands seront versées au Gouvernement allemand pour l'ayant-droit primitif.

Article 3.

La restitution des biens s'effectuera de la façon suivante :

a) L'administrateur remettra à l'Office des Affaires étrangères du Reich allemand à Berlin tous les bons, obligations, actions et autres valeurs actuellement en sa possession, conjointement avec tous les intérêts courus depuis le 7 juin 1929. Toutefois, il déduira des revenus disponibles de ces valeurs les frais, droits et autres dépenses occasionnées à l'administrateur par la prise de possession de ces valeurs, ainsi que la taxe autorisée s'élevant à 2% de la valeur de ces titres ; à défaut de tels revenus, il pourra conserver les valeurs jusqu'à ce que le propriétaire allemand ou le Gouvernement allemand agissant en son nom verse le montant en question.

Afin de permettre au Gouvernement du Reich de procéder à la répartition desdites valeurs entre les ayants-droit, l'administrateur, lorsqu'il remettra ces valeurs, fournira une liste qui indiquera le nom des propriétaires allemands, pour autant que les archives de l'administrateur permettent de connaître ces propriétaires, ainsi qu'une description de chaque titre qui en indiquera la nature et la valeur nominale.

b) En ce qui concerne les biens-fonds, l'administrateur transmettra à l'Office allemand des Affaires étrangères une liste de ces biens qui donnera une description complète de chaque parcelle, pour autant que les archives de l'administrateur le permettront, ainsi que le nom de la personne inscrite comme étant le propriétaire de ce bien au moment

où l'administrateur en a pris possession. En ce qui concerne chaque parcelle des biens-fonds précités, l'Office allemand des Affaires étrangères communiquera à l'administrateur les noms et qualités de l'ayant-droit, ainsi que tous autres renseignements utiles sur cette personne, à la suite de quoi l'administrateur délivrera, aux frais dudit propriétaire, un acte de libération, un acte de transmission ou toute autre garantie que le droit canadien juge suffisante pour transmettre le bien audit propriétaire sous réserve des charges et hypothèques, y compris les impôts dont ce bien pourra être grevé. En ce qui concerne les hypothèques constituées sur des biens-fonds sis au Canada que l'administrateur détiendra à titre de garantie des créances présentées contre des ressortissants allemands, l'administrateur fournira à l'Office allemand des Affaires étrangères une liste dans laquelle il portera les noms et qualités des propriétaires des biens hypothéqués (débiteurs hypothécaires), ainsi que le nom du ressortissant allemand dont la dette est ainsi garantie et, au reçu d'une communication à lui adressée par l'Office des Affaires étrangères au nom dudit ressortissant allemand, l'administrateur procédera aux mainlevées, transferts et libérations que l'Office allemand des Affaires étrangères demandera conformément au droit canadien.

c) Les biens qui ne peuvent pas être restitués à l'heure actuelle parce qu'ils font l'objet d'un procès au Canada, ainsi que les biens que l'administrateur pourra recouvrer du Gouvernement britannique sur la succession des personnes décédées en territoire britannique, seront remis, dès que l'administrateur sera en mesure de le faire, conjointement avec tous revenus ou intérêts dont l'administrateur pourra être en possession. Toutefois, on déduira des revenus disponibles de ces biens les frais, droits et autres dépenses afférents au recouvrement et à la prise de possession desdits biens ; à défaut de tels revenus, le bien pourra être conservé jusqu'à ce que le propriétaire allemand ou le Gouvernement allemand agissant en son nom, verse le montant en question.

d) Au cas où le propriétaire légitime d'un bien particulier désirerait recevoir le produit de la vente au lieu du bien lui-même, l'administrateur, si ledit propriétaire lui adresse une lettre à cet effet, fera vendre le bien et remettra le produit de la vente au Gouvernement allemand, pour être transmis audit propriétaire.

Article 4.

Il est convenu que le Gouvernement canadien ne pourra plus réclamer au Gouvernement allemand la remise prévue au paragraphe 10 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Versailles, de valeurs, certificats, actes et autres titres de propriété quelconques.

Pour ce qui est des valeurs, encore détenues par le Gouvernement allemand, dont l'administrateur a reçu une liste antérieurement à la conclusion du présent accord et qui auraient dû être remises si le plan Dawes n'était pas entré en vigueur, l'administrateur s'engage à faire savoir aux ressortissants canadiens qui ont émis ces valeurs qu'elles ne sont plus assujetties à aucune restriction et que les propriétaires allemands ont le droit de disposer de ces titres ainsi que des intérêts courus et à courir au 7 juin 1929. Les mêmes dispositions s'appliquent aux valeurs qui n'ont pas été remises au Gouvernement allemand parce qu'elles étaient grevées d'une charge constituée en faveur d'un ressortissant étranger avant le 10 janvier 1920.

Article 5.

Le Gouvernement canadien renonce aux droits qui lui sont conférés par l'article 306, alinéas 5 à 7 du Traité de Versailles, cette renonciation prenant effet au 7 juin 1929.

Article 6.

Le Gouvernement du Reich indemniserà le Gouvernement canadien et l'administrateur de toute réclamation qui pourrait être présentée à l'avenir par des ayants-droit pour des biens libérés en vertu du présent accord.

Article 7.

Seront exclus du présent accord les dettes visées à l'article 296 du Traité de Versailles et auxquelles s'applique l'accord du 4 novembre 1929 concernant le règlement des questions pendantes entre l'Allemagne et le Canada, au sujet des offices de compensation.

Article 8.

Le Gouvernement allemand transmettra aux propriétaires légitimes tous les biens remis à l'Office allemand des Affaires étrangères conformément aux dispositions du présent accord.

Article 9.

Tout différend qui pourrait surgir quant à l'interprétation ou l'application du présent accord sera soumis à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chacune des Parties contractantes désignera un membre, et le président, qui devra appartenir à une Puissance demeurée neutre pendant la guerre mondiale, sera choisi, d'un commun accord, par les Parties contractantes. A défaut d'accord, il sera désigné par le président de la Cour permanente de justice internationale de La Haye.

Article 10.

Les Parties contractantes conviennent que le présent accord ne s'applique qu'aux biens non liquidés.

Article 11.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification à la même date que le plan des experts.

Fait en double expédition, à La Haye, en langues allemande et anglaise, le 14 janvier 1930.

Walter DE HAAS.

Peter LARKIN.

N° 2551.

ALLEMAGNE
ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège constitué en vertu du Traité de Versailles. Signé à La Haye, le 17 janvier 1930, et échange de notes y relatif, de la même date.

GERMANY
AND NEW-ZEALAND

Agreement regarding the Release of Property, Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in pursuance of the Treaty of Versailles. Signed at The Hague, January 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2551. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS UND DER REGIERUNG DES DOMINIONS NEUSEELAND, BETREFFEND DIE FREIGABE VON GÜTERN, RECHTEN UND INTERESSEN DEUTSCHER REICHSANGEHÖRIGER, DIE DER AUF GRUND DES VERTRAGS VON VERSAILLES EINGEFÜHRTEN BELASTUNG UNTERLIEGEN. GEZEICHNET IM HAAG AM 17. JANUAR 1930.

No. 2551. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE DOMINION OF NEW ZEALAND, REGARDING THE RELEASE OF PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS OF GERMAN NATIONALS SUBJECT TO THE CHARGE CREATED IN PURSUANCE OF THE TREATY OF VERSAILLES. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 17, 1930.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 décembre 1930.

German and English official texts communicated by the German Consul-General at Geneva and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 6, 1930.

Da die REGIERUNG des DEUTSCHEN REICHS und die REGIERUNG des DOMINIONS NEUSEELAND (im folgenden als „NEUSEELÄNDISCHE REGIERUNG“ bezeichnet) den Wunsch hegen, im Rahmen der nachstehenden Bedingungen die in dem Bericht des Sachverständigenkomitees vom 7. Juni 1929 enthaltene Empfehlung, dass die alliierten Regierungen vom Tage der Annahme des Sachverständigenberichts ab von ihrem Recht, Güter, Rechte und Interessen der deutschen Reichsangehörigen oder der von ihnen abhängigen Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit sie nicht bereits liquide oder liquidiert

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH (hereinafter referred to as THE GERMAN GOVERNMENT) and THE GOVERNMENT OF THE DOMINION OF NEW ZEALAND (hereinafter referred to as "THE NEW ZEALAND GOVERNMENT") being desirous subject to the conditions hereinafter contained to give effect to the recommendation contained in the Report dated the 7th June, 1929, of the Committee of Experts that the Allied Governments make no further use from the date of the acceptance of the Experts' Report of their rights to seize, retain and liquidate property rights and interests of German nationals or companies controlled by them

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 13 juin 1930.

¹ The exchange of the ratifications took place at London, June 13, 1930.

sind oder soweit darüber nicht endgültig verfügt worden ist, nicht mehr Gebrauch machen sollen, durchzuführen und zu diesem Zweck ein Abkommen abzuschliessen, sind die unterzeichneten, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die Neuseeländische Regierung wird den ursprünglichen deutschen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die innerhalb Neuseelands oder seiner Territorien belegenen Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrages von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, vorbehaltlich der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder darüber noch nicht endgültig verfügt worden ist.

Artikel 2.

Das Recht, deutsche Güter, Rechte und Interessen zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren oder zu belasten, wird nicht aufgehoben oder abgeändert. Die Freigabe der von diesem Abkommen betroffenen Güter, Rechte und Interessen erfolgt vielmehr in der Weise, dass die Neuseeländische Regierung dem ursprünglichen Berechtigten (worumter überall in diesem Abkommen auch dessen Rechtsnachfolger zu verstehen sind) in jedem Einzelfalle das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse aushändigt oder überträgt. Wenn über die Person des Berechtigten Zweifel bestehen oder die Feststellung des Berechtigten auf Schwierigkeiten stösst, kann die Neuseeländische Regierung von der Deutschen Regierung eine Bescheinigung über die Berechtigung verlangen und die Freigabe des Gegenstandes so lange verweigern, bis die Deutsche Regierung die Verpflichtung übernommen hat, sie gegenüber jedem Anspruch in bezug auf den in Betracht kommenden Gegenstand in vollem Umfange schadlos zu halten.

insofar as not already liquid or liquidated or finally disposed of, and of concluding an agreement for that purpose, the undersigned duly authorised by their respective Governments have agreed upon the following articles :

Article 1.

The New Zealand Government will, subject to the provisions and stipulations contained in the following articles, release and where necessary retransfer to the original German owners, or to the persons deriving title through them, the property rights and interests within New Zealand and her Territories originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles insofar as such property rights and interests shall not be already liquid or liquidated or finally disposed of, on the date on which this Agreement comes into force.

Article 2.

There shall be no abrogation or modification of the right to seize, retain and liquidate or charge German property rights and interests but the release of the property rights and interests affected by this Agreement shall be effected by the New Zealand Government handing over or transferring to the original owner (which expression shall wherever used in this Agreement include the person or persons deriving title through him) the particular property right or interest concerned in each case. In any case of doubt or difficulty as to who is entitled the New Zealand Government may demand a warranty of title by the German Government and withhold release of the property until the German Government have undertaken fully to indemnify them against any claim in respect thereof.

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden keine Anwendung auf diejenigen Güter, Rechte und Interessen, die am Tage seines Inkrafttretens den Gegenstand eines vor dem 1. Mai 1929 begonnenen und innerhalb oder ausserhalb Neuseelands noch anhängigen Prozesses oder gerichtlichen Verfahrens bilden, in dem bestritten wird, dass die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen der Belastung oder der Beschlagnahme, Zurückbehaltung oder Liquidation unterliegen.

Artikel 4.

Die in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen über die Freigabe finden ferner keine Anwendung auf alle Güter, Rechte und Interessen in dem Mandatsgebiet von Westsamoa, die Seiner Königlich Britannischen Majestät zu Händen der Neuseeländischen Regierung auf Grund der Bestimmungen der „New Zealand Reparations Estates Order, 1920“ überwiesen oder auf Grund der „Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order, 1923“ dem Samoaischen Öffentlichen Treuhänder überwiesen oder von ihm einbehalten worden sind; alle diese Güter, Rechte und Interessen sind als solche zu betrachten, über die endgültig verfügt worden ist.

Artikel 5.

Jedes Gut, Recht oder Interesse kann von der Freigabe ausgeschlossen werden, wenn der ursprüngliche Berechtigte dies schriftlich bei dem Öffentlichen Treuhänder für Neuseeland (im folgenden als „Öffentlicher Treuhänder“ bezeichnet) beantragt. Ein solcher Antrag muss vor der Freigabe des in Betracht kommenden Guts, Rechts oder Interesses gestellt werden. In diesem Falle werden, sofern das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse ohne Stellung des Antrags nach den Bestimmungen dieses Abkommens freizugeben wäre, die von dem Öffentlichen Treuhänder daraufhin erzielten Reinerlöse an den ursprünglichen Berechtigten oder seine Vertreter ausgezahlt werden.

Article 3.

There shall be excluded from the provisions as to release contained in this Agreement all property rights and interests which on the date on which this Agreement comes into force are the subject matter of any suit, action or legal proceedings commenced before the 1st May, 1929, and still pending in New Zealand or elsewhere in which it is disputed that such property rights or interests are subject to the charge or to seizure, retention or liquidation.

Article 4.

There shall also be excluded from the provisions as to release contained in this Agreement all property rights and interests in the Mandated Territory of Western Samoa which have been vested in His Britannic Majesty in right of the Government of New Zealand under the provisions of the New Zealand Reparations Estates Order 1920 or have been vested in or retained by the Samoan Public Trustee in pursuance of the Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order 1923, all of which property rights and interests are to be regarded as finally disposed of.

Article 5.

Any particular property right or interest may be excluded if the original owner shall in writing address a request to this effect to the New Zealand Public Trustee (hereinafter referred to as the Public Trustee). Such request must be made prior to the release of the said property right or interest. In such case, if the said property right or interest would, but for such request, have been released under the terms of this Agreement, the net proceeds thereof if subsequently realised by the Public Trustee shall be paid over to the original owner or his representatives.

Artikel 6.

Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens verkauft oder sonst in Geld umgesetzt waren oder den Gegenstand eines auf einen Verkauf oder eine andere Umsetzung in Geld gerichteten Vertrages, der durch den Öffentlichen Treuhänder (worunter überall in diesem Abkommen der Öffentliche Treuhänder für Samoa oder ein anderer mit der Verwaltung ehemals feindlichen Vermögens betrauter Beamter zu verstehen ist) abgeschlossen worden ist, oder einer zugunsten des Öffentlichen Treuhänders ergangenen gerichtlichen Entscheidung bilden, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die „liquide oder liquidiert sind oder über die endgültig verfügt worden ist“.

Artikel 7.

Vor der Freigabe oder der Übertragung jedes einzelnen Guts, Rechts oder Interesses ist die Neuseeländische Regierung berechtigt, als Bedingung hierfür den Vermögensgegenstand oder seine Erlöse mit den gesetzlichen Kosten und sonstigen Auslagen, die für das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse entstanden sind, einschliesslich aller gesetzlichen Gebühren, soweit diese Gebühren 2 v. H. des Wertes nicht übersteigen, zu belasten und diese Beträge aus diesem Gegenstand oder aus seinen Erlösen zu entnehmen.

Artikel 8.

Vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens ab wird die Neuseeländische Regierung denjenigen deutschen Reichsangehörigen, die gewerbliche, literarische oder künstlerische Schutzrechte besitzen, an denen Lizenzen durch während des Krieges ergriffene Sondermassnahmen begründet worden sein sollten, oder die den Gegenstand von Lizenzen oder Übertragungen bilden sollten, welche den auf Grund des Artikel 22 der „*New Zealand Treaty of Peace Order, 1920*“ auferlegten Bedingungen unterworfen sind, den vollen Genuss dieser Rechte einräumen, jedoch unbeschadet der Rechte der gegenwärtigen Inhaber der genannten Lizenzen oder der gegenwärtig auf Grund der genannten Übertragungen verfügungsberechtigten Personen; sie wird alle hierzu

Article 6.

Property rights and interests which at the date on which this Agreement comes into force have been sold or realised, or are the subject matter of an Agreement for sale or realisation entered into by the Public Trustee (which expression shall wherever used in this Agreement include the Samoan Public Trustee or other official charged with the administration of ex-enemy property) or of a judgment in legal proceedings given in favour of the Public Trustee are included in the above-mentioned expression "liquid or liquidated or finally disposed of".

Article 7.

Before, and as a condition of, releasing or transferring any specific property right or interest the New Zealand Government will be entitled to charge and be paid out of the property or the proceeds thereof the legal costs and other expenses incurred in connexion with the said property right and interest, including all authorised fees, insofar as the said fees do not exceed 2 % on the value thereof.

Article 8.

The New Zealand Government will, as from the date on which this Agreement comes into force, permit German nationals, the owners of rights of industrial, literary or artistic property in respect of which licences may have been granted under the special measures taken during the war or in respect of which there may have been licences or assignments subject to the conditions imposed in pursuance of Article 22 of the *New Zealand Treaty of Peace Order, 1920*, to have the full benefit of those rights without prejudice, however, to the rights of any existing licensees or assignees under the said licences or assignments and will take all necessary steps to give effect to the foregoing, and will not impose after the date on which this Agreement comes into force any further

erforderlichen Schritte ergreifen. Ferner wird sie nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens den Berechtigten keine weiteren Begrenzungen, Bedingungen oder Einschränkungen unter Berufung auf die Bestimmungen des genannten Artikel 22 oder auf Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7 des Vertrages von Versailles auferlegen, unter Vorbehalt der Ausübung des Rechts der Neuseeländischen Regierung zur Auferlegung solcher Begrenzungen, Bedingungen und Einschränkungen, die im Interesse der Landesverteidigung oder des Gemeinwohls notwendig erscheinen. Alle Entschädigungen oder Vergütungen, die gemäss Abs. 6 von Artikel 306 für den Fall der Anwendung des vorhergehenden Absatzes zu gewähren sind, werden den berechtigten deutschen Reichsangehörigen ausgezahlt und nicht weiter nach den Bestimmungen des Abs. 6 behandelt werden.

Artikel 9.

Keine Bestimmung dieses Abkommens berührt die Pflichten, Befugnisse und die Zuständigkeit des deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichts. Forderungen, die unter Artikel 296 des Vertrages von Versailles fallen, unterliegen nicht den Bestimmungen dieses Abkommens und werden auch in Zukunft im Ausgleichsverfahren geregelt. Forderungen, die in der Form des Artikel 296 hätten geltend gemacht werden müssen, aber nicht durch das deutsche Ausgleichsamt geltend gemacht worden sind, werden, falls sie von dem Öffentlichen Treuhänder nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens eingezogen werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 3, 4 und 6 des Abkommens, unter Abzug der üblichen Belastungen und Gebühren für die Einziehung, wie deutsche Güter, Rechte und Interessen, die auf Grund dieses Abkommens freizugeben sind, behandelt.

Artikel 10.

Bei der Durchführung der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigaben wird die Neuseeländische Regierung mit der gebotenen Beschleunigung verfahren und bemüht sein, von dem unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallenden Vermögen so viel innerhalb von 12 Monaten nach dem endgültigen Inkrafttreten des Sachverständigenplans freizugeben, wie nach vernünftiger Beurteilung möglich sein sollte.

limitation, condition, or restrictions in pursuance of the said Article 22 or Article 306 (5) (6) and (7) of the Treaty of Versailles subject only to the exercise of the right of the New Zealand Government to impose such limitations, conditions or restrictions as may be considered necessary for national defence or in the public interest. Any indemnities or royalties that may arise under paragraph (6) of Article 306 in the event of the application of the provisions of the preceding paragraph shall be paid to the German nationals entitled thereto and no longer dealt with as provided in paragraph (6).

Article 9.

Nothing herein contained shall affect the duties, powers and jurisdiction of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal. Debts falling within Article 296 of the Treaty of Versailles shall be excluded from the scope of this Agreement and continue to be dealt with under the Clearing procedure. Debts which should have been claimed under Article 296, but for which no claim has been put forward by the German Clearing Office, if recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force, shall, subject to the provisions of Articles 3, 4 and 6 hereof, and subject to deduction of the usual charges and fees for collection, be treated as if they were German property rights and interests to be released under this Agreement.

Article 10.

In giving effect to the release herein provided for the New Zealand Government will proceed with due expedition and will endeavour to release as much property coming within the terms of this Agreement as may be reasonably possible within twelve months after the final coming into force of the Experts' Plan.

Artikel II.

Als unter dieses Abkommen fallende Güter, Rechte und Interessen gelten nur solche Güter, Rechte und Interessen, die sich am 10. Januar 1920 innerhalb des Dominions Neuseeland oder seiner Territorien oder des Mandatsgebiets Westsamoa befanden.

Article II.

The property rights and interests covered by this Agreement shall be confined to such property rights and interests as were on the 10th January, 1920, within the Dominion of New Zealand or her Territories or the Mandated Territory of Western Samoa.

Artikel 12.

Dieses Abkommen bildet eine endgültige Regelung aller Fragen und Ansprüche in bezug auf die Zurückbehaltung und Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen oder ihrer Erlöse in dem Dominion Neuseeland oder seinen Territorien oder dem Mandatsgebiet Westsamoa, die durch ausserordentliche Kriegsmassnahmen betroffen worden sind bzw. dem Rechte der Zurückhaltung, Liquidation und Belastung auf Grund des Vertrages von Versailles unterliegen. Die noch nicht gutgeschriebenen Erlöse aus der Liquidation bzw. der geschätzte Wert der deutschen Güter, Rechte und Interessen, die nach diesem Abkommen nicht freigegeben werden, sind auch in Zukunft dem deutschen Ausgleichsamt gutzuschreiben.

Article 12.

The present Agreement shall be a final settlement of all questions and claims relating to the retention and liquidation of German property rights and interests, or the proceeds thereof, in the Dominion of New Zealand or her Territories or the Mandated Territory of Western Samoa which became subject to exceptional war measures and/or to the rights of retention, liquidation and charge pursuant to the provisions of the Treaty of Versailles. The proceeds of liquidation and/or the amount of the valuations of German property rights and interests not released under the present Agreement or otherwise and not already credited shall be credited as heretofore to the German Clearing Office.

Artikel 13.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen, die in bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden, erfolgen.

Article 13.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of ratifications on the same date as the Experts' Plan. The exchange of ratifications shall be effected at the same time as the deposit of ratifications concerning the treaties or conventions which may be concluded in respect of the Experts' Plan.

Ausgefertigt im Haag, in doppelter Urschrift, in deutscher und englischer Sprache, am 17. Januar 1930.

Done in duplicate at The Hague in the German and English languages this 17th day of January 1930.

Dr. FUCHS.
E. TOMS.

Dr. FUCHS.
E. TOMS.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

NEW ZEALAND DELEGATION, BINNENHOF.

THE HAGUE, 17th January 1930.

SIR,

With reference to the Agreement concluded this day between the Government of the Dominion of New Zealand and the Government of the German Reich relative to the release of German property consequent upon the acceptance of the Experts' Report, I have the honour on the instructions of the New Zealand Government to inform you as follows :

(1) Although the date referred to in Article 1 of the Agreement for the purpose of ascertaining the property rights and interests to be released is the date of the Agreement coming into force, it is the intention of the Government of New Zealand that all German property rights and interest which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement shall be released including the net proceeds of any of such property rights or interests as may have been sold since the said date.

(2) In regard to Article 8, although the provisions of that Article do not come into operation until the date on which this Agreement comes into force, I am instructed to state that it is the intention of the Government of the Dominion of New Zealand that any royalties falling due after the 31st August, 1929, shall be released to the German nationals concerned, and in regard to Article 9, that it is their intention that the debts therein referred to as recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force shall include such debts (if any) if recovered since the 31st August, 1929.

(3) With reference to Article 9, I confirm that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore. Will you also please confirm this arrangement.

(4) During the discussion that took place on the draft Agreement a question arose with regard to the wording of the concluding paragraph of Article 12, in connection with the crediting as heretofore of the proceeds of liquidation and/or the amount of the valuations of German property rights and interests not released under the above referred to Agreement, and it was agreed that a letter should be written on behalf of the Government of the German Reich to the effect that the words appearing in the concluding paragraph of that Article shall not be interpreted so as to give Germany the right to set off such credits against Germany's liability for the annuities payable pursuant to the New Plan. I shall be glad to hear from you on this matter also.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

E. TOMS,

*Delegate for the Government of the Dominion
of New Zealand.*

Ministerialrat Dr. Richard Fuchs,
German Delegation,
The Hague.

¹ TRANSLATION.

II.

DEN HAAG, den 17. Januar 1930.

SEHR GEEHRTER HERR !

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie an mich im Auftrage Ihrer Regierung im Zusammenhang mit dem heute geschlossenen Abkommen zwischen der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung des Dominions Neuseeland über die Freigabe deutschen Vermögens gerichtet haben.

Ich habe von Ihren Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Abkommens Kenntnis genommen und bestätige, dass die Vereinbarungen gemäss unseren mündlichen Besprechungen wiedergegeben sind.

1. Zu Artikel 1 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass, wenn auch das Datum für die Freigabe der Tag des Inkrafttretens des Abkommens ist, die Neuseeländische Regierung beabsichtigt, alle deutschen Güter, Rechte und Interessen, die am 1. September 1929 nicht liquide oder liquidiert oder Gegenstand einer endgültigen Verfügung waren und die nicht unter irgendeinen der Vorbehalte fallen, die in dem Abkommen enthalten sind, freizugeben, unter Einschluss der Reinerlöse solchen Vermögens, das etwa seit dem genannten Tage verkauft sein sollte.

2. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen dass die Absicht der Regierung des Dominions Neuseeland dahin geht, obwohl die Bestimmungen des Artikel 8 des Abkommens erst mit dem Zeitpunkt in Wirksamkeit treten, an dem dieses Abkommen in Kraft tritt, sämtliche nach dem 31. August 1929 fälligen Gebühren („royalties“) den deutschen Berechtigten freizugeben und die im Artikel 9 des Abkommens erwähnten Forderungen auch insoweit freizugeben, als sie etwa nach dem 31. August 1929 vom „Public Trustee“ eingezogen sein sollten.

II.

THE HAGUE, January 17, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date, which you have addressed to me upon the instructions of your Government in connection with the Agreement concluded to-day between the Government of the German Reich and the Government of the Dominion of New Zealand regarding the release of German property.

I have taken note of your observations on various articles of the Agreement and confirm that what was agreed in the course of our oral discussions has been given effect to :

(1) As to Article 1 of the Agreement, I have taken note that although the date for release is the day of the entry into force of the Agreement, the New Zealand Government intend to release all German property, rights and interests which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of, and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement, including the net proceeds of any such property which may have been sold since the said date.

(2) I have further taken note that it is the intention of the Government of the Dominion of New Zealand, although the provisions of Article 8 of the Agreement do not come into operation until the date on which this Agreement enters into force, to release all Royalties falling due after the 31st August, 1929, to the German nationals entitled thereto, and also to release the debts referred to in Article 9 of the Agreement in so far as they may have been collected by the Public Trustee after the 31st August, 1929.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

3. Zu Artikel 9 des Abkommens beehre auch ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass die Praxis, die bisher hinsichtlich der Klagen vor dem Schiedsgericht bestanden hat, wie bisher fortgesetzt werden soll.

4. Zu Artikel 12 bestätige ich Ihnen, dass die in dem Abkommen vorgesehenen Gutschriften keinen Einfluss auf die Annuitäten des Neuen Plans ausüben können.

Mit dem Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung bin ich Ihr sehr ergebener

Dr. FUCHS ;
Ministerialrat
im Reichsfinanzministerium.

An den Herrn Delegierten
der Regierung
des Dominions Neuseeland.

(3) As to Article 9 of the Agreement, I also have the honour to confirm to you that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall be continued as heretofore.

(4) As to Article 12, I confirm to you that the credits provided for in the Agreement can have no effect upon the annuities of the New Plan.

I have, etc.

Dr. FUCHS.
Counsellor to the Finances
Ministry of the Reich.

The Delegate of the Government
of the Dominion
of New Zealand.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2551. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DU DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE RELATIF A LA LIBÉRATION DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS DE RESSORTISSANTS ALLEMANDS, GREVÉS DU PRIVILÈGE CONSTITUÉ EN VERTU DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 17 JANVIER 1930.

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT DU DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (ci-après dénommé « LE GOUVERNEMENT NÉO-ZÉLANDAIS »), animés du désir de donner suite, sous réserve des conditions stipulées ci-après, à la recommandation contenue dans le rapport du Comité d'experts, en date du 7 juin 1929, invitant les Gouvernements alliés à cesser, à partir de la date de l'adoption du Rapport des experts, de se prévaloir de leur droit de saisir, de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands ou des sociétés dépendant de ressortissants allemands, pour autant que ces biens ne sont pas encore liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas encore été disposé définitivement, ont décidé de conclure

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

un accord à cet effet, et les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sous réserve des dispositions et stipulations des articles ci-après, le Gouvernement néo-zélandais libérera et, le cas échéant, retransférera aux propriétaires allemands primitifs ou à leurs ayants-cause, les biens, droits et intérêts sis en Nouvelle-Zélande et ses territoires, qui leur appartenaient originairement et qui sont actuellement grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne soient pas déjà liquidés ou liquidés ou qu'il n'en aura pas été disposé définitivement à la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 2.

Le droit de saisir, retenir et liquider des biens, droits et intérêts allemands ou de les grever de charges ne sera ni abrogé ni modifié, mais le Gouvernement néo-zélandais procédera à la libération des biens, droits et intérêts visés par le présent accord, en les remettant ou en les transférant dans chaque cas au propriétaire primitif (ladite expression comprenant, au sens du présent accord, les ayants-cause du propriétaire). En cas de contestation ou de difficultés concernant l'ayant-droit, le Gouvernement néo-zélandais pourra exiger du Gouvernement allemand une attestation des droits de l'intéressé et s'abstenir de libérer les biens en question jusqu'à ce que le Gouvernement allemand ait pris l'engagement de le garantir entièrement contre toute revendication y relative.

Article 3.

Seront exclus des dispositions du présent accord concernant la libération tous les biens, droits et intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, sont l'objet d'un procès ou d'une action judiciaire, introduits avant le 1^{er} mai 1929 et encore en instance en Nouvelle-Zélande ou ailleurs, où il est contesté que ces biens, droits ou intérêts sont grevés du privilège, ou sujets à saisie, rétention ou liquidation.

Article 4.

Seront également exclus des dispositions du présent accord concernant la libération tous les biens, droits et intérêts dans le territoire sous mandat du Samoa occidental, qui ont été transférés à Sa Majesté britannique au nom du Gouvernement néo-zélandais, en vertu des dispositions du « *New Zealand Reparations Estates Order* » de 1920, ou qui ont été transférés à l'Administrateur public (*Public Trustee*) du Samoa ou retenus par lui conformément à l'« *Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order* » de 1923 ; tous ces biens, droits et intérêts doivent être considérés comme des biens, droits et intérêts dont il a été disposé définitivement.

Article 5.

Tous biens, droits et intérêts particuliers pourront être exclus des dispositions du présent accord si le propriétaire primitif adresse une requête écrite à cet effet à l'Administrateur public (*Public Trustee*) de la Nouvelle-Zélande (ci-après dénommé Administrateur public). Cette requête devra être présentée avant la libération des biens, droits ou intérêts en question. Dans ce cas, si lesdits biens, droits ou intérêts, à défaut de cette requête, eussent été libérés aux termes du présent accord, leur produit net, lorsqu'ils auront été ultérieurement liquidés par l'Administrateur public, sera versé au propriétaire primitif ou à ses ayants-cause.

Article 6.

Seront compris dans l'expression susmentionnée « liquides ou liquidés ou dont il a été disposé définitivement » les biens, droits et intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, auront été vendus ou liquidés, ou qui auront fait l'objet d'un contrat de vente ou de liquidation conclu par l'Administrateur public (ladite dénomination comprenant au sens du présent accord l'Administrateur public du Samoa ou tout autre fonctionnaire chargé de l'administration des biens ex-ennemis), ou qui auront fait l'objet d'une décision rendue dans une action judiciaire en faveur de l'Administrateur public.

Article 7.

Avant de libérer ou de transférer des biens, droits ou intérêts déterminés et comme condition de cette libération ou de ce transfert, le Gouvernement néo-zélandais sera en droit de décompter et d'imputer sur les biens ou sur le produit de leur vente les frais de justice et autres impenses afférentes aux biens, droits et intérêts en question, y compris toutes taxes légales dans la mesure où elles n'excèdent pas deux pour cent de la valeur desdits biens, droits et intérêts.

Article 8.

A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement néo-zélandais autorisera les ressortissants allemands, qui possèdent des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique pour lesquels il a été accordé des licences en vertu des mesures spéciales prises pendant la guerre ou qui ont fait l'objet de licences ou de cessions régies par les dispositions de l'article 22 de l'Ordonnance néo-zélandaise de 1920 relative au Traité de Paix, à jouir intégralement de ces droits, sans préjudice toutefois des droits des concessionnaires ou cessionnaires actuels; le Gouvernement néo-zélandais prendra toutes mesures nécessaires en vue de donner effet aux dispositions ci-dessus et n'imposera, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle limitation, condition ou restriction en vertu des dispositions dudit article 22 ou de l'article 306, 5, 6 et 7, du Traité de Versailles, sous la seule réserve du droit du Gouvernement néo-zélandais d'imposer les limitations, conditions ou restrictions jugées nécessaires pour la défense nationale ou dans l'intérêt public. Toutes indemnités ou redevances qui pourraient être dues en vertu de l'alinéa 6 de l'article 306, en cas d'application des dispositions de l'alinéa précédent, seront payées aux ressortissants allemands qui y auront droit et cesseront de recevoir l'affectation prévue à l'alinéa 6.

Article 9.

Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte aux attributions, aux pouvoirs et à la compétence du Tribunal arbitral mixte anglo-allemand. Les dettes visées par l'article 296 du Traité de Versailles ne seront pas régies par les dispositions du présent accord et continueront à être réglées par la procédure de compensation. Les créances qui auraient dû être réclamées selon la procédure de l'article 296, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune réclamation de la part de l'Office de Compensation allemand, si elles sont recouvrées par l'Administrateur public postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent accord, seront considérées comme des biens, droits et intérêts allemands devant être libérés en vertu du présent accord, sous réserve des dispositions des articles 3, 4 et 6 et après déduction des frais et taxes habituels de recouvrement.

Article 10.

En donnant effet aux libérations prévues dans le présent accord, le Gouvernement néo-zélandais fera toute diligence et s'efforcera dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur définitive

du plan des experts, de libérer autant de biens visés par le présent accord qu'il sera raisonnablement possible de le faire.

Article 11.

Ne sont considérés comme biens, droits et intérêts visés par le présent accord, que les biens, droits et intérêts qui se trouvaient le 10 janvier 1920 dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande ou sur ses territoires ou sous le territoire sous mandat du Samoa occidental.

Article 12.

Le présent accord constitue un règlement définitif de toutes questions et réclamations relatives à la rétention et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands ou de leur produit dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande ou sur ses territoires ou dans le territoire sous mandat du Samoa occidental, qui ont fait l'objet de mesures de guerre exceptionnelles et (ou) des droits de rétention, liquidation et privilèges prévus par les dispositions du Traité de Versailles. Le produit de la liquidation et (ou) le montant estimé des biens, droits et intérêts allemands, non libéré en vertu du présent accord ou à un autre titre, et non encore crédité, sera porté comme auparavant au crédit de l'Office de compensation allemand.

Article 13.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification à la même date que le plan des experts. L'échange des instruments de ratification s'effectuera en même temps que le dépôt des instruments de ratification relatifs aux traités ou conventions qui pourront être conclus au sujet du plan des experts.

Fait en double expédition à La Haye, en langue anglaise et en langue allemande, le 17 janvier 1930.

D^r FUCHS.

E. TOMS.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

DÉLÉGATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, BINNENHOF.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR LE CONSEILLER,

Me référant à l'accord intervenu ce jour entre le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande et le Gouvernement du Reich allemand au sujet de la libération des biens allemands par suite de l'acceptation du rapport des experts, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, de vous faire connaître ce qui suit :

1^o Bien que la date mentionnée à l'article premier de l'accord en vue de déterminer les biens, droits et intérêts qui doivent être libérés soit la date d'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a l'intention de libérer tous les biens, droits et intérêts allemands qui, le 1^{er} septembre 1929, n'étaient ni liquides ni liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement et qui ne tombent pas sous le coup des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net des biens, droits ou intérêts, qui pourraient avoir été vendus depuis la date précitée.

2° En ce qui concerne l'article 8, bien que les dispositions de cet article ne prennent pas effet avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, j'ai reçu instruction de déclarer que le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande a l'intention de remettre aux ressortissants allemands intéressés toutes redevances dues après le 31 août 1929, et, en ce qui concerne l'article 9, que le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande a l'intention de comprendre, parmi les créances mentionnées audit article comme recouvrées par l'Administrateur public postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'accord, les créances éventuellement recouvrées depuis le 31 août 1929.

3° Me référant à l'article 9, je confirme que la pratique déjà en vigueur concernant les réclamations portées devant le tribunal arbitral mixte continuera à être suivie comme auparavant. Je vous prie de bien vouloir confirmer cet arrangement.

4° Au cours de la discussion qui a eu lieu au sujet du projet d'accord, une question a été soulevée en ce qui concerne le texte du paragraphe final de l'article 12 relatif au maintien de la méthode selon laquelle est crédité le produit de la liquidation et (ou) le montant estimé des biens, droits et intérêts allemands non libérés en vertu de l'accord susmentionné, et il a été convenu qu'une lettre serait remise, au nom du Gouvernement allemand, reconnaissant que les mots qui figurent au paragraphe final de cet article ne doivent pas être interprétés comme donnant à l'Allemagne le droit d'invoquer la compensation entre ces crédits et la dette allemande au titre des annuités exigibles en vertu du nouveau plan. Je serai heureux de recevoir votre confirmation à ce sujet également.

Veillez agréer, etc.

E. TOMS,

*Délégué du Gouvernement du Dominion
de la Nouvelle-Zélande.*

Monsieur le Docteur Richard Fuchs,
Conseiller ministériel,
Délégation allemande,
La Haye.

II.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour que vous m'avez adressée d'ordre de votre gouvernement, au sujet de l'accord intervenu aujourd'hui entre le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande, relativement à la libération de biens allemands.

J'ai pris acte de vos observations relatives à divers articles de l'accord, et je confirme que les conventions telles qu'elles sont reproduites sont conformes à l'accord intervenu verbalement entre nous.

1° En ce qui concerne l'article premier de l'accord, j'ai pris note qu'en dépit du fait que la date de la libération est le jour de l'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a l'intention de libérer tous les biens, droits et intérêts allemands qui, le 1^{er} septembre 1929, n'étaient ni liquides ni liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement, et qui ne tombent pas sous le coup de l'une des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net des biens qui pourraient avoir été vendus depuis la date précitée.

2° En outre, j'ai pris note du fait que le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande a l'intention, bien que les dispositions de l'article 8 de l'accord ne prennent effet

qu'à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, de verser aux ressortissants allemands intéressés toutes les redevances dues postérieurement au 31 août 1929, et de libérer également celles des créances visées à l'article 9 de l'accord qui auraient été recouvrées par l'Administrateur public après le 31 août 1929.

3° En ce qui concerne l'article 9 de l'accord, j'ai l'honneur de vous confirmer que la pratique déjà en vigueur au sujet des réclamations portées devant le Tribunal arbitral mixte continuera à être suivie comme auparavant.

4° En ce qui concerne l'article 12, je vous confirme que les crédits visés par le paragraphe final ne peuvent affecter en aucune manière les annuités du nouveau plan.

Je vous prie de croire, etc.

D^r FUCHS.

*Conseiller au Ministère des Finances
du Reich.*

Monsieur le Délégué
du Gouvernement du Dominion
de la Nouvelle-Zélande.

N° 2552.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Accord concernant la protection réciproque de la propriété industrielle et de la propriété littéraire et artistique. Signé à Berlin, le 15 février 1930.

GERMANY AND AUSTRIA

Agreement regarding the reciprocal Protection of Industrial Property and of Literary and Artistic Property. Signed at Berlin, February 15, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2552. — ÜBEREINKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ÜBER FRAGEN DES GEGENSEITIGEN GEWERBLICHEN RECHTSSCHUTZES UND DES GEGENSEITIGEN SCHUTZES DES URHEBERRECHTS. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 15. FEBRUAR 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 décembre 1930.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place December 6, 1930.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE REPUBLIK ÖSTERREICH haben beschlossen, die gegenseitigen Beziehungen auf dem Gebiete des gewerblichen Rechtsschutzes und des Schutzes des Urheberrechts durch ein Übereinkommen zu regeln.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Herrn Dr Georg MARTIUS und den Ministerialrat im Reichsjustizministerium Herrn Georg KLAUER ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin Herrn Dr. Felix FRANK,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

1. Soweit nach der Gesetzgebung eines der beiden Staaten die Ausübung einer geschützten Erfindung im Ausland den Verlust des Patents zur Folge hat, tritt dieser Rechtsnachteil nicht ein, wenn die Ausübung der Erfindung im Gebiet des anderen Staates geschieht, mag die Erfindung in diesem Staate Schutz geniessen oder nicht.

2. Diese Bestimmung gilt nicht für die Entscheidung über Anträge auf Rücknahme eines Patents, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens beim Patentamt anhängig sind.

3. Der Schutz der Muster und Modelle wird unabhängig davon gewährt, ob die nach den Mustern oder Modellen hergestellten Erzeugnisse im Gebiete des einen oder des anderen Staates hergestellt sind.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 19 septembre 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, September 19, 1930.

4. Die Bestimmungen des Artikel 5 des Pariser Unionsvertrags² zum Schutze des gewerblichen Eigentums bleiben unberührt.

Artikel 2.

1. Wenn im Gebiet eines der beiden Staaten innerhalb der Prioritätsfrist, die im Artikel 4 des Pariser Unionsvertrags zum Schutze des gewerblichen Eigentums vorgesehen ist, eine Erfindung in Benutzung genommen wurde oder die hierzu erforderlichen Veranstaltungen getroffen wurden, so wird hierdurch ein Recht auf die Fortbenutzung der Erfindung gegenüber dem in diesem Staate erworbenen Patent, für das ein Prioritätsrecht auf Grund einer in dem anderen Staate bewirkten Patentanmeldung im Sinne des Artikel 4 des bezeichneten Vertrags besteht, nicht begründet.

2. Dieselbe Bestimmung findet je nach dem Stande der Gesetzgebung der beiden Staaten auch auf Gebrauchsmuster und auf Muster und Modelle entsprechende Anwendung.

Artikel 3.

1. Der Schutz der in einem der beiden Staaten eingetragenen Warenzeichen von Unternehmen, die ihren Sitz im Gebiet des anderen Staates haben, ist von ihrem Schutze in dem anderen Staate (Ursprungsland) unabhängig. Bei der Anmeldung solcher Warenzeichen und bei der Erneuerung ihrer Anmeldung (Registrierung) ist ein Nachweis, dass sie im Ursprungsland eingetragene sind, nicht zu erbringen.

2. Diese Bestimmungen gelten auch für die vor dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens eingetragenen, in diesem Zeitpunkt auf Grund der Eintragung noch geschützten Warenzeichen.

Artikel 4.

1. Öffentliche Wappen aus dem Gebiet eines der beiden Staaten werden in dem anderen Staate nicht als Freizeichen angesehen werden. Dies gilt auch für solche Ausführungen der Wappen, die Abweichungen von der amtlichen Ausführungsform aufweisen, sofern ungeachtet dieser Abweichungen die Gefahr einer Verwechslung im geschäftlichen Verkehr vorliegt.

2. Warenzeichen, die solche Wappen als Bestandteile enthalten, soll, sofern diese Wappen nachweisbar berechtigterweise von dem Anmelde in dem Warenzeichen geführt werden, in dem anderen Staate die Eintragung in die Zeichenrolle (das Markenregister) wegen Führung solcher Wappen nicht versagt werden können.

3. Ausser dem, der die Berechtigung zur Führung solcher Wappen besitzt, hat niemand Anspruch auf den Schutz dieser zusammengesetzten Warenzeichen.

4. Diese Bestimmungen finden insbesondere auch auf das österreichische Erblandswappen Anwendung.

5. Warenzeichen, die in einem der beiden Staaten als Kennzeichen der Waren von Angehörigen eines bestimmten gewerblichen Verbands, eines bestimmten Ortes oder Bezirkes Schutz geniessen, sind, sofern die Anmeldung dieser Warenzeichen vor dem 1. Oktober 1875 in dem anderen Staate erfolgt ist, hier von der Benutzung als Freizeichen ausgeschlossen. Ausser den Angehörigen eines solchen Verbands, Ortes oder Bezirkes hat niemand Anspruch auf den Schutz dieser Warenzeichen.

Artikel 5.

1. Die Bestimmungen der Artikel 1 bis 4 gelten auch für Personen, die nicht Angehörige eines der beiden Staaten sind, jedoch im Gebiet eines der beiden Staaten ihren Wohnsitz oder tatsächliche und wirkliche gewerbliche oder Handelsniederlassungen haben.

2. Warenzeichen und ihrer Eintragung im Sinne der Artikel 3 und 4 sind Marken und ihre Registrierung gleichgestellt.

Artikel 6.

Die einem der beiden Staaten angehörigen Urheber von Werken der Literatur, Kunst und Photographie geniessen auch für solche Werke, die ausserhalb des Gebiets des Berner Verbands zum Schutze des Urheberrechts an Werken der Literatur und Kunst zum ersten Male veröffentlicht sind, in dem anderen Staate die gleichen Rechte wie die inländischen Urheber.

Artikel 7.

1. Wenn einer der beiden Staaten aus der " Pariser Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums " oder aus dem „ Berner Verband zum Schutze des Urheberrechts an Werken der Literatur und Kunst « austreten sollte, so hat er über die Kündigung dem anderen Staate sofort Mitteilung zu machen und gleichzeitig Verhandlungen zur Überprüfung des vorliegenden Übereinkommens einzuleiten.

2. Sollten diese Verhandlungen bis zu dem Zeitpunkt, zu dem der Austritt wirksam wird, nicht abgeschlossen sein, so bleiben bis zum Zustandekommen eines neuen Übereinkommens die Bestimmungen des Pariser Unionsvertrags zum Schutze des gewerblichen Eigentums oder des Berner Übereinkommens¹ zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst sowie dieses Übereinkommens im gegenseitigen Verkehr der beiden Staaten auch weiterhin massgebend.

Artikel 8.

1. Dieses Übereinkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Wien ausgetauscht werden.

2. Das Übereinkommen tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt bis zum Ablauf eines Jahres nach Kündigung durch einen der beiden Staaten in Geltung.

3. Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterzeichnet.

4. So geschehen in doppelter Urschrift in Berlin am 15. Februar 1930.

Dr. Georg MARTIUS.

Georg KLAUER.

Dr. Felix FRANK.

¹ TRADUCTION.

N^o 2552. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LA PROTECTION RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. SIGNÉ A BERLIN, LE 15 FÉVRIER 1930.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux de régler par un accord leurs relations réciproques en matière de protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire et artistique ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Georg MARTIUS, conseiller de Légation référendaire au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. Georg KLAUER, conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Felix FRANK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

I. Si, aux termes de la législation de l'une des Parties contractantes, l'exploitation à l'étranger d'une invention protégée entraîne la perte du brevet, cette déchéance n'aura pas lieu, si l'exploitation de la découverte s'est

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2552. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA CONCERNING THE RECIPROCAL PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY AND OF LITERARY AND ARTISTIC PROPERTY. SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 15, 1930.

THE GERMAN REICH and THE AUSTRIAN REPUBLIC, being resolved to regulate by agreement their reciprocal relations in the matter of the protection of industrial property and of literary and artistic property, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Georg MARTIUS, Counsellor of Legation in the Ministry of Foreign Affairs ; and

M. Georg KLAUER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Justice of the Reich ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Felix FRANK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berlin,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

I. If under the laws of either of the two States the exploitation abroad of a protected invention entails the loss of the patent, such loss shall not take effect in cases where the invention is worked in the territory of the other

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

produite sur le territoire de l'autre Partie contractante, que cette découverte soit protégée ou non dans ce dernier pays.

2. La présente disposition n'est pas applicable en ce qui concerne les décisions relatives aux demandes en déchéance d'un brevet, dont l'Office de la propriété industrielle sera saisi à la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

3. La protection des dessins et modèles sera accordée indépendamment de la question de savoir si les articles produits d'après les dessins ou modèles ont été fabriqués sur le territoire de l'un ou l'autre pays.

4. Le présent accord ne porte pas atteinte aux dispositions de l'article 5 de la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 2.

1. Si, au cours du délai de priorité prévu par la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, une découverte a été exploitée ou les mesures nécessaires à cet effet ont été prises sur le territoire de l'un des deux pays, le droit de poursuivre l'exploitation de la découverte — nonobstant un brevet acquis dans ledit pays et pour lequel il existe un droit de priorité en vertu d'une demande de brevet déposé dans l'autre pays, au sens de l'article 4 de la Convention précitée — n'est pas fondé.

2. La même disposition est également applicable, conformément à la législation interne des deux pays, aux modèles d'utilité, dessins et modèles.

Article 3.

1. La protection des marques de fabrique déposées dans l'un des deux Etats par des entreprises ayant leur siège sur le territoire de l'autre Etat n'est pas subordonnée à la protection desdites marques dans ce dernier Etat (pays d'origine). Il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve du dépôt dans le pays d'origine lors de la demande de protection desdites marques de fabrique ou du renouvellement de cette demande (enregistrement).

State, irrespective of whether the invention is protected in this latter country or no.

2. This provision does not apply to decisions concerning applications for the revocation of a patent pending before the Patent Office at the time of the coming into force of the present Agreement.

3. Designs and models will be protected irrespective of whether the articles produced according to such designs or models are produced in the territory of either of the two States.

4. The present Agreement does not affect the provisions of Article 5 of the Union Convention of Paris for the Protection of Industrial Property.

Article 2.

1. If in the territory of one of the two States an invention is worked or the necessary measures herefor are taken within the period of priority laid down in Article 4 of the Union Convention of Paris for the Protection of Industrial Property, a right to the continued working of the invention cannot thereby be set up, even though an application for a patent has been granted in the said State and for which there exists, in conformity with Article 4 of the above-mentioned Convention, a right of priority by reason of the deposit of an application for a patent in the other State.

2. This provision shall apply also, *mutatis mutandis*, to utility models and to designs and models in accordance with the domestic legislation of the two States.

Article 3.

1. Trade marks registered in one of the two States and belonging to concerns established in the territory of the other will be protected irrespective of their protection in the other State (country of origin). Applications for the registration of such trade marks or for the renewal of their registration need not be accompanied by proof of their registration in the country of origin.

2. Les présentes dispositions sont également applicables aux marques de fabrique déposées avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, dès lors qu'elles sont encore protégées à cette date par le dépôt.

Article 4.

1. Les armoiries publiques provenant du territoire de l'un des États ne seront pas considérées comme marques libres (*Freizeichen*) dans l'autre État. La présente disposition est également applicable aux représentations d'armoiries qui diffèrent de la forme officielle dès lors qu'abstraction faite de ces différences, il risquerait de se produire une confusion dans le trafic commercial.

2. Les Parties contractantes ne pourront refuser le dépôt au registre des marques sous prétexte que les marques de fabrique comportent ces armoiries, s'il apparaît que le déposant les y a fait figurer à bon droit.

3. La personne qui a le droit de porter ces armoiries peut seule prétendre à la protection des marques de fabrique ainsi composées.

4. Les présentes dispositions s'appliquent notamment aux armoiries des terres héréditaires autrichiennes (*Erblandswappen*).

5. Sont exclues de l'emploi comme marques libres (*Freizeichen*) les marques de fabrique qui sont protégées dans l'un ou l'autre État en tant que marques distinctives des produits des membres d'une union professionnelle, d'une localité ou d'une circonscription déterminée, pour autant que la déclaration de ces marques de fabrique a été effectuée dans l'autre État avant le 1^{er} octobre 1875. A l'exception des membres d'une telle union, localité ou circonscription, nul ne peut prétendre à la protection de ces marques de fabrique.

Article 5.

1. Les dispositions des articles 1 à 4 sont également applicables aux personnes qui, sans être ressortissants d'aucun des deux États, sont domiciliées ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'une des deux États.

2. Les marques et leur enregistrement sont assimilés aux marques de fabrique et au dépôt de celles-ci, au sens des articles 3 et 4.

2. These provisions apply also to trade marks which were registered before the coming into force of the present Agreement and which at the time of its coming into force were protected by virtue of such registration.

Article 4.

1. Public armorial bearings belonging to the territory of one of the two States shall not be regarded in the other States as marks that may be used freely (*Freizeichen*). This applies also to representations of armorial bearings differing in form from the official representation, if, apart from these differences, there is danger of error in commercial transactions.

2. The registration of trade marks of which such armorial bearings form an integral part may not, provided the applicant can prove his right to use the said armorial bearings in the trade mark, be refused in the other State, by reason of the use of such armorial bearings.

3. Only the person entitled to use such armorial bearings can claim protection for trade marks composed in this manner.

4. These provisions apply in particular to the armorial bearings of the Austrian hereditary lands (*Erblandswappen*).

5. Trade marks which are protected in one of the two States as being the distinguishing marks of the products of members of a specified commercial association or of persons belonging to a specified place or district may not be used freely in the other State, if application for their registration was made in the latter State before October 1, 1875. Persons other than members of such an association or not belonging to one of the said places or districts cannot claim protection for these trade marks.

Article 5.

1. The provisions of Articles 1 to 4 shall apply equally to persons who are not nationals of either of the two States but who are domiciled or have their real and effective industrial or commercial establishments in the territory of one of the two States.

2. Marks and the registration of marks are assimilated to trade marks and their registration within the meaning of Articles 3 and 4.

Article 6.

Les auteurs d'œuvres littéraires, artistiques et photographiques, qui sont ressortissants de l'un des deux Etats, jouissent dans l'autre Etat des mêmes droits que les auteurs nationaux même pour les œuvres qui ont été publiées pour la première fois en dehors du domaine de l'Union de Berne pour la protection des Œuvres littéraires et artistiques.

Article 7.

1. Si l'une des deux Parties contractantes se retire de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou de l'Union de Berne pour la protection des Œuvres littéraires et artistiques, elle devra en aviser immédiatement l'autre Partie contractante et entamer en même temps des négociations pour la revision du présent accord.

2. Si les négociations n'ont pas abouti à la date où la dénonciation de l'Union de Paris ou de Berne deviendrait définitive, les dispositions de la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi que celles du présent accord, continueront à s'appliquer entre les deux Etats jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord.

Article 8.

1. Le présent accord sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que possible.

2. Le présent accord aura effet à compter du jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après qu'il aura été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes.

3. En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord.

4. Fait en double expédition, à Berlin, le 15 février 1930.

Dr Georg MARTIUS.
Georg KLAUER.
Dr Felix FRANK.

Article 6.

The authors of literary, artistic or photographic works, who are nationals of either of the two States shall enjoy in the other State the same rights as native authors even for works first published outside the jurisdiction of the Berne Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

Article 7.

1. If either of the two States denounces the Union Convention of Paris for the Protection of Industrial Property or the Convention of Berne relative to the Protection of Literary and Artistic Works, it shall immediately give notice thereof to the other State and shall at the same time open negotiations for the revision of the present Agreement.

2. Should these negotiations not have been brought to a close at the time when the above-mentioned denunciation becomes effective, the provisions of the Union Convention of Paris for the Protection of Industrial Property or of the Berne Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works as well as those of the present Agreement shall continue to apply to the reciprocal relations of the two countries pending the conclusion of a new Agreement.

Article 8.

1. This Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in Vienna as soon as possible.

2. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged and shall remain in force until one year after denunciation by either of the two States.

3. In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed this Agreement.

4. Done in duplicate in Berlin, February 15, 1930.

Dr. Georg MARTIUS.
Georg KLAUER.
Dr. Felix FRANK.